INSTITUT KURDE DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°490

JANVIER 2026

La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du Gouvernement français et de la Mairie de Paris

– – – – –

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Bulletin de liaison et d'information
de l'Institut kurde de Paris
N° 490 janvier 2026

SOMMAIRE

- **SYRIE : LA FIN DE ROJAVA ?**
- **IRAN : MASSACRES À HUIS CLOS**
- **IRAK : LE KURDISTAN SE MOBILISE POUR LA DÉFENSE DU ROJAVA**
- **TURQUIE : LES KURDES EN COLÈRE, LE « PROCESSUS » PIÉTINÉ**
- **SUÈDE : DÉCÈS DE MEHMET EMIN BOZARSLAN**

SYRIE : LA FIN DE ROJAVA ?

Les Kurdes syriens ont perdu en quelques semaines des positions qu'ils avaient mis plus d'une dizaine d'années à établir dans les territoires du nord-est syrien représentant près d'un tiers de la superficie de la Syrie.

Alors qu'une délégation kurde était encore à Damas le 4 janvier pour une énième tentative de négociation pour la mise en œuvre de l'accord qu'ils avaient signé en mars 2025 avec le président syrien par intérim un renversement d'alliances radical s'opérait dans leur dos. Le 5 avril, des pourparlers discrets sous l'égide des Etats-Unis se sont tenus à Paris entre le ministre syrien des affaires étrangères Assaad al-Chabani et des représentants israéliens afin de parvenir à » un accord de sécurité équilibré » entre les deux pays voisins et toujours techniquement en guerre. (Le Figaro, 5 janvier) Le bureau du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a souligné dans un communiqué qu'au cours de ces discussions Israël avait « réaffirmé son engagement à promouvoir la stabilité et la sécurité régionales, Ainsi que la nécessité de faire progresser la coopération économique au bénéfice des deux pays » (RFI, 7 janvier). L'envoyé spécial américain pour la Syrie l'ambassadeur Tom Barrack qui a été le médiateur dans ces discussions ne pouvait que se féliciter de leur issue positive et de la pertinence du choix de l'administration américaine de miser désormais sur le nouveau régime syrien pour stabiliser le pays et normaliser ses relations avec ses voisins, y compris et surtout Israël et le Liban.

Un peu plus tard dans la journée, les présidents turc et américain ont eu un long entretien téléphonique au cours duquel Donald Trump a, selon toute vraisemblance, donné son feu vert pour une opération militaire de l'armée syrienne contre les Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde, jusque-là fidèles alliées de la coalition internationale de guerre contre Daech dirigée par les États-Unis. Le président turc a informé de suite son homologue et protégé syrien de ce « feu vert » américain et a tenu à évoquer publiquement « une opération militaire limitée » contre les quartiers d'Alep sous contrôle « des terroristes de YPG-PKK ».

Dès le lendemain de ce « deal » turco-américain, le 6 janvier, une vaste offensive a été lancée contre les quartiers kurdes d'Alep,

encerclés par plus de 30 000 miliciens de « l'armée arabe syrienne « et pilonnés par des armes lourdes et des drones. Les quelques centaines de combattants kurdes de la police locale (Assayish), qui défendaient et géraient ces quartiers depuis 2011 et qui ne posaient aucune menace sécuritaire pour le régime, ont résisté pendant cinq jours avant d'être évacués à la faveur d'un cessez-le-feu.

Un gouvernement bienveillant et inclusif aurait remercié cette police locale pour sa mission au profit de la sécurité publique et aurait cherché une solution pour l'intégrer pacifiquement. Le nouveau régime a choisi d'assiéger pendant trois mois ces quartiers avant de déclencher sa vaste offensive qui a jeté en plein hiver sur les routes de l'exode quelque 176.000 civils (estimation de l'ONU). Sur leur lancée, et avec le soutien logistique de la Turquie, ces milices ont attaqué les localités et villes arabes sous administration des FDS alors que celles-ci, sous la pression américaine, et afin d'éviter une nouvelle et dévastatrice guerre civile, avaient accepté de retirer leurs unités d'abord des localités situées à l'ouest de l'Euphrate, puis d'autres villes à majorité arabe qu'elles avaient libérées du joug de l'Etat islamique et qu'elles administraient depuis.

Des tribus arabes sunnites, après avoir soutenu Daech, s'étaient ralliées formellement à la coalition internationale de lutte contre Daech. Les FDS avaient ainsi pu recruter et former plusieurs milliers de combattants arabes et les associer au sein des conseils locaux et provinciaux à l'administration de leurs territoires. Après le « deal » Trump-Erdogan, voyant le vent tourner, ces tribus ont basculé du côté des milices de l'armée arabe syrienne. Leur premier geste de « victoire » a été de déboulonner la statue de la femme combattante anonyme libératrice de Raqqa du joug de l'Etat islamique avant d'aller relâcher nombre de prisonniers de Daech détenus dans une prison de cette ex-capitale de l'Etat islamique.

Ce retrait négocié des FDS a été célébré comme une « victoire » par le régime qui à ce jour ne peut se targuer d'aucun exploit militaire ni contre les incursions récurrentes d'Israël ni contre l'armée turque qui continue d'occuper de larges portions du territoire syrien. Une « victoire » bénie et célébrée dans toutes les mosquées arabes du pays, sur instruction de la Direction des affaires religieuses (Awqaf) qui cite à ce propos une sourate du Coran appelée Anfal, autorisant le meurtre des infidèles et le pillage de leurs biens, qui avait déjà été excipée par Saddam Hussein lors de ses campagnes génocidaires de 1986-1988 qui se sont soldées par la mort de 182 000 civils kurdes.

La copie de cette directive, qui a largement circulé sur les réseaux sociaux, alarme les Kurdes qui prennent très au sérieux cette menace de massacre et de nettoyage ethnique car elle a déjà été partiellement mise en œuvre par ces mêmes milices dans les territoires kurdes syriens sous occupation turque. Dans la ville de Serê Kaniyê où avant l'occupation turque les Kurdes formaient 85 % de la population, ils sont à présent à peine 1% et dans le canton d'Afrin ils sont passés de 90% à environ 35%. Il faut reconnaître que les Turcs sont experts dans l'art de nettoyage ethnique et de l'ingénierie démographique ; Arméniens, Grecs, Assyro-chaldéens et Kurdes peuvent en témoigner.

Après les intenses combats opposant dans la province de Raqqa les forces kurdes à l'armée syrienne et les réactions outrées de l'opinion publique et de nombre de sénateurs américains contre l'abandon des alliés kurdes Washington a, le 17 janvier, appelé à « la restreinte ». De son côté, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu le 18 janvier avec le président syrien Ahamed al-Chareh pour exprimer sa « préoccupation face à l'escalade de la violence » et plaider en faveur d'un cessez-le-feu immédiat.

Damas a annoncé dans la soirée la signature d'un accord de cessez-le-feu avec le chef des forces kurdes le général Mazloum Abdi. Le texte de cet accord en quatorze points publié par la présidence syrienne prévoit notamment l'intégration des FDS et des forces de sécurité kurdes (Assayish) dans les ministères de la Défense et de l'Intérieur du pays. Il comprend aussi la remise immédiate au gouvernement des provinces à majorité arabe mais sous contrôle kurde de Deir ez-Zor et Raqqa ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe jihadiste Etat islamique (EI) et de leurs familles détenues dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes. Le chef des FDS n'était pas présent à Damas « pour des raisons météorologiques » mais il avait rencontré la veille à Erbil l'émissaire américain Tom Barrack qui, lui, était présent à Damas aux côtés de son nouvel allié syrien et selon lui « cet accord et ce cessez-le-feu représentent un tournant décisif, avec d'anciens adversaires privilégiant le partenariat plutôt que la division ». La Turquie, de son côté, a réagi par la voix de son ministre des affaires étrangères : « Nous espérons que cet accord contribuera à la sécurité et à la paix du peuple syrien ainsi que de toute la région, en particulier des pays voisins de la Syrie » (Le Figaro, 18 janvier).

Le 19 janvier, le président Trump a appelé al-Chareh pour lui rappeler « la nécessité de garantir les droits et la protection du peuple kurde dans le cadre de l'Etat » (AFP, 19 janvier).

Mais le lendemain la nouvelle session de discussions kurdo-syriennes sur les modalités d'application de l'accord annoncé à Damas s'est soldée par un échec (AFP, 20 janvier).

Le même jour, dans un message sur son compte X, l'émissaire américain Tom Barrack déclare sans gêne ni embarras : » La mission initiale des FDS en tant que principale force anti-EI sur le terrain a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de l'EI ».

Le chef des FDS Mazloum Abdi, dans un entretien à un média kurde, avait appelé « la coalition internationale à assumer ses responsabilités dans la sécurisation des camps de prisonniers de l'EI, ajoutant s'être retiré dans des zones majoritairement kurdes du nord-est dont la protection est « une ligne rouge ».

Cependant, les militaires américains semblent avoir une confiance toute relative dans la capacité de l'armée syrienne à assurer la garde des prisonniers de Daech tant les milices islamistes qui forment cette armée sont infestées d'anciens djihadistes. C'est pourquoi le Pentagon a estimé nécessaire d'évacuer d'urgence vers l'Irak environ 7000 de ces djihadistes les plus dangereux. Pour effectuer ce transfert il a besoin du temps. C'est l'une des raisons pour lesquelles le cessez-le-feu de quatre jours accordés par Damas le 20 janvier a été prolongé de quinze jours le 24 janvier à la demande de Washington et de Paris. Ce délai a été utilisé pour intensifier les négociations en vue d'un accord précis et durable entre les deux parties afin de prévenir une nouvelle guerre civile, voire une confrontation militaire arabo-kurde.

Malgré la trêve annoncée, le siège de la ville hautement symbolique de Kobané amorcé 1e 17 janvier n'a pas été levé. Les chaînes de télévisions kurdes ont diffusé chaque jour les images poignantes des 250.000 habitants et déplacés de Kobané assiégés par les milices Islamistes ou proturques, privés d'eau et d'électricité, luttant dans le froid et la neige pour leur survie. L'errance de près de 200.000 civils kurdes jetés en plein hiver sur les routes de l'exode a également beaucoup ému l'opinion publique kurde dans toutes les parties du Kurdistan qui s'est mobilisée pour envoyer des secours à leurs frères et sœurs en détresse.

La chaîne de télévision kurde Rûdaw a organisé pendant plusieurs jours à Erbil une sorte de téléthon en faveur des déplacés kurdes où elle a pu collecter plus d'un million de dollars, somme conséquente dans le contexte local. La Fondation Barzani a distribué des secours en nourriture, vêtements et médicaments à plus de 60 000 déplacés. Les Kurdes de Turquie ont formé un convoi de camions d'aide humanitaire pour Kobané mais le gouvernement turc n'a pas autorisé son passage. Les médias kurdes ont, entre autres atrocités, diffusé les images de la tuerie au bord d'une route d'exode de six membres d'une famille par des miliciens de l'armée syrienne le 25 janvier, abattus froidement dès qu'ils ont su que ces déplacés étaient de Kurdes. Six autres de leurs proches ont survécu à leurs blessures. Les chaînes turques ont, elles, narré les « victoires » de l'armée syrienne contre les « terroristes kurdes ». Et les Arabes sunnites ont prié dans leurs mosquées pour la victoire de leur armée dans cette guerre de conquête(fath). L'émir du Qatar, qui finance le nouveau régime et son armée, a semblé inquiet que le conflit en cours ne dégénère en une guerre « kurdo-arabe » et appelé le leader kurde Massoud Barzani à user de toute son influence auprès des Kurdes afin de prévenir un tel engrenage dévastateur.

L'abandon des Kurdes par leurs alliés occidentaux, en premier lieu américains, a été perçue comme une « trahison ». Un peu partout des personnalités de tous bords politiques ont pris la parole pour dénoncer cette trahison et appeler les gouvernements européens à intervenir, à conditionner leurs relations politiques avec le nouveau régime syrien au respect des droits des Kurdes, voire à rétablir les sanctions contre Damas. La diaspora kurde a organisé dans les principales villes d'Europe de vastes manifestations unitaires en soutien au Rojava.(Voire la revue de presse). Un peu partout des parlementaires ont interpelé leurs gouvernements. Aux États-Unis les sénateurs Lindsay Graham et Richard Blumenthal, passant des menaces aux actes, ont déposé le 30 janvier au Sénat un projet de loi intitulé « Save the Kurds Act » qui prévoit notamment :

- Des sanctions contre des responsables du gouvernement syrien et leurs soutiens financiers ou militaires ;
- La reconnaissance formelle du rôle des FDS dans la lutte contre l'État islamique ;
- la requalification de Hay'at Tahrir al-Sham comme organisation terroriste étrangère ;
- L'obligation d'un examen parlementaire avant toute levée de la désignation de la Syrie comme État soutenant le terrorisme ;

Une clause de suspension des sanctions si les attaques cessent ;Un mécanisme de « Snapback » rétablissant immédiatement les sanctions en cas de reprise des hostilités.

Les défenseurs du texte soulignent que les FDS ont joué un rôle central dans la défaite territoriale de l'État islamique et que la région abrite des prisons de l'El

ainsi qu'environ 1 000 soldats américains. Selon les promoteurs du projet, protéger les partenaires kurdes est essentiel à la stabilité régionale, à la crédibilité américaine et à la prévention d'une résurgence djihadiste.

Sous la pression de l'opinion publique internationale, des menaces de rétablissement des sanctions américaines par le Sénat, et de certains pays comme la France, le 29 janvier, un accord formel a été annoncé entre le régime syrien et les FDS, prévoyant un processus progressif d'intégration militaire et administrative. Il comprend notamment :

- Le retrait des forces des lignes de front ;
- L'entrée des forces de sécurité affiliées au ministère syrien de l'Intérieur dans les centres des villes de Hasakah et Qamishli ;
- La formation d'une division militaire composée de trois brigades FDS ;
- La création d'une brigade de Kobané rattachée à une division liée à la province d'Alep ;
- L'intégration des institutions de l'Administration autonome dans les structures étatiques syriennes, avec maintien des employés civils ;
- Des garanties relatives aux droits civils et éducatifs de la population kurde ;
- Le retour des déplacés dans leurs foyers, y compris à Afrin, Serê Kaniyê et Girê Spî.

Malgré cet accord, la situation sécuritaire est restée tendue, les lignes de front demeurant instables après de multiples violations.

Rien ne garantit la mise en œuvre de cet accord ni celle des « droits nationaux » du peuple kurde annoncé le 16 janvier en pleine guerre par un décret du président syrien. Ce décret prévoit, pour la première fois dans l'histoire syrienne, l'enseignement de la langue kurde dans les écoles et l'octroi de la nationalité syrienne à plusieurs centaines de milliers de Kurdes syriens qui en avaient été arbitrairement privés par la dictature baasiste.

Le nouvel an kurde, Newroz, sera fêté comme un jour férié.

Ces droits ne peuvent avoir un sens et une pérennité que s'ils sont consignés dans une constitution et/ou garantis par les Etats-Unis et la France qui ont joué un rôle de médiateurs dans la signature de l'accord du 30 janvier.

Le Rojava, tel qu'il existait comme expérience de « confédéralisme démocratique », écologique, féministe, multiethnique, associant dans son administration, dans ses forces armées et dans ses institutions, Kurdes, Arabes, musulmans, chrétiens et yézidis, s'est achevé dans une certaine confusion fin janvier.

On verra si le « processus d'intégration » prévu par les accords kurdo-syriens laissera une certaine autonomie aux institutions civiles et militaires de Rojava dans les territoires à majorité kurde de Djézireh. Si un avatar de format et d'étendue réduits va survivre à cette entité de Rojava qui avait valeur de symbole pour ses acteurs et actrices kurdes, une aura dans la région et au-delà dans une certaine gauche européenne.

IRAN : MASSACRES À HUIS CLOS

Les manifestations contre la vie chère qui ont démarré le 28 décembre au grand bazar de Téhéran se sont amplifiées et étendues à l'ensemble du territoire iranien. Dès le 2 février, les forces de sécurité ont intensifié leurs opérations dans les provinces du Fars, Lorestan, Ispahan et dans au moins 32 villes du pays pour tenter de réprimer « les émeutes ». Les provinces kurdes ont subi un quadrillage militaire massif.

Après la mort de plusieurs manifestants, le président américain Donald Trump a diffusé sur son réseau Truth Social un message menaçant les autorités iraniennes : « Si l'Iran tire sur des manifestants pacifiques et les traite de manière violente, ce qui est leur habitude, les États-Unis d'Amérique viendront à leur secours. Nous sommes prêts et armés, prêts à intervenir » (Le Monde, 2 janvier). Ce message, perçu par le régime comme un encouragement au soulèvement, a déclenché la mobilisation de toutes ses forces pour écraser le mouvement populaire quoi qu'il en coûte. La répression a été particulièrement sanglante, notamment à Téhéran et dans les régions kurdes.
Des centaines de personnes ont, le 7 janvier, organisé un sit-in au Grand Bazar de Téhéran pour dénoncer l'utilisation de la violence par les forces de sécurité pour disperser les manifestants. Le président iranien Massoud Pezeshkian a appelé les forces de l'ordre à ne pas s'en prendre aux manifestants.

Appel resté sans effet. Le même jour, le chef du pouvoir judiciaire, Gholam-Hossein Mohseni-Ejei, et le chef des forces de sécurité, le général Ahmed Reza Radan, ont annoncé des mesures strictes contre les protestataires qui seraient « identifiés partout et à chaque moment, poursuivis et punis jusqu'à l'arrestation de la dernière personne » (New York

Times, 7 janvier). Le journal américain indique qu'à cette date on déplore déjà la mort de 38 personnes, dont quatre mineurs.

Le 8 janvier, à l'appel de l'ensemble des partis politiques kurdes, une grève générale a été observée dans les quatre provinces du Kurdistan iranien. Un porte-parole du bloc kurde, Hassan Rahmanpanah, a affirmé à l'AFP que la grève visait à montrer « un soutien unifié du peuple kurde à la lutte et aux manifestations menées par le peuple iranien contre la République islamique ».

Des foules nombreuses ont également manifestés dans la ville portuaire de Bandar Abbas et à Rasht, aux cris de « À bas le dictateur ». 25 des 31 provinces de l'Iran étaient désormais concernées par de vastes protestations contre la vie chère et contre le régime. Les images de ces manifestations circulaient sur les réseaux sociaux et par les chaînes de télévision de l'opposition, celles insoutenables des centaines de victimes abattues ont bouleversé l'opinion publique. Pour réduire ces effets dévastateurs et empêcher la coordination entre les manifestants, le régime a, dès le 8 janvier, coupé l'accès à Internet et aux réseaux sociaux sur ordre de l'ayatollah Khamenei.

La répression des « émeutiers » a tourné à des massacres à huis clos de civils. À Eslamabad-e Gharb, dans la province de Kermanshah, au moins douze civils kurdes dont deux enfants ont été tués selon un bilan provisoire établi par l'ONG Hengaw. Le 20 janvier, l'ONG Hengaw a confirmé la mort de dizaines de Kurdes tués entre les 8 et 9 janvier à Kermanshah, Téhéran et Rey, dont un adolescent de 16 ans, portant à 56 le nombre de morts kurdes documentés à cette date, dont six enfants.

En dehors du Kurdistan, les forces de répression iraniennes ont tué deux Kurdes yarsanis à Téhéran lors des manifestations : Behzad Abbassi Gurajubi (originaire de Qasr-e Chirin) et Maham Mardan Ghadari. L'ONG Hengaw a également identifié plusieurs Kurdes tués lors des manifestations à Téhéran et à Karaj, dont un jeune de 19 ans à Karaj.

En raison de la coupure de l'accès à Internet, les bilans sont restés provisoires mais des témoignages ont fini par parvenir aux médias internationaux. The New York Times, dans son édition du 13 janvier, a publié des témoignages glaçants sous le titre « Shoot to kill » (Tirer pour tuer). Le Monde du 12 janvier fait état de la morgue de Kahrizak, au sud de Téhéran, débordée par l'afflux des cadavres. Le journal Libération du 14 janvier cite un bilan provisoire de l'organisation de défense des droits humains HRANA, basée aux États-Unis, qui fait état de 2400 personnes tuées identifiées.

Selon le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, la répression contre les manifestants en Iran pourrait être « la plus violente » de l'histoire contemporaine de ce pays. Il exhorte les autorités de Téhéran à la faire cesser « impérativement » lors de son intervention sur RTL.

Le même jour, dans un message sur X, Reza Pahlavi, le fils du Shah déchu, a appelé l'armée à ne pas obéir aux ordres du régime : « Vous êtes l'armée de l'Iran, pas l'armée de la République islamique. Votre devoir est de protéger la vie de vos compatriotes. Vous avez peu de temps, rejoignez-les au plus vite. » Il a relayé les appels à poursuivre la contestation lancés par Donald Trump.

Selon Le Monde du 14 juin, en Iran la répression connaît une ampleur inédite. Il cite des témoins qui affirment : « Il y avait deux ou trois couches de corps entassés les uns sur les autres dans les morgues ». Il est fait état de « tirs à bout portant dans les manifestations ». Le quotidien Libération, dans son édition du 19 janvier, évoque « le difficile travail des soignants face à la répression ». La population est terrifiée en voyant les blessures. Le même jour, la police lance un ultimatum de trois jours aux participants aux « émeutes » pour se livrer (RFI, 19 janvier).

La levée partielle de l'interdiction d'accès à Internet, les récits et témoignages des proches des victimes et des soignants ont permis de dresser vers la fin janvier les premières estimations de ce que le célèbre photographe iranien Reza, dans une lettre au président français Emmanuel Macron, appelle « le massacre des innocents ».

Le 26 janvier, l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA) s'est dite en mesure d'attester la mort de 5848 personnes, dont 5520 manifestants, 77 mineurs, 209 membres des forces de sécurité et 42 passants. Des chiffres qui devraient encore s'alourdir car cette ONG souligne qu'elle enquête sur 17091 autres possibles décès.

De son côté, l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a confirmé la mort de 3428 manifestants, précisant cependant craindre que le chiffre réel atteigne 25 000 morts. La chaîne télévisée d'opposition Iran International, basée à l'étranger et proche des monarchistes, affirme pour sa part que plus de 36 000 personnes ont été tuées en Iran depuis fin décembre, citant notamment des documents officiels classifiés et des sources sécuritaires (Libération, AFP, 26 janvier).

Dans son dernier bilan, l'ONG HRANA fait aussi état de l'arrestation d'au moins 41 283 per-

sonnes. L'autorité judiciaire a promis par la voix de son chef des procès « sans la moindre clémence ».

On est loin du bilan officiel annoncé par les autorités le 22 janvier faisant état d'un total de 3117 morts. Selon Téhéran, la grande majorité (2427) des morts seraient des « martyrs », soit des membres des forces de sécurité ou des passants et non des « émeutiers » (Fars News, 23 janvier).

Le président américain, qui avait à plusieurs reprises menacé de punir le régime en cas de poursuite de la répression, a finalement suspendu la mise à exécution de sa menace d'intervention militaire. Outre les influentes pétromonarchies du Golfe craignant les représailles militaires de Téhéran, le président turc s'est également opposé à toute confrontation militaire avec l'Iran qui, selon lui, déstabiliserait davantage la région et pourrait provoquer un afflux massif de réfugiés iraniens vers la Turquie. L'effondrement du régime iranien pourrait également favoriser l'émergence de mouvements autonomistes ou fédéralistes, notamment au Kurdistan iranien, ce qui constituerait une nouvelle « menace existentielle » pour l'État turc.

Il se trouve que le Pentagone a averti le président américain qu'il n'était pas encore prêt pour une intervention militaire d'envergure contre l'Iran et que l'envoi sur place d'une armada prendrait quelques semaines. Sous l'effet de cet ensemble de facteurs, Donald Trump a dû temporiser et il a justifié sa nouvelle position d'attente en prétendant que l'Iran avait renoncé à 800 exécutions de manifestants à la suite de ses menaces d'intervention.

Commentant cette version, le procureur général iranien, Mohammed Movahedi-Azar, l'a jugée « totalement fausse ». Selon ses déclarations reprises par l'agence officielle Mizan : « Le président américain déraisonnable et arrogant a prétendu avoir empêché l'exécution de 800 personnes. Cette affirmation est totalement fausse : ce chiffre n'existe pas et le pouvoir judiciaire n'a pris aucune décision de ce type » (Le Monde, 23 janvier).

Dans un entretien publié dans Le Monde du 26 janvier, Mai Sato, rapporteure spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique, estime que la coupure d'Internet dans le pays a dissimulé l'ampleur réelle des tueries et qu'il « pourrait y avoir des dizaines de milliers de victimes ». Elle affirme par ailleurs que les autorités iraniennes tentent d'augmenter artificiellement le nombre de victimes parmi les forces de sécurité.

Selon elle, des familles, lorsqu'elles se rendent à l'hôpital ou à la morgue pour récupérer les corps de leurs proches, doivent signer un document indiquant que la victime était membre des forces de sécurité, en particulier les bassidjis qui sont la branche paramilitaire et les volontaires du corps des gardiens de la révolution. Si elles refusent, elles doivent payer une somme exorbitante. Ce sont des stratégies utilisées pour entretenir une rhétorique qui vise à faire croire que ce sont les manifestants qui sont violents, que ce sont des terroristes ou des mercenaires.

Comme on peut le constater en parcourant notre abondante revue de presse de ce mois-ci, il y a eu, de Paris à Londres, Berlin et Los Angeles, de nombreuses manifestations de protestation contre le régime iranien et ses pratiques barbares. Des intellectuels, des avocats, des défenseurs des droits de l'homme ont signé des pétitions, publié des tribunes, lancé des appels à l'aide.

Cette vaste mobilisation de l'opinion publique a notamment abouti à la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU et surtout à la décision des 27 pays de l'Union européenne de placer le corps des Gardiens de la révolution, principal outil de répression de la République islamique, sur la liste des organisations terroristes. Cette décision prise le 29 janvier, en marge d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE, constitue un geste fort et indispensable qui a rendu furieux le régime iranien. Selon la cheffe de la diplomatie estonienne Kaja Kallas, « tout régime qui tue des milliers de ses propres citoyens travaille à sa perte ».

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a salué cette désignation « qui n'a que trop tardé ». « Terroriste est bien le mot qu'on qualifie pour un régime qui réprime les manifestations de son propre peuple dans le sang », écrit-elle sur X.

L'Union européenne a également sanctionné plusieurs hauts dirigeants iraniens, dont le ministre de l'Intérieur, le procureur général de l'Iran, le chef de la police ainsi que plusieurs responsables des gardiens de la révolution. Au total, quelque entités et individus sont ciblés par ces sanctions qui entrent en vigueur aussitôt (Le Monde, 29 janvier).

IRAK :
LE KURDISTAN SE MOBILISE POUR LA DÉFENSE DU ROJAVA

L'offensive lancée par les milices islamistes de l'armée arabe syrienne contre les forces kurdes a éveillé de douloureux souvenirs et un grand élan de solidarité chez les Kurdes irakiens.

Beaucoup se sont rappelé l'offensive lancée fin mars 1991, au lendemain de la Guerre du Golfe, par l'armée de Saddam Hussein contre les villes kurdes que la résistance kurde venait de libérer. Les alliés, notamment les Américains, qui avaient appelé les Kurdes et les chiites à se soulever contre la dictature irakienne leur tournaient le dos affirmant ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires internes de l'Irak. Pourchassés, plus de deux millions civils kurdes prenaient dans le froid et la neige les routes de l'exode vers les frontières de l'Iran et de la Turquie.

Les images télévisées de cet exode « biblique », selon l'expression du pape Jean-Paul II, avaient Bouleversé et indigné l'opinion publique mondiale et obligé la communauté internationale à réagir. A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté la désormais fameuse résolution 688 instaurant une « zone de protection » (safe haven) pour assurer le retour dans leurs foyers des déplacés kurdes, zone qui a évolué vers le Kurdistan autonome actuel.

L'histoire se répète maintenant au Rojava. Les Américains, sans état d'âme, abandonnent leurs alliés kurdes dont les sacrifices énormes ont permis la victoire contre Daech pour s'allier avec le régime de Damas qui lancent ses troupes contre les territoires kurdes. La ville symbolique de Kobané, où l'Etat islamique a subi sa première défaite, est assiégée, avec ses 250 000 habitants et déplacés, par les milices islamistes qui veulent prendre leur revanche. Des images des enfants et vieillards grelotant de froid dans cette ville martyre privée d'eau, d'électricité, de médicaments défilent en direct sur les chaînes kurdes d'informations continues tout comme celles des dizaines de milliers de civils kurdes jetés sur les routes de l'exode vers le réduit kurde de Qamichli. Indignés et solidaires, les citoyens du Kurdistan manifestent massivement dans toutes les villes du Kurdistan. Les chaînes de télévision organisent des collectes en faveur des déplacés kurdes syriens. Celle lancée en direct par la chaîne Rûdaw a permis de collecter plus d'un million de dollars de dons à Erbil, ce qui rapporté à la population et au pouvoir d'achat local est considérable.

Le 26 janvier, une journée de sensibilisation et de solidarité a été organisée dans toutes les écoles du Kurdistan.

De son côté, le gouvernement régional du Kurdistan a mobilisé toute sa diplomatie pour la recherche d'une solution pacifique afin d'empêcher une guerre arabo-kurde aux conséquences potentiellement dévastatrices. Une perspective qui a même inquiété l'émir du Qatar qui a appelé le leader kurde Massoud Barzani afin qu'il use de toute son influence auprès des Kurdes syriens pour éviter une confrontation militaire généralisée.

Pour mémoire, c'est le Qatar qui depuis plus d'un an finance l'administration et les milices de l'armée syrienne et il pourrait, s'il en avait l'intention, exiger de ses obligés de Damas d'arrêter leur offensive militaire contre les Kurdes. Le président du Kurdistan Nechirvan Barzani, en contact régulier avec le président Macron, les dirigeants américains, le général Mazloum Abdi et le président turc Erdogan a œuvré en faveur d'un cessez-le-feu permanent et d'un accord politique. Après avoir, à plusieurs reprises reçu le commandant en chef des forces kurdes, il a organisé le 22 avril à Erbil une rencontre importante entre lui et l'envoyé spécial américain pour la Syrie Tom Barrack pour obtenir une prolongation du fragile accord de cessez-le-feu de quatre jours convenu la veille. De son côté, le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, invité au Forum de Davos, a mis à profit son séjour pour rencontrer les responsables politiques occidentaux, dont le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, ainsi que des dirigeants arabes présents pour les alerter sur la situation dramatique des Kurdes en Syrie et demander leur intercession. Lors de son audience avec le pape, le 21 janvier, l'ex-président Massoud Barzani n'a pas manqué d'évoquer le sort des Kurdes en Syrie. La fondation Barzani a apporté des secours d'urgence à quelque 60 000 déplacés de Qamichli mais ses convois destinés à Kobané on tété bloqués par l'armée syrienne.

Cet élan de solidarité a été salué dans toutes les parties du Kurdistan comme un symbole puissant de l'unité kurde. La déclaration de Massoud Barzani affirmant que « même injustement écartelé entre quatre Etats, nous sommes une même nation, la nation kurde » a trouvé un très large écho dans l'ensemble du Kurdistan. Le slogan 2+2=1 est devenu viral parmi les jeunes.

Par ailleurs, le 18 janvier Bagdad a annoncé le retrait complet des forces de la coalition internationale contre Daech dirigée par les Etats-Unis des bases situées sur le

territoire fédéral, à l'exclusion de la Région autonome du Kurdistan. « Ces sites passent sous le contrôle total des forces de sécurité irakiennes » indique un communiqué militaire ajoutant que l'Irak passera « à la phase des relations bilatérales avec les Etats-Unis en matière de sécurité ». (AFP, 18janvier).

Les troupes américaines et alliées étaient déployées en Irak et en Syrie depuis 2014 pour combattre le groupe Etat islamique (EI) qui s'était emparé de vastes territoires dans les deux pays pour y proclamer son « califat ». Le mandat des forces de la coalition internationale au Kurdistan doit, en principe, prendre fin en septembre 2026.

Sur le plan politique, le Cadre de la coordination, principale alliance chiite irakienne, proche de Téhéran, qui détient la majorité des sièges au Parlement a annoncé le 24 janvier son soutien à la nomination de Nouri al-Maliki comme Premier ministre. Une annonce qui a suscité aussitôt une réaction virulente du président américain Donald Trump qui, le 27 janvier, menacé de cesser son aide à l'Irak si Maliki est au pouvoir. 'J'ai entendu dire que le grand pays qu'est l'Irak pourrait faire un très mauvais choix en réinstallant Nouri al-Maliki au poste de Premier ministre a écrit D. Trump sur son réseau Truth Social. « La dernière fois que Maliki était au pouvoir, le pays a sombré dans la pauvreté et le chaos total. Cela ne doit pas se reproduire » souligne-t-il, ajoutant qu'en raison de « ses politiques et idéologies insensées, si'il est élu, les Etats-Unis d'Amérique ne viendront plus en aide à l'Irak ».

Le jour même, le Parlement irakien a reporté l'élection du président de la république.

Ce poste symbolique revient traditionnellement aux Kurdes mais les deux principaux partis Kurdes ne se sont toujours pas mis d'accord sur le nom d'un candidat pas plus qu'ils n'ont pas pu encore s'entendre pour former un gouvernement de coalition au Kurdistan 14 mois après l'élection du Parlement du Kurdistan. Ce report semble arranger les affaires de la coalition chiite qui pour apaiser Trump cherche à gagner du temps. Un président de la république élu doit, d'après la Constitution, désigner dans les 15 jours un Premier ministre, avec le risque de provoquer une crise majeure avec Washington si la candidature de Nouri al-Maliki est maintenue ou avec Téhéran, son protecteur, si elle est retirée.

TURQUIE : LES KURDES EN COLÈRE, LE « PROCESSUS » PIÉTINÉ

L'actualité de janvier a été dominée par les répercussions de la guerre en Syrie dans le Kurdistan et l'engagement des autorités turques du côté du régime et de l'armée syriens tout en poursuivant la routine des réunions d'une commission parlementaire chargée d'élaborer des propositions « pour une Turquie sans terreur » c'est-à-dire débarrassée du PKK et de sa lutte armée.

Le président turc a été le maître d'œuvre de l'offensive de l'armée syrienne contre les forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde. Après des mois de préparatifs minutieux et à l'expiration du délai prévu pour l'application de l'accord d'intégration conclu entre les FDS et Damas, il a, le 5 janvier lors d'un entretien téléphonique, fait un « deal » avec le président américain obtenant son feu vert pour « une opération militaire limitée » afin d'asseoir l'autorité du gouvernement central dans toute l'agglomération d'Alep. Il a illico informé son ami et protégé al-Chareh de cette autorisation qui a lancé ses milices dès le lendemain contre les quartiers kurdes de Cheikh Maqsoud et d'Achrafieh contrôlés et gérés depuis 2011 par quelques centaines de combattants de la police locale kurde (Assayich). Ces quartiers abritant quelque 450 000 habitants, pour la plupart des déplacés du canton d'Afrin, étaient assiégés depuis près de trois mois. Ils ont été pilonnés à l'arme lourde, par des chars et drones de guerre fournis par la Turquie provoquant une centaine de morts et environ 176 000 déplacés en plein hiver. Le président turc s'est publiquement félicité de cette offensive « méticuleuse épargnant la population civile » et a affirmé le 8 janvier que la Turquie était « prête à soutenir l'armée syrienne » contre les combattants kurdes à Alep(AFP, 8 janvier) ce qu'elle faisait déjà amplement sur le terrain. Les sevices de renseignements turcs (MIT) travaillaient d'une manière assidue les tribus arabes de Raqqa et de Deir ez-Zor pour les retourner contre les FDS auxquelles elles s'étaient ralliées par opportunisme après avoir soutenu l'Etat islamique. L'argent qatari à flot et les promesses alléchantes de Damas ont grandement facilité l'entreprise de sape des services turcs.

La suite est connue. Lâchés par leurs alliés américains et trahis par les tribus arabes retournant les armes fournis par les FDS contre elles, les forces kurdes ont dû se replier sur les bastions kurdes. Dans toutes les tentatives de négociations de cessez-le-feu les dirigeants turcs ont incité

leurs alliés arabes syriens à la plus grande intransigeance, exigeant la capitulation et le désarmement complet de « l'organisation terroriste PYD-PKK ». La résistance kurde, la médiation américano-française ont permis la conclusion, le 29 janvier, d'un accord de cessez-le-feu prévoyant un processus d'intégration progressive des institutions militaires et civiles kurdes dans l'appareil d'Etat syrien. Pendant toute cette période d'affrontement les chaînes de télévision turques ont consacré une large couverture aux « exploits de l'armée arabe syrienne contre l'organisation terroriste » et les principaux dirigeants kurdes se sont félicités de la fin prochaine du terrorisme dans l'ensemble de la région. La Turquie a également interdit tout accès humanitaire à la ville de Kobané assiégée à partir du 17 janvier, privée d'eau et d'électricité, par des milices islamistes de l'armée syrienne décidées à prendre leur revanche contre les « kouffars » (mécréants) kurdes qui ont, en 2014, dans ce bastion de la résistance infligé au Daech sa toute première défaite.

Sur le plan géopolitique, le régime turc peut s'estimer gagnant, du moins provisoirement, à l'issue de cette crise régionale majeure. Mais à quel prix ! Son image s'est encore considérablement dégradée auprès de l'opinion publique occidentale largement kurdophile. Et à l'intérieur de ses frontières, les discours tenus depuis un an sur « la fraternité turco-kurde » qui avait pu un moment faire illusion auprès de certains segments de la société kurde se sont révélés creux et vains. Plus personne ne croit au « processus » que certains se sont plu à prendre comme « un processus » de paix. Malgré l'interdiction de manifester, les Kurdes en colère ont organisé de vastes rassemblements de solidarité avec leurs frères de Syrie dans les principales villes du Kurdistan ainsi qu'à Istanbul où vivent plus de 3 millions de Kurdes.

Le 20 janvier, le parti pro-kurde DEM, pourtant partenaire officiel du « processus de paix » a tenu la réunion de son groupe parlementaire dans la ville de Nusaybin située à quelques encablures de Qamichli, capitale kurde syrienne. Des milliers de jeunes Kurdes ont voulu franchir par la force la frontière pour aller se battre aux côtés de leurs frères kurdes syriens.

Des affrontements avec la police ont fait de nombreux blessés. Un drapeau turc a été brûlé, 356 manifestants interpelés. Les comptes des médias kurdes sur les réseaux sociaux ont été bloqués. Face à la brutalité de la police contre les manifestations pacifiques de solidarité avec le Rojava et devant le constat sans appel du soutien multiforme et affiché d'Ankara au régime syrien, le co-président de DEM Tuncer Bakirhan a évoqué « une crise de confiance » avec le gouvernement turc, soulignant qu'en dehors de la mise en place d'une commission aucune mesure concrète n'avait été prise depuis près d'un an ; « pas un seul pas pratique » a-t-il déploré avant de rappeler à qui veut bien l'entendre que « la paix ne peut se réduire à une gestion sécuritaire ».

Cependant, le 17 janvier, une délégation de DEM s'est rendue sur l'île-prison d'Imrali pour y rencontrer le leader du PKK Abdullah Ocalan pendant plus de deux heures. Ce dernier y aurait réaffirmé son engagement envers le « processus pour une société démocratique et la paix », affirmant que sa perspective du 27 février « restait valable ». Il appelle, lui aussi, à des mesures concrètes pour faire avancer le processus. Les affrontements en cours en Syrie seraient, à l'en croire, « une tentative de sabotage du processus » sans préciser par qui, pourquoi et comment. Il insiste sur la nécessité du dialogue et de la négociation.

Si la Turquie n'a pas fait un pas concret en faveur du processus, elle n'a pas manqué de condamner le leader politique kurde emblématique Selahattin Demirtas à une nouvelle peine d'un an, cinq mois et 15 jours pour « insulte au président » (Le Monde, 6 janvier). Détenu depuis 2016 pour délit d'opinion, malgré un arrêt définitif de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ordonnant sa remise en liberté cette figure charismatique du mouvement politique kurde, âgé de 52 ans, reste, par la volonté d'Erdogan, derrière les barreaux d'une prisonde haute sécurité d'Edirne (Thrace), située à plus de 1500kms de sa ville de Diyarbakir.

Sur le plan diplomatique, le président turc s'est attiré les grâces de Donald Trump moyennant notamment une participation chèrement payée à son « Board of Peace » et quelques autres marchés fructueux ses relations avec son autre « ami » Vladimir Poutine se sont notablement distendus. Il est également affligé par la destitution de son excellent ami et allié vénézuélien Maduro mais s'abstient de tout commentaire de peur de braquer le président Trump (Le Monde, 6 janvier). Il reste très préoccupé par une intervention militaire américaine qui pourrait générer un afflux massif de réfugiés vers la Turquie et permettre aux 12 millions de Kurdes d'Iran d'émerger et revendiquer un statut d'autonomie, une perspective cauchemardesque pour Ankara. La Turquie d'Erdogan se fait l'avocat des mollahs relève le quotidien libération dans son édition du 16 janvier.

Sur le plan économique, si l'inflation est officiellement ramenée à 30,89% contre 44,38% en 2024

l'économie va mal, la pauvreté affecte la majorité de la population. La Turquie en est à mettre en vente deux des ponts du Bosphore et ses principales autoroutes que des investisseurs arabes amis, qataris et autres, vont se faire un plaisir d'acheter moyennant de copieuses commissions et autres bakchichs pour les proches du pouvoir.

SUÈDE : DÉCÈS DE MEHMET EMIN BOZARSLAN

M. Emin Bozarslan, grande figure de la vie intellectuelle kurde, le 22 janvier à Uppsala, en Suède, à l'âge de 91 ans.

Ses obsèques auront lieu le 9 février à Uppsala dans la stricte intimité familiale.

La famille recevra les condoléances de la communauté kurde de Suède le 11 février 2026 de 13h à 16h à Stabby Backe 1, Uppsala.

Un hommage lui sera rendu ultérieurement à Paris, à l'Institut kurde, et à Stockholm.

Né en 1935 à Lice, dans la province de Diyarbakir (Amed), Mehmed Emin Bozarslan a fait ses études dans l'une des medressas du système éducatif millénaire du Kurdistan, celle de Meylani à Hezro. Nommé mufti dans la ville de Kulp (Pasûr) de la province de Diyarbekir (Amed), il a été d'abord muté à Şarköy (Tekirdağ) en Thrac, puis limogé de ses fonctions à la suite de la parution de ses deux ouvrages progressistes : « *Doğu'nun Sorunları, 1966* » (Les problèmes de l'Est [Kurdistan de Turquie]) et « *İslamiyet Açısından Şeyhlik - Ağalık, 1964* » (Le système des cheikhs et des aghas du point de vue de l'islam). Il s'est alors installé à Diyarbakir où il tenait une librairie fréquentée par les intellectuels kurdes et les jeunes. Lors du coup d'État militaire de mars 1971, il a été arrêté et incarcéré dans la sinistre prison de Diyarbakir jusqu'à l'amnistie de juillet 1974. À sa libération, il a rejoint le grand quotidien turc *Cumhuriyet* (République) où, en raison de sa maîtrise de l'arabe, il couvrait la rubrique « Proche et Moyen-Orient ». Il contribuait en même temps à la revue Ant et à une encyclopédie turque.

Pionnier, avec Musa Anter, du renouveau culturel kurde en Turquie dans les années 1960-1970, il a notamment publié un abécédaire kurde (*Alfabê, 1968*), traduit du kurde en turc *Mem û Zîn (1968)*, chef-d'œuvre du père du nationalisme kurde Ehmedê Xanî (XVIIe s.), et traduit en turc le *Şerefname, 1971*(Chéreff Nameh ou les Fastes de la nation kurde) du prince kurde Chereff Khan de Bîdlîs sur l'histoire des Kurdes et du Kurdistan achevée en 1596, dont les deux manuscrits sont conservés à la Bodelian Library d'Oxford et à la Bibliothèque nationale de Saint Pétersbourg.

On lui doit également sa traduction en turc d'une Histoire des Kurdes de Marwanides (Mervani Kürtleri Tarihi), premier Etat kurde de l'ère islamique, dont la capitale était Mayafarqîn, qui a régné sur un vaste territoire pendant plus d'un siècle, jusqu'aux invasions turques de la fin du XIe siècle. Cet ouvrage, composé par un historien kurde du XIIIe siècle, Ibn al-Azraq al-Fariqî, dont l'original est conservé à la British Library de Londres, étant jusque-là inaccessible aux lecteurs kurdes.

Ces publications lui ont valu de nouvelles poursuites judiciaires et des menaces.

Il a dû s'exiler dès 1978 en Suède. Ses amis qui sont restés en Turquie ont été tous persécutés et torturés dans les geôles turques pendant de longues années.

Dans son exil suédois, devenu membre de l'Union des écrivains de Suède, il a consacré tout son temps aux études kurdes. Il a notamment publié la transcription en alphabet kurde latin des revues kurdes de l'époque ottomane (Kurdistan et Jîn), un dictionnaire kurde (Ferhenga Kurdî), de livres pour enfants dont certains ont été traduits en suédois.

Homme affable, discret, studieux, érudit, d'une extrême modestie, fuyant les honneurs et la gloire, M. Emin Bozarslan a consacré sa vie à la transmission de la culture kurde aux nouvelles générations. Sa disparition est une grande perte pour le peuple kurde et pour la vie culturelle et intellectuelle kurde.

Nous adressons nos condoléances émues à notre collègue Hamit Bozarslan, son fils, à toute la famille et à tous ses proches.

Le Monde 01 janvier 2026

En Iran, cinq civils et un membre des forces de l'ordre tués au cinquième jour de manifestations contre la vie chère

Ce sont les premières victimes depuis les rassemblements organisés depuis dimanche dans plusieurs villes.

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait trois morts supplémentaires dans l'ouest de l'Iran, jeudi 1er janvier, selon l'agence de presse Fars, au cinquième jour de rassemblements sporadiques contre la vie chère dans plusieurs villes du pays.

« Vers 18 heures [15 h 30 à Paris] *aujourd'hui, un groupe d'émeutiers a profité d'un rassemblement de protestation à Azna, dans la province du Lorestan (ouest), pour attaquer un commissariat de police. Trois personnes ont été tuées et 17 autres blessées lors d'affrontements »*, écrit Fars, dans une référence apparente à des civils.



Des passants devant des boutiques fermées dans le cadre des manifestations en cours en Iran, le mardi 30 décembre 2025. MAJID ASGARIPOUR / VIA REUTERS

L'agence de presse avait fait état plus tôt de deux personnes tuées dans des heurts à Lordegan, une ville de 40 000 habitants située dans le sud-ouest du pays. *« Certains manifestants ont commencé à jeter des pierres sur les bâtiments administratifs de la ville, dont le gouvernorat, la mosquée, la Fondation des martyrs, la mairie et des banques, avant de se diriger vers le gouvernorat »*, avait rapporté Fars, ajoutant que la police avait fait usage de gaz lacrymogène et qu'il y a un nombre non précisé de blessés. Deux civils avaient été tués, selon la même source.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un membre des forces de l'ordre a par ailleurs été tué à Kouhdasht, une commune de 90 000 habitants également dans l'ouest de l'Iran.

« Un membre du bassidj de la ville de Kouhdasht, âgé de 21 ans, a été tué cette nuit par des émeutiers alors qu'il défendait l'ordre public », a déclaré la télévision d'Etat, citant le vice-gouverneur de la province du Lorestan (Ouest), Saïd Pourali. Il s'agit de la première victime officiellement recensée depuis le début, dimanche, de ces rassemblements initialement pacifiques à Téhéran, qui se sont étendus à d'autres villes et aux universités.

Les forces du bassidj sont des milices de volontaires islamistes, affiliées aux gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique. *« Lors des manifestations à Kouhdasht, 13 policiers et membres du bassidj ont été blessés par des jets de pierres »*, a ajouté M. Pourali.

Trente personnes accusées de *« troubles à l'ordre public »* ont été arrêtées à Téhéran, a fait savoir jeudi soir l'agence Tasnim, alors qu'aucun incident n'avait été officiellement rapporté ces derniers jours par les autorités dans la capitale. L'agence a également déclaré qu'*« un groupe d'émeutiers a tenté d'incendier une mosquée* (...) *mais leur acte malveillant a été déjoué »* à Hamedan (Ouest).

Quasi-totalité du pays mise en congés par les autorités

Dimanche, une mobilisation contre la vie chère et le marasme économique a débuté à Téhéran à l'initiative des commerçants. Le mouvement s'est propagé mardi à au moins dix universités du pays et à d'autres villes, où des incidents ont été rapportés par les autorités.

Mercredi, un bâtiment gouvernemental a été attaqué dans le sud de l'Iran, à Fassa, alors que la quasi-totalité du pays avait été mise en congés, sur décision des autorités, qui n'ont fait officiellement aucun lien avec les manifestations, invoquant le froid et des économies d'énergie. L'Iran est au début d'un week-end prolongé qui s'achèvera dimanche.

Le procureur général de la

République islamique, Mohammad Movahedi-Azad, a assuré comprendre mercredi la tenue de *« manifestations pacifiques »* de personnes dénonçant le coût de la vie. Mais *« toute tentative »* visant à les transformer *« en un outil d'insécurité, de destruction des biens publics ou de mise en œuvre de scénarios conçus à l'étranger sera inévitablement suivie d'une réponse* (…) *ferme »*, a mis en garde ce responsable, cité par la télévision d'Etat.

Produits de première nécessité inabordables

Mercredi soir, l'agence de presse Tasnim a fait état de l'arrestation de sept personnes décrites comme affiliées aux *« groupes hostiles à la République islamique établis aux Etats-Unis et en Europe »*, accusant ces personnes d'avoir pour *« mission de transformer en violence les manifestations »* dans le pays. L'agence n'a pas précisé quand ni où ces arrestations se sont produites.

La monnaie nationale, le rial, a perdu, depuis un an, plus d'un tiers de sa valeur face au dollar tandis qu'une hyperinflation à deux chiffres fragilise déjà depuis des années le pouvoir d'achat des Iraniens. Certains produits de première nécessité deviennent, de fait, inabordables pour une partie de la population, qui pâtit des sanctions internationales contre l'Iran depuis quatre décennies.

Le mouvement de protestation contre la vie chère est, à ce stade, sans commune mesure avec celui qui avait secoué l'Iran à la fin de 2022, à la suite de la mort, en détention, de Mahsa Amini, une jeune Iranienne arrêtée pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire. Une vague de manifestations s'étaient ensuivies, dans laquelle plusieurs centaines de personnes avaient trouvé la mort, dont des dizaines de membres des forces de sécurité.

Libération

02 janvier 2026

Iran : six morts dans des manifestations contre la vie chère, les Etats-Unis menacent d'intervenir

La mobilisation partie des commerçants de Téhéran dimanche a fait plusieurs morts dans la journée du jeudi 1er janvier. «Nous sommes prêts, armés et parés à intervenir», a réagi ce vendredi Donald Trump.

Les circonstances, rapportées par les agences de presse proches du pouvoir iranien, sont floues. Mais six personnes sont mortes jeudi 1er janvier dans l'ouest de l'Iran, dans des affrontements localisés entre manifestants et forces de l'ordre, les premières depuis le début il y a cinq jours d'une mobilisation contre la vie chère, selon une agence de presse et un gouverneur.

Dans la foulée, le président américain, Donald Trump, a affirmé ce vendredi sur son réseau Truth Social que *«si l'Iran tir[ait] sur des manifestants pacifiques et les tu[ait] violemment, comme à son habitude, les Etats-Unis d'Amérique viendr[aie] nt à leur secours». «Nous sommes prêts, armés et parés à intervenir»,* a-t-il écrit. Des propos qui n'ont pas beaucoup plu en Iran.

«Trump devrait savoir que toute ingérence américaine dans cette affaire interne équivaudrait à déstabiliser toute la région et à nuire aux intérêts américains», a écrit sur le réseau social X Ali Larijani, qui dirige la plus haute instance de sécurité en Iran. *«Qu'il prenne garde à ses soldats»,* a-t-il ajouté. *«Toute main interventionniste qui s'en prendrait à la sécurité de l'Iran sous quelque prétexte que ce soit, s'exposera à une riposte,* a écrit sur le réseau social X Ali Shamkhani, un autre conseiller du guide suprême Ali Khamenei. *La sécurité de l'Iran est une ligne rouge.»*

Trente personnes accusées de *«troubles à l'ordre public»* ont été arrêtées à Téhéran, a indiqué jeudi soir l'agence de presse iranienne Tasnim, alors qu'aucun incident n'avait été officiellement rapporté ces derniers jours par les autorités dans la capitale.

Le mouvement est parti dimanche de Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique. Il a ensuite gagné des universités et le reste du pays.

Déstabilisation

Jeudi, des heurts ont été signalés dans plusieurs villes moyennes. A Lordegan (sud-ouest), deux personnes ont été tuées, a indiqué l'agence de presse Fars, semblant désigner des civils. Selon elle, *«des manifestants ont commencé à jeter des pierres sur les bâtiments administratifs, dont le gouvernorat, la mosquée, la mairie et des banques»,* la police faisant usage de gaz lacrymogène. L'agence a mentionné *«d'importants dégâts»* et l'arrestation de plusieurs personnes qualifiées de *«meneurs».*

Elle a ensuite annoncé trois morts et 17 blessés à Azna (ouest) *«lors d'affrontements»,* là aussi dans une référence apparente à des civils. Selon elle, *«un groupe d'émeutiers a profité d'un rassemblement de protestation […] pour attaquer un commissariat de police».*

Et à Hamedan (ouest), *«un groupe d'émeutiers a tenté d'incendier une mosquée […] mais leur acte malveillant a été déjoué»,* a rapporté Tasnim.

Plus tôt jeudi, un membre des forces de l'ordre a été tué au cours d'affrontements à Kouhdasht (ouest), a indiqué la télévision d'Etat, citant le gouverneur local. Membre du Bassidj, *«il défendait l'ordre public»,* selon cet officiel, qui a fait état de *«jets de pierres»* et de 13 blessés parmi les policiers.

Le président Massoud Pezeshkian a sonné jeudi la mobilisation de son gouvernement. *«D'un point de vue islamique […], si nous ne résolvons pas le problème des moyens de subsistance des gens, nous finirons en enfer»,* a-t-il déclaré dans un discours télévisé. Le pouvoir a dès le début des protestations tenté de jouer l'apaisement, reconnaissant des *«revendications légitimes»* liées aux difficultés économiques.
Mais la justice a mis en garde contre toute intention de déstabilisation. *«Toute tentative»* visant à transformer ce mouvement *«en un outil d'insécurité, de destruction des biens publics ou de mise en œuvre de scénarios conçus à l'étranger sera inévitablement suivie d'une réponse […] ferme»,* a prévenu le procureur général, Mohammad Movahedi-Azad.

Hyperinflation

Mercredi soir, Tasnim avait fait état de l'arrestation de sept personnes décrites comme affiliées à des *«groupes hostiles à la République islamique basés aux Etats-Unis et en Europe»*. L'agence a accusé ces personnes d'avoir pour *«mission de transformer en violence les manifestations»,* sans plus de précisions sur les interpellations.

La monnaie nationale, le rial, a perdu depuis un an plus d'un tiers de sa valeur face au dollar, tandis qu'une hyperinflation fragilise depuis des années le pouvoir d'achat des Iraniens, dans un pays asphyxié par des sanctions internationales liées à son programme nucléaire. Le taux d'inflation était en décembre de 52 % sur un an, selon des chiffres officiels.

A ce stade, les protestations ne sont pas comparables avec le mouvement qui avait secoué l'Iran fin 2022, après la mort de Mahsa Amini, une jeune Iranienne arrêtée pour un voile jugé mal ajusté. Pour autant, *«la contestation économique n'est pas différente de la contestation politique»,* expliquait jeudi la sociologue Mahnaz Shirali dans une interview à *Libération. «Les causes sont liées, les cibles de la colère sont les mêmes.»*

The New York Times **Jan. 2, 2026**

Trump Says U.S. Is 'Locked and Loaded' if Iran Kills Protesters

Mr. Trump's remarks that he was ready to come to the protesters' "rescue" are a sharp escalation as protests over economic hardship turned deadly.

Trump Says U.S. Will Aid Protesters if Iran Uses Lethal Force on Them

After days of demonstrations across Iran, President Trump said that if the government there were to kill peaceful antigovernment protesters, the United States would intervene.Fars News Agency, via Agence France-Presse — Getty Images

President Trump said on Friday that the United States would come to the aid of protesters in Iran if the government there used lethal force against them, in a sharp escalation of remarks after days of widespread demonstrations against the Iranian government.

The comments came a day after reports from Iranian state media and activists said that at least one person had been killed in clashes between protesters and security forces, as officials tried to contain protests incited by economic distress. Since then at least two more deaths have been confirmed.

The demonstrations, which began among business owners and university students in major Iranian cities, have also spread to smaller towns. Several security officers have been injured in the protests, the authorities said. Semiofficial news outlets and a human rights organization reported clashes and fatalities during protests in the western city of Lordegan on Thursday, though the accounts could not be independently confirmed.

If Iran "violently kills peaceful protesters, which is their custom, the United States of America will come to their rescue," Mr. Trump said in a post on Truth Social early Friday morning. "We are locked and loaded and ready to go."

It was not possible to tell whether there had been any planning for such a move or whether the administration would actually follow through on Mr. Trump's threat.

Mohammad Bagher Ghalibaf, the head of Iran's Parliament, said in a post on Xthat "all American bases and forces across the entire region will be legitimate targets" if the U.S. interferes with Iran.

Ali Larijani, the head of Iran's Supreme National Security Council, said in a post on social media on Friday that Mr. Trump "should know that U.S. interference in this internal matter would mean destabilizing the entire region and destroying America's interests." He added: "The American people should know — Trump started this adventurism."

Protests erupted across Iran this week amid soaring prices and a collapsing currency that has shaken the economy and pushed many Iranians into deeper economic hardship. The country's currency fell to a record low against the U.S. dollar last weekend, while annual inflation climbed to 42.2 percent in December.

Iranian authorities have met past protest movements with force, detaining demonstrators and, at times, killing them. This time, officials say they are seeking talks with

protest organizers and other representatives, with senior leaders even striking a more conciliatory tone.

The protests entered their sixth day on Friday, reflecting the deep frustration and grievance many Iranians have toward their government. Iran's beleaguered economy has been weighed down by international isolation, Western sanctions and years of domestic mismanagement. And the government has faced backlash over a host of other issues, including water shortages, severe air pollution and women's rights.

Demonstrators chanted slogans including, "Death to the dictator" and "Iranians, raise your voice, shout out for your rights," according to videos shared by rights groups, media outlets and protesters on social media.

"I think Trump's tweet has encouraged protesters, boosted their morale and raised public expectations," said Mojtaba, 40, a medical doctor in the northeastern province of Khorasan, who asked that only his first name be used for fear of retaliation.

Mr. Trump's remarks come nearly six months after the United States carried out airstrikes on several of Iran's nuclear facilities. In a meeting with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel this week, Mr. Trump said the United States would back Israeli strikes on Iran if Iran continued with its ballistic missile and nuclear weapon program.

The president said he had received reports that Iran may be attempting to revive its nuclear program but offered no further details.
In Israel, the foreign ministry and several government ministers expressed support for the protesters and criticized the Iranian government in social media posts on Thursday and Friday. These included sharing cartoons on a Farsi-language account run by the foreign ministry that taunted Iran's leadership and depicted its members in a state of panic over the continuing demonstrations.

"Your protests, by women and men, young people and students, mothers and fathers are justified," Gila Gamliel, Israel's minister of innovation, science and technology, said in a video posted on X on Thursday. "Israel is with you, and we support you in every way possible," she added.
Iran's Foreign Ministry spokesman, Esmail Baghaei, on Friday scoffed at what he said were repeated American claims of "saving the Iranian people" and cited a litany of American actions, including the downing of an Iranian passenger plane in 1988 by the United States and last year's strikes in coordination with Israel.

"Iranians will resolve their challenges through dialogue and mutual engagement, and will not permit any form of foreign interference," he said in a statement on social media.

Le Monde **02 janvier 2026**

Manifestations en Iran : Téhéran dit à Donald Trump que toute intervention serait une « ligne rouge »

Le président américain a affirmé : « Si l'Iran tire sur des manifestants pacifiques et les tue violemment, comme à son habitude, les Etats-Unis d'Amérique viendront à leur secours. »

Ali Shamkhani, un conseiller du Guide suprême iranien, a déclaré, vendredi 2 janvier, que toute intervention américaine en Iran constituerait une *« ligne rouge »* et serait suivie d'une *« riposte »*, en réaction à une déclaration de Donald Trump assurant que les Etats-Unis pourraient venir *« au secours »* des manifestants iraniens.

« Toute main interventionniste qui s'en prendrait à la sécurité de l'Iran, sous quelque prétexte que ce soit, s'exposera à une riposte », a écrit Ali Shamkhani sur le réseau social X. *« La sécurité de l'Iran est une ligne rouge »*, a ajouté ce conseiller du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, ultime décideur. Un autre conseiller du Guide suprême iranien, Ali Larijani, avait également mis en garde le président américain : *« Toute ingérence américaine dans cette affaire interne équivaudrait à déstabiliser toute la région et à nuire aux intérêts américains »*, avait-il averti.

Un peu plus tôt vendredi, le président américain avait affirmé sur son réseau, Truth Social : *« Si l'Iran tire sur des manifestants pacifiques et les tue violemment, comme à son habitude, les Etats-Unis d'Amérique viendront à leur secours. » « Nous sommes prêts, armés et parés à intervenir »*, a-t-il ajouté.

Affrontements entre manifestants et forces de l'ordre

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait six morts jeudi en Iran, les premiers depuis le début d'une mobilisation contre la vie chère dans le pays. Trente personnes accusées de *« troubles à l'ordre public »* ont également été arrêtées à Téhéran, a fait savoir jeudi soir l'agence Tasnim, alors qu'aucun incident dans la capitale n'avait été officiellement rapporté par les autorités au cours des derniers jours.

Le mouvement est parti dimanche de Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme

économique. Il a ensuite gagné des universités et le reste du pays. Dans plusieurs provinces, les manifestations ont pris une tournure violente.

La monnaie nationale, le rial, a perdu depuis un an plus d'un tiers de sa valeur face au dollar, tandis qu'une inflation à deux chiffres fragilise déjà depuis des années le pouvoir d'achat des Iraniens. Certains produits de première nécessité deviennent, de fait, inabordables pour une partie de la population, qui pâtit des sanctions internationales contre l'Iran depuis quatre décennies.

Le mouvement de protestation contre la vie chère est, à ce stade, sans commune mesure avec celui qui avait secoué l'Iran à la fin de 2022, à la suite de la mort, en détention, de Mahsa Amini, une jeune Iranienne arrêtée pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire. Une vague de manifestations s'était ensuivie, au cours desquelles plusieurs centaines de personnes, dont des dizaines de membres des forces de sécurité, avaient trouvé la mort.

Le Monde

Ghazal Golshiri
02 janvier 2026

En Iran, la répression s'intensifie dans de nombreuses villes de province alors que Trump menace d'intervenir

Au moins huit manifestants ont été tués, 119 arrêtés et 33 blessés depuis le début du mouvement de protestation, le 28 décembre 2025, selon des organisations de défense des droits de l'homme. Les forces de sécurité intensifient leurs opérations dans les provinces du Fars, Lorestan, Ispahan, Tchaharmahal-et-Bakhtiari.

Pour le sixième jour d'affilée, vendredi 2 janvier, certaines villes iraniennes ont été le théâtre de manifestations contre la République islamique, dont Zahedan, la capitale de la province du Sistan-et-Baloutchistan, située dans le sud-est de l'Iran. Ce nouveau mouvement de contestation, qui visait initialement la dévaluation rapide de la monnaie, le rial, face au dollar et à l'euro, a très rapidement pris une tournure politique, les slogans appelant à la fin de la République islamique.

Déclenchée le 28 décembre 2025 à l'initiative des commerçants du bazar de Téhéran, la contestation s'est depuis étendue à des villes plus petites et mobilise désormais une partie des populations les plus défavorisées et marginalisées par le pouvoir central. Les protestations, encore dispersées et d'ampleur limitée, s'étendent à au moins 32 villes du pays.

La répression, au début contenue, notamment dans les grandes villes comme Téhéran et Chiraz, s'est intensifiée à mesure que le mouvement s'est propagé aux villes éloignées du centre. Au moins huit manifestants ont été tués par les forces de l'ordre, selon le Center for Human Rights in Iran, des hommes entre 15 et 37 ans, tués dans les provinces du Fars (sud), Lorestan (ouest), Ispahan (centre), Tchaharmahal-et-Bakhtiari (sud-ouest). Jusqu'au 1er janvier, au moins 119 citoyens ont été arrêtés et 33 autres ont été blessés, rapporte le Centre de statistiques des défenseurs des droits humains en Iran (HRANA). Les chiffres réels sont vraisemblablement bien plus élevés.

L'appareil répressif reste efficace

Vendredi, sur son réseau Truth Social, Donald Trump a menacé les autorités iraniennes. *« Si l'Iran tire sur des manifestants pacifiques et les tue de manière violente – ce qui est leur habitude – les Etats-Unis d'Amérique viendront à leur secours. Nous sommes prêts et armés, prêts à intervenir »*, a-t-il écrit. Jamais un président américain n'avait ainsi évoqué la possibilité d'une intervention directe contre la République islamique en cas de répression massive des opposants. Cette menace ravive la crainte de nouvelles frappes israéliennes ou américaines sur le sol iranien, dans un contexte encore marqué par le souvenir de la « guerre de douze jours ». En juin 2025, Israël, appuyé par Washington, avait bombardé les capacités militaires de l'Iran et les installations liées à son programme nucléaire.

Le message de M. Trump, analyse Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud, peut traduire *« une volonté réelle d'affrontement, une tentative opportuniste d'encourager les manifestants et d'affaiblir le régime, ou encore l'utilisation d'un levier politique destiné à signaler que les Etats-Unis disposent de moyens d'influence au-delà de la guerre et des sanctions »*. A ce stade, ajoute le chercheur, *« les manifestations en Iran ne constituent pas une menace existentielle pour le régime, dans la mesure où elles restent comparables à des mouvements précédents et où l'opposition manque de coordination sur le terrain »*. L'appareil répressif de Téhéran, quant à lui, reste pour le moment effi-

cace, capable de contenir ces mobilisations.

Vendredi, l'inhumation de premières victimes de la répression est venue rappeler le coût humain du mouvement. Amirhossein Khodayari-Fard, âgé de 22 ans, a été tué par balles le 31 décembre 2025 lors des manifestations à Kouhdasht, dans la province du Lorestan. Des vidéos tournées lors de ses funérailles montrent la présence des forces gouvernementales tentant de contrôler la foule endeuillée, mais aussi la réaction hostile des personnes présentes. Une autre vidéo a diffusé les propos tenus par son père devant une foule compacte : *« Mon fils n'était ni bassidji* [membre de la milice civile islamiste bassidj] *ni émeutier. Il ne faisait que protester. »* La version officielle consiste justement à affirmer qu'Amirhossein Khodayari-Fard était un membre des forces gouvernementales tué par les manifestants.

Ce renversement de la vérité est une tactique fréquemment utilisée par les autorités iraniennes. Elle s'accompagne de pressions sur les familles. Dans une démarche très rare, l'agence de presse Fars, affiliée aux gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, a elle-même reconnu l'existence de *« récits divergents »*, mettant en doute l'appartenance de la victime au bassidj, dans le but, semble-t-il, de ne pas attiser davantage la colère des opposants.

Vendredi encore, Khodadad Shirvani, tué la veille, a été enterré à Marvdasht, dans la province du Fars. Une foule nombreuse s'est pressée aux



Un extrait d'une vidéo tournée lors des funérailles de Amirhossein Khodayari-Fard, 22 ans, tué par balles lors des manifestations à Kouhdasht, dans la province du Lorestan, montre la présence des forces gouvernementales mais aussi la réaction hostile des personnes présentes, le 2 janvier 2026. @VAHIDONLINE/TELEGRAM

funérailles de ce père d'un garçon de 9 ans. Elle a scandé des slogans hostiles au régime, tels que *« Longue vie au chah ! »*, en référence au retour souhaité de la dynastie Pahlavi et de son héritier, Reza Pahlavi, ainsi que *« Mort à* [Ali] *Khamenei »*, le Guide suprême iranien. Les médias iraniens ont attribué sa mort à de supposés *« éléments du Mossad* [le service secret israélien] *»* lors d'une manifestation, sans fournir de précisions.

Changement de ton des autorités

A mesure que le nombre de victimes augmente, le ton des responsables iraniens se fait plus menaçant, alors qu'au début du mouvement ils affichaient une posture conciliante et se montraient sensibles aux difficultés économiques de la population. Devant des fidèles rassemblés samedi à Téhéran à l'occasion d'une fête chiite, l'ayatollah Khamenei a qualifié de *« justes »* les revendications économiques. *« Nous dialoguons avec les manifestants (...) mais il est inutile de dialoguer avec les émeutiers. Ces derniers doivent être remis à leur place »*, a toutefois affirmé le guide suprême.

Au Lorestan, le procureur général du tribunal révolutionnaire, Ali Hassanvand, a averti, dans un communiqué publié le 1er janvier, que toute participation à des *« rassemblements illégaux »*, *« les insultes, les menaces et la mise à feu de biens publics constituaient un crime »* et que *« toute invitation à de tels rassemblements ferait l'objet d'une répression ferme »* de la part de l'appareil judiciaire. Le même jour, Ahmad Reza Radan, le chef de la police, a déclaré que ses troupes, grâce à leur *« maîtrise opérationnelle »*, déjoueront les *« scénarios de chaos* (…) *des ennemis »*.

La menace de M. Trump a suscité des réactions immédiates à Téhéran. Ali Shamkhani, conseiller du Guide suprême, a dénoncé toute velléité d'ingérence étrangère, affirmant que *« toute main interventionniste sera coupée avant d'atteindre son objectif »*. De son côté, Ali Larijani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, a estimé que les déclarations du président américain révélaient les *« coulisses »* des événements actuels et a averti que toute ingérence de Washington dans ce qu'il a qualifié d'*« affaire interne »* conduirait à une déstabilisation régionale et à des dommages pour les intérêts américains.

LE FIGARO

04 janvier 2026

Syrie : tirs de roquettes près d'un aéroport militaire de Damas, une mosquée endommagée

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays, des hauts responsables des autorités résident dans le secteur visé par les tirs.

Trois roquettes se sont abattues samedi dans le quartier Mazzé à Damas près d'un aéroport militaire, sur une mosquée qui a été endommagée et un bâtiment des télécommunications, ont indiqué les autorités de la capitale dans un communiqué. L'agence de presse officielle Sana avait dans un premier temps rapporté la chute d'un *«missile non identifié»*, près de l'aéroport militaire de Mazzé, précisant en citant une source de sécurité qu'il n'y avait pas eu de victimes.

«Des roquettes ont été tirées au hasard dans la région de Mazzé. L'une a frappé le dôme de la mosquée (...), une autre a touché un bâtiment de télécommunications et la troisième a atterri près de l'aéroport», ont ensuite annoncé les autorités. Un journaliste de l'AFP a constaté que l'un des projectiles avait détruit une partie du dôme de la mosquée, autour de laquelle des forces de sécurité se sont déployées.

Plusieurs explosions depuis quelques jours

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays, des hauts responsables des autorités résident dans le secteur. Les trois tirs ont été *«simultanés»* selon la télévision d'État, citant une source de sécurité. Une enquête est en cours pour retrouver les auteurs de ces actes, a-t-elle ajouté. Des médias locaux et des habitants ont dit avoir entendu l'explosion dans la zone.

Lundi, une autre explosion avait été entendue dans le même secteur, que des médias officiels avaient attribué à des *«exercices militaires»*, sans fournir davantage de détails. D'autres explosions, résultant de la chute de projectiles, se sont récemment produites à Mazzé. Les autorités ont annoncé enquêter sur ces incidents, sans identifier les responsables.

La Syrie est gouvernée depuis décembre 2024 par des islamistes qui ont renversé le président Bachar al-Assad après plus de 13 ans de guerre civile, et sont confrontés au défi de rétablir la sécurité et l'unité du pays.

LE FIGARO

04 janvier 2026

La Syrie affirme que Daech projetait des attaques contre les fêtes du nouvel an

Les autorités syriennes ont affirmé jeudi que le kamikaze qui a tué un policier la veille à Alep était membre du groupe jihadiste État islamique et que l'organisation projetait de s'attaquer aux célébrations du nouvel an, en visant notamment des églises.

Le ministère de l'Intérieur a déclaré avoir obtenu des informations selon lesquelles l'EI avait *«l'intention de mener des opérations suicide et des attentats contre les célébrations dans plusieurs gouvernorats, en particulier dans la ville d'Alep, en ciblant des églises et des lieux de rassemblements civils»*.

Ces informations ont conduit les forces de sécurité à renforcer leur déploiement dans ces secteurs, a ajouté le ministère dans un communiqué.

L'EI a récemment accru ses attaques dans des régions de Syrie contrôlées par les autorités de Damas, issues d'une coalition de groupes islamistes qui ont renversé l'ex-président Bachar al-Assad en décembre 2024.

Dans le quartier de Bab al-Faraj à Alep, dans le nord du pays, un policier *«a eu des soupçons sur une personne qui s'est avérée plus tard être affiliée à Daech»*, l'acronyme en arabe de l'EI, selon le ministère.

Durant son interrogatoire, l'homme *«a ouvert le feu, provoquant la mort d'un officier de police, puis il s'est fait exploser, blessant deux officiers qui tentaient de l'arrêter»*.

Le 13 décembre, un attentat avait tué deux soldats et un civil américains. Washington l'a attribué à un tireur isolé de l'EI à Palmyre, dans l'est de la Syrie.

En représailles, l'armée américaine a mené une campagne de frappes sur des bases présumées du groupe jihadiste dans le pays, tuant cinq de ses membres selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les autorités syriennes ont aussi mené depuis cette date plusieurs opérations contre l'EI et affirmé le 25 décembre avoir tué un important chef du groupe dans la région de Damas.
En novembre, la Syrie avait officiellement rejoint la coalition antijihadiste menée par les États-Unis, lors d'une visite à Washington du président Ahmad al-Chareh.

Le Monde 04 janvier 2025

Iran : l'ayatollah Khamenei estime que les revendications économiques des manifestants sont « justes » mais promet de réprimer les « émeutiers »

La contestation, qui a démarré il y a une semaine, s'étend à une trentaine de villes iraniennes.

Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé, samedi 3 janvier, que les revendications économiques des manifestants en Iran étaient *« justes »* mais que les *« émeutiers »* devaient être *« remis à leur place »*, au septième jour d'un mouvement de contestation.

Le mouvement, initialement lié au coût de la vie, a débuté le 28 décembre 2025 à Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique, et s'est depuis élargi à des revendications politiques. Au moins 12 personnes ont été tuées depuis lors d'affrontements, dont des membres des forces de sécurité, selon un bilan qui s'appuie sur des annonces officielles.



Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, à Téhéran, le 3 janvier 2026. BUREAU DU GUIDE SUPRÊME IRANIEN/WANA

Les médias iraniens ont rapporté ces derniers jours des violences et des dégradations localisées dans l'ouest du pays. *« Lors d'affrontements à Malekshahi, Latif Karimi, membre des gardiens de la révolution* [l'armée idéologique de la République islamique]*, a été tué en défendant la sécurité du pays »*, a rapporté, samedi, l'agence de presse Mehr, tandis que la mort d'un autre membre des forces de sécurité *« à l'arme blanche et par balle »* avait été annoncée plus tôt. Malekshahi est un comté d'environ 20 000 habitants où vit une importante population kurde. *« Des émeutiers ont tenté de pénétrer dans un commissariat »*, selon Fars, une autre agence, précisant que *« deux assaillants ont été abattus »*.

La contestation s'étend dans le pays

La contestation touche ou a touché, à des degrés divers, au moins 30 villes iraniennes, essentiellement petites et de moyenne taille, selon un décompte de l'Agence France-Presse (AFP) fondé sur les annonces officielles et des médias.

Devant des fidèles rassemblés à Téhéran à l'occasion d'une fête chiite, l'ayatollah Khamenei a estimé *« justes »* les revendications économiques des manifestants. *« Les autorités du pays le reconnaissent, le président et d'autres responsables de haut rang s'efforcent de résoudre ce problème »*, a-t-il déclaré. *« C'est pourquoi les commerçants ont protesté contre cette situation, et c'est tout à fait juste »*, a ajouté M. Khamenei, au pouvoir depuis 1989. *« Nous dialoguons avec les manifestants* (…) *mais il est inutile de dialoguer avec les émeutiers. Ces derniers doivent être remis à leur place »*, a toutefois affirmé le Guide suprême.

Depuis le début des protestations, le pouvoir joue à la fois sur l'apaisement, reconnaissant des *« revendications légitimes »* liées aux difficultés économiques, et sur la fermeté face à toute tentative de déstabilisation.

L'agence Fars a fait état, samedi, de rassemblements la veille dans plusieurs quartiers populaires de Téhéran, ville qui compte environ dix millions d'habitants. A Darehshahr, dans l'ouest de l'Iran, environ 300 personnes ont lancé des cocktails Molotov, bloqué des rues et *« exhibé des kalachnikovs »* vendredi, a aussi rapporté Fars.

Selon l'agence Tasnim, qui cite un responsable local, un homme a, par ailleurs, été tué, vendredi, dans la ville

sainte de Qom, au sud de Téhéran, par l'explosion *« dans ses mains »* d'une grenade qu'il comptait utiliser. Un jeune de 17 ans, en lien avec les manifestations à Qom et blessé par balles, a par ailleurs succombé à ses blessures, a ajouté Tasnim.

L'Union européenne est *« préoccupée »* par les informations faisant état de victimes et appelle Téhéran à une *« retenue maximale »* face aux manifestants, a rapporté, samedi, une porte-parole de la cheffe de sa diplomatie, Kaja Kallas.

Des protestations moindres qu'en 2022

Les autorités et les médias iraniens ne communiquent pas nécessairement et en détail sur tous les incidents, ce qui complique l'appréciation des événements. Des vidéos sur la mobilisation inondent les réseaux sociaux, mais toutes ne peuvent pas être authentifiées.

A Karaj, en périphérie de Téhéran, *« quelques personnes ont brûlé le drapeau iranien en criant "Mort au dictateur !" et "C'est pas la dernière bataille, Pahlavi revient !" »*, a rapporté Fars, ajoutant que ces slogans avaient suscité des *« protestations »*. La dynastie Pahlavi (1925-1979), pro-occidentale et alliée des Etats-Unis, a été renversée par la révolution islamique.

Ces protestations sont toutefois de moindre ampleur que celles qui avaient secoué l'Iran à la fin de 2022 après la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée par la police des mœurs, accusée d'avoir enfreint le strict code vestimentaire féminin. En 2019, des manifestations avaient aussi éclaté après l'annonce d'une envolée du prix de l'essence. La contestation avait alors touché une centaine de villes, notamment Téhéran, et fait des dizaines de morts.

The New York Times **Jan. 4, 2026**

Iran's Dual Challenge: Unrest at Home, Threat of Strikes From Abroad

Officials said that leaders were in survival mode amid anti-government protests and the prospect of again coming into the cross hairs of Israel and the United States.

Iran's government has in recent years weathered wave upon wave of nationwide protests challenging its rule by resorting to force. But for the first time, the country's rulers face a more complex challenge: growing domestic unrestcombined with an external military threat.

The government appears at a dead end in addressing both, with no clear strategy for reversing the economic collapse fueling protests, nor any signs that Iran's leaders are willing to make the concessions on their nuclear program sufficient to appease Israel and the United States and ward off the risk of another round of strikes.

The protests have convulsed Iran for a week. Though they have not reached the size and scope of the last two major uprisings — one in 2022 led by women and another in 2019 set off by gasoline prices — they have rattled senior officials and drawn a prompt reaction from the United States and Israel.

President Trump threatened to intervene, saying in a social media post on Friday that if Iran killed "peaceful protesters," the United States would come to their aid, adding, "We are locked and loaded and ready to go."

The Israeli foreign minister and several government officials have spoken out on behalf of the protesters. Gila Gamliel, Israel's minister of innovation, science and technology, said in a video posted on social media on Thursday, "Israel is with you, and we support you in every way possible."

On Saturday, the U.S. military attacked Venezuela, one of Iran's closest allies, and captured the Venezuelan leader, Nicolás Maduro. At a news conference where Mr. Trump said that Washington planned to run the South American country for the immediate future, Secretary of State Marco Rubio said that other countries should take note.

Iran's leaders and political figures have sounded rattled and shocked. The ramifications for Tehran cannot be overstated.

Ali Gholhaki, a hard-line pundit in Iran, said in a phone interview that the dire state of the economy had played a central role in the downfall of the leaders in both Venezuela and Syria, creating a maelstrom of public discontent and dispirited security forces. "The lesson for Iran is that we must be extremely careful that the same scenario does not happen here," Mr. Gholhaki said. "When the anti-riot police, security forces and the military are struggling for their livelihood, the defense lines collapse."

On Friday, after Mr. Trump made his threat to strike Iran, the country's Supreme National Security Council, the body in charge of internal and external security, held a late-night emergency meeting to discuss how to contain the protests with less violence to avoid fueling public anger. They also wanted to prepare for the possibility of military strikes, according to three Iranian officials familiar with government deliberations who asked not be named because they were discussing sensitive issues.

The three officials said that as the protests raged, senior officials in private meetings and conversations had acknowledged that the Islamic Republic had been thrust into survival mode. Officials appear to have few tools at their disposal to deal with either the

pressing challenges of a tanking economy fueling unrest or the threat of further conflict with Israel and the United States. President Masoud Pezeshkian has repeatedly said as much publicly in recent weeks, at one point announcing that he had "no ideas" for solving Iran's many problems.

"Any policy in the society that is unjust is doomed to fail," Mr. Pezeshkian said in a speech on Thursday, his first public address since the protests began. "Accept that we must listen to the people."

Things the government has done so far to address the nation's economic woes, such as replacing the governor of the central bank and announcing changes to the currency policy, have accomplished little. Really fixing the economy would require major policy changes that would result in a nuclear deal with Washington to lift sanctions, and a crackdown on corruption. Iran's government appears either incapable of such steps or unwilling to take them.

Analysts say that the country's woes are intertwined. The economy was seriously damaged by American sanctions on oil sales and international banking transactions, imposed in 2018 when Mr. Trump exited the nuclear deal with Tehran. After the U.N. Security Council brought back sanctions in September, the Iranian currency plunged further. Rampant corruption and mismanagement have also played a role.

Adding to Iran's troubles is the continuing conflict with Israel. Israel has carried out assassinations and explosions targeting nuclear and military structures, while Iran has armed and financed militant groups in Lebanon, Gaza and the West Bank.

Israel launched a surprise attack on Iran in June, setting off a 12-day conflictthat culminated with the United States bombing and heavily damaging Iran's nuclear facilities. This past week, the three officials familiar with government talks said, concern had been rising that if domestic instability continued, Israel would see an opening to strike again. The remarks by Mr. Trump and Israeli officials added to those fears, the officials added.



A photograph released by Iranian state media showing protesters in Tehran, Iran's capital, on Monday. The demonstrations have convulsed Iran for a week. Fars News Agency, via Agence France-Presse — Getty Images

Mr. Pezeshkian held two emergency meetings with his economic advisory committee last week, asking for guidance and for written talking points if the crises deepen, according to two officials familiar with the details of the meeting who, like some others interviewed for this article, requested anonymity because they were not authorized to speak publicly. Some advisers, they said, suggested that Mr. Pezeshkian should deflect blame in public speeches and point to Iran's dual-power structure, in which key decisions are made by the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

On Saturday, Ayatollah Khamenei took a harder line than the president, saying in a public speech that "rioters must be put in their place" and blaming foreign enemies for the devaluation of Iran's currency and other economic problems. He did, though, acknowledge that merchants in Tehran's bazaar had a right to protest against fluctuating prices.

The current round of unrest started this past week with those merchants shuttering their shops in protest. As the strikes spread to other cities, the government announced a four-day nationwide holiday ending Sunday to try to contain the situation. On Sunday, the majority of the shops in Tehran's bazaar remained closed, and there were reports of scattered protests and heavy presence of anti-riot police, according to videos on social media and Iranian media reports.

In the past few days, the unrest has turned into riots in many places, with young men attacking government buildings, clashing with security forces and setting on fire cars, motorcycles and trash cans, according to videos posted on social media, Iranian media outlets, and the BBC Persian service.

Security forces have beaten protesters and used tear gas, and in some videos from cities in western Iran, gunshots can be heard. At least eight protesters and two security agents have been killed, according to official media reports, rights groups and video footage of funerals.

Mehdi Rahmati, an Iranian analyst who advises officials on regional strategy, said in an interview, "Unfortunately, I think the government has no understanding or strategy for the domestic situation and international pressures building up."

"There is no denying that there is raw anger," he added. "One theory is they are letting the protesters vent their anger because we are at an explosion point."

The Iranian foreign minister, Abbas Araghchi, privately met with some heads of government-affiliated media organizations on Thursday and called the brewing crisis a fight for the survival of the Islamic Republic's rule and for the nation, according to two people familiar with the meeting. Mr. Araghchi told the media representatives that the

prospects of negotiations with Washington were currently nonexistent and that decisions about whether to engage with Washington were not up to him, the two people said.

For a week, crowds have taken to the streets to vent anger at the government and to call for the end of Islamic clerical rule. The protests have mostly been in smaller towns and in poorer areas, and on university campuses, where people were chanting "Death to Khamenei" and "Freedom, freedom." Some also made a broad denunciation of authoritarian rule, chanting "Death to the oppressor, whether king or supreme leader," activists and residents inside Iran said.

But in Tehran, with the exception of the bazaar downtown, the university campus, and a few working-class neighborhoods, the city seemed normal, residents said in interviews and videos on social media suggested. Ski resorts north of Tehran were packed with affluent day trippers.

The current protests are not as large in scope and size as the uprising in 2022. The unrest at that time coalesced around a progressive women's rights movement for ending the mandatory hijab rule, and it lasted for several months. But the demonstrations this time could still spread and turn more violent.

Fars, a news agency affiliated with the Revolutionary Guards Corps, said on Saturday that in western provinces some riots had taken the shape of "organized cells," and "semi-militant" attacks. In one such province, Ilam, the agency reported that the agitators had guns, heavy weaponry and hand grenades. Videos on social media and Iranian media showed a crowd there wearing masks and firing assault rifles into the air while chanting, "Death to Khamenei."

In a joint statement, 17 Iranian pro-democracy activists, including the jailed Nobel Peace Prize laureate Narges Mohammadi and the film directors Jafar Panahi and Mohammad Rasoulof, called on security forces to refrain from attacking protesters.

"The only path to saving Iran is a transition away from the Islamic Republic — a demand that is neither temporary nor suppressible," the statement said.

LE FIGARO

05 janvier 2026

Une nouvelle session de négociations entre la Syrie et Israël se tient à Paris sous médiation américaine

Les nouvelles autorités islamistes qui ont pris le pouvoir après la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024 ont amorcé des contacts de haut niveau avec Israël sous l'égide des Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie syrienne, Assaad al-Chaibani, participe à des négociations avec Israël sous l'égide des États-Unis, les premières depuis septembre, a annoncé lundi l'agence officielle Sana. Ces négociations se tiennent à Paris sous médiation américaine, ont indiqué deux sources diplomatiques à l'AFP. Selon l'agence, qui cite une *«source gouvernementale»*, les pourparlers visent à *«parvenir à un accord de sécurité équilibré»* entre les deux pays voisins et toujours techniquement en état de guerre.

Les nouvelles autorités islamistes qui ont pris le pouvoir après la chute de Bachar el-Assad en décembre 2024 ont amorcé des contacts de haut niveau avec Israël sous l'égide des États-Unis. La dernière réunion s'est tenue en septembre, mais les négociations butent sur l'insistance d'Israël à réclamer une zone démilitarisée dans le sud de la Syrie. Selon l'agence Sana, la réunion de lundi, à laquelle participe également le chef des services de renseignement syriens Hussein el-Salama, se tient *«sous la coordination et en vertu d'une médiation des États-Unis»*.

Depuis la chute de Bachar el-Assad, Israël a mené des centaines de frappes

Les pourparlers se concentrent sur *«la réactivation de l'accord de désengagement de 1974»* et portent sur *«un retrait des forces israéliennes»* des zones qu'elles ont occupées après la chute d'Assad, d'après Sana. Depuis la chute de Bachar el-Assad, Israël a mené des centaines de frappes, conduit des incursions en Syrie et a déployé des troupes dans la zone démilitarisée sur le plateau du Golan, au-delà de la ligne de démarcation entre la partie de ce territoire syrien qu'il a annexée et le reste du pays.

En décembre, le président syrien Ahmed al-Charaa avait déclaré que l'insistance d'Israël à réclamer la démilitarisation de toute la partie du territoire syrien courant du sud de Damas jusqu'à la ligne de démarcation de 1974, instituée après la guerre israélo-arabe de 1973, mettait la Syrie dans une *«position dangereuse»*.

Le Monde

Chloé Hoorman
05 janvier 2026

En Syrie, l'organisation Etat islamique ciblée par une opération militaire éclair

La France et le Royaume-Uni ont frappé, samedi 3 janvier, un site soupçonné d'abriter des armes de l'EI. Des dizaines d'opérations doivent être planifiées chaque année par la coalition menée par les Etats-Unis pour contenir la menace terroriste.

En Syrie, c'est une lutte sans fin contre le terrorisme qui se joue, frappe après frappe. Dans la soirée du samedi 3 janvier, le Royaume-Uni et la France ont mené une offensive aérienne conjointe contre une installation souterraine suspectée d'abriter des armes et des explosifs de l'organisation Etat islamique (EI). Selon le ministère de la défense britannique, des bombes guidées ont été utilisées pour cibler plusieurs tunnels menant à une structure située dans les montagnes, juste au nord de la ville historique de Palmyre.

L'opération a été conduite par des avions de combat britanniques, les Typhoon, et des avions français (dont la nature n'a pas été précisée par l'état-major des armées). La Royal Air Force (RAF) a opéré à partir de la base britannique d'Akrotiri, sur l'île de Chypre. La France s'est pour sa part appuyée sur ses unités déployées aux Emirats arabes unis (sur la base 104 située tout près d'Abou Dhabi) et en Jordanie (sur la base H5, à quelques kilomètres de la frontière syrienne). Les frappes ont eu lieu en tout début de soirée. Selon le ministère de la défense britannique, les premières indications suggèrent que la cible a été *« touchée avec succès »*.

Les deux pays font partie de la coalition menée par les Etats-Unis qui lutte contre les militants de l'EI depuis plus de dix ans. Baptisée « Inherent Resolve » (« détermination inébranlable »), l'opération a été lancée en 2014. Elle est active en Irak et en Syrie, avec des moyens aériens (avions de chasse, ravitailleurs, drones de surveillance et de combat), des unités au sol (forces spéciales pour le renseignement, l'identification de cibles et l'appui aux frappes aériennes françaises) et le soutien logistique de plusieurs pays de la région.

Malgré sa défaite en 2019, l'EI continue de mener des attaques en Syrie et en Irak – là où s'étendait son « califat » – et d'inspirer des groupes terroristes bien au-delà de ses frontières. *« L'organisation devrait continuer de projeter une menace extérieure depuis le pays, où certains de ses principaux dirigeants sont restés basés »*, alerte ainsi un rapport des Nations unies publié en août 2025 selon lequel elle disposerait encore de 3 000 combattants. *« En Irak, Daech* [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] *s'efforce de reconstruire ses réseaux et de rétablir sa capacité opérationnelle dans la région du désert et le long de la frontière avec la Syrie »*, précise le document.

Ses combattants opèrent souvent en réseau clandestin, s'appuyant sur des cellules locales pour la planification des attaques et la logistique. Les repérer dans les zones montagneuses et le vaste désert syrien est un travail de fourmi qui s'appuie à la fois sur des moyens de renseignement sophistiqués et du renseignement humain. Chaque frappe est l'objet d'une préparation longue et minutieuse, notamment pour éviter tout dommage collatéral.

Si les Français restent très discrets sur leurs opérations, les Britanniques comme les Américains lèvent très régulièrement le voile sur les activités de la coalition. En 2025, des dizaines de frappes et des opérations terrestres ont ainsi été conduites contre des individus ou des sites suspectés d'être des caches d'armement. Selon le commandement central américain (le CentCom, qui pilote une grande partie des opérations au Moyen-Orient), près de 80 engagements ont été menés entre juillet et la mi-décembre en Syrie par les forces américaines et alliées.

119 combattants de l'EI capturés

Au cours des six derniers mois, 119 combattants de l'EI ont ainsi été capturés, et 14 autres tués, *« entravant les efforts de l'organisation pour se reconstituer et inspirer des attentats terroristes à l'échelle mondiale »*, se félicite le CentCom. Les forces américaines ont entre autres mené, en septembre, un raid en Syrie qui a entraîné la mort d'Omar Abdul Qader, un haut responsable de l'EI *« qui cherchait activement à attaquer les Etats-Unis »*.

Dans la continuité de ces opérations égrenées tout au long de l'année, l'administration Trump a lancé une vaste offensive baptisée « Hawkeye Strike » (« frappe Hawkeye ») en représailles à une embuscade survenue près de Palmyre qui avait coûté la vie à deux soldats des Etats-Unis et à un interprète civil américain quelques jours plus tôt. *« Plus de 70 cibles »* ont été frappées – notamment des infrastructures et des sites d'armement *« avec plus de 100 munitions de précision »*, selon le CentCom, qui précise que ces missions ont été menées avec des dizaines d'avions de combat et des hélicoptères d'attaque.

De son côté, la RAF a révélé avoir eu recours à trois reprises à des drones pour éliminer des membres de l'EI. Le 4 septembre 2025, lors d'une patrouille de reconnaissance, les pilotes d'un drone ont ainsi formellement identifié un combattant montant dans une voiture près d'Alep, en Syrie. *« L'équipage de la RAF a suivi le véhicule et, après s'être assuré qu'il n'y avait aucun risque pour les civils, il a mené une attaque qui a détruit la voiture et éliminé la cible »*, détaille la RAF sur son site. Le 28 septembre, un autre a été repéré alors qu'il se déplaçait à moto et à pied au nord de Hama et a été tué de la même manière.

Céline Pierre-Magnani
05 janvier 2026

En Turquie, le spectre d'un retour de l'État islamique ressurgit

Durant les deux dernières semaines de décembre, plus de 500 personnes ont été arrêtées en Turquie lors d'opérations simultanées menées de nuit dans tout le pays. Les autorités avaient été informées de la préparation « d'attaques lors des cérémonies de Noël et de Nouvel An ». Les souvenirs des attentats meurtriers entre 2015 et 2017 refont surface et interrogent : peut-on parler de résurgence de l'État islamique ?

Les opérations annoncées par le ministère de l'Intérieur ces deux dernières semaines ont eu lieu entre le 25 et le 31 décembre. Ali Yerlikaya a publié sur X le détail des opérations lancées contre le groupe État islamique.

"25 ilde bu sabah eş zamanlı olarak Jandarmamız ve Polisimiz tarafından düzenlenen operasyonlarımızda; 125 DEAŞ şüphelisini yakaladık." Afyonkarahisar, Ankara, Aydın, Bursa, Eskişehir, Hatay, Kahramanmaraş, Mardin, Mersin, Uşak, İstanbul, Niğde, Sakarya, Kastamonu, Kocaeli,… pic.twitter.com/9rw4jRleWW— Ali Yerlikaya (@AliYerlikaya) December 31, 2025

Plusieurs éléments ont retenu l'attention des médias et de l'opinion publique. L'ampleur des opérations d'une part : quatre opérations successives qui se sont déroulées dans une vingtaine de régions. D'autre part, l'une de ces opérations organisée dans la ville de Yalova, près d'Istanbul, s'est soldée par la mort de six jihadistes et de trois policiers, provoquant l'émotion dans le pays.

Un traumatisme encore vif des précédentes attaques

Enfin, le motif avancé par les autorités a fait rejaillir de très mauvais souvenirs : l'organisation aurait planifié des attaques pendant les célébrations de Noël et de Nouvel An. Or, la Turquie a déjà été la cible de l'organisation jihadiste à plusieurs reprises entre 2015 et 2024. Les festivités de fin d'année avaient été endeuillées le 1er janvier 2017. L› attaque revendiquée par l'État islamique avait fait 39 morts dans une boîte de nuit d'Istanbul.

L'attaque meurtrière du 13 décembre dernier attribuée à l'État Islamique contre deux soldats et un civil américains en Syrie, a donc ravivé les craintes de contagion sur le sol turc.

Un État islamique affaibli

Concernant l'état de la structure l'État islamique en Turquie et sur sa capacité d'action, plusieurs spécialistes le confirment : l'absence de hiérarchie claire a destructuré l'organisation. Aujourd'hui, il s'agit plutôt d'un réseau, composé de différents groupes plus ou moins actifs qui seraient liés à l'État islamique au Khorasan.

C'est ce qu'a expliqué à RFI Me Onur Güler, spécialiste de la radicalisation, l'avocat d'un des jihadistes tués dans l'opération de Yalova : « Après 2019, l'organisation a perdu sa domination en Syrie, n'est plus en mesure de mener de grandes attaques , en raison de l'effondrement de ses capacités d'accès à des armes et à des explosifs. Ce sont plutôt des attaques de petite ampleur, menées par des individus isolés, qui sont d'actualité ».

Une menace diffuse, difficile à prévenir

D'après le témoignage d'un des repentis de l'organisation, il existerait des cachettes d'armes dans certains endroits du pays. Par ailleurs, l'avocat est formel, contrairement à une idée répandue, les adeptes de l'EI ne sont pas tous étrangers, une partie d'entre eux a bien la nationalité turque.

Enfin, si les députés de l'opposition accusent souvent l'État de manquer de volonté politique, Onur Güler l'assure, les renseignements sont très actifs sur le dossier. Mais comme dans de nombreux pays, la mise en place de mesures préventives au passage à l'acte est très délicate face à une nébuleuse multiforme, en permanente recomposition.

RÛDAW

January 5,2026

SDF accuses Damascus-aligned factions of ‹indiscriminately› shelling areas east of Aleppo

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Monday accused armed factions affiliated with the interim Damascus government of «indiscriminately shelling» areas east of Aleppo, reaffirming their right to self-defense. The statement came shortly after Syrian state media reported that the Damascus army had begun targeting the areas from which «SDF drones,» which attacked Syrian army outposts earlier in the day, were launched.



Syrian Arab Army soldiers with the logo of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the right-hand corner. Graphic: Rudaw

In a statement on X, the SDF said, «Our forces affirm their full and legitimate right to defend both our fighters and our people amid the ongoing indiscriminate shelling currently targeting the city of Deir Hafer [east of Aleppo] by the ‹al-Amshat› and ‹al-Hamzat› factions, affiliated with the Damascus government and listed under international sanctions.»

Of note, the Suleiman Shah Division, widely known as al-Amshat, and the Hamza Division, also known as al-Hamzat, are Turkey-backed armed factions that have resisted integration into the new Syrian military structure established following the ouster of longtime Syrian dictator Bashar al-Assad.

In August 2023, the US Department of the Treasury sanctioned the Amshat and Hamzat factions for “serious human rights abuses” in the Kurdish city of Afrin, northwest of Syria. The European Union subsequently imposed its own sanctions.

The Kurdish-led forces added that «these factions are deliberately targeting civilian homes, placing the lives of residents at extreme risk,» while confirming that the «shelling has caused no material or human losses among our forces.»

«The aggressors bear full responsibility for these crimes and violations, as well as all consequent repercussions,» the SDF concluded.

The SDF statement came shortly after the state-run al-Ikhbariya TV reported that «the Syrian Arab Army has begun targeting the launch sites of drones belonging to the SDF in the vicinity of Deir Hafer, east of Aleppo.» The report claimed that «drone attacks» by the Kurdish-led forces had «caused more than six injuries among civilians and the [Syrian] military police,» while noting that the Syrian army’s response «will be limited.»

Earlier in the day, the state-run Syrian Arab News Agency (SANA) had quoted the Syrian defense ministry’s media arm as claiming that the SDF had “targeted a military police checkpoint using drones near the army’s deployment points» near Deir Hafer, as part of what it described as the Kurdish-led forces “ongoing escalation against army positions in various parts of the country.»

The SDF, however, “categorically” denied the allegations, holding the ministry’s media affiliate “fully responsible for the consequences” of its statement and affirming that they “remain committed to restraint and to the existing channels” of communication with Damascus.

RÛDAW

January 5,2026

Kurdistan Region received only 41% of federal budget share over last 3 years: KRG

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government (KRG) on Monday published a financial report highlighting what it said were severe shortfalls in federal budget funding, zero investment allocations, and continued salary delays for civil servants, amid ongoing disputes with Baghdad over revenue-sharing.

According to the report published by the KRG's Department of Media and Information, the Kurdistan Region received "only 41 percent of entitlements and zero for investment projects," totaling just over 24.3 trillion Iraqi dinars (around $18.5 billion) out of 58.3 trillion dinars (around $44.4 billion) allocated to the Region over the past three years.

During the same period, Iraq's total federal budget stood at 622.6 trillion dinars (around $475 billion), of which the Kurdistan Region's legally allocated share was 58.36 trillion dinars (around $44.5 billion). In practice, only 24.32 trillion dinars (around $18.5 billion) were disbursed, the report said.

The report described the situation as an "investment blockade" and a "massive funding gap."

It further noted that, despite Baghdad allocating 165 trillion dinars (around $126 billion) for investment expenditures nationwide, the Region's share was "Zero Dinars," resulting in the "halt of vital infrastructure projects" - a situation the report called "a dangerous precedent."

The report added that the Region's actual funding amounted to "a meager 3.9 percent of Iraq's total budget, reflecting a clear injustice against the citizens of the Region."

In June 2023, Iraq passed its controversial budget law for 2023, 2024 and 2025, setting the Kurdistan Region's share at 12.6 percent based on earlier population estimates that had been contested.

The 2024 federal budget totaled nearly 212 trillion dinars (around $141 billion), with the Kurdistan Region's share - based on the 12.6 percent estimate - reaching nearly 21 trillion dinars (around $14 billion), covering both operational and investment expenditures.

Oil exports from the Kurdistan Region resumed on September 27 following a tripartite agreement between the KRG, the federal government in Baghdad, and international oil companies (IOCs) operating in the Region. Exports had been halted since March 2023 after Iraq won an arbitration case against Turkey in a Paris-based court.

The three-month agreement, which allowed exports to international markets, was renewed in late December.

The Monday report noted that the suspension of oil exports caused a $25 billion loss to the Iraqi economy. Since the resumption of exports in late 2025, "the KRG has demonstrated good faith by pumping 19.5 million barrels [of oil]" through Baghdad's State Organization for Marketing of Oil (SOMO).

Under the three-month agreement, the KRG's natural resources committed to supplying a minimum of 230,000 barrels per day to SOMO for export, with an additional 50,000 barrels per day allocated for domestic consumption within the Kurdistan Region, Natural Resources Minister Kamal Mohammed told Rudaw in mid-November.

Despite the resumption of oil exports, salaries for November and December remain unpaid for the Region's civil servants. According to the report, Baghdad has not funded a full year of salaries for the Region in any of the past three years, leaving months of unpaid dues "accumulating as debt."

For more than a decade, public sector employees in the Kurdistan Region have faced recurring salary delays, partial payments, and deductions due to financial disputes between Erbil and Baghdad. Employees received only 10 months' pay in 2025, with the final two months still outstanding.

In early November, Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani accused the federal government of politicizing the salaries of more than one million civil servants in the Region.

The federal government has often attributed the delays to the KRG's alleged failure to meet its financial obligations - a claim Erbil has consistently denied.

The report noted that the KRG has "shown high financial commitment, transferring 919 billion dinars [around $701 million] in non-oil revenues to the federal treasury during 2025."

Of note, Iraq's Housing Minister Bangin Rekani told Rudaw on Thursday that the long-standing salary issue is expected to be resolved in the new year, although disputes between Baghdad and Erbil over internal revenue-sharing may take longer to settle.

LE FIGARO

05 janvier 2026

L'inflation en Turquie ramenée à 30,89% en décembre contre 44,38% en décembre 2024

L›inflation en Turquie a été ramenée à 30,89% en décembre en glissement annuel, contre 44,38 % en décembre 2024, a annoncé lundi l'institut national de la statistique (TUIK). La hausse des prix en moyenne sur l'année atteint ainsi son plus bas niveau en quatre ans à 34,88% en 2025, contre 58,51% en 2024, précise l'institut. L'inflation turque dépasse les 30% en glissement annuel depuis novembre 2021.

Sur l'année écoulée, précise la Tuik, les prix ont particulièrement augmenté dans l'éducation, avec une hausse de plus de 66%, ainsi que le logement (+49,5%), l'alimentation (+28,31%) et les frais de santé (+ 31%). Ces chiffres sont cependant contestés par le groupe d'économistes indépendants Enag selon lequel l'inflation en décembre 2025 a atteint 56,14% sur l'année, avec une hausse de 2,11% sur le seul mois de décembre.

rfi

06 janvier 2026

Syrie: neuf morts dans des affrontements à Alep entre forces kurdes et gouvernementales

De nouveaux affrontements ce mardi 6 janvier à Alep dans le nord de la Syrie. Ils ont opposé l'armée syrienne aux forces kurdes. Dernier bilan : au moins neuf morts, dont des civils, les bombardements et les combats se déroulant en pleine ville. Les vols desservant la ville du nord de la Syrie ont été suspendus pour 24 heures. Ce sont les pires incidents survenus entre les forces de Damas et les forces kurdes depuis qu'un accord a été signé pour intégrer ces dernières dans l'armée nationale.


© Karam al-Masri / REUTERS

Des incidents violents entre les forces affiliées à Damas et les combattants kurdes, il y en a eu plusieurs ces derniers mois. Fin décembre, des affrontements meurtriers avaient déjà secoué les localités à majorité kurde de Cheikh-Maqsoud et Achrafieh.

Et c'est encore là que, ce mardi 6 janvier, ont commencé les violences. Les tirs à l'arme lourde ont semé la panique dans les zones résidentielles. Elles ont aussi fait des victimes parmi les civils, plusieurs ont été évacuées.

Les deux parties par communiqué interposé s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les violences en violation du cessez-le-feu et de l'accord signé en mars dernier. Cet accord peine à être appliqué. De nouveaux pourparlers la semaine dernière à Damas se sont soldés par un échec.

Appels au calme

Les Forces démocratiques syriennes accusent des combattants affiliés au gouvernement syrien d'avoir attaqué ce mardi la ville de Deir Hafer près du barrage stratégique de Tichrine, à 50 km à l'est d'Alep, tout en se donnant le droit de « répondre légitimement à ces attaques ».

De Washington à Ankara, les appels au calme se multiplient. Face aux violences, le gouverneur d'Alep a décrété ce mercredi jour de congé. Les établissements scolaires, les universités et plusieurs administrations resteront fermés.

Le Monde

Nicolas Bourcier
06 janvier 2026

La Turquie, alliée de Maduro, embarrassée par l'intervention américaine au Venezuela

Le président Erdogan entretenait de très bonnes relations avec son homologue vénézuélien, avec qui il avait su nouer des partenariats économiques importants.

Le silence de Recep Tayyip Erdogan sur le Venezuela, pendant près de trois jours, a provoqué un débat d'une rare intensité en Turquie, entre le parti au pouvoir et la principale formation de l'opposition. Il y a d'abord eu les mots prononcés par Özgür Özel, samedi 3 janvier, quelques heures à peine après l'enlèvement de Nicolas Maduro par les forces américaines. Lors d'un meeting à Çankiri, au nord d'Ankara, le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP) a rappelé le soutien actif du président turc à son homologue vénézuélien après sa réélection controversée en 2018. *« A l'époque, Erdogan disait : "Mon frère Maduro." Aujourd'hui, Erdogan, qui a acheté des Boeing et offert des ressources naturelles précieuses à Trump pour obtenir une rencontre* [à la Maison Blanche, le 25 septembre]*, n'a pas prononcé un seul mot au sujet de ce coup d'Etat au Venezuela. Il craint Trump et manque de courage »*, a lancé le leader sous les applaudissements du public.

Le lendemain, ce fut au tour du maire CHP d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, incarcéré depuis mars, et principal rival de Recep Tayyip Erdogan, de porter la charge dans un message publié sur X : *« Ceux qui gouvernent notre pays par des politiques sans principes et des manœuvres personnelles se retrouvent muets face aux crises internationales. La voix de la Turquie s'est éteinte, cela nuit à notre pays. »*



Des manifestants turcs contre l'opération américaine au Venezuela, dans le centre d'Istanbul, le 4 janvier 2026. KEMAL ASLAN/REUTERS

S'ensuivit une déferlante de réactions négatives et enfiévrées des responsables du gouvernement. Le ministre de la justice, Yilmaz Tunç, a dénoncé des *« propos irresponsables »*. Pour Ahmet Büyükgümüs, vice-président du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir depuis 2002), *« le CHP, qui réclamait encore des "négociations avec Assad" quelques heures avant sa chute, est incapable de comprendre les enjeux de la politique étrangère »*. Le porte-parole du parti, Ömer Çelik, a, lui, cinglé : *« La seule chose que l'opposition comprend en politique étrangère, c'est de se plaindre de la Turquie* [à l'étranger]*, de ne comprendre les événements qu'une fois qu'il est trop tard, et de confondre gestion de crise et rhétorique. »*

Position timorée

Pour l'heure, la seule réponse officielle aux événements outre-Atlantique formulée par Ankara, en dehors d'une sortie, lundi soir, du président pour indiquer qu'il a *« fait part de ses préoccupations à Trump »*, est un communiqué du ministère des affaires étrangères. Celui-ci indique : *« Nous appelons toutes les parties à faire preuve de retenue afin d'éviter que la situation actuelle n'ait des conséquences négatives pour la sécurité régionale et internationale. »* Une déclaration critiquée à son tour par l'opposition, qualifiant le propos d'*« inadéquat »* et de *« timide »*. De fait, au regard des liens étroits mis en place ces dernières années avec le Venezuela, la position turque paraît pour le moins timorée.

Jusqu'à la tentative de coup d'Etat turque de 2016, les relations entre Ankara et Caracas étaient plutôt sans relief. Avec le Russe Vladimir Poutine, Nicolas Maduro fut l'un des tout premiers dirigeants mondiaux à apporter son soutien à Recep Tayyip Erdogan, quelques heures après le putsch. Selon Jorge Arreaza, nommé ministre des affaires étrangères du Venezuela quelques mois plus tard, cette prise de position marqua le début d'une nouvelle ère pour les relations bilatérales. Trois ans plus tard, en pleine période d'essor commercial entre Ankara et Caracas et plusieurs

visites d'Etat, le président turc a rendu la pareille en condamnant la reconnaissance par les Etats-Unis du chef de l'opposition vénézuélienne, Juan Guaido, lors de la présidentielle.

Au fil des ans, les échanges commerciaux se sont multipliés par cinq. Des projets communs dans les secteurs du gaz, de la pétrochimie et de l'exploitation minière sont négociés. Une entreprise minière turco-vénézuélienne, Mibiturven, est créée pour l'extraction de l'or.

Investissements forts

Toutefois, une ombre au tableau est apportée par un certain Sedat Peker, baron de la drogue turc exilé et ancien allié du gouvernement d'Ankara. Dans une série de vidéos diffusées en 2021, il accuse Caracas d'avoir mis en place un vaste réseau de transit de cocaïne vers la Turquie. Les allégations sont alors largement reprises dans les médias. Les autorités démentent toute implication et aucune procédure judiciaire ne sera lancée.

En juin 2024, Nicolas Maduro signe avec des représentants d'Ankara une feuille de route pour une *« chaîne de production complète »* de gaz naturel, incluant une usine d'engrais financée par la Turquie à hauteur de 750 millions de dollars (640 millions d'euros). Au même moment, un accord portant sur des investissements turcs dans les projets d'exploitation aurifère d'Etat de l'« Arc minier de l'Orénoque », dans le sud du pays, est conclu avec les autorités locales. Autant d'engagements qui font dire à la revue conservatrice américaine *The National Interest*, en décembre, que le gouvernement turc a offert, aux côtés de la Russie, de l'Iran, de la Chine et de Cuba, *« une bouée de sauvetage inattendue au Venezuela de Nicolas Maduro, lui permettant de contourner les sanctions ».*

Depuis fin novembre, plusieurs responsables et médias nord-américains avaient évoqué l'idée que Nicolas Maduro pourrait chercher refuge en Turquie s'il était contraint de quitter le pouvoir.

Le Monde **06 janvier 2026**

En Turquie, nouvelle condamnation contre le chef de file kurde Selahattin Demirtas pour « insulte au président »

Figure emblématique et charismatique du mouvement kurde en Turquie, M. Demirtas a été arrêté en 2016, au sommet de sa carrière politique, et emprisonné pour de multiples accusations liées au terrorisme, malgré une décision définitive de la Cour européenne des droits de l'homme en sa faveur.

Détenu depuis 2016, Selahattin Demirtas a été une nouvelle fois condamné, a affirmé mardi 6 janvier son avocat à l'Agence France-Presse (AFP). La condamnation contre l'opposant kurde a été prononcée en dépit d'une décision définitive de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en sa faveur.

Emprisonné à la prison d'Edirne, Selahattin Demirtas, 52 ans, a été condamné à un an, cinq mois et 15 jours de prison pour *« insulte au président »*, a précisé à l'AFP son avocat Ozgur Ozbek. Selon M. Ozbek, plusieurs chefs d'accusation d'insulte au président concernant des discours prononcés il y a au moins dix ans ont été regroupés dans un même dossier.

Le tribunal a cependant refusé d'accorder à son équipe juridique un délai supplémentaire pour préparer sa défense et s'est empressé, selon M. Ozbek, de rendre son verdict. *« Si le tribunal a statué aussi rapidement, c'est parce qu'il craignait la prescription. Or, rendre une décision fondée sur ce raisonnement avant la fin de l'instruction est juridiquement incorrect »*, a assuré M. Ozbek, affirmant son intention de faire appel.

Figure emblématique

« Nous rejetons l'emprisonnement de notre estimé camarade Selahattin Demirtas sous prétexte d'insulte au président, et nous ne reconnaissons pas cette décision. De telles décisions judiciaires (...) *compromettent l'espoir d'une paix durable en aggravant les injustices »*, a réagi sur X le co-président du parti prokurde DEM, Tuncer Bakirhan.

Selahattin Demirtas était absent à l'audience, sa demande de présence ayant été rejetée par le juge pour des raisons de sécurité, selon le journal *BirGün*.

Ce n'est pas la première fois que Selahattin Demirtas est condamné pour insulte au président : en 2021, il avait été condamné à trois ans et demi de prison pour avoir critiqué la gestion par le gouvernement d'un incident au cours duquel l'armée de l'air turque avait abattu un avion militaire russe au-dessus de la frontière syrienne en 2015.

Figure emblématique et charismatique du mouvement kurde en Turquie, M. Demirtas a été arrêté en 2016, au sommet de sa carrière politique, et emprisonné pour de multiples accusations liées au terrorisme.

La CEDH a exigé à plusieurs reprises sa libération et a rendu en novembre un arrêt contraignant, jusqu'à présent ignoré par la Turquie.

07 janvier 2026
Gavin Blackburn

Iran : les manifestations prennent de l'ampleur en région et dans la capitale, sit-in au Grand Bazar de Téhéran

En Iran, les manifestant ont organisé un sit-in au Grand Bazar de Téhéran. Une action pour dénoncer l'utilisation de la violence par les agents de sécurité.

Des centaines de personnes ont organisé un sit-in au Grand Bazar de Téhéran ce mardi pour dénoncer l'utilisation de la violence par les agents de sécurité pour disperser les manifestations. Selon les organisateurs, au moins 36 personnes ont été tuées lors des rassemblements qui ont eu lieu depuis le 28 décembre dans les grandes villes.

Le sit-in a été interrompu à plusieurs reprises, mais d'autres actions de contestation sont d'ores et déjà prévues dans les prochains jours.

Les manifestations ont débuté en décembre en raison de l'inflation de plus de 40 %, qui a contribué à une hausse rapide des prix des denrées alimentaires, estimée à environ 72 %. La monnaie du pays, le rial, a également chuté à un niveau record, s'échangeant à 1,46 million par rapport au dollar américain.

Le président américain Donald Trump a menacé ces derniers jours d'intervenir militairement en Iran si des manifestants étaient tués, tandis que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu leur a apporté son soutien. Des déclarations que la diplomatie iranienne considèrent comme une «incitation à la violence» qui cherche à «saper l'unité nationale».

07 janvier 2026

Iran : le président Massoud Pezeshkian appelle les forces de l'ordre à ne pas s'en prendre aux manifestants

Ceux qui portent des armes à feu, des couteaux et des machettes et qui attaquent des commissariats et sites militaires sont des émeutiers, et il faut distinguer les manifestants des émeutiers», a ajouté le vice-président exécutif.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a appelé mercredi les forces de l'ordre à ne prendre *«aucune mesure»* à l'encontre des manifestants, tout en faisant une claire distinction avec *«les émeutiers»*, selon des propos rapportés par l'agence de presse Mehr. *«Aujourd'hui, Massoud Pezeshkian a ordonné qu'aucune mesure de sécurité ne soit prise à l'encontre des manifestants et des personnes qui participent aux rassemblements»*, a affirmé dans une vidéo diffusée par Mehr après le conseil des ministres, le vice-président exécutif, Mohammad Jafar Ghaempanah.

«Ceux qui portent des armes à feu, des couteaux et des machettes et qui attaquent des commissariats et sites militaires sont des émeutiers, et il faut distinguer les manifestants des émeutiers», a ajouté Mohammad Jafar Ghaempanah.

Le Monde 07 janvier 2026

En Iran, deux morts et 30 blessés lors d'affrontements armés en marge d'une manifestation dans le Sud-Ouest

Des commerçants manifestaient à Lordegan, une ville à 455 kilomètres au sud de Téhéran, lorsque des « émeutiers ont commencé à jeter des pierres sur les forces de l'ordre », selon l'agence de presse Fars.

Au onzième jour d'une vague de contestation, de nouvelles manifestations se sont tenues, mercredi 7 janvier, dans diverses villes iraniennes, certaines marquées par des violences qui ont coûté la vie à deux policiers, en dépit des tentatives d'apaisement du président Massoud Pezeshkian.

Une manifestation de commerçants à Lordegan, à 455 kilomètres de Téhéran dans le sud-ouest du pays, a dégénéré en affrontements armés avec les forces de l'ordre, mercredi, provoquant la mort de deux policiers et blessant 30 personnes, selon l'agence de presse Fars. Des *« émeutiers ont commencé à jeter des pierres sur les forces de l'ordre »*, et certains ont *« ouvert le feu sur la police »*, a-t-elle ajouté.



Affrontements entre les forces de sécurité iraniennes et des manifestants, dans le bazar de Téhéran. Capture d'écran d'images diffusées sur les réseaux sociaux, à Téhéran, le 6 janvier 2026. AFP PHOTO / UGC

A Bojnourd, dans le Nord-Est, selon l'agence de presse iranienne Tasnim, des *« émeutiers »* ont *« jeté des pierres et brisé les fenêtres de la mosquée Imam Khomeini »*, mercredi, après avoir quitté un rassemblement de syndicats. *« Un certain nombre d'émeutiers et d'agitateurs »* ont ensuite attaqué une librairie de cette ville vendant des corans et des livres de prières, ajoute Tasnim, qui précise que le magasin a été incendié et *« tous les livres brûlés »*.

« Un Iranien peut mourir mais n'acceptera pas l'humiliation ! », ont crié des manifestants de Bojnourd, selon une vidéo publiée par l'ONG Iran Human Rights (IHR), basé en Norvège. Dans un quartier huppé de Téhéran, des manifestants ont crié *« Mort au dictateur ! Liberté ! »*, toujours selon IHR. La veille, des heurts s'étaient produits pour la première fois en plein jour au cœur de la capitale, où des rassemblements sporadiques se déroulaient jusque-là principalement en soirée, d'après les médias locaux.

« C'est la bataille finale »

Une importante manifestation s'est aussi tenue, mercredi, dans la ville portuaire de Bandar-e Abbas, dans le Sud, d'après une vidéo postée par l'ONG Human Rights Activists in Iran (HRNA), située aux Etats-Unis. On y entend les manifestants crier : *« Ne soyez pas spectateurs, rejoignez-nous »* ou *« C'est la bataille finale, Pahlavi reviendra »* (en référence à la dynastie chassée par la révolution islamique de 1979).

Selon la chaîne de télévision d'opposition Iran International, basée à Londres, les rues d'Aligoudarz étaient noires de monde, dans l'Ouest iranien, certains scandant *« C'est l'année du sang, Seyyed Ali sera démis »*, du nom du guide suprême, Ali Khamenei. Des vidéos publiées par HRNA témoignent aussi d'une forte affluence de protestataires dans la grande ville de Racht, située dans le nord-ouest du pays, sur la mer Caspienne.

Depuis le début du mouvement, des rassemblements ont eu lieu dans au moins une cinquantaine de villes, essentiellement petites et moyennes, surtout dans l'ouest du pays, selon un décompte de l'Agence France-Presse basé sur les annonces officielles et des médias. Officiellement, 25 provinces sur 31 ont été concernées depuis le début du mouvement.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, qui ne détient

pas la réalité du pouvoir – aux mains du guide suprême, Ali Khamenei – a ordonné, mercredi, aux forces de l'ordre de ne pas s'en prendre aux manifestants, a rapporté l'agence de presse Mehr. Toutefois, *« ceux qui portent des armes à feu, des couteaux et des machettes et qui attaquent des commissariats et des sites militaires sont des émeutiers »*, a-t-il précisé en conseil des ministres.

Appel de partis d'opposition kurdes à une grève générale

Le chef de l'armée iranienne, Amir Hatami, a lui haussé le ton après les menaces de Donald Trump d'intervenir militairement en Iran si des manifestants étaient tués, et le *« soutien »* apporté aux protestataires par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. *« Si l'ennemi commet une erreur, nous riposterons avec plus de fermeté »* que lors de la « guerre de douze jours » en juin contre Israël et les Etats-Unis, a-t-il menacé à son tour.

Depuis le début du mouvement, au moins 27 protestataires ont *« été tués par des tirs ou d'autres formes de violence perpétrées par les forces de sécurité dans huit provinces »*, selon le dernier bilan, mardi, de IHR. Selon cette ONG, plus de 1 000 personnes ont été arrêtées. Les médias iraniens relayant des annonces officielles font eux état de 15 morts, dont des membres des forces de sécurité, depuis le début de la contestation.

Sept partis d'opposition kurdes iraniens basés en Irak ont appelé à une grève générale, jeudi, des Kurdes en Iran. Depuis le début de la mobilisation, des affrontements faisant six morts ont notamment été rapportés à Malekshahi, un comté où vit une importante population kurde, dans l'ouest de l'Iran.

Par ailleurs, le gouvernement australien a demandé à ses ressortissants, mercredi, de quitter l'Iran *« dès que possible »*. *« De violentes manifestations se poursuivent dans tout le pays, susceptibles de s'intensifier* (…) *la situation sécuritaire est volatile »*, précise une nouvelle version de ses conseils aux voyageurs.

07 janvier 2026

Syrie: des civils fuient les quartiers kurdes d'Alep, devenus «zone militaire» après des combats meurtriers

Des civils fuient en masse les quartiers kurdes d'Alep, déclarés « zone militaire » par l'armée syrienne mercredi 7 janvier, après des affrontements violents avec les forces gouvernementales. Ces derniers ont fait au moins neuf morts et ravivé les tensions entre le régime et les Kurdes, qui contestent leur intégration dans un État syrien unifié. L'armée a commencé à bombarder les zones à l'artillerie après la fin du délai accordé aux évacuation.

Mercredi 7 janvier, de nombreux civils ont fui en masse les quartiers kurdes d'Alep, dans le nord de la Syrie, après que l'armée syrienne a déclaré ces zones comme des « zones militaires ». « Les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh seront considérés comme une zone militaire à partir de 15h locales » (12h TU), a annoncé l'armée syrienne, précisant que deux « couloirs humanitaires » étaient mis en place pour la fuite des civils avant ce délai.

Selon un journaliste de l'AFP sur place, l'armée syrienne a commencé à bombarder ces quartiers d'Alep à l'artillerie après la fin du délai accordé.

Les affrontements entre les forces gouvernementales et les combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui contrôlent deux quartiers, ont fait neuf morts la veille. Les civils, pour certains en pleurs, fuient avec bagages et enfants. L'armée syrienne a menacé de viser toute position des FDS dans les quartiers d›Achrafieh et Cheikh Maqsoud, les qualifiant de « cibles légitimes » et appelant les civils à s'éloigner.

Ces violents affrontements font suite à des tensions persistantes entre le gouvernement syrien et les Kurdes, qui ont échoué à appliquer un accord signé en mars, visant à intégrer les institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel État syrien. Elham Ahmed, une responsable kurde, a dénoncé une « guerre génocidaire » menée par le régime syrien contre les Kurdes, appelant à « résoudre les problèmes à travers le dialogue ».

À écouter aussiSyrie: la difficile intégration des Kurdes

Bombardements

Face aux violences, les autorités avaient décidé mardi soir de suspendre pour 24 heures tous les vols de l'aéroport et de fermer mercredi les écoles, universités et services gouvernementaux. Pour Joud Serjian, une mère de famille de 53 ans, ces affrontements « nous ont rappelé la guerre. Nous n'avons nulle part où fuir. » Pendant la guerre civile, Alep avait été le théâtre de violents combats entre rebelles et forces gouvernementales avant sa reconquête par Bachar al-Assad en 2016.

L'agence officielle syrienne Sana a fait état de bombardements effectués depuis les quartiers kurdes sur des zones sous contrôle des forces gouvernementales, qui ont riposté. Abdel Karim Omar, représentant de l'autorité kurde à Damas, a nié toute attaque depuis les quartiers kurdes, qui sont selon lui « encerclés » et sous le contrôle des forces de sécurité intérieures kurdes, « qui ne disposent que d'armes légères ».

Le Monde

Luc Bronner, Madjid Zerrouky
07 janvier 2026

Relance à Paris des discussions sécuritaires entre Israël et la Syrie

Au cours des tractations organisées sous l'égide de Washington, qui étaient au point mort depuis septembre, les représentants des deux Etats se sont entendus pour instaurer un mécanisme de désescalade.

Dans un contexte de fortes tensions au Moyen-Orient, Israël et la Syrie se sont entendus, mardi, au cours de discussions conduites à Paris sous l'égide des Etats-Unis, pour créer une structure commune d'échange et de partage d'informations afin de réduire les risques d'escalade militaire et approfondir les discussions en vue d'un éventuel accord de sécurité. *« Les deux parties ont décidé de mettre en place un mécanisme conjoint – une cellule de communication spécifique – afin de faciliter la coordination immédiate et continue de leur partage de renseignement, de la désescalade militaire, de l'engagement diplomatique et des opportunités commerciales, sous la supervision des Etats-Unis »*, a indiqué un texte signé mardi soir par Israël, la Syrie et les Etats-Unis.

« Ce mécanisme servira de plateforme pour traiter rapidement tout différend et œuvrer à prévenir les malentendus », précise le document. Il s'agit, aux yeux des Américains, d'une première étape : *«* [Israël et la Syrie] *réaffirment leur engagement à œuvrer en faveur de la mise en place d'accords durables en matière de sécurité et de stabilité pour les deux pays »*, relève le département d'Etat. *« Une avancée »*, a indiqué Tom Barrack, l'envoyé spécial de Donald Trump pour la région, dans un entretien au *Jerusalem Post*, alors que, depuis septembre 2025, les négociations apparaissaient au point mort. *« Le résultat de la réunion témoigne d'un désir fort et mutuel de passer du déni à la coopération authentique et à la prospérité partagée »*, estime M. Barrack. Le président américain avait publiquement assuré sa volonté de voir les négociations avancer, lors de sa rencontre avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à Mar-a-Lago, en Floride, le 29 décembre 2025.

Des médias israéliens ont indiqué que les Etats-Unis avaient proposé la création d'une zone économique conjointe, démilitarisée, à la frontière entre les deux pays, incluant station de ski, agriculture et production d'énergie renouvelable. Selon les mêmes sources, les deux pays se sont accordés pour ouvrir des discussions sur le volet économique de leurs relations. *« Israël a réaffirmé son engagement en faveur de la promotion de la stabilité et de la sécurité régionales, ainsi que la nécessité de développer des coopérations économiques au bénéfice des deux pays »*, a confirmé l'entourage du chef du gouvernement israélien, mardi soir.

« Djihadiste en costume »

Le point dur des négociations demeure le retrait des forces israéliennes de la partie du territoire syrien occupée depuis la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024. Côté israélien, le gouvernement exige la démilitarisation du sud du pays, ainsi que des mécanismes de protection de la minorité druze. *« Notre intérêt, avec la Syrie, est d'avoir une frontière pacifique avec ce pays, afin de garantir la sécurité de la frontière avec Israël, l'absence de terroristes et l'absence d'attaques contre l'Etat juif. Le premier ministre souligne également l'importance d'assurer la protection de nos frères et sœurs druzes en Syrie, ainsi que d'autres minorités religieuses, y compris la communauté chrétienne »*, avait souligné l'entourage de M. Nétanyahou avant le début des négociations à Paris.

Le débat en Israël porte sur le degré de fiabilité du président syrien, Ahmed Al-Charaa, à la fois sur sa capacité à diriger le pays, dont l'armée est divisée et affaiblie, et sur sa volonté d'abandonner son passé djihadiste. *« La perception dominante en Israël, bien qu'elle se soit modérée ces derniers mois, est qu'Al-Charaa est un "djihadiste en costume" et que l'image pragmatique qu'il projette au monde n'est qu'une façade »*, rappelaient Carmit Valensi et Amal Hayek, deux chercheurs de l'INSS, un think tank israélien, dans une note publiée en décembre 2025. Signe des fractures qui minent le pays, au moins neuf personnes ont été tuées, mardi 6 janvier, lors d'affrontements entre forces gouvernementales et kurdes à Alep (Syrie). Les autorités ont décidé de suspendre les vols de l'aéroport et de fermer les écoles, les universités et les services gouvernementaux à Alep.

Côté syrien, le respect de la souveraineté du pays constitue la principale demande, incluant le retrait des troupes israéliennes, l'arrêt des frappes et des incursions militaires sur son territoire. Dans une déclaration à l'agence Reuters, un officiel syrien a indiqué, mardi 6 janvier, que les négociations ne pourraient avancer sans un calendrier contraignant et clair pour le désengagement des troupes israéliennes du territoire syrien. Depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, l'armée israélienne s'est employée à empêcher la coalition islamiste parvenue au pouvoir de bâtir une armée conventionnelle crédible, en bombardant les installations de l'ancien régime.

Les soldats israéliens se sont déployés dans la zone démilitarisée sur le plateau du Golan, au-delà de la ligne de démarcation entre la partie de ce territoire syrien occupée en 1967 et annexée unilatéralement par Israël en 1981 et le reste de la Syrie, invoquant cette fois l'objectif d'éloigner les combattants syriens de sa frontière. En juillet, l'Etat hébreu est intervenu militairement pour protéger la minorité druze dans la province de Souweïda, théâtre d'affrontements sanglants entre combattants druzes et Bédouins sunnites.

The New York Times Jan. 7, 2026

Clashes Between Syrian Government and Kurdish-Led Militia Restart After Deaths

Fighting in the city of Aleppo resumed as talks to integrate the Kurdish-led Syrian Democratic Forces into the national military appear to have stalled.

Several people have been killed in fighting between Syrian government forces and a Kurdish-led militia in the northern city of Aleppo, after two days of deadly clashes that have closed schools, government offices and an airport.

The fighting has been some of the most intense between government forces and the militia, the Syrian Democratic Forces, and comes as efforts to integrate the group into the national military appear to have stalled.

Since the start of the violence on Tuesday, at least four civilians have been killed in government-held areas of the city, health officials in Aleppo said on Wednesday. One soldier was also killed, according to SANA, the government news agency. The S.D.F. said seven civilians had been killed in the two neighborhoods that it controls, but it has not disclosed if any combatants have died.

The exchanges of fire between government forces and the S.D.F. resumed on Wednesday after a brief lull in the violence, according to residents, SANA and the S.D.F. Each side has blamed the other for starting the clashes.

The government said on Wednesday that it had imposed a curfew on the two neighborhoods as it sought to stop S.D.F. attacks and restore security, according to SANA.

The government has said that all S.D.F. military positions there would be considered legitimate military targets, according to state media, and warned people to stay away from the sites. It also announced the opening of two humanitarian corridors for people to leave the Kurdish-majority neighborhoods.



A wounded man arriving at a hospital after being injured amid the clashes in Aleppo.Adri Salido/Getty Images

Relations with the Syrian Democratic Forces, which controls much of the country's northeast, have been one of the biggest challenges for the central government since it took power after the ouster of the dictator Bashar al-Assadin December 2024. Talks over integrating the S.D.F. forces into the new Syrian military and extending central government control over S.D.F. areas have dragged on for months and repeatedly stalled.

The tensions between the government and the S.D.F. reflect the broader challenge of reuniting Syria after nearly 14 years of a brutal civil war that at times played along ethnic and religious lines in the country. The government, led by former Islamist rebels, has struggled to gain the trust of some minority communities.

A wounded man arriving at a hospital after being injured amid the clashes in Aleppo.Adri Salido/Getty Images

Human rights groups have accused forces affiliated with the government of being involved in deadly attacks on Alawites, the religious minority to which Mr. al-Assad belongs, and on the Druse, another religious minority.

As in the Kurdish-controlled northeast, the predominantly Druse Sweida Province in the south has recently refused to submit to control by the central government, and some Druse leaders have called for more autonomy.

Both the government forces and the S.D.F. have blamed each other for violating ceasefire agreements in Aleppo and reigniting the fighting.

In March, President Ahmed al-Sharaa and Mazloum Abdi, the S.D.F. leader, signed an agreement to integrate the Kurdish-led forces into the national military by the end of 2025. But efforts to put the deal into effect have stalled, and brief clashes have regularly broken out between the two sides.

The negotiations have been partly facilitated by the United States, which for years has backed the Syrian Democratic Forces and has established warm ties with Mr. al-Sharaa's government.

Le Monde

Ghazal Golshiri
07 janvier 2025

En Iran, le régime islamique sous la pression de la rue, d'Israël et des Etats-Unis

L'Etat hébreu a validé un nouveau plan d'attaque contre Téhéran, tandis que Donald Trump a réitéré ses menaces d'intervention en cas de répression accrue du mouvement de protestation contre la vie chère et le régime.

Les tensions montent entre l'Iran, d'un côté, et les Etats-Unis et Israël, de l'autre, tandis que Téhéran s'enfonce dans un état de paralysie stratégique croissante. Cette séquence se déroule sur fond d'une nouvelle vague de manifestations dans le pays depuis dix jours et de l'enlèvement par les forces américaines, samedi 3 janvier, du président vénézuélien, Nicolas Maduro, un allié de Téhéran.



Les forces de sécurité iraniennes dispersent des manifestants dans le bazar de Téhéran. Capture d'écran d'images diffusées sur les réseaux sociaux, à Téhéran, le 6 janvier 2026. AFP PHOTO/UGC/ANONYMOUS

Mardi 6 janvier, dans un communiqué, le Conseil de défense iranien – organe créé après la guerre de juin 2025 entre l'Iran et Israël, appuyé par les Etats-Unis – n'exclut plus le recours à des frappes préventives contre les ennemis de Téhéran.

« Dans le cadre de la légitime défense, la République islamique d'Iran ne se limite pas à une réaction postérieure à l'action [de l'ennemi] *»*, peut-on lire dans le communiqué iranien. Le texte dénonce également les *« ennemis de longue date »* de l'Iran, et précise que « *la répétition et l'intensification d'un discours menaçant et de prises de position interventionnistes constituent un comportement hostile »* envers Téhéran, une référence explicite aux Etats-Unis et à Israël.

Mise en garde américaine

Dimanche 4 janvier, le président américain, Donald Trump, a réaffirmé son soutien aux manifestants iraniens, mobilisés depuis le 28 décembre 2025. A bord de l'avion présidentiel, il a déclaré aux journalistes : *« S'ils* [les dirigeants iraniens] *commencent à tuer des gens, comme ils l'ont fait par le passé, je pense qu'ils seront frappés très durement par les Etats-Unis. »* Il a ainsi réitéré une mise en garde, publiée deux jours plus tôt sur son réseau, Truth Social, dans laquelle il affirme que Washington viendrait directement en aide aux manifestants pacifiques si les autorités iraniennes recouraient à une répression violente.

En Israël, le pouvoir a également durci sa posture. Lundi 5 janvier, la presse israélienne a annoncé la validation, par le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et son cabinet de sécurité, d'une opération contre l'Iran baptisée « Iron Strike ». Ce plan d'attaque aurait été discuté lors d'échanges entre MM. Nétanyahou et Trump, le 29 décembre 2025, en Floride, au cours desquels auraient été définis les objectifs prioritaires et un calendrier possible. Les détails restent classifiés. Les forces de défense israéliennes ont été placées en état d'alerte maximale et ont lancé des exercices simulant différents scénarios de guerre. En parallèle, les gardiens de la révolution iraniens, l'armée idéologique du pays, ont mené des manœuvres militaires, comprenant des tirs de missiles et de défense aérienne.

La menace d'une escalade militaire, sur fond d'un affaiblissement de l'« axe de la résistance » dans la région, est d'autant plus inquiétante pour l'Iran que le pays n'a pas encore réussi à reconstituer ses capacités balistiques et ses systèmes de défense après la « guerre de douze jours » de juin 2025. Ce conflit a entraîné la destruction partielle de plusieurs sites militaires et nucléaires iraniens, ainsi que l'assassinat de commandants militaires et de scientifiques liés au programme nucléaire.

A cette vulnérabilité stratégique s'ajoute une nouvelle vague de colère populaire qui traverse le pays, notamment dans les petites localités, parmi les couches les plus défavorisées et une classe moyenne de plus en plus paupérisée. La contestation, déclenchée par la chute vertigineuse du rial, qui a perdu en un an plus de la moitié de sa valeur face au dollar, a rapidement pris une tournure politique, avec des appels à la chute de la République islamique. L'économie iranienne est minée par les sanctions internationales, ainsi que par des années de mauvaise gouvernance et de corruption endémique. Le dossier nucléaire est, lui, plus que jamais dans l'impasse : les négociations sont à l'arrêt depuis plusieurs mois, privant Téhéran de toute perspective de levée des sanctions.

Vague de contestation

Mardi 6 janvier, les manifestations se sont poursuivies pour le dixième jour de suite. Dans plusieurs villes, notamment Shahrekord, dans l'ouest du pays, Machhad, dans le nord-est, ainsi qu'Abdanan, dans la province d'Ilam, l'un des centres de la contestation, les Iraniens sont descendus dans la rue en scandant des slogans hostiles au régime. Selon le Centre de statistiques de Human Rights Activists News Agency (défenseur des droits humains en Iran), au moins 36 personnes ont été tuées depuis le début de cette nouvelle vague de contestation, parmi lesquelles quatre enfants et deux membres des forces de l'ordre. Des milliers de manifestants ont été arrêtés.

A l'heure actuelle, l'ampleur des manifestations, comme celle de la répression, demeure inférieure à celle des grands mouvements de 2019, déclenchés par la hausse du prix de l'essence, et de 2022, lors du mouvement Femme, vie, liberté, déclenché par la mort de Mahsa Amini. Alors qu'Internet avait été totalement coupé en 2019 et fortement restreint en 2022, il fonctionne toujours cette fois-ci, bien que de manière ralentie.

« Les autorités semblent chercher à limiter la répression, car elles restent préoccupées par les répercussions d'une violence à grande échelle, explique Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. *Elles se trouvent coincées entre la colère populaire et les pressions extérieures, notamment l'enlèvement de Nicolas Maduro et les menaces américaines et israéliennes. Téhéran est devenu encore plus paralysé, et sa marge de manœuvre s'est fortement réduite. »*

Pour l'analyste politique Abbas Abdi, joint à Téhéran, *« il n'est pas hors de propos de dire que la République islamique est désormais engagée dans une guerre pour sa survie »*. Selon lui, cette situation résulte avant tout des politiques internes menées depuis des années, *« qui n'ont pas permis une véritable reconstruction économique et sociale »*, davantage que de la seule pression extérieure.

Dans le pays, pour la première fois depuis la création de la République islamique, en 1979, la menace explicite du président américain d'intervenir en cas de répression féroce pourrait, à terme, encourager les contestataires. *« L'atmosphère générale est électrique. Certains croient désormais sincèrement qu'il serait possible de venir à bout de ce régime par une intervention étrangère, une hypothèse qui, auparavant, paraissait impensable »*, confie un Iranien à Téhéran, bien introduit dans les cercles politiques, qui souhaite conserver l'anonymat.

Depuis l'enlèvement de Nicolas Maduro, *« une idée commence à s'imposer dans certains esprits en Iran : il est possible de se débarrasser de la plus haute autorité d'un pays par une opération ciblée et limitée sans que l'ensemble du système politique s'effondre*, poursuit la même source*. Certains, au cœur même du système, en sont venus à considérer qu'un seul homme, en l'occurrence le Guide suprême, Ali Khamenei, constitue l'obstacle principal à de profonds changements de cap, et qu'il serait possible de préserver l'architecture du régime en écartant uniquement sa tête. Si le Guide n'est pas écarté, d'une manière ou d'une autre, c'est l'ensemble du système qui risque de s'écrouler ».*

Ali Khamenei, la plus haute autorité du pays, âgé de 86 ans, reste toutefois inflexible sur les orientations internes comme externes du régime. Samedi 3 janvier, pour la première fois depuis le début des manifestations, il a pris la parole pour appeler à ce que les *« émeutiers »* soient *« remis à leur place »*. Il a également affirmé que des puissances étrangères étaient à l'origine de la contestation, une rengaine destinée à délégitimer les mouvements de protestation. Le Guide suprême nourrit une méfiance profonde à l'égard de l'Occident, d'autant plus que la « guerre de douze jours » est intervenue deux jours avant le sixième cycle de négociations avec les Etats-Unis sur le dossier nucléaire de Téhéran.

The New York Times Jan. 7, 2026

Protests Spread in Iran, and Crackdowns Escalate

Bazaars were shuttered and demonstrators met with violence from security forces amid rising anger about the country's dire economic situation.

As strikes and protests spread to several major cities across Iran on Wednesday, the head of the judiciary threatened to intensify crackdowns and prosecute protesters.

Merchants and business owners in the traditional bazaars in the cities of Tabriz, Isfahan, Mashhad and Kerman closed to protest the dire state of the economy and the plunging currency, according to videos on social media, interviews with witnesses and Iranian media reports. The bazaars of Iran have both practical and symbolic significance — not just where people buy things, but also an emblem of the economy, like stock markets in the West.



An image taken from social media shows Iranian security forces using tear gas to disperse protesters at the Tehran bazaar on Tuesday.Agence France-Presse — Getty Images

In Tehran, shops in the traditional bazaar, where the recent wave of protests began, remained shuttered for an 11th day. Inside its labyrinth of passages, security forces deployed tear gas and beat some in the crowd of shopkeepers and workers gathered there, according to interviews with two shop owners who asked that their names not be published because they feared retribution.

The two shopkeepers, who are members of trade unions, said in telephone interviews that the government's efforts to mediate with trade representatives so far had failed. One of the shopkeepers said that despite fears of financial losses, solidarity had prevailed to keep shops closed and pressure on. It was unclear how long this could last.

Tehran's municipal officials announced that the metro stop for the bazaar, a major transportation hub, would be shut down indefinitely. On Tuesday, security forces threw tear gas inside the enclosed underground station, causing commuters and people coming to join protests to scatter, according to the two shopkeepers.

Anti-riot police officers have taken to the streets of Tehran and other cities on motorcycles, chasing crowds and beating demonstrators, according to videos on BBC Persian and social media. Some videos show security forces firing shots at the crowd; in other videos, gunshots can be heard. In Shiraz, military roadblocks were set up on a tree-lined boulevard with military vehicles patrolling.

Yet the government of President Masoud Pezeshkian struck a conciliatory tone, with Fatemeh Mohajeran, a spokeswoman, saying on social media on Wednesday that "all protesters are our children and every blood spilled pains us."

By contrast, the head of the judiciary, Gholam-Hossein Mohseni-Eje'i, and the country's chief of security forces, Gen. Ahmad Reza Radan, told Iranian media that stern measures would be taken against protesters.

"We promise the Iranian nation that these people will be identified at any time and in any place, and will be prosecuted and punished until the last person is arrested," said General Radan, according to Iranian state media.

Videos from multiple cities taken by protesters and passers-by showed crowds chanting "Death to the dictator," and "Freedom, freedom, freedom," and "Don't be afraid, we are all together." In many places protesters demanding the end of the nearly five-decade rule of the Islamic Republic targeted the supreme leader Ayatollah Ali Khamenei, shouting, "Khamenei is a murderer, his rule is void."

Human Rights Activists News Agency, a Washington-based group that documents human rights abuses in Iran, said at least 36 people had been killed, including four minors, and two security agents and over 2,000 people had been arrested.

Sadegh Parvizzadeh, a wildlife photographer, posted a video of himself on social media with his face riddled with pel-

let-gun wounds. With one eye closed and blood oozing from his head and face, he recounted how security forces had attacked him on Tuesday.

"How can you fire at your own countrymen? Killing a person is like a game for them; they think we are prey and they are hunters. I swear to God, we are also citizens of this country, we are not rioters, not separatists, not spies for the enemy. We have pain," Mr. Parvizzadeh said in the video, which has gone viral.

The Tasnim news agency, which is affiliated with the Revolutionary Guards, described protests in several western provinces with populations of Kurd and Lur minorities as organized mob riots, saying the crowd was armed with guns, knives and homemade hand grenades. Tasnim said about 600 security officers, including plainclothes Basij militia, had been injured in clashes with protesters. The Times could not independently confirm these accounts.

Measures announced by the government in recent days to avert economic collapse and portray a sense of control have backfired. The Central Bank announced it would no longer offer an official exchange rate on the U.S. dollar to manufacturers and importers that was more than half the black market rate, which is the real marker for inflation and currency value. That had contributed to corruption — but prices of basic goods quickly tripled because industries that rely on the cheaper rate to import raw materials now have to buy a dollar at a free market rate three times as expensive.

"They have lost control, and it's clear the government has no plan and we are being played," said Simin, a 34-year-old who runs a catering business, in a telephone interview from Tehran who asked that her last name not be used out of fear of retribution. She said she had dashed to the supermarket in her neighborhood to stock up on cooking gas and eggs, finding that prices had more than tripled in 48 hours.

Libération

07 janvier 2026

Syrie : à Alep, l'armée ordonne la fuite des habitants et bombarde les quartiers kurdes

Après de violents affrontements mardi entre forces gouvernementales et combattants kurdes, la deuxième ville du pays a été bombardée par l'armée syrienne ce mercredi 7 janvier.

La tension monte encore d'un cran. L'armée syrienne a commencé ce mercredi 7 janvier dans l'après-midi à bombarder à l'artillerie les deux quartiers kurdes de la ville d'Alep, dans le nord du pays, selon des journalistes sur place. Plus tôt dans la journée, les forces syriennes avaient décrété que ces quartiers seraient considérés comme une *«zone militaire»* à partir de 13 heures (heure de Paris) et établi deux *«couloirs humanitaires»*, que des milliers de civils ont empruntés pour fuir avant l'heure butoir. Beaucoup étaient chargés de bagages et certains ont quitté la ville en pleurs.

Les affrontements entre les forces gouvernementales qui tiennent la ville d'Alep et des combattants kurdes retranchés dans les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh ont éclaté mardi et fait neuf morts. Ils sont les plus violents entre le pouvoir syrien et les forces kurdes, qui ont échoué jusqu'à présent à appliquer un accord signé en mars prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.

«Une guerre génocidaire» contre les Kurdes

L'armée avait prévenu que *«toutes les positions des Forces démocratiques syriennes* [FDS, dominées par les Kurdes, ndlr] *dans les quartiers d'Achrafieh et Cheikh Maqsoud constitueront une cible légitime»* après 13 heures. Une haute responsable kurde, Elham Ahmed, a accusé les autorités syriennes de mener *«une guerre génocidaire»* contre les Kurdes, les appelant à *«résoudre les problèmes à travers le dialogue»*.

Face aux violences, les autorités avaient déjà décidé mardi soir de suspendre pour vingt-quatre heures tous les vols de l'aéroport et de fermer mercredi les écoles, universités et services gouvernementaux à Alep, deuxième ville de Syrie. Au cours de la guerre civile (2011-2024), Alep avait déjà connu de violents combats avant que les forces du président Bachar al-Assad reprennent le contrôle des quartiers tenus par les rebelles fin 2016, provoquant l'exode d'une partie de leurs habitants.

Parallèlement aux bombardements de ce mercredi, les forces de sécurité kurdes ont annoncé avoir *«déjoué une tentative d'infiltration à l'aide de chars»* de l'armée syrienne en direction des quartiers kurdes. Les autorités syriennes ont pour leur part accusé les forces kurdes de bombarder des zones sous leur contrôle. Le représentant de l'autorité autonome kurde à Damas, Abdel Karim Omar, a démenti tout bombardement depuis les quartiers kurdes, soulignant qu'ils sont tenus par les forces de sécurité intérieures kurdes (Assayish) *«qui ne disposent que d'armes légères»*.

En avril, des centaines de combattants des FDS s'étaient retirés des deux quartiers kurdes, en vertu d'un accord conclu avec Damas, laissant sur place les Assayish. Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, contrôlent de vastes étendues dans le nord-est du pays, riches en pétrole et en blé. Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre l'Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

FRANCE 24

07 janvier 2026

La Syrie et Israël vont établir une structure commune pour partager du renseignement

À l'issue de discussions entre le nouveau gouvernement syrien et Israël, menées à Paris sous l'égide des États-Unis, Washington a annoncé mardi la création d'une structure commune entre les deux pays visant à partager du renseignement et à faire baisser les tensions militaires et diplomatiques. Cette cellule de communication dédiée sera supervisée par les Américains.

Le nouveau gouvernement de Syrie et Israël vont établir une structure commune sous la supervision des États-Unis pour partager du renseignement et œuvrer à une baisse des tensions entre les deux pays, a annoncé mardi 6 janvier Washington.

Le département d'État a assuré, dans un communiqué publié à l'issue de discussions à Paris entre Israël et la Syrie, que les deux pays s'étaient engagés à «mettre en place des accords durables en matière de sécurité et de stabilité».

«Les deux parties ont décidé de mettre en place un mécanisme conjoint de fusion - une cellule de communication dédiée - afin de faciliter la coordination immédiate et continue de leur partage de renseignements, de la désescalade militaire, de l'engagement diplomatique et des opportunités commerciales, sous la supervision des États-Unis», a précisé le département d'État. «Ce mécanisme servira de plateforme pour traiter rapidement tout différend et œuvrer à prévenir les malentendus», ajoute le communiqué.

Israël a mené des centaines de frappes en Syrie

Le chef de la diplomatie syrienne, Assaad al-Chaibani, a participé à ces négociations avec Israël, menées à Paris sous l'égide des États-Unis. Ces pourparlers, les premiers depuis septembre, visaient à parvenir à un accord de sécurité entre ces deux pays voisins et toujours techniquement en état de guerre.

À voir aussiPour les chrétiens de Syrie, un Noël malgré les blessures, le deuil et l'inquiétude

Depuis la chute il y a un an du président Bachar al-Assad et la prise du pouvoir par une coalition islamiste en Syrie, Israël a mené des centaines de frappes et conduit des incursions dans ce pays. Israël a aussi déployé des troupes dans la zone démilitarisée sur le plateau du Golan, au-delà de la ligne de démarcation entre la partie de ce territoire syrien qu'il a annexée et le reste de la Syrie.

Pendant l'été, des contacts de haut niveau entre responsables israéliens et syriens ont eu lieu, avec l'aide de Paris et Washington. La dernière réunion s'était tenue en septembre, les négociations butant sur l'insistance d'Israël à réclamer une démilitarisation de toute la partie du territoire syrien courant du sud de Damas jusqu'à la ligne de démarcation de 1974, instituée après la guerre israélo-arabe de 1973.

Le président syrien, Ahmed al-Charaa, a cherché à éviter la confrontation avec Israël, mais il a estimé en décembre que l'insistance des Israéliens à obtenir cette zone démilitarisée mettait la Syrie dans une «position dangereuse». Le communiqué américain n'a pas évoqué la question de cette zone.

Le bureau du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a souligné dans un communiqué séparé qu'au cours de ces discussions Israël avait «réaffirmé son engagement à promouvoir la stabilité et la sécurité régionales, ainsi que la nécessité de faire progresser la coopération économique au bénéfice des deux pays».

08 janvier 2026

«Le bloc kurde fait aujourd'hui partie d'un front de gauche républicaine en Iran»

Le mouvement d'opposition au pouvoir touche aujourd'hui une grande partie du pays, dont des villes à majorité kurdes. Une grève générale a débuté ce jeudi 8 janvier dans ces zones après l'appel mercredi soir des sept principaux partis politiques kurdes iraniens. Il a été largement suivi dans une trentaine de villes et villages à majorité kurdes, selon l'ONG Hengaw. Interview avec Asso Hassan Zadeh, l'un des responsables en Europe du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran.

RFI : Le bloc de partis politiques kurdes, dont le PDKI fait partie, ont choisi de lancer cet appel à la grève générale au 12e jour de ce mouvement de contestation nationale. Quel a été le déclencheur ?

Asso Hassan Zadeh : Contrairement au mouvement Femme Vie Liberté parti du Kurdistan en 2022, cette fois-ci les manifestations ont commencé à Téhéran et dans les villes ou les provinces du centre de l'Iran. Les périphéries ont suivi par la suite et notamment au Kurdistan dans les villes de Kermanchah, d'Ilam et dans le Lorestan. À l'heure actuelle, nous n'avons pas considéré comme opportun d'encourager la population à utiliser des moyens d'action qui conduiraient à davantage de répression de la part des forces de sécurité iraniennes. Comme vous le savez, en Iran les forces de l'ordre ont la gâchette plus facile sur les Kurdes que dans d'autres régions. Mais il était nécessaire de montrer la solidarité des Kurdes via une grève générale. C'est un mouvement de solidarité au mouvement national, mais il a aussi été lancé en coordination avec les éléments de la société civile sur place, en solidarité avec les manifestants kurdes, notamment de Malek Shahi, où des manifestations ont été réprimées dans le sang.

L'ONG Hengaw a en effet documenté la violente répression des manifestations dans la ville à majorité kurde de Malekshahi ce week-end puis l'attaque par les forces du régime iranien de l'hôpital d'Ilam où étaient soignés des blessés. Des témoins affirment avoir eu l'impression d'être au cœur d'une guerre. Vous disiez vouloir éviter des moyens d'actions qui conduiraient à davantage de répression, quels seraient-ils ?

Nous avons des combattants peshmergas du côté du Kurdistan irakien, nous pourrions les envoyer vers le Kurdistan iranien. Mais nous ne l'avons pas fait lors du mouvement Femme, Vie, Liberté et nous ne le ferons pas aujourd'hui non plus. C'est ce que voudrait le régime iranien afin de pouvoir justifier une plus grande militarisation de la région et détourner l'attention de l'opinion publique iranienne et internationale. Mais il faut savoir que des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre conduisent souvent à une répression sanglante. Ce que nous voulons éviter tant que nous n'avons pas une perspective claire sur l'issue politique ou sur la reconnaissance des droits des Kurdes par les éléments de l'alternative future au régime iranien. Il n'est pas bon pour les Kurdes iraniens de s'engager dans n'importe quel type d'actions de confrontation, parce que le coût humain au Kurdistan est très élevé. Aujourd'hui, au sein des quarante morts victimes de la répression des manifestations, presque la moitié sont originaires du Kurdistan ou du Lorestan. (Le peuple Lur est ethniquement et linguistiquement très proche des Kurdes et beaucoup de Kurdes considèrent les Lur comme des Kurdes, ou du moins comme cousins.)

Il y a actuellement des centaines, voire des milliers d'arrestations au Kurdistan et dans le reste de l'Iran. Nous ne cessons d'appeler la communauté internationale à regarder la situation de près et à venir en aide aux manifestants.

La coalition de partis kurdes qui a lancé cet appel a été formée il y a quelques mois. Quel est l'objectif ?

Nous avons gagné en expérience, notamment en marge du mouvement Femme, Vie, Liberté et avons notamment appris de nos divisions. Aujourd'hui, nous dirigeons un bloc kurde beaucoup plus solide qui a de nombreux alliés. Nous avons formé des coalitions avec les partis représentant d'autres groupes ethniques opprimés en Iran mais aussi des forces de gauche iranienne. Cette partie de l'opposition républicaine est prête à reconnaître la nature multiethnique de la société iranienne et éventuellement à accepter le fédéralisme. Mais il faut savoir que sur le champ médiatique, ces forces-là ne sont pas encore suffisamment visibles. Dans les jours et les semaines à venir, nous allons intensifier nos efforts pour créer un front beaucoup plus large et beaucoup plus présent.

De son côté, le fils du Shah, Reza Pahlavi, lui est très présent médiatiquement. Est-ce une inquiétude pour vous ?

Il est décevant que presque 50 ans après la chute du régime de son père, Reza Pahlavi n'ait pas fait le bilan de son père et de sa vision de l'Iran. Il continue de nier l'une des forces structurelles de la société iranienne que sont les différentes nationalités qui la composent.

Maintenant, est-ce que nous sommes inquiets ? Non, je ne pense pas que la majorité des peuples et de la population iranienne soient intéressés par un retour d'un régime qu'ils ont eux-mêmes rejeté. Mais ce qui est plus décevant et probablement inquiétant, c'est que c'est grâce à des moyens illégitimes, c'est-à-dire l'argent des Iraniens que la famille Pahlavi a emporté dans sa fuite vers l'étranger, que Reza Pahlavi bénéficie de ressources, notamment médiatiques et en matière de lobbying. Je trouve dommage qu'au sein de certaines chancelleries occidentales ou autres, il y ait des gens qui le considèrent comme une alternative pour le futur de l'Iran. Donc, sur le plan international, je suis inquiet et déçu. Mais pour ce qui est de sa base populaire, je ne suis pas inquiet.

FRANCE 24

08 janvier 2026

Iran : la mobilisation continue, l'opposition kurde appelle à une grève générale

Sept partis d'opposition kurdes iraniens basés en Irak ont appelé à une grève générale des Kurdes jeudi en Iran, en soutien aux manifestations contre la vie chère en cours dans le pays, dont certaines ont été marquées par des violences qui ont coûté la vie à trois policiers.

Le mouvement de contestation ne faiblit pas en Iran, où de nouvelles manifestations se sont tenues mercredi 7 janvier dans plusieurs villes du pays en dépit des tentatives d'apaisement du président Massoud Pezeshkian. De leur côté, sept partis d'opposition kurdes iraniens basés en Irak ont appelé à une grève générale jeudi des Kurdes en Iran, en soutien au mouvement de contestation qui a débuté le 28 décembre à Téhéran.

Hassan Rahmanpanah, un responsable du parti Komala – groupe sécessionniste kurde basé en Irak et considéré par Téhéran comme une organisation terroriste –, a affirmé à l'AFP que la grève visait à montrer «un soutien unifié du peuple kurde à la lutte et aux manifestations menées par le peuple iranien contre la République islamique».

Sur le terrain, un policier iranien a été mortellement poignardé pendant des troubles près de Téhéran, a annoncé jeudi l'agence Fars. Le policier du comté de Malard, à l'ouest de la capitale, est mort «quelques heures après avoir été poignardé en participant aux efforts destinés à contrôler des troubles» dans ce secteur, a indiqué l'agence.
À lire aussiEn Iran, la jeunesse en première ligne des manifestations paie le prix fort de la répression

Mercredi, une manifestation de commerçants à Lordegan, à 455 km de Téhéran dans le sud-ouest du pays, a dégénéré en affrontements armés avec les forces de l'ordre, provoquant la mort de deux policiers et blessant 30 personnes, toujours selon l'agence de presse Fars.

«Un Iranien peut mourir mais n'acceptera pas l'humiliation !», ont crié mercredi des manifestants de Bojnourd, dans le Nord-Est, selon une vidéo publiée par l'ONG Iran Human Rights (IHR) basée en Norvège. Selon l'agence de presse iranienne Tasnim, des «émeutiers» ont «jeté des pierres et brisé les fenêtres de la mosquée Imam Khomeini» de Bojnourd après avoir quitté un rassemblement de syndicats.

«Mort au dictateur ! Liberté !»

La veille, des heurts s'étaient produits pour la première fois en plein jour au cœur de la capitale, où des rassemblements sporadiques se déroulaient jusque-là principalement en soirée, d'après les médias locaux.

«Mort au dictateur ! Liberté !», ont crié mercredi des manifestants dans un quartier huppé de Téhéran, selon IHR.

Une importante manifestation s'est aussi tenue mercredi dans la ville portuaire de Bandar Abbas, dans le Sud, d'après une vidéo postée par l'ONG Activistes des droits humains en Iran (HRNA) basée aux États-Unis. On y entend les manifestants crier : «Ne soyez pas spectateurs, rejoignez-nous» ou «C'est la bataille finale, Pahlavi reviendra» (en référence à la dynastie chassée par la Révolution islamique de 1979).

Selon la chaîne de télévision d'opposition Iran International basée à Londres, les rues d›Aligoudarz étaient noires de monde, dans l'Ouest iranien, certains scandant «C'est l'année du sang, Seyyed Ali sera démis», du nom du guide suprême Ali Khamenei.

Des vidéos publiées par HRNA témoignent aussi d'une forte affluence de protestataires dans la grande ville de Rasht, située dans le nord-ouest du pays, sur la mer Caspienne.

Depuis le début du mouvement, des rassemblements ont eu lieu dans au moins une cinquantaine de villes, essentiellement petites et moyennes, surtout dans l'ouest du pays, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias. Officiellement, 25 provinces sur 31 ont été concernées depuis le début du mouvement.

Le régime souffle le chaud et le froid

Le président Massoud Pezeshkian, qui ne détient pas la réalité du pouvoir – aux mains du guide suprême Ali Khamenei – a ordonné mercredi aux forces de l'ordre de ne pas s'en prendre aux manifestants, a rapporté l'agence de presse Mehr.
Toutefois, «ceux qui portent des armes à feu, des couteaux et des machettes et qui attaquent des commissariats et sites militaires sont des émeutiers», a-t-il précisé en Conseil des ministres.

Le chef de l'armée iranienne, Amir Hatani, a lui haussé le ton après les menaces de Donald Trump d'intervenir militairement en Iran si des manifestants étaient tués, et le «soutien» apporté aux protestataires par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

«Si l'ennemi commet une erreur, nous riposterons avec plus de fermeté» que lors de la «guerre des 12 Jours» en juin contre Israël et les États-Unis, a-t-il menacé à son tour.

À lire aussiIran-Israël : le récit des 12 jours de guerre ouverte

Depuis le début du mouvement, au moins 27 protestataires ont «été tués par des tirs ou d'autres formes de violence perpétrées par les forces de sécurité dans huit provinces», selon le dernier bilan de IHR publié mardi. Selon cette ONG, plus de 1 000 personnes ont été arrêtées. Les médias iraniens relayant des annonces officielles font eux état de 15 morts, dont des membres des forces de sécurité, depuis le début de la contestation.

Le Monde

Hélène Sallon
08 janvier 2026

Syrie : de nouveaux affrontements entre forces gouvernementales et kurdes témoignent de l'échec des négociations

Cette nouvelle flambée de violence souligne l'impasse actuelle des discussions pour l'intégration des FDS, à majorité kurde, au sein du nouvel Etat syrien.



Un groupe de civils fuit les nouveaux affrontements entre l'armée syrienne et les Forces démocratiques syriennes, à Alep (Syrie), le 7 janvier 2026. KARAM ALMASRI/REUTERS

Alep, la grande métropole du nord de la Syrie, a été rattrapée par les souvenirs de la guerre civile. Encerclés par les forces de sécurité syriennes, les quartiers à majorité kurde d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, dans le nord de la ville, sont soumis, depuis mercredi 7 janvier, à d'intenses bombardements. Après des affrontements meurtriers depuis la veille, durant lesquels les combattants kurdes retranchés ont déployé des tireurs embusqués et des drones piégés, et visé les quartiers mitoyens avec des obus de mortier, les forces gouvernementales ont lancé, mercredi après-midi, une « opération limitée » pour reprendre le contrôle des deux quartiers, déclarés « zone militaire ».

« Les bombardements se poursuivent, racontait par téléphone, jeudi matin, Mohammed Abdo, responsable du bureau des médias du conseil local d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud. *Les habitants se réfugient dans les sous-sols en raison de l'intensité des bombardements aveugles. Ma famille est parmi eux. Les forces du gouvernement de transition utilisent différents types d'armes, notamment des chars, des roquettes et des drones. Les bombardements ont détruit les réseaux d'électricité et d'eau, et coupé l'accès à Internet. »*

Cette nouvelle flambée de violence témoigne de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations lancées, le 10 mars 2025, entre les autorités de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde), qui administrent le nord-est de la Syrie, pour leur intégration au sein du nouvel Etat syrien. Les quartiers d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud étaient devenus le laboratoire de cette intégration. Au terme d'un accord signé le 1er avril, les combattants des FDS avaient accepté d'évacuer ces quartiers en échange d'une forme d'autonomie locale. La police a été confiée aux forces de sécurité internes kurdes (les Asayiches), intégrées au ministère de l'intérieur, et la gestion de l'administration au Conseil local d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud.

Les deux camps s'accusent mutuellement d'avoir lancé ce nouveau round d'affrontements, le quatrième depuis la chute du régime d'Al-Assad, le 8 décembre 2024. Mais, alors que les précédents affrontements avaient rapidement débouché sur une trêve, négociée sous pression américaine, les tentatives pour parvenir à un cessez-le-feu ont jusqu'à présent échoué. Les combats ont déjà fait 17 morts, 16 civils et un militaire, selon la défense civile syrienne. De leur côté, les Asayiches font état de huit morts et de 57 blessés parmi les

civils des deux quartiers et de 300 immeubles détruits. Deux couloirs humanitaires avaient été ouverts, mercredi matin, par les autorités syriennes, qui ont permis, selon elles, l'évacuation de près de 60 000 des 460 000 habitants d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, qui comprennent aussi des minorités arabe et turkmène.

« Fin du rêve d'autonomie »

Le gouvernement de Damas est déterminé à reprendre la partie d'Achafiyé et le quartier mitoyen de Bani Zayed, dont les FDS s'étaient emparées en décembre 2024. *« L'opération militaire actuelle fait suite à des attaques répétées contre des civils, des axes routiers majeurs et les forces de sécurité, par les groupes armés des FDS et est motivée par les appels répétés des habitants d'Alep, qui ne tolèrent plus les menaces quotidiennes qui pèsent sur leur sécurité »*, commente Lina Shamy, chercheuse au sein du ministère de l'information syrien, pour qui *« les attaques des FDS entravent la reconstruction d'Alep »*. De son côté, la responsable politique kurde Ilham Ahmed a accusé les autorités syriennes de mener une *« guerre génocidaire »* contre les Kurdes, les appelant à *« résoudre les problèmes à travers le dialogue ».*

Ces affrontements surviennent après une réunion, dimanche, à Damas, entre le chef des FDS, Mazloum Abdi, et des représentants des autorités de transition syriennes, qui s'est achevée sans résultats. Malgré les pressions intenses de l'administration américaine pour parvenir à un accord, le président intérimaire, Ahmed Al-Charaa, n'a pas assisté à la réunion, estimant que le chef des FDS ne proposait rien de neuf. *« Il y a une frustration des deux côtés. Chacun attend de l'autre quelque chose qu'il n'est pas prêt à donner »*, souligne un diplomate occidental.

« Damas veut recouvrer sa souveraineté sur le Nord-Est syrien et que les FDS acceptent de faire partie de l'Etat, en échange de quoi il peut fermer les yeux sur une autonomie de fait dans les zones kurdes – donc à l'exclusion des régions arabes de Deir ez-Zor et Rakka. Pour les FDS, ce serait la fin du rêve d'autonomie », précise le diplomate. Les Kurdes veulent obtenir des garanties écrites pour un modèle de gouvernance décentralisé. Les discussions butent à ce stade sur le volet sécuritaire. *« Damas a refusé la dernière proposition des FDS, jugée trop maximaliste, car elle allait dans le sens d'une cogestion du Nord-Est syrien »*, selon Arthur Quesnay, chercheur en science politique et spécialiste de la Syrie.

Le président Al-Charaa était disposé à accepter la création de trois divisions composées en majorité de FDS, et placées sous la houlette du ministère de la défense, à Hassaké, Rakka et Deir ez-Zor, mais il refuse, comme le voudraient les FDS, qu'elles en aient le contrôle exclusif. *« Mazloum Abdi n'a pas su saisir cette proposition. Et les FDS y ont ajouté d'autres demandes : la création de trois brigades spécialisées* [une brigade pour les YPJ – les unités de protection composées de femmes –, une brigade antiterroriste et une brigade de gardes-frontières] *; l'obtention du poste de vice-ministre de la défense, ainsi que 30 % des postes de direction au sein du ministère. C'était osé, mais négociable. Damas a tout refusé »*, précise M. Quesnay.

« Survie politique »

En attaquant les quartiers kurdes d'Alep, Damas n'entend pas remettre en cause ces négociations, mais un risque d'escalade reste possible le long de la ligne de front avec les FDS, de la province d'Alep à celle de Deir ez-Zor. Le gouvernement a appelé, mercredi, au *« retrait des groupes armés des quartiers de Cheikh-Maqsoud et d'Achrafieh »*, afin d'en reprendre le contrôle. Il accuse les FDS de n'avoir pas respecté l'accord du 1er avril 2025, qui prévoyait le retrait de leurs forces et des armes lourdes d'Alep. Les FDS ont, pour leur part, affirmé, dans un communiqué, n'avoir plus aucune présence à Alep depuis le retrait de leurs combattants en avril.

« Le retrait des combattants des FDS et des groupes affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK] *d'Alep est indispensable pour rétablir une voie politique et négociée. L'accord du 10 mars constitue un cadre politique plus large visant à explorer l'intégration possible des structures des FDS au sein des institutions de l'Etat syrien »*, souligne Mme Shamy. Le gouvernement accuse le PKK, dont est issu le leadership des FDS, de faire obstacle à tout compromis et à toute solution politique. Les FDS, qui appellent à *« mettre fin immédiatement au siège, aux bombardements et à l'attaque militaire visant les civils* (…) *»*, ont averti que *« la poursuite de cette agression* (…) *pourrait replonger l'ensemble de la Syrie dans une guerre ouverte ».*

« Les FDS ont un problème de survie politique. Le gouvernement a le temps pour lui, mais d'un point de vue politique, il ne peut se permettre que les combats durent deux semaines. Une solution militaire existe, mais le prix à payer est élevé, alors qu'une majorité de la population civile est restée, et ce surtout après les faux pas sur la côte et à Souweïda », explique le diplomate occidental. Les responsables kurdes font déjà le parallèle avec les tueries perpétrées par les forces gouvernementales contre la communauté alaouite sur la côte, en mars 2025, et contre la minorité druze dans la région de Souweïda, en juillet.

Ils accusent les factions proturques intégrées au ministère de la défense d'être à la manœuvre à Alep, sous l'influence de la Turquie. Si Ankara affiche encore une certaine retenue, le ministre de la défense turc, Yasar Güler, a enjoint, mercredi, aux groupes affiliés au PKK de désarmer et de cesser leurs activités immédiatement, y compris en Syrie.

FRANCE 24

08 janvier 2026

La Turquie se dit prête à «soutenir l'armée syrienne contre les combattants kurdes à Alep

La Turquie a déclaré jeudi être prête à apporter le «soutien nécessaire» à l'armée syrienne dans son opération contre les combattants kurdes à Alep. Une déclaration qui intervient au troisième jour d'affrontements entre les forces gouvernementales syriennes et les groupes kurdes dans le nord du pays.

La Turquie s'est dite disposée, jeudi 8 janvier, à «soutenir» l'armée syrienne dans son «opération antiterroriste» contre les combattants kurdes à Alep, a indiqué le ministère turc de la Défense, au troisième jour des violences dans la grande ville du nord de la Syrie.
«Si la Syrie sollicite notre assistance, la Turquie lui apportera le soutien nécessaire», a indiqué le ministère turc, alors que les autorités syriennes ont autorisé les civils à sortir, jeudi matin, de deux quartiers kurdes d'Alep avant de reprendre le bombardement de ces zones encerclées par l'armée.

Mercredi, des milliers de civils avaient déjà fui les deux quartiers kurdes de Cheikh Maqsoud et Achrafieh en empruntant deux «couloirs humanitaires» mis en place par l'armée, avant que ces zones soient pilonnées.
«La sécurité de la Syrie est notre sécurité»

Le ministère turc de la Défense, qui affirme que les combats sont menés jusqu'ici «intégralement par l'armée syrienne», a prévenu que «la sécurité de la Syrie est notre sécurité».

Les affrontements qui ont éclaté mardi, les plus graves à Alep entre les forces gouvernementales et les combattants kurdes, ont fait à ce stade 17 morts dont 16 civils, selon la Défense civile syrienne.
À lire aussiQuel bilan pour Ahmed al-Charaa, un an après la chute d'Assad en Syrie ?

Ils interviennent alors que le pouvoir syrien et les forces kurdes ont échoué jusqu'à présent à appliquer un accord signé en mars et prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde du nord du pays au sein du nouvel État syrien.

La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 km avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les combattants kurdes.

Le Point

ARMIN AREFI
08 janvier 2026

Iran : les mollahs doublement menacés

Étau. Défié par la rue et dans le viseur de Trump, le régime islamique n'a jamais été aussi vulnérable.

«Il n'y a pas de quoi être fier. » C'est ainsi que le ministère iranien des Affaires étrangères a accueilli l'enlèvement « illégal » par les États-Unis du président vénézuélien Nicolas Maduro. Si l'Iran assure que ses rapports avec le Venezuela restent inchangés, le coup est rude pour la diplomatie iranienne. « Le Venezuela était très important aux yeux de la République islamique car ce pays était perçu comme un partenaire stratégique lui permettant d'avoir un pied en Amérique latine dans sa lutte contre les États-Unis , explique l'ancien diplomate iranien Mohammad Reza Heydari. Membre de "l'axe de résistance" à l'Amérique et à Israël, il constituait notamment une plateforme militaire pour les combattants du Hezbollah. »

Alliés. L'Iran et le Venezuela ont renforcé leur coopération depuis dix ans (ici, Maduro et Khamenei, en 2016).KHAMENEI.IR/AFP
Unis par leur opposition commune à l'« impérialisme américain », mais aussi par une gigantesque manne pétrolière rendue difficilement exploitable en raison des sanctions de Washington, Téhéran et Caracas ont noué d'étroites relations après l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez en 1999. « Les deux pays trouvent un intérêt commun à blanchir de l'argent du trafic de drogue qui leur permet de contourner les sanctions internationales et de financer leur appareil répressif », poursuit l'ex-diplomate. L'envoi de cash, d'armes et même de combattants avait notamment été facilité par la création en 2019 d'une liaison directe entre Téhéran et Caracas assurée par la compagnie aérienne privée Mahan Airlines, liée aux gardiens de la révolution islamique. C'est d'ailleurs par ce vol que les Pasdaran comptaient rapatrier de force en Iran l'opposante iranienne Masih Alinejad en juillet 2022, après avoir tenté – sans succès – de l'enlever à son domicile de Brooklyn, aux États-Unis.

La capture de Nicolas Maduro sur ordre de Donald Trump prive non seulement Téhéran de son meilleur allié sur le continent américain, mais elle

envoie aussi un message clair à l'ayatollah Khamenei. Le tout-puissant guide suprême iranien, qui dirige d'une main de fer le pays depuis près de trente-sept ans, pourrait bien être le prochain dirigeant sur la liste. « Khamenei peut tirer deux enseignements contradictoires de la situation. Le premier est que l'administration Trump est prête à recourir à la force pour atteindre ses objectifs, y compris avec l'Iran, explique Raz Zimmt, directeur du programme de recherche sur l'Iran et l'axe chiite à l'Institute for National Security Studies (INSS), à Tel-Aviv. Le second est qu'il n'y a aucun intérêt à négocier avec Trump sur les programmes nucléaire et balistique, puisqu'il cherche en définitive un changement politique. »

Déjà, le 22 juin dernier, le président américain était sorti de sa doctrine isolationniste en bombardant les sites nucléaires iraniens en plein milieu de la « guerre des douze jours » entre Israël et l'Iran. Or, à nouveau, le pensionnaire de la Maison-Blanche menace de frapper la République islamique, si celle-ci continue de tuer des manifestants. « Pour la première fois, l'intérêt des États-Unis pour la fin du régime rejoint celui du peuple iranien », veut croire Mohammad Reza Heydari. Depuis une dizaine de jours, plus de 35 personnes sont mortes en Iran dans la répression d'un mouvement de révolte inédit qui secoue le pays.

Le Monde **08 janvier 2026**

Iran : importante manifestation contre le régimes des mollahs, Donald Trump menace Téhéran de « frapper très fort » en cas de répression sanglante

Depuis le début de la mobilisation en Iran, fin décembre, au moins 45 manifestants, dont huit mineurs, ont été tués selon un nouveau bilan, jeudi, de l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège.

Au moins 45 manifestants, dont huit mineurs, ont été tués depuis le début de la mobilisation en Iran, fin décembre, a annoncé l'ONG Iran Human Rights (IHR), jeudi. Donald Trump a, pour sa part, menacé, jeudi 8 janvier, de *« frapper très fort »* l'Iran si les autorités *« commençaient à tuer »* des manifestants.

« Je leur ai fait savoir que s'ils commençaient à tuer des gens, ce qu'ils ont tendance à faire pendant leurs émeutes, ils ont beaucoup d'émeutes, s'ils le font, nous les frapperons très fort », a dit le président américain lors d'un entretien avec l'animateur radio conservateur Hugh Hewitt.

« La répression s'étend et devient chaque jour plus violente », a affirmé le directeur de l'ONG IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam, ajoutant que *« des centaines »* de personnes avaient également été blessées et plus de 2 000 arrêtées.

Mercredi a été la journée la plus meurtrière de ce mouvement qui dure depuis douze jours, avec 13 manifestants tués, rapporte l'ONG, basée en Norvège. Les médias iraniens et les autorités ont fait état d'au moins 21 morts depuis le début des manifestations, dont des membres des forces de l'ordre, selon un décompte de l'Agence France-Presse (AFP).

L'Allemagne dénonce un « usage excessif de la force »

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, qui ne détient pas le pouvoir – aux mains du guide suprême, Ali Khamenei – a appelé, jeudi, à *« la plus grande retenue »* face aux manifestations qui ont donné lieu à des affrontements dans plusieurs villes du pays. *« Tout comportement violent ou coercitif doit être évité »*, a-t-il déclaré dans un communiqué publié sur son site Internet, appelant à *« la plus grande retenue »* ainsi qu'au *« dialogue »* et à *« l'écoute des revendications du peuple »*.

Le chef de la diplomatie allemande a, quant à lui, dénoncé, jeudi, un *« usage excessif de la force »* de la part du pouvoir iranien *« contre des manifestants pacifiques »* et a appelé les autorités de Téhéran à *« respecter leurs obligations internationales »* en la matière.

Alors que la police a de nouveau ouvert le feu et a dispersé avec du gaz lacrymogène des manifestants en Iran, le ministre des affaires étrangères allemand, Johann Wadephul, a souligné, sur X, que le fait d'*« exprimer pacifiquement leur opinion »* était un *« droit »* des manifestants.

Depuis le début du mouvement, des rassemblements ont eu lieu dans au moins une cinquantaine de villes, essentiellement petites et moyennes, surtout dans l'ouest du pays, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias. Officiellement, 25 provinces sur 31 ont été concernées depuis le début du mouvement.

09 janvier 2026

Iran : le guide suprême affirme que les manifestants «détruisent leurs propres rues» pour plaire à Trump

L'ayatollah Ali Khamenei a accusé le président états-unien d'être responsable des manifestations qui se poursuivent malgré la coupure d'Internet. Plusieurs personnes sont mortes dans ces protestations.

Les protestations de grande ampleur se poursuivent en Iran, malgré une coupure d'Internet et de téléphone dans tout le pays. Ce jeudi 8 janvier au soir, les manifestants sont de nouveau descendus dans la rue pour demander la «mort» du dictateur, en référence au guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui dirige la République islamique depuis 1989.

Ce dernier a assuré que les forces de sécurité réprimeraient les manifestants et a averti que son pays ne «reculerait pas». Qualifiant les Iraniens de «saboteurs» et de «vandales» lors d'une prise de parole à la télévision nationale, il s'est également élevé contre Donald Trump, qui a déclaré soutenir les personnes manifestant pacifiquement.

Mais pour le guide suprême, âgé de 86 ans, le président états-unien a les mains «tachées de sang de plus d'un millier d'Iraniens», en référence à la guerre de 12 jours, déclenchée en juin par Israël, qui avait alors reçu le soutien des États-Unis. «Les manifestants ruinent leurs propres rues pour rendre heureux le président d'un autre pays», a-t-il également déclaré.
Aucun commentaire immédiat n'est venu de Washington, bien que Donald Trump ait répété son engagement à frapper l'Iran si les manifestants étaient tués.

Au moins 42 morts

L'ex-prince héritier Reza Pahlavi, dont le père, en phase terminale, a fui l'Iran avant la révolution islamique de 1979, a appelé à des manifestations jeudi soir et a réitéré son appel à manifester vendredi à 20 heures, heure locale.
Malgré le fait que la théocratie iranienne a coupé Internet et les appels internationaux, de courtes vidéos ont été partagées par des activistes et montrent des manifestants scander des slogans anti-gouvernement.

Les médias d'État iraniens ont rompu le silence sur les manifestations, ce vendredi, affirmant que des «agents terroristes» des États-Unis et d'Israël avaient allumé des feux et déclenché des violences. La télévision d'État a également déclaré qu'il y avait eu des «victimes», sans donner de détails.

La coupure des communications a empêché toute vérification indépendante de l'ampleur des manifestations. Initialement liées au coût de la vie, ses protestations seraient les plus importantes depuis la mort de Mahsa Amini, en 2022, arrêtée par la police des mœurs pour un port du voile prétendument mal ajusté. Elles se sont intensifiées depuis le 28 décembre.
Selon l'agence de presse américaine Human Rights Activists News Agency, au moins 42 personnes ont été tuées dans les violences liées aux manifestations et plus de 2 270 ont été arrêtées.

«Les Iraniens ont réclamé leur liberté»

«Ce sont les appels de l'ancien prince héritier Reza Pahlavi aux Iraniens pour qu'ils descendent dans la rue qui ont fait basculer les manifestations», a déclaré Holly Dagres, chargée de recherche à l'Institut de Washington pour la politique du Proche-Orient. «C'est exactement la raison pour laquelle l'internet a été coupé : pour empêcher le monde de voir les manifestations.»
Lorsque 20 heures ont sonné, jeudi, des chants ont commencé à résonner dans les quartiers de Téhéran, selon des témoins. Les manifestants ont crié «Mort au dictateur» et «Mort à la République islamique», tandis que d'autres ont fait l'éloge du shah, criant «C'est la dernière bataille, Pahlavi reviendra» avant que les communications ne soient coupées.

«Les Iraniens ont réclamé leur liberté ce soir. En réponse, le régime iranien a coupé toutes les lignes de communication», a déclaré Reza Pahlavi, appelant les dirigeants européens à se joindre à Donald Trump pour demander des comptes au gouvernement et rétablir les communications.
La télévision d'État a affirmé que les manifestations avaient fait des victimes et que «les voitures privées, les motos, les lieux publics tels que le métro, les camions de pompiers et les bus avaient été incendiés».

Related

Manifestations massives à Téhéran après l'appel de l'héritier du chah, coupure totale d'Internet

La monnaie iranienne s'est effondrée en décembre pour atteindre 1,4 million rials pour un dollar, alors que les sanctions se sont renforcées et que le pays est en proie à des difficultés après la guerre de 12 jours.

La semaine dernière, Donald Trump a averti que si Téhéran «tue violemment des manifestants pacifiques», les États-Unis «viendront à leur secours». Le président états-unien a déclaré que l'Iran avait été informé «encore plus fermement que ce que je vous dis en ce moment, que s'ils font cela, ils devront payer l'enfer».
Donald Trump a refusé de dire s'il rencontrerait Reza Pahlavi. «Je ne suis pas sûr qu'il soit approprié à ce stade de le faire en tant que président. Je pense que nous devrions laisser tout le monde sortir, et nous verrons qui émerge», a-t-il expliqué.

Jeudi soir, il a laissé entendre que l'ayatollah Ali Khamenei pourrait envisager de quitter l'Iran. «Il cherche à aller quelque part. La situation devient très mauvaise», a-t-il assuré.

Le Monde 09 janvier 2026

En Syrie, troisième nuit d'affrontements entre l'armée et les forces kurdes

Les autorités syriennes ont annoncé, jeudi, un couvre-feu dans plusieurs quartiers d'Alep, dont les deux à majorité kurde de cette ville du nord du pays.

L'armée syrienne a pilonné les quartiers kurdes d'Alep, jeudi 8 janvier, où se poursuivaient les combats en soirée, le chef de cette minorité estimant que la dégradation de la situation dans cette grande ville du nord de la Syrie compromettait les chances d'une entente avec le pouvoir à Damas.

Ces affrontements, qui ont poussé des milliers de Kurdes sur la route, pourraient prendre une dimension régionale, la Turquie se disant prête à intervenir aux côtés des autorités syriennes et Israël prenant la défense des Kurdes.

Les commerces, les universités et les écoles sont restés fermés dans la deuxième ville de Syrie, et la fermeture de l'aéroport a été prolongée jusqu'à vendredi soir. Un couvre-feu a également été décrété dans six quartiers.

Les violences, qui ont fait au moins 21 morts, selon un dernier bilan, sont les plus graves dans la ville entre le gouvernement central et les Kurdes, une importante minorité ethnique qui contrôle de vastes étendues dans le nord-est de la Syrie.

Elles surviennent alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et son bras armé, les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein du nouvel Etat syrien. *« Les tentatives de prise d'assaut des quartiers kurdes, en pleine phase de négociation, sapent les chances de parvenir à une entente »*, a déploré le chef des FDS, Mazloum Abdi.

Couloirs humanitaires

L'armée a mené de *« violents bombardements »* sur les positions des FDS dans les quartiers d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, selon l'agence officielle SANA. Dans la soirée, d'âpres combats opposaient les deux parties sur fond de tirs d'artillerie, a constaté un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP).

Les autorités avaient accordé trois heures dans la matinée aux civils pour fuir en empruntant deux *« couloirs humanitaires »*. Selon les autorités, quelque 16 000 personnes ont fui, jeudi, après des milliers, déjà, la veille. Les combats avaient éclaté mardi, les deux parties se rejetant la responsabilité du début des violences.

« Alep est la zone la plus vulnérable des FDS. Ses quartiers kurdes sont entourés de tous côtés par des territoires contrôlés par le gouvernement », explique l'analyste Aron Lund. *« A moins d'un accord quelconque – même partiel ou temporaire, comme une sortie de crise –, il y a un risque que cela dégénère »*, avertit ce chercheur du centre Century International.

« Un conflit total Damas-FDS dans le nord de la Syrie, avec une implication potentielle de la Turquie et d'Israël, pourrait être dévastateur pour la stabilité » du pays, ajoute-t-il. Mais *« personne ne veut cela »*, et *« les acteurs internationaux, dont les Etats-Unis »*, pousseront pour un cessez-le-feu.

Washington a dit suivre la situation avec une *« vive inquiétude ». « Nous lançons un appel urgent »* à cesser les hostilités et à *« placer la protection des vies et des biens des civils au-dessus de toute autre considération »*, a écrit l'émissaire américain, Tom Barrack, sur X.

Rivalité Israël-Turquie

Les violences ont exacerbé la rivalité en Syrie entre Israël et la Turquie, qui se livrent une lutte d'influence depuis la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024. Ankara, allié des autorités syriennes, s'est dit prêt à *« soutenir »* l'armée dans son *« opération antiterroriste »* contre les combattants kurdes. La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 kilomètres avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les forces kurdes.

Israël, qui mène des négociations avec Damas pour parvenir à un accord de sécurité, a condamné les *« attaques »* du pouvoir syrien contre la minorité kurde d'Alep et a fustigé *« le silence de la communauté internationale »*.

A Kamechliyé, principale ville de la zone autonome kurde dans le nord-est du pays, des centaines de personnes ont manifesté, jeudi, selon des correspondants de l'AFP. En Turquie, plusieurs centaines de personnes se sont également réunies à Diyarbakir, principale ville du sud-est, à majorité kurde, pour dénoncer l'offensive de l'armée syrienne.

A la veille d'une visite prévue à Damas de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l'Union européenne a appelé les belligérants à faire preuve de *« retenue »* et à *« protéger les civils »*.

Le Monde

Nicolas Bourcier
09 janvier 2026

En Turquie, un tribunal acquitte Ibrahim Kaboglu, président du barreau d'Istanbul

Accusés de « propagande terroriste » pour avoir réclamé une enquête sur la mort de deux journalistes en Syrie, le bâtonnier d'Istanbul et dix membres de son conseil ont été relaxés.

Un tribunal d'Istanbul a relaxé, vendredi 9 janvier, le bâtonnier du barreau d'Istanbul, Ibrahim Kaboglu, et dix avocats de son conseil d'administration, jugés pour *« propagande terroriste »* et *« diffusion de fausses informations »* dans le cadre d'un procès intenté il y a un an, emblématique de la dérive de l'institution judiciaire en Turquie. Les magistrats de la 26e cour d'assises ont estimé à l'unanimité que les éléments constitutifs des infractions n'étaient pas réunis. *« Au cours de ce procès, nous avons une fois de plus constaté les conséquences néfastes des pressions exercées sur les avocats*, a réagi le président de l'ordre des avocats turcs, Erinç Sagkan. *Cette procédure a été menée illégalement et en violation du droit dès le départ. Aujourd'hui, la procédure s'est déroulée équitablement. Nous continuerons à défendre l'Etat de droit. »*

Ibrahim Kaboglu, présent dans l'immense salle du tribunal du centre pénitentiaire de Silivri, en lointaine banlieue d'Istanbul, était entouré, comme depuis le début des audiences lundi, d'une soixantaine de bâtonniers et d'avocats venus de toute l'Europe. Dans sa dernière plaidoirie, commencée à 11 heures, ce célèbre constitutionnaliste âgé de 75 ans, professeur de droit et ancien député, a tenu à rappeler de manière très solennelle que *« si les exigences d'un procès équitable étaient respectées, la Turquie ne figurerait pas parmi les pays où le droit à un procès équitable est le plus fréquemment violé ».*

Il a ajouté : *« La défense de l'Etat de droit et la protection des droits humains constituent les devoirs fondamentaux des ordres des avocats. Ceci ne peut être mon dernier discours. Tant que je vivrai, je m'engage à œuvrer pour faire respecter la loi jusqu'à mon dernier souffle. »* Peu après midi, le verdict a été annoncé sous les applaudissements de la salle.

Enquête sur la mort de deux journalistes

Quel était le tort de cet éminent juriste, bâtonnier du plus grand barreau d'Europe avec ses 65 772 avocats ? D'avoir exigé, dans un communiqué très bref et dans un langage très juridique, rendu public le 21 décembre 2024, une enquête *« effective »* sur la mort de deux journalistes turcs en Syrie. En quelques lignes, le texte rappelait que *« le fait de prendre pour cible des membres de la presse dans des zones de conflit constitue une violation du droit international humanitaire et des conventions de Genève ».* Deux jours auparavant, dans le Nord syrien, en pleine zone d'affrontements entre forces kurdes et milices islamistes soutenues par Ankara, un drone aurait frappé le véhicule de Cihan Bilgin, reporter à l'agence Hawar (ANHA) et Nazim Dastan, pigiste à l'agence Mezopotamya et Euphrate (ANF), tous deux originaires respectivement de Mardin et d'Agri, installés depuis plusieurs années dans le Rojava.

Il s'en est suivi une vague d'arrestations à Istanbul contre des manifestants, journalistes et avocats venus se rassembler en réaction à l'attaque contre les deux journalistes. De son côté, le parquet général de la ville annonçait alors l'ouverture d'une enquête visant le barreau. Bien que celui-ci s'était abstenu de mettre en cause dans son communiqué une quelconque autorité, le bureau du procureur avançait que les infractions de propagande en faveur d' *« une organisation terroriste »* ainsi que de diffusion de *« fausses informations »* étaient constituées. *« Le but de cette démarche était de discréditer et de criminaliser les missions exercées par un barreau en tentant de limiter son rôle à la stricte défense des avocats »*, souligne Ghislaine Sèze, présidente de l'ONG Défense sans frontières, venue à Istanbul, comme une dizaine de ses collègues français, pour suivre le procès.

A la mi-janvier 2025, le tribunal administratif a rejeté la requête en annulation du bâtonnier. Dès lors, la machine judiciaire turque s'emballe : le bureau du procureur général d'Istanbul dépose une plainte devant le tribunal civil de première instance. Il soutient que le barreau a agi en dehors de ses prérogatives légales et en violation de celles-ci. La plainte demande la destitution du bâtonnier et du conseil de l'ordre ainsi que l'organisation de nouvelles élections. Le 22 janvier, c'est au tour du bureau du procureur général de Bakirköy, sur la rive européenne d'Istanbul, de rédiger l'acte d'accusation pour les infractions de *« propagande en faveur d'une organisation terroriste »* et de *« diffusion publique d'informations trompeuses ».*

Deux mois plus tard, le tribunal de première instance décide de révoquer les membres du conseil de l'ordre et de procéder à l'élection de nouveaux membres. Un recours est déposé par les avocats, permettant de suspendre le processus.

« Dernier contre-pouvoir »

Les deux premières audiences du procès se tiennent fin mai dans ce tribunal du complexe pénitentiaire de Silivri. La raison de délocaliser l'affaire du palais de justice de Caglayan, en centre-ville d'Istanbul, vers cette vaste prison n'a alors pas été expliquée par la cour.

Cette semaine, les plaidoiries ont été suivies par plus de trente barreaux, en qualité d'observateurs, ainsi que par dix-sept organisations juridiques internationales, représentant des juristes de quatre-vingt-trois pays au total. *« Oui, il y avait du monde, mais pour une raison bien particulière*, explique Ghislaine Sèze. *Parmi tous les procès en cours, et ils sont de plus en plus nombreux malheureusement, celui-ci était à part : dans cette affaire, c'était le pilier de l'Etat de droit qui était attaqué, autrement dit,*

le dernier contre-pouvoir. »
Les motifs de la décision des juges seront rédigés dans un délai d'environ un mois. Le procureur général de la République aura ensuite la possibilité, s'il le souhaite, de faire appel de la décision devant la cour d'appel. Si aucun appel n'est interjeté, la décision deviendra définitive.

The New York Times **Jan. 9, 2026**

Iran's Supreme Leader Vows to 'Not Back Down' as Protests Swell

After days of fierce protest, Ayatollah Ali Khamenei accused protesters of trying to "please" President Trump. Iranian authorities signaled further crackdowns on the demonstrations.

Iran's supreme leader vowed on Friday that the government "will not back down" in the face of protests that have rocked the country in recent weeks, accusing demonstrators of being vandals who were trying to "please" President Trump.

"There are people whose job is only about destruction," Ayatollah Ali Khamenei said in a televised speech in Tehran, the capital.

Hours later, the Iranian authorities said that "saboteurs" would be shown "no leniency," appearing to signal that the government would escalate a crackdown on demonstrators, despite Mr. Trump's pledge to aid protesters if they faced lethal force.



A picture made available by the office of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, on Saturday. Office Of The Iranian Supreme Leader, via Reuters

Iran was plunged into an internet blackout on Thursday as demonstrations demanding the ouster of the government spread and grew in size. The protests, which began in late December over economic concerns, have turned deadly.

Iran Plunges Into Internet Blackout as Protests Intensify

Internet monitoring groups reported an abrupt drop in connection levels in Iran as anti-government protests continued to grow. Iran's supreme leader dismissed days of fierce protest as wanton destruction.Kamran/Middle East Images, via Agence France-Presse — Getty Images
Amnesty International, a rights group, said Thursday that at least 28 protesters and bystanders, including children, had been killed between Dec. 31 and Jan. 3. Three other groups that document and track human rights — HRANA, based in Washington, Iran Human Rights, based in Norway and the Hengaw Organization for Human Rights, also based in Norway — put the toll at more than 40.

The demonstrations have spread to dozens of cities across Iran, according to the U.S.-based Institute for the Study of War, which is tracking the protests.

Videos filmed on Thursday night and verified by The New York Times showed government buildings on fire across the country, including in Tehran. One of the videos showed fires in the streets of Kaj Square in the capital, with thousands of protesters flooding the area.

Iran's president, Masoud Pezeshkian, had called for tolerance and dialogue earlier this week, saying "any violent and coercive behavior" should be avoided. But Mr. Khamenei and other Iranian authorities struck a far more aggressive tone.

"Last night in Tehran and in some other places, a group

of vandals came and damaged buildings belonging to their own country just to please the president of the United States," Mr. Khamenei said.

"He wants to side with the rioters and harmful individuals," Mr. Khamenei said of Mr. Trump. "If he can, he should go and run his own country."
Hours after the speech on Friday, Iran's Supreme National Security Council released a statement saying that although the protests were sparked by "market instability," they had since been steered by Iran's foreign adversaries, Israel and the United States.

"It is clear that those who protested economic conditions would not do anything that worsens the economic situation through damage, nor would they add insecurity on top of existing economic problems," the statement said. "The security forces and the judiciary will show no leniency whatsoever toward saboteurs," it added.
The comments suggested that the government was resorting to a familiar playbook from past periods of unrest in Iran, when the authorities responded with force, using mass arrests and violence to suppress demonstrations.

The latest round of uprisings began in Tehran and other cities with merchants protesting the plummeting value of the Iranian rial. They have since spread across the country amid broader anger against Iran's theocratic government.

Mr. Khamenei, 86, has ruled Iran for three decades as supreme leader. He sits above all other branches of government and has sweeping control of the country.
A crowd of supporters chanted "Death to America" during his speech on Friday, in which he said Mr. Trump's hands were "stained with the blood" of Iranians who were killed in a 12-day war with Israel this past June.

The war further weakened Iran's economy, which has been under sustained pressure for years, largely because of U.S. and European sanctions tied to Tehran's nuclear ambitions.

"We will not tolerate serving foreign powers," Mr. Khamenei said. "Whoever you may be, if you work for foreigners, the people and the Islamic system will reject you."
Mr. Khamenei urged young people to "preserve" their religion, their "political thought" and their "readiness," adding that "a united nation will overcome any enemy."

Mr. Trump has recently touted his ability to use military might to strike, invade or coerce nations around the world — most recently by capturing the president of Venezuela. But in an interview on Thursday with Hugh Hewitt, a conservative American commentator, Mr. Trump was evasive when asked if he now intended to force regime change in Iran.

"I don't want to say it, but I will tell you they're not doing well," Mr. Trump said, referring to Iran's government. He reiterated that "if they start killing people, which they tend to do during their riots," the United States would "hit them very hard."

When asked about the dozens reportedly killed in the protests so far, Mr. Trump said that some had died in crowd stampedes, adding "I'm not sure I can necessarily hold somebody responsible for that."

Libération

Hala Kodmani
09 janvier 2026

En Syrie, les quartiers kurdes d'Alep sous les bombes

Un cessez-le-feu fragile a été signé après trois jours de bombardements des forces gouvernementales contre les zones tenues par les combattants de la minorité kurde. Les violences ont provoqué une vingtaine de morts et contraint 140 000 personnes à quitter leurs domiciles.

Des affrontements armés au cœur de la deuxième ville de Syrie. Des milliers de civils fuyant en masse les zones de combat. Des enfants traînant des valises usées et des mères portant leurs bébés dans les bras. Les images provenant d'Alep ces derniers jours ravivent les pires souvenirs de la guerre civile syrienne. Fumées après des bombardements sur les quartiers Achrafieh et Cheikh Maqsoud d'Alep, mercredi 7 janvier.

Depuis mardi 6 janvier, les combats entre les forces gouvernementales syriennes et les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes qui contrôlent des quartiers du nord d'Alep, ont fait une vingtaine de morts et provoqué le déplacement d'environ 140 000 civils. Alors qu'un cessez-le-feu avait été annoncé vendredi 9 janvier à l'aube par le ministère syrien de la Défense, suite à un accord sous pression des Etats-Unis, la situation demeurait incertaine sur le terrain. Les violences ont repris après une courte accalmie, après que les combattants kurdes ont refusé de quitter les quartiers Achrafieh et Cheikh Maqsoud où ils sont retranchés. *«Nous avons décidé de demeurer dans nos quartiers et de les défendre»,* ont déclaré les comités locaux, disant refuser toute *«reddition».*

Confrontation inévitable depuis plusieurs semaines
Les annonces du pouvoir de

Damas présentaient l'évacuation des combattants vers la zone autonome kurde du nord-est syrien comme négociée, mais aucune confirmation n'est venue de la part des FDS. Selon les autorités gouvernementales, les combattants kurdes *«qui le souhaitent»* seraient évacués avec leurs armes légères vers cette zone, leur *«garantissant un passage sûr».* Mais les dizaines de bus qui étaient entrés dans le quartier de Cheikh Maqsoud après l'annonce de la trêve pour évacuer les combattants kurdes ont dû rebrousser chemin en raison du refus des combattants des FDS de se retirer, ceux-ci ayant plutôt fait le choix de se replier dans le quartier d'Achrafieh.

La confrontation semblait inévitable depuis plusieurs semaines entre Damas et les FDS, qui s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les combats. Les deux parties s'y préparaient sur le terrain après de premiers accrochages dans les quartiers d'Alep il y a quelques semaines. Les médias gouvernementaux syriens n'ont cessé depuis de dénoncer les actions des *«terroristes»* des FDS, en les diabolisant, tout en affirmant que les Kurdes faisaient partie intégrante de la nation syrienne. Dans le même temps, les FDS multipliaient les accusations de *«nettoyage ethnique»* contre le pouvoir *«islamiste»* de Damas en appelant à l'aide internationale.

L'embrasement de ces derniers jours est le résultat d'une crise profonde entre les deux parties depuis l'accord signé en mars entre le président Ahmed al-Charaa et le chef des FDS, Mazloum Abdi, pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et ses forces armées au sein du nouvel Etat syrien. La mauvaise foi évidente des deux parties révélait leur intransigeance commune. Le gouvernement syrien garde l'obsession de reprendre le contrôle sans partage sur l'ensemble du territoire national, tandis que les FDS, dominés par le PKK, veulent garder leur autonomie et le contrôle sur la zone du nord-est syrien, sur laquelle ils règnent depuis 2014.

Une attaque sur rendez-vous

Le blocage de négociations qui se sont déroulées encore la semaine dernière, en présence de médiateurs américains, a apparemment poussé Damas à en découdre par les armes. Une puissante offensive a été lancée contre les forces kurdes contrôlant les quartiers d'Alep jeudi matin 8 janvier. Une attaque sur rendez-vous signalée quelques heures avant par des avertissements à la mode israélienne. L'armée a publié plusieurs cartes sur les positions des FDS qui seraient bombardées et appelé les habitants à évacuer d'urgence les zones concernées en imposant un couvre-feu dans les quartiers d'Alep.

Les autorités avaient accordé trois heures aux civils pour fuir à travers deux *«couloirs humanitaires».* Le gouverneur d'Alep a demandé l'ouverture des écoles, des mosquées et des églises pour accueillir les familles déplacées*. «Nous avons dû faire face à l'urgence avec des flots de déplacés civils en détresse fuyant les quartiers sous le feu»,* nous raconte par téléphone, depuis Alep, la docteure Rangin Komo, pharmacienne et coordinatrice de la réponse d'urgence et des cliniques mobiles de l'organisation médicale franco-syrienne Mehad. *«Il a fallu prioriser l'accès à nos centres d'accueil et de soins en prenant en charge d'abord les femmes et les enfants nécessitant des soins ou une hospitalisation. Surtout qu'il fait très froid et qu'il n'y a pas de chauffage. Les déplacés sont arrivés dans la panique et souvent démunis, sans leurs affaires»,* poursuit celle qui a aussi été déplacée, ainsi que son équipe, de son quartier kurde d'Alep. La réponse à cette crise humanitaire, tant de la part des autorités locales d'Alep que des organisations d'aide, a été apparemment efficace, permettant d'épargner un grand nombre de victimes civiles.

«Nous sommes attachés à la paix et à la résolution des problèmes par le dialogue. Mais jusqu'à présent, le gouvernement refuse et ne veut pas de solution», a affirmé ce vendredi 9 janvier Elham Ahmed, chargée des relations extérieures des FDS. Accusant le pouvoir central d'avoir *«choisi la voie de la guerre»,* la responsable kurde a assuré que les FDS restaient déterminés à respecter les accords conclus. Elham Ahmed a par ailleurs *«remercié»* les Etats-Unis pour leur rôle de médiateur. *«Nous espérons qu'ils feront pression pour parvenir à une entente»,* a-t-elle poursuivi.

Une lutte d'influence entre la Turquie et Israël

Une source diplomatique a indiqué à l'AFP que l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, était *«en route pour Damas».* Il s'était réjoui de l'accord de cessez-le-feu, exprimant dans un long texte sur X la *«profonde gratitude des Etats-Unis à toutes les parties pour […] la bonne volonté qui a rendu possible cette trêve vitale». «Nous travaillons activement pour prolonger ce cessez-le-feu»,* avait ajouté Barrack. Allié historique des forces kurdes et soutien fort des autorités de Damas, Washington s'emploie à rapprocher les deux adversaires réticents. Les appels à la retenue, en protégeant les civils, et à privilégier le dialogue se sont multipliés, notamment de la part de l'UE et de la France. En visite prévue à Damas, où elle a rencontré ce vendredi 9 janvier le président Ahmed al-Charaa, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a réitéré son appel au dialogue, affirmant que *«l'Europe fera tout son possible pour soutenir la reprise et la reconstruction de la Syrie».*

Les craintes que la confrontation inter-syrienne évolue en un embrasement régional plus large sont dans tous les esprits. Les violences ont exacerbé la rivalité en Syrie entre Israël et la Turquie, qui se livrent une lutte d'influence depuis la chute du pouvoir de Bachar al-Assad, il y a plus d'un an. La Turquie s'est dite prête à *«soutenir»* l'armée dans son *«opération antiterroriste»* contre les combattants kurdes. Le ministre turc de la Défense, Yasar Güler, a *«salué»* vendredi l'opération de l'armée syrienne contre les combattants kurdes à Alep, prônant *«un seul Etat, une seule armée, ainsi que l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie».* Israël, qui mène de son côté des négociations avec Damas pour parvenir à un accord de sécurité, a condamné les *«attaques»* du pouvoir syrien contre la minorité kurde d'Alep et fustigé *«le silence de la communauté internationale».*

Le Monde

09 janvier 2026

Iran : l'ayatollah Khamenei promet que le pays ne « reculera pas » face aux manifestants, qualifiés de « saboteurs »

S'exprimant devant ses partisans, le Guide suprême iranien a aussi déclaré que les mains de Donald Trump étaient « tachées du sang de plus d'un millier d'Iraniens », dans une référence à la « guerre de douze jours » déclenchée en juin par Israël, à laquelle les Etats-Unis s'étaient associés.

Alors qu'une nouvelle vague de contestations secoue le pays, le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a averti vendredi 9 janvier que l'Iran ne *« reculerait pas »* face aux manifestants, qualifiés de *« saboteurs »* et de *« vandales »*, dans un discours diffusé par la télévision d'Etat.

S'exprimant devant ses partisans, Ali Khamenei a déclaré que les mains de Donald Trump étaient *« tachées du sang de plus d'un millier d'Iraniens »*, dans une référence apparente à la guerre de douze jours déclenchée en juin par Israël, à laquelle les Etats-Unis s'étaient associés. Il a également prédit que *« l'arrogant »* dirigeant américain serait *« renversé »*, à l'image de la dynastie qui a gouverné l'Iran jusqu'à la révolution islamique de 1979.



Manifestation contre le gouvernement à Téhéran, sur une image tirée des réseaux sociaux, obtenue le 9 janvier 2026. REUTERS

Les Iraniens sont descendus en nombre dans la rue, jeudi soir, pour défier le pouvoir d'Ali Khamenei, qui dirige la République islamique depuis 1989. Des images montrent des foules qui manifestent sur plusieurs avenues de Téhéran, scandant : *« Mort au dictateur. »* Cette mobilisation résulte en partie de l'appel à manifester lancé par Reza Pahlavi, fils exilé du dernier chah d'Iran, dans une vidéo publiée le 6 janvier. Il invitait les Iraniens à scander des slogans contre le régime, précisant *« où que vous soyez, dans la rue ou même de vos maisons »*.

Connexion Internet coupée

D'autres vidéos montrent d'importantes manifestations dans plusieurs villes du pays, notamment à Tabriz (Nord), dans la ville sainte de Machhad (Est) ainsi que dans l'ouest du pays à majorité kurde, notamment autour de la grande ville de Kermanshah.

La connexion Internet, coupée jeudi dans tout le pays, *« une tentative d'étouffer la vague de contestation »*, demeurait inaccessible vendredi, d'après l'ONG de surveillance de la cybersécurité Netblocks.

Ces manifestations sont les plus importantes en Iran depuis celles qui avaient eu lieu après la mort, en 2022, de Mahsa Amini, arrêtée pour port du voile non réglementaire. Des organisations de défense des droits humains ont accusé les autorités d'avoir ouvert le feu sur des protestataires, faisant des dizaines de morts depuis le début de la contestation, initialement contre la vie chère, à la fin de décembre.

La France, disant comprendre *« les aspirations légitimes du peuple iranien »*, a appelé vendredi les autorités du pays *« à la plus grande retenue »* dans leur réponse aux manifestations, selon une source diplomatique. La veille, Berlin avait dénoncé un *« usage excessif de la force »* de la part du pouvoir iranien *« contre des manifestants pacifiques »*, et exhorté les autorités de Téhéran à *« respecter leurs obligations internationales »* en la matière.

Le Monde 09 janvier 2026

Syrie : après des affrontements meurtriers à Alep, les combattants kurdes encerclés par l'armée refusent d'évacuer

Le ministère de la défense syrien avait annoncé plus tôt un cessez-le-feu et accordé aux combattants kurdes un délai pour évacuer les deux quartiers qu'ils contrôlaient, que les habitants ont fui massivement.

Les combattants kurdes retranchés dans deux quartiers d'Alep ont refusé, vendredi 9 janvier, de quitter cette grande ville du nord de la Syrie, défiant les autorités, qui ont lancé un appel à évacuer après avoir décrété un cessez-le-feu.

Les violences, qui ont fait au moins 21 morts depuis mardi, sont les plus graves à Alep entre le gouvernement central et les Kurdes, importante minorité ethnique, qui contrôle une partie du nord-est du pays. Les combats ont contraint des dizaines de milliers de civils à fuir, l'ONU estimant à au moins 30 000 le nombre de familles déplacées.



Des bus attendent pour entrer dans le quartier de Cheikh-Maqsoud afin d'évacuer les combattants des Forces démocratiques syriennes, dirigées par les Kurdes, de deux quartiers de la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, le 9 janvier 2026. BAKR ALKASEM/AFP

Un cessez-le-feu annoncé tôt vendredi matin tient en milieu de matinée, selon les correspondants de l'Agence France-Presse (AFP) postés à l'entrée du quartier kurde d'Achrafieh, encerclé par l'armée syrienne. Ils ont vu des membres des forces de sécurité commencer à entrer dans ce quartier, avec des véhicules destinés à l'évacuation des combattants. Un petit nombre de civils sortait également du quartier, selon eux.

Les autorités ont annoncé que les combattants kurdes seraient évacués avec leurs armes légères vers la zone autonome kurde du nord-est du pays, leur *« garantissant un passage sûr »*. Mais ceux-ci ont refusé de quitter les quartiers d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, où ils sont retranchés. *« Nous avons décidé de demeurer dans nos quartiers et de les défendre »*, ont déclaré les comités locaux, disant refuser toute *« reddition »*.

Dans le même temps, le président syrien, Ahmed Al-Charaa, a reçu vendredi à Damas la cheffe de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, plus haute responsable de l'UE à se rendre en Syrie depuis la chute de Bachar Al-Assad, fin 2024, a annoncé l'agence officielle SANA. La dirigeante effectue une tournée régionale en compagnie du président du Conseil européen, Antonio Costa.

Les Etats-Unis ont exprimé leur *« profonde gratitude à toutes les parties* (…) *pour la retenue et la bonne volonté qui ont rendu possible cette trêve vitale ». « Nous travaillons activement pour prolonger ce cessez-le-feu »*, a déclaré sur son compte X l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack. Les forces kurdes n'ont pas immédiatement commenté ces annonces.

Jeudi, l'armée syrienne a encore pilonné les quartiers kurdes d'Alep, et des combats ont fait rage jusque dans la soirée, sur fond de tirs d'artillerie. Les autorités avaient accordé trois heures aux civils pour fuir, à travers deux *« couloirs humanitaires »*, empruntés, selon elles, par quelque 16 000 personnes pour cette seule journée.

Tensions régionales

Les deux parties se sont rejeté la responsabilité du début des violences, qui ont commencé mardi. Elles surviennent alors que les Kurdes et le gouvernement peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions

de l'administration autonome kurde et son bras armé, les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), au sein du nouvel Etat syrien. Le chef des FDS, Mazloum Abdi, a jugé que *« les tentatives de prise d'assaut des quartiers kurdes, en pleine phase de négociation, sapaient les chances de parvenir à une entente »*.

Face au coût humanitaire et au risque d'embrasement régional, Washington a lancé jeudi *« un appel urgent »* à cesser les hostilités, par la voix de Tom Barrack.

Les violences ont exacerbé la rivalité en Syrie entre Israël et la Turquie, qui se livrent une lutte d'influence depuis la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024. Ankara, allié des autorités syriennes, s'est dit prêt à *« soutenir »* l'armée dans son *« opération antiterroriste »* contre les combattants kurdes. La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 kilomètres avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les forces kurdes.

Israël, qui mène des négociations avec Damas pour parvenir à un accord de sécurité, a condamné les *« attaques »* du pouvoir syrien contre la minorité kurde. A la veille d'une visite vendredi à Damas de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l'UE a appelé les belligérants à faire preuve de *« retenue »* et à *« protéger les civils »*.

Le Monde

Ghazal Golshiri
09 janvier 2026

L'Iran coupé d'Internet alors que le mouvement de contestation du régime gagne de l'ampleur

Les Iraniens ont manifesté dans la soirée du jeudi 8 janvier, à la suite d'un appel lancé par Reza Pahlavi, fils exilé du dernier chah d'Iran, et des partis politiques kurdes. Pour la première fois depuis le début de cette nouvelle vague de protestation, lancée le 28 décembre 2025, la mobilisation a été massive dans les grandes villes

Les premiers messages sont arrivés à 2 heures du matin, heure de Téhéran. *« C'était spectaculaire ! La foule était incroyablement nombreuse, son courage exemplaire. De 20 heures à minuit, j'ai marché du centre-ville vers le nord de Téhéran. Les forces de l'ordre tiraient des gaz lacrymogènes et avec des fusils à plomb. Les slogans dominants étaient en faveur de Reza Pahlavi* [le fils exilé du chah d'Iran], *ainsi que : "Mort au dictateur"* », raconte Sahand (qui a souhaité conserver l'anonymat), Téhéranais de 47 ans, à propos des manifestations nocturnes du 8 janvier, les plus importantes depuis le début de la nouvelle vague de contestation qui secoue le pays, le 28 décembre 2025. Profitant de quelques minutes de connexion à Internet, Sahand a pu envoyer ces messages avant d'être coupé du réseau.

Avant cette coupure, des vidéos montrant les manifestations dans de nombreuses villes iraniennes ont pu être mises en ligne. A Karadj (à 30 kilomètres à l'est de Téhéran), Machhad (nord-est), Babol (nord) ou Kermanshah (ouest), les manifestants scandaient des slogans tels que *« Mort à* [Ali] *Khamenei »*, le Guide suprême iranien, et *« C'est la dernière bataille, Pahlavi reviendra »*, en référence à la dynastie du même nom, renversée en 1979 par la révolution islamique. De nombreuses images montraient des incendies de préfabriqués, de véhicules de police, ainsi que de portails de mosquée.

Cette mobilisation résulte en partie de l'appel à manifester lancé par Reza Pahlavi, fils exilé du dernier chah d'Iran, dans une vidéo publiée le 6 janvier. Il invitait les Iraniens à scander des slogans contre le régime *« où que vous soyez, dans la rue ou même depuis vos maisons »*. *« La concentration des foules pousse les forces à reculer et augmente les chances de ralliement en votre faveur. Il est donc important de maintenir cette accumulation et cette ampleur »*, ajoutait-il.

Rejet du pouvoir en place

Dans le même temps, sept partis politiques kurdes iraniens basés en Irak avaient lancé un appel conjoint à une grève générale le 8 janvier. Avant l'arrêt d'Internet, des témoignages faisaient état de stores de boutique abaissés dans des dizaines de villes kurdes et ailleurs dans le pays. *« Toutes les galeries marchandes sont fermées*, expliquait un habitant de la ville portuaire de Bandar-e Abbas, située dans sud de l'Iran, jeudi 8 janvier après-midi. *D'habitude, les gens d'ici n'aiment pas prendre de risques, mais ils ont rejoint le mouvement parce qu'ils n'ont plus d'autre choix que celui de crier. Une chose les unit : le rejet du pouvoir en place. »*

Commencée le 28 décembre 2025, la contestation avait d'abord été menée par les petits commerçants du bazar de Téhéran après

la chute vertigineuse du rial, la monnaie nationale, avant de s'étendre à d'autres localités, mobilisant des couches défavorisées et la classe moyenne paupérisée. Pour la première fois, jeudi, les grandes villes ont connu une mobilisation massive. Selon l'organisation Human Rights Activists News Agency, au moins 42 manifestants avaient été tués avant cette journée de mobilisation, dont cinq mineurs ainsi que huit membres des forces de l'ordre.
Parmi les témoignages recueillis dans la nuit de jeudi à vendredi par *Le Monde*, un habitant de Téhéran a rapporté la mort d'une femme touchée par balles lors d'une manifestation. *« Je connais son fils. Il a été appelé par sa mère qui lui a dit avoir été blessée. Lorsqu'il est arrivé, des passants lui ont indiqué l'hôpital où elle a été conduite. Là, on lui a annoncé sa mort »*, explique cet homme qui, lui, est connecté à Internet grâce à une antenne Starlink.

Ces manifestations sont les premières dans le pays depuis la guerre de juin 2025 qui a opposé l'Iran à Israël, soutenu par les Etats-Unis, sur fond d'affaiblissement de l'« axe de la résistance » – les alliés de la République islamique dans la région. La persistance des tensions laisse craindre une nouvelle escalade militaire avec l'Etat hébreu et Washington. L'intensification de la contestation a également été encouragée par des facteurs extérieurs, notamment l'enlèvement du président vénézuélien, Nicolas Maduro, le 3 janvier, par les forces américaines, et les déclarations du président américain, Donald Trump, menaçant le régime iranien de bombardements si ce dernier recourait à la violence contre les manifestants.

« Nous surveillons la situation »
Le 8 janvier, interrogé après la mort de dizaines de personnes en Iran, M. Trump a pourtant nuancé ses propos : *« Certains ont été tués en raison de problèmes de contrôle des foules et d'autres incidents. Je ne suis pas sûr qu'il faille nécessairement désigner quelqu'un comme directement responsable. Nous surveillons la situation de très près. »* Concernant une éventuelle entrevue avec Reza Pahlavi, il a ajouté : *« Je l'ai observé, et il me semble quelqu'un de bien, mais je ne suis pas sûr qu'il serait approprié, à ce stade, de le rencontrer en tant que président. »* Le président américain a ajouté qu'il préférait laisser la situation évoluer : *« Je pense qu'il faut laisser tout le monde agir et voir qui émergera. »*

En réaction aux événements en Iran, la France dit comprendre *« les aspirations légitimes du peuple iranien »* et appelle les autorités iraniennes *« à la plus grande retenue »* dans leur réponse aux manifestations, a indiqué, vendredi 9 janvier, une source diplomatique aux journalistes. *« On suit avec une grande préoccupation les événements en Iran »*, a-t-elle ajouté.

Vendredi matin, alors que les sites d'information iraniens étaient inaccessibles de l'étranger, la télévision d'Etat a rompu son silence pour dénoncer les actes d'*« agents terroristes »* à la solde des Etats-Unis et d'Israël qui auraient provoqué incendies et violences, précisant que les manifestations avaient fait des victimes, sans donner davantage de détails.

NetBlocks, un organisme de surveillance de la cybersécurité, a annoncé que l'accès à l'Internet mondial de l'Iran avait été totalement coupé dans tout le pays. Avant cette grande mobilisation, les autorités iraniennes avaient limité les coupures aux localités où se déroulaient les manifestations, tandis que le reste du pays subissait des perturbations et des baisses de débit.

« Black-out complet »

« Nous sommes dans une situation de black-out complet », explique Amir Rashidi, expert pour l'ONG Miaan, une organisation de défense des droits humains et des droits numériques. *« Les antennes de téléphonie mobile, les SMS et les appels téléphoniques ont également été coupés. Le brouillage est désormais concentré sur Starlink – sans succès, mais cela montre que les autorités se retrouvent dans une situation désespérée. »*

Pour cet expert, cette situation rappelle la coupure totale d'Internet en novembre 2019, lors de la vague de contestation déclenchée par la hausse des prix de l'essence. *« A l'époque, Internet avait été coupé pendant douze jours. Prolonger cette situation aujourd'hui relève d'un choix politique »*, précise-t-il.

Profitant d'une dernière fenêtre d'ouverture sur le monde extérieur, un peu avant 21 heures, heure de Téhéran, Ali (qui a requis l'anonymat), retraité de 67 ans vivant dans une ville du nord de l'Iran, a pu envoyer quelques messages sur WhatsApp, de retour d'une manifestation. *« Ma femme et moi sommes partis à pied vers le centre-ville à 19 heures. La présence des forces de l'ordre était telle que c'était comme si la loi martiale était en vigueur. »*

Il affirme que les gardiens de la révolution, l'armée idéologique, ont empêché tout rassemblement et ont tiré au fusil à plomb dès que les premiers slogans ont été scandés. Sa femme a été légèrement touchée, et lui a inhalé beaucoup de gaz lacrymogène. Sur le chemin du retour, il a vu des jeunes mettre le feu à des poubelles et ériger des barricades. *« J'ai participé aux manifestations de 2009* [à la suite de la réélection frauduleuse de l'ancien président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad]*, et à celles en 2022 pendant le mouvement Femme, vie, liberté. Mais ce soir, j'ai ressenti un vrai espoir pour le changement. Bientôt, le régime sera tombé »*, espérait-il, avant que sa connexion Internet ne soit coupée.

Libération

09 janvier 2026

«Mort au dictateur» : en Iran, manifestations monstres, coupure d'Internet et crainte d'une forte répression

Le mouvement de protestation contre le pouvoir iranien continue de s'intensifier dans le pays. Internet a été coupé et au moins 45 manifestants ont été tués depuis fin décembre.

Aux cris de *«mort au dictateur»,* les Iraniens sont descendus nombreux dans la rue ces derniers jours pour défier le pouvoir de l'ayatollah Ali Khamenei, selon des vidéos vérifiées par l'AFP ce vendredi 9 janvier. Les images montrent des foules de personnes sur plusieurs avenues de Téhéran, d'autres font état d'importantes manifestations dans plusieurs villes du pays, notamment à Tabriz (nord), dans la ville sainte de Mashhad (est) ainsi que dans l'ouest du pays à majorité kurde, notamment autour de la grande ville de Kermanshah.

Depuis le début du mouvement, parti le 28 décembre de Téhéran, des rassemblements ont eu lieu dans au moins une cinquantaine de villes, touchant 25 provinces sur 31, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias.

Ces manifestations, initialement liées au coût de la vie, sont les plus importantes en Iran depuis celles ayant eu lieu après la mort en 2022 de Mahsa Amini, arrêtée pour un voile prétendument mal ajusté. Au moins 45 manifestants, dont huit mineurs, ont été tués au total, d'après un nouveau bilan publié jeudi par l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège.

Une «coupure d'Internet à l'échelle nationale», selon l'ONG Netblocks

Signe de la fébrilité des autorités iraniennes, le réseau internet a été coupé sur l'ensemble du territoire et demeurait inaccessible ce vendredi. C'est l'ONG de surveillance de la cybersécurité Netblocks, se basant sur des *«données en temps réel»,* qui a rapporté *«une coupure d'Internet à l'échelle nationale». «Cet incident fait suite à une série de mesures de censure numérique de plus en plus strictes visant les manifestations à travers le pays, et entrave le droit du public à communiquer à un moment critique»,* a écrit Netblocks sur le réseau social X. L'Iran *«est désormais déconnecté depuis 12 heures»,* a ajouté ce vendredi l'organisation sur son compte X, *«dans une tentative d'étouffer la vague de contestation».*

Paris appelle les autorités iraniennes «à la plus grande retenue»

La France *«comprend les aspirations légitimes du peuple iranien à la liberté de s'exprimer et à manifester»* et appelle les autorités iraniennes *«à la plus grande retenue»* dans leur réponse aux manifestations, a déclaré vendredi une source diplomatique à des journalistes. *«On suit avec une grande préoccupation les événements en Iran»,* a ajouté cette source, déplorant la mort de manifestants et appelant les autorités iraniennes *«à faire toute la lumière sur les circonstances de ces décès».*

Trump menace de «frapper très fort» l'Iran en cas de répression

Donald Trump menace de *«frapper très fort»* l'Iran si les autorités *«commençaient à tuer»* des manifestants. *«Je leur ai fait savoir que s'ils commençaient à tuer des gens, ce qu'ils ont tendance à faire pendant leurs émeutes – ils ont beaucoup d'émeutes –, s'ils le font, nous les frapperons très fort»,* a dit le président américain pendant un entretien avec l'animateur radio conservateur Hugh Hewitt.

Ali Khamenei fustige des «vandales» et des «saboteurs»

Le guide suprême iranien, Ali Khamenei, a pris la parole ce vendredi à la télévision d'Etat, avertissant que son pays ne *«reculerait pas»* face à des manifestants qualifiés de *«saboteurs»* et de *«vandales».* S'exprimant devant ses partisans, Ali Khamenei a déclaré que les mains de Donald Trump étaient *«tachées du sang de plus d'un millier d'Iraniens»,* dans une référence apparente à la guerre de 12 jours déclenchée en juin par Israël et à laquelle les Etats-Unis s'étaient associés. Il a également prédit que *«l'arrogant»* dirigeant américain serait *«renversé»,* à l'image de la dynastie qui a gouverné l'Iran jusqu'à la Révolution islamique de 1979.

The New York Times Jan. 9, 2026

Iran Convulsed in Second Night of Nationwide Protests

Large marches against the government occurred despite an internet blackout and threats of a severe crackdown

Tens of thousands of Iranians poured into the streets on Friday night in a second night of mass, nationwide antigovernment protests despite a total internet blackout and threats of a severe crackdown from the senior Iranian leadership.

Videos posted on BBC Persian Television showed thousands of people on the march in the capital, Tehran, drawing supporters from what residents said in interviews was a demographically diverse cross-section of working-class, middle-class and wealthy neighborhoods.

A resident of Saada't Abad, an upscale neighborhood in northern Tehran, described crowds setting ablaze a mosque and parading the traditional, royalist flag flown by the government of Shah Mohammed Reza Pahlavi, which was toppled in the 1979 Islamic revolution. The resident, Ladan, 60, who asked to be identified only by her first name for fear of official reprisals, said she was protesting for the second night in a row.

As in the previous night, the protests were widespread, erupting in the cities of Mashhad, Tabriz, Urumiyeh, Isfahan, Karaj and Yazd, among others, according to witness interviews and videos either verified by The New York Times or appearing on BBC Persian. In each instance the videos showed large groups defiantly chanting for an end to the nearly 50 years of the Islamic Republic's rule, with



Demonstrators marched in Tehran in an image taken from a social media post that was shared on Thursday.via Agence France-Presse — Getty Images

the scenes lit by bonfires and blazing trash cans.

People chanted, "Death to the dictator" and "Long live the shah" in the videos. In a reference to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, they said, "This is the year of blood, Seyed Ali will be toppled." In a speech earlier Friday, Ayatollah Khamenei had condemned the protesters as "rioters" doing the bidding of the United States and Israel.

On state television, an anchor warned that protesters could be risking their lives by taking to the streets. "Tonight is the night for parents to stop their children from going out," he said. "If something happens, if someone is injured, if a bullet is fired and something happens to them, do not complain."

Amir Reza, 42, an engineer, said in an interview from Tehran that he could hear gunfire and the boom of so-called sound bombs, which make loud noises but are otherwise harmless. He said he decided to go home after swarms of riot police officers and militias in plainclothes began firing in the air and chasing the crowds to disperse them.

The protests broke out late last month in the central bazaar in Tehran, the pulse of Iran's commerce and economy, after the currency plunged against the U.S. dollar and inflation spiked. But they quickly expanded to broader grievances over the corruption and mismanagement of the economy and of clerical rule generally, which many see as having driven the country into a ditch.

"There are multiple forces coming together that are fueling and facilitating these protests; on the ground there is a huge amount of momentum, and that momentum is being driven by the obvious motivation of deep-seated anger," said Sanam Vakil, the director for Middle East and North Africa of Chatham House, a think tank in London. "People are truly fed up. People are not retreating, and braving the possibility of further repression."

An image taken from a social media post that was released on Friday shows burning vehicles during protests in

Tehran.via Reuters

Elyar Kamrani, director of ANT TV, a channel focused on the region of northwestern Iran near Azerbaijan, said in a telephone interview from Istanbul that more protests were planned in the area for Saturday by a coalition of political groups. He said he had been in contact with activists in the Iranian cities of Tabriz and Urumiyeh who told him the security forces were using a variety of tactics to quell the demonstrations, mixing attacks with expressions of sympathy for the economic troubles and urging people to go home for their own good.
“People are saying we have nothing left to lose,” Mr. Kamrani said. “We can’t let them crush this movement.”
The government shut down virtually all forms of communication on Friday, shuttering the internet, blocking telephone calls from abroad and disrupting domestic cellphone service in an effort to prevent the protesters from organizing and sending news outside the country, said cybersecurity and internet freedom experts who monitor Iran.

Even Iranian news agency websites, like the state-controlled news agency IRNA, went silent. Fars News media and the Mehr News agency, affiliated with the Revolutionary Guards Corps, were among the few domestic media outlets posting updates.

On Friday night, Iranians received a text message from the intelligence wing of the Revolutionary Guards asking that “suspicious and destructive” people be reported to a hotline, according to a copy reviewed by The New York Times. The message also said Iran’s enemies had “a plan to increase naked violence” and asked parents to prohibit their children from going to the streets.
“Educate your children that the consequences for cooperating with terrorist agents amounts to treason against the country,” the message concluded.

Amnesty International and Human Rights Watch said that the Iranian authorities had used brutal force, including firearms, and arbitrary arrest against protesters and that so far the crackdown since late last month had killed at least 28 protesters, bystanders and children. Other rights groups that track Iran’s human rights violations from abroad have put the number much higher.

A video on Friday verified by The New York Times showed at least seven peoplelying motionless on the floor of Al-Ghadir Hospital in Tehran and appearing dead. The Times verified the video’s location by matching visual details, such as a mosque’s outer wall and a zebra crossing, with satellite imagery.

A narrator in the video says, “They killed people, they killed people with war bullets.”

Despite the information blackout, videos of protests and witness accounts trickled throughout the evening from those inside Iran who had access to Starlink satellite connections, said Mehdi Yahyanejad, a technology expert and internet freedom activist based in Los Angeles. Mr. Yahyanejad was involved in an effort after the 2022 women-led uprising to buy 300 Starlink satellites and send them to activists and citizen journalists in Iran.

“The number of Starlinks inside are tens of thousands, and a lot of people have bought it for personal use, for businesses and other reasons,” Mr. Yahyanejad said, adding, “The government has been trying to jam GPS in Tehran, because that is how Starlink terminals find their coordinates and connect to the satellite.”

FRANCE 24

10 janvier 2026

Syrie: l’armée bombarde des quartiers kurdes d’Alep et somme les combattants de se rendre

L’armée syrienne a sommé samedi les combattants kurdes retranchés dans un quartier d’Alep de se rendre après avoir repris ses bombardements pour les déloger, à la suite de plusieurs jours d’affrontements impliquant cette minorité que l›Etat central peine à intégrer aux institutions.

Les violences, qui ont tué au moins 21 civils depuis mardi, sont les plus graves dans cette grande ville du nord de la Syrie entre le gouvernement central et les Kurdes, une importante minorité ethnique contrôlant une partie du nord-est du pays.

Les combats ont contraint des dizaines de milliers de civils à fuir, l’ONU estimant à au moins 30.000 le nombre de familles déplacées.
Les autorités avaient même acheminé des cars pour évacuer les combattants, mais ces derniers ont annoncé refuser toute «reddition» et dit qu’ils voulaient défendre leurs quartiers.

L’armée syrienne a alors annoncé qu’elle reprendrait le bombardement de «sites militaires» à Cheikh Maqsoud, appelant les habitants à s’en éloigner.
Tard vendredi, un correspondant de l’AFP a signalé des bombardements à l’artillerie lourde et des tirs.

«La seule option qui reste aux éléments armés dans la zone de Cheikh Maqsoud à Alep est de se rendre immédiatement, armes à la main, au poste de contrôle militaire le plus proche, en échange d’une garantie pour leur vie et leur sécurité personnelle», a averti samedi matin le ministère de la Défense, cité par l’agence officielle Sana.
L’armée a averti qu’elle «trai-

tera avec fermeté et détruira toute source de tir afin d'assurer la sécurité et la stabilité de la zone et de protéger les habitants».

Evacuations

Les violences ont éclaté alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et ses forces armées, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), au sein du nouvel Etat.

Sur Telegram, les FDS ont affirmé dans la nuit que l'armée avait attaqué avec «une importante couverture de tanks et des bombardements d'artillerie brutaux», répétant qu'ils comptaient «continuer à résister».

La télévision syrienne a pour sa part accusé les Kurdes d'avoir lancé des drones sur des quartiers résidentiels d'Alep.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a affirmé que des tirs d'artillerie de l'armée avaient tué une fillette de 10 ans, et fait état d'intenses tirs de roquettes des combattants kurdes en direction d'un aéroport militaire à l'est d'Alep.

Selon cette ONG disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays, les combats ont fait sept morts en deux jours au sein de l'armée syrienne.

Dans la journée, l'armée avait permis aux civils désireux de fuir d'emprunter deux «couloirs humanitaires» entre 13H00 et 15H00 GMT. Un correspondant de l'AFP a vu des habitants sortir de Cheikh Maqsoud sous la pluie, chargés de bagages.

Le gouvernement syrien, via le ministère de la Religion, a indiqué avoir ouvert 20 mosquées pour accueillir 400 familles de déplacés «face à l'escalade».

Emissaire américain

Le ministère français des Affaires étrangères a appelé les parties «à revenir immédiatement au cessez-le-feu», indiquant que Paris comptait «se mobiliser avec ses partenaires, en premier lieu les États-Unis, pour parvenir au retour de la sécurité et de la stabilité à Alep, dans le cadre d'une Syrie unie, souveraine et plurielle.»

Les combats en cours sont les plus violents à Alep entre les Kurdes et les autorités syriennes depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024.

Le nouveau pouvoir islamiste s'était engagé à protéger les minorités mais a été confronté à des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des violences avec les druzes dans le sud en juillet.

«La partie gouvernementale cherche, par ces attaques, à mettre fin aux accords conclus. Nous y sommes attachés et nous nous efforçons de les mettre en œuvre», a déclaré à l'AFP Elham Ahmed, chargée des relations extérieures de l'administration locale kurde.

Ces violences «mettent à l'épreuve le cadre déjà fragile d'intégration entre Damas et les FDS», a estimé Nanar Hawach, de l'International Crisis Group. «Le recours à la pression militaire montre qu'on s'éloigne de la négociation technique vers des formes plus coercitives».

The New York Times

Jan. 10, 2026
Holly Dagres

Iran Is Teetering. The West Isn't Prepared.

A lone man crouched in the middle of a Tehran street, a black jacket pulled over his head, blocking advancing Iranian security forces. The video went viral among Iranians, quickly drawing comparisons to the famous "Tank Man" in China's Tiananmen Square in 1989. Similarly courageous actions have occurred across Iran: young protesters — sometimes alone, sometimes in pairs or more — standing or kneeling peacefully before their repressors.

The protests, which started on Dec. 28, have spread to all of Iran's 31 provinces. They intensified after Kurdish groups announced a strike and former Crown Prince Reza Pahlavi called on Iranians to take to the streets on Thursday and Friday evenings — a call echoed by activists, celebrities and other Iranians. Videos showed large numbers of Iranians in the streets before an internet blackout put the country off line. Some protesters called for the return of the Pahlavi dynasty, which was ousted in the 1979 revolution.

The protests are the largest since the Woman, Life, Freedom uprising that began in 2022 and are taking place despite what the United Nations has called crimes against humanity committed by the authorities during that period. At least 49 protesters have been killed and 2,300 arrested, according to the U.S.-based Human Rights Activists News Agency.

The trigger this time was the collapse of the Iranian rial against the dollar. However, the protesters' core grievances remain constant: government mismanagement, corruption and repression, and include an explicit demand for the ouster of the Islamic Republic.
The new element is the Islamic Republic's deepening fragility. Since the Oct. 7, 2023, attack on Israel by Hamas and Israel's war on Gaza, Tehran has experienced a series of blows to its regional strategy with the maiming of its proxies in Gaza and Lebanon and the fall of its main regional ally in Syria. The disastrous 12-day war with Israel in June revealed a security apparatus rottenwith Israeli infiltration and exposed the regime as a paper lion unable to defendits airspace. Its nuclear program is in shambles after U.S. bombing.

This vulnerability is compounded by families unable to make ends meet, power outages in a resource-rich country and the possibility that the capital could run out of water. The paralysis of the clerical establishment, led by the increasingly rigid octo-

genarian Ayatollah Ali Khamenei, suggests it is operating from an outdated strategy of resistance by backing proxies and developing ballistic missiles.

At a moment of such fragility, President Trump, perhaps emboldened by the capture of the Venezuelan dictator Nicolás Maduro, embarked on a round of threats. He said on Jan. 2 that the United States was "locked and loaded and ready to go," and two days later that the Islamic Republic was "going to get hit very hard by the United States" if Iranian protesters were killed. The president also appeared in a photograph with a signed "Make Iran Great Again" baseball cap, echoing his post from the June war: "If the current Iranian Regime is unable to MAKE IRAN GREAT AGAIN, why wouldn't there be a Regime change??? MIGA!!"

The Islamic Republic may yet again repress the protests and survive U.S. pressure. Ayatollah Khamenei on Friday vowed that the security apparatus would "not back down" in its suppression of protests and accused those opposing his rule of being foreign agents. No serious signs of regime collapse, such as significant defections by Iranian security forces, are visible. Indeed, repeated rounds of unsuccessful anti-regime protests in recent years appear to have left Western governments numb to the idea that the Islamic Republic will no longer exist in its current form. That certainly has been my experience in discussions with Iran experts and Western government officials.

But it is clear that the West needs to engage in serious policy planning to provide support to the Iranian people if such a dramatic change occurs. This would entail coordination among U.S. allies, exploring sanctions relief, figuring out what should be done with Iranian assets abroad and speaking with human rights organizations about establishing a transitional justice system that would hold regime officials accountable for human rights violations.



Middle East Images/Panos Pictures, via Redux

Some protesters have responded positively to Trump's support, renamingTehran streets after the U.S. president and even placing in various locations stickers bearing his visage that read: "Trump! Iran is waiting for you." Other anti-regime Iranians worry about foreign intervention.

"The very fact that people are out in the streets is surprising considering that it usually takes years for people to recover and networks to form after recent brutal crackdowns," Roya Boroumand, the executive director of the Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran, told me.

Her center documented 2,045 executions in 2025, the highest number in 30 years. The Human Rights Activists News Agency reported that at least 26 executions took place over 48 hours last week. The protesters seem undeterred.

Like earlier waves, these current protests have distinguishing qualities. After the 2022 uprising evolved into a movement, Iranian youth — especially women — have been pushing back against mandatory hijab laws and trying to reclaim public spaces. This is a generational rupture. Gen Z Iranians are a different breed from their parents — unwilling to bow to the Islamic Republic and driven to fight for a future without its rule. Not surprisingly, today's protests appear to be partly led by Gen Z.

The Nobel laureate Narges Mohammadi, who is now languishing in solitary confinement, recently noted that the idea of merely reforming the Islamic Republic has been dead for years — a common refrain among opponents of the regime. The "main struggle," she said, "is truly between the realist 'survivalists' and the 'downfall seekers' of the theocratic authoritarian regime."

Activists like Ms. Mohammadi have called for a constitutional assembly and a referendum and now a transition to a secular democracy "grounded in popular sovereignty, national interests and normal relations with all countries of the world." Instead U.S. and key European leaders have ignored these demands in favor of diplomacy — choosing, once again, the devil they know: a sclerotic clerical establishment.

The Islamic Republic faces an array of challenges: the lingering specter of renewed war with Israel, upheaval over the eventual succession of a replacement for Ayatollah Khamenei, the supreme leader, and the likelihood of continuing protests. Many U.S. and Western policymakers and analysts recoil at the prospect of change in Iran out of fear of the unknown. But the status quo has wreaked havoc and suffering on the Iranian Middle East Images/Panos Pictures, via Reduxpeople and the region for decades.

Western governments must not be caught flat-footed. They should begin serious policy planning for the possibility of change in Iran, a

country with more than 90 million people, including the destabilizing waves that could accompany regime collapse, which U.S. allies in the Persian Gulf are worried about.

There are numerous scenarios that could unfold. One possibility is a transitional government led by a figure from civil society, a collective body or Reza Pahlavi, tasked with establishing a democratic system and ushering in elections. More concerning, a figure from within the Islamic Revolutionary Guards Corps could move to seize control and preserve the existing system under a new facade.

Western governments should move urgently to fill the gaps the Trump administration created by slashing funding to internet freedom programs and human rights organizations working on Iran.

After the 1979 Iranian revolution, Anthony Parsons, then the British ambassador to Tehran, commented that "with full hindsight, my judgment is that our failure was not so much one of information but one of imagination." Washington and its Western allies should not make the same mistake again.

Libération

10 janvier 2026

Syrie : l'armée assure avoir achevé son opération à Alep, les forces kurdes démentent la fin des combats

Depuis le début de semaine, les affrontements ont fait plus de 20 morts dans la deuxième ville du pays, bastion des forces kurdes.

La situation est très incertaine. Les forces armées syriennes ont annoncé ce samedi 10 janvier avoir bouclé leur opération dans le dernier bastion kurde d'Alep, la deuxième ville de Syrie. Ce que les Kurdes ont démenti dans la foulée.

Le quartier de Sheikh Maqsud à Alep, le 10 janvier 2026.

Dans une déclaration à l'agence officielle de presse syrienne Sana, l'armée syrienne a fait ainsi état de *«l'arrêt de toutes les opérations militaires dans le quartier de Cheikh Maqsoud, à partir de 15 heures (13 heures à Paris)»*, après avoir déjà repris le quartier d'Achrafieh. Le communiqué ajoute que les combattants kurdes vont être *«transférés»* vers la ville de Tabaqa, localité située dans le nord-est de la Syrie et contrôlée par les Kurdes. *«Ces allégations sont totalement fausses»*, n'ont pas tardé à réagir les combattants kurdes, qui au contraire assurent continuer à se battre et repousser *«une violente attaque»*. Un correspondant de l'AFP situé à l'extérieur de ce quartier a pour sa part fait état de coups de feu sporadiques entendus après l'annonce de la fin de l'opération par l'armée syrienne.

Plus de 150 000 personnes évacuées

Depuis mardi 6 janvier, les combats violents entre les forces gouvernementales syriennes et les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes qui contrôlent des quartiers du nord d'Alep, ont fait au moins 21 morts.

Environ 155 000 personnes ont été déplacées à cause de ces combats, pour la plupart des habitants des quartiers kurdes.

Vendredi, comme les jours précédents, l'armée avait permis aux civils désireux de fuir d'emprunter deux *«couloirs humanitaires»* pour fuir les quartiers kurdes. Damas avait promis d'acheminer les convois de civils en toute sécurité vers les zones contrôlées par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans le nord-est du pays.

Ces combats, les plus violents à Alep depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, ont éclaté alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et les FDS au sein du nouvel Etat.

Avant ces annonces contradictoires de l'armée syrienne et des forces kurdes, Elham Ahmed, haute responsable de l'administration kurde syrienne, n'avait pas exclu un retrait des combattants kurdes. *«La partie gouvernementale cherche, par ces attaques, à mettre fin aux accords conclus. Nous y sommes attachés et nous nous efforçons de les mettre en œuvre»*, a-t-elle fustigé vendredi. Pour elle, un retrait ne sera accepté qu'en cas d'un maintien d'une *«protection kurde locale»* pour les habitants des quartiers kurdes.

Le Monde

10 janvier 2026

En Syrie, l'armée reprend les bombardements contre les Kurdes à Alep

L'armée a annoncé la mort de trois soldats par des tirs des forces kurdes et « le début d'opérations de ratissage » à la recherche de combattants qui ont refusé de quitter le quartier de Cheikh-Maqsoud à la suite d'un cessez-le-feu.

L'annonce d'un cessez-le-feu n'y a rien fait, les affrontements persistent dans Alep entre le gouvernement syrien et les Kurdes. L'armée a repris, vendredi 9 janvier, ses bombardements sur le quartier de Cheikh-Maqsoud que des combattants appartenant à cette minorité ont refusé d'évacuer.

Les violences, qui ont tué au moins 21 civils depuis mardi, sont les plus graves dans cette grande ville du nord de la Syrie entre le gouvernement central et les Kurdes, une importante minorité ethnique contrôlant une partie du nord-est du pays. Les combats ont contraint des dizaines de milliers de civils à fuir, l'ONU estimant à au moins 30 000 le nombre de familles déplacées.

Un cessez-le-feu avait été annoncé, tôt vendredi, par les autorités, qui avaient affirmé que les combattants kurdes encerclés dans les deux quartiers de Cheikh-Maqsoud et Achrafieh seraient évacués vers la zone autonome kurde du nord-est du pays. Les autorités avaient même acheminé des cars pour évacuer les combattants, mais ces derniers ont annoncé refuser toute *« reddition »* et dit qu'ils voulaient défendre leurs quartiers.

L'armée syrienne a annoncé qu'elle reprendrait le bombardement de *« sites militaires »* à Cheikh-Maqsoud, appelant les habitants à s'en éloigner. Le ministère de la défense a déclaré qu'un dépôt de munitions sur l'un des sites avait été détruit. Tard vendredi, un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) a signalé des bombardements à l'artillerie lourde et des tirs.

L'armée a rapporté que trois soldats avaient été tués par des tirs des forces kurdes et annoncé *« le début d'opérations de ratissage »* à la recherche de combattants dans le quartier de Cheikh-Maqsoud, avant qu'il ne soit remis aux forces de sécurité.

« La seule option qui reste aux éléments armés dans la zone de Cheikh-Maqsoud à Alep est de se rendre immédiatement, armes à la main, au poste de contrôle militaire le plus proche, en échange d'une garantie pour leur vie et leur sécurité personnelle », a averti, samedi matin, le ministère de la défense, cité par l'agence officielle SANA. L'armée a averti qu'elle *« traitera avec fermeté et détruira toute source de tir afin d'assurer la sécurité et la stabilité de la zone et de protéger les habitants »*.

Couloirs humanitaires pour les civils

Dans la journée de vendredi, l'armée avait permis aux civils d'emprunter deux *« couloirs humanitaires »* pendant deux heures. Un correspondant de l'AFP a vu des habitants sortir de Cheikh-Maqsoud sous la pluie, chargés de bagages. Le gouvernement syrien, via le ministère de la religion, a dit avoir ouvert 20 mosquées pour accueillir 400 familles de déplacés *« face à l'escalade »*.

Les Kurdes ont annoncé en fin d'après-midi que le quartier était *« violemment bombardé par les factions relevant du gouvernement de Damas »*. Sur Telegram, les forces kurdes ont déclaré dans la nuit que l'armée avait attaqué avec *« une importante couverture de tanks et des bombardements d'artillerie brutaux »*, répétant qu'ils comptaient *« continuer à résister »*. La télévision syrienne a, quant à elle, accusé les Kurdes d'avoir lancé des drones sur des quartiers résidentiels d'Alep.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a affirmé que des tirs d'artillerie de l'armée avaient tué une fillette de 10 ans, et fait état d'intenses tirs de roquettes des combattants kurdes en direction d'un aéroport militaire à l'est d'Alep. Selon cette ONG disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays, les combats ont fait sept morts en deux jours au sein de l'armée syrienne.
Le ministère des affaires étrangères français a appelé *« les parties à revenir immédiatement au cessez-le-feu, à faciliter l'accès de l'aide humanitaire et à préserver la population »*, dans un communiqué publié en soirée. *« La France soutient les propositions visant à assurer la protection de tous les civils à Alep, comme le gouvernement syrien s'y est engagé, et à permettre un retrait digne des combattants »*, a ajouté le Quai d'Orsay.

Les combats en cours sont les plus violents à Alep entre les Kurdes et les autorités syriennes depuis la chute de Bachar Al-Assad en décembre 2024. Le nouveau pouvoir islamiste s'était engagé à protéger les minorités mais a été confronté à des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des violences avec les Druzes dans le sud du pays en juillet.

Le président français, Emmanuel Macron, a rappelé à son homologue syrien, Ahmed Al-Charaa, au cours d'un entretien téléphonique, *« l'attachement de la France à une Syrie unie où l'ensemble des composantes de la société sont représentées et protégées »*.

Un accord difficile à appliquer

Les violences ont éclaté alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et ses forces armées, les Forces démocra-

tiques syriennes (FDS), au sein du nouvel Etat.

Les Kurdes restent déterminés à respecter les accords conclus avec Damas, a affirmé, vendredi à l'AFP, une haute responsable de l'administration locale kurde. *« La partie gouvernementale cherche, par ces attaques, à mettre fin aux accords conclus. Nous y sommes attachés et nous nous efforçons de les mettre en œuvre »*, a déclaré Elham Ahmed, chargée des relations extérieures.

Ces violences *« mettent à l'épreuve le cadre déjà fragile d'intégration entre Damas et les FDS »*, a estimé Nanar Hawach, de l'International Crisis Group. *« Le recours à la pression militaire montre qu'on s'éloigne de la négociation technique vers des formes plus coercitives »*.

La responsable kurde a, par ailleurs, *« remercié »* les Etats-Unis pour leur rôle de médiateur. Une source diplomatique a dit à l'AFP que l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, était *« en route pour Damas »*.
La Turquie, alliée des autorités syriennes, a, elle, *« salué favorablement »* l'opération de l'armée syrienne. Ankara, qui possède une frontière de plus de 900 kilomètres avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les forces kurdes.

The New York Times **Jan. 10, 2026**

Death Toll Grows as Nationwide Protests Rock Iran for a Third Night

Antigovernment unrest that began two weeks ago has intensified in recent days, as has violence.

Parisa, a 35-year-old Tehran resident, was on the streets marching with a large but peaceful crowd chanting, "Death to the dictator," on Friday night, when the scene suddenly turned deadly, she said in a series of voice messages from Iran's capital.

Four security agents swarmed a middle-aged man and his teenage son who had been standing at a corner, cheering on the crowd and joining in the anti-government chants. The officers opened fire, killing the father, said Parisa, who asked that her last name not be published out of fear of retribution.

The son screamed, his cries mingling with the crowd's, as some fled and others began cursing and throwing rocks at the security forces. Parisa said that she had noticed the man bending down to fix his shoe, adding that perhaps the security forces had believed he was reaching for a weapon. But she saw none.

"Everyone is scared, everyone is anxious, everyone is anticipating the violence to increase," Parisa said. "Today at work, all my colleagues were depressed, talking about the size of the guns and killings they have seen."

"But you know what?" she added. "Everyone still is going out to protest."

For a third night in a row, nationwide antigovernment protests rocked Iran, according to witnesses and videos verified by The New York Times, posted on BBC Persian and social media, even as the government intensified its crackdown and the military said it would take to the streets in response to the unrest.

In Heravi Square in Tehran, thousands of people marched through the streets, clapping rhythmically and chanting slogans against Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, videos verified by The Times showed. "You can't see the start and end of the crowd," shouted a protester moving the camera.

Videos and information from Saturday's protests were hard to obtain, trickling in only with hours of delay, as the government maintained the internet blackout it imposed Thursday and blocked calls from abroad. Iran's Telecommunication Ministry said in a statement that security officials had decided to shut down the internet because of the "situation unfolding in the country." But the death toll appeared to be rising.

Amnesty International and Human Rights Watch have not updated their casualty numbers since Thursday, when both were reporting 28 protest-related deaths. But two other rights groups focused on Iran, the Washington-based HRANA and the Norway-based Iran Human Rights, each said their tally was about 70 killed, among them minors and about 20 members of the security forces.

The Iran Human Rights group said that Rubina Aminian, a 23-year-old college student, died when she was shot in the head on Thursday after leaving her college campus and joining protests in Marivan, a Kurdish city in northwest Iran.

"The situation is extremely worrisome; this regime has always prioritized its survival over all else, and it will do so again, at the cost of people's lives," said Mahmood Amiry-Moghaddam, the director of Iran Human Rights.

An image taken from a social media post released on Friday showing demonstrators gathered in Tehran.UGC, via Associated Press

Mr. Amiry-Moghaddam also said his organization had received reports from doctors in Iran that hospitals were running out of blood and emergency rooms were overwhelmed with patients with serious injuries, including gunshot wounds and pellet-gun injuries to eyes.

Videos verified by The Times showed armed men firing weapons along empty streets in two Iranian cities over the last two days, in an apparent effort to intimidate residents and would-be protesters.

One video showed security forces firing long guns in Zahedan on Iran's eastern border with Pakistan and Afghanistan. Anti-government protests were reportedly held in there after Friday prayers. Security camera footage captured security forces walking along a main commercial street beside the city's Grand Mosque, firing shots into side streets after earlier firing tear gas at worshipers exiting the mosque.

Another video, also verified by The Times, showed a group of gunmen on motorcycles firing their weapons along a commercial street in the southern city of Kazerun on Saturday. An Iranian rights group reported on Thursday that security forces had opened fire to disperse a rally in Kazerun.

On Saturday, a crowd chanted "Freedom, Freedom, Freedom," in Persian and English under rainy skies in Kaj Square in the capital, a video on BBC Persian showed. They appeared undeterred by the stream of threatening remarks from senior government and judiciary officials throughout the day.

Mohammad Movahedi Azad, Iran's attorney general, said on Saturday that legal proceedings against rioters should be undertaken "without leniency, mercy or appeasement," according to Iranian media, and he warned that "all criminals involved" would be considered an "enemy of God," a charge that could carry the death penalty.



A still from video shared on social media on Friday that has been verified by The New York Times showing crowds around an open fire in Tehran, Iran's capital.UGC, via Agence France-Presse — Getty Images

President Trump, who had previously said that the United States would intervene militarily if Iran killed protesters, said in a post on social media on Saturday that "Iran is looking at FREEDOM, perhaps like never before. The USA stands ready to help."

He has been briefed in recent days on new options for military strikes in Iran, according to U.S. officials familiar with the matter.

Iran's armed forces said in a statement that they would begin taking to the streets to protect "strategic infrastructure and public property," because of widespread destruction and burning of public and government properties, according to footage on Iran's state television.

The protests, now in their second week, have included large-scale peaceful marches with a sometimes festive feel: crowds of men, women and families singing and chanting slogans. There have also been angry riots of mostly men blocking the roads with bonfires and setting ablaze municipal and government buildings, banks, mosques, and police stations, according to videos on Iran's state television, BBC Persian and social media.

Iranian state media said Farajollah Shooshtari, the deputy governor of security and politics in the province of Semnan and the son of a senior commander of the Revolutionary Guards, had been killed in the protests.

Tehran's mayor, Alireza Zakani, said in an interview with state television that "rioters" had attacked and burned mosques, hospitals, banks, headquarters of security forces, ambulances and fire fighting equipment.

"We were going to put down fires, and they were attacking our fire vehicles and trucks," Mr. Zakani said. "They wanted to create chaos in the city and project a false perception to our enemies."

Two videos reviewed by The Times showed what appeared to be dozens of bodies shrouded in black sheets or bags at a forensic clinic in the Kahrizak district south of Tehran. Relatives could be heard wailing in the videos as they identified the bodies of loved ones. It was unclear from the videos if the casualties resulted from violence at the protests in Tehran on Friday night.

On Saturday night, two residents of Tehran said many neighborhoods had power cuts and the lights in highways and major roads were turned off. The residents, who did not want their names published out of fear of retribution, said that machine gun-wielding Revolutionary Guards officers and paramilitary members holding handguns were roaming the streets in large numbers, stopping cars and passers-by.

The New York Times Jan. 10, 2026

Trump Is Briefed on Options for Striking Iran as Protests Continue

The president has said he will be “hitting them very hard” if Iranian leaders kill protesters amid widespread demonstrations calling for wholesale changes in the country.

President Trump has been briefed in recent days on new options for military strikes in Iran as he considers following through on his threat to attack the country for cracking down on protesters, according to multiple U.S. officials familiar with the matter.

Mr. Trump has not made a final decision, but the officials said he was seriously considering authorizing a strike in response to the Iranian regime’s efforts to suppress demonstrations set off by widespread economic grievances. The president has been presented with a range of options, including strikes on nonmilitary sites in Tehran, the people said, speaking on the condition of anonymity to discuss confidential conversations.

Asked about planning for potential strikes, the White House referred to Mr. Trump’s public comments and social media posts in recent days.

“Iran is looking at FREEDOM, perhaps like never before,” Mr. Trump wrote on social media on Saturday. “The USA stands ready to help!!!”

The demonstrations in Iran began in late December in response to a currency crisis, but they have since spread and grown in size as many Iranians have called for wholesale changes to the country’s authoritarian government. Iranian officials have threatened to crack down on the demonstrations, and dozens of protesters have been killed, according to human rights groups.



Demonstrators protested in Tehran on Thursday.UGS/Agence France-Presse — Getty Images

Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said on Friday that the government would “not back down” in the face of large-scale protests.

Mr. Trump has repeatedly threatened to use lethal force against the Iranian government for its efforts to suppress demonstrations, and on Friday, he said that Iran “is in big trouble.”

“I’ve made the statement very strongly that if they start killing people like they have in the past, we will get involved,” Mr. Trump told reporters on Friday, while meeting with oil executives. “We’ll be hitting them very hard where it hurts. And that doesn’t mean boots on the ground, but it means hitting them very, very hard where it hurts. So we don’t want that to happen.”

Secretary of State Marco Rubio spoke by phone on Saturday morning with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, according to three people with knowledge of the call. The two leaders discussed the protests in Iran, along with the situation in Syria and a peace deal in Gaza, the three people said.
Early on Saturday, Mr. Rubio wrote on a personal social media account that the United States “supports the brave people of Iran.”

Since Mr. Trump ordered the U.S. military to attack Venezuela on Jan. 3 and seize Nicolás Maduro, the country’s leader, and his wife, Cilia Flores, the administration has emphasized in numerous public statements that Mr. Trump is ready to take bold action in other contexts and to make good on his promises to carry out threats.

On Friday, the State Department posted a video with scenes of the nighttime attack on Venezuela on an official social media account, accompanied by the lines: “Do not play games with President Trump. When he says he’ll do something, he means it.”

Senior U.S. officials said on Saturday that at least some

of the options presented to Mr. Trump for the situation in Iran would be tied directly to elements of the country's security services that are using violence to put down the growing protests.

At the same time, though, U.S. officials said they had to be careful that any military strikes did not have the opposite effect — galvanizing the Iranian public to support the government — or trigger a set of retaliatory strikes that could threaten U.S. military and diplomatic personnel in the region.

A senior U.S military official said that commanders in the region would want more time before any potential attack to consolidate U.S. military positions and prepare defenses for any possible retaliatory strikes by Iran.

U.S. officials said any military action would have to balance how to fulfill Mr. Trump's promise to punish the government in Tehran if it cracked down on the protesters with not making the situation worse.

Mr. Trump is considering attacking Iran again little more than six months after he ordered strikes against three of its nuclear sites last June.

In that attack, which the military called Midnight Hammer, six B-2 bombers dropped 12 bunker-buster bombs on a mountain facility at Fordo, and Navy submarines fired 30 cruise missiles at the nuclear facilities in Natanz and Isfahan. One B-2 also dropped two bunker-buster bombs on Natanz.

Iran responded with missile barrages of its own, as well as offers to resume negotiations over its nuclear development program, which Iranian leaders say is purely for civilian use.

Late last month, Mr. Trump met with Mr. Netanyahu at Mar-a-Lago, his private club in Florida, and discussed Iran's nuclear and ballistic missile programs. Mr. Netanyahu has repeatedly said he would not allow Iran to continue building up either of those capabilities.

Mr. Trump told reporters after the meeting that he had heard Iran was "behaving badly" and that he would support Israeli strikes on the country if Iranian officials persisted in expanding the nuclear and missile programs.

Mr. Trump has ordered airstrikes across the globe since the start of his second term nearly a year ago. In addition to the attack on Iran in June and the one on Jan. 3 in Venezuela, the U.S. military has dropped bombs or fired missiles in Syria, Yemen, Somalia and Nigeria.

In his first term, in 2020, Mr. Trump ordered a drone strike in Baghdad, Iraq, that killed Maj. Gen. Qassim Suleimani, a commander of Iran's Quds Force, an elite unit inside the powerful Islamic Revolutionary Guard Corps.

The New York Times

Jan. 10, 2026

Inside Iran's Protests: How a Plunging Currency Set Off Wide Unrest

In a serious challenge to Iran's authoritarian government, angry protests have spread from the markets and universities of major cities to the impoverished towns in the hinterland.

Well before the latest wave of protests in Iran, Saeed, a tech entrepreneur in Tehran, was ready for them.

For months, it felt as if he and his country were in free-fall. He had spent many sleepless nights since Israeli forces battered Iran's nuclear facilities in June agonizing over his family's future and whether more war was inevitable. A deepening economic crisis forced him to lay off his employees. All the while, Iran's plummeting currency was evaporating his savings.

"I made my decision to join before these protests even took place," said Saeed, who asked to withhold his full name, fearing retribution from the authorities.

"I am tired and exhausted by the fools and idiots that get to govern us," he said. "I am tired of their theft, corruption and injustice."

On Dec. 28, the Iranian rial plunged to an all-time low against the U.S. dollar, and unleashed the wave of anger Saeed had been expecting. Within hours, shopkeepers in Tehran's bazaars — the historic heart of Iran's economy — organized a strike and took to the streets.

Social media videos verified by The New York Times from Dec. 28 showed shopkeepers and merchants chanting in Charsou Mall in Tehran and marching out onto the street.

Over nearly two weeks, protests have spread from the markets and universities of major cities to the impoverished towns in Iran's hinterland, killing dozens, according to rights groups. The protests come at a precarious moment for Iran's authoritarian government. Already weakened by its international foes, it now faces domestic unrest drawing an ever broader spectrum of the population.

Over more than a decade — in 2009, 2019, 2021 and 2022 — Iranians have taken to the streets against their theocratic rulers. In all those movements, security forces prevailed with brutal crackdowns.

Yet each of the 10 protesters interviewed by The New York Times by phone — all of whom requested to withhold surnames for their safety — said these protests felt far more dangerous to the Islamic Republic.

"We can see from the news and from some government reactions that this regime is terrified to its bones," said Sahar, 33, a protester in Tehran.

Domestically, the widespread demonstrations of 2022, known as the "Women, Life, Freedom" movement, rebelled against social repression, like the mandatory hijab, but they barely mobilized poorer, conservative Iranians. Today's protests, spurred by economic pain, brought the poor and middle class alike to the streets.

Beyond its borders, Iran — once the linchpin of a powerful network of anti-Western forces — has seen its regional power rapidly diminish over the past two years, as Israel decimated its regional allies, Hezbollah and Hamas.

In late 2024, rebels toppled President Bashar al-Assad of Syria, one of Iran's most important partners. And last June, Israel launched a 12-day war, briefly joined by U.S. warplanes, that killed top security officials, battered nuclear facilities and degraded military infrastructure.

With nuclear negotiations at an impasse, sanctions reimposed by both the United States and Europe have sunk Iran's economy to new lows.

The pressure was compounded by decades of financial mismanagement and the rise of a corrupt elite, economists say, fueling a growing wealth disparity.

Iranian authorities have struggled to find a cohesive response, oscillating between expressions of sympathy for economic grievances with vows to deal harshly with "rioters" they accuse of aligning with "foreign enemies."

Despite heavy losses during the June war, Iranian authorities still have an enormous, largely intact security apparatus. But they must choose how to respond, knowing that Israel and the United States, which have expressed support for the protests, could try to intervene.

"Everyone should know that the Islamic Republic came to power through the blood of several hundred thousand honorable people," the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said in a speech on Friday. "In the face of those who engage in destruction, the Islamic Republic will not back down."

A Weakening Economy

The Dec. 28 currency crash enraged shopkeepers, who were already reeling from months of currency depreciations that kept prices changing daily.

Over the past decade, inflation has lingered above 40 percent.

"People's income is a third to a fourth of what it was," said Mahdi Ghodsi, an economist with the Center for Middle East and Global Order.

That the protests started with bazaar merchants added momentum symbolically — they initiated the protests that led to Iran's 1979 revolution — but also practically, said Esfandyar Batmanghelidj, the head of the economic think tank the Bourse and Bazaar Foundation.

Video

Protesters gathered on the streets of Tehran as the demonstrations grew beyond just the shopkeepers and merchants.

"In order to organize a protest, you need to be networked, and you need to be able to afford to partake in protests," he said. "This is what makes bazaaris different from other social groups. They can all agree to shut their shops and take to the streets."

Instagram accounts of merchants who previously stuck to advertising their wares, like "mom jeans" and leather jackets, began posting images of the labyrinthine market's empty alleyways and protesters swarming thoroughfares.

"We all want to make money. But that is not possible anymore with these prices. We feel ashamed to tell customers the new prices," one clothing vendor wrote on the second day of protests.

A few days later, he posted a video of shuttered shops overlaid with the words, "Freedom for Iran."

The protests quickly broadened into still bolder demands: "Death to the dictator," protesters chanted. "Death to Khamenei."

Some chants even began calling for the return of the Pahlavis — the royal family Iranians deposed in 1979.

The extent of monarchist sympathies, or even the size of these protests, is hard to ascertain. It is difficult for foreign journalists to enter the country. And inside Iran, residents are grappling with internet blackouts and fierce censorship while being inundated with manipulated videos and disinformation campaigns.

Videos verified by The Times indicate protests growing across the country over the past week. A video from Yasuj, in the south of Iran, shows protesters being dispersed with tear gas through a busy road.

And in the northeastern city of Mashhad, a video from Jan. 6 shows protesters marching down a busy street. Similar scenes played out in Bojnord, a city close to the northern border with Turkmenistan, the next day.

A Muddled Regime Response

As merchants shuttered Iranian marketplaces, students launched protests on university campuses.

Verified footage posted online showed protesters and the authorities clashing in Shiraz, a city in southern Iran.

At Shiraz University in southwest Iran, students planned for protests by communicating in code in chat groups previously used to discuss class work, according to three students who would not give their names for fear of retribution.

On the first evening, one student said, the campus protesters burned a flag of the Islamic Republic.

University officials locked the dormitory gates the next night to try to prevent students from joining protests, but many simply climbed the back fence and demonstrated again, the students said.

By the third night, security forces arrived, seeking dialogue over potential government reforms, the students told The Times in an interview.

The youths refused, the students said — they were not looking for rehabilitation. They wanted the government to fall.

After that, security forces began using batons, pepper spray and stones, two students said. The students kept protesting anyway.

From the start of the protests, Iran's president, Masoud Pezeshkian, tried to react quickly and with empathy. He replaced the central bank governor, and publicly acknowledged the economic pain protesters were feeling.

He also ordered a monthly payment for Iranians roughly equivalent to $7 — still a far cry from the drastic changes economists say are needed.

"If people are dissatisfied, we are to blame," Mr. Pezeshkian said last week during a visit to southwestern Iran, according to the state-run IRNA news agency. "Do not look for America or anyone else to blame."

But then, the Trump administration launched a stunning operation to seize Venezuela's president, Nicolás Maduro.

After the capture, President Trump doubled down on threats against the government: "If they start killing people like they have in the past, I think they're going to get hit very hard by the United States."

Yet Mr. Khamenei remained defiant. Warning against foreign meddling, he insisted that "rioters must be put in their place."

Protests Turn Deadly

Around the country, the crackdowns became more violent.

In the town of Shahrekord, near the historic city of Isfahan, a video verified by The Times showed protesters screaming as the police sprayed a young woman down with a water hose.

Despite the risks, several protesters interviewed by The Times described demonstrators as increasingly emboldened.

"People have become much braver than in previous protests," said Saeed, the tech entrepreneur. "They are using any tool and location at their disposal and available to them."

On a street in Shiraz, videos verified by The Times showed the police assaulting and beating a man on the ground. When protesters threw projectiles at the police, officers moved toward them on motorcycles. Moments later, a protester doused one officer with gasoline and set him alight.

The economic suffering has particularly fueled unrest in rural provinces and border areas, home to impoverished communities and marginalized ethnic minorities.

On Jan. 3, security forces in the western border province of Ilam shot at protesters trying to approach a government building, according to two Kurdish rights groups. The rights groups' death toll ranged from three to five.

"Either we die, or we get out of these terrible conditions we are living under," said Ali, 40, a protester. "There is no way these protests calm down. There is no way, this time, that they can stop us."

Iran's state media also reported deaths at the protests, without offering any explanation, but said some demonstrators were armed. And since then, the semiofficial news agency Fars reported two police officers killed by gunmen in another area, the southwestern town of Lordegan.

Ali and another protester in Ilam who spoke to The Times said there were dead and wounded on both sides.

A day after the violence in Ilam, the demonstrators said, security forces stormed a hospital where protesters had sought treatment.

Security forces stormed into a hospital on Sunday in Ilam, Iran.

In one video from the hospital, verified by The Times, men dressed in riot gear gathered outside as a woman shouted to them, "Security forces, support us!" Instead, they burst through the glass doors as she screamed.

The hospital images outraged Iranians and seemed to mark a turning point. The next night, protesters poured onto Ilam's streets. Videos from one town in the province, Abdanan, showed crowds streaming onto a main thoroughfare as security forces on rooftops looked on above, unable or unwilling to respond.

That hesitant reaction is something several protesters across the country said they had noticed as protests began gathering steam.

"Security and law enforcement people are facing the same economic issues and high prices, themselves," said Sahar, the Tehran protester. "They are not fighting back wholeheartedly."

On Thursday, the government imposed a sweeping internet blackout, and the protests took a deadlier turn.

On Friday, Tehran's prosecutor announced that "terrorists" involved in the unrest could be sentenced to death, and a statement from Iran's Supreme National Security Council vowed to "show no leniency whatsoever toward saboteurs."

Such warnings may hang heavy over many Iranians, wary of upheaval that could destroy their public institutions, said Mr. Batmanghelidj, the economist. Iranians are keenly aware of the relative stability that has set their country apart from so many of its neighbors that have been devastated by uprisings and civil war.

"They are faced with this daunting question," he said. "Can you have a revolution without burning it all down?'

Protests escalated across Iran into a second week, as thousands of demonstrators chanting antigovernment slogans took to the streets.

Le Monde

11 janvier 2026

En Syrie, les forces kurdes ont accepté de quitter Alep

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont annoncé, dimanche, le départ de leurs combattants des quartiers d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud, dont ils avaient pris le contrôle. Samedi, les autorités syriennes avaient affirmé avoir constaté la reddition des FDS.

Après plusieurs jours de combats meurtriers avec les forces gouvernementales, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes, ont accepté, dimanche 11 janvier, de quitter Alep, dans le nord du pays. *« Nous sommes parvenus à un accord qui a conduit à un cessez-le-feu et permis l'évacuation des martyrs, des blessés, des civils pris au piège et des combattants des quartiers d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud vers le nord et l'est de la Syrie »*, ont écrit les FDS dans un communiqué.

L'agence officielle syrienne SANA a confirmé que *« les bus transportant le dernier groupe de membres de l'organisation SDF ont quitté le quartier de Cheikh-Maqsoud à Alep, en direction du nord-est de la Syrie »*.

Samedi, les autorités syriennes avaient annoncé la reddition des combattants kurdes retranchés dans un quartier d'Alep, et leur évacuation vers la zone autonome kurde dans le Nord-Est. Des allégations dénoncées comme *« totalement fausses »* par les forces kurdes.

Les Etats-Unis avaient alors appelé les deux parties à renouer le dialogue. A Damas, l'émissaire américain Tom Barrack a lancé un appel à la *« retenue »* et à la fin des hostilités après avoir rencontré le président, Ahmed Al-Charaa. L'Union européenne a également *« exhorté toutes les parties* (…) *à reprendre urgemment le dialogue politique »*, appelant à la *« fin des hostilités dans et autour d'Alep »*.



Des bus évacuent du quartier de Cheikh-Maqsoud, à Alep, des combattants de Forces démocratiques syriennes, selon la télévision syrienne, le 10 janvier 2026. OMAR HAJ KADOUR / AFP

Au moins 21 morts

Les affrontements, les plus violents à Alep depuis la chute de Bachar Al-Assad en décembre 2024, ont fait au moins 21 morts parmi les civils depuis mardi, et provoqué le déplacement d'environ 155 000 personnes, selon les données officielles. Ils ont fragilisé encore plus un accord conclu en mars entre les deux parties pour intégrer les institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde au sein de l'Etat, qui n'a pas encore été appliqué.

Après avoir déjà pris le contrôle d'Achrafieh, l'autre quartier tenu par les Kurdes, l'armée syrienne avait fait savoir, samedi, la fin de ses opérations à Cheikh-Maqsoud. Des combattants kurdes, *« qui ont annoncé se rendre, ont été transférés par car, sous la supervision du ministère de l'intérieur »*, vers la zone autonome kurde, avait annoncé la télévision d'Etat.

Les forces syriennes ont évacué plus de 400 combattants kurdes du dernier quartier d'Alep, dans le nord de la Syrie, vers la zone autonome kurde, et arrêté 300 autres Kurdes, a indiqué un responsable du ministère de l'intérieur dimanche à l'Agence France-Presse, ayant requi l'anonymat. Selon lui, 419 combattants kurdes dont 59 blessés ont été évacués du quartier où ils étaient retranchés et 300 autres Kurdes, dont des membres des forces de sécurité kurdes, ont été arrêtés. Un correspondant de l'AFP a vu dans la nuit des cars transportant des hommes quitter le quartier de Cheikh Maqsoud sous escorte des forces gouvernementales.

Crainte d'une escalade régionale

Prises au piège pendant des jours, des familles hagardes

ont enfin pu quitter le lieu des combats, a constaté le journaliste de l'AFP. Des hommes portent leurs enfants sur le dos, des femmes et des enfants pleurent. Mais plusieurs dizaines de jeunes gens sont mis à l'écart par les forces de sécurité, qui les forcent à s'asseoir par terre, tête baissée, sous leur garde, avant de les embarquer dans des cars, selon le correspondant.
Les combats avaient débuté mardi à Alep où les deux camps s'accusaient mutuellement d'en être à l'origine. Le gouvernement syrien, qui se dit déterminé à asseoir son autorité sur l'ensemble d'Alep, avait appelé, vendredi, les forces kurdes à quitter la ville. Mais les combattants retranchés à Cheikh-Maqsoud avaient alors refusé toute reddition.

Les FDS, qui ont été le fer de lance de la lutte contre les djihadistes du groupe Etat islamique en Syrie, sont soutenues par Washington qui appuie également Ahmed Al-Charaa. Les combats ont fait craindre une escalade régionale, la Turquie voisine se disant prête à intervenir aux côtés des autorités syriennes, et Israël prenant la défense des Kurdes.

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, le pouvoir islamiste s'est engagé à protéger les minorités. Mais les combats d'Alep sont le troisième épisode de violences avec des minorités, après des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des combats avec les Druzes dans le Sud en juillet. Les Kurdes, qui ont tiré profit du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, y compris des champs pétroliers et gaziers, réclament notamment un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette Damas.

Jan.11,2026

Erbil cancels Syrian products fair following Aleppo violence

ERBIL, Kurdistan Region - Erbil governor announced on Sunday that they have cancelled a planned exhibition of Syrian products scheduled for later this month, citing the deteriorating security situation in Syria following deadly attacks on Kurdish-majority neighborhoods in Aleppo.

Governor Omed Xoshnaw told Rudaw on Sunday that the fair, which was scheduled to open on January 26 at the Erbil International Fairground, «will not be held.»

The decision comes days after the Syrian Arab Army launched attacks on the predominantly Kurdish neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood in Aleppo on Tuesday, resulting in dozens of deaths and injuries and forcing tens of thousands of residents to flee. The areas fell under the control of the army and affiliated jihadists following six days of resistance by Kurdish forces (locally known as "Asayish").
Xoshnaw said the latest developments in Syria were the decisive factor behind the cancellation. "This is not the first time,» he said, noting that on a previous occasion, they «suspended the exhibition because the Kurdistan flag was not displayed [on its promotional social media post], which they later corrected. However, this time, due to the events in Syria, the opening of the exhibition will not be permitted under any circumstances.»

The exhibition had been promoted by the Damascus› fair affairs body, which on December 30, published an advertisement on its Facebook page inviting the public to attend what it described as the "largest exhibition of Syrian products." The promotional image showed the Erbil Citadel draped with large Iraqi and Syrian flags, but it did not include the Kurdistan flag or the name of the Kurdistan Region.

The absence of the Kurdish flag in the ad sparked anger among Kurdish officials in Erbil. Governor Xoshnaw and Mohammed Shukri, chairman of the Kurdistan Region Investment Board, warned that the event would not be allowed to proceed unless the Kurdistan flag was included in the promotional post.

Shortly after Rudaw's report on the issue, Syria's fair affairs body deleted the original post and later reshared a revised image that included the Kurdistan flag placed between the Iraqi and Syrian flags. Syrian authorities did not explain why the flag and the Kurdistan Region's name were initially omitted.

The New York Times Jan. 11, 2026

U-Haul Truck Drives Into Crowd of Iran Protesters in Los Angeles

The city is home to a large Iranian American community, and protests against the Iranian government drew thousands on Sunday.

On Sunday afternoon, a man in a U-Haul truck drove through a group of people in Los Angeles marching in support of the antigovernment demonstrations occurring in Iran.

The police detained the driver of the vehicle, which hit one person, who did not suffer significant injuries, Capt. J. Michael Bland, a spokesman for the Los Angeles Police Department, said in a statement. Several thousand people had gathered for the protest in the Westwood neighborhood of Los Angeles, the Police Department said.

Videos shared with The New York Times by a person at the protest, as well as videos posted on social media, show the truck making its way through a packed crowd of people holding Iranian flags and signs that said “Justice For Iran.” The truck, periodically accelerating and pausing, had its own signs that seemed to discourage potential American involvement in Iran’s political crisis.

Some in the crowd screamed at the vehicle. Videos posted on social media show protesters breaking a window of the truck.

After the truck stopped, police officers detained the driver. Some in the crowd continued to punch him in the face and attack him as officers took him away.



A man in a U-Haul truck drove into a group of people in Los Angeles protesting against Iran’s government on Sunday.Jonathan Alcorn/Agence France-Presse — Getty Images

No formal arrests had been made as of Sunday evening, but the driver remained in police custody pending further investigation. It was unclear whether the driver was intentionally seeking to harm the crowd or struggling to move his vehicle through it.

The west side of Los Angeles, including the Westwood neighborhood, is home to the largest Iranian community outside Iran, and the relationship between the United States and Iran is a fraught issue there. Of an estimated 400,000 Iranian-born immigrants living in the United States, more than a third live in the Los Angeles region.

The demonstrations in Iran began about two weeks ago, following a protest over economic grievances when the country’s currency plunged. These protests have since grown. Human rights monitors say 200 people may have been killed, and the government has blocked internet and phone communications. The protests are one of the gravest challenges to authorities since the Iranian Revolution nearly 50 years ago.

President Trump said Sunday that the United States government was considering interceding in the Iran crisis and was reviewing options, including military ones.

Roozbeh Farahanipour, one of the leaders of the 1999 student uprisings in Iran, said that he saw the truck go through a crowd of people at around 3:30 p.m. He said that many had gathered peacefully to denounce the current Iranian government.

“Everyone is standing heart-to-heart because they want to bring the regime down,” said Mr. Farahanipour, a restaurant owner and the chief executive of the West Los Angeles Chamber of Commerce. “That’s scary for the regime. They have not seen this kind of unity and participation from the people.”

Le Monde

11 janvier 2026

Iran : à Paris, plus de deux mille personnes se sont rassemblées en soutien au fils de l'ancien chah, Reza Pahlavi

Le mouvement de contestation en Iran a gagné de nombreuses autres villes, des Iraniens réclamant désormais ouvertement la fin de la République islamique proclamée en 1979. L'ONG Iran Human Rights confirme, depuis le début des manifestations, la mort d'au moins 192 manifestants.

Plus de deux mille personnes ont manifesté, dimanche 11 janvier, à Paris à l'appel des partisans du fils de l'ancien chah d'Iran et figure de l'opposition iranienne en exil aux Etats-Unis, Reza Pahlavi, pour soutenir le mouvement de contestation en cours en Iran, aux cris de *« Non à la république islamiste terroriste »*.



Une manifestation de soutien aux rassemblements de masse en Iran, à Paris, le 11 janvier 2026. KIRAN RIDLEY, KIRAN RIDLEY/AFP

Les manifestants, de toutes générations dont de nombreux jeunes, ont marché sous des drapeaux de l'ancien régime impérial iranien mais aussi sous des drapeaux israéliens, sans pouvoir approcher de l'ambassade d'Iran à Paris en raison d'une décision de la préfecture de Paris. *« Fermez l'ambassade des mollahs, fabrique de terroristes »*, scandaient-ils.

Reza Pahlavi a déclaré dimanche sur la chaîne américaine Fox News qu'il était *« prêt à retourner en Iran dès que possible »* afin de *« mener* [la] *transition* (…) *pour que les citoyens puissent élire librement leurs dirigeants et décider de leur propre avenir »*.

Le mouvement de contestation en Iran, déclenché à Téhéran le 28 décembre par des commerçants devant la cherté de la vie et la dépréciation de la monnaie, a gagné de nombreuses autres villes, des Iraniens réclamant désormais ouvertement la fin de la République islamique proclamée en 1979.

Les *« émeutiers »* ne devraient pas être autorisés à semer le trouble dans la société iranienne, a déclaré dimanche le président Massoud Pezeshkian, dans sa première prise de parole depuis l'intensification, ces derniers jours, de la contestation.

L'ONG Iran Human Rights a dit avoir confirmé, depuis le début des manifestations, *« la mort d'au moins 192 manifestants »*, soit plus du double du nombre de 51 morts donné vendredi. Elle a averti que le bilan pourrait être bien plus élevé, vu le peu d'informations filtrant de la situation dans le pays.

The New York Times Jan. 11, 2026

Deposed Shah's Son Hopes Trump Will Put Iran Regime 'Down for Good'

Reza Pahlavi, once the crown prince of Iran, says protesters there have been emboldened by President Trump suggesting that he could take military action.

Reza Pahlavi, the son of Iran's deposed shah and a figure of Iran's opposition in exile, said he supported U.S. intervention to support a mass protest movement against Iran's theocratic rulers and issued a direct plea to President Trump to get involved.

Mass protesters have been emboldened by Mr. Trump's warnings that he could strike the Iranian government if peaceful protesters were killed, Mr. Pahlavi said in an interview on the Fox News program "Sunday Morning Futures." Several Iranian rights groups on Sunday said the death toll, after two weeks of protests, had reached the hundreds.



Demonstrators in Austria displayed images of Reza Pahlavi during a rally on Sunday in support of nationwide protests in Iran.Joe Klamar/Agence France-Presse — Getty Images

Addressing Mr. Trump directly, Mr. Pahlavi said: "They know that you're not going to throw them under the bus, as has happened before. This is why they are empowered — by the hope that you have their back."

Born in Tehran in 1960 and once Iran's crown prince, Mr. Pahlavi has lived in exile since the 1979 revolution that ousted his father, Shah Mohammed Reza Pahlavi, and ushered in the rule of the Islamic Republic, which is currently headed by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Asked directly during the interview by Maria Bartiromo whether he wanted U.S. forces to "take out Khamenei," Mr. Pahlavi said "the people of Iran have responded and reacted positively to a promise of intervention."
He added, "We need to cut the snake's head off for good so it can no longer be a threat to Iranian interests, to American interests, to regional interests. And the only solution is to make sure this regime goes down for good and the Iranian people can liberate themselves."

Mr. Pahlavi, 65, has long been a divisive figure among Iran's opposition, many of whom disdained the idea of restoring a monarchy that Iranians ousted because of its repressive rule. But he appears to have gained a base of support inside Iran in recent years, according to some analysts.

A plunge in the value of Iran's currency on Dec. 28 incited the current protests, which quickly grew into broader calls for the ouster of Mr. Khamenei. Many protesters have also begun voicing support for the Pahlavis, with chants of "long live the shah."

On Thursday, Mr. Pahlavi and members of several activist groups issued calls for mass protests, helping accelerate the movement. Huge crowds have taken to the streets of large metropolises and marginalized rural provinces alike.

Since the U.S. operation to capture Venezuela's president, Nicolás Maduro, Mr. Trump has indicated several times that he was considering striking Iran's leadership. Several U.S. officials told The New York Times on Saturday that the president had been briefed on options for military strikes.

Whether Iranians will be further emboldened by Mr. Pahlavi's calls for U.S. intervention remains to be seen. When Israel launched a 12-day war on Iran over the summer, briefly joined by U.S. warplanes, many Iranians expressed disdain for foreign intervention and did not turn against the government.

Le Monde

Hélène Sallon
12 janvier 2026

A Alep, en Syrie, le pouvoir reprend les quartiers kurdes

ReportageAprès cinq jours de combats avec les forces gouvernementales, les combattants kurdes ont évacué le quartier de Cheikh-Masqoud où ils étaient retranchés. Leur repli vers le nord-est syrien offre une victoire politique au président Ahmed Al-Charaa qui consolide ainsi son pouvoir et sa réputation auprès des radicaux qui le menacent en interne.



PHILÉMON BARBIER / COLLECTIF HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Autour de l'hôpital Khaled Fajr, au coeur de Cheikh-Maqsoud, les traces des combats sont encore visibles. Des chars démolis, des débris de béton et de ferraille, des grenades et des roquettes gisent dans le quartier à majorité kurde d'Alep. Ici, les combats ont opposé pendant cinq jour, jusque samedi 10 janvier au soir, les forces de sécurité de la métropole du nord de la Syrie aux combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) qui s'étaient retranchés dans ce secteur. *« C'est interdit d'entrer,* dit un membre de la sûreté générale, qui sécurise le quartier avec la police militaire. *Les FDS ont tout miné, les portes et les fenêtres, des jouets d'enfants et même des Coran. »*

Terrée dans son appartement à quelques rues de là, Fatma Hussein a vécu au bruit des bombardements, avec son mari et leurs quatre enfants. *« J'ai accepté mon destin. Je ne voulais pas fuir. Il y a eu beaucoup de combats dans notre rue. Les bombardements pleuvaient comme la pluie. Un char des forces gouvernementales a été détruit ici,* pointe la femme kurde de 42 ans. *Les Asayiches* [les forces de sécurité intérieure kurdes] *se sont dispersées au sein de la population. Elles avaient mis des snipers dans la rue. »* Son oncle, Ramadan Hamza, affirme qu'elles ont tenté d'empêcher les civils de fuir le quartier.

Lorsqu'elle est sortie pour la première fois de chez elle, dimanche, après la déclaration de victoire des autorités de Damas, Fatma Hussein a vu des cadavres dans la rue. *« Des cadavres de civils jonchaient les rues. Les combattants, on ne les a pas vus. Des familles sont encore portées disparues »*, dit la Syrienne. Elle assure ne pas être inquiète par la reprise en mains du quartier par les forces gouvernementales. *« On veut vivre en paix et en sécurité dans une Syrie unie. Ceux qui craignent Dieu et nous traiteront comme des citoyens à part entière, je veux bien leur faire confiance. Ils ont même promis que les personnes affiliées aux FDS, qui déposeraient les armes et consentiraient à une réconciliation pourront retourner à la vie civile »*, dit-elle.

Défaite sans appel des forces kurdes

Les autorités syriennes se félicitent d'avoir infligé une défaite cinglante aux forces kurdes, sans répéter les erreurs des offensives contre l'insurrection alaouite, sur la côte, en mars 2025, et contre les milices druzes de Souweïda, en juillet, qui avaient tourné au massacre. Des couloirs humanitaires ont permis d'évacuer un tiers des 460 000 habitants. Les frappes ont été ciblées. Au moins 24 personnes ont été tuées et 129 blessées. Le déploiement rapide de la police militaire a limité les pillages. Les pertes dans les rangs des forces gouvernementales sont cependant nombreuses, reconnaît une source militaire qui a requis l'anonymat.

L'opération a été menée par les militaires proches du président Ahmed Al-Charaa, ceux-là mêmes qui avaient pris Alep en décembre 2024 des mains du régime Al-Assad. Les factions proturques, responsables de massacres contre des Kurdes à Afrine, en 2016-2017, et sur la côte, en mars, ont été rapidement écartées au profit de trois divisions issues des rangs de Hayat Tahrir Al-Cham, l'ancien groupe rebelle de M. Al-Charaa. Leur coordination sur le terrain et avec les drones de l'armée turque suggère que l'opération a été préparée de longue date. Damas l'a déclenchée après l'échec du dernier round de négociations avec le chef des FDS, Mazloum Abdi, le 4 janvier.

Dimanche, le général Abdi a annoncé un accord de cessez-le-feu, scellé sous médiation internationale, pour évacuer les combattants des FDS et leurs familles, ainsi que les victimes, vers le Nord-Est syrien. *« Nous avons transporté 350 combattants et certaines de leurs familles vers le Nord-Est syrien. Nous ac-*

cueillons avec plaisir le retour des familles qui ont dû fuir leurs quartiers sous l'autorité de l'Etat syrien, unifié », a confirmé au *Monde*, dimanche soir, Mohamed Shbib de la cellule de communication de la direction de la sécurité intérieure. Des ambulances ont évacué les morts et les blessés. Un responsable du ministère de l'intérieur a indiqué à l'Agence-France Presse que 300 autres kurdes, dont des combattants, ont été arrêtés.

L'Etat syrien a repris le contrôle de l'enclave kurde. Les téléphones des responsables des Asayiches et du Conseil local ne répondent plus. *« Le gouverneur d'Alep, Azzam Gharib, et la ministre des affaires sociales et du travail, Hind Kabawat, ont donné ordre à toutes les institutions – électricité, eau, ramassage des ordures, défense civile… – de préparer leur retour dans les deux quartiers. Les services de la ville ne pouvaient pas y travailler jusqu'à présent »*, indique au *Monde* Mohamed Manafikhi, le vice-gouverneur d'Alep. Dans le centre de déplacés ouvert par le gouvernorat dans la mosquée Hudhayfah Ibn Al-Yaman, il promet aux déplacés qu'ils rentreront chez eux, lundi ou mardi.

Cette mosquée du quartier de Bustan Al-Qasr, ainsi que le bâtiment du gouvernorat d'Alep, ont été les cibles, samedi, de bombardements au drone piégé. Malgré ce dernier coup de pression des forces kurdes, la défaite est, pour elles, sans appel. La bataille a mis en lumière les divergences au sein de l'appareil de direction des FDS. *« On voit se déliter le commandement kurde, entre les durs du PKK et les FDS proches de Mazloum Abdi. Ce dernier ordonnait le retrait, les autres ne l'ont pas écouté. Cela explique l'effondrement des défenses kurdes »*, analyse un bon connaisseur du dossier. Selon des soldats sur le terrain, des combattants ayant refusé de se rendre étaient encore traqués, dimanche, dans les tunnels construits sous Cheikh-Maqsoud.

« On vivait dans deux mondes parallèles »

Dans le quartier d'Achrafieh, où vit une importante population arabe, les combats n'ont pas été aussi intenses. La défection de la tribu arabe Al-Baggara des rangs des FDS y a contribué. Le quartier revient lentement à la vie. Des familles rentrent, chargées de sacs. Les magasins rouvrent, à l'exception de ceux tenus par des familles proches des autorités kurdes. Près de l'hôpital Al-Shifa, dont les fenêtres ont été murées de sacs de sable par les combattants kurdes retranchés, Yasser Al-Ahmed déblaie les gravats devant sa boutique de chaussures. Les vitres ont été soufflées par des explosions d'obus.

« On a vécu la souffrance et la terreur sous les obus de mortier et les tireurs embusqués des FDS. On est content que tout soit terminé », dit le marchand de 50 ans. Il s'est terré, avec sa famille, dans leur appartement du quartier mitoyen de Siryan, à majorité chrétienne. *« Le gouvernement a fait de son mieux pour protéger les gens durant la bataille et maintenant, il nous laisse aller et venir. Avant, les forces kurdes arrêtaient les gens si elles trouvaient des photos pro-gouvernement dans votre portable et volaient les maisons. On avait peur d'aller à Cheikh-Maqsoud car elles y avaient une prison »*, affirme son beau-frère, Yasser Mohamed.

« On vivait dans deux mondes parallèles. Leur présence nous a apporté un grand désespoir et la misère économique », ajoute l'homme de 38 ans. Le pharmacien d'à côté, un vieil homme de 76 ans, prie pour que soit enfin tournée la page de quatorze ans de guerre civile. *« Les Kurdes sont nos frères mais, si chacun parmi nous veut créer son Etat, ça ne va pas fonctionner. Ce sont les gens de Qandil* [les montagnes du Kurdistan irakien où est réfugiée la direction du PKK] *qui ont imposé leurs vues. Depuis la guerre civile, Alep était divisée. Pour la première fois, on est à nouveau réunis avec le reste de la ville »*, salue le septuagénaire.

A Damas, l'homme fort de la Syrie, Ahmed Al-Charaa, a reçu un même message des Etats-Unis, de la France et de l'Arabie saoudite, surpris par la bataille d'Alep. La victoire sur l'enclave kurde consolide son pouvoir et sa réputation auprès des radicaux qui le menacent en interne, **mais la guerre avec les FDS doit s'arrêter**. Les tensions s'amplifient sur la ligne de front avec les forces kurdes au barrage de Tichrine et à Deir Hafer, dans l'est de la province d'Alep, mais de nouvelles négociations sont envisagées la semaine prochaine.

RÛDAW

Jan.12, 2026

Six killed, four amputated by landmines in Erbil last year: Mine agency

ERBIL, Kurdistan Region - Landmines and unexploded ordnance killed six people and left four others amputated in Erbil province during 2025, a mine clearance official said on Monday.

"Last year, 10 civilians fell victim to landmines. Six lost their lives, while four others suffered amputations," Ali Abdulrehman, director of the Kurdistan Region's Mine Action Agency (IKMAA) in Erbil, told a press conference.

Abdulrehman said that more than 800,799 square meters of land were cleared of landmines in Erbil province and the Soran independent administration over the past year. During the same period, IKMAA teams detected and destroyed 1,616 anti-personnel mines, two anti-tank mines, and 23,163 pieces of unexploded ordnance.

A total of 11 minefields were fully cleared in Erbil, with the lands subsequently handed

back to their owners, he added.

Despite these efforts, 283 minefields in the province remain uncleared.

“A plan has been prepared to remove these mines in the future,” Abdulrehman said.

The Kurdistan Region’s rugged and mountainous terrain continues to harbor landmines dating back to the eight-year Iran-Iraq War (1980–1988).

More recent conflicts - particularly fighting between Turkey and the Kurdistan Workers’ Party (PKK) along the Kurdistan Region’s borders - have also left behind explosive remnants of war, with some minefields located just a few hundred meters from residential villages.

The Iraqi Directorate for Mine Action (DMA) and IKMAA are currently cooperating under a memorandum of understanding signed in 2024, which outlines mutual technical support through 2028.

Iraq and the Kurdistan Region continue to grapple with the deadly legacy of landmines and unexploded ordnance left behind by decades of conflict, including the Iran-Iraq War, the 1991 Gulf War, the 2003 US-led invasion, and the Islamic State’s (ISIS) control over large parts of the country between 2014 and 2017.

LA CROIX **12 janvier 2026**

Les civils et soldats kurdes d’Alep contraints de « tout abandonner »

Les soldats kurdes ont été délogés des deux quartiers qu’ils tenaient à Alep, après plusieurs jours de combats meurtriers avec les forces gouvernementales qui ont provoqué le déplacement de quelque 155 000 civils, de source officielle.

En six jours, les quartiers kurdes de Cheikh Maqsoud et d’Achrafieh, dans le nord d’Alep, se sont vidés de leurs habitants, poussés sur les routes par de violents affrontements opposant les forces gouvernementales syriennes aux Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition armée dominée par les milices kurdes.

Cheikh Maqsoud et Achrafieh étaient les derniers quartiers de cette grande ville du nord de la Syrie à conserver une organisation sécuritaire autonome, héritée de la guerre civile. Une exception désormais révolue : les combattants ont rendu les armes ce dimanche (lire les repères), et l’État central contrôle désormais la ville, au prix d’un exode de la population.
« On a quitté nos maisons à pied, en abandonnant tout », raconte Abdulhakim Moho, originaire de Cheikh Maqsoud, arrivé au district d’Afrin, autre zone à majorité kurde à 50 km d’Alep, jeudi 8 janvier au matin. La veille, les autorités avaient accordé quelques heures aux civils pour fuir, à travers deux « couloirs humanitaires ». En tout,ils seraient 155 000 à avoir ainsi pris la fuite, selon les chiffres officiels.

Tous évoquent des combats d’une violence extrême qui ont débordé dans l’ensemble des quartiers du nord-ouest, touchant même les souks de la vieille ville. « Des bombardements contre des écoles, des hôpitaux… Nous étions terrorisés. Mes voisins sont morts devant mes yeux », témoigne Mohammed Ahmed, 52 ans, arrivé avec huit autres membres de sa famille à Afrin.

Plus de 25 000 familles seraient arrivées dans cette ville du nord-est, selon des chiffres recueillis sur place – un afflux considérable dans une région éprouvée par d’autres vagues de déplacements. Certains y ont été accueillis par leurs proches comme Brazki Bakr, 31 ans, qui a trouvé refuge avec ses deux filles et son père atteint de la maladie d’Alzheimer dans une annexe de l’appartement de sa sœur. « On a un toit, mais on manque de tout : de lits, de chauffage, de couvertures… », dit-il. Beaucoup se retrouvent cependant sans solution d’hébergement, parfois avec des personnes vulnérables à charge, alors que les températures nocturnes frôlent zéro. « Depuis notre arrivée, on erre dans les rues : personne ne nous a rien proposé, aucun service, aucune aide, absolument rien », confie un autre. Les autorités ont ouvert un premier refuge près de Sharran pour y accueillir 250 familles. Une réponse insuffisante au regard de l’ampleur des arrivées et de celles encore attendues.

Ces affrontements, qui ont provoqué la mort d’au moins 21 civils, s’inscrivent dans un contexte de blocage politique entre Damas et les FDS. Un accord signé en mars 2025 prévoyait l’intégration des forces kurdes au sein de l’armée syrienne d’ici à la fin 2025, mais ses modalités restent contestées. Samedi, l’émissaire américain Tom Barrack a rencontré le président Ahmed Al Charaa à Damas et lancé un appel à la « retenue » et à la fin des hostilités. Après la chute du dernier quartier kurde ce samedi, les combattants ont été évacués à bord de cars, « grâce à la médiation des parties internationales » selon les responsables du FDS. Dans le nord-est, la ville kurde de Qamichli s’organisait dimanche pour accueillir les soldats blessés.

Mais le spectre d’un embrasement entre Damas et le nord-est syrien toujours sous contrôle kurde plane encore. « Alep est une première étape », avertit une source sécuritaire. « Viendra ensuite l’arrière-pays d’Alep… avant Rakka, Hassaké ou Qamichli », des villes elles aussi gérées par une administration autonome kurde. Si cette hypothèse se confirme, une escalade régionale n’est pas à écarter. Durant cette bataille menée à Alep, la Turquie voisine s’est dite prête à intervenir aux côtés des autorités syriennes, tandis qu’Israël a pris la défense des Kurdes.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky
12 janvier 2026

Au sud de Téhéran, la morgue de Kahrizak débordée par l'afflux de cadavres

Des vidéos, téléchargées sur les réseaux sociaux malgré la coupure d'Internet, montrent de très nombreux corps entassés dans le hangar du centre médico-légal et alignés dans la cour. Des témoignages recueillis par « Le Monde » corroborent ces images, qui laissent entrevoir l'extrême violence de la répression en cours dans les rues de la capitale.



Des personnes se rassemblent près de corps placés dans des sacs mortuaires devant le Centre médico-légal Kahrizak à Téhéran. Cette capture d'écran provient d'une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 11 janvier 2026. RÉSEAUX SOCIAUX VIA REUTERS

Des dizaines de corps, peut-être des centaines, gisent à même le sol à l'intérieur d'un hangar. Certains sont enveloppés dans des sacs mortuaires, d'autres étendus sur des brancards. Des hommes et des femmes à la recherche d'un proche circulent entre les cadavres et en scrutent les visages. Une femme, penchée sur un corps inanimé, sanglote. Diffusée sur les réseaux sociaux samedi 10 janvier, cette courte vidéo, filmée en plan serré à la morgue du centre médico-légal de Kahrizak, au sud de Téhéran, suggère que la répression en cours dans les rues de la capitale vire au bain de sang.

Dimanche 11 janvier, une autre vidéo, longue de six minutes, est sortie sur les réseaux sociaux, montrant cette fois-ci l'extérieur de la morgue, avec des corps, enveloppés dans des sacs et alignés sur le bitume, sur plusieurs centaines de mètres. Sur un écran du centre médico-légal, diffusant les visages de manifestants morts acheminés sur les lieux, s'affiche celui d'un jeune homme. L'inscription « numéro 55 sur 250 » apparaît à l'écran, ce qui donne une autre indication, glaçante, sur l'étendue de la répression. D'ici et de là, des sanglots et des cris. *« Assassins ! »*, hurle une femme vêtue d'un tchador noir. *« Qu'ils soient maudits »*, sanglote un homme.

Ces bribes d'information, mises bout à bout, incitent à penser que, depuis les marches massives de jeudi 8 janvier, la riposte du régime islamique pourrait avoir causé des centaines, voire des milliers de morts. Dimanche, et pour la quatrième journée de suite, le réseau Internet était coupé dans le pays. Dans la soirée, de rares images diffusées de la capitale montraient des manifestants se rassemblant dans le quartier de Pounak, dans l'ouest de Téhéran, alors que les drones des forces de sécurité survolaient les rues.

Amir (dont le nom de famille est volontairement tu pour éviter des représailles contre sa famille) a été tué lors des manifestations à Téhéran, dans la nuit de jeudi à vendredi. Vendredi matin, sa famille a reçu un appel des autorités lui demandant de venir identifier le corps, placé à la morgue de Kahrizak. Incapable émotionnellement d'accomplir cette tâche, la famille a demandé à l'un des amis d'Amir, Mehdi (pseudonyme), de s'en charger.

« Une foule inimaginable »

Dans un message vocal de trente-neuf secondes, transmis au *Monde*, Mehdi a raconté à sa sœur, installée à l'étranger, grâce à une antenne Starlink, ce qu'il a vu, vendredi : *« A mes yeux, il y avait entre 4 000 et 5 000 corps sans vie, empilés les uns sur les autres, comme des sacs de poulets. C'était irréel. De chaque hôpital, ils récupèrent 30 ou 40 morts et les transfèrent ici. Les corps non identifiés, ils les mettent dans des sacs mortuaires noirs et les jettent dans la cour de Kahrizak. La porte est ouverte : on peut entrer, prendre des photos et des vidéos. Personne n'intervenait pour l'en empêcher. »*

Une fois le corps identifié, la famille a tenté d'enterrer Amir au grand cimetière de Téhéran, Behesht-e Zahra, dimanche. Mehdi a décrit la scène dans des messages écrits sur WhatsApp, transmis également au *Monde* : *« Nous étions au cimetière dès l'aube. Il y avait une foule inimaginable* [venue récupérer les corps de leurs proches avant de les enterrer]*. Les forces de l'ordre armées étaient partout. Nous n'avons pas pu récupérer le corps* [d'Amir] *pour l'enterrer, peut-être parce qu'il y avait beaucoup trop de monde. »*

Dans l'entourage de Mehdi et de sa femme, en plus d'Amir, au moins deux autres personnes ont été tuées. *« La cousine d'une amie a été tuée samedi soir, par balle, lors d'une manifestation dans l'ouest de Téhéran. A Haft Hoz* [dans l'est de la capitale]*, la coach d'une autre amie a également été tuée »*, écrit la femme de Mehdi.

Deux autres personnes, qui se sont rendues à la morgue de Kahrizak, ont raconté au *Monde* des scènes identiques. Elles disent avoir été obligées de chercher parmi des *« centaines de corps »* pour pouvoir identifier celui de leur proche. *« Ce qui est frappant, c'est que le pouvoir semble vouloir faire circuler ces informations, afin d'installer la peur »*, dit l'une de ces personnes. D'après les autorités, des *« terroristes »* liés à Israël et aux Etats-Unis se seraient infiltrés dans les manifestations et seraient responsables de la mort de civils innocents.

Système de santé débordé

Selon un soignant cité par BBC Persian, une quarantaine de morts ont été amenés dans un hôpital de Téhéran, dans la soirée de jeudi. Des affrontements ont éclaté lorsque les familles ont empêché les ambulances d'emporter les corps. Les victimes avaient été touchées par des balles réelles et par des plombs. Le nombre de morts dépassait la capacité de la morgue, où les corps ont été entassés jusqu'au matin.

A Téhéran, samedi, selon un témoignage recueilli par *Le Monde*, dix corps ont été abandonnés à proximité d'une clinique psychiatrique. A Karadj, une ville située à 30 kilomètres à l'ouest de Téhéran, un médecin décrit un système de santé débordé par l'afflux de victimes. *« Il y a tellement de blessés que même des cliniques vétérinaires assurent les soins en ville. Le vendredi, environ 300 morts sont arrivés, rien que dans trois hôpitaux de Karadj, où j'ai des contacts. Il y a une grave pénurie de sang et de morphine. Les autorités ne font pas d'appel public pour le don de sang, parce qu'ils ne veulent pas provoquer davantage de colère ni un afflux massif de personnes venues donner leur sang*, explique-t-il. *De très nombreuses amputations ont été pratiquées. La situation est extrêmement grave. Le personnel n'a pas de morphine, et les blessés souffrent énormément. Beaucoup attendent dans la file pour entrer au bloc opératoire. »*

En province, les rares témoignages qui parviennent à contourner la censure d'Internet décrivent partout des scènes similaires : à l'hôpital Poursina de Racht (nord), où les corps de 70 personnes ont été transférés à la morgue, vendredi soir, mais aussi à Bandar-e Mahchahr, à Ispahan, où la répression semble avoir été particulièrement féroce.

A bord de son avion, Air Force One, le président américain, Donald Trump, a estimé dimanche que Téhéran commençait à dépasser la ligne rouge qu'il avait fixée concernant les morts de protestataires, précisant que l'armée américaine étudiait des *« options très fortes »* d'intervention militaire. Peu après ce nouveau coup de pression, M. Trump a ajouté que le gouvernement iranien avait contacté Washington, samedi, pour *« négocier »*, et qu'une rencontre était *« en cours de préparation »*. Il a cependant laissé planer la menace d'une action avant toute entrevue.

Jan.12,2026

Senior SDF commander blames external actors for attack on Aleppo's Kurdish neighborhoods

ERBIL, Kurdistan Region - A senior commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said the recent attack on Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods of Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh was not a local security development, but a politically driven assault whose decision was made outside Syria, following failed reconciliation efforts and external interference.

In an interview with pro-SDF Ronahi TV, Sipan Hemo, a member of the SDF General Command, said the assault followed months of pressure, blockades, and provocations, despite an agreement reached last year aimed at allowing the two neighborhoods to govern themselves through the SDF affiliates security forces (Asayish).

"The declaration of war against Sheikh Maqsood didn't even happen within Syria-it happened from outside Syria," Hemo said. "Certain officials of different states had gone to Damascus and told them, 'Come for this, everything is ready for you.' Support was taken from outside, and the declaration of war was made."

The SDF, the de facto military force in northeast Syria (Rojava), withdrew from the neighborhoods and other parts of Aleppo as part of an agreement it signed with Damascus on April 1st last year.

Hemo said the roots of the escalation go back to an agreement that the SDF signed with Damascus on April 1st last year, under which SDF forces withdrew from

Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh so the neighborhoods could be administered by their own councils and protected by the Kurdish internal security forces.

However, he said surrounding forces repeatedly violated the agreement.

“They harassed the neighborhood. When people left or entered, they were arrested,” he said, adding that defensive measures taken by local security were later used as a pretext to impose a siege.

Hemo dismissed claims that the two Kurdish neighborhoods posed a threat to Aleppo.

“In a city as large as Aleppo, what impact could two Kurdish neighborhoods like Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh truly have on the city’s fate?” he said. “No logical mind would believe they pose a threat.”

Addressing a meeting held in Damascus on January 4, Hemo said the talks were part of broader discussions related to the March 10 agreements and potential integration frameworks, mediated by international actors. He described the initial atmosphere as positive, but said the process stalled after last-minute intervention by Syrian intelligence officials.

“At that moment the ‘game’ began,” he said. “The shift that happened there… showed signs of a plot or a game being played.”

According to Hemo, renewed threats soon followed, including ultimatums to evacuate or face attack. After local councils declared they would resist any assault, the SDF decided to support them.



Sipan Hemo, a member of the SDF General Command, speaks to pro-SDF Ronahi TV on January 11, 2026. Photo: Screengrab/Ronahi TV

“After the people’s assembly declared they would resist, we as the SDF made the decision to be with them, to walk with them, and to work with them,” he said.

Hemo explicitly accused Turkey of direct but undeclared involvement in the attack.

“Let me be explicit: the drones over Sheikh Maqsood and the tanks used against it were all Turkish,” he said. “They belonged to them. But they did not declare it.”

While acknowledging shortcomings in the SDF’s response, Hemo said criticism from residents was justified and pledged internal review and self-criticism. He framed the fighting as part of a broader struggle over Kurdish existence in Syria.

“The plot is against the existence of the Kurdish people,” he said. “Sheikh Maqsood is the fortress of democracy in Syria.”

Deadly clashes erupted in Aleppo’s predominantly Kurdish quarters on Tuesday between Syrian state forces and Asayish. Both sides blamed each other for initiating the fighting.

At least 82 people were killed in the clashes, including 43 civilians, 38 government-aligned fighters, and at least one Asayish member, according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), which relies on a network of sources across Syria.

The Syrian government has also said that approximately 155,000 people have been displaced from the Kurdish-majority neighborhoods since the fighting began.

An internationally mediated ceasefire agreement was reached between Syrian state forces and the Asayish to “halt attacks and violations in Aleppo,” Mazloum Abdi, chief of the SDF, announced Sunday.

“We call on the mediators to uphold their promises to stop the violations and to work toward the safe return of the displaced to their homes,” the SDF commander added.
However, on Monday, Farhad Shami, head of the SDF media center, said that the skies over and around Tishreen Dam in eastern Aleppo province «witnessed intense flights of suicide drones belonging to factions affiliated with the Damascus government,» adding that «the dam’s surroundings were subjected to heavy artillery fire by these factions.»

«Turkish warplanes continue to fly intensively over the area. Our forces are closely monitoring the situation,» Shami added.

The New York Times Jan. 12, 2026

Iran Prepared for War but Ready to Negotiate With U.S., Foreign Minister Says

Iran's foreign minister said Monday that his country was prepared for war but also ready to negotiate after President Trump warned that the United States might intervene to stop the government's increasingly deadly crackdown on opposition protests.

We are not looking for war, but we are prepared for war — even more prepared than the previous war," Abbas Araghchi, the foreign minister, told a conference of foreign ambassadors in the capital, Tehran, broadcast by state television. He appeared to be referring to the 12-day war with Israel this past June, which the United States joined to bomb Iran's nuclear facilities.

"We are also ready for negotiations, but negotiations that are fair, with equal rights and mutual respect," he added.

Iran also said on Monday that communication channels were open between Mr. Aragchi and Steve Witkoff, Mr. Trump's Middle East envoy.

"Iran has never left the negotiating table, but it will not engage in one-sided negotiations," Esmail Baghaei, a foreign ministry spokesman, told a news conference Monday.

The signal from Iranian authorities that they were open to diplomacy with the United States came after Mr. Trump threatened on Sunday that he might act militarily to curb the government's repression of widespread demonstrations.

An image, verified by The New York Times, showing apparent body bags at a forensics center near Tehran. One rights group put the death toll among protesters nationwide at nearly 500. Social Media, via Reuters



Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, in Beirut, Lebanon, last week. On Monday, he expressed an openness to negotiations with the United States.Joseph Eid/Agence France-Presse — Getty Images

Iran has been roiled in recent weeks by protests that began over economic hardship, then snowballed into a serious challenge to the country's authoritarian clerical rulers.

On Monday, Iranian state media showed images of crowds in several cities in Iran rallying in support of the government, as well as funeral processions for security personnel killed in the unrest.

"Firm and effective measures to seek justice for the martyrs and those killed in the recent incidents have been taken," Gholam-Hossein Mohseni-Eje'i, the head of Iran's judiciary, said on Monday, in comments reported by the semiofficial news agency, Tasnim.

Mr. Trump was briefed in recent days on new options for military strikes in Iran but had not made a final decision, according to multiple U.S. officials familiar with the matter.

"We are looking at it very seriously, the military is looking at it, and we're looking at some very strong options," Mr. Trump told reporters on Air Force One on Sunday, without providing details. He added: "I'm getting an hourly report, and we're going to make a determination."

Mr. Trump later said that "the leaders of Iran" had called him on Saturday and that they wanted to negotiate. He did not give further details.

Talks on Iran's nuclear program have stalled in recent months.

Iranian authorities are still recovering from the brief war with Israel in June. The conflict killed top security officials, degraded Iran's military infrastructure and drained the country's financial resources even further after years of U.S. and European sanctions tied to Iran's nuclear ambitions.

"I think they are tired of being beat up by the United States," Mr. Trump said on Air Force One on Sunday, adding that "a meeting is being set up, but we may have to act because of what's happening."

On Sunday, human rights groups monitoring the uprisings in Iran began reporting a sharp rise in the death toll as accounts of a violent repression broke through a communications blackout imposed by the Iranian authorities.

The Oslo-based Iran Human Rights group raised its toll for the protests to nearly 200, while the Human Rights Activists News Agency, based in Washington, said it had confirmed the deaths of nearly 500 protesters and almost 50 security personnel.

Videos published on Iranian social media channels Sunday and verified by The New York Times showed dozens of what appeared to be black body bags, lined up on the ground or on stretchers outside the Forensic Diagnostic and Laboratory Center in Kahrizak, a city on the outskirts of Tehran. Mr. Trump has repeatedly threatened lethal action against the Iranian government if it killed protesters. Asked on Sunday whether Iran's leaders had crossed a red line, Mr. Trump replied: "It looks like it. There seems to be some people killed who weren't supposed to be killed."

Oman has often served as an intermediary between Washington and Tehran. On Saturday, the Omani foreign minister, Badr Albusaidi, said after meeting with Iranian officials in Tehran that he had had a "productive day" that included discussions of "pressing regional and global developments."

Mr. Albusaidi did not provide details. The Iranian foreign ministry spokesman said on Monday that "ideas were also exchanged on other issues that we always discuss with Oman," but he did not elaborate.

RÛDAW

Jan.12, 2026

Rojava official urges states funding Arab media to reassess Syria coverage

ERBIL, Kurdistan Region - A senior official from the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava) on Monday urged states that fund Arab media outlets to reassess their media coverage of Syrian affairs, accusing them of "inciting Syrians against one another" and of "calling for the killing" of the country's societal components.



Elham Ahmed, co-chair of foreign relations for the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), called on "the states that fund certain Arab media channels which incite Syrians against each other and promote the killing of societal components" to "review their media policies toward the Syrian file."

Ahmed also condemned what she described as the "distortion and falsification of facts," urging investigations into "the reports being published regarding the issue of societal components."

The decision came a day after an internationally mediated ceasefire was announced, ending the deadly violence that swept through the Kurdish-majority neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsoud in northern Aleppo since Tuesday.

The clashes involved the Syrian Arab Army and affiliated armed groups on one side, and the Kur-

dish-led Internal Security Forces (Asayish) on the other.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported on Sunday that at least 82 people were killed in the violence, including 43 civilians, 38 government-aligned fighters, and at least one member of the Asayish.

Meanwhile, an estimated 150,000 residents have fled Aleppo's Kurdish districts, according to the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF), which spoke to Rudaw on Saturday - raising growing concerns over possible ethnic cleansing.

For her part, senior DAANES official, Ahmed, said on Monday that the "crimes and violations committed against the Kurds" in Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood "amount to war crimes," stressing that "restricting weapons to the hands of the state does not grant it the right to practice violence and intimidation against the people and society."

She cited "the abduction and execution of young men, the theft and looting of civilians' property, and the mutilation of the bodies of victims - both fighters and civilians" as among the violations committed during the violence.

Ahmed concluded by urging international human rights organizations to "intervene urgently to follow up on the cases of abducted persons and to open an investigation into what occurred during the events in the two neighborhoods."

Since the ceasefire came into effect on Sunday, several videos have circulated online showing armed militants affiliated with Damascus rounding up, arresting, and deriding dozens of Kurdish civilians. Additionally, Kurdish social media users have widely shared images of relatives they say have gone missing since the violence.

Le Monde

Farid Vahid
12 janvier 2026

Farid Vahid, chercheur : « La République islamique d'Iran entre dans sa phase finale

Pris en étau par des crises intérieures et extérieures, le régime iranien est désormais au pied du mur, analyse, dans une tribune au « Monde », le codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean-Jaurès. Cet Etat, sans légitimité, ne pourra se maintenir indéfiniment par l'emploi de la force.

L'Iran est de nouveau au cœur de l'actualité internationale. Depuis plus de deux semaines, des manifestations secouent le pays malgré une répression d'une extrême violence. Initialement lancés par les commerçants du grand bazar de Téhéran contre l'effondrement de la monnaie nationale, ces rassemblements ont rapidement pris une dimension politique et se sont transformés en contestation ouverte du régime.

Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de crises multiples qui fragilisent profondément la République islamique. Crise économique d'abord, marquée par l'effondrement de la classe moyenne et l'appauvrissement des classes populaires, tandis qu'une oligarchie proche du pouvoir continue de prospérer grâce à la corruption et à la rente. Crise politique et sociétale ensuite, illustrée par la rupture croissante entre une jeunesse largement sécularisée, en quête de liberté et d'égalité, et un régime autoritaire, fondamentaliste et rétrograde.

A cela s'ajoutent une crise écologique majeure, conséquence de décennies de gestion défaillante des ressources, et une crise géopolitique et militaire, accentuée par la reconfiguration des rapports de force régionaux depuis les attaques terroristes du 7-Octobre et la « guerre des douze jours » contre Israël.

Dans ce contexte explosif, l'émergence d'une nouvelle vague de contestation contre le régime n'a rien de surprenant. Depuis une vingtaine d'années, les mobilisations se succèdent en Iran, à un rythme de plus en plus rapproché et avec une intensité croissante.

Vue de l'extérieur, la répression systématique de ces mouvements peut donner l'impression d'échecs répétés, sans

effets durables sur le terrain. Cette lecture est pourtant réductrice. Chaque cycle de protestation a laissé des traces profondes dans la société iranienne, à l'image du mouvement Femme, vie, liberté, et a affaibli indéniablement le régime. Le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, aime comparer, dans ses discours, la République islamique à un arbre robuste, solidement enraciné. Mais cet arbre est en réalité tellement rongé de l'intérieur qu'il suffirait de peu pour sa chute.

Logique dévastatrice

La vague de protestations qui touche actuellement le pays est inédite à plusieurs égards. Premièrement, elle concerne l'ensemble des régions, mais surtout toutes les classes sociales. Si le mouvement de 2019 affectait principalement les classes populaires et celui de 2022 les classes moyennes, la contestation actuelle traverse désormais l'ensemble de la société, dans une ampleur sans précédent depuis le « mouvement vert » de 2009. Deuxièmement, une dynamique nouvelle apparaît autour de Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran, qui se manifeste par des slogans pro-Pahlavi et par l'adhésion d'une partie croissante de la population à son rôle potentiel dans la conduite de la transition.

Enfin, les facteurs extérieurs peuvent peser pour la première fois de manière significative sur les événements. Depuis le début du mouvement, Donald Trump a menacé à plusieurs reprises le régime d'intervenir en cas de répression violente des manifestants. Ces déclarations sont prises au sérieux par les Iraniens, qui ont suivi de près ce qui est arrivé au président vénézuélien, Nicolas Maduro. L'attitude du président américain inquiète donc le régime, tout en pouvant, de l'autre côté, galvaniser une partie de la population.

Prise en étau par ces crises intérieures et extérieures, la République islamique se trouve au pied du mur et choisit à nouveau de s'enfoncer dans une logique dévastatrice et meurtrière. En partant de ce constat, plusieurs scénarios sont envisageables. D'une part, une poursuite des manifestations malgré l'intensification de la répression, avec l'apparition de fissures au sein de l'appareil sécuritaire et politique, nécessaires à la chute du régime. Mais la mobilisation ne peut perdurer indéfiniment face à un pouvoir n'hésitant pas à tuer pour se maintenir. Dans ce cas-ci, reste à voir si Donald Trump mettra ses menaces à exécution. A savoir une intervention militaire, qui serait extrêmement complexe à mettre en œuvre, et au résultat incertain : elle pourrait se solder par un affaiblissement considérable du régime, provoquant son effondrement, ou, à l'inverse, causer des effets contre-productifs et non souhaitables.

« Etat zombie »

La seule certitude dont nous disposons pour le moment est la non-viabilité de la situation actuelle. Un Etat qui qualifie sa propre jeunesse de *« terroriste »* ne peut perdurer. Il ne peut éternellement régner par la peur, d'autant qu'elle change de camp, comme le montre l'ampleur des manifestations malgré les menaces, les arrestations massives, les morts et la coupure d'Internet. La République islamique d'Iran entre dans sa phase finale, que l'on pourrait qualifier d'*« Etat zombie »*, selon le concept de l'éminent spécialiste de l'Iran aux Etats-Unis Karim Sadjadpour. Cet Etat, sans légitimité, défaillant dans toutes ses fonctions vitales, se maintient en vie par l'emploi de la force létale. Et cette violence, même si elle la retarde, n'est pas en mesure, in fine, d'empêcher sa mort clinique.

Aussi, au-delà de la question des manifestations, il ne faut pas perdre de vue que la grande bataille menée par les Iraniens depuis l'instauration de la République islamique a été la bataille culturelle, et que cette bataille est gagnée. Les Iraniens ont définitivement tourné la page de l'islam politique et ne souhaitent pas la continuité de ce régime, sous quelque forme que ce soit. La majorité de la population aspire à une séparation complète de la politique et de la religion, à une normalisation avec le monde, aux libertés civiles et individuelles, ainsi qu'à une prospérité économique, autant d'aspirations qui ne pourront voir le jour tant que le régime reste en place. Dès lors, la République islamique d'Iran ne peut que tomber, c'est le sens de l'histoire, c'est inévitable.

Farid Vahid est enseignant à Sciences Po et codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean Jaurès. Diplômé de l'université de Téhéran en génie électrique, et de Sciences Po Lyon en relations internationales, il est l'un des coauteurs de *« Femme vie liberté »*, un roman graphique collectif dirigé par Marjane Satrapi (L'Iconoclaste, 2023).

Laurence Defranoux
12 janvier 2026

IRAN Le régime réprime, le mouvement s'étend

La mobilisation contre le régime se renforce malgré la répression qui aurait fait au moins 192 morts, et alors que les autorités bloquent toutes les communications depuis vendredi. Donald Trump menace de «frapper fort» contre Téhéran.

Un bus en feu à Mashhad. Des voitures slalomant entre les barricades à Téhéran. Des tirs à balles réelles sur des manifestants à Abyek. Des familles appelées à reconnaître leurs proches à la morgue de Kahrizak. Au seizième jour des manifestations qui secouent l'Iran, seules quelques images et bribes d'informations nous parviennent à travers le blocus des communications téléphoniques et d'Internet, imposé par le régime aux 90 millions d'Iraniens - selon l'ONG Netblocks, seul 1 % du trafic internet est opérationnel depuis trois jours. Mais tout porte à croire que la situation s'aggrave.

D'après le dernier décompte publié, dimanche, par l'ONG Iran Human Rights, sise en Norvège, au moins 192 manifestants auraient été tués depuis le début du mouvement, le 28 décembre, alors qu'elle en recensait 52 vendredi. L'organisation Human Rights Activists News Agency, basée aux Etats-Unis, confirme la mort de 116 personnes, dont 37 membres des forces de sécurité ou autres responsables. De son côté, le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI), lui aussi aux Etats-Unis, dit avoir reçu des «témoignages directs et des rapports crédibles» sur la mort de centaines de personnes. Parmi elles, Rubina Aminian, 23 ans, étudiante en design et mode, aurait été tuée à bout portant, de dos, jeudi.

Troisième vague de révolte depuis 2009

«La participation aux manifestations de jeudi était massive : dans la soirée, la foule avait pris le contrôle de trois guérites de police sur la place Vanak, au cœur de Téhéran, expliquait samedi un journaliste sur place. En réaction, la répression par les forces de sécurité est particulièrement violente.» Selon lui, des rumeurs, pour l'instant invérifiables sur le terrain, font état d'un millier de morts à Téhéran : «Une infirmière qui travaille dans un petit hôpital au sud de la capitale m'a dit avoir compté au moins 24 morts dans son seul établissement, des manifestants tués par l'intervention des forces de l'ordre.» Le CHRI évoque également des «hôpitaux débordés», et une diminution importante des réserves de sang dans les établissements de santé.

Le mouvement a été lancé le 28 décembre par des commerçants du bazar de Téhéran, centre névralgique du commerce et de la finance du pays, pour protester contre l'explosion du coût de la vie et l'effondrement du rial. L'économie iranienne, minée par la corruption et une mauvaise gestion, est étouffée par les sanctions internationales. Après s'être étendue aux universités au début du mois, la protestation s'est brusquement amplifiée jeudi, et des manifestations ont lieu désormais dans tout le pays, à Ispahan, Chiraz et dans des dizaines d'autres villes, toutes classes sociales confondues unies contre le régime. C'est la troisième vague de révolte depuis le mouvement vert de 2009 et le soulèvement «Femme, vie, liberté» de l'automne 2022. Déclenché par la mort de la jeune Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs pour un voile mal ajusté, il avait touché près de 200 villes.

Même si le nombre de manifestants ne semble pas avoir encore atteint celui des révoltes précédentes, le mouvement inquiète de plus en plus le régime, qui voit son existence même remise en cause, et non pas seulement sa politique. Après que le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré vendredi que le gouvernement «ne céderait pas», le chef de la police nationale a annoncé avoir arrêté «des principaux meneurs». «Le peuple ne devrait pas permettre aux émeutiers de déstabiliser la société. Le peuple devrait avoir confiance en notre volonté d'instaurer la justice», a renchéri à la télévision, dimanche, le président Massoud Pezeshkian, semblant une fois de plus impuissant à répondre aux demandes légitimes de la population.

Une option risquée pour Trump

Cette vague de colère survient dans un pays affaibli par la «guerre de douze jours» contre Israël, en juin, lors de laquelle les Etats-Unis, en renfort de leur allié hébreu, avaient bombardé les installations nucléaires iraniennes. Le conflit a coûté la vie à près d'un millier d'habitants et plongé l'économie locale dans les limbes. Mais il a aussi agi comme révélateur de la faiblesse du régime qui, depuis des décennies, se présente comme le pourfendeur d'Israël et de l'impérialisme américain mais a été incapable de défendre son territoire. Très affaibli sur le terrain régional après les coups portés à ses alliés de l'«axe de la résistance», le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et le régime syrien de Bachar al-Assad, il s'est

vengé sur la scène intérieure en serrant encore plus fort la vis à sa propre population.

Sans surprise, les ennemis du régime se réjouissent et poussent leurs pions. En l'absence d'opposition politique crédible intérieure, Reza Pahlavi, fils en exil du chah renversé en 1979, ami d'Israël et de Donald Trump, encourage la contestation et s'y voit déjà : «Mon cœur est avec vous. Je sais que je serai bientôt à vos côtés.» Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, qui n'a pas hésité à bombarder la population de Gaza durant deux ans, s'offusque «des massacres de masse commis contre des civils», et assure que «l'Iran sera bientôt délivré du joug de la tyrannie». Le président américain, Donald Trump, s'est posé en chantre de la démocratie, ce week-end, via son réseau social Truth Social : «L'Iran aspire à la liberté, peut-être comme jamais auparavant. Les Etats-Unis sont prêts à aider !»
Galvanisé par sa victoire facile au Venezuela, le président américain menace de «frapper très, très fort là où ça fait mal» en Iran pour répondre à la violence contre les manifestants. Selon le New York Times, Donald Trump s'est fait présenter différentes options d'intervention armée, y compris sur des cibles non militaires à Téhéran. «Il n'a pas encore pris de décision définitive, mais [des] responsables ont indiqué qu'il envisageait sérieusement d'autoriser une frappe», relate le quotidien américain. Une option risquée, alors que l'armée américaine est déjà au four et au moulin en Syrie, voire bientôt au Mexique, au Groenland ou à Cuba. Le président du Parlement iranien a déjà rétorqué, ce dimanche, qu'en cas d'agression venue de Washington, des sites militaires et des navires commerciaux seraient visés en représailles.

Le Monde **12 janvier 2026**

Répression en Iran : « Le silence est une faute morale et la prudence diplomatique un crime »

A l'appel d'un groupe de soignants franco-iraniens, un collectif de professionnels de santé médicaux et paramédicaux français, alerte, dans une tribune au « Monde », sur la répression sanglante en Iran. Quinze jours après le début d'un nouveau soulèvement national, ils demandent aux autorités françaises un soutien urgent au peuple iranien.

Depuis plus de quarante-cinq ans, le régime de la République islamique d'Iran exerce une répression systématique sur la population iranienne. Pourtant, les Iraniennes et les Iraniens n'ont jamais cessé de faire entendre leur voix avec courage. Des manifestations étudiantes de 1999 aux soulèvements de 2009, 2017, 2019, jusqu'au mouvement Femme, vie, liberté né après l'assassinat de Mahsa Amini en 2022, une évidence s'impose : la société iranienne rejette l'autoritarisme religieux de la République islamique, qui opprime, discrimine et nie la dignité humaine.
A ce rejet massif, le pouvoir répond par des arrestations arbitraires, le recours à la torture, des procès expéditifs et des exécutions (plus de 1 500 en 2025, selon l'ONG Iran Human Rights), n'épargnant aucune couche de la population. Toute opposition est accusée de collusion avec *« l'ennemi extérieur »*, accusation servant à justifier la peine de mort.

Depuis quinze jours, le peuple iranien est de nouveau descendu massivement dans la rue pour réclamer la liberté et un changement de régime. Depuis plus de 80 heures, le pays est coupé du monde par un blocage quasi total d'Internet, selon l'organisation NetBlocks, qui surveille et signale les coupures d'Internet et la censure en ligne dans le monde, de même que les lignes téléphoniques internationales.

Décisions concrètes

Les autorités répondent, comme à leur habitude, par une violence inouïe : au moins 2 000 manifestants auraient été tués (dont des mineurs) et les arrestations sont innombrables selon l'organisation Iran Human Rights, tandis que d'autres sources font état de bilans nettement plus élevés. Les forces de l'ordre et les milices tirent à balles réelles sur les manifestants, les blessés sont arrêtés jusque dans les hôpitaux, le personnel soignant est menacé et violenté lors d'attaques contre les structures de soins.

Face à une telle situation, le silence est une faute morale et la prudence diplomatique un crime : celui de la non-assistance à un peuple en danger. Soutenir le soulèvement des Iraniennes et des Iraniens n'est pas de l'ingérence mais un devoir pour les démocraties. C'est ainsi défendre les valeurs pour lesquelles les générations précédentes se sont battues, ces mêmes valeurs qui se trouvent aujourd'hui mena-

cées dans le cœur même de l'Occident. C'est défendre les droits fondamentaux de chaque être humain : le droit à l'autodétermination des peuples, les droits des femmes, des minorités religieuses, etc. En un mot, c'est défendre les idéaux de la France, pays des droits de l'homme.

Il ne suffit pas de condamner le régime de la République islamique par un communiqué ou un tweet. Les paroles sans actes n'arrêtent ni les balles ni les prisons. Il faut des décisions concrètes : convoquer les ambassadeurs de la République islamique pour leur demander des comptes ; exiger, dans toutes les instances internationales, l'arrêt immédiat des violences, la libération des prisonniers politiques, l'accès libre et sécurisé aux soins pour les blessés et le rétablissement total des moyens de communication ; soutenir l'ouverture d'enquêtes internationales indépendantes sur les crimes commis et saisir les institutions compétentes ; mettre en place des sanctions ciblées contre les responsables de la répression,



Lors d'une manifestation à Paris, le 11 janvier 2026. BENOIT TESSIER / REUTERS

notamment en bloquant et en saisissant les avoirs des dignitaires du régime. Cela afin de permettre, enfin, au peuple iranien de revendiquer librement ses droits.

Aujourd'hui, nous faisons appel à votre conscience. Demain, il sera trop tard : nous aurons encore des morts et des blessés supplémentaires à déplorer.

Parmi les signataires : Nozar Aghakhani, neurochirurgien, CHU Paris-Saclay ; **Patrick Chemla,** psychiatre et psychanalyste, chef de service à la clinique Henri-Ey ; **Charles Court,** orthopédiste, CHU Paris-Saclay ; **Samy Figueiredo,** anesthésiste-réanimateur, CHU Paris-Saclay ; **Mehran Hamedani,** chirurgien-dentiste libéral, Paris ; **Anatole Harrois,** anesthésiste-réanimateur, CHU Paris-Saclay ; **Ali-Reza Kianmanesh,** chirurgien digestif, CHU de Reims ; **A. Ramin Sharifi,** gériatre, centre hospitalier de Plaisir ; **Fabrice Parker,** neurochirurgien, CHU Paris-Saclay ; **Ramtin Taghavi,** dentiste libéral, Vauréal. Retrouvez la liste complète des signataires sur ce lien.

LE FIGARO

13 janvier 2026

Syrie : l'armée demande aux forces kurdes de se retirer d'une zone à l'est d'Alep

Dans un communiqué, l'armée exige que «tous les groupes armés se retirent vers l'est de l'Euphrate», le fleuve qui coule dans le nord de la Syrie.

L'armée syrienne a demandé mardi aux forces kurdes de se retirer de la zone qu'elles contrôlent entre l'est d'Alep et l'Euphrate, après les voir délogées de la principale ville du nord du pays au prix de violents combats. Dans un communiqué, l'armée exige que «tous les groupes armés se retirent vers l'est de l'Euphrate», le fleuve qui coule dans le nord de la Syrie. Elle publie une carte qui souligne en rouge la région devant être évacuée et prévient qu'elle va la considérer dorénavant comme «une zone militaire fermée».

L'annonce de l'armée intervient après qu'elle a délogé dimanche les forces kurdes de deux quartiers qu'elles tenaient à Alep. Lundi, les autorités ont accusé les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) d'avoir envoyé des renforts à Deir Hafer, une zone qu'ils tiennent à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, ce que les Kurdes ont démenti.

Des négociations entre le gouvernement central et les Kurdes dans l'impasse

Le pouvoir syrien a de son côté annoncé envoyer des renforts dans cette région. Un correspondant de l'AFP a mardi vu des batteries de défense anti-aérienne et de l'artillerie de l'armée syrienne acheminées vers ce front, face aux positions kurdes.

Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et nord-est de la Syrie, notamment la rive est de l'Euphrate.

Les combats à Alep sont intervenus alors que les négociations entre le gouvernement central et les Kurdes pour mettre en œuvre un accord conclu en mars 2025, visant à intégrer les institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde au sein de l'État syrien, sont dans l'impasse.

Le Monde

Martin Untersinger
13 janvier 2026

En Iran, « les autorités ont réussi à contrôler le point quasi unique de sortie vers l'Internet mondial »

La déconnexion quasi totale de l'Iran s'explique par une stratégie suivie depuis plusieurs années par les autorités iraniennes, qui contrôlent de près l'unique point de passage des données entrant et sortant d'Iran.
Depuis quatre jours et dans le contexte des manifestations sans précédent qui enflamment les rues iraniennes, le régime de Téhéran a quasi totalement bloqué Internet dans le pays.
En juin, peu après l'attaque de l'armée israélienne contre l'Iran, les autorités avaient déjà pris des mesures similaires. Comment les autorités iraniennes ont-elles réussi à se débrancher d'Internet ?

Deux spécialistes des réseaux, Frédérick Douzet, professeure à l'Institut français de géopolitique, et Kavé Salamatian, professeur à l'université Savoie-Mont-Blanc, avaient répondu aux questions du *Monde.* Nous republions cet entretien.

L'ampleur de cette coupure est-elle inédite ?
Frédérick Douzet : L'Iran avait déjà procédé à une coupure de cette ampleur en novembre 2019 pour réprimer les manifestations contre la hausse du prix de l'essence. L'objectif était la censure de l'information et le contrôle de la population. En revanche, c'est la première fois que l'Iran procède à une coupure de cette ampleur pour des raisons de sécurité nationale, afin de se défendre contre une attaque.

S'agit-il d'une coupure complète de l'Iran vers l'extérieur, de l'extérieur vers l'Iran, des deux ?

F. D. : La coupure permet d'isoler l'Internet iranien de l'Internet mondial, le trafic est donc coupé entre le réseau national et l'extérieur, dans les deux sens. L'objectif est d'empêcher toute coordination avec l'extérieur. En revanche, le réseau national iranien continue de fonctionner, en vase clos.

La coupure n'est toutefois pas étanche car on observe qu'une petite quantité de trafic continue à circuler entre le réseau interne et l'Internet mondial et que très probablement les acteurs étatiques et stratégiques ont toujours accès à l'Internet. Ceci est le résultat d'un travail de fond mené depuis plusieurs années afin d'accéder à un contrôle fin du trafic permettant de sélectionner, à l'échelle d'un quartier et même parfois d'un bloc de maisons, qui a accès à l'Internet et qui n'y a pas accès. Ainsi, le régime peut déconnecter les usagers tout en s'assurant que le trafic essentiel au fonctionnement de l'économie, comme le trafic bancaire, continue de circuler.

Comment les autorités font-elles techniquement pour procéder à une telle coupure ?

Kavé Salamatian : Internet est un réseau de réseaux. Chaque réseau gère un ensemble d'adresses Internet (IP), qui sont un identifiant unique permanent ou provisoire attribué à un ordinateur ou un téléphone mobile par le gestionnaire du réseau lorsqu'il se connecte à Internet. Les autorités ont la possibilité de choisir quelles adresses IP elles laissent se connecter vers l'extérieur. Et comme elles connaissent parfaitement la cartographie du réseau Internet, elles savent que certaines adresses IP correspondent à une banque ou un ministère qui doit pouvoir accéder à l'extérieur.
Quelle est la spécificité de l'Internet iranien expliquant que les autorités aient cette possibilité ?

K. S. : Le régime iranien a complètement reconfiguré l'architecture de son réseau Internet au cours des quinze dernières années pour faire face à une double menace : d'une part, les soulèvements populaires qui menacent la stabilité du régime ; d'autre part, les menaces stratégiques contre son réseau Internet ou ses infrastructures critiques. La cyberattaque contre les centrifugeuses de Natanz en 2009 a suscité une véritable prise de conscience de ce type de risques. Cette nouvelle architecture, que nous avons pu cartographier dans le cadre du projet ERC Dataroutes *[un projet de recherche destiné à cartographier les flux de données sur Internet]*, montre que quasiment tous les chemins du réseau iranien vers l'Internet mondial passent par un seul et unique point de connexion : un réseau contrôlé par le régime.

Comment est-ce possible ? Les données circulent à travers l'Internet en sautant d'un réseau à l'autre, via des chemins qui sont à la fois physiques (câbles, liaisons satellitaires) mais aussi logiques. En effet, pour que deux réseaux échangent des données, il faut que les administrateurs passent un accord entre eux pour le faire et la procédure est ensuite automatisée. Jusqu'en 2008, on observait de multiples chemins vers l'extérieur à partir de nombreux réseaux iraniens différents. Depuis, les autorités ont réussi, en s'appuyant sur les sanctions internationales, à interdire ces connexions extérieures et contrôler le point quasi unique de sortie vers l'Internet mondial.

Ce blocage est-il soutenable

dans la durée ou est-il de nature à perturber certains systèmes qui ont besoin d'une connexion vers l'extérieur pour fonctionner ?

F. D. : Les systèmes ont été conçus de façon à pouvoir réaliser cette coupure et donc fonctionner sans connexion à l'Internet mondial. En revanche, une coupure prolongée serait fortement préjudiciable pour le fonctionnement de l'économie et insoutenable pour la population. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les régimes autoritaires développent leur Internet malgré les risques, en cherchant une forme de contrôle dans l'ouverture.

Libération

Zoé Vezyroglou
13 janvier 2026

Révolte en Iran : un tournant par rapport aux grandes manifestations depuis 1979

Depuis le 28 décembre, les manifestations parties de Téhéran s'inscrivent dans le sillage des révoltes précédentes mais révèlent un affaiblissement inédit du régime des mollahs et ouvrent de nouvelles perspectives.

La république islamique d'Iran face à l'un de ses plus grands défis depuis sa proclamation, il y a quarante-sept ans. Des manifestations ont commencé le 28 décembre et ne faiblissent pas depuis deux semaines, gagnant des dizaines de villes et s'étendant jusqu'à l'ouest du pays dans les régions les plus pauvres. Comme lors des précédents épisodes de révolte les trente dernières années, les revendications – qui portaient au départ sur la crise économique et la hausse des prix – se sont très rapidement intensifiées et exigent le départ du Guide suprême, Ali Khamenei, et la fin du régime, qui semble cette fois-ci particulièrement fragilisé. *Libé* revient sur les différences de la situation actuelle avec les derniers grands soulèvements populaires contre la dictature des mollahs.

Un étudiant iranien portant une photo de Mohammad Khatami autour de la taille, durant une manifestation le 11 juillet 1999 à Téhéran.

De 1999 à 2019, quatre mouvements en vingt ans

En 1999, vingt ans après l'instauration de la république islamique d'Iran, un mouvement de protestation étudiante éclatait à Téhéran contre les réformes du président Mohammad Khatami et notamment ses restrictions dans le secteur de la presse. S'en sont suivis des jours d'affrontements avec les forces armées qui avaient attaqué la cité universitaire de la capitale iranienne. Pour la première fois, les premiers slogans contre le Guide suprême et le régime des mollahs prenaient place au sein des revendications populaires. La répression a fait au moins trois morts avant d'éteindre la vague de contestations.

Une Iranienne sans hijab lors d'une manifestation suite à la mort de Mahsa Amini, le 21 septembre 2022 à Téhéran.

Dix ans plus tard, en 2009, la réélection contestée de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence du pays relançait la contestation, cette fois-ci basée sur un soupçon de fraude électorale, sous le nom de mouvement «vert». Après des jours d'affrontements entre la classe moyenne des grandes villes iraniennes et les Gardiens de la révolution, la contestation a fini par être écrasée après des milliers d'arrestations.

Il a ensuite fallu attendre huit ans pour que la contestation du régime reprenne de l'ampleur en 2017 et éclate dans les rues à partir d'un soulèvement contre le chômage et le coût de la vie. Une nouvelle occasion pour les mollahs de serrer la vis, cette fois-ci par le biais de la censure avec une coupure de Telegram et Instagram pour empêcher toute communication sur les manifestations.

En 2019, l'augmentation du prix du carburant a entraîné une nouvelle vague de manifestations dans une centaine de villes à travers le pays. Des révoltes une nouvelle fois invisibilisées par la censure du pouvoir en place qui se sont soldées au bout de cinq jours par l'arrestation d'au moins 7 000 personnes, selon l'ONU.

En 2022, les prémices d'un tournant avec «Femme, vie, liberté»

En 2022, la mort de Mahsa Amini alors qu'elle était détenue par la police des mœurs pour avoir mal porté son foulard, a créé le dernier grand vent de révolte en date jusqu'à la situation actuelle. Des manifestants s'étaient insurgés contre le régime durant plusieurs mois, marquant une contestation totale et nationale de la légitimité du pouvoir en place. Ce mouvement, le plus comparable avec les révoltes de ce début d'année, s'est finalement essoufflé au début de l'année 2023 avec une reprise du contrôle par les Gardiens de la révolution.

Caractéristiques des manifestations depuis 1999, les slogans hostiles à Ali Khamenei se sont ainsi finalement tus une nouvelle fois. Le mouvement «Femme, vie, liberté» a toutefois trouvé écho à l'international et ébranlé les fondements de la république islamique, à tel point que les révoltes actuelles laissent entrevoir la possibilité d'un réel basculement pour le régime des mollahs.

Un régime profondément affaibli

Depuis le 28 décembre, les nouvelles manifestations durent et s'intensifient bien qu'elles aient commencé moins fort qu'en 2022. A huis clos, dans les grandes et petites villes, mêlant plusieurs catégories sociales, elles rappellent les mouvements précédents mais revêtent un caractère inédit.

C'est en effet au bazar de Téhéran, parmi les commerçants touchés par l'effondrement

économique du pays, que la nouvelle vague de révoltes a pris naissance, avant de s'élargir aux autres catégories sociales. Le bazar n'avait pas participé aux soulèvements précédents, mais reste un lieu symbolique. En 1979, la révolution islamique qui avait mené Khomeiny au pouvoir et évincé le chah Mohammed Reza Pahlavi avait commencé dans les mêmes rues commerçantes du cœur de la capitale.

Aujourd'hui, les manifestants s'y rassemblent au contraire sous l'image de Reza Pahlavi, fils du chah déchu en 1979, en exil aux Etats-Unis, porté en figure de proue des révoltes à défaut d'alternative. Certains manifestants ont chanté *«démocratie pour l'Iran, roi Reza Pahlavi»* en brandissant le drapeau prérévolutionnaire iranien, référence à un retour de la monarchie, dépassant ainsi les revendications nées durant les précédentes révoltes avec de nouveaux symboles.

Par ailleurs, les manifestations sont inédites car elles s'attaquent cette fois-ci à un régime fragilisé par les bombardements israéliens en juin 2025, les Gardiens de la révolution ayant perdu leur chef et plusieurs cadres importants. Dimanche 4 janvier, le Times révélait ainsi que Khamenei envisageait même une exfiltration en Russie si le régime en arrivait à perdre le contrôle du pays. Le signe de graves répercussions possibles pour la république islamique, qui se trouve également visée sur le plan international. Donald Trump a menacé de «frapper fort» contre le régime des mollahs en apportant son soutien aux manifestants, une première pour les Etats-Unis, qui achève de montrer la vulnérabilité du pouvoir en place.

The New York Times **Jan. 13, 2026**

Trump Can't Bomb Iran Into Being a Democracy

President Trump has set his sights on Iran. Amid the regime's brutal repression of anti-government protests, the White House let it be known that the president would be briefed Tuesday on possible military options.

Flush with the success of this month's capture of the Venezuelan autocrat Nicolás Maduro, Mr. Trump has offered ostentatious hints of potential unspecified U.S. action against Tehran, while also dangling the possibility of resuming nuclear negotiations with the regime.

Iran's next revolution may have begun, but there is a vast distance between this growing, inspiring uprising and the resilient, democratic, and prosperous new order that Iranians desire and deserve. The history of Iran and its neighbors shows that the pathway to durable, positive change is precarious. Washington can play a crucial role in the next stage of Iran's contestation, but neither military strikes nor another round of nuclear talks will secure a better future for Iranians or for U.S. interests.

Tehran's apparent Hail Mary proposal to revive nuclear diplomacy may appeal to Mr. Trump's preference for deal-making at a discount, but with Iranians risking their lives to challenge the regime, any return to negotiations should be an absolute nonstarter, even for an administration as transactional as this one.

The Islamic republic would like nothing better than the opportunity to distract from its crimes against humanity by returning to gilded European ballrooms for endless, fruitless dialogue. And if Mr. Trump is not troubled by the prospect of betraying Iranians' heroic struggle on the streets, he should be deterred by the specter of following in the footsteps of President Barack Obama, who privately offered to "turn the page" and resume nuclear talks shortly after Iran's epic 2009 protests.

Given the brutality unfolding in Iran, Mr. Trump's temptation to wield America's unmatched military power on behalf of defenseless innocents is more commendable. The Iranian regime has wrought havoc across the Middle East and is now committing large-scale atrocities against its own people. Reza Pahlavi, the scion of Iran's ousted monarchy whose name has been invoked recently by protesters, has encouraged the president to intervene, and with Iran's death toll mounting, that appeal has been echoed by activists in Iran and in the diaspora.

Unfortunately, while the moral imperative for targeting Tehran may be compelling, the prospects of U.S. strikes delivering near-term relief for beleaguered Iranians or a conclusive end to their oppressive regime are slim. The American military can deploy world-class coercive and deterrent capabilities, but its track record in advancing stable, democratic transitions is notably less impressive, especially in the Middle East. Missile strikes alone can't Make Iran Great Again — only a conclusive end to the Islamic republic's 47 years in power and a durable transition to a democratic and accountable government in Tehran will achieve that end.

Instead, Mr. Trump should pursue a heightened pressure campaign on the regime: launching cyberoperations aimed at critical military capabilities, encouraging countries that still have diplomatic relations with Tehran to expel Iran's diplomats, seizing Iran's ghost fleet of oil tankers, sanctioning Chinese imports of Iranian oil and identifying and exposing perpetrators of violence. Most important, Mr. Trump should invest in the funding and organizational support that could eventually enable Iran's opposition to prevail and prepare for future governance.

So far, the president's most muscular foreign policy impulses have largely taken the form of spectacular but limited incursions intended to accomplish similarly limited objectives. The June 2025 strikes on Iran's nuclear program and the recent Maduro raid were dramatic, but contained.

Regime change is not a one-and-done matter, especially for a system as deeply entrenched and fiercely determined to prevail as Iran's revolutionary theocracy. Even if

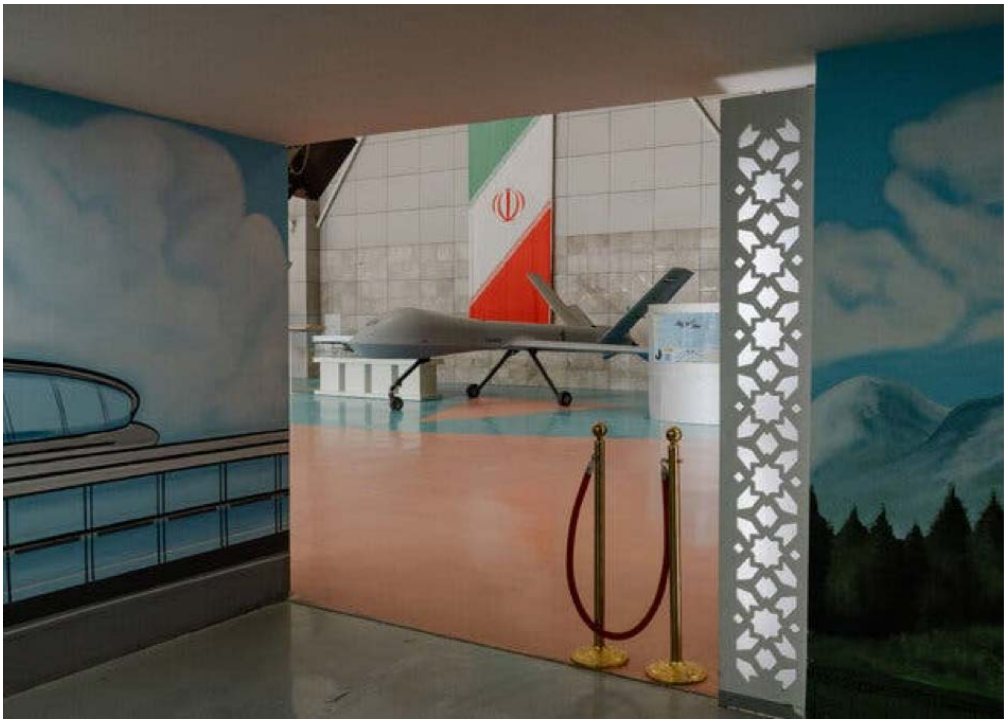
airstrikes succeeded in briefly disrupting Iran's crackdown on dissent or taking out the regime's top leadership, as the Israelis nearly did in June, Tehran has patience and a deep bench.

Faced with a well-entrenched and ideologically committed regime, Mr. Trump has no "Venezuela option" — no limited operation that removes a malignant leader, leaving a newly compliant power structure that maintains some semblance of order. Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader whose 37 years in office has cemented his absolute control over the country, is aging and eminently expendable, but the vast power structure he presides over is trapped by its complicity and its foundational reliance on anti-Americanism. All of the ayatollah's apparatchiks understand that they, too, will go down with the ship, which is why Iran's once vaunted reformists hav remained silent throughout the latest bloody crackdown.

And while Tehran's stale fulminations of revenge have largely proven hollow, any symbolic U.S. military action carries real risks of blowback or unintended consequences. Tehran has promised to retaliate by targeting military assets as well as our regional allies.

While Mr. Trump's previous attacks on Iran have avoided escalation, the regime is now contending with an existential crisis. A new Iranian barrage of ballistic missiles aimed at Israel or Persian Gulf energy infrastructure would present real challenges for U.S. force posture already stretched thin by Mr. Trump's growing appetite for brandishing U.S. military power.

As Mr. Trump himself has boasted, his bona fides on Iran are well established. The president issued the



Nanna Heitmann/Magnum Photos

orders that targeted the regime's most valuable assets, assassinating the mastermind behind Tehran's transnational militia campaign in 2020 and extensively damaging its hardened uranium enrichment facility in the June 2025 war.

Forgoing a new round of military strikes does not imply sitting on the sidelines as Iranians launch a crucial new stage in their revolutionary struggle. Media reports suggest Mr. Trump's briefings this week will focus primarily on "nonkinetic options." He should heed that implied preference.

Similar to American cyberattacks on Iran's missile launchers during the June war, U.S. Cyber Command should target key command and control systems to degrade the capabilities of the Islamic Revolutionary Guards Corps and other security forces that have carried out the massacres. Washington should press capitals in Europe and Asia to close their missions in Iran, expel Iranian diplomats and generally end business as usual with the regime, as Canada and Australia have previously done.

Tightening sanctions is already a key priority for Washington, but Mr. Trump should authorize more aggressive efforts to deter and seize the ghost fleet that transports Iran's illicit supplies and pressure Malaysia and the United Arab Emirates to dismantle the financial and export infrastructure that facilitates these crucial revenue flows.

Finally, Washington should invest in enabling Iran's opposition to prevail and prepare for future governance. This would include convening tech leaders to expedite anti-censorship workarounds to enable internet connectivity and information flows, restoring funding for human rights documentation efforts that ensure that perpetrators of violence face accountability, providing broad-based support to Iranian civil society and independent media, and working closely with a wide array of Iranian diaspora leaders to help prepare the next generation of Iranians for the transition that is to come.

There is a more pernicious danger in Mr. Trump's proclivity for treating decisions of war and peace as the latest reality television episode — all showmanship for ratings with little regard for the fallout. His rhetoric cruelly raises hopes for many Iranians of American deliverance without any real commitment to the cause, even as he dangles the prospect of diplomacy that would provide the regime with a lifeline.

An administration serious about emulating President Ronald Reagan's "peace through strength" approach would capitalize on the historical bravery of Iranian protesters at a time of regime weakness by ensuring the opposition is equipped to succeed.

LE FIGARO

13 janvier 20256

Syrie : l'armée demande aux forces kurdes de se retirer d'une zone à l'est d'Alep

Dans un communiqué, l'armée exige que «tous les groupes armés se retirent vers l'est de l'Euphrate», le fleuve qui coule dans le nord de la Syrie.

L'armée syrienne a demandé mardi aux forces kurdes de se retirer de la zone qu'elles contrôlent entre l'est d'Alep et l'Euphrate, après les voir délogées de la principale ville du nord du pays au prix de violents combats. Dans un communiqué, l'armée exige que «tous les groupes armés se retirent vers l'est de l'Euphrate», le fleuve qui coule dans le nord de la Syrie. Elle publie une carte qui souligne en rouge la région devant être évacuée et prévient qu'elle va la considérer dorénavant comme «une zone militaire fermée».
L'annonce de l'armée intervient après qu'elle a délogé dimanche les forces kurdes de deux quartiers qu'elles tenaient à Alep. Lundi, les autorités ont accusé les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) d'avoir envoyé des renforts à Deir Hafer, une zone qu'ils tiennent à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, ce que les Kurdes ont démenti.

Des négociations entre le gouvernement central et les Kurdes dans l'impasse

Le pouvoir syrien a de son côté annoncé envoyer des renforts dans cette région. Un correspondant de l'AFP a mardi vu des batteries de défense anti-aérienne et de l'artillerie de l'armée syrienne acheminées vers ce front, face aux positions kurdes. Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et nord-est de la Syrie, et notamment la rive est de l'Euphrate.

Les combats à Alep sont intervenus alors que les négociations entre le gouvernement central et les Kurdes pour mettre en œuvre un accord conclu en mars 2025, visant à intégrer les institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde au sein de l'État syrien, sont dans l'impasse.

The New York Times

Jan. 13, 2026

'Shoot to Kill': Accounts of Brutal Crackdown Emerge From Iran

The Iranian authorities have imposed an information blackout as they try to quell protests, but eyewitness testimony and videos conveying the deadly toll have made their way out.

As the Iranian authorities impose a near-total communication blackout on a country convulsed by mass protests, videos and witness accounts slowly emerging suggest that the government is waging one of its deadliest crackdowns on unrest in more than a decade.

Eyewitnesses say government forces have begun opening fire, apparently with automatic weapons and at times seemingly indiscriminately, on unarmed protesters. Hospital workers say protesters had been coming in with pellet injuries but now arrive with gunshot wounds and skull fractures. One doctor called it a "mass-casualty situation."

Despite the communications blockade, a recurring image has made its way out of Iran: rows and rows of body bags.

In videos uploaded by opposition activists on social media, families can be seen sobbing as they huddle together over bloodied corpses in unzipped bags. And in footage aired on Iranian state television, a morgue official, sheathed in blue scrubs, stands amid bags neatly arranged along the floor of a white room, under glaring fluorescent lights.

"The majority of these people are ordinary people," the official says, sighing and shaking his head. "Their families are just ordinary families."

Those who still support Iran's theocratic government and those in the streets calling for its downfall agree: These are days of brutality unlike anything they have ever seen.

The toll of dead and injured across the country is unclear. Human rights groups are struggling to reach their contacts inside Iran and follow the methodology they nor-

mally use to verify information but say they have counted hundreds dead already.

A senior Iranian health ministry official, speaking on the condition of anonymity, said about 3,000 people had been killed across the country but sought to shift the blame to "terrorists" fomenting unrest. The figure included hundreds of security officers, he said

Another government official, also speaking on the condition of anonymity, said he had seen an internal report that referred to at least 3,000 dead, and added that the toll could climb.

If confirmed, the violence would be among the worst in recent Iranian history.

Witnesses spoke of seeing snipers positioned on rooftops in downtown Tehran and firing into crowds; of peaceful protests turning abruptly into scenes of carnage and panic as bullets pierced through people's heads and torsos, sending bodies toppling to the ground; and of an emergency room treating 19 gunshot patients in a single hour. "The regime is on a killing spree," said one protester, Yasi. She, like other Iranians interviewed by The New York Times, asked that her full name be withheld for safety

Yasi, who is in her 30s and works for a publishing company, said she was marching along Andarzgoo Boulevard in Tehran on Friday night with friends when security forces stormed in and shot a teenage boy in the leg as his mother looked on.

"My son! My son! They shot my son!" the woman cried, Yasi said.

Videos posted to social media on Monday night and verified by The New York Times showed a large crowd of protesters in Tehran. The sound of gunfire could be heard, and the cry: "Death to the dictator!"

For the past five days, the Iranian authorities have shut down the internet, international phone lines and sometimes even domestic mobile phone connections. That has left rights groups, journalists and families alike struggling to understand the scope of what has happened.

But videos trickling out of the country and the messages of some Iranians who occasionally get satellite internet connections offer a devastating picture of bloodshed.

Body bags lined up in Kazhirak, a town on the outskirts of Tehran, on Sunday.

"I managed to get connected for a few minutes just to say it's a blood bath here," Saeed, a businessman in Tehran, told The Times. He said he was using a Starlink internet connection late on Sunday.

When protests over the dire Iranian economy broke out in Tehran's marketplace, on Dec. 28, Saeed took to the streets to join them. He had done the same during the protest movement in 2022 and those before it, he said.

But as Iran descends into deeper isolation, it has become increasingly clear, he said, that this crackdown is "unlike any of the protests that came before."

"I personally saw a young man get shot in the head," he told The Times in recorded audio messages. "I witnessed someone get shot with a bullet to the knee. The person fell to the ground unconscious, and then security forces gathered over him."

Two weeks ago, when a sharp currency devaluation sent protesters into the streets, officials acknowledged their grievances as legitimate, though they warned protesters not to be swayed by "rioters."

But in the past week, the smaller demonstrations in city markets and universities exploded into a broader popular movement, with throngs of protesters filling major city squares and rural town centers alike. Now Iranian officials have begun to talk of them being taken over by "terrorists," and foreign agents loyal to its enemies, the United States and Israel

Footage shows protesters under a bridge in the Punak neighborhood of Tehran on Friday.Social media, via Agence-France Presse

"Take firm and effective measures to avenge the martyrs and those killed," Iran's attorney general, Gholam-Hossein Mohseni-Ejei, said at a meeting of the Supreme Judicial Council on Monday, according to the semiofficial news agency, Tasnim.

In a sign of the scale of the crackdown, the government has taken the unusual step of acknowledging that there have been large numbers of casualties, but has sought to portray the victims as primarily members of the security forces.

Nine residents of Tehran, along with two doctors and a nurse who work at government hospitals, said they had witnessed the government's harder line firsthand.

Two said in interviews that they had seen snipers firing down at crowds in the Sattarkhan and Pasvaran neighborhoods of Tehran, and one recounted a security agent in the Aghdasieh neighborhood indiscriminately shooting at the crowd as he drove by.
A Tehran resident who went to Sattarkhan with his wife on Saturday night said he had witnessed security forces open a barrage of gunfire with machine guns into a crowd of young men and women. They dropped to the ground on top of one another, he said.

At Nikan Hospital in northern Tehran, a nurse said medical workers had been overwhelmed when 19 gunshot victims came in almost at once. At Shohada Hospital in the Tajrish neighborhood of Tehran, a doctor said many protesters taken there were declared dead upon their arrival at the hospital, and that many had been shot at a close range in the head, neck, lungs and heart.

The Center for Human Rights in Iran, which is based in New York, released testimony on Monday from a doctor who has been treating patients in Tehran and Isfahan since the crackdown began. The group withheld his name for safety.

Earlier in the protests, the doctor said, protesters were being treated for tear gas exposure and pellet gun wounds. Then on Thursday, the doctor said, he started hearing heavy machine gunfire from the hospital.

"This was a mass-casualty situation," the doctor said in his account. "Our facilities, space and personnel were far below the number of injured people arriving. The trauma cases I saw were brutal, shoot to kill."

The executive director of the Center for Human Rights in Iran, Hadi Ghaemi, said his team had pieced together accounts from Karaj, west of Tehran, and Kermanshah, in western Iran, indicating that hospitals and clinics had been occupied by security forces who were searching for wounded protesters and collecting their personal information.

Saeed, the Tehran businessman, described a similar experience in the capital.

"They take the injured protesters to the hospital and if they recover, they arrest them," he told The Times. "If their families arrive, they try to somehow help them escape. The families who come to receive the bodies of those killed are forced into humiliating confessions: They have to say that the 'terrorists' have killed them.

Activists at the Washington-based Iranian rights group HRANA have gathered reports from hospitals suggesting that in some cases security officials were detaining protesters even before they had been treated for their wounds.

Skylar Thompson, the deputy director of HRANA, said her organization's death toll has jumped in fits and starts over the past two days, as people sporadically managed to get online and share what they had learned.

On Saturday, the group was putting the toll at 70 dead. By Monday morning, the number had grown to 572 protesters and 69 members of the security forces killed. There will most likely be another spike, Ms. Thompson said, once the group works through verifying 500 other cases.

The Center for Human Rights has chosen not to keep a toll, Mr. Ghaemi said, because it has been unable to connect with enough people to follow its typical procedures of corroborating the accounts of local rights activists with those of victims' families

"We can't confirm detailed numbers, but all indications so far point to large-scale killings over the past few days," Mr. Ghaemi said in an interview. "We estimate at least 1,000 deaths nationwide and potentially higher. But the current information is just the tip of the iceberg."

Whether the violent crackdown will succeed in intimidating protesters into silence remains to be seen. On Monday, fewer videos of the unrest appeared than in previous days. But Saeed insisted that the killings would not stop the protesters.

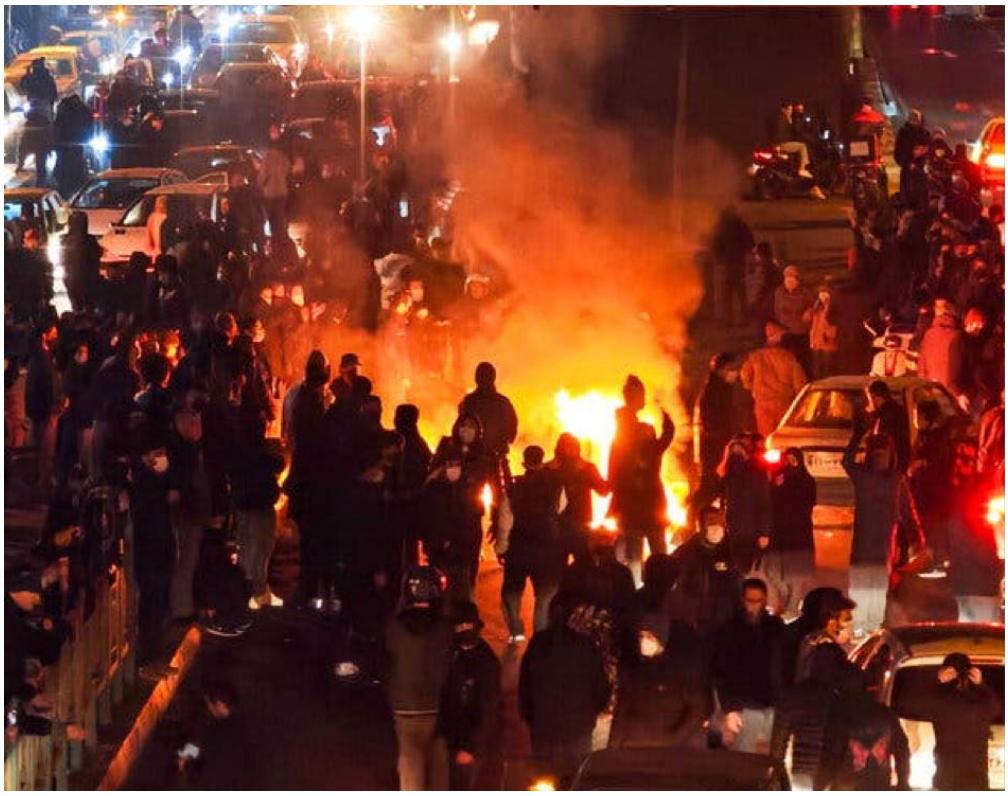
The New York Times **Jan. 13, 2026**

A Crisis in Iran

We take a look at the protests that have engulfed the streets of Iran.

Antigovernment protests have engulfed the streets of Iran. And government forces are killing the protesters in droves.

The demonstrations began two weeks ago in the bazaars of Tehran — the historic heart of Iran's economy — when the Iranian rial plunged to a new low against the U.S. dollar. The fall unleashed a wave of anger against the government: *My money's worth less.* The protests have since spiraled into a wholesale revolt against the country's authoritarian clerical rulers. Protesters are marching in the capital, at universities and in impoverished towns.



In Tehran last week.Getty Images

Over the past few days, as government forces have tried to quash the protests, the confrontations have gotten bigger and more violent. Although Iran's government has shut down the internet and frozen phone service, videos transmitted through the blackout and verified by The Times show corpses lined up in body bags outside hospitals. Human rights groups have confirmed the deaths of more than 500 protesters so far — and dozens of government personnel. But the true toll may be much higher, they say, and we won't know for sure until the internet returns.

President Trump warned over the weekend that the U.S. military might intervene to support the protesters if the violence continued. Iran's government said yesterday that it was ready

for a war but open to negotiating.

On the ground

In Tehran last week.Getty Images
Iranians have been challenging their theocratic rulers on and off for more than a decade. They protested in 2009, 2019, 2021 and 2022. Each time, government security forces have responded with crackdowns.

Still, some of our colleagues reporting on Iran — among them Erika Solomon, Sanam Mahoozi and Sanjana Varghese — managed to talk to 10 protesters by phone.

The calls did not come easily. As Erika told us yesterday, The Times does not have reporters in Iran right now. "It's important to be clear that we are still getting a very fragmented picture of what is happening," she said.
There have been blackouts before, though Erika says this is one of the worst she has seen. "When people get access, which is usually very sporadic," she continued, "they will send us audio notes sharing what happened to them or answering questions we previously wrote out to them on mobile texting applications like WhatsApp or Telegram." Everyone proceeds carefully. As Erika noted, "These are sources that we trust and who trust us to keep them safe, often people we've spoken to for many years."

Because people are terrified. The Times's Farnaz Fassihi and Malachy Browne spoke with Parisa, a 35-year-old Tehran resident who witnessed the violence of the government response on Friday night. From their story:

Four security agents swarmed a middle-aged man and his teenage son who had been standing at a corner, cheering on the crowd and joining in the antigovernment chants. The officers opened fire, killing the father, said Parisa, who asked that her last name not be published out of fear of retribution.

The son screamed, his cries mingling with the crowd's, as some fled and others began cursing and throwing rocks at the security forces. Parisa said that she had noticed the man bending down to fix his shoe, adding that perhaps the security forces had believed he was reaching for a weapon. But she saw none.

The violence has spread far from Tehran, the capital. Videos verified by The Times show armed men shooting down empty streets in two other Iranian cities, an apparent effort to intimidate residents and would-be protesters. Security forces also fired tear gas at worshipers exiting a mosque.

Iran's president said on Sunday that he was working to address protesters' anger over the economy. Earlier, the government said it planned to provide most citizens with a monthly payment equivalent to around $7 in a bid to help. But Iran's supreme leader vowed that the government would "not back down" from the protests. Tehran's public prosecutor said that those involved in clashes with security forces could face death by hanging.

Trump weighs in

Over the weekend, Trump said that the U.S. might be ready to intervene.
Asked by reporters whether Iran's leaders had crossed a red line, he replied: "It looks like it. There seems to be some people killed who weren't supposed to be killed." He did not go into detail, but added: "We're looking at it very seriously, the military's looking at it. And there's a couple options."

Trump has repeatedly threatened to use lethal force against the Iranian government for its efforts to suppress demonstrations. "Iran is looking at FREEDOM, perhaps like never before," he wrote on social media on Saturday. "The USA stands ready to help!!!"

Yesterday, officials said that Trump was exploring possibilities for diplomacywhile considering whether to attack.
Iran is weaker than it used to be. The nation was once the center of a powerful network of anti-Western forces across the Middle East — including in Yemen, Iraq, Lebanon and Gaza — but its regional power has contracted over the past two years as Israel has decimated Hezbollah and Hamas. In June, Israeli missiles rained down on Tehran, killing some of the country's military leaders and nuclear scientists, and hundreds more civilians. American bombers pounded key nuclear facilities to the south.

Iranian officials blame the U.S. and Israel for the current unrest, claiming that they have supported "terrorist" teams that have infiltrated the protests, killing both protesters and government personnel to stoke more violence.

Some experts call the crisis the most serious challenge to Iran's clerical rule since the Islamic Revolution in 1979.

Now, let's see what else is happening in the world.
The F.B.I. is investigating whether Renee Good, the woman killed by an ICE agent in Minneapolis, had ties to activist groups protesting the Trump administration. The agent is unlikely to face criminal charges, officials said.

Trump suggested that Good's "highly disrespectful" attitude toward law enforcement could help justify her killing.

Officials in Minnesota and Illinois separately sued the Trump administration to stop the ICE deployments in their states.
Ask The Morning: What questions do you have about the ICE deployments and the efforts to block them? Ask us here.

David Guttenfelder, a visual journalist for The Times, was at the scene in Minneapolis immediately after Good was killed. In the video below, he explains what he saw. Click to play.

What Our Photographer Saw in Minneapolis

David Guttenfelder, a visual journalist for The New York Times, was at the scene in Minneapolis immediately after an ICE agent killed a 37-year-old woman in her vehicle. He walks us through the photos and videos he took over the next few days as outrage and protests mounted in the city.

Federal Reserve

Several Republican senators criticized the Justice Department's investigation into Jerome Powell, the Federal Reserve chair. Lisa Murkowski of Alaska called it "nothing more than an attempt at coercion."

Three former Fed chairs — Janet Yellen, Ben Bernanke and Alan Greenspan — denounced the charges as an attempt to undermine the Fed's independence.

Powell had strenuously sought to avoid a public fight with Trump. But after the president escalated his fight, Powell did, too, writes Colby Smith, who covers the Federal Reserve.

Politics

Senator Mark Kelly on Thursday at the Capitol.Tierney L. Cross/The New York Times

Senator Mark Kelly of Arizona sued Secretary of Defense Pete Hegsethover his effort to punish Kelly for participating in a video telling soldiers they could ignore illegal orders.

The Pentagon used a secret

aircraft painted to look like a civilian plane in its first deadly strike on a suspected drug boat in the Caribbean last September.

The E.P.A. used to consider how many lives would be saved when setting air-pollution rules. In a reversal, the agency now plans to calculate only the cost to industry, according to internal documents seen by The Times.

Gavin Newsom, the governor of California, vowed to stop a proposed wealth tax that has already caused some billionaires to leave the state.

Other Big Stories

Nearly 15,000 nurses went on strike in New York City, setting the stage for what could be the city's biggest health care labor showdown in decades.

After a nearly yearlong delay to its efforts to compete in artificial intelligence, Apple says it plans to base its A.I. products on technology from Google.

Paramount says it plans to nominate directors to the board of Warner Bros. Discovery to advance its hostile bid for the company.

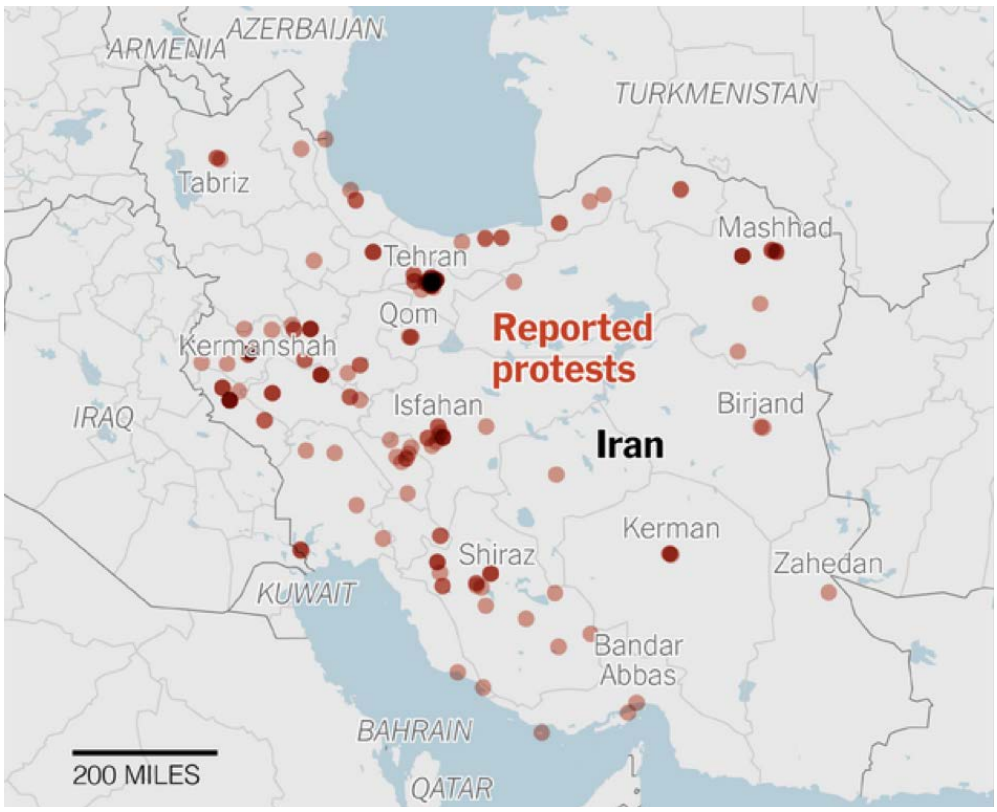
ARCTIC FRONT

Svalbard, a cluster of islands in the Arctic near the North Pole, is part of Norway. But a unique treaty signed in 1920 has long allowed just about anyone to live there without a visa.

Now, though, Norway is asserting more control over Svalbard. It is stripping voting rights, blocking land sales, restricting research and claiming hundreds of miles of seabed.

Norway insists it has little choice. Svalbard is one of the best places on earth to download satellite data and monitor missile trajectories, and coveted supplies of rare-earth minerals lie beneath the surrounding seas. If it does not safeguard this corner of the Arctic, Norway says, the islands could become a launchpad for hostile powers.

Times reporters traveled by plane, truck and snowmobile to report on the changes in Svalbard. Read their story here.



A map of Iran that shows the many locations of recent protests there. The most appear to be in and around Tehran, Isfahan, Mashhad, Kermanshah and Kermanshah.
Credit...Note: As of Jan. 8. Shows protests since Dec. 29. Source: Institute for the Study of War and AEI's Critical Threats Project. Samuel Granados/The New York Times

OPINIONS

The U.S. needs to help the Venezuelan opposition remove the leaders of Nicolás Maduro's regime, argues **John Bolton**, who served as national security adviser in the first Trump administration.

Here is a column by **Michelle Goldberg** on the growing risk of fascism.

MORNING READS

"Dr. Frankenstein": He Jiankui, the Chinese scientist who created the world's first gene-edited babies, spent three years in prison for deceiving Chinese medical authorities. Now back at work, he sees a greater opening for researchers who push boundaries.

Your pick: The most-clicked link in The Morning yesterday was about the most unforgettable looks at the Golden Globe Awards.

A chef: Elle Simone Scott, the first Black cast member on the PBS cooking show "America's Test Kitchen," used her influence to help other female chefs of color. She died at 49.

TODAY'S NUMBER
2.4

— That was the percent rise in U.S. greenhouse gas emissions in 2025, after two years of decline. It was also the percent rise in energy demand nationwide last year.

SPORTS

N.F.L.: The Houston Texans beat the Pittsburgh Steelers 30-6 to advance to the divisional round of the playoffs, where they will face the New England Patriots. Here's the rest of the postseason schedule.

Golf: Brooks Koepka, who played four seasons in LIV Golf, is returning to the PGA Tour this month after the tour announced a new, time-sensitive program for LIV Golf defectors to come back.
Armando Rafael for The New York Times. Food Stylist: Cyd Raftus McDowell.

Malaay qumbe is a Somali version of coconut fish curry. It's rich with xawaash, a spice blend of cumin, coriander, black pepper, cloves, cinnamon, cardamom and turmeric that sits at the heart of Somali cuisine. The mixture balances out the sweetness of coconut milk and the acidity of tomatoes really nicely. Serve over steamed rice or alongside muufo, a slightly sweet cornmeal flatbread. "Made exactly according to recipe," one reader commented. "Absolutely delicious."

THE END OF AN OLD-MONEY DREAM

When the editors of The New York Times Book Review do an exceptional job of pairing a reviewer with a book, someone like me will exclaim, "Good casting!" One example: Alex Kuczynski, who used to cover the very rich and quietly famous for The Times, on Belle Burden's memoir, "Strangers," about the sudden dissolution of Burden's 20-year marriage.

It's a world Alex knows well and writes about silkily — all private beaches and private clubs and private schools, trust funds and family wealth offices, along with the weird expectation amid all of it "that the world will automatically take care of you." It won't, Alex knows — and admires Burden for writing her way through the pain.

RÛDAW

Jan.13,2026

Rojava slams desecration of female fighter's body, vows stronger Kurdish resolve

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led administration of northeast Syria (Rojava) on Tuesday condemned as unjustifiable under any pretext the desecration of a "heroic" Kurdish female fighter by Damascus-affiliated armed groups, after gruesome footage showed militants throwing her body off a building while hurling insults.

Heavy clashes erupted last week between the Syrian Arab Army and its affiliated armed factions on one side and the Kurdish Internal Security Forces (Asayish) on the other in Aleppo's Kurdish-majority Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood neighborhoods, leading to their seizure by the former.

The violence left at least 82 people dead, including 43 civilians, according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), and displaced approximately 150,000 others, the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF) told Rudaw on Saturday.

Amid the unrest, a gruesome video surfaced online showing a Damascus-affiliated militant throwing the body of the Kurdish female fighter off the second floor of a building, while his comrades encouraged him with shouts of "dump her, dump her" and cheered as her body hit the ground. Militants are also heard calling her an "honorless pig."
The viral footage has sent shockwaves worldwide, particularly within the Kurdish community both in the region and abroad.

The Kurdish-led SDF said on Saturday that a Kurdish female fighter was executed and thrown from a building by the Syrian army.

The fighter was reportedly captured by armed men after resisting an army attack in the Kurdish-majority neighborhood of Sheikh Maqsood for hours. pic.twitter.com/k7mVJhSm5M

— Rudaw English (@RudawEnglish) January 10, 2026

In its Tuesday statement, the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) in Rojava condemned "the crime that shook the human conscience," represented by "Damascus- affiliated factions throwing the lifeless body of a heroic Kurdish from a tall building."

The act is "an egregious violation of all moral and human values, as well as international conventions that protect human dignity even after death," the Rojava administration added, affirming that "such actions are inexcusable under any pretext and reflect a dangerous disregard for human life, as well as an attempt to break the will of society by spreading fear and humiliation."

"We salute the resistance of women in Aleppo's Ashrafiyeh and Sheikh Maqsoud, where two members of the women's Internal Security Forces [Asayish] achieved martyrdom after a historic and heroic resistance," the DAANES said.

Another viral video from Aleppo's Kurdish quarters sparked controversy by showing dozens of Kurdish civilians - including many women and children - being rounded up and humiliated by Damascus-affiliated armed groups, in what rights observers have condemned as arbitrary detention and ethnic targeting.

Damascus-affiliated militants are heard referring to the captives as "pigs" and "products of federalism," in reference to the Kurdish community's call for decentralized rule in Syria.

Tens of Kurdish civilians from Aleppo's Sheikh Maqsood neighborhood have been captured and humiliated by Damascus-affiliated armed groups, in what rights observers are condemning as arbitrary detention and ethnic targeting. pic.twitter.com/KoBWXpsAe2

— Rudaw English (@RudawEnglish) January 11, 2026

The DAANES on Tuesday affirmed that "human dignity is indivisible, and that targeting women, desecrating bodies, and humiliating prisoners are crimes that do not expire," reiterating its call for "an independent international investigation and accountability for those responsible."

The Rojava administration finally emphasized that "these crimes will not break the resolve of women" but will instead strengthen the Kurdish people's "commitment to their legitimate rights to freedom, justice, and a life of dignity."

FRANCE 24

14 janvier 2026

Syrie: forces kurdes et armée font état de nouveaux combats à l'est d'Alep

L'armée syrienne et les forces kurdes ont fait état dans la nuit de nouveaux combats à l'est d'Alep, secteur dont Damas veut prendre le contrôle après s'être déjà assuré celui de la grande ville du nord de la Syrie.

Selon une source militaire citée par l'agence officielle Sana, les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes «visent des positions de l'armée et des maisons civiles près du village de Humeima à l'est d'Alep avec des mitrailleuses lourdes et des drones, et l'armée répond».

Les FDS ont pour leur part dit avoir repoussé une «tentative d'infiltration» au niveau du village de Zubayda, un peu plus au sud, et ont par ailleurs fait état de frappes de drones de la part de l'armée qui ont fait «plusieurs blessés».

L'armée a exigé mardi que les forces kurdes qui contrôlent l'est d'Alep «se retirent vers l'est de l'Euphrate», le fleuve qui coule dans le nord de la Syrie.

Elle a publié une carte précisant la région qui doit être évacuée et prévenu qu'elle serait considérée comme «une zone militaire fermée».

Un correspondant de l'AFP a vu mardi des batteries de défense anti-aérienne et de l'artillerie de l'armée syrienne acheminées vers le front de Deir Hafer, face aux positions des FDS.
Celles-ci ont par la suite accusé les forces gouvernementales d'avoir bombardé Deir Hafer.

Les localités de Humeima et de Zubayda évoquées dans la nuit sont toutes deux situées dans le secteur de Deir Hafer.

Mardi, la responsable des relations extérieures de l'administration autonome kurde, Elham Ahmed, avait accusé l'armée syrienne de préparer «une attaque à grande échelle» contre les Kurdes.

Elle a accusé les autorités d'avoir «déclaré la guerre» et «rompu l'accord du 10 mars» 2025, visant à une intégration négociée des institutions civiles et militaires kurdes au sein de l›Etat syrien.
«Jolani, dégage»

Ces négociations sont dans l'impasse alors que l'administration islamiste du président Ahmad al-Chareh au pouvoir à Damas cherche à reprendre le contrôle de toute la région d'Alep.

Dimanche, l'armée da pris le contrôle de l'ensemble de la ville après avoir délogé les combattants kurdes de deux quartiers qu'ils contrôlaient, Cheikh Maqsoud et Achrafieh.

Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est du pays, notamment après avoir défait le groupe jihadiste Etat islamique avec l'appui d'une coalition multinationale.

Mardi, dans la ville kurde de Qamichli (nord-est), des milliers de manifestants ont dénoncé les combats, scandant «Jolani, dégage!», l'ancien nom de guerre d'Ahmad al-Chareh, un ex-jihadiste dont ils ont brûlé des portraits, selon des correspondants de l'AFP.

«Ce gouvernement n'a pas honoré ses engagements à l'égard d'aucun Syrien (...) Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le sang coule, comme les massacres d'alaouites et de druzes», a affirmé Joudi Ali, un propriétaire de café de 29 ans.

Alors que le pouvoir syrien s'est officiellement engagé à protéger les minorités, des massacres d'Alaouites ont eu lieu sur la côte en mars et des combats avec les Druzes dans le sud en juillet, avant ceux contre les Kurdes ces dernière semaines.

Les combats d'Alep, les plus graves entre le pouvoir syrien et les Kurdes, ont fait 105 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dont 45 civils et 60 combattants des deux bords.

Le responsable des opérations de la Défense civile à Alep, Fayçal Mohammad, a affirmé à l'AFP mardi que «50 corps» avaient été retirés par les secouristes dans les deux quartiers kurdes après la fin des combats, sans préciser s'il s'agissait de civils ou de combattants.

Le Monde

Hélène Sallon
14 janvier 2026

Syrie : à Alep, après la chute de Cheikh-Maqsoud, la peur du lendemain des Kurdes

ReportageLes habitants de ce quartier de la ville syrienne, repris par les forces gouvernementales aux combattants des FDS, redoutent d'être discriminés par le nouveau pouvoir et estiment avoir été abandonnés par leurs frères de l'enclave kurde du Nord-Est.



Un jeune garçon déplacé, dans l'attente des bus affrétés par le gouvernement, à la gare routière d'Afrin (Syrie), est prêt à retourner dans le quartier d'Achrafieh, à Alep, le 12 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

La boule au ventre, Rojin, qui témoigne sous pseudonyme, est revenue à Cheikh-Maqsoud, avec ses quatre enfants, mardi 13 janvier. Ce quartier, l'enclave kurde d'Alep, dans le nord de la Syrie, avait été repris par les forces de sécurité syriennes aux Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde), samedi 10 janvier au soir. *« J'ai peur que le gouvernement arrête les employés du conseil local d'Achrafieh et de Cheikh-Maqsoud »*, rattaché à l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), le bras administratif des FDS, confie la quadragénaire kurde, qui y était employée au département de la santé.

Les responsables du conseil local et les Asayiches (les forces de sécurité intérieures kurdes) ont été transférés vers le Nord-Est syrien dans des convois sécurisés. Mais des combattants et des employés du conseil sont restés. Rojin s'est réfugiée, vendredi 9 janvier, avant l'ultime bataille, dans un autre quartier d'Alep, laissant son mari seul à la maison. *« J'ai eu peur pour mes enfants à cause des bombardements et que mon fils de 20 ans soit arrêté »*, explique-t-elle. Jusqu'à ce qu'achoppe l'accord de cessez-le-feu, elle avait écouté les directives du conseil local, qui enjoignait à la population de rester.

« Les responsables [kurdes] *ont dit, par les haut-parleurs de la mosquée, que tout le monde devait se préparer à combattre jusqu'à la mort. Mais, quand j'ai vu que mon voisin* [le directeur financier du conseil local] *faisait partir sa famille, j'ai compris que la grande bataille arrivait »*, raconte Rojin. Jiwan, qui témoigne également sous pseudonyme, le mari de Rojin, désigne un autre voisin, un Arabe de la côte installé à Cheikh-Maqsoud depuis six ans et marié à une Kurde, que les forces gouvernementales sont venues arrêter : *« Il était prêt à partir avec le convoi d'évacuation, mais sa voiture a été brûlée »*, précise-t-il.

De nombreuses familles vivant autour de la mosquée Salaheddine et de l'hôpital Khaled-Fajr, liées aux autorités kurdes et aux Asayiches, ont tenté de partir avec les convois. Des voisins racontent, horrifiés, le drame qui en a frappé certaines, prises au piège dans leur voiture par les combats, vendredi soir.

Les autorités avaient donné aux habitants jusqu'à 18 heures pour quitter Cheikh-Maqsoud. *« Une femme du conseil local criait : "Vos âmes et les nôtres sont liées. Personne ne peut sortir." Les femmes et les enfants pleuraient »*, se souvient Tarek Kurdi, un gérant de restaurant de 37 ans. La bataille a repris à 21 heures jusqu'au lendemain après-midi. *« Les habitants étaient dans leurs voitures, prêts à partir. L'armée a commencé à rentrer. Les combattants locaux étaient entre les voitures. Les deux camps tiraient à l'artillerie. Une trentaine de voitures ont brûlé. J'ai vu de mes propres yeux une voiture prendre feu avec trois personnes à l'intérieur »*, raconte Tarek Kurdi, désignant des traces d'incendie au sol. La défense civile d'Alep a indiqué avoir retiré 50 corps après la fin des combats. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a dénombré 105 morts au total, 45 civils et 60 combattants des deux bords.

Le samedi matin, des habitants du quartier ont été emmenés par les services de renseignement. *« Ils nous ont fouillés pour s'assurer qu'on n'avait pas d'armes et nous ont emmenés, à bord de quatre bus, dans un lieu sécurisé où ils ont pris nos noms. Il y avait de 150 à 200 détenus*

dans chacune des trois cellules. On a bien mangé, personne ne nous a interrogés », raconte Abdil Haj Mahmoud. L'épicier de 48 ans a été libéré, lundi soir. *« Les forces de sécurité libèrent peu à peu. Dans mon convoi, il y avait vingt-sept personnes. Dans le précédent, une cinquantaine »*, détaille-t-il.

« On a été massacrés »

Pendant trois jours, Abdil Haj Mahmoud a été porté disparu. Sa famille, sans nouvelles de lui, a diffusé sa photo sur Facebook. Mardi, le colonel Mohamed Abdelghani, le chef de la sécurité de la province d'Alep, a indiqué que 300 hommes sans papiers d'identité avaient été arrêtés, sans donner de chiffre global des interpellations. *« Il y a beaucoup d'arrestations, bien plus que 300 »*, estime le député d'Afrin, Cheikh Saïd. Certains figurent sur les listes de disparus qui circulent sur les réseaux sociaux. Selon la responsable kurde Ilham Ahmed, 276 personnes sont considérées comme disparues ou détenues – des chiffres provisoires.

Ahmed (un pseudonyme) a retrouvé la trace de son fils de 17 ans grâce à un voisin qui a été libéré et l'a vu dans le centre de détention. Il affirme que son fils n'était pas un combattant. Il a été blessé vendredi près de la mosquée Salaheddine lorsque le convoi de civils a été pris dans les combats. L'homme, chauffeur pour le conseil local, est pétrifié de peur. *« Peut-être que je devrais faire une procédure de réconciliation avec les autorités »*, dit Ahmed. Les voisins disent de lui et de son fils qu'ils étaient avec les Asayiches. Le père travaillait, pendant les combats, dans la cantine installée près de l'hôpital Khaled-Fajr.

Avant de fuir, Rojin affirme avoir vu dans l'hôpital *« des centaines de blessés et de morts, à la fois des civils et des combattants. Les ambulances et les voitures les amenaient en continu. C'était le chaos »*, se souvient-elle. L'ultime bataille s'est déroulée du vendredi soir au samedi après-midi. *« Pendant vingt-quatre heures, les bombardements n'ont pas arrêté, même pas une minute*, se souvient Farid Baker, un cordonnier de 43 ans qui s'était réfugié dans une cave avec cinq familles. *Quand les forces gouvernementales sont arrivées, elles ont contrôlé nos identités et nous ont dit de retourner à l'intérieur jusqu'au lendemain matin. »* Deux convois ont évacué 419 combattants kurdes dont 59 blessés, ainsi que des morts, selon un responsable syrien.



Des membres des forces de sécurité intérieure du gouvernement syrien cherchent des combattants cachés des Forces démocratiques syriennes dans le quartier Cheikh-Maqsoud, à Alep (Syrie), le 12 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Les autorités d'Alep, qui ont repris le contrôle du quartier, s'efforcent de rassurer la population kurde. Les combattants kurdes *« qui ont jeté les armes ne seront pas inquiétés. Tous ceux qui ont commis des crimes seront jugés »*, dans les deux camps, a promis le gouverneur d'Alep, Azzam Al-Gharib. Le colonel Abdelghani a précisé que 1 350 plaintes avaient été déposées, dont 110 ont conduit à l'ouverture de poursuites. *« Le ministère de l'intérieur est là pour servir les gens, non pour les effrayer. Le pays sera reconstruit dans un travail commun avec toutes les communautés »*, a-t-il assuré.

« Ce sont mes ennemis. Ils ont tué beaucoup de gens, nos amis, nos camarades, des enfants, pleure Rojin. *Ce sont des barbares. Alep n'est plus la Syrie, elle est tombée sous la coupe de la Turquie. On va continuer notre vie même si on ne se sent pas en sécurité. Mais comment vais-je laisser ma fille aller à l'université d'Alep parmi eux ? »* Il y a quelques mois, son fils a été arrêté dans le centre d'Alep parce qu'il parlait kurde avec un camarade. Rojin a peur d'envoyer le plus jeune, âgé de 14 ans, dans les écoles que le gouvernorat va rouvrir. Il suivait jusqu'à présent le cursus éducatif de l'Aanes. *« Je ne crois pas forcément en tout ce que professe Abdullah Öcalan* [le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan, dont sont issues les FDS], *mais en tout ce qui sert la cause kurde »*, explique Rojin.

« Pour le parti, nous sommes désormais des traîtres. Soit tu restes et tu meurs avec eux, soit tu pars avec eux. Sipan Hemo [un responsable kurde] *dit qu'il faut écouter les critiques de la population de Cheikh-Maqsoud, qui a été lâchée. Quelles critiques ? On a été massacrés. J'ai vu tous les morts, ce qu'ils ont fait avec le corps de cette femme »*, s'indigne Rojin. Une vidéo, qui a fait le tour des réseaux sociaux, montre un soldat qui jette d'un immeuble le corps d'une femme combattante.

« Depuis toujours, les Kurdes subissent les massacres, les génocides et la misère. Psychologiquement, il nous faudra des années pour oublier ce qui s'est passé », poursuit-elle. Notamment, le sentiment d'avoir été abandonnés par leurs frères du Nord-Est. *« Ils nous ont toujours dit que si Cheikh-Maqsoud était attaquée, ils viendraient nous aider car si Cheikh-Maqsoud tombe, c'est le rêve du Rojava qui s'effondre »*, dit la quadragénaire. Elle n'a vu ni solidarité ni renforts de la part des FDS. *« Ils ont conclu un accord avec Damas et vendu Cheikh-Maqsoud*, croit-elle savoir. *Notre sang aura été le prix pour négocier une forme d'autonomie pour le Nord-Est syrien. »*

l'Opinion

Rémy Pigaglio
14 janvier 2026

La réunification de la Syrie toujours plus improbable

La tension est montée d'un cran entre le gouvernement, qui tient la majorité du pays, et les Forces démocratiques kurdes

Après plusieurs jours de combat qui ont tourné à l'avantage de l'armée syrienne, les Forces démocratiques syriennes, dominées par des combattants kurdes, ont évacué Alep. Bien qu'un accord en ce sens ait été signé en mars dernier, les deux forces n'ont pas fusionné et un rapprochement semble plus éloigné que jamais. LA SITUATION semblait intenable sur le long terme pour les Forces démocratiques syriennes (FDS). La coalition de milices, dominée par les Kurdes du YPG, ne contrôlait plus que deux quartiers d'Alep, la grande ville du nord de la Syrie : Cheikh Maqsoud et Achrafié. L'un comme l'autre abritent une majorité de Kurdes, alors que l'antique cité, fière de sa mosquée des Omeyyades et de ses impressionnants souks, est peuplée en majorité d'Arabes.

Les FDS avaient miraculeusement conservé le contrôle de ces deux quartiers de la grande ville du Nord de la Syrie en décembre 2024 au moment de l'offensive-éclair de la coalition de milices qui avait fait tomber le régime de Bachar al-Assad. Dans le sillage des combats avec l'armée du dictateur, ces milices dominées par des islamistes – devenues depuis l'armée syrienne – avaient conquis l'arrière-pays d'Alep tenu par les FDS. Mais elles s'étaient arrêtées aux portes de Cheikh Maqsoud et Achrafié, seule enclave de la milice au sein de la zone tenue par le pouvoir central.

Depuis le 11 janvier, c'en est fini de cette quasi-incongruité. A l'issue de quatre jours de combat qui ont tourné à l'avantage des forces gouvernementales syriennes, les FDS ont quitté Alep et donc leur dernière enclave au sein de la zone contrôlée par le gouvernement. Alors qu'un cessez-le-feu a globalement fait taire les armes, des centaines de combattants des FDS, accompagnés de civils, ont été vus dans des bus en train d'évacuer la ville.

Le soudain embrasement des derniers jours, auquel « une médiation internationale » a mis fin selon le chef des FDS, Mazloum Abdi, fait craindre une nouvelle déstabilisation du pays. Depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, vaincu par une coalition de milices dominée par les islamistes, le pays reste morcelé. La plus grande partie est contrôlée par le nouveau pouvoir syrien, dirigé par le président de transition Ahmed al-Charaa, tandis que le Nord-Est est tenu par les FDS.

En mars dernier, un accord signé par Ahmed al-Charaa et Mazloum Abdi avait pourtant suscité un vif espoir : il prévoyait l'intégration des FDS au sein de l'armée syrienne. Depuis, sa mise en œuvre patine. « Les FDS et le gouvernement de Damas sont contraints d'échanger en raison des réalités sur le terrain et des pressions internationales. Pourtant, tout les oppose. Le seul facteur qui leur est commun… est une méfiance réciproque », estime Nidal Shoukeir, professeur de communication stratégique et de relations gouvernementales. Car si, d'un côté, le président de transition Ahmed al-Charaa est un ancien jihadiste à la tête d'un pays à majorité arabe et sunnite, les FDS sont dominées par des forces kurdes d'inspiration laïque et socialiste, qui réclament l'instauration d'une fédération en Syrie.

Paradoxe. « Cette opération de l'armée gouvernementale ne peut être considérée comme une victoire décisive, car ces zones étaient, dans les faits, déjà perdues militairement par les FDS. En revanche, elle a mis en évidence une orientation inquiétante de la Syrie vers une logique de fragmentation confessionnelle et ethnique », poursuit Nidal Shoukeir. Néanmoins, et contrairement aux massacres qui ont ensanglanté la région à majorité alaouite de Lattaquié en mars dernier ou celle de Soueida habitée par des Druzes en juillet, la conquête du bastion des FDS à Alep ne s'est pas transformée en tueries contre les civils.

Tout le paradoxe réside dans le fait que les FDS, comme le gouvernement de Damas, bénéficient d'une proximité avec les Occidentaux. Soutenues par ces derniers, les FDS ont été à la pointe du combat contre Daech. Tandis qu'Ahmed al-Charaa s'est rapproché en particulier des Etats-Unis et de la France depuis son arrivée au pouvoir.

« Les Etats-Unis et la France sont les principaux médiateurs entre les FDS et le gouvernement syrien. Washington joue le rôle le plus important mais se contente de limiter le conflit plutôt que de tenter de le résoudre », analyse Nanar Hawach, analyste spécialiste de la Syrie au Crisis Group. L'administration américaine joue ainsi un rôle d'équilibriste entre ses deux alliés. « Les Etats-Unis ne soutiennent pas une partition du pays, mais ils ne veulent pas non plus d'un démantèlement forcé des FDS », décrit Nanar Hawach.

La situation était hier revenue au calme à Cheikh Maqsoud et Achrafié, dont les rues sont marquées par les traces des combats. Des affrontements localisés se poursuivaient néanmoins dans l'arrière-pays d'Alep.

Le Monde

Piotr Smolar
14 janvier 2026

Donald Trump confronté au dilemme d'une opération militaire contre l'Iran

Le président américain a promis son aide aux manifestants, mais Washington hésite non seulement sur les moyens mais sur l'objectif même d'une intervention : décapiter le régime de Téhéran, annihiler son appareil répressif ou le contraindre à une reddition sur le dossier nucléaire ?

Le motif, les moyens, les objectifs : tout pose question. D'intenses discussions agitent l'administration américaine, confrontée à la tentation d'une opération militaire imminente contre le régime iranien. Cette tentation est alimentée par Donald Trump lui-même, qui a, de façon répétée, engagé la parole des Etats-Unis en soutien des manifestants. Mardi 13 janvier, sur son réseau Truth Social, le président leur adressait même cette promesse : *« L'aide arrive ! »* Il leur indiquait la marche à suivre : *« Continuez à protester. Emparez-vous de vos institutions ! »*

Le magnat a pourtant bâti sa carrière politique depuis 2016 sur une opposition constante aux tentatives américaines de changement de régime dans le monde, en particulier au Moyen-Orient. Mais l'euphorie de l'enlèvement de Nicolas Maduro au Venezuela, le 3 janvier, et le sentiment d'une chance historique de décapiter le régime iranien expliquent l'appétit de Washington. Il reste à déterminer le menu, avec le Pentagone, en fonction des options militaires disponibles, en excluant une présence au sol.

Deux réunions stratégiques ont été organisées, mardi 13 janvier, à la Maison Blanche. Le temps presse, car la cruauté et l'ampleur de la répression lancée par Téhéran risquent d'étouffer la contestation. Or l'administration Trump a été prise de court par ce mouvement, alors qu'elle était accaparée par le Venezuela et rêvait d'expansion territoriale au Groenland. Pour l'heure, le président américain a annoncé des taxes douanières punitives de 25 % contre tout pays commerçant avec l'Iran, le premier d'entre eux étant la Chine. Si cette mesure était appliquée, elle susciterait une nouvelle escalade commerciale avec Pékin. Cette volonté d'étranglement économique se conjugue avec la volatilité et l'extrême faiblesse du rial, la devise iranienne.

Mais, sur le plan militaire, pour Washington, la question des moyens pour une éventuelle intervention en Iran se pose, alors qu'une grande partie des forces des Etats-Unis a été retirée de la région, au profit de l'« hémisphère » occidental (le continent américain). La finalité est aussi débattue. *« Il y a peu de preuves dans l'histoire que la puissance aérienne seule puisse provoquer l'effondrement d'un régime, ou qu'elle puisse seule empêcher un tyran ou un groupe terroriste de commettre des brutalités contre les civils »*, explique dans une note Clayton Swope, expert au cercle de réflexion Center for Strategic and International Studies.

Donald Trump semble tergiverser, derrière les propos bravaches. Le 8 janvier, il parlait de *« problèmes de gestion de foules »,* pour expliquer les morts. Mardi, à Détroit, dans le Michigan, il disait qu'on lui avait soumis *« cinq différents chiffres »* sur le bilan de la répression.

L'hésitation est compréhensible. Faut-il chercher à décapiter le pouvoir iranien ou seulement à le réduire à l'impuissance, à frapper ses capacités militaires encore intactes et les structures des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique ? La seule chose qui semble réellement fonctionner en Iran est l'appareil répressif. Politiquement, le régime reste une boîte noire assez insondable. Aucun signe de scission ou de défections majeures n'apparaît. Faut-il dès lors, plus prudemment, profiter de cette crise existentielle pour contraindre Téhéran à des concessions sans précédent ?

Vulnérabilité du régime iranien

Au cours du week-end du 10 janvier, le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, a contacté Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump, pour reprendre le dialogue. Mais, au sein de l'administration américaine, le danger de nouvelles négociations sans fin sur le nucléaire iranien, volontairement étirées par Téhéran, saute aux yeux. Les Israéliens ne cessent de mettre en garde contre cette option. Ces derniers mois, le président américain expliquait que la menace nucléaire posée par l'Iran avait été écartée grâce aux frappes conduites par les Etats-Unis contre trois sites de son programme, en juin 2025. Une opération de haute volée, mais aux résultats très incertains. Préférant célébrer sa propre audace, Donald Trump ne semblait guère intéressé par le sort – inconnu – des 408 kilogrammes d'uranium hautement enrichi (à 60 %) aux mains de l'Iran. C'est pourtant un enjeu de sécurité essentiel. Or on ne sait si Téhéran est parvenu à déménager et à dissimuler ce stock.

Donald Trump s'est dit disponible pour un dialogue avec le régime, jusqu'à l'annonce, mardi, du gel de tout contact bilatéral. A son retour à la Maison Blanche, en janvier 2025, il avait adressé une lettre d'ouverture au Guide suprême, Ali Khamenei. Celui-ci avait jugé que des discussions ne seraient *« pas intelligentes, sages ou honorables »*. Elles avaient pourtant eu lieu, de façon indirecte, dans le sultanat d'Oman, sans produire de résultats.

La campagne israélienne en juin 2025 contre le régime iranien, couronnée par les frappes américaines sur trois sites nucléaires, a changé la donne, laissant le régime dans un état de vulnérabilité sans précédent depuis la révolution islamique de 1979. Dorénavant, la seule option diplomatique qu'apprécierait la Maison Blanche serait une reddition iranienne sur le dossier nucléaire. Or celui-ci

constitue un pilier identitaire et sécuritaire du régime, son argument ultime.

Le débat qui agite la Maison Blanche sur les options disponibles existe plus largement à Washington, parmi les élus et les experts. Sénateur de Caroline du Sud, Lindsey Graham est l'un des plus fervents faucons du camp républicain, qui a su ménager sa relation personnelle avec Donald Trump. Il pousse le magnat en faveur d'une intervention contre le régime iranien, en assurant qu'elle serait compatible avec le principe fondateur du trumpisme, America First (« l'Amérique d'abord »). *« Le coup mortel à l'ayatollah sera un mélange de la bravoure patriotique incroyable des manifestants et de l'action décisive du président Trump »*, écrivait Lindsey Graham, mardi sur X. Il précisait ses attentes : *« Une vague massive d'attaques psychologiques, cyber et militaires. »*

Dans une tribune publiée mardi par le *New York Times,* Suzanne Maloney, vice-présidente du cercle de réflexion Brookings Institution et ancienne cadre au département d'Etat, met en garde l'administration contre une opération militaire sans lendemain et une rhétorique alimentant *« cruellement »* les espoirs des manifestants. Selon elle, Donald Trump devrait donner le feu vert à des attaques cyber contre les infrastructures des gardiens de la révolution, acteurs de la répression. Il devrait encourager les partenaires européens et asiatiques à fermer leurs représentations diplomatiques à Téhéran. Enfin, il devrait ordonner une neutralisation de la « flotte fantôme » permettant l'exportation du pétrole iranien, notamment vers la Chine.

Libération

14 janvier 2026

Mobilisations en Iran : Paris soupçonne «la répression la plus violente dans l'histoire contemporaine de l'Iran»

L'homme fort de Washington a prévenu que l'armée américaine n'hésiterait pas à frapper l'Iran si le régime devait exécuter certains citoyens interpellés au cours des manifestations.

Les ONG alertent sur une intensification de la répression du mouvement des Iraniens contre le régime des mollahs. L'organisation de défense des droits humains HRANA, basé aux Etats-Unis, a dit mardi avoir pu identifier 2 400 personnes tuées par les forces de l'ordre depuis le début des protestations le 28 décembre. Mais le bilan pourrait être bien plus lourd.

La coupure d'internet, en cours depuis jeudi, perdure. Les liaisons téléphoniques ont été rétablies mardi, depuis l'Iran vers l'étranger, mais elles restent très aléatoires et de mauvaise qualité.
Donald Trump a encouragé mardi les manifestants à poursuivre leur mouvement jusqu'à renverser le régime de Khamenei, en promettant que *«l'aide était en route»*. Plusieurs pays européens, dont la France, ont convoqué les ambassadeurs iraniens.

Retrouvez notre live de mardi ici sur l'un des plus vastes mouvements de contestation depuis la proclamation de la République islamique en 1979.

La répression contre les manifestants en Iran pourrait être *«la plus violente»* de l'histoire contemporaine de ce pays, a anticipé mercredi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, exhortant les autorités à la faire cesser *«impérativement». «Nous soupçonnons la répression la plus violente dans l'histoire contemporaine de l'Iran et elle doit impérativement cesser»*, a déclaré le chef de la diplomatie française sur RTL, sans avancer de chiffres, situés selon l'ONG dans une fouchette entre 734 (Iran rights watch) et 2 403 (HRANA).

«Des rares images qui nous sont parvenues, nous voyons des manifestants abattus à bout portant par des armes d'assaut, des cadavres qui s'entassent dans des sacs, dans des hôpitaux saturés, nous voyons des familles iraniennes endeuillées et nous entendons des appels de détresse auxquels nous ne pouvons rester insensible», a-t-il par ailleurs décrit.

Le chef du pouvoir judiciaire en Iran a promis des procès *«rapides»* pour les suspects arrêtés lors des manifestations, qualifiées d'*«émeutes»* par les autorités, a rapporté la télévision d'Etat mercredi.

«Si quelqu'un a mis le feu à une personne, l'a décapitée avant de brûler son corps, nous devons faire notre travail rapidement», a déclaré Gholamhossein Mohseni Ejeï lors d'une visite d'une prison où sont détenues des personnes arrêtées pendant les manifestations. Selon les agences de presse iraniennes, il a passé cinq heures dans cette prison de Téhéran à étudier leurs cas et a dit que les procès devraient être *«publics»*.

Dans un message sur X, Reza Pahlavi, le fils du chah, dictateur renversé par la révolution islamique en 1979, a appelé l'armée à se défier du régime autoritaire des mollahs : *«Vous êtes l'armée de l'Iran, pas l'armée de la république islamique. Votre devoir est de protéger les vies de vos compatriotes. Vous avez peu de temps, rejoignez les au plus vites.»* Il a également relayé les appels à poursuivre la contestation formulés par Donald Trump, tout en leur adressant un message : *«Le monde ne s'est pas contenté de voir et d'entendre votre voix et votre courage, il est en train d'y répondre.»*
Selon les chiffres avancés par HRANA (Humans rights acti-

vists news agency) et repris par CNN, ce sont au moins 2 403 manifestants qui ont été tués en Iran depuis le début des manifestations contre le régime. Parmi ces victimes, douze manifestants âgés de moins de 18 ans selon l'ONG, qui relève que 18 137 arrestations se sont déroulées depuis décembre. HRANA insiste sur le fait qu'elle ne rapporte que les cas qu'elle a pu vérifier, ce que les médias ne peuvent faire en raison du black-out décidé par les autorités iraniennes et privant le pays de couverture internet.

«Monsieur le Président, je vous écris aujourd'hui non seulement en tant que citoyen français, mais aussi en tant que témoin. Depuis bientôt cinquante ans (en Iran d'abord, puis dans le monde), mon appareil photo a capturé des guerres. Pendant ces décennies, je suis resté suspendu aux événements en Iran, de l'extérieur sans pouvoir m'y rendre depuis 1981. Mais ce qui se passe aujourd'hui en Iran relève d'une barbarie particulière : c'est un régime qui massacre méthodiquement sa jeunesse, sa population et ses rêveurs.»

Pour la même mission iranienne à l'ONU, qui a envoyé une lettre de protestation au secrétaire général de l'ONU, la déclaration *«imprudente»* de Trump est *«un encouragement explicite à la déstabilisation politique, une incitation et une invitation à la violence, et une menace à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et la sécurité nationale de la république islamique d'Iran».*

En réponse aux menaces américaines, l'Iran a de son côté accusé Washington de se chercher un *«prétexte»* pour intervenir militairement en Iran. *«Les fantasmes et la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Iran sont fondés sur un changement de régime, avec des sanctions, des menaces, des troubles orchestrés et le chaos servant de modus operandi pour fabriquer un prétexte à une intervention militaire»* a écrit la mission iranienne sur X, dans un message accompagné d'une lettre de protestation adressée aux dirigeants de l'ONU.

Donald Trump a assuré que les Etats-Unis agiraient *«de manière très forte»* si les autorités iraniennes commençaient à exécuter des personnes arrêtées lors des manifestations qui secouent le pays depuis fin décembre, craignant l'exécution d'un des manifestants arrêtés : *«Plus de 10 600 manifestants ont été arrêtés […] Erfan Soltani, 26 ans, dont l'exécution a été programmée pour le 14 juin, est l'un d'eux»,* a dit le Département d'Etat dans un message en farsi sur X. Une inquiétude partagée par Amnesty international qui a demandé au régime de *«surseoir immédiatement à toutes les exécutions, y compris celle d'Erfan Soltani». «Nous agirons de manière très forte s'ils font une chose pareille»*, a prévenu le président américain, interrogé mardi soir par un journaliste de la chaîne CBS.

La république islamique d'Iran fait face à l'un de ses plus grands défis depuis sa proclamation, il y a quarante-sept ans. Depuis le 28 décembre, les manifestations parties de Téhéran s'inscrivent dans le sillage des révoltes précédentes mais révèlent un affaiblissement inédit du régime des mollahs et ouvrent de nouvelles perspectives. Libé revient sur les différences de la situation actuelle avec les derniers grands soulèvements populaires contre la dictature des mollahs.

RÛDAW

Jan.14, 2026

EU lawmaker warns against ignoring Syrian human rights abuses

ERBIL, Kurdistan Region - A European Parliament member has sharply criticized the European Union for failing to speak out against alleged human rights violations in Syria as the EU pledged 600 million euros in new funding for Damascus.

Speaking to Rudaw on Tuesday, Katrin Langensiepen from Germany's Green Party urged European leaders to speak out against alleged human rights abuses under Syrian interim President Ahmed al-Sharaa after attacks by the Syrian military and allied armed groups against Kurdish forces in Aleppo.

"The silence regarding this unelected leader, Jolani, or Sharaa as he calls himself, is shameful. We are now repeating the same mistakes we previously made with Assad," Langensiepen said. Abu Mohammed al-Jolani is the nom de guerre of Sharaa, who led the extremist Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) militia that overthrew Bashar al-Assad's regime in December 2024. Assad's rule was marked by widespread and systematic human rights violations and war crimes. The US and EU lifted their terrorist designation on HTS after it came to power.

Under Sharaa, clashes in Druze-majority Suwayda province killed nearly hundreds of people, while violence in Alawite-majority coastal regions left even more dead last year, with Syrian government and allied forces blamed for many civilian deaths.

Langensiepen's remarks came after heavy clashes last week between the Syrian Arab Army, backed by armed factions, and the Kurdish Internal Security Forces (Asayish) in Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods that killed dozens of civilians and displaced around 150,000 people.
While an internationally-mediated ceasefire ended fighting on Sunday, Kurdish forces in recent days have come under attack as the Syrian military

expands operations to eastern Aleppo.

Videos circulated online showed Damascus-affiliated militants arresting and harassing Kurdish residents, while social media users shared images of missing relatives and alleged abuse of Kurds, including children.

Langensiepen said Europe has failed to adequately respond to attacks on minorities in Syria.

"We saw the attacks on Christians, Alawites, and Druze in July, and now the Kurds," she said.

New funding for Damascus amid attacks

She condemned the provision of "more than 600 million euros to this current government without any criticism during these massacres," and described European Commission President Ursula von der Leyen's silence as "shameful."

As the Syrian Arab Army clashed with Kurdish forces in Aleppo, von der Leyen met with Sharaa in Damascus and announced 620 million euros through 2027 to support humanitarian aid and rebuild state institutions.

Langensiepen warned against normalizing relations with Damascus.

"It must be clear that this new leader is unelected," she said. "We do not have a parliamentary system [in Syria], and we do not have a trustworthy relationship with Syria," she said in reference to reports Sharaa will visit Berlin later this month to discuss Syrian refugees returning to the country.

Germany hosts 1 million Syrian refugees. Many are minorities who fled violence and repression by extremist groups and Assad's regime.

EU and German officials have said that assistance is conditional on Syria protecting ethnic and religious groups, preventing violence and ensuring minorities are represented in a democratic political system.

On Friday, Germany's Left Party co-chair Jan van Aken also claimed Berlin and the EU are failing to clearly condemn attacks by Damascus-affiliated forces in Aleppo.

They instead "act as if the new Syrian government is great and there is peace in Syria," in order to "deport many people," he said.

To hold talks about returning refugees to Syria, "We need to negotiate with a murderous terrorist," Langensiepen said in reference to Jolani, claiming "is not an EU partner."

She called for full transparency over EU funds sent to Damascus.

German-based Kurdish activist Duzen Tekkal, founder of the Hawar Help human rights organization, echoed the criticism, saying that "Today someone like Jolani uses the same methods as [Islamic State] ISIS against Kurds and the world is silent about this - truly this is unforgivable."

Another German-based human rights activist, Dani Elasepehri, highlighted what she described as a broader pattern of repression.

"The international community almost never looks at the minorities," she said, including "massacres against the Alawite community in Syria, the Druze community in Syria and attacks, brutal attacks on the Kurdish community in Syria."

Stephane Dujarric, spokesperson for the UN secretary-general, told Rudaw on Tuesday that the United Nations is deeply concerned over the desecration of the body of a Kurdish female fighter by Damascus-affiliated forces in Aleppo.

He called for accountability for the incident and urged Damascus and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) to return to negotiations as the Syrian military expanded its operations against the SDF on Tuesday.

The New York Times **Jan. 14, 2026**

With Crackdown on Protests, Iran's Government 'Is Only Buying Time'

Its security forces have brutally defended the Islamic Republic, but the protests show that many Iranians consider it stagnant and ideologically hollow.

The protests in Iran against the Islamic Republic appear broader and more combative than ever before. The government crackdown is also more violent.

The regime and its 86-year-old Supreme Leader, Ayatollah Ali Khamenei, see the spreading protests as an existential threat, experts and analysts said, and they have responded with force to protect the government and their own institutional interests.

After the government's nearly 50 years in power, many in Iran have come to see it as having betrayed its promise of a better life for all Iranians. They have turned out in large numbers across the country demanding an end to the regime.

Though many would like these protests to overthrow the government, much as the shah of Iran was overthrown in 1979, there is a degree of wishful thinking involved, the analysts suggested. The government is likely to quash the current unrest, they said, even as the demonstrations expose popular discontent that may be impossible to suppress in the longer term.

"The regime felt an existential angst and brought down the iron fist, so I feel this round is

probably done," Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group, a research institution, said of the protests. "But since the regime can only suppress and not address the underlying causes, it is only buying time until the next round of confrontation between the state and society."

With the internet blackout of Iran, it is hard to get a clear picture of the protests or a sense of the death toll. But public fury will persist, predicted Vali Nasr, an Iran expert at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies in Washington. "The protests were extremely significant, and even if they dissipate, the anger that they produced has not gone away," he said in a briefingfor the Quincy Institute, a Washington-based research organization.

The wild card, as ever, is President Trump. He has threatened to attack the Iranian government for its harsh crackdown on the protests and is said to be considering a range of options, from airstrikes to cyberattacks, having just proposed economic sanctions against companies dealing with Iran.

Yet Mr. Trump also appears to be interested in renewed negotiations with Iran, which could be an off-ramp for the government if it can secure some sanctions relief and help assuage some of the public outrage.

The protests show that many Iranians may now believe that the Islamic Revolution of 1979 has failed to address their everyday economic needs and has instead focused on extending its military might through its nuclear enrichment and proxy forces in the region.
At the same time, the government retains a monopoly on the use of force and has shown its willingness to use



Some parts of Tehran saw heavy damage during protests in recent days.Getty Images

it to crush this challenge. The powerful Islamic Revolutionary Guards Corps is constitutionally obligated to protect the Islamic Republic — its revolution, ideology and supreme leader — with political and theological foundations in the revolution that cast off Shah Mohammed Reza Pahlavi and his Westernizing, secular government. And the corps also is deeply embedded in the economic system, including oil, defense and smuggling.

There have been no serious defections so far from the security services or the army to the opposition. The opposition remains divided, and it's not clear what kind of support it has. Among its aspiring leaders are Reza Pahlavi, the son of the former shah, who lives in exile.

His father left Iran for exile 47 years ago on Friday, noted Sanam Vakil, director of the Middle East and North Africa program at Chatham House. That may be a rallying point for further protest and support for Mr. Pahlavi, who presents himself as an unlikely new leader of a different Iran.

During the revolution, the shah pulled back from using overwhelming force, the military and elite split, and there was a popular figure to head the opposition — Ayatollah Ruhollah Khomeini — who had a fervent following among both the clergy and the poor.

This time, the collapse of the rial currency — first gradually, then suddenly last month — prompted an outcry from the powerful merchant class. It quickly spread to thousands of Iranians who could no longer afford the basics of daily life. Iran's economy is subject to harsh sanctions imposed by much of the world over its nuclear program. The country is also running out of water.

At first, the government responded to the unrest with emollient words about listening to grievances and by firing the head of the Central Bank. When the moves did little to quell public anger, the regime shifted to violence and accusations of terrorism. Ayatollah Khamenei vowed to defend the revolution and accused the United States and Israel of instigating and paying for the protests.

Mr. Trump's threats to intervene appear to have only solidified the government's conviction that the demonstrations are a danger that needs to be extinguished. Hundreds, perhaps thousands, of people have been killed, according to rights groups and an Iranian health official.

"The radicalism among the protesters, and how quickly it has turned violent on both sides, is a testament to a bipolar country," said Ellie Geranmayeh, an Iran expert at the European Council on Foreign Relations. "The regime and the security services see this as an extension of the U.S.-Israeli war and feel they must go full force to get to the terrorists."

The June war and the protests seem to have reduced previous tensions between the Revolutionary Guards Corps and the military, she said.

If the regime may not be ending, the Islamic Revolution appears to have run its course. After nearly 50 years, its efforts to spread revolt through the Middle East have failed, and a new generation has different aims and less of a willingness to live by strict Islamic laws that the elite violate.

The new threats from Washington prompted Iranian officials to say they would like to renew and intensify their on-again, off-again talks with U.S. officials about Iran's nuclear program and the protests.

Revolutionary Guard Corps soldiers during a military parade in Tehran.Abedin Taherkenareh/EPA, via Shutterstock

Though difficult politically, if Iran were to finally agree to stop enriching uranium under international monitoring — after the bombings of last summer, it no longer seems to be enriching in any case — then Mr. Trump would likely respond by lifting some important economic sanctions, Ms. Vakil said. The government could present that outcome to Iranians as economic progress.

There is also the question of the future of Ayatollah Khamenei, who has been unwilling to make tough decisions for change. Ms. Geranmayeh predicted that the protests will intensify any debate over his role.

Succession is coming regardless, given the ayatollah's age. "The odds of regime transformation are much higher than of regime change," said Mr. Vaez of the Crisis Group.

Meanwhile, a hemisphere away, the installation of the vice president of Venezuela, Delcy Rodríguez, as its leader after the United States seized President Nicolás Maduro demonstrates that Washington is willing to live with the same structure if it has a different head, he noted.

Sustainable reform in Iran ultimately requires a bargain with Washington, Ms. Geranmayeh said. "Even if these protests ultimately lead to a new power structure, only a comprehensive deal with Washington will remove the constant shadow of war and sanctions under which too many generations of Iranians have lived."

RÛDAW

Jan.14,2026

Is the US rethinking its strategy on the Kurdish dossier in Syria?

ERBIL, Kurdistan Region - The United States did not intervene to protect the Kurds during last week's full-scale military operation by the Syrian Arab Army and its affiliated armed groups in northern Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods. This inaction echoes previous instances when Washington failed to support the side often described as its most trusted regional partner at a time of vulnerability.

The American inaction has prompted many in the region - including experts, observers, and ordinary citizens, particularly from the Kurdish community - to question the reasons behind Washington's stance this time and whether Washington has found new allies in Damascus.

Blind-sided

On January 6, thousands of Syrian army troops and allied jihadists launched a wide-scale attack on the predominantly Kurdish Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood neighborhoods, to take control of northern Aleppo areas that had been secured for nearly 15 years by the Kurdish Internal Security Forces (Asayish).

The Asayish are an affiliate of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), which serve as the de facto army of northeast Syria (Rojava). The SDF had been the main on-the-ground partner of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS) until Damascus joined the military alliance, playing a central role in the group's territorial defeat in Syria in 2019.

Despite their heavy weaponry, Syrian battalions and affiliated militants took several days to overcome a few hundred Asayish fighters armed with light and medium weapons. Shortages of food, water, ammunition, and electricity caused by the siege were key factors that left the Kurds with no choice but to agree to a ceasefire.

The deadly violence claimed the lives of at least 82 people - including 43 civilians - according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR). The fighting also displaced around 150,000 people, the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF) told Rudaw a day earlier.

Amid the violence, the US and France pushed to end the fighting, persuading both sides to accept a brief ceasefire. A long-term deal was later announced by SDF chief Mazloum Abdi on Sunday, confirming that an internationally mediated ceasefire had been reached to halt the fighting in Aleppo's Kurdish neighborhoods, which have since come under the control of Syrian state and allied forces.

Expanding agenda

The seeming American and international silence over Damascus' surprise attack - despite reports of grave human rights violations, widespread destruction, loss of life, and mass displacement - appears to have emboldened the Syrian interim government. On Tuesday, the Syrian army's Operations Command declared additional Kurdish-held areas - this time Deir Hafer, Maskanah, and surrounding areas in eastern Aleppo - as "closed military zones."

The SDF controls most territory east of the Euphrates River - where hundreds of US troops are deployed as

part of the US-led coalition against ISIS - and holds smaller areas in the west.

Deir Hafer in part stands out as a strategic district under SDF control. Long a flashpoint, the area has seen increased pressure from Damascus-aligned factions seeking to seize it in recent months as control of Deir Hafer would open a key logistical corridor between Aleppo and Raqqa and enable greater military pressure on the SDF along the Euphrates River.

The head of the SDF-affiliated Syrian Democratic Council (SDC) office in Damascus told Rudaw that US officials had privately made it clear they would not intervene to protect Kurdish forces in areas the Syrian Arab Army had designated as "closed military zones."

"If instability occurs east of the Euphrates River, we can intervene, but if it occurs in other areas, we will not intervene," Abdul Wahab Khalil cited Americans as telling them.

Myles Caggins, former spokesperson for the global coalition, told Rudaw English he believes Washington will continue engaging with all Syrian forces in the fight against ISIS.

"I expect the US will occupy some bases in the western part of Syria to begin advising the [Syrian Transitional Government's] STG's anti-terrorism forces. Most importantly, as the US plays an essential role in the negotiations to merge the SDF under the umbrella of the STG ministry of defense, the US will continue to fund detention operations at ISIS camps," he said.

The retired US Army colonel further added that Washington's focus on countering ISIS means it is unlikely to intervene militarily in clashes between the SDF and the Syrian army, as was the case during the latest clashes in Aleppo.

US greenlight debate

When asked by Rudaw's Diyar Kurda about the Aleppo clashes, US President Donald Trump said on Friday, "I want to see peace [in Syria]."

He added, "The Kurds and the Syrian government - we get along with both, as you know very well. They have been natural enemies over the years, but we get along with both."

Nonetheless, the Kurdistan Communities Union (KCK) - an umbrella organization of Kurdish parties, including the ruling party in northeast Syria (Rojava) - said in a Tuesday statement that the US and other major powers may have green-lit the Syrian army's attack on Aleppo's Kurdish neighborhoods.

Giran Ozcan, a prominent Kurdish analyst and founding executive director of the US-based Kurdish Peace Institute, told Rudaw English that the events in Aleppo have "dealt a severe blow to Syria's national viability and weakened the US's capacity to fight ISIS and jihadism in general."

He added that "rather than a green light, it was a very shortsighted amber," warning that Washington's inaction in the Aleppo clashes "has undoubtedly emboldened the jihadists embedded in the new security establishment being formed in Damascus."

On March 10, SDF's Abdi and Syria's interim President Ahmed al-Sharaa signed a landmark agreement to integrate all civil and military institutions in Rojava under the Syrian state.

Despite several rounds of talks - the most recent occurring less than 48 hours before the Syrian military operation in northern Aleppo - the deal remains largely unimplemented, with both sides trading blame for the stalemate.

Ozcan believes that "as a result of developments over the past 10 days, the trust needed to implement the March 10 Agreement has been significantly eroded." He added, "Minorities in Syria have gained yet another reason to be suspicious of Damascus."

Following the massacre of minority Alawites and Druze by state forces and their allied militias last year, the SDF recognized the need for weaponry to protect Kurdish communities. During the Aleppo clashes, footage of jihadists committing war crimes were widely overlooked by western media, including a video of a bearded man throwing a Kurdish female fighter off a building after executing her.

Deepening rifts

Since assuming leadership in Damascus, the Sharaa-led interim government has actively sought to disarm the Alawite community in western Syria but has been unable to do so in the Druze-majority Suwayda province, where the minority group enjoys significant support from Israel.

Since the ouster of longtime dictator Bashar al-Assad, the Kurds have demanded a decentralized governance and military model, while the Druze have called for autonomy. The interim government, however, has shown little willingness to move away from the Assad-era centralized system that dominated for decades.

Syria's top regional ally, Turkey, has accused Rojava authorities of trying to fragment the country and serving Israel's interests - an allegation rejected by Kurdish officials. Meanwhile, Washington appears uninterested in the semi-autonomous federal model sought by the Kurds and other minorities, who fear losing their rights under an Islamist-led government.

Ozcan, who is also a fellow for Kurdish affairs at the Jewish Institute for National Security of America, said, "Israel has made no promise to intervene on behalf of the Kurds in Syria." He added, however, that "the institutionalization and consolidation of jihadism within Syria's ruling establishment should be a constant concern for Israel," and should accordingly shape its policies.

As Damascus appears to push for more SDF-held territory in northern Syria, it remains unclear how the Trump administration will balance its 16-year-old ally, the SDF, with its new global coalition partner, the interim Syrian government.

In the meantime, US Central Command (CENTCOM) Commander Admiral Brad Cooper said late Tuesday that they are "closely monitoring developments in Aleppo" and urged all parties to avoid further escalation and return to the negotiating table.

However, it remains to be seen whether Washington will break its silence on the Syrian army's latest advances and ensure its two allies resolve their differences peacefully.

Le Monde 14 janvier 2026

En Syrie, les combats ont repris près d'Alep entre l'armée et les forces kurdes

Les deux camps se rejettent la responsabilité des affrontements. L'armée avait exigé, mardi, que les Forces démocratiques syriennes, qui contrôlent l'est de la ville, se retirent vers l'est de l'Euphrate.

L'armée syrienne et les forces kurdes ont fait état, dans la nuit de mardi 13 à mercredi 14 janvier, de nouveaux affrontements à l'est d'Alep. Damas veut prendre le contrôle de cette zone après s'être déjà assuré celui de la grande ville du nord de la Syrie.

Selon une source militaire citée par l'agence de presse officielle SANA, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, *« visent des positions de l'armée et des maisons civiles près du village de Humeima, à l'est d'Alep, avec des mitrailleuses lourdes et des drones, et l'armée répond »*.

Les FDS ont pour leur part dit avoir repoussé une *« tentative d'infiltration »* au niveau du village de Zoubayda, un peu plus au sud, et ont par ailleurs fait état de frappes de drones de la part de l'armée qui ont fait *« plusieurs blessés »*.

L'armée a exigé, mardi, que les forces kurdes qui contrôlent l'est d'Alep *« se retirent vers l'est de l'Euphrate »*, le fleuve qui coule dans le nord de la Syrie. Elle a publié une carte précisant la région qui doit être évacuée et prévenu qu'elle serait considérée comme *« une zone militaire fermée »*.

Un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) a vu, mardi, des batteries de défense antiaérienne et de l'artillerie de l'armée syrienne acheminées vers le front de Deir Hafer, face aux positions des FDS. Celles-ci ont, par la suite, accusé les forces gouvernementales d'avoir bombardé Deir Hafer, un secteur où se trouvent les localités de Humeima et de Zoubayda.



Un membre des forces de sécurité intérieure du gouvernement syrien à un point de contrôle, dans le quartier de Cheikh-Maqsoud, à Alep (Syrie), le 12 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER / HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Mardi, la responsable des relations extérieures de l'administration autonome kurde, Elham Ahmed, avait accusé l'armée syrienne de préparer *« une attaque à grande échelle »* contre les Kurdes. Selon elle, les autorités syriennes ont *« déclaré la guerre »* et ont *« rompu l'accord du 10 mars* [2025] *»*, visant à une intégration négociée des institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat syrien.

Des portraits d'Al-Charaa brûlés

Ces négociations sont dans l'impasse alors que l'administration islamiste du président Ahmed Al-Charaa, au pouvoir à Damas, cherche à reconquérir toute la région d'Alep. Dimanche, l'armée a pris le contrôle de l'ensemble de la ville après avoir délogé les combattants kurdes de deux quartiers qu'ils contrôlaient, Cheikh-Maqsoud et Achrafieh.

Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est du pays, notamment après avoir défait le groupe djihadiste Etat islamique avec l'appui d'une coalition multinationale.

Mardi, dans la ville kurde de Kamechliyé (Nord-Est), des milliers de manifestants ont dénoncé les combats, scandant *« Al-Joulani, dégage ! »*, l'ancien nom de guerre d'Ahmed Al-Charaa, un ex-djihadiste dont ils ont brûlé des portraits, selon des correspondants de l'AFP. *« Ce gouvernement n'a pas honoré ses engagements à l'égard d'aucun Syrien* (…) *Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le sang coule, comme les massacres d'alaouites et de Druzes »*, a affirmé Joudi Ali, un propriétaire de café de 29 ans.

Alors que le pouvoir syrien s'est officiellement engagé à protéger les minorités, des

massacres d'alaouites ont eu lieu sur la côte, en mars 2025, et des combats avec les Druzes dans le Sud, en juillet, avant ceux contre les Kurdes ces dernières semaines.

Les combats d'Alep, les plus graves entre le pouvoir syrien et les Kurdes, ont fait 105 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dont 45 civils et 60 combattants des deux bords. Le responsable des opérations de la défense civile à Alep, Fayçal Mohammad, a affirmé à l'AFP mardi que « *cinquante corps* » avaient été retirés des décombres par les secouristes dans les deux quartiers kurdes après la fin des combats, sans préciser s'il s'agissait de civils ou de combattants.

RÛDAW

Jan.14,2026

Syrian army declares eastern Aleppo areas closed 'military zones'

ERBIL, Kurdistan Region - Just days after halting its military operations in Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods, the Syrian Arab Army on Tuesday declared several areas in eastern Aleppo "closed military zones." The announcement follows claims by Damascus that the Syrian Democratic Forces (SDF) are reinforcing their military presence in the area - allegations the Kurdish-led forces have firmly denied.



Syrian Arab Army personnel participate in a military parade in Aleppo on December 8, 2025. Photo: Sy_Defense/X.

The state-run Syrian Arab News Agency (SANA) published a map released by the army's Operations Command showing Deir Hafer, Maskanah, and surrounding areas in the eastern Aleppo countryside marked in red, stating that the areas are "considered closed military zones as of this date [Tuesday]."

The Operations Command attributed the move to what it said was the "continued mobilization by the SDF, together with the terrorist [Kurdistan Workers' Party] PKK militias and remnants of the former [Ba'ath] regime," as well as claims that the area has become "a launch point for Iranian suicide drones that shelled the city of Aleppo."
The latter is connected to a previous claim by the Syrian army on Saturday that the SDF struck targets near Deir Hafer and Maskanah "with more than 10 Iranian-made drones," causing multiple injuries and significant property damage. The SDF, for its part, accused Damascus of using a Turkish-made Akinci drone to "target a military position of our forces" in Raqqa.

Signaling a potentially imminent escalation in the area, the Operations Command on Tuesday said that "all armed groups in this area must withdraw to the east of the Euphrates," urging them, "Preserve your lives."

"The Syrian Arab Army will take all necessary measures to prevent the armed groups gathering in this area from using it as a launch point for their criminal operations," SANA reported.

Deir Hafer is a strategic district in eastern Aleppo province, much of which is under the control of the SDF, which serves as the de facto military authority in northeast Syria (Rojava).

The area has been tense for months, with Damascus-aligned factions intensifying efforts to seize the district. Capturing Deir Hafer would allow them to open a logistical corridor linking Aleppo to Raqqa province in north-central Syria and to exert additional military pressure on the SDF in areas critical to Kurdish operations along the Euphrates River.

In recent days, Damascus had reiterated claims that it "detected the arrival of additional armed groups at positions held by the SDF" near Deir Hafer and Maskanah, alleging that the reinforcements include fighters from the PKK as well as members of the deposed Bashar al-Assad regime.

The Syrian army said on Monday that it "will not stand idle in the face of this serious escalation."

The SDF, for its part, on Monday dismissed reports that it is expanding its presence in eastern Aleppo as "misleading," describing them as "an attempt to manufacture tension and create pretexts for escalation."

The exchange of accusations comes against the backdrop of deadly violence that struck Aleppo's Kurdish neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood last week. At least 82 people were killed, including 43 civilians, according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR). Approximately 150,000 others were displaced, the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF) told Rudaw on Saturday.

The New York Times Jan. 14, 2026

Opinion I Iran's Murderous Regime Is Irredeemable

The editorial board is a group of opinion journalists whose views are informed by expertise, research, debate and certain longstanding values. It is separate from the newsroom.

The Iranians demonstrating against their government are displaying awe-inspiring bravery. In the past quarter-century, protest movements in Iran have sprung up every several years seeking greater political freedom, and the government has violently repressed each one. Nonetheless, tens of thousands of Iranians have poured into the street in recent weeks to demand change.

They continue to do so even as the government of Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, has responded by killing hundreds and possibly thousands of people. The protesters deserve the admiration of everybody who believes in democracy, freedom and equality under the law.

How to help them achieve liberty is a harder problem. The theocratic regime in Tehran has built a fortress of oil wealth, authoritarian allies and domestic brutality. Still, there are promising steps that the United States and other nations can take. President Trump has rightly scolded Iran's government, but he risks rushing into military action without developing a thoughtful strategy. The crucial question is what measures — diplomatic, economic and potentially military — have the best chance to strengthen the protest movement and sow division among elites allied with the Khamenei government.

The recent brutality of that government underscores what has been clear for decades: It is among the world's most nefarious regimes, and the people who bear the biggest cost are the citizens of Iran.

Last year, Iran executed an average of about six people every day — more than 2,000 in all. It undermines democracy by preventing candidates who do not demonstrate fealty to the regime from appearing on election ballots. It censors criticism. It discriminates against religious minorities, prohibiting Baha'is from enrolling in universities and at times refusing to allow Sunni Muslims to build mosques.

Misogyny is official government policy. In court, women's testimony receives less weight than men's. Polygamy is legal, and husbands can bar their wives from holding jobs or traveling abroad. Women are often harassed for not wearing a hijab, and they cannot sing alone in public or attend many men's sporting events. Violence against women often goes unpunished. Discriminationagainst L.G.B.T.Q. people is also policy. Same-sex sexual activity is illegal, and sentences include flogging and even death.

Iran's government has impoverished its own people. The government's focus on warmongering has damaged the economy and led other countries to exclude it from global trade. Iran's leaders, instead of investing in their own people, have used oil revenue to pursue a nuclear program, support terrorism and bankroll the leaders' own lifestyles. So little money has flowed into domestic investment that Tehran has come close to running out of water.

Before the 1979 revolution, the country suffered from a different kind of corrupt, repressive regime, under Shah Mohammed Reza Pahlavi. But pre-revolution Iran did have per capita incomes above the global average. Today, Iran's per capita income is less than half the global average. Despite Iran's historical legacy of literacy and education, its per capita G.D.P. has fallen behind that of Guatemala, Iraq, Kosovo, Libya, and South Africa.

Per capita G.D.P., adjusted for inflation

Globally, Ayatollah Khamenei's government has spread mayhem and death. It has sent thousands of so-called suicide drones to Russia, enabling Vladimir Putin to kill more Ukrainians. It was the most important ally of President Bashar al-Assad's horrific regime in Syria, making possible his vast torture network. Iran's biggest foreign policy project since the 1979 revolution has been its attempts to destroy Israel, mostly through the terrorist proxies of Hamas, Hezbollah and the Houthis. Those groups have killed not only Israelis but also civilians from dozens of countries, including Argentina, Bulgaria, Ethiopia, France, Thailand and the United States. Hezbollah has helped turn Lebanon into a failed state.

For decades, these efforts allowed Iran to project international strength. Ayatollah Khamenei, who is 86, and the other clerics who run the government fancied themselves a rival to Saudi Arabia for Middle Eastern influence. But the regime has turned out to be much weaker than it appeared.

Israel has debilitated Hamas and Hezbollah since the Oct. 7, 2023, attacks. During a 12-day war last year, Israel decimated Iran's aerial defenses and assassinated the leaders of its rogue nuclear program, while shooting down hundreds of Iran's missiles aimed at Israel. Mr. Trump then ordered an attack on Iran's nuclear facilities, setting back the leaders' ap-

parent ambitions for a nuclear weapon.

Tough new economic sanctions, imposed last year by the United States, Canada, Britain and the United Nations because of the nuclear program, have further hurt Iran's economy. Adding to the national fiasco, Iran's government does not seem capable even of keeping its leaders alive; President Ebrahim Raisi, a potential Khamenei successor, and the foreign minister were killed when their helicopter flew into dense fog and crashed in May 2024.

These developments have humiliated the Khamenei regime and led anxious officials to loosen some restrictions on public behavior, like dancing. The government's apparent weakness has also fueled the current protests.



Nanna Heitmann/Magnum Photos

They began on Dec. 28, among merchants angered that Iran's currency lost more than 80 percent of its market value last year and that the annual inflation rate exceeded 40 percent. The protests have since become more political and spread to all 31 provinces. Some of them are huge, based on videos. Demonstrators have chanted "Death to the dictator," referring to Ayatollah Khamenei. Many Iranians are furious that their government has prioritized foreign adventurism over domestic prosperity. One popular chant is: "No to Gaza. No to Lebanon. My life only for Iran."

The appropriate response from the rest of the world starts with a unified expression of solidarity with the protesters. The Khamenei regime is too depraved to be reformed. It has had plenty of chances to choose a different path. The Obama administration invited Iran to become a regional power so long as it gave up on having a nuclear weapon and followed basic international norms. The ayatollahs chose extremism and subjugation instead. They have shown themselves to be beyond rehabilitation. The protest movement represents the best hope for an Iran that does less damage in the world and better serves its own people.

In concrete terms, the Trump administration should build on the Biden administration's efforts in 2022 and 2023 to smuggle Starlink kits into Iran, allowing protesters to communicate using satellites when Iran's government largely shuts down the internet, as it has in recent days. The United States should also take steps to keep those kits functioning in the face of the Khamenei government's attempts to block them, among other ways to help the protesters.

The world can also extend the sanctions it has imposed on Iran. The Trump administration this week announced new tariffs on any countries that do business with Iran, and other democracies should impose their own economic penalties. Europe can play a vital role. European leaders have sometimes been naïve about the nature of Iran's government, and they should step up now. Mr. Trump, for his part, should drop his thorough hostility toward Europe, including his ludicrous ambition to seize Greenland, and recognize the strength of a unified alliance.

One potential policy involves targeting all significant officials in the Khamenei government, and close to it, with individual sanctions and asset seizures. They should know that they will be isolated forever, without the ability to do the luxury shopping and tourism many enjoy, unless they break with the regime. The goal should be to create competing pressures on Iran's elites and split them. Such moves would make good on Mr. Trump's promise to the protesters that "help is on its way."

He has threatened to go much further, of course. On Jan. 2, five days after the protesters began, he said that the United States was "locked and loaded" and would "come to their rescue" if the regime used violence against them. If Mr. Trump is serious about this threat, we urge him to move much more judiciously than he typically does. He should seek approval from Congress before any military operation. He should make clear its limitations and goals. How will it weaken the regime? How will it avoid spiraling into an open-ending failure? And he should ensure the U.S. military is not stretched too thin by his buildup of forces around Venezuela. He will put Americans in the region at risk if he attacks Iran without adequate preparation and resources.

Above all, he should avoid the lack of strategic discipline and illegal actions that have defined the Venezuela campaign. He should ask which policies have the best chance of undermining the regime's violent repression and creating the conditions for a democratic transition.

Whatever the rest of the world does, the Khamenei government may yet succeed at crushing the protests. It will surely continue to portray the protesters as puppets of foreign enemies. Yet those smears should not intimidate the world into inaction, as the ayatollahs hope. The people of Iran increasingly see through the regime's lies and catastrophes. Iranians have responded to the last few years not by rallying around the flag but by rallying for a better, freer future. They deserve it.

Le Monde

Arman Mahmoudian
14 janvier 2026

Iran : « Toute intervention militaire américaine aurait des répercussions imprévisibles sur l'avenir du régime »

La République islamique n'a jamais été aussi près de tomber, souligne Arman Mahmoudian, spécialiste du Proche-Orient, dans une tribune au « Monde ». Cependant, si les Etats-Unis décidaient d'intervenir pour appuyer la contestation, ils feraient face à l'absence d'une opposition unifiée capable de gérer une transition politique.

La République islamique d'Iran est née en 1979 dans un climat de grande incertitude. Rares étaient ceux alors qui pensaient qu'une révolution permettrait de renverser un chah soutenu par l'Occident, par l'OTAN et par une puissante armée, qui plus est à une époque, les années 1970, où Téhéran était aussi parvenu à conclure une forme de détente avec l'Union soviétique.

Or, le chah a bien été renversé et un régime islamique mis en place dans le pays. Dès les premiers jours, il a néanmoins été confronté à l'hostilité de forces politiques rivales, à des assassinats politiques, des troubles ethniques et religieux, des luttes intestines pour le pouvoir, ainsi qu'à la guerre avec l'Irak (1980-1988).

Dans les décennies qui ont suivi, l'Iran a été entraîné dans une spirale de troubles : le mouvement étudiant de la fin des années 1990, le « mouvement vert » de 2009, et des vagues de manifestations à répétition dénonçant la situation économique, tout au long des années 2010, jusqu'au début des années 2020.
Puis, en juin 2025, l'Iran s'est retrouvé brièvement aux prises avec Israël et les Etats-Unis. Après cette guerre, beaucoup jugeaient que la République islamique venait de surmonter sa pire épreuve, Israël ayant notamment frappé les plus hautes sphères de l'Etat. Mais le retour au calme ne semble pas être pour 2026. L'année s'est ouverte sur une nouvelle vague à travers tout le pays.

Contestation ouvertement révolutionnaire

Seulement, cette fois, la situation est différente. Cette contestation ne peut pas être sous-estimée ni vue à travers le même prisme que les mouvements précédents. Le contexte politique, économique et régional a changé du tout au tout, de même que la nature de la menace à laquelle se voit confronté l'Etat iranien.

La République islamique est aujourd'hui affaiblie à la fois sur son sol et à l'étranger, et ne jouit plus de la même légitimité aux yeux de l'opinion. Au cours des premières années suivant la révolution, en dépit de menaces extérieures, l'ayatollah Khomeyni *[1902-1989]* demeurait une figure charismatique appréciée. Et si, avec le « mouvement vert » de 2009, l'Iran était confronté à des troubles graves sur le plan intérieur, il s'était cependant imposé comme une puissance régionale. Son « axe de la résistance » s'étendait de Bagdad à Damas, en incluant Beyrouth, et plus tard Sanaa. Aujourd'hui, plus aucun de ces avantages ne subsiste.

Depuis le 7 octobre, les réseaux de l'Iran se sont considérablement étiolés. Les frappes de juin 2025 contre les infrastructures nucléaires iraniennes ont mis un coup d'arrêt aux activités d'enrichissement et grandement perturbé son programme balistique.

Sur le plan national, la contestation est désormais ouvertement révolutionnaire. L'Etat réagit en ayant recours à des forces létales et en imposant un black-out pratiquement complet des communications. Certains comptes rendus faisant état de pertes de vie massives ont maintenant poussé certains gouvernements étrangers à réévaluer la situation. Parmi eux, les Etats-Unis donnent l'impression de vouloir s'impliquer plus avant.

Un coup décisif, voire fatal

Donald Trump a mis en garde à plusieurs reprises Téhéran, déclarant que la poursuite des violences aurait de graves conséquences. Il a ensuite menacé d'infliger 25 % de droits de douane supplémentaires à tout pays commerçant avec l'Iran. Les 12 et 13 janvier, il s'est adressé directement aux Iraniens, les appelant à tenir bon et leur faisant savoir que *« l'aide* [était] *en route »*.

Pour la première fois depuis des années, Washington envisage ouvertement la possibilité d'une implication directe dans la crise interne qui ébranle l'Iran.
La Maison Blanche semble croire que la République islamique est fragilisée à un point tel qu'une intervention américaine pourrait lui porter un coup décisif, voire fatal. Seulement voilà, pareil calcul est risqué. Toute intervention militaire aurait en effet des répercussions imprévisibles sur la trajectoire future de l'Iran et sur la stabilité de la région.

Une frappe symbolique ou circonscrite ne serait en aucun cas la garantie d'une réaction modérée de la part de l'Iran. Téhéran pourrait faire le choix de l'escalade, notamment en prenant Israël pour cible, ce qui entraînerait très certainement les Etats-Unis dans un conflit plus global. Dans un tel scénario, Washington pourrait être tenté d'engager une opération militaire, mais ne maîtriserait ni son ampleur ni son issue.

Le chaos autant que possible

En juin 2025, le conflit est resté relativement circonscrit : les infrastructures énergétiques du golfe Persique ont été épargnées et les milices régionales iraniennes n'ont joué qu'un rôle modéré. Cette fois-ci, la République islamique pourrait ne pas faire preuve d'une telle retenue. Une frappe américaine aujourd'hui ne serait pas perçue en effet à Téhéran comme une simple attaque contre ses capacités de projection, mais comme une menace directe contre le régime. Or, s'il venait à devoir se battre pour sa survie, il chercherait à semer le chaos autant que possible dans la région avec l'espoir d'alourdir le coût militaire de l'intervention et de gagner du temps.

Mais l'escalade serait également contraire aux intérêts

de l'Iran. Le déséquilibre entre l'Iran et les Etats-Unis et Israël demeure écrasant. Téhéran pourrait présumer que, si l'affrontement est inévitable, une frappe décisive dès le départ, ciblant les dirigeants, les structures de commandement et l'appareil sécuritaire, risquerait de faire tomber le régime plus rapidement qu'une pression progressive. Mais, même si une telle stratégie devait porter ses fruits, le « jour d'après » n'en resterait pas moins hautement problématique.

L'Iran n'a pas sur son sol d'opposition unifiée et organisée à même de gérer une transition politique. C'est à l'étranger qu'a lieu l'essentiel de l'opposition, en butte à des clivages d'ordre idéologique et identitaire. Reza Pahlavi *[le fils du dernier chah d'Iran]* s'est imposé comme sa figure de proue, mais peine encore à fédérer parmi les factions républicaines et les minorités ethniques. En l'absence d'organisation interne et d'unité externe, une vacance du pouvoir est une possibilité bien réelle.

La configuration ethnique complexe de l'Iran amplifie encore le risque. Les populations azéries, kurdes et baloutches sont transfrontalières, formant de ce fait des couloirs par lesquels l'instabilité pourrait s'étendre aux Etats voisins. Une dissolution du pouvoir central pourrait entraîner un morcellement, une mobilisation armée et une propagation des troubles à l'échelle régionale.

Risque de guerre civile

L'effondrement de l'appareil sécuritaire iranien pourrait aussi encourager les contestataires à s'emparer des bases et de leurs armes, accentuant ainsi le risque de guerre civile. De tels développements seraient lourds de conséquences politiques pour les Etats-Unis, dont les dirigeants seraient tenus responsables des violences qui suivraient une intervention, et pourraient menacer l'existence même de l'Iran en tant qu'Etat-nation.

Tout se résume au bout du compte à un dilemme simple. La République islamique est aujourd'hui plus proche que jamais d'un effondrement, ce qui offre indéniablement une occasion d'agir, à la fois à ses adversaires étrangers et à son opposition sur place. La question n'est pas tant celle de savoir si une telle possibilité existe, mais quel est le coût que ceux qui cherchent à la saisir sont prêts à payer.

Pour l'heure, les Etats-Unis en sont encore au stade de l'évaluation de la situation. Mais cette phase ne durera pas indéfiniment. Il existe un seuil au-delà duquel les manifestants iraniens ne toléreront plus la répression, la violence et l'isolement, avant que l'épuisement n'ait raison de leur élan. Quand ce jour arrivera, Washington comme l'opposition iranienne risquent de voir se refermer une fenêtre de tir stratégique.
C'est donc le temps qui constitue aujourd'hui la variable principale. Aussi réelle soit-elle, la fenêtre d'opportunité est étroite. Et, d'ici peu, la période de réflexion débouchera fatalement sur une prise de décision. *(Traduit de l'anglais par Jean-Baptiste Bor.)*

Le Monde

Ghazal Golshiri
14 janvier 2026

En Iran, la répression connaît une ampleur inédite : « Il y avait deux ou trois couches de corps entassés les uns sur les autres dans les hangars »

Tirs à bout portant dans les manifestations, hangars jonchés de cadavres, forces de l'ordre omniprésentes : plusieurs témoignages recueillis par « Le Monde » attestent de la violence sans précédent employée par les autorités pour mater les manifestations.

Kiarash n'a pu dormir que quelques heures depuis samedi 10 janvier. Dans sa tête, résonne toujours le bruit sourd des trois corps qui se sont écroulés autour de lui lors d'une manifestation à Téhéran. *« J'étais sur la place Kadj* [nord-ouest]. *On scandait : "Mort à* [Ali] *Khamenei." J'ai vu passer une femme en tchador. Puis j'ai entendu : "Toc. Toc." Un homme est tombé par terre à côté de moi. La femme en tchador a avancé. J'ai vu son pistolet avec un silencieux. Toc. Toc. Une balle dans la tête. Une balle dans les jambes. Un deuxième corps est tombé, puis un troisième. J'ai crié : "Rattrapez-la ! Elle tire sur les gens !" Je ne sais pas si c'était vraiment une femme ou un homme déguisé sous le tchador. Elle est partie en courant, et je l'ai perdue de vue dans la foule. »*

Kiarash (qui préfère taire son nom de famille) se trouvait en Iran pendant la récente vague de contestation. Rentré chez lui en Europe dimanche 11 janvier, il témoigne de l'ampleur inédite de la répression menée par la République islamique, alors que l'accès à Internet est coupé depuis le 8 janvier. Selon Human Rights Activists News Agency, une organisation qui a son siège aux Etats-Unis, au moins 2 571 personnes ont été tuées

pendant cette vague de manifestations, dont une centaine appartenant aux forces de l'ordre. Ce bilan dépasse largement celui des différentes vagues de contestation apparues ces dernières décennies en Iran. Et reste sans doute très sous-estimé, tant les informations provenant du pays restent partielles.

Kiarash a lui-même vu beaucoup de corps inanimés dans le grand cimetière de Téhéran, Behesht-e Zahra, situé dans le sud de la ville. Quelques heures avant d'aller manifester le 10 janvier, il s'y était rendu pour aider à identifier le corps de la meilleure amie de sa belle-sœur, tuée par balle la veille. *« Ecrivez son nom : Nassim Pouraghayi, 41 ans, mère d'une fille et d'un garçon »*, demande Kiarash, joint par WhatsApp. Vendredi 9 janvier, Nassim et son mari étaient descendus dans la rue, dans le quartier de Pounak, dans l'ouest de Téhéran. Ils marchaient côte à côte quand, soudain, Nassim s'est agenouillée. *« Je pensais qu'elle avait une chute de tension, mais quand je l'ai regardée, elle était souillée de sang »*, a raconté son mari à Kiarash.



Au centre médico-légal Kahrizak, à Téhéran, le 10 janvier 2026. @VAHID ONLINE VIA TELEGRAM

« A bas Khamenei ! »

Dans les deux grands hangars du cimetière, les corps sont enveloppés dans des sacs mortuaires. Avec le mari de Nassim, Kiarash et six autres personnes ont cherché le nom de la mère de famille sur les étiquettes attachées aux sacs. *« Il y avait deux ou trois couches de corps entassés les uns sur les autres dans les hangars. Ils étaient si grands que chacun pouvait contenir plus d'un millier de cadavres… au moins mille. Je vous raconte ça et ça me fait mal au cœur »*, glisse Kiarash. Derrière les hangars, les camions ont continué à arriver pour décharger de nouveaux corps. Les proches, dépassés par l'horreur, criaient à pleine voix : *« A bas Khamenei ! »* Dans les hangars, les familles déplaçaient les corps du dessus pour accéder à ceux du dessous. Kiarash a vu une mère s'allonger sur le corps inanimé de son enfant. *« Elle criait : "N'y touchez pas !" »* « *Parmi les cadavres*, raconte Kiarash, *il y avait beaucoup d'enfants. Beaucoup trop. »*

D'autres propos recueillis par *Le Monde* viennent corroborer ceux de Kiarash. Déjà, le 11 janvier, plusieurs témoignages et vidéos authentifiées faisaient état de scènes similaires et révélaient l'existence de centaines de corps dans la morgue de Kahrizak, également dans le sud de Téhéran. Les manifestants tués ont été envoyés pour identification soit à Behesht-e Zahra, soit à Kahrizak. A Behesht-e Zahra, Kiarash et les sept autres personnes ont mis trois heures pour retrouver le corps de Nassim Pouraghayi.

Parisa (un pseudonyme) a quitté l'Iran le 11 janvier pour l'Europe, après avoir attendu des heures à l'aéroport Imam-Khomeyni, à cause de la coupure d'Internet. Le 28 décembre 2025, jour du début des manifestations, Parisa se trouvait dans le complexe commercial de Paytakht, dans le nord de Téhéran, qui rassemble des vendeurs de téléphones et d'ordinateurs. Cette trentenaire a vu les commerçants baisser les rideaux pour descendre manifester. *« L'étincelle a été la chute du rial. Personne ne comprenait pourquoi le dollar ne cessait de grimper. Je me rends souvent en Iran, mais cette fois, j'ai été stupéfaite par les prix et par le fossé énorme entre les plus riches, d'un côté, et la classe moyenne et les pauvres, de l'autre, qui s'appauvrissent chaque jour »*, raconte Parisa.

Les jours suivants, elle n'est pas descendue dans la rue, mais a ressenti une colère inédite chez sa famille, vivant à Karadj, à 30 kilomètres à l'ouest de Téhéran. A partir du 8 janvier, suite à l'appel de Reza Pahlavi, fil du dernier chah d'Iran, exilé aux Etats-Unis, ses deux cousins, âgés d'une vingtaine d'années, sont partis manifester. *« Quand je leur disais "Reza Pahlavi n'a pas mis les pieds en Iran depuis longtemps. Il n'y connaît rien", mes cousins répondaient : "Tu vis en Europe, tu viens dépenser tes euros ici. Pour nous, c'est une affaire de vie ou de mort. On n'a pas de temps pour tes nuances. Reza Pahlavi peut peut-être nous débarrasser de la République islamique." »*

Bruit continu des mitrailleuses

L'un des cousins de Parisa est infirmier, ainsi que sa compagne. Ils louaient un appartement. Avant, ils travaillaient dans un hôpital public, avec un salaire maigre. Puis, ils ont ouvert leur propre clinique avec le soutien financier de leur famille. Leur activité n'a pas tenu plus d'un an : *« Le prix du matériel ne cessait d'augmenter. Peu de patients venaient les voir. Ils ont dû fermer »*, raconte Parisa. Avant d'aller manifester, ses cousins laissaient téléphones et testament – par crainte que tout soit confisqué en cas d'arrestation ou qu'ils ne reviennent pas. Les parents ne s'y opposaient pas.

Depuis sa fenêtre, Parisa voyait la foule compacte des manifestants. Plus tard, dans la nuit, le bruit continu des mitrailleuses la remplissait d'angoisse. Le 10 janvier, ses cousins sont revenus de la manifestation, les yeux rouges à cause des gaz lacrymogènes. Ils venaient de perdre

deux amis, tués par balle alors qu'ils tentaient tous de prendre d'assaut un commissariat. Ce soir-là, après la répression sanglante, une ambiance apocalyptique régnait dans la ville : forces de l'ordre en civil et encagoulées, avec des kalachnikovs, poubelles incendiées, hommes vêtus de noir tirant dans l'air triomphalement. La contestation venait d'être écrasée.
Le 13 janvier au matin, alors que les Iraniens pouvaient enfin appeler directement leurs proches à l'étranger, la sœur de Parisa l'a contactée. *« Elle m'a dit qu'il n'y avait plus de manifestations ni de slogans depuis les maisons. Elle voulait savoir si Trump allait frapper le régime iranien, comme il l'avait promis. »* Parisa, elle, regrette d'être rentrée en Europe. *« J'aurais dû rester en Iran*, dit-elle*. J'ai ramené mon corps, mais mon cœur est resté là-bas. »*

Challenges
ARTICLES EN TEMPS RÉEL

15 janvier 2026

Au Sahel, la Turquie développe sa « diplomatie des drones »

Un an après son discours anti-Europe, J.D. Vance sera de nouveau à la conférence de Munich sur la sécurité du 13 au 15 février.

L'expression figure dans une note publiée le 30 décembre 2025 par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) : la chercheuse Djenabou Cisse y décrit la « diplomatie des drones » d'Ankara en Afrique : « La Turquie a réussi à transformer sa base industrielle et technologique de défense en un outil de diplomatie et d'influence. Les drones Bayraktar TB2 et TAI Anka sont devenus des références sur l'ensemble du continent. » A la mi-novembre, Baykar, fabricant du premier modèle, figurait ainsi au premier rang du premier Salon Bamako Expo (Bamex'25), dédié à l'industrie de défense turque.

L'entreprise dirigée par Selçuk Bayraktar – gendre du président turc – a tissé des relations étroites avec le Mali. Dès 2022, Bamako a commencé à réceptionner des TB2 et, fin 2024, l'armée malienne a reçu ses premiers modèles Akinci. D'autres sociétés d'armement étaient présentes au Bamex'25 : Aselsan, Roketsan, Sarsilmaz... Aux yeux des régimes africains, Ankara et ses industriels ont l'avantage d'ouvrir une troisième voie, entre les forces occidentales, sur le départ, et la Russie, qui monte en puissance dans la région. La Turquie pousse ce même avantage dans un autre pan de l'écosystème de défense et de sécurité. Au Mali, le groupe paramilitaire Sadat contribuerait à la sécurité du chef de la junte malienne, Assimi Goïta. Il serait aussi actif au Niger. Fondé par l'ex-général Adnan Tanriverdi, proche conseiller d'Erdogan, il « reflète la manière dont la Turquie peut recourir à des sociétés de sécurité privées pour promouvoir ses intérêts stratégiques et sécuritaires en Afrique et au Moyen-Orient, à l'instar du groupe paramilitaire russe Wagner – quoique dans une moindre mesure », note la FRS.

Le colonel Ivan Morel est nommé conseiller pour les affaires de défense et de sécurité auprès du secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Nicolas Roche.
Anne Genetet
(Renaissance) a écrit une note confidentielle à Gabriel Attal pour l'envoi d'une force militaire européenne de maintien de la paix au Groenland.
La suspension temporaire des procédures d'adoption internationale concernant les enfants résidant en Ukraine, en vigueur depuis 2022, est prorogée jusqu'à décembre 2026.

Marc Schwartz

(Monnaie de Paris) et l'économiste

Christian de Boissieu ont reçu le 7 janvier à l'Ecole militaire le prix Vauban pour La Nouvelle Guerre des monnaies (Odile Jacob).

Le think tank américain CSIS conseille de créer une armée européenne avec 100 000 soldats, l'achat d'armes conjoint, la préparation à une guerre d'usure avec la constitution de stocks de munitions et une augmentation des capacités industrielles de production.
En 2025, le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (Bercy) a traité plus de 750 alertes, depuis les tentatives de rachat non désirées jusqu'aux captations d'informations sensibles.

L'Etat a confié à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (Institut FMES) le pilotage d'un observatoire sur la maîtrise des fonds marins, dans un contexte de hausse des sabotages de gazoducs et de câbles de communication.

Le Brexit n'a pas stoppé l'immigration.

Si les citoyens de l'Union européenne se sont détournés du Royaume-Uni depuis le Brexit puis, en 2020, de la fin du système d'immigration qui les favorisait, d'autres nationalités ont pris le relais. Notamment les Chinois de Hongkong, après la répression par Pékin, et les Ukrainiens, depuis l'invasion russe.

La géographie du gaz se redessine. Sous la pression des sanctions contre Moscou, de la montée en puissance des renouvelables et d'une croissance en berne, l'Union européenne revoit structurellement à la baisse sa demande de gaz, Mais l'Inde et la Chine prennent le relais pour faire tourner leurs industries, en important du gaz naturel liquéfié plus facile à transporter.

L'IA va percer dans le trading. Avec une part croissante d'utilisation des algorithmes sur les marchés actions, l'intelligence artificielle a tous les moyens de se développer et d'amplifier les mouvements en Bourse, note le FMI. Wall Street est particulièrement en pointe alors que l'Europe apparaît à la traîne – ou plus prudente.

Le Monde 15 janvier 2026

« En Iran, un changement de régime ne peut et ne doit pas être imposé de l'extérieur », affirme un collectif de personnalités politiques de gauche

Les représentants de plusieurs forces politiques de gauche, dont Clémentine Autain, Olivier Faure, François Ruffin et Marine Tondelier, appellent, dans une tribune au « Monde », la France et l'Europe à soutenir les forces démocratiques iraniennes pour que la population ne se voie pas confisquer la possibilité de décider de son destin.

Si le courage devait s'incarner, le peuple iranien en serait l'un des plus admirables représentants. Des manifestations monstres de 2009 au mouvement Femme, vie, liberté de 2022, les Iraniens, notamment leur jeunesse, n'ont cessé de braver les interdits et la violence meurtrière de la République islamique pour porter leurs revendications légitimes : celles d'un peuple politique, héritier d'une culture millénaire et foyer d'une modernité en éruption. Les forces qui menacent leurs aspirations démocratiques, sociales et écologiques sont nos ennemis. Car le présent politique du peuple iranien n'est pas étranger au nôtre.

Certes, nous ne faisons pas face aux balles meurtrières de la répression. Pas davantage, pour la plupart d'entre nous, nous n'avons éprouvé dans nos chairs l'oppression du chah, ni celle des gardiens de la révolution islamique associés aux mollahs après 1979. Mais les dangers auxquels les Iraniennes et les Iraniens font face, comme tant d'autres à travers la planète, nous affectent aussi. Leur exemple nous oblige.

Les manifestations actuelles sont inédites et se poursuivent en l'absence d'accès à Internet – coupé par le pouvoir – et après l'assassinat de milliers de citoyens par les sbires du régime. Leur caractère inédit tient à l'adhésion de toutes les composantes de la société iranienne. Toutes les couches de la population se mobilisent, au péril de leur vie, contre l'incurie, la corruption, la prévarication et la brutalité criminelle de la République islamique. L'inflation sur un an a atteint plus de 50 % et les pénuries d'eau ont été dramatiques. L'Iran, dans toute sa géographie, des grandes villes aux régions rurales, se soulève.

Unité d'action démocratique, sociale et écologique

A cette force populaire iranienne, des commerçants du bazar aux classes populaires, peut répondre une unité d'action et d'ambition des forces démocratiques, sociales et écologiques actives en Iran ou en dehors.

Nous devons aussi tenir compte de l'imbrication géopolitique profonde de l'Iran dans les rapports de force internationaux et régionaux, dans un contexte de faillite de la stratégie régionale de la République islamique, en particulier en Syrie ou au Liban.

L'un des risques à conjurer est celui de son dévoiement par l'internationale réactionnaire, Benyamin Nétanyahou et Donald Trump en tête, qui veulent restaurer un chah, et alors que l'intervention de la CIA pour maintenir son père au pouvoir en 1953 a eu les conséquences que l'on sait. Or, ce n'est pas seulement de décapitation du régime dont l'Iran a besoin, d'autres têtes pouvant émerger, tant l'assise des gardiens de la révolution reste importante. Il faut des changements en profondeur que seules les forces vives iraniennes, connectées à la réalité du terrain, peuvent apporter. Qui peut croire que Trump et Nétanyahou se battent pour la liberté des Iraniennes et des Iraniens, eux qui se rendent coupables et complices de tous les crimes internationaux et même de crimes contre l'humanité ?

L'autre risque est de renforcer le soutien au régime de Khamenei des nouveaux « empereurs » chinois et russes : n'oublions pas que les Russes écrasent les civils ukrainiens sous les drones Shahed de conception iranienne et que la Chine est la première destination du pétrole extrait par la République islamique. Le risque est réel que la lutte émancipatrice légitime du peuple iranien se fracasse sur le jeu des puissances.

Dans ce contexte, porteur d'espoirs autant que de dangers, nous nous tenons aux côtés des Iraniennes et des Iraniens, légitimes et souverains dans leur aspiration à l'autodétermination et leurs revendications démocratiques, sociales et écologiques. Un changement de régime ne peut et ne doit pas être imposé de l'extérieur ; c'est aux Iraniennes et aux Iraniens de décider de leur destin, et à nulle autre force. Mais nous pouvons et devons soutenir avec tous nos moyens leurs aspirations à la démocratie et à la liberté. La justice pénale internationale doit être saisie sans délai pour diligenter des enquêtes sur l'ampleur des crimes perpétrés par le régime contre les civils.

Fournir une aide matérielle

Instruits par les précédents libyens et irakiens, nous exigeons que la diplomatie française, fidèle à ses principes qui nous réunissent au-delà des clivages partisans, se mobilise fermement, mais pas seulement, contre l'éventualité de frappes illégales. Le seul résultat assuré de celles-ci sera un chaos nuisible à la mobilisation de toute la société iranienne contre le régime en place. La diplomatie française doit rassembler ses partenaires dans un soutien aux forces démocratiques iraniennes et s'engager à accompagner une transition politique.

Nous demandons à l'Union européenne, outre le renforcement des sanctions contre les cadres de la répression, de financer et faciliter sans délai l'envoi de terminaux de connexion à Internet Eutelsat (alternative européenne à Starlink d'Elon Musk), déjà utilisés en Ukraine pour briser les black-out imposés par le régime. Il est aussi urgent de mettre à disposition des infrastructures numériques sé-

curisées (VPN notamment) gérées par des ONG pour permettre aux Iraniennes et aux Iraniens de contourner la censure.

Nous annonçons mettre à disposition nos réseaux, nos moyens et nos locaux aux forces politiques iraniennes ayant un agenda démocratique, social et écologique, afin qu'elles puissent travailler à leur unité d'action et d'ambition. Nous n'oublions pas le vol par les religieux et l'ayatollah Khomeyni de la révolution de 1979.
Nous appelons tous les progressistes et leurs partis ou formations à travers l'Europe, et au-delà, à se joindre à nous dans une souscription internationale destinée à un fonds de solidarité, pour ainsi fournir l'aide matérielle à ces mêmes forces politiques et syndicales iraniennes, condition de leur autonomie et de leur crédibilité vis-à-vis de la population.

L'Iran post-1979 a été l'un des laboratoires d'un islam politique réactionnaire, dévastateur et mortifère, avec les conséquences que l'on sait pour notre propre sécurité. L'Iran post-2026 peut et doit être celui d'une transition démocratique profonde, assistée par la solidarité internationale des forces de gauche et écologistes, instruites des erreements politiques du passé y compris dans son camp, et unies contre la réaction et l'impérialisme.

Pouria Amirshahi, député (groupe Ecologiste et social) de Paris ; **Clémentine Autain,** secrétaire nationale de L'Après, députée de la Seine-Saint-Denis ; **Lucie Castets,** coordinatrice du Front populaire 2027 ; **Olivier Faure,** premier secrétaire du Parti socialiste, député de Seine-et-Marne ; **Benjamin Lucas-Lundy,** cocoordinateur national de Génération.s ; **François Ruffin,** président de Debout !, député de la Somme ; **Marine Tondelier,** secrétaire nationale des Ecologistes.

FRANCE 24

15 janvier 2026

Iran : «J'ai vu 12 corps tomber devant mes yeux, tués à la mitraillette»

Une journaliste de France 24 a pu s'entretenir avec un ressortissant iranien arrivé en Europe après avoir participé à des manifestations à Téhéran. Cet homme, qui préfère garder l'anonymat, affirme avoir vu des manifestants se faire tuer par les «forces de sécurité». Après 24 heures d'attente à l'aéroport de Téhéran, il a pu monter dans un avion pour quitter le pays. Voici l'intégralité de ce témoignage exclusif.

«Je suis allé manifester le jeudi 8 janvier. Il y avait tellement de monde, je n'avais jamais vu ça. Nous étions des millions à Téhéran. Dans le quartier où j'ai manifesté, je suis parti du nord de Téhéran mais il y en avait dans toutes les rues, toutes les artères. C'était extraordinaire.

À lire aussiEn direct : le manifestant Erfan Soltani ne sera pas exécuté, annonce l'Iran
Il y avait des mamans avec des poussettes, beaucoup de femmes, des femmes en tchador qui criaient ‹Javid Shah !› («Longue vie au Roi !), inimaginable pour moi de voir cela. Nous criions tous : ‹À mort le dictateur, à mort Khamenei !› Il y avait une colère très importante évidemment mais nous étions tous pacifistes. Nous nous sentions en sécurité car nous étions très nombreux, unis. On se disait qu'ils ne pourraient pas nous tirer dessus. Les forces de sécurité étaient là, elles regardaient.

«Ils visaient la tête et le torse»

Ce que j'ai su après c'est qu'elles étaient mobilisées en dehors de Téhéran, à Karaj notamment. À la fin de la manifestation, ils ont tiré. Le lendemain, vendredi 9 janvier, on est revenus encore plus nombreux et eux, en face, étaient très nombreux. Ils ont commencé par lancer des gaz lacrymogènes et à tirer au flashball avec des billes de chevrotine avec du métal.

À lire aussiEnquête : répression iranienne, munitions françaises

Ils étaient à moto, un conduisait, l'autre tirait sans distinction dans la foule. Ils visaient la tête et le torse, pour toucher les yeux et les poumons. Tout le monde s'est sauvé tout en essayant de se rassembler ailleurs. Le lendemain, il y a eu encore des rassemblements, où il y avait beaucoup de jeunes. Des jeunes prêts à en découdre, ils avaient des pierres dans la main quand en face il y avait des mitraillettes. Les forces de sécurité ont changé de stratégie le samedi [10 janvier], ils se rendaient à moto dans les petites rues où les personnes étaient rassemblées, ils tiraient puis repartaient dans la rue d'à côté.

J'étais dans un magasin quand j'ai ces forces de sécurité tirer avec des mitraillettes et des fusils d'assaut sur un groupe. Douze personnes se sont effondrées devant mes yeux, dans une mare de sang. Un de mes amis a perdu ses trois enfants. Ils avaient 17, 20 et 23 ans. Il a d'abord retrouvé les corps de deux ses fils et plus tard celui de sa fille. Elle a été tuée de trois balles. Les bassidjis [milice civile islamiste] lui ont demandé 400 millions de toman par balle, soit l'équivalent de 2 700 euros [pour récupérer le corps de sa fille]. S'il n'avait pas les moyens de payer, ils pouvaient déclarer qu'elle était bassidji, pour faire gonfler les statistiques des pertes chez les forces du régime.

«Nous avons tous soif de vengeance»

Il a refusé. Ses proches ont réuni des fonds pour payer et récupérer les corps de ses trois enfants. Tout le monde refuse, il y a une vraie entraide. Il y a tellement de morts qu'ils arrivent par des dizaines de camions bennes dans les morgues et les cimetières. Tout le monde connait une

personne qui a perdu un proche. Il n'y a aucun retour possible en arrière, nous voulons en finir avec la république islamique. Je ressens l'ambiance de la Révolution islamique en 1979.

À l'aéroport, j'ai vu des familles du régime partir. Impossible à quantifier mais certaines ont peur. Aujourd'hui c'est une révolution : nous avons tous soif de vengeance, nous sommes emplis d'une colère très forte. La seule solution pour les Iraniens avec qui je parle et moi-même c'est Donald Trump : on l'attend comme le messie.»

Je viens de m'entretenir avec un homme qui revient d'Iran aujourd'hui. Voici son récit que je retranscris intégralement. «j'ai manifesté jeudi comme des millions de personnes; à Téhéran les rues étaient noires de monde, des mamans avec des poussettes, des personnes agées, des… — Mariam Pirzadeh (@mapirzadeh) January 14, 2026

RÛDAW

Jan.15, 2026

Rojava reaffirms ‹partnership› with Washington amid backing from US senators

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava) on Thursday reaffirmed its partnership with Washington, expressing gratitude to a veteran statesman who condemned the "egregious acts" committed by Damascus forces against the Kurdish community in Aleppo, and to another prominent senator who warned of a "stronger reaction" if Syrian forces advance further against "our Kurdish allies."



Elham Ahmed, co-chair of foreign relations for the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES). File photo: ANHA

In a statement on X, Elham Ahmed, a senior official from the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) in Rojava, expressed gratitude to Senate Foreign Relations Committee Chairman Jim Risch and influential US Senator Lindsey Graham "for your critical support.»

"Your clear messages give us hope that our partnership and sacrifices will not be forgotten," the co-chair of foreign relations for the DAANES said, adding, "We deeply appreciate your steadfast support for your [Kurdish] allies in our darkest hours."

The top Rojava official further noted that «the interim Syrian government is demanding we dismantle our defense structures while simultaneously launching brutal and cruel attacks against Kurdish people in Aleppo,» affirming, «We remain committed to dialogue, but Syria's transition cannot come at the expense of Kurdish people and other minorities who fought alongside [the United States of America against [the Islamic State] ISIS.»

Ahmed's remarks came in response to a statement from Risch, who on Tuesday condemned the desecration of a Kurdish female fighter by Damascus-affiliated militants, who executed her, threw her lifeless body from a building, and hurled insults.

The desecration occurred amid a military operation by the Syrian Arab Army and affiliated armed groups to expel the Kurdish Internal Security Forces (Asayish) from Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods last week, killing around 100 people and displacing roughly 150,000. The Asayish had been securing the two quarters for nearly 15 years.

Risch said he was "gravely concerned about the conduct of armed forces in Aleppo, Syria, over the past week," and urged the Syrian interim government to "hold accountable those who committed these egregious acts."

"After years of war, the role of Syria's new government and armed forces is to safeguard the inherent rights of its citizens, not to infringe upon

them," Risch emphasized.
For his part, influential US Senator Graham on Wednesday reshared Risch's post, stating, "I fully endorse and support Senator Risch's call for calm in Syria, putting the new Syrian government on notice that human rights abuses against minorities will not be tolerated."
Shortly after a ceasefire was declared in Aleppo's Kurdish areas on Sunday, the Syrian army's Operations Command on Tuesday designated the eastern Aleppo towns of Deir Hafer and Maskanah as "closed military zones."

These towns are controlled by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), an affiliate of the Asayish, which serves as the de facto military force in Rojava. The SDF is also the primary on-the-ground partner of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, playing a central role in the extremist group's territorial defeat in Syria in 2019.

Crucially, seizing the eastern Aleppo areas would allow Damascus and its allied factions to open a logistical corridor connecting Aleppo to Raqqa province in north-central Syria, while also enabling increased military pressure on the SDF in key positions along the Euphrates River.

Senator Graham said Wednesday, "Most disturbing of all is that I'm receiving what I believe to be credible reports that Syrian army forces and Turkey may be advancing further against our Kurdish allies - a move that I believe would prompt a strong response from the United States."

He added, "While I support giving this new Syrian government a chance, I will not tolerate or accept a brazen attack against our Kurdish allies," concluding, "To the Syrian government and Turkey: choose wisely."

Libération

Zoé Vezyroglou
15 janvier 2026

Manifestations en Iran : Erfan Soltani, 26 ans, devrait échapper à l'échafaud

Arrêté le 8 janvier, le jeune homme a été privé d'accès à un avocat et de procès par le régime. Moins d'une semaine plus tard, il devait être pendu mercredi.

Il est devenu le visage de la répression en Iran. Erfan Soltani, jeune homme de 26 ans, devait être exécuté par pendaison pour avoir participé aux manifestations antirégime qui bouleversent le pays depuis le 28 décembre, avait-on appris de sites d'information iraniens et du Département d'Etat américain. Ce jeudi 15 janvier, le pouvoir judiciaire iranien a pourtant démenti que le jeune homme puisse être exécuté.

Domicilié à Fardis, dans la province d'Alborz, il a été arrêté jeudi 8 janvier à Karaj, ville à l'ouest de Téhéran, alors qu'il s'était rendu à un rassemblement.

Durant trois jours, ses proches sont restés sans nouvelles en raison du black-out d'Internet organisé par les autorités depuis la nuit du 8 au 9 janvier, révèle Amnesty International. Selon l'organisation, le 11 janvier, sa famille aurait finalement été informée de sa condamnation à mort et de la date de l'exécution, programmée à seulement trois jours plus tard.

«Exécution extrajudiciaire»

Une très brève visite de sa famille en détention aurait été autorisée en début de semaine pour faire leurs adieux à ce jeune vendeur de vêtements, ciblé par Téhéran dans sa stratégie de répression des manifestants, qualifiés de *«terroristes»* et d'*«émeutiers»*, rapportait le site d'informations Iran Wire.

Pourtant, l'agence du pouvoir judiciaire iranien, Mizan Online, a déclaré ce jeudi qu'Erfan Soltani est incarcéré à la prison de Karaj, à l'ouest de Téhéran, et accusé de rassemblements contre la sécurité nationale et de propagande contre le système. *«S'il est reconnu coupable il sera condamné à une peine de prison, car la loi ne prévoit pas la peine capitale pour ces chefs d'accusation»*, a ajouté Mizan.

En début de semaine, l'ONG Iran Human Rights s'inquiétait qu'Erfan Soltani soit privé d'accès à un avocat et qu'aucun procès ne soit organisé, alors que les accusations retenues contre lui restaient inconnues. L'organisation de défense des droits humains Hengaw s'alarmait ainsi que les faits *«s'apparentent à une exécution extrajudiciaire»*.

«Dérive dans l'horreur»

Finalement démentie, l'exécution d'Erfan Soltani aurait été la première d'une série annoncée par le bureau des procureurs de Téhéran, dans un durcissement acharné du pouvoir judiciaire iranien. Un communiqué cité par la télévision d'Etat annonçait en effet que certains manifestants seraient poursuivis pour *moharebeh* – «guerre» ou «inimitié» contre Dieu, en persan –, chef d'accusation passible de la peine capitale. Le chef du pouvoir judiciaire a ainsi promis des procès *«rapides»* pour les suspects arrêtés lors de manifestations, *«plus de 10 600»* selon le Département d'Etat américain.

En 2025, le pays a exécuté au moins 1 500 condamnés à mort, selon l'ONG Iran Human Rights. Lors du mouvement «Femme, vie, liberté» de 2022 après la mort de Mahsa Amini, douze personnes arrêtées lors des manifestations avaient été exécutées. *«Ce régime est une catastrophe»*, a alerté la présidente d'Amnesty International dans les colonnes du Parisien. *«Ce à quoi nous assistons, c'est une dérive dans l'horreur»*.

L'ONG avait ainsi prié l'Iran de *«surseoir immédiatement à toutes les exécutions, y compris celle d'Erfan Soltani»*. Les Etats-Unis avaient de leur côté menacé les responsables de la République islamique d'agir *«de manière très forte s'ils font une chose pareille»*.

Mise à jour à 9 h 14 avec les affirmations de l'agence du pouvoir judiciaire iranien.

Le Monde

Benjamin Quénelle
15 janvier 2026

Vladimir Poutine, silencieux et impuissant un an après la signature du « partenariat stratégique » entre Moscou et Téhéran

Le chef du Kremlin n'a fait aucun commentaire, ni sur la capture de Nicolas Maduro au Venezuela ni sur les manifestations en Iran, deux pays alliés désormais sous la pression

A Moscou aussi, la répression du régime de Téhéran contre les manifestants a choqué et ému. Quelques rares anonymes ont déposé fleurs et photographies devant l'ambassade d'Iran, en hommage aux victimes tuées ou condamnées à mort. Mais le Kremlin, lui, n'a fait aucun commentaire. Lors de sa conférence de presse, mercredi 14 janvier, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, n'a pas prononcé un mot pour dénoncer la violence de la répression décidée par les autorités de la République islamique contre les manifestants qui, selon le dernier bilan de l'organisation non gouvernementale Iran Human Rights, publié mercredi, a fait au moins 3 428 morts et entraîné plus de 10 000 arrestations depuis le début du mouvement de contestation, fin décembre 2025.



Massoud Pezeshkian, président iranien, et son homologue russe, Vladimir Poutine, lors de la signature d'un traité de partenariat visant à renforcer leurs liens, à Moscou, le 17 janvier 2025. EVGENIA NOVOZHENINA/AFP

M. Lavrov s'est contenté de rappeler que rien ne pouvait changer les fondamentaux des relations entre la Russie et l'Iran, deux alliés qui, le 17 janvier 2025, signaient un *« partenariat stratégique »* pour sceller leur rapprochement. *« Cela répond aux intérêts des deux Etats et des deux peuples »*, a formellement répété le chef de la diplomatie. Interrogé sur les déclarations de Donald Trump évoquant de possibles frappes en Iran ainsi que sur l'imposition de droits de douane de 25 % à tout pays commerçant avec Téhéran, à l'instar de la Russie, M. Lavrov s'est gardé de critiquer nommément le président américain. Il s'est contenté d'affirmer que *«* [ses] *collègues à Washington paraissent peu fiables lorsqu'ils agissent de cette façon »*.

De son côté, le secrétaire du conseil de sécurité russe, Sergueï Choïgou, a *« fermement condamné une nouvelle tentative des forces extérieures d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran »*. Mais Vladimir Poutine, qui a repris ses activités publiques après la longue trêve de Noël et s'est entretenu par téléphone, mercredi, avec son homologue brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, n'a toujours pas fait le moindre commentaire à la suite de l'enlèvement du président vénézuélien, Nicolas Maduro, par les forces américaines, le 3 janvier, et après plus de deux semaines de manifestations en Iran.

Exigences maximalistes

« Pour des raisons géopolitiques, le chef du Kremlin devrait s'inquiéter de ce qu'il s'est passé au Venezuela et de ce qui est en train de se passer en Iran, deux pays alliés », prévient par messagerie, depuis Moscou, un expert russe proche des cercles diplomatiques. Mais la priorité de Vladimir Poutine reste plus que jamais l'Ukraine. *« Les derniers événements pourraient compliquer les négociations avec les Etats-Unis*, reconnaît cette même source. *Mais cela n'influencera pas pour autant la position russe. »*

Moscou semble chercher à ménager l'administration américaine afin de garder toute latitude pour continuer à attaquer l'Ukraine. Alors que sa réaction est attendue sur les négociations de paix après les dernières propositions européennes et ukrainiennes, le Kremlin n'a pareillement fait aucun commentaire. Il maintient ses exigences maximalistes. *« Dans le reste du monde, les alliés de Moscou tombent ou vacillent. Mais, concentré sur l'Ukraine, Poutine reste de marbre. Comme à son habitude face aux mauvaises nouvelles, il se mure dans le silence »*, insiste

un haut diplomate européen à Moscou.
« Les manifestations en Iran revêtent pourtant une importance capitale pour Poutine. L'échec des dictatures est toujours un événement inquiétant pour les autres dictateurs, ironise Kirill Rogov, chercheur russe à l'Institut des sciences humaines à Vienne. *Poutine est aussi très attentif à la situation de ce pays pétrolier sous sanctions : en Iran comme en Russie, la détérioration économique est une vraie menace pour le régime. »*

Contrepoids au « diktat » de l'Occident

Pour le moment, la seule réaction officielle à Moscou est donc de rappeler le *« partenariat stratégique »* signé au Kremlin par Vladimir Poutine et son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, il y a un an. C'était trois jours avant l'investiture de Donald Trump. La date n'avait pas été choisie par hasard à Moscou : cet accord se voulait un contrepoids au *« diktat »* de l'Occident, un signal envoyé à Washington.
Un an plus tard, le président américain se montre menaçant contre l'Iran, mais, au-delà des mots, Moscou n'aide guère Téhéran. Et ce, dix jours après que des signatures d'accords bilatéraux et des livraisons de défenses antiaériennes de la Russie se soient révélés inutiles à Caracas face à la puissance américaine.

Entre Moscou et Téhéran, le *« partenariat stratégique »* promettait, sur le papier, de couvrir de vastes domaines, de l'énergie à la finance, des transports à l'industrie. S'il n'incluait pas de clause d'assistance mutuelle *« immédiate »* en cas d'agression, comme dans le *« partenariat global »* signé par la Russie et la Corée du Nord en juin 2024, il prévoyait bel et bien une coopération approfondie entre services de renseignement *« pour renforcer la sécurité nationale et contrer les menaces communes »*.

Les Iraniens espéraient ainsi accélérer la livraison de matériels que les Russes hésitaient jusque-là à céder : avions de combat Soukhoï Su-35 et systèmes antimissiles S-400. Ces équipements, attendus de longue date, ont cruellement fait défaut à Téhéran sous les attaques israéliennes pendant la « guerre de douze jours », en juin 2025. Vladimir Poutine avait alors déjà été réduit à un rôle qu'il déteste, celui de spectateur.

RÛDAW

Jan.15,2026

Damascus escalation could undermine gains in fight against ISIS: SDF

ERBIL, Kurdistan Region - Islamic State (ISIS) cells are exploiting military operations by Damascus-affiliated forces and ongoing threats against northeast Syria (Rojava) to attack prisons holding their militants, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said Thursday, warning that further escalation could undermine years of counter-terrorism efforts.


Detainees suspected of being Islamic State (ISIS) members released from a jail in Hasaka secured by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), after completing their sentences. Photo: AFP

In a statement on its official Telegram channel, the SDF said that "amid attacks by Damascus-linked factions, military buildups, and continued threats against North and East Syria [Rojava], ISIS terrorist cells are attempting to take advantage of the situation to target prisons holding their members."

The SDF stressed that their forces remain "fully prepared and vigilant" and "have taken all necessary measures to secure the prisons and prevent any security breaches," adding that the facilities are "currently under full control."

However, the Kurdish-led forces warned that the continued "military escalation could lead to widespread instability, posing a serious threat to prison security and risking to return the region to square one after years of sacrifices in the fight

against terrorism."

While the SDF did not name the prisons, it is believed they were referring to jails holding ISIS remnants in Hasaka province in eastern Rojava.

The Kurdish-led SDF serves as the de facto military force in the region. Until Syria joined the US-led Global Coalition to Defeat ISIS in November, the SDF had been the coalition's sole on-the-ground partner, playing a key role in ISIS's territorial defeat in Syria in 2019.

Despite its losses, ISIS has continued insurgent attacks against the SDF and its affiliated Internal Security Forces (Asayish), with assaults escalating over the past year amid the instability following the fall of longtime dictator Bashar al-Assad's regime in December 2024.
In late December, the SDF reported carrying out 163 security and military operations against ISIS cells in 2025, arresting and killing dozens, including three leaders.

The Kurdish-led forces said these operations included at least three large-scale sweeps, 128 raids on ISIS hideouts, and 32 direct clashes, while also defusing 79 improvised explosive devices (IEDs).

During the same period, ISIS carried out 220 attacks in areas under SDF control.

Last week, thousands of Syrian army troops and allied jihadists launched a wide-scale attack on the predominantly Kurdish Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood neighborhoods, to take control of northern Aleppo areas that had been secured for nearly 15 years by the Asayish.
The deadly violence claimed the lives of at least 82 people - including 43 civilians - according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR). The fighting also displaced around 150,000 people, the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF) told Rudaw a day earlier.

Shortly after a ceasefire came into effect in Aleppo's Kurdish areas on Sunday, the Syrian army's Operations Command on Tuesday declared additional Kurdish-held areas - this time Deir Hafer, Maskanah, and surrounding areas in eastern Aleppo - as "closed military zones."
These areas, controlled by the SDF, have in past months been flashpoints for Damascus-affiliated factions, who view seizing them as a way to open a logistical corridor connecting Aleppo to Raqqa province while increasing military pressure on the SDF along the Euphrates River.

The latter push prompted veteran US lawmakers to warn of a "stronger reaction" if Syrian forces advance further against "our Kurdish allies."
Influential US Senator Graham on Wednesday remarked, "I'm receiving what I believe to be credible reports that Syrian army forces and Turkey may be advancing further against our Kurdish allies - a move that I believe would prompt a strong response from the United States."
He added, "While I support giving this new Syrian government a chance, I will not tolerate or accept a brazen attack against our Kurdish allies," concluding, "To the Syrian government and Turkey: choose wisely."

Libération

15 janvier 2026

Menaces américaines : l'Iran «se défendra» affirme son chef de la diplomatie

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunira ce jeudi pour «un briefing sur la situation en Iran», alors que Donald Trump, n'a pas encore précisé les mesures qu'il comptait prendre à l'encontre de l'État islamique.

Après plusieurs heures de rumeurs mercredi soir, les Etats-Unis n'ont finalement pas ordonné de frappes sur l'Iran, Donald Trump affirmant que les *«tueries [dans le pays] ont pris fin».* Le président américain a tout de même a entretenu le flou sur une éventuelle intervention militaire, indiquant que Washington suivrait de près la situation

Photo Rassemblement israélien en soutien aux manifestations en Iran, à Holon, le 14 janvier 2026.

Dans une interview à la chaîne américaine Fox News, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a déclaré mercredi soir qu'il n'y aurait *«pas de pendaison aujourd'hui ou demain»* en Iran.

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit se réunir ce jeudi pour *«un briefing sur la situation en Iran»,* a annoncé un porte-parole de la présidence somalienne. Cette réunion a lieu à la demande des Etats-Unis, a précisé ce porte-parole.

Retrouvez notre live de mercredi ici sur l'un des plus vastes mouvements de contestation depuis la proclamation de la République islamique en 1979.

Le ministre chinois des Affaires étrangères a appelé au dialogue et à la retenue dans le règlement des différends lors d'un entretien téléphonique avec son homologue iranien ce jeudi, selon un communiqué publié par l'agence de presse officielle chinoise Xinhua. Wang Yi a déclaré au ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, que la Chine s'opposait à l'utilisation ou à la menace de la force dans les relations internationales. Il a déclaré que Pékin était convaincu que le gouvernement et le peuple iraniens pouvaient surmonter les difficultés et préserver la stabilité nationale, ajoutant que la Chine était prête à jouer un rôle constructif.

Le gouvernement portugais a annoncé ce jeudi la fermeture *«temporaire»* de son ambassade à Téhéran en raison du *«contexte de tension»* en Iran, et déconseillé ses ressortissants de se rendre dans le pays. La fermeture de l'ambassade a été décidée mercredi, a précisé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Le Portugal avait convoqué mardi 13 jan-

vier l'ambassadeur d'Iran à Lisbonne afin de condamner la répression violente des manifestations contre le régime iranien et d'appeler au respect des droits des citoyens iraniens. Le Portugal s'était dit en outre disposé, dans le cadre d'une concertation européenne, à *«renforcer les sanctions contre l'Iran»*, avait indiqué le chef de la diplomatie portugaise, Paulo Rangel, dans un message publié sur X.

L'Iran se défendra *«contre toute menace étrangère»*, a annoncé ce jeudi son ministre des Affaires étrangères à son homologue saoudien, tandis que Washington n'écarte pas l'option militaire en réponse à la répression des manifestations par Téhéran. Le ministre iranien, Abbas Araghchi, a souligné lors d'un entretien téléphonique avec le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Fayçal ben Farhane, *«l'importance d'une condamnation internationale de toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures des pays de la région»*, selon un communiqué publié sur Telegram. L'agence officielle saoudienne SPA a confirmé cet appel, indiquant que les deux responsables avaient discuté *«des moyens de renforcer»* la sécurité de la région.

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunira ce jeudi pour *«un briefing sur la situation en Iran»*, a annoncé un porte-parole de la présidence somalienne, alors même que le président américain, Donald Trump, n'a pas précisé les mesures qu'il comptait prendre à l'encontre de l'État islamique.

Le porte-parole des Affaires étrangères, Pascal Confavreux, a expliqué à franceinfo que la France était hésitante à l'idée de sanctionner les Gardiens de la Révolution iraniens : *«Nous n'excluons pas, nous devons en parler entre Européens, c'est pour ça que c'est une réponse d'attente»*. *«Même si c'est jugé insuffisant, les Gardiens de la Révolution sont déjà sur trois régimes de sanctions européennes»*, a-t-il continué.

Le président américain a déclaré mercredi 14 janvier, dans une interview exclusive à Reuters dans le Bureau ovale, que le chef de l'opposition iranienne et fils du dernier chah, Reza Pahlavi, *«semble très sympathique»*, mais a exprimé des doutes quant à la capacité de Pahlavi à rassembler le soutien nécessaire en Iran pour éventuellement prendre le pouvoir. *«Je ne sais pas si son pays accepterait son leadership, mais si c'était le cas, cela me conviendrait parfaitement»*, a-t-il affirmé. Donald Trump a également soutenu qu'il y avait une chance que le gouvernement iranien s'effondre. Faisant écho à la prudence de Trump, Sanam Vakil, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du nord de Chatham House, a déclaré que Pahlavi avait gagné en importance auprès de certains manifestants et avait contribué dans une certaine mesure à les mobiliser.

L'autorité allemande de contrôle aérien a indiqué ce jeudi avoir publié la veille une *«recommandation de sécurité»* de ne pas survoler l'espace aérien iranien jusqu'au 10 février, en raison des menaces américaines contre l'Iran. Cette recommandation fait l'objet d'un NOTAM, un message destiné aux pilotes d'avions, transmis par le ministère allemand des transports, a indiqué, dans un mail à l'AFP, l'autorité allemande (DFS).

Hakan Fidan, a déclaré ce jeudi que la Turquie ne tolère pas la possibilité d'utiliser la violence contre l'Iran et que la priorité est d'éviter la déstabilisation. Et ce, alors que Téhéran poursuit sa répression des manifestations. S'exprimant lors d'une conférence de presse à Istanbul, le ministre des Affaires étrangères a affirmé que la Turquie poursuivra ses initiatives diplomatiques concernant l'Iran. *«Nous nous opposons à toute opération militaire en Iran. Nous pensons que l'Iran doit être capable de résoudre ses problèmes tout seul»*, a insisté le ministre pour qui les protestations ne sont pas un *«soulèvement contre le pouvoir»* mais des manifestations liées à la crise économique en Iran. Il a ajouté que son pays espère que Téhéran et Washington pourront trouver une solution à leur conflit.

L'Iranien de 26 ans arrêté le 10 janvier lors de manifestations, n'a pas été condamné à mort, a déclaré ce jeudi matin la justice iranienne, selon les médias d'Etat. Elle a déclaré qu'Erfan Soltani, actuellement détenu dans la prison centrale de Karaj, est accusé de *«complot contre la sécurité intérieure du pays et d'activités de propagande contre le régime»,* mais que la peine de mort ne s'applique pas à de telles accusations si elles sont confirmées par un tribunal.

En bloquant Internet dans tout l'Iran, dans un black-out quasi total, la République islamique a tenté de dissimuler ce que beaucoup décrivent désormais comme la répression et le carnage les plus violents des presque cinquante années de son existence. Mercredi, dans un centre de médecine légale du sud de la capitale Téhéran, le nombre de manifestants tués était si élevé que les cadavres ont été empilés les uns sur les autres. Des familles de disparus, désespérées, à la recherche des corps de leurs proches, se sont fait hurler dessus par un personnel excédé et dépassé, priées de chercher elles-mêmes leurs proches dans la pile des corps abandonnés sur place. Après 120 heures de silence, un journaliste iranien a réussi à transmettre à Libération le récit des derniers jours à Téhéran et dans le reste du pays, grâce au rétablissement sporadique d'Internet.

Ministres concernés et chefs militaires sont attendus ce jeudi matin à 8 heures à l'Elysée. Emmanuel Macron président ce Conseil de défense convoqué en urgence, consacré à la répression en Iran et aux menaces américaines de prise de contrôle du Groenland. Le président de la République doit ensuite se rendre sur la base aérienne d'Istres (Bouches-du-Rhône) pour y présenter ses vœux aux armées.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a déclaré mercredi soir qu'il n'y aurait *«pas de pendaison aujourd'hui ou demain»* en Iran, en pleine répression des manifestations par les autorités, dans une interview accordée à la chaîne américaine Fox News. A la question *«allez-vous procéder à la pendaison de certains des manifestants ?»,* le ministre a répondu qu'il n'y aurait *«pas de pendaison aujourd'hui* [mercredi, ndlr] *ou demain* [jeudi]*». «Je peux vous dire, je suis confiant dans le fait qu'il n'y a pas de projet de pendaison»,* a-t-il ajouté. Donald Trump, qui menace d'intervenir militairement en Iran pour mettre fin à la répression du mouvement de contestation, a déclaré plus tôt dans la journée avoir été informé par *«une source fiable»* qu'il n'y avait *«pas de projet d'exécution»* en Iran, sans donner plus de détails.

Pour le dessinateur iranien Mana Neyestani, exilé en France depuis 2012, les sanctions contre le régime des mollahs, facilement contournables, ne suffisent pas. Auteur de plusieurs romans graphiques dont *Une métamorphose iranienne,* le *Petit Manuel du parfait réfugié politique,* le dessinateur pose un regard inquiet sur ce qui se passe en Iran. Notre interview à lire ici.

L'exécution d'un Iranien arrêté lors de manifestations, qui selon des ONG et Washington risquait d'avoir lieu mercredi, a été reportée, a annoncé un groupe de défense des droits humains, tout en avertissant que la vie du condamné était toujours en danger. L'exécution d'Erfan Soltani, 26 ans, a été reportée, a déclaré l'organisation de défense des droits humains Hengaw, basée en Norvège, citant des proches, tout en ajoutant qu'il existait *«des inquiétudes sérieuses et persistantes»* concernant son droit à la vie. Donald Trump, qui a menacé de prendre des mesures militaires contre Téhéran en raison de la répression des manifestations, a déclaré plus tôt qu'il avait été informé par *«une source fiable»* qu'il n'y avait *«pas de projet d'exécution»,* sans donner plus de détails.

RÛDAW

Jan.15, 2026

Senior Rojava official says Damascus unresponsive to ‹initiative› aimed at preventing war

ERBIL, Kurdistan Region - A senior official from the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava) said on Thursday that an initiative aimed at preventing renewed conflict has been conveyed to Damascus through international mediators, but has so far received no response.

"We presented an initiative to prevent war, but the Syrian government has not responded," Elham Ahmed, a senior official of the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), told Rudaw, adding that the proposal was delivered "through international powers."

Last week, thousands of Syrian army troops and allied jihadist factions launched a large-scale assault on the predominantly Kurdish neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood in northern Aleppo, areas that had been secured for nearly 15 years by the Asayish security forces.

The violence killed at least 82 people, including 43 civilians, according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR). Fighting also displaced approximately 150,000 people, the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF) told Rudaw a day earlier.

Shortly after a ceasefire took effect in Aleppo's Kurdish neighborhoods on Sunday, the Syrian army's Operations Command on Tuesday declared additional Kurdish-held areas—Deir Hafer, Maskanah, and surrounding districts in eastern Aleppo—as "closed military zones."

These areas, controlled by the Syrian Democratic Forces (SDF), have in recent months been flashpoints for Damascus-aligned factions, which view their capture as a means to open a logistical corridor linking Aleppo to Raqqa province and to increase military pressure on the SDF along the Euphrates River.

Control of eastern Aleppo would be strategically significant, allowing Damascus and its allies to establish a supply route between Aleppo and Raqqa in north-central Syria while intensifying pressure on SDF positions along the river.

Ahmed said the Syrian government "has closed the door to all initiatives for a solution," emphasizing that DAANES seeks to "guarantee the security of our region, the lives of our people, and the rights of our community."

"There has been no communication between us and the Syrian government since the attack on Aleppo," she added.

The New York Times Jan. 15, 2026

Inside the Fight to Keep Iran Online

Activists spent years preparing for a communications blackout in Iran, smuggling in Starlink satellite internet systems and making digital shutdowns harder for the authorities to enforce.

Iran's communications blackout last week seemed complete. Internet and cellular networks had been shut down by the authorities. Online banking, shopping and text messaging services stopped working. Information about the growing protests was scarce.

Yet a ragtag network of activists, developers and engineers pierced Iran's digital barricades. Using thousands of Starlink satellite internet systems that they had quietly smuggled into the country, they got online and spread images of troops firing into the streets and families searching for bodies.

Their actions, described by digital rights researchers and others, forced Iran's government to respond. The authorities deployed military-grade electronic weaponry designed to disrupt the GPS signals that Starlink equipment needs to function, a step that activists and civil society groups said was rarely taken outside battlefields like those in Ukraine.

The cracks exposed in Iran's internet shutdown were no accident. Since 2022, activists and civil society groups have worked on sneaking Starlink terminals into the country, aided by a U.S. government sanctions exemption for Starlink and American companies to offer communication tools in Iran. About 50,000 of the terminals are now in Iran, according to digital activists, in defiance of an Iranian law passed last year that bans the systems, and rules prohibiting unlicensed services.



Fires were lit as protesters rallied in Tehran on Jan. 8, the night Iran's government shut off internet access. Getty Images

"You need to plan to have that infrastructure in place," said Fereidoon Bashar, the executive director of ASL19, a digital rights group focused on Iran. "This is because of years of planning and work among different groups."

The hidden networks of Starlinks — and the Iranian government's aggressive response against them — shows how national digital blackouts are becoming harder for authorities to enforce. Governments have long used internet disruptions to suppress dissent in countries like India, Myanmar and Uganda. But the spread of tools like satellite internet have complicated the shutdowns and created a cat-and-mouse hunt against new technologies.

Starlink, provided by Elon Musk's rocket company, SpaceX, beams an internet connection from satellites to terminals on Earth, bypassing any land-based censorship infrastructure. That has helped the service play an outsize role in Iran's protests, helping demonstrators organize and communicate with the outside world.

Starlink is still available only to a sliver of the Iranian population, and information about the protests, which have left an estimated 3,000 dead, remains limited. For most people, the internet continues to be heavily restricted, even as some domestic services have reopened. Video game services have removed chat options, while e-commerce platforms have blocked messaging features, researchers said, an effort to keep the economy going while limiting communication.

"This is the most severe internet shutdown that we have experienced," said Ahmad Ahmadian, an exiled activist who was also involved in smuggling the satellite internet systems into Iran. "Starlink is a lifeline."

The reliance on Starlink underscores Mr. Musk's geopolitical influence. This week, the world's richest man said all Starlink services in Iran would be free of charge. President Trump has also emphasized the importance of satellite internet technology.

A SpaceX spokesman could not be reached for comment. In most internet shutdowns

worldwide, governments order local internet service providers to turn off access. Other techniques that filter internet data allow authorities to more narrowly target what connections are cut. In 2024, 296 internet shutdowns took place in 54 countries, the most on record, according to the rights group Access Now.

Iran has long been a practitioner of internet blackouts, with its online censorship system considered one of the most sophisticated in the world outside China. The government has built a state-run internet, the National Information Network, which is essentially walled off from the rest of the world. The authorities tightly control access to global internet content, while providing smooth connections for approved domestic services like banking, shopping, transportation and entertainment.

When the need arises, Iran's government has surgically cut off the internet in some areas, while still giving access to essential online services, internet monitors said. Its system is not perfect, and many Iranians have used virtual private networks, known as VPNs, and other tools to use Instagram and other global services.

But on Jan. 8, as mass protests swelled, Iranian officials turned off the internet altogether, sending the country of 90 million people into a digital blackout. VPNs stopped working. Iran's internet traffic dropped 99 percent, according to Netblocks, a monitoring group.

The government "panicked," said Amir Rashidi, a cybersecurity expert with Miaan, a digital rights group focused on Iran.

Activists who had prepared for a communications blockade swung into action. After the authorities shut down the internet during violent protests in 2022, activists and civil society groups hatched plans to smuggle in Starlinks from neighboring countries.

The State Department coordinated with SpaceX on the sanctions exemption for digital communication tools in Iran. It also provided support to civil society groups about how to hide the systems from government detection, according to a Biden administration official involved in the plans.

"Activating Starlink," Mr. Musk posted online that year about Iran.

Mr. Ahmadian, now executive director of the rights group Holistic Resilience in Los Angeles, said he had helped others get some of the first Starlink terminals across the border. "We turned it on, and it just worked like a charm," he said.

Encouraged by the success, Mr. Ahmadian said, he helped build a smuggling network. Clustering on Telegram channels and other online platforms, merchants sold Starlink units and coordinated delivery routes through the United Arab Emirates, Iraqi Kurdistan, Armenia and Afghanistan.

Before the latest protests, it cost $700 to $800 to smuggle a Starlink terminal into Iran, Mr. Ahmadian said. A black market emerged for people seeking access to Instagram, YouTube and other restricted platforms, mainly among more wealthy Iranians, he added.

The roughly 50,000 Starlink terminals now in Iran are hidden on rooftops and discreet locations. Developers have built tools so a Starlink connection can be shared, turning a single terminal into a gateway for others farther away.



A Starlink receiver atop a house in Kurdistan, Iran, in 2023. About 50,000 Starlink terminals are now in the country, according to digital activists.Middle East Images/Agence France-Presse — Getty Images

The Iranian government was aware of Starlink's growing presence but did not do much to curtail the use until recently, said Doug Madory, an internet infrastructure expert with the network analysis firm Kentik. The latest electronic jamming efforts against Starlink worked in certain areas, but the terminals are too numerous and dispersed to block completely, researchers said. An Israeli intelligence official said Iran's government appeared to focus on blocking Starlink terminals in neighborhoods close to the largest universities, to force students offline.

The authorities have flown drones to find the Starlink units, activists said. They also tried to invoke fear by broadcasting the confiscation of the satellite terminals and warning that possession of a Starlink is a crime.

The situation in Iran with satellite internet systems "is a litmus test for electronic warfare in the civilian environment," said Thomas Withington, a military communications expert at the Royal United Services Institute. "Access to satellite communications used to be for the military. That paradigm is changing."

Several activists said Starlink had been vital, but they were concerned that Mr. Musk might one day change his mind and turn off the service. In authoritarian countries where Mr. Musk has business interests, like China, he has said the service is unavailable.

l'Humanité

Pierre Chaillan
16 janvier 2026

Stopper l'agression djihadiste contre les Kurdes de Syrie

Depuis la chute du régime barbare de Bachar Al-Assad et la prise du pouvoir par les djihadistes d'Hayat Tahrir al-Cham (HTC), le président autoproclamé Abou Mohammed Al-Joulani n'a de cesse de concentrer tous les pouvoirs. Derrière une façade pragmatique illusoire qu'il projette sur le monde, il acte progressivement le retour de la terreur obscurantiste faisant cruellement ressembler la nouvelle ère à l'ancienne. Après les massacres des Alaouites et des Druzes, il vient, avec l'appui de la Turquie, de lancer une mortifère offensive contre les Kurdes.

Depuis des mois HTC, les forces pro-turques et l'État Islamique multiplient les agressions contre les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) et l'Administration Autonome du nord-est de la Syrie (AANES). Le 6 janvier 2026, le pouvoir syrien a encerclé les quartiers de Sheikh Maqsoud et d'Achrafieh d'Alep, peuplés de Kurdes, coupant l'eau, l'électricité, les privant de ravitaillement et les soumettant à des bombardements intenses faisant des dizaines de morts, des milliers de blessés et contraignant 130 000 habitants à fuir. La situation est apocalyptique avec des cadavres qui jonchent les rues.

En dépit de la résistance des Conseils populaires, les djihadistes ont pris le contrôle de ces quartiers soumettant les civils à des représailles, des exécutions, des incarcérations et des kidnappings. Les femmes sont les premières visées avec des assassinats et des violences sexuelles. Certaines d'entre elles sont vendues à l'image du martyr des Yézidies. Il y a une claire volonté de terroriser la population.

Parallèlement l'armée turque a mené une opération directe contre les FDS à Tabqa tandis que le barrage de Tishrin a été ciblé. De nouveaux combats se déroulent désormais à l'Est d'Alep car Damas exige que les Kurdes se replient à l'est de l'Euphrate. Il s'agit donc bien d'une agression de grande ampleur.

Cette offensive constitue un séisme régional visant à anéantir un modèle et un espoir démocratique, progressiste et féministe au Moyen-Orient.

La Turquie, depuis longtemps adepte du modèle trumpien, fournit des armes aux forces gouvernementales, use de la force avec cynisme, sans s'encombrer de la moindre valeur ni de la légalité internationale pour imposer son ordre islamo-conservateur et nationaliste. Elle appuie en Syrie un fascisme issu de l'idéologie de Daesh afin d'effacer toute trace de civilisation universaliste sous le poids des armes et l'idéologie de l'exclusion.

Ces crimes se déroulent avec l'assentiment de Donald Trump qui a reçu à la Maison Blanche l'ancien « terroriste » A. M. Al-Joulani. Paris a accueilli une conférence israélo-syrienne, sous les auspices de Tom Barrack, durant laquelle ces protagonistes ont tenté de régler le sort des Kurdes. La présidente de l'Union Européenne Ursula von der Leyen n'est pas en reste puisqu'elle vient de saluer « les progrès du nouveau régime » et a promis un soutien financier pour consolider ce nouveau pouvoir dans ses ambitions guerrières. Quant à la France, elle « déplore » la reprise des combats. Ces renoncements, ces capitulations, ces trahisons à l'égard de ceux qui ont combattu Daesh les armes à la main constituent une honte et une non-assistance à peuple en danger.
De toute évidence il y a la volonté d'Ankara et de Damas de saper tout processus de paix alors que les Kurdes ont consenti d'immenses sacrifices politiques et stratégiques pour s'engager dans la voie de la paix. Ces attaques tournent le dos aux engagements pour bâtir une société démocratique, sans discrimination et ne laissent aucune place au dialogue et à une solution politique.

Le courage des Kurdes et l'expérience du Rojava suscitent une grande admiration dans le monde. Les forces sociales qui luttent, qui résistent à la déferlante réactionnaire, et elles sont nombreuses, sont appelées à se mobiliser. Damas et Ankara doivent cesser les hostilités, les civils doivent être placés sous protection internationale. Une Commission d'enquête des Nations Unies doit documenter les crimes commis à Alep. Enfin, le dialogue politique doit impérativement reprendre afin d'éviter une catastrophe humanitaire. France-Kurdistan est totalement mobilisée aux côtés du peuple kurde dont l'abnégation fait honneur à l'humanité.

Le Monde 16 janvier 2026

Asso Hassan Zadeh, juriste : « En Iran, Reza Pahlavi est loin d'être une figure fédératrice »

Le fils exilé du dernier chah, possible alternative au régime islamique, bénéficie d'une exposition médiatique très favorable en France, qui ne correspond pas à sa véritable popularité dans son pays, estime le juriste franco-iranien kurde dans une tribune au « Monde ».

La République islamique d'Iran traverse l'une des périodes les plus décisives de son histoire. Non seulement le mouvement de protestation persiste et s'amplifie mais, malgré le rideau imposé sur les communications, des images parviennent progressivement, montrant des corps de manifestants tués étendus à même le sol. Ces révélations semblent avoir incité le président américain, Donald Trump, à envisager une action militaire contre le régime.

Dans ce contexte dramatique, alors que les médias français auraient pu mobiliser l'opinion en faveur d'un rôle plus actif de la France, conforme au droit international, l'attention se concentre presque exclusivement sur une figure : Reza Pahlavi, fils exilé du dernier chah, présenté comme l'alternative évidente, sinon unique, au régime islamique.

Cet intérêt pour Reza Pahlavi n'est pas propre à la France. Mais nulle part ailleurs le descendant du chah ne bénéficie d'une exposition médiatique aussi favorable. Cela rappelle un précédent historique lourd de conséquences : le séjour de l'ayatollah Khomeyni à Neauphle-le-Château (Yvelines), peu avant la révolution de 1979. Ce village n'était pas un simple lieu d'exil ; il était devenu un centre de coordination politique et médiatique. Depuis la France, Khomeyni s'adressait au monde, recevait des délégations, organisait la contestation et construisait une image rassurante, promettant monts et merveilles. Beaucoup y ont cru. On connaît la suite.

Récupération du mouvement

Certes, Reza Pahlavi, francophile, n'habite pas en France *[il vit aux Etats-Unis]*. Mais la France reste l'un des rares pays d'Europe où les réseaux promonarchistes iraniens disposent d'une influence notable auprès des médias et de certaines élites politiques. De fait, la focalisation des médias français sur Reza Pahlavi produit un effet politique comparable à celui qu'avait eu le coup de projecteur sur l'ayatollah Khomeyni à Neauphle-le-Château. Depuis deux jours, le fils exilé affirme publiquement que les mobilisations en Iran seraient le résultat de ses appels, laissant entendre qu'il en serait le moteur principal. Il s'agit d'une tentative manifeste de récupérer le mouvement populaire, dont il ignore sciemment tant la pluralité que les aspirations démocratiques.

La réalité sur le terrain est tout autre. La société iranienne est plurielle, traversée par des luttes sociales, nationales et politiques profondes. Les femmes, les jeunes, les travailleurs, mais aussi les peuples non persans – Kurdes, Baloutches, Arabes, Azéris – jouent un rôle déterminant dans les mobilisations actuelles, souvent au prix d'une répression accrue. De larges pans de la société, et les élites civiles et politiques qui les représentent, s'accommodent très mal de la perspective d'une alternative confiée à Reza Pahlavi. En particulier, les Kurdes d'Iran, qui comptent parmi les acteurs les plus constants et les plus durement réprimés, le rejettent massivement. Ils se sont mobilisés de leur propre initiative ou, pour les grèves générales, en réponse à l'appel des principaux partis politiques kurdes, réunis au sein d'un « centre de dialogue ». Ces éléments, essentiels pour comprendre la composition et les ambitions du mouvement, restent largement absents du récit médiatique dominant en France.

Cette invisibilisation est injuste et da ngereuse. Injuste, car elle réduit la société iranienne à une opposition binaire entre régime islamique et figure monarchique recyclée en symbole démocratique. Dangereuse, car elle occulte le fait que Reza Pahlavi, faute d'avoir fait l'inventaire de l'héritage politique de son père et d'adopter une vision réellement inclusive, est loin d'être une figure fédératrice capable de freiner la polarisation de la société iranienne. Son discours, calibré pour les opinions occidentales, semble séduire surtout une élite française sensible aux scénarios de restauration à la XIXe siècle. C'est oublier que Reza Pahlavi reste flou sur l'essentiel. Pire encore, son document sur la période de transition révèle une forte centralisation du pouvoir, une place personnelle ambiguë et peu de garanties concrètes sur le pluralisme politique, les contre-pouvoirs institutionnels ou la reconnaissance des droits de tous les peuples et minorités.

L'histoire iranienne montre que les transitions confisquées par une figure unique, aussi médiatiquement efficace soit-elle, débouchent rarement sur des régimes démocratiques durables. La France, au regard de son histoire, devrait se garder de contribuer à un tel scénario. Offrir une tribune est toujours un acte politique. A l'heure où l'Iran traverse des moments aussi douloureux que déterminants, la responsabilité des médias français consiste d'abord à rendre visibles les forces réelles du changement, telles qu'elles existent sur le terrain.

Romain Karouks
16 janvier 2026

«Le régime va partir à la chasse aux opposants à l'étranger» : pour les activistes iraniens, la Turquie est un refuge de moins en moins sûr

De nombreux Iraniens se sont réfugiés dans les grandes villes de Turquie, d'où ils suivent avec horreur les massacres du régime de Téhéran. Mais ce qu'ils pensaient être un sanctuaire prend de plus en plus les allures d'un piège.

Dans ce quartier bourgeois et paisible du centre d'Istanbul, les terrasses des cafés sont remplies de trentenaires au look apprêté ou faussement décontracté, parfois accompagnés de leurs animaux de compagnie, venus profiter d'un éphémère retour du soleil. Saeid Soltani (nom d'emprunt), lui, n'a pas le cœur à bronzer et jette un regard inquiet au passage d'un 4X4 blanc et bleu des forces de police turques. *«Cela fait cinq mois que je ne sors pas de ma rue, je quitte mon appartement uniquement pour faire des courses»,* témoigne le quadragénaire en enchaînant les cigarettes.

Cet activiste et écrivain iranien souhaitant garder l'anonymat par crainte des représailles des autorités turques et iraniennes a effectué plusieurs séjours en prison en Iran pour son combat en faveur de la défense des droits humains, et particulièrement contre l'application de la peine de mort à l'égard des personnes mineures. Il s'est enfui de l'Iran en 2017 pour trouver refuge dans la Turquie voisine. Il avait espéré y trouver un sanctuaire mais, les années passant, la situation s'est progressivement dégradée, au fil des politiques anti-migrants et du rapprochement du pouvoir turc avec le régime des mollahs. Les autorités turques refusent désormais de prolonger son titre de séjour, et il vit dans la terreur d'être contrôlé dans la rue et expulsé vers l'Iran. *«Dans le contexte actuel, je pourrais être exécuté s'ils me renvoient»,* se désespère-t-il.

Demandes de visa

Les menaces sont allées crescendo. Il y a deux ans, sa femme s'était rendue en Iran pour rendre visite à sa famille, mais avait été longuement interrogée par les services de sécurité sur les activités de son époux : interdite de quitter le pays pendant de long mois, le stress subi a engendré une fausse couche. En juin, il reçoit un message d'inconnus qu'il considère être des agents du régime iranien sur la messagerie WhatsApp, accompagné d'une photo de son balcon prise depuis la rue et d'un message : *«Sors de chez toi, connard.»*

Ces derniers jours, ses appels vers des proches restés en Iran sonnent dans le vide, depuis que le régime a coupé l'accès à Internet et au réseau téléphonique. *«J'ai reçu quelques rares appels, d'une minute environ, par des gens qui disposent* d'un accès Internet par satellite Starlink, dont le signal est traqué par les autorités*»,* témoigne-t-il. Ses interlocuteurs de l'est de Téhéran et de la ville de Karaj lui ont raconté le sang sur le goudron des avenues, l'annonce de la mort de leurs proches et voisins, les milices du pouvoir armées dans les rues et le silence assourdissant qui, la nuit, a remplacé les cris de colère et les appels à la liberté des premiers jours.

Dans un paysage politique divisé au sein même de l'opposition, l'activiste s'inscrit résolument à gauche, mais il partage son sort avec d'autres réfugiés de bords politiques différents, comme le journaliste Kaveh Taheri, lui plus favorable à la monarchie Pahlavi renversée lors de la révolution de 1979 et dont le représentant actuel vit en exil aux Etats-Unis. Contacté par téléphone, ce journaliste et blogueur a lui aussi été emprisonné en Iran avant de profiter d'une libération provisoire pour prendre la fuite vers la Turquie. Comme Saeid Soltani, il tente de relayer la parole des opposants au régime et les vidéos des récents massacres, et s'inquiète lui aussi pour sa sécurité alors que les autorités turques ont également refusé de renouveler ses papiers.

«J'ai déjà été emmené trois fois dans un centre de rétention en Turquie, j'ai échappé de justesse à l'expulsion vers l'Iran», raconte-t-il. Les deux activistes voient dans la France leur dernier recours, et ont déposé des demandes de visa long séjour. Malgré l'urgence de sa situation, Saeid Soltani est toujours dans l'attente des résultats de son entretien du mois de novembre au consulat français d'Istanbul. Kaveh Taheri, lui, a rempli en novembre un formulaire de demande de visa envoyé par les autorités consulaires mais n'a reçu à ce jour ni réponse ni date de rendez-vous.

Indicateurs et espions du régime

Aucune statistique officielle ne permet de mesurer le nombre de réfugiés politiques iraniens en Turquie ; les données du gouvernement turc indiquent cependant qu'au cours de l'année 2025, près de trois millions de citoyens iraniens se sont rendus dans le pays. Alors que le pouvoir turc ne cesse d'améliorer ses relations avec le régime de Téhéran, les réfugiés iraniens en Turquie s'inquiètent pour leur sécurité. Parmi ceux qui fuient le pays, le nord de l'Irak est désormais jugé plus sûr, car les autorités régionales kurdes sont considérées plus hospitalières et moins proches du régime iranien.

Dans les rues d'Istanbul et des autres villes turques, la menace des indicateurs et des espions du régime de Téhéran est bien réelle. *«Après avoir renforcé sa répression en interne, le régime va maintenant partir à la chasse aux opposants à l'étranger»,* s'inquiète le journaliste Kaveh Taheri. Ces dernières années, les enlèvements et meurtres d'opposants se sont multipliés. En octobre, c'était un opposant kurde, Masoud Nazari, qui était abattu devant son domicile sur la rive asiatique de la mégalopole turque. Les auteurs du meurtre n'ont pas été appréhendés, mais les services

secrets iraniens sont fortement soupçonnés d'en être les instigateurs.

Face à l'ampleur des massacres de manifestants désarmés par des dizaines de milliers d'hommes en armes loyaux au régime, difficile pour les opposants en exil de garder espoir. *«Les milices liées au pouvoir se battront jusqu'au bout, ils sont prêts à tout car ils savent que la vengeance de la population sera implacable en cas de chute du régime»,* estime Saeid Soltani.

Les atermoiements du président Donald Trump, qui promettait des frappes massives contre le régime iranien, ne sont pas non plus de nature à donner espoir aux opposants. *«Les Américains sont occupés ailleurs en ce moment, et les Européens ont trop longtemps tergiversé sur la ligne à adopter face aux mollahs»,* critique le journaliste.

Les deux hommes entendent continuer de relayer la parole des opposants et les témoignages des victimes, et espèrent pouvoir le faire en sécurité, depuis la France. A la terrasse du café, Saeid Soltani écrase rageusement une énième cigarette dans le cendrier en métal gris. *«Il paraît que le paquet est à 12 euros en France, c'est vrai ?»* s'inquiète-t-il, avant que son visage ne s'éclaire d'un espoir fugace. *«Je verrai bien, si j'arrive jusque là-bas.»*

RÛDAW

Jan.16,2025

German lawmakers urge Chancellor Merz to raise Kurdish rights with Syria's Sharaa

ERBIL, Kurdistan Region - Syria's interim President Ahmed al-Sharaa is expected to arrive in Berlin next week, a visit that has already sparked mixed reactions among German lawmakers. Several parliamentarians say Chancellor Friedrich Merz should use the meeting to address the situation of Kurds in Syria.

"It will be very important for our chancellor to discuss the situation of Kurds in Aleppo during his meeting with Sharaa," Kassem Taher Saleh, a lawmaker from Alliance 90/The Greens in Germany's Bundestag, told Rudaw's Alla Shaly. "Kurds in Syria are fighting for their rights and identity."

Saleh strongly criticized Damascus over recent attacks on Kurdish forces in northern Syria.

Sharaa's visit comes just over a week after intense clashes between Kurdish forces and the Syrian Arab Army. Government troops pushed Kurdish fighters out of the predominantly Kurdish neighborhoods of Sheikh Maqsood and Ashrafiyeh in Aleppo, while also launching attacks on positions held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the north.

Following the implementation of a ceasefire in Aleppo, Syria's military Operations Command on Tuesday declared additional Kurdish-held areas - Deir Hafer, Maskanah, and surrounding districts in eastern Aleppo - "closed military zones."

These areas, currently under SDF control, have recently been flashpoints for Damascus-aligned factions. Capturing them would allow the Syrian government to open a logistical corridor linking Aleppo to Raqqa province and intensify military pressure on the SDF along the Euphrates River.

Control of eastern Aleppo would be strategically significant, enabling Damascus and its allies to establish a supply route between Aleppo and Raqqa in north-central Syria while increasing pressure on SDF positions along the river.

Serdar Yuksel, a lawmaker from the Social Democratic Party (SPD), described Sharaa's visit to Berlin as "very problematic."

"Many people here do not like him," Yuksel said. "The chancellor must frankly tell Sharaa that the rights of ethnic and religious minorities, as well as the safety of citizens, must be guaranteed."

According to the UK-based Syrian Observatory for Human Rights, at least 82 people were killed in the clashes over control of Aleppo's Kurdish neighborhoods, including 43 civilians. The Erbil-based Barzani Charity Foundation told Rudaw that around 150,000 people were displaced.

"What happened in Aleppo must not happen again, or they risk losing aid from the West," Yuksel added.

Cansu Ozdemir, a lawmaker from Germany's Left Party, called for the cancellation of Sharaa's visit altogether.
"The red carpet must not be rolled out for Sharaa," Ozdemir said. "Sharaa has chosen to continue down his old paths with al-Qaeda and the Nusra Front, as demonstrated by the massacres of Kurds, Druze, and Alawites."

She accused the German government of turning a blind eye to what she described as "these atrocities."

"This is a scandal against those who fought Daesh," Ozdemir said, referring to the SDF, which partnered with the international coalition against the extremist group.

Another Left Party lawmaker, Ferat Kuchak, criticized Germany for remaining silent over Damascus' recent attacks.

"Sharaa is responsible for massacres of Kurds, Yazidis, Alawites, and Christians," Kuchak said. "The chancellor must stand with the Kurds of Aleppo - not with terrorists."
Le paradoxe est frappant. Ad

Le Monde

Benjamin Barthe, Chloé Hoorman
16 janvier 2026

Iran : les monarchies du Golfe tentent de dissuader Donald Trump d'intervenir

Bien qu'hostiles au régime islamique de Téhéran, les Etats de la péninsule arabique redoutent, en cas de frappes américaines, d'être la cible de représailles iraniennes. D'importants moyens militaires ont été prépositionnés sur leur sol, par les Etats-Unis, en vue d'une possible opération.

Versaires historiques de la République islamique d'Iran, dont ils ont toujours redouté – et parfois Øindirectement combattu – le messianisme révolutionnaire et les prétentions hégémoniques au Proche-Orient, les pétromonarchies du Golfe sont aussi les opposants les plus résolus à une intervention militaire des Etats-Unis contre ce pays.



Des soldats et du personnel américains et qataris attendent le président américain, Donald Trump, sur la base aérienne d'Al-Udeid, au Qatar, le 15 mai 2025. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Jeudi 15 janvier, alors que l'éventualité de frappes américaines continuait d'être scrutée par tout ce que la région compte de diplomates et d'analystes, un dirigeant saoudien a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) que le royaume et deux de ses voisins, le Qatar et Oman, avaient œuvré, durant la nuit, pour dissuader Donald Trump de passer à l'attaque.

Les trois pays du Golfe *« ont mené des efforts diplomatiques intenses de dernière minute pour convaincre le président Trump de donner à l'Iran une chance de montrer ses bonnes intentions »*, a confié ce responsable sous couvert d'anonymat, mettant en garde contre les *« graves répercussions »* qu'une opération américaine pourrait avoir.

« La communication se poursuit afin de consolider la confiance acquise et le climat positif actuel », a ajouté la source de l'AFP. Une référence aux déclarations de Donald Trump et de sa porte-parole sur la fin de la répression en Iran et le renoncement du régime islamique à exécuter des manifestants, qui, jeudi, semblaient avoir éloigné la perspective d'une intervention.

Extrême vulnérabilité

La mobilisation de Riyad, Doha et Mascate s'explique par deux facteurs principalement : d'une part, la peur que la chute du régime islamique ne profite à des acteurs encore plus hostiles aux monarchies de la péninsule Arabique ; et, d'autre part, l'extrême vulnérabilité de ces Etats à des tirs de représailles en provenance de Téhéran.

« Bien sûr que les souverains du Golfe rêvent d'un changement de régime en Iran, mais tant qu'ils ne connaissent pas l'alternative, ils préfèrent le maintien du statu quo », estime Hussein Ibish, analyste au Arab Gulf States Institute de Washington. *« Ils aimeraient un scénario à la vénézuélienne, avec un régime décapité sans frais, qui reste en place mais est obligé de devenir beaucoup plus coopératif. Mais ils savent qu'ils peuvent se retrouver avec un scénario à l'irakienne, avec un pays fracturé, aux mains de groupes armés incontrôlables. »*

Les efforts des dirigeants du Golfe pour dissuader l'administration Trump étaient d'autant plus urgents qu'ils ont observé, ces dernières semaines, le ballet des gros-porteurs américains autour des bases de l'US Army sur leur sol. Selon les décomptes du *Monde*, entre le 10 octobre et le 8 janvier, vingt rotations ont été effectuées entre les Etats-Unis et le Qatar par des C-5 (baptisés « Galaxy ») et des C-17 (les bien nommés « Globemaster »). Ces gigantesques aéronefs capables d'emporter respectivement 127 et 77 tonnes de fret se sont posés sur le tarmac d'Al-Udeid, le quartier général de l'armée américaine au Moyen-Orient, implanté dans le désert qatari.

Durant cette même période, dix avions américains ont at-

terri au Bahreïn, qui sert de port à la Ve flotte des Etats-Unis (« Fith Fleet »), et six autres avions se sont posés au Koweït. Sans que l'on puisse toutefois savoir, comme dans le cas du Qatar, si le matériel déchargé de leurs soutes est à but principalement offensif, ou simplement défensif. « *Les Américains sont dans une logique de préparation. On ne sait pas s'ils ont déjà pris la décision d'intervenir, mais ils s'assurent d'avoir tous les moyens à leur disposition* », analyse Didier Gros, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique.

Nouvelle équation militaire

Outre le prépositionnement d'armes et d'équipement, les Américains ont mis en place d'importants moyens de surveillance dans le Golfe persique. Un Boeing Poseidon y effectue des patrouilles quotidiennes, parfois très près du port iranien de Bandar-e Abbas, et un drone Triton prend le relais la nuit. Spécialisés dans l'acquisition des signaux électroniques, ils complètent les informations obtenues pas les satellites.

Le rôle du renseignement de terrain, pour lequel les Etats-Unis s'appuient en partie sur les Israéliens, est aussi crucial. Mais l'équation militaire n'est plus du tout la même qu'en juin. « *Au printemps dernier, l'objectif de l'opération était clair : détruire les infrastructures du programme nucléaire iranien. Là, il peut aussi s'agir de renverser le régime* », souligne Didier Gros, qui a été attaché militaire à l'ambassade de France à Washington entre 2015 et 2018.

Les Etats du Golfe n'ont pas été toujours aussi précautionneux à l'égard de l'Iran. Sous le premier mandat Trump, après la révocation, en mai 2018, de l'accord sur le nucléaire iranien, le camp prosaoudien, composé de l'Arabie, des Emirats arabes unis (EAU) et du Bahreïn, s'était joint à la politique de *« pression maximale »* des Etats-Unis sur Téhéran.

Dans les palais de Riyad et d'Abou Dhabi, l'heure était à l'endiguement de l'expansionnisme iranien au Proche-Orient. Il fallait faire reculer le voisin et rival chiite, qui s'enorgueillissait à cette époque de contrôler *« quatre capitales arabes »* (Bagdad, Beyrouth, Damas et Sanaa) par l'entremise de ses alliés non étatiques, membres de « l'axe de la résistance », tels que le Hezbollah libanais ou les houthistes yéménites.

Mais l'attaque dévastatrice, aux drones et aux missiles, orchestrée en septembre 2019, par l'Iran, contre deux sites pétroliers saoudiens a mis un coup d'arrêt à ce raidissement. La riposte qui incombait aux Etats-Unis, en tant que protecteur historique de l'Arabie saoudite, n'est jamais venue, au grand dam de Mohammed Ben Salman, le prince héritier du royaume, et de son allié d'alors, Mohammed Ben Zayed, l'homme fort des EAU.

Positionnement prudent

Tirant les leçons de ce lâchage, les deux dirigeants ont décidé de s'extraire du face-à-face belliqueux entre l'Iran d'un côté et les Etats-Unis et Israël de l'autre. Ils ont entamé une politique de détente avec Téhéran, officialisée en 2023, qui a résisté jusque-là aux secousses géopolitiques générées par le 7-Octobre. C'est à ce positionnement prudent que le royaume saoudien s'accroche lorsqu'il demande à Washington de ne pas utiliser son espace aérien en cas de frappes sur l'Iran.

« *L'Arabie saoudite rechigne même à fournir à l'armée américaine une coordination en matière de renseignement et de radar*, expose Cinzia Bianco, spécialiste du Golfe au European Council on Foreign Relations. *S'ils passent à l'attaque, les Etats-Unis ne pourront pas compter, d'un point de vue opérationnel, sur le soutien des pays du Golfe. Mais ils ne manquent pas d'autres options.* »

En juin, les frappes américaines sur les sites nucléaires iraniens de Fordo et Natanz n'avaient pas été menées par des avions stationnés au Moyen-Orient, mais par des bombardiers partis des Etats-Unis. En réaction, Téhéran avait lancé quelques missiles en direction d'Al-Udeid, non sans avoir alerté au préalable le Qatar et les Etats-Unis, qui avaient intercepté les projectiles sans peine. La crainte de Doha et des autres capitales du Golfe, dans l'hypothèse d'une seconde attaque américaine, est que Téhéran, cette fois-ci, ne riposte pas de manière aussi calibrée et inoffensive.

Jan.16,2026

US military convoy arrives east of Aleppo amid rising tensions between Damascus, SDF

ERBIL, Kurdistan Region - A convoy of US armored vehicles has arrived in Deir Hafer, east of Aleppo, amid escalating tensions between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and armed factions affiliated with Damascus, according to footage obtained by Rudaw.

An SDF official told Rudaw that the US military convoy, consisting of six armored vehicles, reached Deir Hafer to conduct a "military patrol."

"An SDF force is accompanying this coalition convoy," the official said, adding that the convoy traveled from the city of Tabqa to eastern Aleppo.

Footage shows a convoy of US armored vehicles traveling from Tabqa toward Deir Hafer, east of Aleppo, amid escalating tensions between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and armed factions affiliated with Damascus. pic.twitter.com/OMWuhqmvMB

— Rudaw English (@RudawEnglish) January 16, 2026

The deployment comes after US Special Envoy for Syria Tom Barrack said Washington is in close contact with all parties in Syria to prevent further escalation and revive integration talks between Damascus and the SDF, as violence and political tensions continue to grip the country's northeast.

The SDF serves as the de facto military force in Rojava and is the main on-the-ground partner of the US-led Global Coalition that defeated ISIS territorially in Syria in 2019.
Deadly clashes erupted last week in Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood after the Syrian Arab Army and allied armed groups launched a large-scale operation to seize areas that had been controlled for nearly 15 years by the Kurdish Internal Security Forces (Asayish), an affiliate of the SDF.

Following the implementation of a ceasefire in Aleppo, Syria's military Operations Command on Tuesday declared additional Kurdish-held areas - Deir Hafer, Maskanah, and surrounding districts in eastern Aleppo - "closed military zones."

These areas, currently under SDF control, have recently been flashpoints for Damascus-aligned factions. Capturing them would allow the Syrian government to open a logistical corridor linking Aleppo to Raqqa province and intensify military pressure on the SDF along the Euphrates River.

Control of eastern Aleppo would be strategically significant, enabling Damascus and its allies to establish a supply route between Aleppo and Raqqa in north-central Syria while increasing pressure on SDF positions along the river.

The escalation occurred despite a landmark agreement reached in March between Damascus and the SDF that established a nationwide ceasefire. Talks between the two sides are ongoing, but the latest round, held earlier this month, failed to yield tangible results, according to Syrian state media.

Although tensions have eased in recent days, residents remain fearful of further bloodshed, with some drawing parallels to previous episodes of sectarian violence in the country.

Libération

Romain Karouks
16 janvier 2026

La «stabilité» face au «chaos» : la Turquie d'Erdogan se fait l'avocat des mollahs iraniens

Ankara, qui craint un «printemps kurde» à l'échelle régionale et un afflux massif de réfugiés si le régime iranien s'effondre, fait de son mieux pour dissuader Donald Trump de mener des frappes militaires contre Téhéran.

Alors que les condamnations internationales se multiplient face à la répression sanglante des manifestations en Iran qui aurait fait des milliers de morts, la diplomatie du voisin turc, elle, n'a qu'un leitmotiv : la stabilité régionale. L'ancien chef des services secrets, actuel ministre des Affaires étrangères et homme clé du pouvoir turc, Hakan Fidan l'a martelé dans les médias turcs. Plus étrange, il a aussi, pour la première fois, repris la propagande du régime iranien, affirmant que les manifestants seraient téléguidés par le Mossad, les services de renseignement israéliens.

Même son de cloche du côté de l'indispensable allié du président Recep Tayyip Erdogan, le leader de l'extrême droite Devlet Bahçeli qui, lui, dresse le parallèle avec les manifestations antigouvernementales dites de Gezi, qui avaient secoué la Turquie en 2013. *«Nous connaissons la menace, elle est plus proche que jamais»* a-t-il déclaré, dénonçant un *«plan»*, un *«piège»* de puissances étrangères et appelant à soutenir le pouvoir iranien.

Dans ce contexte, le pouvoir turc, qui a l'oreille du président américain Donald Trump, tente de le dissuader de recourir à la force contre Téhéran comme il menace de le faire en représailles au massacre des protestataires. Les 13 et 14 janvier, Hakan Fidan s'est longuement entretenu avec son homologue iranien, puis avec des responsables américains, pour faire le pont dans la négociation avec Washington tout en appelant, une fois la révolte matée, à une *«nouvelle coopération»* entre l'Iran et la Turquie. *«Nous poursuivrons nos efforts diplomatiques. Nous espérons que les États-Unis et l'Iran régleront cette question entre eux, soit par des médiateurs, d'autres acteurs ou un dialogue direct»*, a déclaré Hakan Fidan jeudi 15 janvier lors d'une conférence de presse, assurant suivre *«ces développements de près»*.

Un ancien rival fragilisé
Outre le risque de frappes militaires, les menaces américaines d'imposer une nouvelle taxe de 25 % sur les produits venant des pays commerçant avec l'Iran sont aussi source d'inquiétude pour Ankara, dont l'Iran est un partenaire commercial et le troisième fournisseur de gaz naturel.

Longtemps très opposée à la politique de Téhéran de soutien au régime du président syrien Bachar al-Assad, la Turquie désire à présent améliorer ses relations avec le régime des mollahs qui n'est plus considéré comme un rival régional majeur tant il est fragilisé, depuis la chute du dictateur syrien et les coups dévastateurs portés par Israël au Hezbollah libanais, précieux allié de l'Iran.

La Turquie craint désormais qu'un renversement du régime, qu'il se produise sous la pression de la rue ou des

frappes américaines, ne débouche sur une situation chaotique dans ce pays de 92 millions d'habitants avec lequel elle partage une frontière longue de plus de 500 kilomètres.

Ankara s'inquiète aussi, en cas d'escalade de la violence, d'un éventuel afflux massif de réfugiés, comme cela s'était produit lors du conflit syrien. Mais surtout, elle craint que les provinces kurdes iraniennes à sa frontière ne demandent une forme d'autonomie en cas d'effondrement du pouvoir central.

Des affrontements en Syrie

Alors que l'opposition iranienne semble encore incapable de s'unir, les sept partis kurdes iraniens, considérés comme illégaux dans le pays et possédant pour la plupart une branche armée, ont publié le 6 janvier un texte commun appelant à la grève et au *«soutien total aux protestations populaires»* tandis que des éléments armés ont affronté les forces du régime dans des villes du Kurdistan iranien.

La crainte d'une autonomisation de la minorité kurde d'Iran et d'une contagion en Turquie est d'autant plus forte que les négociations de paix avec la guérilla kurde de Turquie, le PKK, entamé depuis mars 2025 sont au point mort et que le PJAK, la branche iranienne du PKK, est signataire de l'appel du 6 janvier.

La méfiance envers les velléités autonomistes kurdes est d'autant plus forte que la Turquie est parvenue à convaincre le nouveau pouvoir syrien de recourir à la force contre les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement kurdes et elles aussi affiliées au PKK qui tiennent le nord-est de la Syrie. Des combats, entre le 6 et le 11 janvier, ont permis aux forces islamistes de Damas de s'emparer de deux quartiers de la ville d'Alep tenus par les FDS et les affrontements menacent de se poursuivre à l'est de la ville puis au-delà du fleuve Euphrate qui fait office de frontière entre les belligérants.

Il faudra donc toute l'adresse et le cynisme de la diplomatie turque pour tenter de convaincre l'imprévisible et susceptible Donald Trump de ne pas frapper l'Iran tout en conservant auprès de lui le crédit dont elle pourrait avoir besoin pour obtenir un feu vert à une opération militaire d'ampleur de Damas ou de l'armée turque contre les Kurdes syriens alliés des Etats-Unis depuis 2014. Dans le vaste et dangereux jeu géopolitique dans lequel elle s'est lancée, les manifestants iraniens sont une pièce que la Turquie sacrifierait volontiers sur l'autel de ses ambitions régionales.

Anne Bernas
16 janvier 2026

Iran: «Notre volonté est de secouer les Nations unies et la communauté internationale»

Plus de 800 personnalités juridiques et défenseurs des droits fondamentaux ont soumis au Secrétaire général des Nations unies une pétition pour alerter sur la répression qui se déroule en Iran et pour l'application du « principe de la responsabilité de protéger ». Explications avec Xavier-Jean Keïta, un des signataires, avocat aux barreaux de Paris et du Rwanda, ancien Conseil Principal du Bureau du Conseil Public pour la Défense de la CPI.

RFI : Vous êtes plusieurs centaines d'avocats, juges, juristes et défenseurs des droits de l'homme en Iran à interpeller Antonio Guterres afin qu'il applique le principe de la responsabilité de protéger*. Mardi 13 janvier, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk s'est dit « horrifié » par la « répression » des manifestations en Iran. Des mots mais pas d'actes, donc. Qu'attendez-vous concrètement de votre initiative ?

Xavier-Jean Keïta : Nous voulons, déjà, qu'il y ait un constat d'une horreur qui se réalise sous nos yeux. D'abord, sur le plan des faits qui sont incontestables et documentés. Il y a des témoins sur place, des médias sur place et l'information circule. C'est très documenté. La presse est quand même présente et relaie. On use de la force létale contre les civils. On leur tire dessus à balles réelles, on vise les yeux. Beaucoup de personnes sont mortes, entre 5 000 et 12 000 selon des estimations de sources fiables; de nombreuses mutilations à vie. Au-delà de cela, on viole un principe sacro-saint : un hôpital est un lieu neutre pour soigner des blessés ; or là, des blessés qui se font soigner disparaissent. Même les morts ne sont pas respectés et rendus aux familles.

Dès lors, l'objectif de cette de cette pétition est de mettre le Secrétaire général et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme devant leurs responsabilités sur le plan international.

Nous partons du principe de responsabilité internationale, basé sur un texte des Nations unies portant sur la responsabilité de protéger. Le dernier pilier du principe de la responsabilité de protéger est la responsabilité collective d'agir si un État échoue dans son rôle. Face à ce qui se déroule en Iran, la communauté internationale doit prendre ses responsabilités de façon rapide, collective, graduée, et ce conformément à la Charte des Nations unies. Cette obligation repose ainsi sur les textes fondamentaux des Nations unies, adoptés par consensus en 2005, ce qui engage la communauté internationale tout entière.

Vous écrivez : « Dans un contexte de black-out intentionnel de l'information, l'inaction équivaudrait à un échec de la prévention, contraire aux engagements pris par la communauté internationale de protéger les populations civiles contre les atrocités de masse ». On voit depuis plusieurs années que les Nations unies ont du plomb dans l'aile. Que la loi du plus fort s'installe, et plus encore avec Donald Trump. Le 7-Octobre 2023 a aussi mis en évidence que les condamnations et les résolutions onusiennes étaient de moins en moins entendues. Que peuvent faire les Nations unies concernant la situation en Iran ?

Le système des Nations unies met en place un équilibre international, même si j'ai toujours considéré que la sagesse attribuée aux cinq grands détenteurs de l'arme nucléaire et du droit de veto n'avait plus de sens car on assiste à une dérégulation et à une réorganisation du monde. De Gaulle avait baptisé les Nations unies de « machin ». Donald Trump, dès son premier mandat, a tout fait pour saborder les bases de la justice pénale internationale comme la justice internationale. Il y a des initiatives qui ont été prises pour condamner ou **sanctionner des juges à la CPI** et des ordres ont été donnés pour geler leurs avoirs et les menacer, ainsi que des équipes de la Cour pénale internationale. On a constaté qu'après le 7-Octobre le monde s'est divisé pratiquement en deux, etc. Tout cela contribue à une dérégulation et à un affaiblissement de celui qui est le véritable gendarme du monde : les Nations unies à travers le Conseil de Sécurité, conformément au Chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Donc, notre volonté n'est pas de constater avec regret, au contraire, c'est de secouer l'ONU pour qu'enfin cette organisation prenne ses responsabilités. Elle a en effet les moyens d'ordonner des enquêtes internationales, des sanctions ciblées, de mettre des mécanismes de contrôle ou de sanctions par la justice internationale. L'ONU dispose de moyens de pression diplomatique et de moyens de coercition. Parce que le véritable gendarme du monde, ce n'est pas la Russie, ni la Chine, ni Donald Trump et l'Amérique, mais l'ONU conformément à sa Charte.

À écouter aussiIran: le régime peut-il encore tenir?

Ce que nous espérons est qu'enfin cette institution prenne sa place dans le concert mondial. C'est notre rôle en tant qu'activistes, juges, avocats, juristes, et surtout les journalistes, historiens de l'instant, de ne pas rester les bras croisés. Nous n'avons pas la puissance des États-Unis ni le pouvoir d'ordonner des fatwas à travers le monde, alors nous regardons les instruments juridiques internationaux à notre disposition.
Le principe de la responsabilité de protéger été adopté par consensus. Donc, ce n'est pas un traité ni un principe normatif comme le traité de Rome ou la Charte des Nations unies, mais dès l'instant où il a été invoqué régulièrement par le Conseil de Sécurité, par l'Assemblée Générale, par le Conseil des droits de l'homme, par certains rapporteurs spéciaux de l'ONU, c'est un fondement juridique, politique, diplomatique. Je dirais même plus : c'est la naissance d'une valeur coutumière. C'est donc le moment, et c'est notre rôle, au moins, de secouer le Secrétaire général et toutes les institutions des Nations unies, pour alerter la communauté internationale. L'ONU doit reprendre sa place dans le concert mondial.

Le régime de Téhéran affirme aujourd'hui avoir le « contrôle total » de la situation. Dans le même temps, les alliés de Washington dans le Golfe mettent en garde contre une intervention en Iran. Selon vous, que peut-il se passer dans un futur proche ? Ne craignez-vous pas que tout redevienne « comme avant » ?

Je crains le pire. Le pire, c'est que pendant que nous nous interrogeons, les morts augmentent. Et ce peuple iranien courageux, ce n'est pas la première fois qu'il se révolte et qu'il est réprimé et puni dans le sang. Il faut mettre fin à ce régime qui depuis plus de 47 ans est en train de tuer son peuple non pas à petit feu mais à grand feu. Notre responsabilité n'est pas citoyenne, elle est celle de simples êtres humains qui ne peuvent pas contempler la mort de nos semblables et rester les bras croisés. Il n'y a pas besoin d'être activiste pour cela. Notre simple humanité et les textes internationaux qui sont à notre disposition nous obligent, obligent tous les acteurs, à relayer la vérité de ce qui se passe. Je crains le pire, que la situation se banalise au gré des intérêts. Nous avons un devoir d'agir et vite.

*Lors du Sommet mondial de 2005 de l'ONU, tous les chefs d'État et de gouvernement ont affirmé la responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. La responsabilité de protéger (souvent appelée « R2P ») repose sur trois piliers égaux : la responsabilité de chaque État de protéger ses populations; la responsabilité de la communauté internationale d'aider les États à protéger leur population ; et la responsabilité de la communauté internationale de protéger lorsque, manifestement, un État n'assure pas la protection de sa population. L'adoption du principe en 2005 a constitué un engagement solennel qui incluait l'espoir d'un avenir sans ces crimes.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Madjid Zerrouky
16 janvier 2026

En Iran, le durcissement brutal du régime face à la rue

Alors qu'il avait relâché la pression sur la population depuis l'été, le régime a choisi la force brute face à un mouvement de contestation inédit. Pour survivre, le pouvoir, isolé par l'affaiblissement de « l'axe de la résistance », a opté pour une féroce répression.

Au lendemain de la « guerre de douze jours », qui l'a opposé, en juin 2025, à Israël puis aux Etats-Unis, le régime iranien avait surpris en relâchant enfin ostensiblement la pression sur la question du port obligatoire du hijab, retirant sa police des mœurs des rues. Une inflexion inattendue, tant ce symbole constitue l'une des clés de voûte idéologiques du système et l'un de ses marqueurs les plus visibles de contrôle social. Aujourd'hui, pourtant, le monde découvre avec stupeur une répression d'une violence inédite menée par Téhéran contre les manifestants. Que s'est-il réellement passé pour expliquer ce durcissement radical ? Selon l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA), au moins 2 677 personnes ont été tuées, et 1 693 cas sont encore en cours d'examen. Ce bilan, probablement sous-estimé, dépasse largement celui des précédentes vagues de contestation en Iran.

Le 28 décembre 2025, les commerçants du grand bazar de Téhéran et les agents de change, outrés par la chute brutale de la monnaie nationale, ferment leurs boutiques, se mettent en grève et appellent les autres commerçants du pays à les imiter. Ils sont rapidement rejoints par d'autres secteurs : comme celui des travailleurs des transports, puis par les étudiants. Un peu plus de deux ans après le soulèvement Femme, vie, liberté consécutif à la mort de Mahsa Amini à la suite de son arrestation par la police des mœurs pour une apparence jugée *« pas assez islamique »*, les autorités sont à nouveau défiées. Cette fois, les couches défavorisées et paupérisées de la société se joignent au mouvement, qui se répand dans tout le pays.

La réaction initiale du pouvoir est rapide et, en apparence, conciliante. Le président, Massoud Pezeshkian, évoque alors des *« revendications légitimes »* dans un pays où l'inflation avoisine les 50 %. Il promet un dialogue et des solutions. Mais son bilan ne donne guère confiance aux protestataires. Depuis son entrée en fonction en août 2024, le chef de l'Etat et son administration n'ont porté aucune réforme politique ou économique significative, ni influé sur la politique étrangère de l'Iran – dictée par le bureau du Guide suprême Ali Khamenei et les militaires –, ni desserré l'étau des sanctions.

Bain de sang

Une dizaine de jours après le début de cette nouvelle vague de contestation, le 8 janvier, tout s'accélère. Les menaces répétées à l'encontre de Téhéran de Donald Trump, qui se dit prêt à des frappes contre le régime iranien s'il recourt à la violence contre des manifestants pacifiques, et l'enlèvement du président vénézuélien, Nicolas Maduro, le 3 janvier par les forces américaines galvanisent les foules en Iran. La population descend en masse dans les rues dans ce qui constitue la plus grande mobilisation populaire depuis la révolution de 1979. Les autorités répondent par un bain de sang : des milliers de manifestants tombent sous les balles en quarante-huit heures. En optant pour cette hyperviolence, le régime a-t-il franchi un point de non-retour, révélant une stratégie de survie fondée exclusivement sur la terreur plutôt que sur le contrôle idéologique ou le consensus social ?

« Le 8 janvier ne doit pas être compris comme une rupture soudaine ni comme un tournant doctrinal. La transformation était déjà en cours, explique Saeid Golkar, professeur en sciences politiques à l'université du Tennessee à Chattanooga et spécialiste de l'Iran. *Sous l'ayatollah Khamenei* [arrivé au pouvoir en 1989]*, la République islamique est progressivement passée d'un système théocratique reposant sur un mélange d'idéologie et de consentement limité à ce que je décris comme un Etat théo-sécuritaire. Avec le temps, le régime en est venu à dépendre bien davantage de la répression que du consensus. »* Pour Saeid Golkar, les gardiens de la révolution et les services de renseignement sont les principales forces qui président aux décisions de ces dernières semaines. « *Le système agit comme un régime sécuritaire dont l'objectif principal est la survie plutôt que la légitimité*, poursuit-il. *Ce choix reflète la peur d'un effondrement. »*

Avant que la crise n'éclate, les acteurs les plus puissants du cercle dirigeant apparaissaient divisés sur des questions-clés, notamment sur l'opportunité d'une reprise des négociations avec Washington sur le dossier nucléaire ou sur la politique économique. Mais depuis la « guerre de douze jours », la survie du régime passe avant toute chose, tandis qu'Ali Khamenei, 86 ans et sur le déclin, réduit ses apparitions publiques.

« L'ayatollah Ali Khamenei n'est plus une figure aussi centrale qu'auparavant, soutient Ali Alfoneh, chercheur de l'Arab Gulf States Institute. *Depuis un certain temps, les affaires courantes de l'Etat sont gérées par une direction collégiale* [le Conseil suprême de sécurité] *composée du président, du président du Parlement, du chef du pouvoir judiciaire, d'un représentant des gardiens de la révolution et d'un représentant de l'armée régulière*. » Selon le chercheur, la décision de ne pas appliquer la loi sur le hijab a été prise par cette direction collective, tout comme l'acceptation par l'Iran du cessez-le-feu lors de la « guerre de douze jours », Ali Khamenei étant alors caché et injoignable, par peur d'être assassiné lors d'une opération menée par Israël ou les Etats-Unis.

Ce 14 janvier, alors que le bilan des victimes civiles de la contestation ne cesse de s'aggraver, le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, apparaît sur la chaîne conservatrice américaine Fox News pour s'adresser directement à Donald Trump. Il nie l'usage de la violence contre les manifestants, parlant plutôt de *« terroristes »*. *« Je vous dis qu'il s'agissait d'affrontements entre nos forces de sécurité et des éléments terroristes qui avaient un plan visant à provoquer un grand nombre de morts afin d'inciter le président Trump à déclencher une nouvelle guerre contre l'Iran »*, soutient M. Araghtchi, qualifiant la séquence de *« complot israélien »*. Il appelle le président américain à *« ne pas répéter la même erreur qu'en juin* [2025] », ajoutant : *« Si vous tentez une expérience ratée, vous obtiendrez le même résultat »*, en référence aux bombardements israélo-américains qui ont détruit des installations militaires et nucléaires. L'Iran affirme être sorti vainqueur de cette confrontation.



Des corps au centre médico-légal de Kahrizak (Iran). Capture vidéo réalisée le 14 janvier 2026 à partir d'images publiées sur les réseaux sociaux le 13 janvier 2026. AFP

Machine de propagande

Alors que la coupure quasi totale d'Internet empêche la diffusion d'informations fiables en provenance du pays, la machine de propagande de Téhéran tourne à plein régime. A la télévision d'Etat comme sur les chaînes Telegram de plusieurs agences de presse proches du pouvoir, les diffusions d'*« aveux »* d'Iraniens affirmant avoir attaqué les forces de l'ordre ou pris d'assaut des édifices publics ou des mosquées se multiplient. Les funérailles des membres des forces de sécurité tués – une centaine, selon un bilan officiel – sont organisées au même moment dans la capitale, mobilisant les partisans du régime, tandis que l'autorité judiciaire avertit de l'imminence d'exécutions de certains détenus arrêtés lors des troubles.

Les réflexes des dirigeants iraniens sont façonnés par l'histoire : à commencer par la chute de la dictature du chah en 1979 – qui leur a permis d'accéder au pouvoir –, quand l'ancien régime a été balayé par un cycle de manifestations de masse réclamant son départ sur fond d'hyperinflation, d'austérité et de répression politique. Un peu plus de trente ans après, la République islamique a assisté aux premières loges au soulèvement contre son allié syrien Bachar Al-Assad en 2011, qui aboutira à son départ en décembre 2024, après des années de guerre civile dont Téhéran a été partie prenante. Le grand affaiblissement de l'« axe de la résistance » à Gaza et au Liban, son réseau d'alliances régionales façonné pendant des décennies, exacerbe son sentiment de vulnérabilité : isolée à l'extérieur, la République islamique se claquemure de l'intérieur.

Pour une source à Téhéran proche du pouvoir, la récente vague de contestation a eu, aux yeux du régime, un effet comparable à celui de l'opération Forough-e Javidan. En 1988, à la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak, certains membres des Mujaheddin-e Khalq (MEK) – un groupe d'opposition ayant mené une lutte armée d'abord contre le chah, puis contre la République islamique – ont combattu aux côtés de l'Irak contre leur propre pays. *« Avant cette opération, les membres emprisonnés des Mujaheddin en Iran étaient considérés comme de simples prisonniers politiques*, poursuit la même source. *Après Forough-e Javidan, ils ont été perçus comme des soldats d'une armée d'envahisseurs et ont été exécutés. J'ai l'impression que, cette fois, le regard du pouvoir sur les manifestants est similaire. »*

Dans un tel contexte, et alors que les violences commises par Téhéran contre sa population risquent d'étouffer la contestation, Saeid Golkar considère, lui, que les fondations du régime s'effritent irrémédiablement. *« Sa base populaire active est limitée, environ 8 % à 10 % de la population, mais elle reste suffisante pour assurer une survie à court terme. Le régime maintient la loyauté de ce socle social étroit principalement par le clientélisme, les rentes et l'accès privilégié aux ressources de l'Etat, puis s'appuie sur ce groupe, directement ou indirectement, pour réprimer le reste de la société. »* Cette loyauté, selon l'analyste, est moins idéologique que matérielle, ce qui la rend conditionnelle et fragile : *« Elle érode progressivement la résilience du système. »*

l'Opinion 16 janvier 2026

En Iran, la mobilisation étouffée par le régime

Le mouvement a connu un net coup d'arrêt après trois semaines de maninfestations. La répression est d'une brutalité inédite

Baillon

D es ONG et les autorités françaises rapportent un fort ralentissement de la mobilisation. En parallèle, Donald Trump assure que l'Iran lui a signifié que « les tueries ont cessé ». Alors que les Etats-Unis menaçaient d'intervenir, les contacts entre les deux pays semblent avoir repris. LA MOBILISATION POPULAIRE en Iran semble avoir connu ces deux derniers jours un net coup d'arrêt. Plusieurs sources ont indiqué à l'Opinion que les manifestations s'étaient raréfiées, voire avaient presque totalement disparu, sous l'effet d'une répression d'une cruauté exceptionnelle.

« Nous avons récolté auprès de nos contacts sur place des récits qui dépassent l'imagination. Les forces de sécurité ont utilisé des armes lourdes, des mitrailleuses… Elles s'en sont pris à n'importe quelle personne qu'elles croisaient dans la rue, y compris les gens qui s'enfuyaient », décrit Mahmood Amiry-Moghaddam, président de Iran Human Rights. Basée à Oslo, cette ONG de défense des droits humains effectue un décompte des victimes de la répression et dit utiliser une méthodologie très rigoureuse. Le 14 janvier, elle dénombrait 3 428 morts, des milliers de blessés et environ 20 000 arrestations.

« Les Iraniens semblent avoir évité de manifester ces derniers jours, en dehors de quelques petites mobilisations. Nos contacts nous rapportent que les gens sont sous le choc, extrêmement en colère, et démunis face à cette répression extrêmement brutale », indique Mahmood Amiry-Moghaddam. S'il est difficile de connaître la situation dans toutes les régions du pays, ce ralentissement de la mobilisation semble concerner tout le territoire, alors que le mouvement a été particulièrement suivi dans les petites villes et à la campagne.

MassUn constat partagé par Bijan Baharan, directeur de la communication de la Ligue de défense des droits de l'homme en Iran (LDDHI), pour qui « les manifestations ont fortement ralenti en raison de la violence de la réponse du régime ». Mais aussi par les autorités françaises qui confirment auprès de l'Opinion avoir constaté la même dynamique. Celles-ci estiment que la répression a fait entre 3 000 et 5 000 victimes.

La mobilisation a débuté fin décembre contre la vie chère. En quelques jours, elle s'est répandue dans tout le pays et s'est muée en vaste contestation du régime dirigé par l'ayatollah Khamenei. Si l'Iran a connu de nombreux mouvements populaires depuis les années 1990, qui ont systématiquement fait face à une réplique implacable de l'Etat, la violence semble avoir été d'un niveau inégalé jusque-là. « Il n'y avait jamais eu de massacres d'une telle ampleur », indique Bernard Hourcade, chercheur émérite au CNRS et membre du comité de rédaction d'Orient XXI.

Couvre-feu. « J'ai fait l'expérience du régime impérial ([en place avant la révolution de 1979, NDLR) et de celui de la République islamique. Quand il y a des événements sanglants, où des centaines ou des milliers de personnes sont tuées, il devient très difficile de poursuivre la mobilisation », témoigne Karim Lahidji, président de la LDDHI, qui a quitté l'Iran en 1982 en raison de la répression. Il vit depuis en France.

« La réponse du régime a été d'une telle brutalité qu'il est bien compréhensible que les manifestations se soient largement arrêtées », juge Bernard Hourcade. En outre, selon les informations de Mahmood Amiry-Moghaddam, un couvre-feu a été instauré dans toutes les villes du pays, ce qui a encore contribué à étouffer la mobilisation. « Des membres des forces de sécurité équipés de mitrailleuses patrouillent en permanence dans les rues », rapporte-t-il.

Une évolution qui fait écho aux déclarations du président américain Donald Trump mercredi. Après avoir menacé à plusieurs reprises d'intervenir militairement pour soutenir les manifestants iraniens et promis que « l'aide était en route », il a indiqué que l'Iran lui avait signifié que « les tueries ont pris fin et les exécutions n'auraient pas lieu ». Selon des ONG, une première exécution d'un manifestant présumé devait se tenir hier, mais elle a été démentie par les autorités iraniennes. Plusieurs alliés des Etats-Unis, dont l'Arabie saoudite, la Turquie ou encore les Emirats arabes unis sont réticents à l'idée d'une intervention militaire contre l'Iran, dont les conséquences sont particulièrement imprévisibles.

Alors que les contacts entre les Etats-Unis et l'Iran étaient officiellement arrêtés depuis plusieurs jours, ils semblent donc avoir repris. Le ministre iranien des affaires étrangères Abbas Araghchi a même donné mercredi une rare interview à Fox News, assurant vouloir privilégier « la diplomatie ».

LE FIGARO

Camille Aguilé
16 janvier 2026

Iran : «Mort à Khamenei», scande la foule pendant les funérailles d'un ouvrier tué lors des manifestations

Au moins 3.428 manifestants ont été tués en Iran depuis le début du mouvement de contestation contre le pouvoir, a annoncé mercredi l'ONG Iran Human Rights (IHR), qui a également fait état de plus de 10.000 arrestations.

Des images publiées sur les réseaux sociaux le 15 janvier 2026 et vérifiées par l'AFP montrent une foule importante scandant *«Mort à Khamenei»,* le Guide suprême iranien, lors des funérailles d'un ouvrier tué lors des manifestations en Iran. L'assemblée a accueilli l'arrivée du cercueil noir par des applaudissements nourris et des sifflements à Abdanan, dans la province occidentale d'Ilam. *«Cette année, Seyyed Ali [Khamenei] sera renversé»*, peut-on également entendre tandis que l'assistance principalement vêtue de noir entame une procession. L'Iran est secoué par une grande vague de contestation du régime. Des manifestations initialement liées à l'hyperinflation ont éclaté le 28 décembre et se sont propagées dans tout le pays.
Au moins 3.428 manifestants ont été tués en Iran depuis le début du mouvement de contestation contre le pouvoir, a annoncé mercredi l'ONG Iran Human Rights (IHR), qui a également fait état de plus de 10.000 arrestations.

Le Monde

Golshifteh Farahani
17 janvier 2026

Golshifteh Farahani : « En Iran, la résistance à l'abomination, aux dictatures et aux envahisseurs est dans notre sang »

Dans une tribune au « Monde », l'actrice en exil, icône des femmes iraniennes en lutte, réagit, pour la première fois, aux massacres que perpètre actuellement le régime des mollahs.

J'ai passé des journées à tenter d'écrire un texte sur la situation du monde. Je me suis rendu compte, en me relisant, que je n'avais pas dit un mot de ce que je ressens. Comme si je me cachais de la dépression de ces trois dernières années. Partager ce que je ressens, c'est pourtant ce qui m'anime depuis toujours.

Il y a trois ans et quatre mois, avec le soulèvement révolutionnaire qui a surgi après la mort de Mahsa Amini, j'avais essayé de traduire en mots les émotions, de faire tomber les barrières culturelles. De rappeler que, même sous le joug d'un régime islamique, nous sommes toujours des êtres humains. Des mères. Des frères. Des filles. Nous écoutons la même musique, nous portons les mêmes vêtements sous l'uniforme islamique, nous chantons et nous dansons.

A la fin de cette année 2022, je passais mes jours et mes nuits, seule, à chercher des vidéos et à les traduire. A traduire les larmes, les cris, la rage, dans la langue du cœur, celle où se retrouvent tous les êtres humains. J'ai alors essayé d'être un pont entre le monde occidental et la tragédie qui se déroulait en Iran.

Une tragédie qui dure depuis très longtemps, bien avant la révolution islamique. Peut-être même des milliers d'années auparavant. La tragédie d'un peuple trahi par ses dirigeants, encore et encore.

Abîmée à jamais

Un peuple qui a connu bien des fous furieux comme le chah Abbas Ier *[1571-1629]* qui ne se contentait pas de tuer ses opposants, mais les découpait vivants et donnait leur chair à manger aux soldats du corps des Chigiyyin, sur la grande place d'Ispahan.

Ce n'est pas un conte d'horreur pour enfants. Ces atrocités ont eu lieu à de nombreuses reprises. Ce n'est pas la première fois que l'Iran vit sous un régime aussi brutal que celui des mollahs, mais j'espère que ce sera la dernière. La résistance à l'abomination, aux dictatures et aux envahisseurs est dans notre sang.

Je suis née pendant la guerre avec l'Irak, en 1983. Après la révolution islamique, donc.

Les premières années de ma vie ont été baignées de peur. Peur pour mon père, qui fuyait pour sauver sa peau, parce qu'il faisait partie, avant et après la révolution, de l'opposition. Peur des bombes, de l'obscurité. Ma génération est profondément marquée par la peur. Abîmée à jamais.

De nombreux amis de mon père ont été exécutés par le régime islamique, dont les dirigeants s'étaient fixé pour ligne : *« Nous avons un ennemi à l'extérieur, nous devons donc éliminer l'ennemi à l'intérieur. »* Des milliers d'hommes et de femmes, les plus brillants d'Iran, ont été exécutés. Artistes, scientifiques, ingénieurs, politiciens… Un des mollahs les plus brutaux, Sadeg Khalkhali *[1926-2003]*, disait : *« Si nous nous sommes trompés et qu'ils étaient innocents, ce n'est pas bien grave car ils iront au paradis. »*

Un souvenir : je joue avec mon amie dans ma chambre. Quelqu'un vient la chercher pour l'emmener au salon, où tous les adultes sont assis. Ils lui demandent de parler de son père en prison, de la dernière fois qu'elle l'a vu. Elle est en effet la seule à avoir été autorisée à le voir juste avant son exécution. Même si je n'ai que 3 ou 4 ans, je comprends tout. Or cette scène ne ressemble pas à un travail de deuil. Davantage à une victoire. A la glorification d'un martyr, tombé pour l'égalité, l'indépendance et la liberté.

Mon père, à mes yeux, était un héros qui se battait pour quelque chose de grand, avant et après la révolution. Il a de la chance d'être encore en vie aujourd'hui. Certains de ses amis étaient en prison sous le règne du chah *[Mohammad Reza Pahlavi (1919-1980)]* et d'autres ont été exécutés. Alors oui, quelque chose ne tournait pas rond avant la révolution islamique, et on a tort de glorifier le *« bon vieux temps »*. Plus tard, pourtant, j'ai compris à quel point le chah avait sincèrement tenté d'être progressiste. Et que ce n'étaient pas vraiment mon père et ses amis, en qui je voyais des héros, qui l'avaient renversé en 1979, mais les Américains. Le chah ne jouait plus le jeu qu'ils attendaient de lui. Il voulait augmenter le prix du pétrole et faire de son pays une superpuissance. Ils l'ont laissé tombé de la pire des manières. Puis la révolution a été volée par les mollahs. Les Américains n'ont même pas pris la peine d'offrir au chah, qui les avait servis pendant des années, un endroit pour mourir en paix. Ils l'ont laissé errer de pays en pays, jusqu'à ce que *[le président égyptien]* Anouar El-Sadate *[1918-1991]* lui offre un exil digne. Voilà comment ils traitent leurs alliés.

Si le monde avait laissé le chah continuer ce qu'il tentait, le visage de l'Iran serait aujourd'hui complètement différent. Il aurait pu redevenir ce qu'il a toujours été : la charnière entre l'Est et l'Ouest. Il aurait pu unifier le « Moyen-Orient », cette détestable expression coloniale pour désigner l'Asie de l'Ouest et une partie de l'Afrique du Nord. Mais l'Occident ne voulait pas entendre parler de cette vision. Il voulait juste le pétrole.

Khomeyni, le plus grand des maux

Entre en scène l'ayatollah Khomeyni *[1902-1989]* ! Le plus grand des maux. Inculte, brutal, non patriote, n'hésitant pas à tuer ses opposants dès le début de son règne. Il était le pire des choix pour conduire l'Iran, même pour une période de transition. A l'époque, il y avait pourtant encore une opposition organisée, de potentiels leaders, des organisations… Mais l'Occident a laissé Khomeyni prendre le pouvoir. Puis il a donné le feu vert à l'Irak pour attaquer l'Iran, lui fournissant armes, munitions, chars. C'est ainsi qu'on a brisé le dos de l'Iran, dans le but de contrôler le pétrole de la région pendant des décennies. Pour éviter qu'il ne s'unisse, on a divisé le Moyen-Orient, dressé les sunnites contre les chiites, séparé les frères, les cousins, les familles. La zone a été transformée en poudrière que la moindre étincelle menace de faire exploser.

En 1979, le peuple iranien a voté à 98 % en faveur de la République islamique. Mais on ne lui a laissé aucun autre choix. La possibilité d'être une simple « république », par exemple. Il a voté « oui » comme on prend un tranquillisant pour calmer une douleur. Les masses non éduquées ont exprimé leur ressentiment contre le chah. Comme un adolescent en colère contre son père, qu'il accuse de le négliger. A l'époque, plus de 50 % des Iraniens ne savaient ni lire ni écrire. Et seulement 2 % des électeurs étaient lucides sur le piège de la « République islamique », un oxymore qui n'a pas plus de sens que « pluie sèche » ou « soleil mouillé ». Un régime conduit par un guide suprême choisi par Dieu ne peut prétendre être une république.

Le peuple iranien souffre depuis quarante-sept ans. Il a fait preuve d'une résilience incroyable. D'une dignité immense. Les Iraniens, même pauvres et affamés, sont restés si beaux et si bienveillants. Ils sont restés si innocents, si intègres. Si patients, si tolérants.

Ces dirigeants incapables ont profité de cette douceur. Ils ont continué à enfoncer leur couteau encore et toujours plus profondément dans leur chair, jusqu'à l'os. Ils ont brisé leur existence par leurs politiques économiques. Ils ont volé leur avenir. Détruit la nature. Poussé tant de cerveaux brillants à l'exil. Et ils ont piétiné leur dignité avec leurs règles islamiques rigides, leur police des mœurs. Ils ont traité les Iraniens comme des ennemis, tout en nourrissant des groupes terroristes et autres fauteurs de troubles au-delà des frontières, ainsi que des oligarques aux estomacs immenses et insatiables. Ils ont trouvé une mine d'or et ne la lâcheront jamais. Accrochés sur le dos d'un immense lion, ils sucent son sang jusqu'à le tuer d'épuisement. Ils ont volé l'Iran, pour remplir des comptes bancaires à Dubaï, au Liban, en Syrie, à Londres, au Canada… Sans jamais investir ni construire quoi que ce soit à l'intérieur du pays. A part des armes.

C'est cela qui les maintient au pouvoir aujourd'hui : les armes…

Pas juste un territoire

L'Iran a été envahi par les Grecs, les Mongols, les Arabes. Le peuple iranien a été volé par les Britanniques, les Américains, les Européens. Aujourd'hui, la Chine et la Russie se sont ajoutées à la liste.

A l'époque de Mohammad Mossadegh *[premier ministre entre 1951 et 1953]*, le Gandhi de l'Iran qui a nationalisé l'industrie pétrolière, les Américains et les Britanniques ont organisé un coup d'Etat. Mossadegh a été traduit en justice, emprisonné, et il est mort en résidence surveillée *[à Ahmadabad, un village iranien de la province d'Alborz]*. Vingt-six ans après ce coup d'Etat, le chah a cherché à son tour à reprendre le contrôle du pétrole. Et il a été renversé. L'Iran, si vaste, si grand, avec son peuple digne et résilient, sa culture ancienne, n'a jamais été autorisé à être libre et indépendant.

Finalement, tout est une question de marché et d'argent. Les pays dotés de l'arme nucléaire se partagent les pays « non nucléaires ». Les brutes

étendent leurs territoires. Elles ne se font pas la guerre entre elles, mais elles créent des conflits dans les zones grises : Taïwan, Ukraine, Venezuela… Et l'Iran. L'objectif est de prendre. Prendre les ressources. Prendre la dignité. Prendre l'histoire des peuples. Les Etats-Unis sont les premiers à agir ainsi. Vous voulez la sécurité ? Donnez votre argent, vos terres, vos ressources. Européens, donnez votre Groenland. Vénézuéliens, donnez votre pétrole.

L'Iran fait partie de ces zones grises. Mais ce n'est pas qu'un territoire, c'est une culture millénaire dont la beauté s'est transmise à de nombreux pays qui en furent jadis partie intégrante. Pendant trois siècles, les envahisseurs arabes ont tenté d'effacer notre culture, d'interdire notre langue. Nous parlons encore le farsi. Nous avons gardé notre âme. Nous avons gardé Norouz *[la fête qui célèbre le Nouvel An du calendrier persan]*, Yalda *[la fête persane du solstice d'hiver]* et la Fête du feu.

Nous les avons enseignés à nos enfants, même si c'était dangereux. L'Iran est composé de nombreux peuples vivant ensemble et en paix, avec leurs cultures et leurs langues. Et les envahisseurs ont tous fini par se fondre dans notre civilisation.

L'Iran est, sur Terre, le véritable centre. L'endroit qui relie l'Asie à l'Europe et à l'Afrique. Le berceau des plus grandes civilisations, des plus grands poètes et scientifiques. Un centre vibrant de beauté et de poésie.

L'Iran n'est pas une géographie, c'est un sens. C'est notre battement de cœur. Si les pays de cette région centrale de la planète s'étaient unis, contre la volonté des Britanniques et du monde occidental, et maintenant contre celle de la Chine et de la Russie, s'ils avaient compté les uns sur les autres au lieu de chercher leur protection auprès de superpuissances lointaines, le monde serait différent.

Mais Britanniques, Américains et Européens ont créé ce chaos. Ils ont interféré dans les décisions de ces pays. Ils ont renversé de grandes occasions de puissance, comme ce fut le cas en Iran. Ils ont envahi des pays pour les abandonner du jour au lendemain, comme en Irak ou en Afghanistan. Ils ont laissé derrière eux, en partant, des arsenaux militaires qui sont tombés dans les mains de Daech ou des talibans…

Mais eux, ils s'en sortent à chaque fois sans conséquence.

La République islamique, un cancer

Et maintenant ? Aujourd'hui ?

Nous vivons de nouveau l'un de ces moments où 98 % des Iraniens pourraient dire « oui » à un nouveau régime incompétent, simplement pour se débarrasser de ce cancer appelé la République islamique. Ils seraient prêts à aller si loin dans la chimiothérapie qu'aucune cellule saine ne resterait dans le corps du pays, qui se viderait alors de sa vie. Car la douleur de ce cancer, qui mine le peuple depuis quarante-sept ans, est insupportable : quel qu'en soit le prix, il veut s'en débarrasser.

Les Iraniens sont prêts à sacrifier la vie de leurs enfants, de leurs pères et mères, de leurs maris et de leurs épouses, comme des martyrs. En rêvant d'un miracle. D'un sauveur. Mais comment, sur cette Terre, peut-on lutter à mains nues contre un régime qui tue avec une telle facilité ? Qui tue à l'aide de mitrailleuses.

L'Europe se tait. Et Donald Trump ne viendra jamais sauver le peuple iranien. Derrière des portes closes, les Etats-Unis, la Chine et les pays voisins discutent. Pour eux, il s'agit avant tout d'éviter que le régime islamique mette le feu à la région. L'enjeu est sensible pour l'Europe et la Chine, qui n'ont pas ou plus de Venezuela pour s'approvisionner en pétrole. Ils ont besoin que l'Iran reste entre les mains des mollahs. Ils préfèrent un pays stable dirigé par des pirates à un pays libre qui menacerait de devenir puissant.

Qui se soucie des 12 000 personnes tuées en seulement deux jours *[selon le média d'opposition* Iran international*]* ? L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ? La France ? Les hérauts des droits de l'homme, qui ont mis la moitié de l'humanité à feu et à sang ? Dans quel monde vivons-nous ? Un monde d'empires brutaux qui prélèvent leur tribut, qui mâchent les nations et recrachent les peuples.

Trump qui dit : *« Je ne sais pas combien de personnes ont été tuées ! Vérifions les faits ! »* Comment, au nom du ciel, peut-on vérifier des faits dans un pays comme l'Iran ? Veut-on vérifier si la mâchoire de Nika Shakarami *[une adolescente trouvée morte le 20 septembre 2022]* a vraiment été brisée ? Son corps a été retrouvé écrasé, méconnaissable. Version officielle des *« faits » :* elle s'est suicidée. Vous pouvez croire cette propagande, c'est votre choix. Vous pouvez aussi accepter que ce que les gens de bonne foi rapportent est vrai. Mais attendre que soient vérifiés les faits, en Iran, n'a aucun sens. Pendant que l'on *« vérifie les faits »*, le régime massacre des milliers de vies supplémentaires.

Les puissances étrangères se contentent de *« condamner »*. Quel mot hypocrite ! Elles refusent d'inscrire les gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes, elles refusent de saisir leurs biens partout en Europe. Mais elles *« condamnent »* ! En réalité, elles ont toujours étouffé la volonté du peuple iranien, avant de le regarder souffrir.

Elles condamnent. Mais ne vous laissez pas berner. En coulisse, les dirigeants de ces puissances préparent des accords avec la République islamique. Pour les Etats-Unis, l'Iran peut être un instrument de pression sur la Chine et l'Europe, qui, de leur côté, ont besoin d'un approvisionnement en pétrole stable et ouvert. Et, dans cette mascarade, personne ne se soucie du peuple iranien.

Parce que, en Occident, on aime l'argent *« persan »*. De même que les chats persans ou les tapis persans. L'argent persan est exotique. Il sent le safran et la poésie.

Alors je suis dévastée.

Je suis perdue.

Avec l'impression que, quoi qu'on fasse, on termine toujours au fond d'une impasse.

(Traduit de l'anglais par Pascal Riché.)

Golshifteh Farahani est une actrice en exil. Elle est une des coautrices de « Nous n'avons pas peur. Le courage des femmes iraniennes » (Editions du Faubourg, 2024).

Le Monde 17 janvier 2026

Syrie : l'armée étend son contrôle aux zones du Nord, après le retrait des Kurdes

Après avoir bombardé des positions kurdes, les autorités syriennes ont affirmé avoir repris plusieurs localités sur la route de Rakka. Selon l'agence de presse officielle SANA, les forces kurdes ont détruit deux ponts menant à cet ancien bastion de l'Etat islamique.

L'armée syrienne a pris, samedi 17 janvier, le contrôle de zones du nord de la Syrie, évacuées par les forces kurdes sous pression, qui jouissaient d'une autonomie de facto depuis plus de dix ans dans la région. Le président syrien par intérim, Ahmed Al-Charaa, reprend de nouveaux pans du pays, au lendemain d'un décret accordant des droits nationaux à la minorité kurde, que les autorités kurdes ont néanmoins jugé insuffisant.

Face à l'impasse de ses négociations avec les Kurdes, qui contrôlent une partie du nord et du nord-est de la Syrie, Ahmed Al-Charaa a délogé les combattants kurdes de quartiers d'Alep la semaine du 5 au 11 janvier, puis les a sommés de se retirer de zones à l'est de cette ville.

Ses troupes se rapprochent désormais de Rakka, ancien bastion du groupe djihadiste Etat islamique (EI) en Syrie, avant qu'il soit défait par les Forces démocratiques syriennes (FDS) – bras armé des Kurdes – soutenues par une coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis, et qui en ont pris le contrôle.

Après avoir massé des renforts dans la région et bombardé, vendredi, des positions kurdes, l'armée a progressé tout au long de la journée de samedi. Elle s'est notamment déployée dans Deir Hafer, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, selon les correspondants de l'Agence France-Presse (AFP), alors que les combattants kurdes se retiraient. Un peu plus loin, dans la localité de Maskana, l'armée a été acclamée par les habitants, à majorité arabe.



Des soldats de l'armée syrienne sur la route reliant Alep à Deir Hafer (Syrie), le 17 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER / HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Ponts détruits et couvre-feu

Tôt dimanche matin, le ministre de l'information syrien, Hamza Moustafa, cité par l'agence de presse officielle SANA, a déclaré que l'armée syrienne avait pris le contrôle, encore un peu plus à l'est, de *« la ville stratégique d'Al-Tabqa dans la région de Rakka, y compris le barrage sur l'Euphrate, qui est le plus grand de Syrie »*.

SANA a diffusé une vidéo montrant, selon elle, des véhicules des forces syriennes entrant dans cette localité où l'armée avait affirmé auparavant avoir encerclé les combattants kurdes retranchés dans un aéroport militaire. Les FDS ont assuré avoir *« pris les mesures nécessaires pour restaurer la sécurité et la stabilité »* dans la ville située à une quarantaine de kilomètres de Rakka.

L'agence de presse officielle a fait état, dimanche, de la destruction durant la nuit par les combattants kurdes des ponts sur l'Euphrate dans le but d'isoler Rakka. Les autorités kurdes avaient imposé un couvre-feu, alors que les forces gouvernementales ont annoncé leur intention de bombarder des objectifs dans cette zone. L'armée avait accordé un délai aux civils pour évacuer la zone sous contrôle des FDS ; plus de 4 000 civils avaient fui, selon les autorités syriennes.

Les FDS ont fait état d'*« intenses affrontements »* dans cinq localités à l'est de l'Euphrate entre Deir ez-Zor et la frontière irakienne. Les autorités de Deir ez-Zor, également sur le fleuve, ont accusé les forces kurdes de bombarder le centre-ville, sous contrôle gouvernemental.

Inquiétude des pays occidentaux

Le ministère de la défense syrien a également annoncé, samedi, que l'armée avait *« repris le contrôle »* de deux champs pétroliers, celui de Safyan et celui d'Al-Tharwa, près d'Al-Tabqa. La compagnie pétrolière publique syrienne a, pour sa part, affirmé avoir pris possession des sites en vue d'y reprendre la production.

L'offensive des autorités syriennes a provoqué l'inquiétude des pays occidentaux, dont les Etats-Unis, qui ont récemment levé les sanctions imposées à Damas sous Bachar Al-Assad. Le commandement militaire central américain pour le Moyen-Orient (CentCom) a exhorté les forces syriennes à cesser toute attaque dans la zone située entre Alep et Al-Tabqa, appelant à *« une coopération étroite entre les partenaires syriens »*.

Samedi, le chef des FDS, Mazloum Abdi, a rencontré à Erbil, dans le nord de l'Irak, l'émissaire américain Tom Barrack. Les Kurdes sont une minorité notamment répartie entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Ils ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression des régimes précédents en Syrie.

Lors d'un entretien téléphonique, Emmanuel Macron et le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Netchirvan Barzani, ont appelé à *« la désescalade immédiate et à un cessez-le-feu permanent »* en Syrie, a rapporté l'Elysée. Ils ont ajouté qu'il était *« de la pleine responsabilité des autorités syriennes d'assurer la protection »* des populations civiles.

Le pouvoir syrien a conclu en mars 2025 un accord avec les Kurdes pour intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, mais son application bute sur les exigences contradictoires des deux parties, toutes deux soutenues par Washington.

« Une Syrie unie et stable passe par l'intégration des Forces démocratiques syriennes en son sein et non par la guerre contre celles et ceux qui ont combattu Daech [l'acronyme arabe de l'EI] *à nos côtés »*, a ajouté, sur X, M. Macron. *« L'offensive des autorités syriennes doit cesser immédiatement »*, a lancé le président français.

Champs pétroliers et gaziers

Au moment où il est engagé dans un conflit avec les forces kurdes qui contrôlent le nord du pays, Ahmed Al-Charaa a annoncé, vendredi soir, reconnaître par décret les droits nationaux des Kurdes. Leur langue devient officielle, une décision historique dans le pays où cette minorité est estimée à presque deux millions sur une population de 20 millions d'habitants.

Il a affirmé que les Kurdes constituaient *« une partie intégrante »* du pays, mais l'administration autonome kurde du nord de la Syrie a estimé que ce décret constituait *« un premier pas mais ne satisfai*[sait] *pas les aspirations et les espoirs du peuple kurde »*.

M. Al-Charaa a renversé, en décembre 2024, Bachar Al-Assad à la tête d'une coalition islamiste et veut étendre son autorité sur l'ensemble du territoire syrien. La minorité kurde avait profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer, après avoir défait l'EI, de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, où se trouvent des champs pétroliers et gaziers.

The New York Times ***Jan. 17, 2026***

Syria Advances on Kurdish-Held Areas as Washington Urges Restraint

Government troops drew closer to Raqqa, the largest city overseen by the Kurds, raising U.S. concerns about the renewal of a wider conflict in the region.

Syrian government troops advanced into Kurdish-held territory in the north on Saturday, seizing key towns and sparking fresh clashes that threatened to unravel a once-promising political agreement meant to reunify a fractured nation.

The escalation follows intense fighting earlier this month between the government and the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., a Kurdish-led militia that is backed by the United States, and it raises the prospect of a government push toward Raqqa, the largest city administered by Kurdish authorities.

Raqqa became globally emblematic of the Syrian conflict after the Islamic State seized it in 2014, and declared it the capital of its self-proclaimed caliphate. The city was devastated during the U.S.-backed campaign to defeat the jihadist group and has since remained under S.D.F. control, with a small American military presence in the region.

After the fall of the dictator Bashar al-Assad in December 2024, Kurdish-led forces have been hesitant to submit to the new government's authority. For nearly a year, the two sides have engaged in negotiations over the integration of Kurdish military and civilian institutions into the new Syrian state, but those talks have stalled in recent months.

The renewed fighting has sharpened concerns in Washington about the prospect of a broader confrontation between Kurdish-led forces and Damascus, which could destabilize U.S.-led efforts to

prevent a resurgence of the Islamic State and endanger American troops still stationed in Syria.

The military advance on Saturday came hours after Kurdish fighters withdrew from several positions east of the major city of Aleppo.



Smoke rising near Maskanah, in northern Syria, after government troops advanced on the area on Saturday.Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

The S.D.F. announced the withdrawal after President Ahmed al-Sharaa of Syria issued a decree on Friday affirming the rights of Kurdish Syrians. The announcement was widely seen as an attempt to ease tensions after government forces struck S.D.F. positions in the area.

The situation quickly deteriorated on Saturday as each side accused the other of violating the terms of the agreement.

Adm. Brad Cooper, the head of U.S. military forces in the Middle East, urged Syrian government forces, in a statement on Saturday, to "cease any offensive actions" in areas near Aleppo. The U.S. special envoy to Syria, Thomas J. Barrack Jr., also met in northern Iraq on Saturday with Mazloum Abdi, the S.D.F.'s commander, and Masoud Barzani, the veteran Iraqi Kurdish leader, as Washington worked to avoid a broader confrontation.

Exchanges of fire have been reported in several of towns and villages as government forces said they were advancing through oil-rich areas toward the strategic town of Tabqa, a move that would place government troops roughly 30 miles from Raqqa.

The renewed clashes capped weeks of violence that have amounted to some of the most intense fighting since the end of the civil war in December 2024, when Mr. al-Sharaa's coalition of rebel groups ousted the Assad regime.

Syrian government forces launching a rocket toward Kurdish forces near Dibsi Faraj in northern Syria on Saturday.Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

LE FIGARO

18 janvier 2026

Syrie : accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et les Kurdes, les États-Unis saluent «un tournant décisif»

LE POINT SUR LA SITUATION - Emmanuel Macron s'est entretenu dimanche avec le président syrien et a exprimé «sa préoccupation face à l'escalade» de la violence, alors que l'armée syrienne progressait au prix d'intenses combats face aux forces kurdes.

Le président syrien Ahmad al-Chareh a annoncé dimanche avoir signé un accord de cessez-le-feu avec le chef des forces kurdes en Syrie (FDS), Mazloum Abdi, après deux jours de rapide progression des forces syriennes dans des territoires kurdes du nord et de l'est du pays. *Le Figaro* fait le point sur la situation syrienne ce dimanche 18 janvier.

Le président syrien appelle à un cessez-le-feu dans le cadre d'un accord avec les Kurdes

Le texte de l'accord en quatorze points publié par la présidence prévoit l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des forces de sécurité kurdes dans les ministères de la Défense et de l'Intérieur du pays. Il comprend aussi la remise immédiate au gouvernement des provinces sous contrôle kurde de Deir Ezzor et Raqa, ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe jihadiste Etat islamique (EI) et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes. Le chef des forces

kurdes dit avoir accepté cet accord.

L'accord est un coup dur pour les Kurdes qui ambitionnaient de préserver leur administration autonome, instaurée de facto depuis plus d'une décennie dans le nord et le nord-est de la Syrie. Ahmad al-Chareh a précisé devant la presse avoir signé l'accord à distance avec Mazloum Abdi, empêché pour des raisons météorologiques. *«Je recommande un cessez-le-feu complet»*, a insisté le président syrien juste après une rencontre avec l'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrack, qui s'était entretenu la veille avec Mazloum Abdi, à Erbil en Irak.

L'émissaire américain estime que l'accord et la trêve sont un «tournant décisif»

«Cet accord et ce cessez-le-feu représentent un tournant décisif, avec d'anciens adversaires privilégiant le partenariat plutôt que la division», a déclaré l'émissaire américain Tom Barrack sur X. Il a rencontré Ahmed al-Chareh à Damas dimanche et Mazloum Abdi la veille à Erbil, en Irak.

La Turquie espère que l'accord contribuera à la «stabilité» de la région

La Turquie espère que l'accord conclu dimanche contribuera à *«la stabilité et la sécurité»* en Syrie et dans la région, *«dans le respect de l'intégrité territoriale et de l'unité»* de ce pays. *«Nous espérons que cet accord contribuera à la sécurité et à la paix du peuple syrien ainsi que de toute la région, en particulier des pays voisins de la Syrie»*, a réagi le ministère turc des Affaires étrangères.

Avant l'offensive de l'armée, des négociations dans l'impasse

Avant l'offensive syrienne, des négociations entre le pouvoir central et les Kurdes visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, aux termes d'un accord conclu en mars 2025, étaient dans l'impasse.

Dans un geste apparent de bonne volonté, le président avait accordé vendredi par décret des droits nationaux inédits aux Kurdes, reconnaissant notamment leur langue comme officielle. Une mesure jugée insuffisante par l'administration autonome kurde du nord de la Syrie.

Le président islamiste syrien, qui a renversé Bachar al-Assad il y a plus d'un an, a insisté dimanche sur une nécessaire *«souveraineté de la Syrie sur l'ensemble de son territoire»*.

Reprise d'un grand champ pétrolier

L'armée a notamment repris dimanche aux forces kurdes le plus grand champ pétrolifère de Syrie. A l'aube, les FDS *«se sont retirées de tous les secteurs sous leur contrôle»* dans l'est de la province de Deir Ezzor, peuplée en majorité d'Arabes, dont *«les champs pétrolifères de al-Omar»*, le plus grand du pays *«et al-Tanak»*, selon une ONG. Pour le ministre de l'Energie Mohammad al-Bachir, la reprise de contrôle par l'Etat des ressources naturelles *«signifie ouvrir grand la porte à la reconstruction, au renouveau de l'agriculture, de l'énergie et du commerce»*.

Le champ d'al-Omar était sous le contrôle des forces kurdes depuis qu'elles en ont expulsé l'EI en 2017. Pendant des années, ce site avait abrité la plus grande base de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, qui a aidé les FDS à combattre l'EI, finalement défait en Syrie en 2019. La minorité kurde avait alors profité du chaos de la guerre civile, qui a pris fin en 2024, pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers.

Deux civils tués par les forces kurdes à Raqa, selon l'agence officielle

La semaine dernière, les forces gouvernementales ont délogé les combattants kurdes de quartiers d'Alep, puis les ont sommés de se retirer d'une zone située entre cette ville du nord du pays et l'Euphrate, plus à l'est. A mesure que les forces kurdes se repliaient sans opposer de véritable résistance, les troupes gouvernementales ont progressé samedi et dimanche vers l'est en se rapprochant de Raqa, l'ancienne capitale de facto de l'EI, dans la province du même nom, où elles ont annoncé dimanche avoir pris le contrôle de la ville de Tabqa.

Selon l'agence Sana, deux civils ont été tués dimanche à Raqa par des tirs des FDS. L'OSDH a fait état d'affrontements dans plusieurs quartiers. La minorité kurde, notamment répartie entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, a souffert de décennies d'oppression en Syrie, où elle est estimée à quelque deux millions de personnes, sur 20 millions d'habitants.

Macron s'est entretenu avec le président syrien et a exprimé «sa préoccupation face à l'escalade» de la violence

Le président français Emmanuel Macron s'est entretenu dimanche avec son homologue syrien Ahmad al-Chareh, et a affirmé lui avoir fait part de sa *«préoccupation face à l'escalade»* de la violence alors que l'armée syrienne a délogé les forces kurdes de plusieurs villes et zones stratégiques. *«Je lui ai fait part de notre préoccupation face à l'escalade en Syrie et à la poursuite de l'offensive conduite par les autorités syriennes»*, a écrit sur X le président français.

Le président syrien annule une visite prévue mardi en Allemagne (Berlin)

Le président syrien Ahmad al-Chareh a annulé une visite prévue cette semaine à Berlin, a indiqué à l'AFP dimanche une porte-parole du gouvernement allemand. La visite, qui devait avoir lieu mardi et être consacrée à la volonté des autorités allemandes d'intensifier le rapatriement de Syriens réfugiés, *«a été reportée par la partie syrienne»*, a ajouté la porte-parole.

Le Monde 18 janvier 2026

L'armée syrienne revendique la prise de la ville stratégique d'Al-Tabqa, tenue par les Kurdes

Malgré les appels de Washington et Paris à cesser son offensive, le président Ahmed Al-Charaa étend son emprise sur de nouveaux pans du pays. Ses troupes se rapprochent désormais de Rakka, ancien bastion du groupe djihadiste Etat islamique en Syrie.

L'armée syrienne a affirmé, dimanche 18 janvier, avoir pris le contrôle d'Al-Tabqa, une localité stratégique du Nord, progressant au prix d'intenses combats contre les forces kurdes, qui jouissaient d'une autonomie de facto depuis plus de dix ans dans la région.



Des militaires de l'armée syrienne sur la route en direction d'Al-Tabqa (Syrie), le 17 janvier 2026.

Malgré les appels de Washington et Paris à cesser son offensive, le président islamiste, Ahmed Al-Charaa, étend son emprise sur de nouveaux pans du pays, après avoir accordé vendredi aux Kurdes des droits nationaux inédits, mais jugés insuffisants par les autorités kurdes. Les troupes d'Ahmed Al-Charaa se rapprochent désormais de Rakka, ancien bastion du groupe djihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

Le chef de l'Etat syrien a rencontré, dimanche, l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, auprès duquel il a insisté sur « *l'unité de la Syrie et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire* », selon un communiqué de la présidence. Ahmed Al-Charaa a aussi appelé à la « *reconstruction de la Syrie avec la participation de tous les Syriens* ».

Face à l'impasse dans les négociations du pouvoir central avec les Kurdes, qui contrôlent une partie du nord et du nord-est de la Syrie, les forces gouvernementales syriennes ont délogé leurs combattants de quartiers d'Alep (Nord) la semaine dernière. Elles les ont ensuite sommés de se retirer d'une zone située entre l'est de cette ville et le fleuve Euphrate.

Attaques meurtrières

Après avoir massé des renforts et bombardé vendredi des positions kurdes, l'armée a progressé samedi dans cette zone, les deux côtés faisant état d'attaques meurtrières. Au petit matin dimanche, les autorités de Damas ont annoncé contrôler la ville d'Al-Tabqa, dans la province de Rakka, « *y compris le barrage sur l'Euphrate, qui est le plus grand de Syrie* », selon le ministre de l'information, Hamza Moustafa, cité par l'agence de presse officielle SANA. Les combattants kurdes affirment pourtant que cette localité, à une quarantaine de kilomètres de Rakka, ne faisait pas partie de l'accord de retrait qu'ils avaient accepté.

Par ailleurs, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, « *se sont retirées de tous les secteurs sous leur contrôle* » dans l'est de la province de Deir ez-Zor, dont « *les champs pétrolifères d'Al-Omar* », le plus grand du pays « *et d'Al-Tanak* », selon une ONG. SANA a ensuite affirmé que les FDS avaient fait sauter dans la nuit les deux ponts menant à Rakka, coupant la ville de la zone sur la rive occidentale qu'ils ont été sommés de quitter.

Rakka, dans la province du même nom, était considérée comme la capitale de l'EI avant qu'il soit défait, en 2019, par les FDS, soutenues par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. La minorité kurde avait alors profité du chaos de la guerre civile pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers.

Un peu plus d'un an après avoir renversé Bachar Al-Assad, Ahmed Al-Charaa, un ex-djihadiste, veut désormais rétablir l'autorité de Damas sur l'ensemble du territoire syrien

Dès samedi matin, les correspondants de l'Agence France-Presse (AFP) ont vu l'armée entrer dans la ville de Deir Hafer, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, tandis que les combattants kurdes s'en retiraient. Les FDS ont fait, en revanche, état, outre les combats à l'est d'Alep, d'*« intenses affrontements »* dans cinq localités à l'est de l'Euphrate. Les autorités de Deir ez-Zor, également sur le fleuve, ont accusé les forces kurdes de bombarder le centre-ville, sous contrôle gouvernemental. Le gouvernorat a annoncé que *« toutes les institutions publiques »* resteraient fermées dimanche et appelé les habitants *« à rester chez eux »*.

« Sabotage du processus de paix »

Les combats entre l'armée syrienne et les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie sont *« une tentative de saboter le processus de paix »* lancé en Turquie avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a dénoncé son chef, Abdullah Öcalan, dimanche matin.

Le 27 février 2025, le chef du PKK avait appelé le mouvement à se dissoudre et à déposer les armes afin de mettre un terme à plus de quatre décennies de combats qui ont fait au moins 50 000 morts, répondant ainsi à une initiative d'Ankara.

L'offensive de l'armée syrienne a provoqué l'inquiétude de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, qui ont récemment levé leurs sanctions imposées à Damas sous Bachar Al-Assad.

Le commandement central militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom) a exhorté les forces syriennes à cesser toute attaque dans la zone située entre Alep et Al-Tabqa, appelant à *« une coopération étroite entre les partenaires syriens »*.

« Une Syrie unie et stable passe par l'intégration des Forces démocratiques syriennes en son sein et non par la guerre contre celles et ceux qui ont combattu Daech [l'acronyme arabe de l'EI] *à nos côtés »*, a déclaré sur X le président français, Emmanuel Macron. *« L'offensive des autorités syriennes doit cesser immédiatement. »*

Le pouvoir a conclu en mars un accord avec les Kurdes pour intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, mais son application bute sur les exigences contradictoires des deux parties, toutes deux soutenues par Washington.

RÛDAW

Jan.18, 2026

Over 500 displaced families arrive in Rojava amid escalation: Official

ERBIL, Kurdistan Region - More than 500 Kurdish families displaced from areas west of the Euphrates River have arrived in northeastern Syria (Rojava) as fighting escalates between the Damascus-affiliated forces and the Kurdish-led forces, according to the Kurdish Red Crescent.

Hadiya Abdullah, co-chair of the organization, told Rudaw on Sunday that "so far, 540 families from west of the Euphrates have reached Rojava."

Abdullah said that 400 families have arrived in Qamishli city, while 100 families headed toward al-Malikiyah (Derik) and 40 others went to Amuda in Hasaka province, adding that



People flee a Kurdish-held area east of Aleppo with their belongings on January 16, 2026, ahead of a Syrian army deadline. Photo: AFP

"a number of other families are also on their way." She noted that relief teams are prepared to respond and confirmed that "we have deployed mobile medical centers to re-

ceive the displaced people."

For his part, Sheikhmous Ahmed, who oversees camps for internally displaced people (IDPs) and refugees in Rojava, told Rudaw English on Sunday that large numbers of displaced people have arrived in the Jazira region which encompasses areas east of the Euphrates, covering much of the provinces of Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka.

He said that "our people from Afrin, Shehba, and Aleppo who had moved to Tabqa and Raqqa - the Kurdish people from around those cities - basically all the displaced from the outskirts and Kobane, many have come to the Jazira region," making it difficult to determine exact figures.

He said security at camps holding Islamic State (ISIS) members and their families remains stable, adding that "the SDF, Asayish [Internal Security Forces], and the coalition [forces] are still providing them with protection," and stressing that "there have been no problems."
The displacement comes amid heightened tensions after Damascus and allied militant groups attacked the positions of the Syrian Democratic Forces (SDF) - the de facto military force in Rojava - on Saturday as SDF fighters were preparing to withdraw from parts of eastern Aleppo and the Raqqa countryside. The Kurdish-led force said the attacks took place despite an internationally sponsored truce that granted them "a 48-hour withdrawal period," according to an SDF statement on X.

Following the clashes, Syria's state-run Syrian Arab News Agency (SANA) reported that the Syrian Arab Army had taken control of all areas west of the Euphrates River, including Deir Hafer and Maskanah in eastern Aleppo province, as well as Tabqa in the western Raqqa countryside.

Earlier on Sunday, SDF Chief Mazloum Abdi warned that hostilities were continuing despite mediation efforts. Speaking to the Rojava-based Hawar News Agency (ANHA), Abdi described the assaults as "systematic attacks" on Kurdish-administered areas, while stressing, "Our efforts to achieve de-escalation and a ceasefire are continuing with the assistance of international parties."

After expelling Kurdish fighters from two Kurdish-majority neighborhoods in Aleppo earlier this week, which led to the displacement of 150,000 people, Damascus expanded its operations into SDF-held areas of eastern Aleppo province, including Deir Hafer, Maskanah, and surrounding districts. The areas were declared "closed military zones," and residents were ordered to evacuate by Friday evening.

---

18 janvier 2026

Le président syrien annonce un accord de cessez-le-feu en quatorze points avec les forces kurdes

Le président syrien Ahmed al-Charaa a annoncé dimanche 18 janvier un accord avec les Kurdes syriens, prévoyant un cessez-le-feu et l'intégration de leurs puissantes forces au sein de l'État syrien, après deux jours de rapide progression de ses troupes dans les zones tenues par les Kurdes dans le nord et le nord-est du pays. Le chef des forces kurdes dit avoir accepté l'accord de cessez-le-feu.

L'accord est un coup dur pour les **Kurdes** qui ambitionnaient de préserver leur administration autonome, instaurée de facto depuis plus d'une décennie.

Le texte en quatorze points publié par la présidence prévoit l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des forces de sécurité kurdes dans les ministères de la Défense et de l'Intérieur du pays.

Il stipule aussi la remise immédiate au gouvernement des provinces sous contrôle kurde et peuplées notamment d'Arabes de Deir Ezzor et Raqa, ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe jihadiste État islamique (**EI**) et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes.

Ahmed al-Charaa a précisé devant la presse avoir signé l'accord à distance avec le chef des FDS, Mazloum Abdi, empêché de venir à Damas pour des raisons météorologiques. Selon le président, qui a annulé une visite prévue à Berlin, les détails de l'accord doivent être finalisés lors de pourparlers lundi avec M. Abdi.

« Je recommande un cessez-le-feu complet », a insisté le président syrien juste après une rencontre avec l'émissaire américain pour la **Syrie** Tom Barrack, qui s'était entretenu la veille avec M. Abdi, à Erbil en Irak.

À lire aussiL'armée syrienne étend son contrôle de zones du nord de la Syrie, les Kurdes font état de combats

Tournant décisif

Les États-Unis, qui soutiennent depuis des années les combattants kurdes syriens mais sont désormais également un allié clé de Damas, ont salué l'accord, Tom Barrack parlant d'un « tournant décisif, avec d'anciens adversaires privilégiant le partenariat plutôt que la division. »

Avant l'offensive de l'armée syrienne, des négociations entre le pouvoir central et les Kurdes visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires

au sein de l'État, aux termes d'un accord conclu en mars 2025, étaient dans l'impasse. Dans un geste apparent de bonne volonté, le président avait accordé vendredi par décret des droits nationaux inédits aux Kurdes, reconnaissant notamment leur langue comme officielle. Une mesure jugée insuffisante par l'administration autonome kurde du nord de la Syrie.

Le président syrien, qui a renversé Bachar el-Assad il y a plus d'un an, a insisté dimanche sur une nécessaire « souveraineté de la Syrie sur l'ensemble de son territoire. »

Reprise d'un grand champ pétrolier

L'armée a notamment repris dimanche aux forces kurdes le plus grand champ pétrolifère de Syrie, celui d'al-Omar. Les FDS avaient pris le contrôle de ce champ après en avoir expulsé l'organisation État islamique (EI) en 2017.

Pendant des années, ce site avait abrité la plus grande base de la coalition internationale antijihadiste menée par les États-Unis, qui a aidé les FDS à combattre l'EI, finalement défait en Syrie en 2019. A l'aube, les FDS « se sont retirées de tous les secteurs sous leur contrôle » dans l'est de la province de Deir Ezzor, peuplée en majorité d'Arabes, dont « les champs pétrolifères de al-Omar », le plus grand du pays « et al-Tanak », selon une ONG.

La minorité kurde s'était emparée pendant la guerre civile (2011-2024) de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers. La semaine dernière, les forces gouvernementales ont délogé les combattants kurdes de quartiers d'Alep, puis les ont sommés de se retirer d'une zone située entre cette ville du nord du pays et l'Euphrate, plus à l'est.

À mesure que les forces kurdes se repliaient sans opposer de véritable résistance, les troupes gouvernementales ont progressé samedi et dimanche vers l'est, où elles ont notamment pris le contrôle de la ville de Tabqa. Après le départ des forces kurdes, des résidents de Tabqa ont déboulonné une immense statue honorant une combattante kurde tuée en 2017 par les jihadistes de l'EI.

À lire aussiSyrie: les civils tentent de quitter Deir Hafer avant une offensive des forces gouvernementales

---

Le Monde **18 janvier 2026**

Les Etats-Unis disent avoir tué un chef affilié à Al-Qaida dans de nouvelles frappes en Syrie

Selon l'armée américaine, Bilal Hasan Al-Jasim était directement lié à l'homme qui a mené une attaque ayant tué trois Américains, dont deux militaires, en décembre en Syrie.

Les Etats-Unis ont annoncé, samedi 17 janvier, avoir tué Bilal Hasan Al-Jasim, un *« chef affilié à Al-Qaida »*, dans une frappe menée vendredi dans le nord-ouest de la Syrie, en réponse à une attaque ayant tué en décembre 2025 trois Américains à Palmyre.

Dans un communiqué diffusé sur X, le commandement central militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom) a expliqué que l'homme *« avait des liens directs avec un terroriste de l'Etat islamique* [EI] *»* responsable, selon lui, de cette attaque. Bilal Hasan Al-Jasim était *« un chef terroriste expérimenté qui planifiait des attentats et était directement lié au tireur de l'EI qui a tué et blessé des Américains et des Syriens »* en décembre, a assuré le CentCom.

Cette frappe, survenue vendredi, a eu lieu une semaine après des frappes *« à grande échelle »* menées par les Etats-Unis et des forces partenaires contre le groupe djihadiste EI en Syrie, également en réponse à cette attaque qui avait tué deux militaires et un traducteur, le 13 décembre dans la région syrienne de Palmyre. L'attaque en question était la première du type rapportée depuis la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024.

Des frappes françaises et britanniques au début de janvier

A la fin de décembre, les Etats-Unis avaient déjà annoncé avoir frappé des *« bastions »* du groupe djihadiste avec le soutien de la Jordanie. Au début de janvier, le Royaume-Uni et la France avaient aussi mené conjointement des frappes pour empêcher, selon Paris, *« la résurgence de Daech* [l'acronyme arabe de l'EI] *»*.

Pendant la guerre en Syrie, déclenchée en 2011 par des manifestations prodémocratie, l'EI avait contrôlé de vastes territoires, dont la région de Palmyre, avant d'être défait par la coalition internationale, en 2019. Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

Avec le retour au pouvoir de Donald Trump, sceptique quant à la présence de soldats américains à l'étranger, s'est posée la question du maintien de cette présence militaire. Le Pentagone avait annoncé en avril que les Etats-Unis réduiraient de moitié le nombre de soldats américains en Syrie, dont l'effectif total actuel n'est pas officiellement connu.

Le Monde **18 janvier 2026**

Iran : une attaque contre l'ayatollah Ali Khamenei équivaudrait «à une guerre totale contre la nation», met en garde le président iranien

« Il est temps de chercher un nouveau dirigeant en Iran », a déclaré Donald Trump auprès du site « Politico », samedi.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a affirmé, dimanche 18 janvier, que toute attaque visant le Guide suprême, Ali Khamenei, détenteur du pouvoir en Iran, serait une déclaration de guerre, réagissant aux propos de Donald Trump, qui a appelé à trouver un nouveau dirigeant.

« Une attaque contre le Guide suprême de notre pays équivaudrait à une guerre totale contre la nation iranienne », a écrit sur X Massoud Pezeshkian. *« Si le peuple iranien est confronté à des épreuves et des difficultés, l'une des principales raisons en est l'hostilité persistante et les sanctions inhumaines imposées par le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés »*, a-t-il ajouté.

« Il est temps de chercher un nouveau dirigeant en Iran », a déclaré le président américain auprès du site *Politico*. *« Cet homme est un homme malade qui devrait diriger son pays correctement et cesser de tuer des gens »*, a ajouté Donald Trump en référence à l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 86 ans, et au pouvoir depuis 1989.

Milliers de morts

Le président américain avait multiplié les menaces d'intervention militaire face à la répression, avant d'affirmer, mercredi, avoir été informé *« par des sources très importantes »* que *« les tueries* [avaient] *pris fin »*. Il avait remercié, vendredi, le gouvernement iranien d'avoir annulé, selon lui, *« toutes les pendaisons prévues »* de contestataires.

« Nous n'avons pas l'intention de mener le pays à la guerre, mais nous n'épargnerons pas les criminels nationaux », pas plus que *« les criminels internationaux »*, a dit Ali Khamenei, imputant à Donald Trump la responsabilité des violences et dénonçant un *« complot américain »*.

Les autorités, qui affirment que le calme règne désormais, ont décidé de rouvrir dimanche, jour ouvrable dans le pays, les écoles de Téhéran et d'autres villes, fermées depuis le 10 janvier, selon l'agence de presse ISNA. Le mouvement a été déclenché le 28 décembre par des commerçants pour protester contre le coût de la vie, avant de prendre une ampleur majeure le 8 janvier.

Un accès limité d'Internet a été rétabli, a par ailleurs précisé dimanche l'ONG Netblocks, dix jours après une coupure totale des communications destinée à masquer une violente répression qui a fait des milliers de morts, selon des groupes de défense des droits humains.

En France, plusieurs milliers de personnes, dont de nombreux membres de la diaspora, ont manifesté samedi et dimanche en soutien aux Iraniens. *« Ni chah ni mollahs, l'Iran vivra »*, a scandé la foule à Paris, sous des drapeaux iraniens et des portraits de jeunes gens tués.

RÛDAW **Jan.18, 2026**

SDF chief says determined to protect Kurdish gains in Syria

ERBIL, Kurdistan Region – Mazloum Abdi, commander-in-chief of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), said on Sunday that the group remains determined to protect the «achievements» of the Kurdish region in northeast Syria despite a recent withdrawal from oil-rich areas. He stressed that the latest "war" was imposed on the SDF.

"This war was imposed on us. We wanted to prevent it, but unfortunately, because it was planned by many forces, it was imposed on us," Abdi said in a video message aired by the pro-SDF Ronahi TV. "It was planned to become a civil war, but to avoid this and prevent further meaningless bloodshed, we agreed to withdraw from Deir ez-Zor and Raqqa to Hasaka. An agreement was signed on this."

His remarks came hours after Syrian interim President Ahmed al-Sharaa announced that he and Abdi had signed an agreement to halt clashes and integrate the SDF and the areas it controls into the Syrian army and state institutions. The two had signed a previous agreement in March

last year, but it has not been fully implemented.

Sharaa said Abdi was scheduled to meet him in Damascus on Sunday, but the visit was postponed until Monday due to bad weather. Abdi confirmed the meeting would take place on Monday, adding that he would share more details about the agreement with the public upon his return.

"We are determined to protect the achievements of the revolution and the gains of our people, while preserving the specific characteristics of our region," Abdi said. "We have the capability to do so."

RÛDAW

Jan.18, 2026

Macron tells Syrian president 'concerned' over ongoing attacks on SDF

ERBIL, Kurdistan Region - French President Emmanuel Macron on Sunday told Syrian interim President Ahmad al-Sharaa in a phone call that France is "concerned" about the escalating conflict in Syria and "the continuation of the offensive conducted by the Syrian authorities" against the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

"I expressed to him our deep concern regarding the escalation in Syria and the continuation of the offensive conducted by the Syrian authorities," M0acron said in a post on X, without mentioning the SDF.

The remarks come amid escalating fighting between Damascus forces and the SDF, with factions affiliated with the Syrian government reportedly capturing the city of Tabqa in Raqqa province, south of the Euphrates River.

"A permanent ceasefire is necessary, and an agreement must be reached on the integration of the Syrian Democratic Forces into the Syrian state, on the basis of the exchanges from last March. The unity and stability of Syria depend on it," Macron added.

Macron said on Saturday that the Syrian army must "immediately" halt attacks on the SDF, warning that France and the European Union cannot support the current approach taken by the interim government in Damascus.



French President Emmanuel Macron delivers a speech in southern France on January 15, 2026. Photo: Philippe Magoni / AFP

The Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) on Sunday announced a state of "general mobilization" in support of the SDF and the Women's Protection Units (YPJ), citing what it described as "an existential war" launched by Damascus and allied militant groups in violation of an internationally mediated truce.

In January 2025, Macron said France would not abandon "freedom fighters, like the Kurds" who are fighting militant groups in Syria, adding at the time that "We must regard the regime change in Syria without naivety."
The SDF has accused the Syrian army of violating a truce brokered on Friday by the US and other international actors.

The Kurdish-led force said on Saturday that Syrian government forces and affiliated factions attacked its positions as its fighters were preparing to withdraw from Deir Hafer and Maskanah in eastern Aleppo, as well as from the Thawra oil field near Tabqa, a former Islamic State stronghold in the Raqqa countryside.

France has been actively involved in efforts toward a political solution to the Kurdish issue in Syria. International efforts are underway to halt the latest round of fighting.

RÛDAW

Jan.18, 2026

Damascus, SDF sign second integration agreement, halt fighting



ERBIL, Kurdistan Region - The Syrian interim government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) have reached an agreement to immediately halt clashes and integrate SDF-held areas into state institutions. The deal includes significant concessions by the Kurdish-led force. Following the announcement, the Syrian army declared a nationwide ceasefire.

Syrian interim President Ahmed al-Sharaa announced the agreement late Sunday, saying it was signed by him and SDF Commander Mazloum Abdi. Sharaa said Abdi had been scheduled to visit Damascus, but the meeting was postponed to Monday due to bad weather.

Earlier in the day, Sharaa met US Special Envoy for Syria Tom Barrack at the presidential palace.

Key provisions of the agreement include the integration of SDF personnel "individually" into the Syrian defense ministry rather than as a unified force, the full handover of Deir ez-Zor and Raqqa provinces, and the integration of their civil institutions and employees into national ministries. The deal also outlines state control over all border crossings and energy resources, including oil and gas fields, with the aim of returning them to the national economy, while acknowledging the unique status of Kurdish areas.

Implementation of the landmark March 10 agreement between Sharaa and Abdi had stalled after the SDF pushed to be incorporated as a unified bloc, a demand rejected by Damascus, which has insisted on absorbing SDF fighters individually into regular army units.

The agreement aims to end escalating fighting between Damascus forces and the SDF after factions affiliated with the Syrian government reportedly captured the city of Tabqa in Raqqa province, south of the Euphrates River. The SDF has accused the Syrian army of violating a truce brokered on Friday by the US and other international actors.

Earlier on Sunday, the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) announced a state of "general mobilization" in support of the SDF and the Women's Protection Units (YPJ), citing w

hat it described as "an existential war" launched by Damascus and allied militant groups in violation of an internationally mediated truce.

US Special Envoy for Syria Tom Barrack said the United States "commends" the Syrian interim government and the SDF "for their constructive efforts in reaching today's ceasefire agreement, paving the way for renewed dialogue and cooperation toward a unified Syria."

"This agreement and ceasefire represent a pivotal inflection point, where former adversaries embrace partnership over division," he added.

Barrack said the US "looks forward to the seamless integration" of the SDF and Damascus in the fight against ISIS.

The following the full text of the agreement:

First:
An immediate and comprehensive ceasefire across all fronts and contact lines between the Syrian Government forces and the Syrian Democratic Forces (SDF), along with the withdrawal of all SDF military formations to the east of the Euphrates River as a preliminary step for redeployment.

Second:
The full and immediate administrative and military handover of Deir ez-Zor and Raqqa governorates to the Syrian Government. This includes the transfer of all civil institutions and facilities, with the immediate issuance of decrees to permanentize current employees within the specialized ministries of the Syrian state.

Third:
Integrating all civilian institutions in al-Hasakah Governorate into the institutions of the Syrian state and its administrative structures.

Fourth:

The Syrian Government shall take control of all border crossings, oil fields, and gas fields in the region, with protection secured by regular forces to ensure the return of resources to the Syrian state, while considering the special case of Kurdish areas.

Fifth:
The full integration of all SDF military and security personnel into the structures of the Syrian Ministries of Defence and Interior on an individual basis, following necessary security vetting, granting them military ranks, financial entitlements, and logistical requirements accordingly.

Sixth:
The leadership of the Syrian Democratic Forces (SDF) commits to refraining from incorporating remnants of the former regime into its ranks and to providing lists of officers from the former regime's remnants present in areas of northeastern Syria.

Seventh:
The issuance of a presidential decree appointing a nominee to assume the position of Governor of al-Hasakah as a guarantee of political participation and local representation.

Eighth:
The removal of heavy military presence from the city of Ain al-Arab (Kobani), the formation of a security force drawn from the city's residents, and the retention of a local police force that is administratively affiliated with the Syrian Ministry of Interior.

Ninth:
The integration of the administration responsible for the file of ISIS prisoners and camps, as well as the forces responsible for securing these facilities, with the Syrian government, so that the Syrian government assumes full legal and security responsibility for them.

Tenth:
The adoption of a list of candidates submitted by the SDF leadership to hold high-ranking military, security, and civil positions within the central state structure to ensure national partnership.

Eleventh:
Welcoming Presidential Decree No. 13 of 2026, which provides for the recognition of Kurdish cultural and linguistic rights and for addressing outstanding rights-based and civil issues — including those of unregistered/stateless persons and accumulated property-rights claims from previous decades.

Twelfth:
The SDF commits to the removal of all non-Syrian Kurdistan Workers' Party (PKK) leaders and members outside the borders of the Syrian Arab Republic to ensure sovereignty and regional stability.

Thirteenth:
The Syrian state commits to continuing the fight against terrorism (ISIS) as an active member of the International Coalition, in coordination with the United States, to ensure the security and stability of the region.

Fourteenth:
Working toward understandings concerning the safe and dignified return of the residents of the Afrin and Sheikh Maqsoud areas to their homes.

---

19 janvier 2026

La Turquie salue l'accord de cessez-le-feu signé entre l'armée syrienne et les FDS

Le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont parvenus à un accord de cessez-le-feu immédiat, après plusieurs jours d'affrontements qui ont vu l'armée syrienne avancer dans les territoires kurdes du nord-est du pays. Parmi les premiers acteurs étrangers à saluer cet accord figure la Turquie voisine. Dans un communiqué, Ankara dit souhaiter que l'accord permette d'instaurer « la stabilité et la sécurité […] sur la base de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Syrie ».

La **Turquie** est très satisfaite du contenu de l'accord entre le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les **Kurdes**. Le texte contient plusieurs mesures qu'Ankara réclame depuis longtemps, bien avant même la chute du régime de Bachar el-Assad.

Le retrait des FDS à l'est de l'Euphrate, leur intégration sur une base individuelle — et non en tant qu'entité distincte — à l'appareil d'État, le retrait de la « forte présence militaire » de la ville frontalière de Kobané, la prise de contrôle par le gouvernement syrien des postes-frontières… Tous ces points qui portent un coup aux ambitions des forces kurdes de préserver leur administration autonome dans le nord-est de la **Syrie** ne peuvent que contenter les autorités turques. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères dit espérer que cet accord « contribuera à la sécurité et à la paix du peuple syrien ainsi que de toute la région, en particulier des pays voisins ».

Nul doute qu'Ankara se félicite tout particulièrement du point 12 de l'accord : celui où les FDS s'engagent à expulser de Syrie tous les membres non syriens du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). C'est une reconnaissance des liens entre le PKK et les FDS, qu'Ankara a toujours dénoncés.

Le *live* du 18 janvier Syrie: le président syrien annonce un accord de cessez-le-feu salué par l'émissaire américain Tom Barack

Le Monde 19 janvier 2026

En Syrie, le gouvernement annonce un cessez-le-feu avec le chef des forces kurdes qui prévoit leur retrait des territoires dans le Nord et l'Est

L'accord signé comprend l'intégration des FDS et des forces de sécurité kurdes dans des ministères syriens, et la remise au gouvernement des provinces de Deir ez-Zor et de Rakka, sous contrôle kurde.

Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, a annoncé, dimanche 18 janvier, avoir conclu un accord avec les Kurdes syriens, après deux jours de rapide progression de ses troupes dans des territoires longtemps contrôlés par les Kurdes dans le nord et l'est du pays. L'accord est un coup dur pour ces derniers, qui ambitionnaient de préserver leur administration autonome, instaurée de facto depuis plus d'une décennie.

Le leader des forces kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), a confirmé avoir accepté, *« pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile »*, que ses forces se *« retirent des régions de Deir ez-Zor et de Raqqa vers Hassaké »*.

Le texte en quatorze points publié par la présidence prévoit l'intégration des FDS et des forces de sécurité kurdes dans les ministères de la défense et de l'intérieur du pays. Il stipule aussi la remise immédiate au gouvernement des provinces, sous contrôle kurde et peuplées notamment d'Arabes, de Deir ez-Zor et Raqqa, ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe djihadiste Etat islamique (EI) et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes.

M. Al-Charaa a précisé devant la presse avoir signé l'accord à distance avec Mazloum Abdi. Selon le président, qui a annulé une visite prévue pour mardi à Berlin, les détails de l'accord doivent être finalisés lors de pourparlers lundi avec M. Abdi. La France sera présente, selon l'entourage du président Macron.

Washington salue l'accord

« Je recommande un cessez-le-feu complet », a insisté le président syrien juste après une rencontre avec l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, qui s'était entretenu la veille avec M. Abdi à Erbil, en Irak. Les Etats-Unis, qui soutiennent depuis des années les combattants kurdes syriens, mais sont désormais également un allié-clé de Damas, ont salué l'accord, M. Barrack parlant d'un *« tournant décisif, avec d'anciens adversaires privilégiant le partenariat plutôt que la division »*.

Avant l'offensive de l'armée syrienne, des négociations entre le pouvoir central et les Kurdes visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, aux termes d'un accord conclu en mars 2025, étaient dans l'impasse. Dans un geste apparent de bonne volonté, le président avait accordé par décret, vendredi, des droits nationaux inédits aux Kurdes, reconnaissant notamment le kurde comme langue officielle. Une mesure jugée insuffisante par l'administration autonome kurde du nord de la Syrie.

Le président syrien, qui a renversé Bachar Al-Assad il y a plus d'un an, a insisté dimanche quant à une nécessaire *« souveraineté de la Syrie sur l'ensemble de son territoire »*.

L'armée a notamment repris dimanche aux forces kurdes le plus grand champ pétrolifère de Syrie, celui d'Al-Omar. Les FDS avaient pris le contrôle de ce champ en 2017 après en avoir expulsé l'EI. Pendant des années, ce site avait abrité la plus grande base de la coalition internationale antidjihadiste menée par les Etats-Unis, qui a aidé les FDS à combattre l'EI, finalement défait en Syrie en 2019.

A l'aube, les FDS *« se sont retirées de tous les secteurs sous leur contrôle »* dans l'est de la province de Deir ez-Zor, peuplée en majorité d'Arabes, parmi lesquels *« les champs pétrolifères d'Al-Omar* [le plus grand du pays] *et d'Al-Tanak »*, selon une ONG.

Avancée de l'armée syrienne jusqu'à Raqqa

La minorité kurde s'était emparée pendant la guerre civile (2011-2024) de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers. La semaine dernière, les forces gouvernementales ont délogé les combattants kurdes de quartiers d'Alep, puis les ont sommés de se retirer d'une zone située entre cette ville du nord du pays et l'Euphrate, plus à l'est.

A mesure que les forces kurdes se repliaient sans opposer de véritable résistance, les troupes gouvernementales ont progressé samedi et dimanche vers l'est, où elles ont notamment pris le contrôle de la ville d'Al-Tabqa. Après le départ des forces kurdes, des résidents d'Al-Tabqa ont déboulonné une immense statue honorant une combattante kurde tuée en 2017 par les djihadistes de l'EI, selon des photos de l'Agence France-Presse (AFP).

L'armée a poursuivi dimanche son avancée jusqu'à Raqqa, dans la province du même nom, qui était la « capitale » du groupe Etat islamique avant sa défaite et où les habitants avaient souffert des pires exactions.

Selon l'agence SANA, deux civils ont été tués dimanche à Raqqa par des tirs des FDS. Le correspondant de l'AFP aux abords de la ville, qui a entendu des tirs d'armes automatiques, a signalé que les forces gouvernementales avaient acheminé des renforts et ratissaient des quartiers de la ville.

La minorité kurde, notamment répartie entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, a souffert de décennies d'oppression en Syrie, où elle est estimée à quelque 2 millions de personnes, sur 20 millions d'habitants.

Le Monde **19 janvier 2026**

En Syrie, des affrontements ont éclaté près de Rakka entre l'armée et les forces kurdes

Ces affrontements surviennent au lendemain de l'annonce d'un cessez-le-feu entre les deux parties.

Des affrontements ont éclaté, lundi 19 janvier dans la soirée, entre les troupes de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes, dans la banlieue de Rakka, a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le correspondant de l'Agence France-Presse dans la ville de Rakka, dans le nord de la Syrie, a aussi rapporté avoir entendu des bombardements intenses, tandis que l'OSDH a précisé que les forces gouvernementales avaient bombardé une position militaire des FDS au nord de la ville.

La haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, a appelé, lundi, à *« cesser immédiatement »* en Syrie *« toutes les activités militaires ». « Le cessez-le-feu entre les autorités intérimaires syriennes et les FDS est une étape essentielle pour éviter que le pays ne replonge dans la tourmente »*, a-t-elle déclaré, bien que les combats aient continué, lundi.

Lundi, le président syrien, Ahmed Al-Charaa, s'est entretenu avec son homologue américain, Donald Trump, au sujet des garanties des droits des Kurdes. Au cours de cet entretien téléphonique, *« les deux parties ont souligné la nécessité de garantir les droits et la protection du peuple kurde dans le cadre de l'Etat syrien »*, rapporte un communiqué de la présidence, ajoutant que les deux dirigeants ont également *« affirmé l'importance de préserver l'unité et l'indépendance du territoire syrien »*.

Intégration des forces kurdes dans des ministères

Ces affrontements surviennent au lendemain de l'annonce d'un cessez-le-feu entre les deux parties. Le président syrien a annoncé, dimanche, avoir conclu un accord avec les Kurdes syriens, après deux jours de rapide progression de ses troupes dans des territoires longtemps contrôlés par les Kurdes dans le nord et l'est du pays.

Le leader des forces kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, chef des FDS, a confirmé avoir accepté, *« pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile »*, que ses forces se *« retirent des régions de Deir ez-Zor et de Rakka vers Hassaké »*. Après la signature de cet accord, l'armée syrienne s'est déployée lundi dans les zones dont les forces kurdes se sont retirées dans le nord et l'est de la Syrie.

Le texte, en quatorze points, publié par la présidence prévoit l'intégration des FDS et des forces de sécurité kurdes dans les ministères de la défense et de l'intérieur du pays. Il établit aussi la remise immédiate au gouvernement des provinces, sous contrôle kurde et peuplées notamment d'Arabes, de Deir ez-Zor et Rakka, ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe djihadiste Etat islamique (EI) et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes.

Le Monde **Hélène Sallon**
19 janvier 2026

En Syrie, la fin du rêve d'autonomie kurde au Rojava

Reportage | Sous la pression des forces gouvernementales, qui se sont emparées de Tabqa et de Rakka, le chef des FDS, Mazloum Abdi, a signé avec le président syrien, Ahmed Al-Charaa, un accord qui acte la restauration de l'autorité de Damas sur le Nord-Est syrien.

Prosterné sur la place Al-Naïm, au centre de Rakka, Ahmed Al-Omar récite des prières, étouffées par des pleurs déchirants. Dimanche 18 janvier, au soir, ce policier de 35 ans est rentré dans sa ville natale du nord-est de la Syrie, douze ans après l'avoir quittée. Autour de lui, des tirs de kalachnikov célèbrent, dans un vacarme assourdissant, le départ des Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde). *« J'ai quitté Rakka à cause de Daech* [l'organisation Etat islamique ; EI]*, puis des FDS. Je suis parti avec mes camarades. J'en ai enterré 40, partout en Syrie, au fil des batailles, avant de pouvoir enfin rentrer »*, dit le policier.

Dans la ville livrée aux pillards, le temps que s'installent les forces de sécurité de Damas, les habitants exultent. *« C'est la première fois qu'on lève le drapeau syrien et qu'on écoute les chansons de la révolution »*, salue Yasser Saleh. Ce chômeur de 35 ans dit que six personnes ont été tuées sur la place, l'après-midi, par les FDS, quand une foule s'est réunie pour célébrer

la libération. A la nuit tombée, Rakka n'est toujours pas sécurisée.

Le destin du Nord-Est syrien a basculé en deux jours. Samedi 17 et dimanche 18 janvier, les forces gouvernementales ont repris aux FDS les provinces à majorité arabe de Rakka et de Deir ez-Zor, qu'elles administraient après en avoir chassé l'EI, avec l'aide de la coalition internationale, entre 2016 et 2019. Poussant son avantage après avoir repris l'enclave kurde d'Alep et faisant le pari du retournement des tribus arabes, le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, s'est rendu maître d'une partie de la région autonome kurde, ainsi que des ressources pétrolières et gazières de celle-ci. Les forces kurdes, en débandade, se sont retirées vers le nord, autour de Hassaké, de Kobané et de Kamechliyé.

Finalisation de l'accord, lundi

Le rêve d'une autonomie kurde sur ces terres du Rojava a été balayé avec l'annonce, dimanche soir, par le président Al-Charaa, de la signature d'un accord avec les Kurdes syriens, qui acte la restauration de l'autorité de Damas sur le Nord-Est syrien. La finalisation de l'accord avec le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, est prévue pour lundi, en présence de représentants américains et français. Dans un message vidéo, le responsable kurde a confirmé avoir accepté que ses forces se *« retirent des régions de Deir ez-Zor et de Rakka vers Hassaké* (…) *pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile »*.

Le texte en 14 points prévoit l'instauration d'un cessez-le-feu et la remise au gouvernement des provinces de Deir ez-Zor et de Rakka. Il stipule l'intégration de toutes les institutions de la province de Hassaké au sein de l'Etat, ainsi que la restauration du contrôle de Damas sur les postes-frontières et les champs d'hydrocarbures. Une forme d'autonomie locale est accordée à Kobané. Des postes seront réservés au sein des administrations civiles et militaires à des responsables kurdes syriens, mais les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale guérilla kurde en Turquie, devront quitter la Syrie.

Les forces kurdes seront intégrées dans les ministères de la défense et de l'intérieur sur *une « base individuelle »*. Le gouvernement syrien s'engage aussi à prendre en charge les prisonniers de l'EI et leurs familles, détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes, et à permettre le retour des déplacés kurdes à Afrin et dans les quartiers kurdes d'Alep. *« Le président Al-Charaa a obtenu tout ce qu'il voulait. Mazloum Abdi a fait le choix courageux de la fin du Nord-Est syrien pour une transition pacifique. Le PKK veut préserver le processus de paix avec la Turquie. C'est la fin de l'administration autonome et le début d'une nouvelle étape »*, analyse Arthur Quesnay, chercheur en sciences politiques et spécialiste de la Syrie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Depuis la signature d'un accord avec Damas, le 10 mars 2025, les FDS ont manqué plusieurs occasions de sceller un compromis leur étant plus favorable. En coulisse, leurs chefs fustigent un lâchage des Américains, qui soutiennent les nouvelles autorités syriennes depuis la chute du dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. A Damas, dimanche, l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, a salué un *« tournant décisif, avec d'anciens adversaires privilégiant le partenariat plutôt que la division »*.

Six jours après la victoire des forces gouvernementales dans l'enclave kurde d'Alep, le 10 janvier, le général Abdi avait concédé le retrait de ses forces des territoires conquis à la chute du régime d'Al-Assad, à l'ouest de l'Euphrate. Le départ des blindés et chars des FDS, samedi matin, et le déploiement des forces gouvernementales à Deir Hafer et à Maskana, à l'est d'Alep, a été accueilli avec euphorie par la population arabe. *« Les FDS nous avaient privés du bonheur de la liberté à la libération de la Syrie. Elles sont entrées sur nos terres et ont réprimé nos manifestations*, dit Hassan Al-Dleimi, un pêcheur de 25 ans de Maskana. *On se sent enfin libres. »*

Les forces kurdes n'ont jamais réellement pris pied dans ces villages agricoles. Elles se sont néanmoins imposées aux habitants rétifs à leur autorité. *« Les FDS n'ont rien de démocratique. Avec elles, c'était comme sous l'ancien régime »*, assure Yasser Joueïd, un commerçant de 34 ans de Dibsi Faraj, le premier village de la province de Rakka à avoir été repris. Les forces gouvernementales ont poursuivi leur avancée en direction d'Al-Tabqa, une localité stratégique bordant l'Euphrate, contrôlée par les FDS depuis 2017.

Les FDS ont dénoncé une rupture de l'accord par Damas et affirmé que certains de leurs combattants n'ont pas eu le temps de se retirer. *« Il n'y a plus d'accord. Les FDS ont tué deux de nos hommes à Maskana »*, justifie Abou Omar, un combattant, âgé de 30 ans, de la 60e division armée. Des hommes de l'ancienne armée d'Al-Assad, ralliés aux FDS, ont été arrêtés. L'offensive gouvernementale s'est poursuivie malgré la menace des drones explosifs des FDS. L'un d'eux a lâché deux obus de mortier sur un Humvee américain, endommagé et abandonné par les FDS, que des soldats de la 50e division étaient en train de fouiller, les privant de ce trésor de guerre.

« Les yeux bandés »

La libération d'Al-Tabqa a, pour Moussa Al-Makhlaf, un goût amer. L'homme de 52 ans pleure à chaudes larmes devant l'école de l'église. Il a découvert, dimanche matin, sur les réseaux sociaux, une photo de son fils, y gisant mort. *« Cela a ôté toute saveur à la libération »*, dit-il, dans un soupir. La veille au matin, son fils, Abdelrahman, un ouvrier de 27 ans, est sorti de la maison. Il a été arrêté par les FDS. Son corps a été retrouvé avec deux autres. *« Ils l'ont exécuté à bout portant. Nous n'étions pas encore arrivés sur place »*, assure Mohammed Habouche, un soldat de 26 ans de la 80e division.

Au même moment, hagards, Rokan Mohammed et Mohammed Al-Gharbi découvrent Al-Tabqa libérée. Ils viennent d'être relâchés de la prison de l'Aïd, dans le quartier Al-Thaoura, par l'armée syrienne. *« Les FDS m'ont arrêté, hier, sur le bord de la route à Maskana, car je brandissais un drapeau de la révolution syrienne. Ils m'ont emmené, les yeux bandés, dans leur convoi vers Al-Tabqa. J'ai été frappé et placé à l'isolement. Ils m'ont pris les 5 000 dollars* [4 300 euros] *que j'avais »*, dénonce M. Al-Gharbi, un commerçant de 39 ans, installé en Arabie saoudite.

Rokan Mohamed lui propose de venir chez lui. Le pompier de 42 ans a été arrêté la veille au soir à Al-Thaoura, lors de la traque d'habitants armés, par les FDS. Au coucher du soleil, des civils avaient commencé à attaquer les positions des forces kurdes. *« Les hommes de la tribu Al-Chammar sont intervenus*

avant que l'armée ne se déploie en ville, raconte Qassem Al-Khadban, 27 ans, un passeur entre les zones kurdes et celles contrôlées par le gouvernement. *Ce n'était pas organisé. Les gens étaient armés et emplis de haine envers les FDS. »*

Dans les provinces de Rakka et de Deir ez-Zor, les combattants FDS ont ainsi été confrontés par les habitants avant même que les forces gouvernementales n'arrivent. A Deir ez-Zor, des membres de l'Armée des tribus, formée par le cheikh Ibrahim Al-Hafel, sont venus leur prêter main-forte pour reprendre les villages, ainsi que les champs pétroliers d'Omar et de Conoco. Les chefs de tribu cooptés par les FDS ont, eux, tourné casaque l'un après l'autre, annonçant leur soutien au gouvernement de Damas, dont le chef de la tribu Al-Chammar, le cheikh Manaa Hamidi Al-Jarba, installé à Hassaké et très proche des FDS. Les autorités de Damas, aidées du conseiller spécial du président Al-Charaa pour les tribus, Abou Ahmed Al-Zakour, avaient préparé le terrain.

La défection des combattants arabes, en majorité dans les rangs subalternes des FDS, a été décisive dans la bataille. *« Une partie des combattants des FDS s'est retirée, une partie s'est rendue et une autre a continué à se battre – les étrangers du PKK. Une quarantaine de combattants se sont rendus, des Arabes et des* fouloul [partisans de l'ancienne dictature] *de l'armée d'Al-Assad qui ont fui la côte depuis la libération de la Syrie »*, affirme un officier de la 80e division, posté à Al-Tabqa. Samedi soir, le ministère de la défense annonçait avoir déjà reçu 483 demandes de défection de la part de combattants des FDS.

« Les FDS ont pris le pouvoir à cause des chefs de tribu. La majorité de ceux qui étaient avec eux sont des Arabes, certains en étaient les informateurs. Si l'Etat n'est pas présent et fort, il y aura des vengeances », prévient M. Al-Khadban. Lui-même a une dent contre la procureure arabe qui l'a condamné à cinq mois de prison parce qu'il était passeur. *« Si les chefs de tribu, qui étaient avec les Kurdes et font désormais alliance avec le gouvernement, restent en place, alors cela voudra dire qu'on n'emprunte pas la bonne direction »*, estime Abou Liliane.

Le fonctionnaire de 47 ans pense tout particulièrement au cheikh Hamed Al-Farraj et à son cousin, Mohammed Al-Adhan, nommé chef de la sûreté générale pour la province de Rakka. *« Le cheikh Hamed parlait toujours du respect à accorder au "général"* [Abdi]. *Avant, il était avec l'ancien régime, porte-parole du parti Baas. Quand la coalition est arrivée avec les Kurdes, ils l'ont fait cheikh en lui donnant de l'argent et des armes. Samedi soir, on a découvert qu'il était un grand révolutionnaire »*, raille sa sœur, Rim Al-Ahmed.

Libération

19 janvier 2026

En Iran, le difficile travail des soignants face à la répression : «Les médecins sont terrifiés en voyant les blessures»

«Libération» a pu obtenir le témoignage de plusieurs soignants, contraints de s'occuper des victimes des manifestations dans la clandestinité, par peur de représailles des autorités.

Quelques jours après les manifestations massives qui ont touché l'Iran, le bilan de la répression reste impossible à établir. Les ONG estiment que jusqu'à 12 000 personnes auraient pu être tuées. Si Internet demeure coupé, des miettes d'informations commencent à sortir. On apprend ainsi que les corps de nombreuses victimes n'ont toujours pas été inhumés et que les blessés sont soignés clandestinement, dans des maisons et des abris de fortune. Depuis mardi 13 janvier, alors que des images effroyables des conditions apocalyptiques à l'institut médico-légal de Kahrizak ont commencé à filtrer vers les médias étrangers malgré la coupure nationale d'Internet, l'ordre a été donné d'enterrer les corps non identifiés dans des tombes anonymes.

Dans un refuge pour animaux, au sud de Téhéran, pour éviter que les gémissements et les cris des blessés ne soient entendus de l'extérieur, la nuit, l'un des dresseurs incite les chiens à aboyer à l'aide de jouets bruyants. C'est l'un des centres médicaux secrets utilisés depuis la semaine dernière comme hôpital de campagne pour les manifestants mutilés. Un secouriste explique que jusqu'au jeudi 8 janvier, la situation n'était pas encore critique. Mais quand la marée humaine s'est déversée dans les rues et que les affrontements se sont intensifiés, en particulier tard dans la nuit, les hôpitaux n'ont plus désempli un seul instant.

«Balles de guerre»

Avant la coupure d'Internet, des images choquantes de l'assaut des forces militaires contre au moins trois hôpitaux à Téhéran, à Ilam et à Abdanan ont été diffusées. On y voyait des grenades lacrymogènes tirées à l'intérieur et des forces anti-émeutes envahissant les bâtiments pour enlever les blessés. Selon des témoins oculaires, les forces militaires et les miliciens partisans de la république islamique ont passé à tabac

les blessés avant de les embarquer, s'en prenant aussi à ceux qui les accompagnaient et au personnel soignant. Dans de telles conditions, le transfert des morts et des blessés vers les centres médicaux n'était pas prudent. Madame Sh., 43 ans, raconte : *«Deux jours avant le début du massacre, j'ai reçu trois plombs de chasse sur une place. J'ai préféré ne pas aller à l'hôpital et j'ai recousu mes blessures moi-même à la maison. J'avais de l'expérience avec les animaux et maintenant, j'aide les secouristes bénévoles.»*

Les manifestants blessés, pour la plupart des jeunes de moins de 30 ans, sont soignés sur des tables d'opération vétérinaires. Dans une maison où un blessé est alité, S., une jeune infirmière qui fait du porte-à-porte pour porter secours, est occupée à apprendre aux autres comment faire des pansements et stériliser le matériel chirurgical. A la morgue de l'hôpital, raconte-t-elle, la rangée de cadavres laissés sans housse s'étend jusqu'à la porte, on empile les corps les uns sur les autres. Les médecins et les infirmières sont sous le choc face à l'amoncellement de cadavres ; même ceux qui ont plus de vingt ans d'expérience n'arrivent pas à croire à un tel nombre de morts. Une aide-soignante, qui a connu le front durant la guerre Iran-Irak, dans les années 1980, lui a dit : *«J'ai vu des choses que je n'avais même pas vues à la guerre.»*

Un secouriste non professionnel utilisant le pseudonyme Ali s'exprime sur le nombre de blessés qu'il a vus personnellement : *«Je ne sais vraiment pas combien. Jeudi, jusqu'au matin, je répondais au téléphone et j'organisais de l'aide. Ce jour-là, j'ai soigné moi-même six personnes à domicile. Au total, environ 15 à 16 blessés sont arrivés jusqu'à moi. J'en ai orienté certains vers des médecins car ils avaient été touchés par des balles de guerre et cela dépassait mes compétences. Je n'ai pansé qu'un seul cas où la balle avait traversé le bras de la personne.»*

Analgésiques introuvables

La plupart des gens ont été blessés par des fusils de chasse, mais pas par les plombs habituels, nombreux et petits, comme lors des manifestations précédentes, explique ce secouriste, qui a suivi des cours de sauvetage par passion pour l'alpinisme. *«Les médecins sont terrifiés en voyant les blessures, car les agents ont utilisé des cartouches contenant des plombs plus gros (chevrotine), destinés à la chasse au gros gibier comme le sanglier. Si ces plombs touchent une personne de loin, ils la blessent gravement, et de près, ils sont certainement mortels. J'avais déjà vu ces cartouches dans les fusils de chasse à double canon.»* La plupart des blessures se situent à la tête, au visage, au ventre, au bas-ventre, aux épaules, aux mains et aux flancs. *«Je n'ai pas eu de cas touché au visage. L'état de ces personnes était trop critique, elles se rendaient sûrement dans des centres ophtalmologiques malgré le risque d'arrestation»,* dit encore Ali.

A l'hôpital Kasra de Karaj, rien que dans la nuit de jeudi à vendredi, environ 40 yeux ont été énucléés, assure le secouriste. De nombreuses amputations dues à l'impact de balles de guerre et au broyage des os ont également été signalées. Les secouristes à domicile œuvrent dans des conditions extrêmement difficiles, par manque d'équipement, tandis que les analgésiques sont devenus introuvables. *«Les calmants comme la péthidine sont des médicaments hospitaliers et, en temps normal, nous devons rendre l'ampoule vide après usage. Aujourd'hui, elle est devenue une denrée rare,* témoigne S., infirmière dans un hôpital de Téhéran. *J'ai moi-même réussi à me procurer 400 plaquettes de Tramadol, mais pour les blessures avec hémorragie sévère, on ne peut pas en donner aux patients, car il y a un risque d'arrêt cardiaque.»*

Les soignants s'inquiètent aussi de la pénurie de fil, d'aiguilles, de gazes stériles et de kits chirurgicaux. Mais leur principale crainte reste l'identification et l'arrestation. Lors des manifestations de 2022, durant le mouvement «Femme, vie, liberté», des médecins et des infirmières comme l'étudiante en médecine Aylar Haghi avaient été identifiés et tués par les forces de répression de l'Etat.

---

19 janvier 2026

Iran: la police lance un ultimatum de trois jours aux participants aux «émeutes» pour se livrer

Le chef de la police iranienne a lancé lundi 19 janvier un ultimatum de trois jours aux personnes impliquées dans ce qu'il a qualifié «d'émeutes» pour se livrer aux autorités, après l'écrasement d'un vaste mouvement de contestation.

« Les jeunes qui se sont retrouvés involontairement impliqués dans les émeutes sont considérés comme des personnes trompées, et non comme des soldats ennemis », a affirmé le chef de la police, Ahmad-Reza Radan sur la télévision d'État.

Il a donné aux intéressés « au maximum trois jours » pour se livrer, leur assurant qu'ils seraient alors traités avec « plus de clémence ».

Les chefs des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du pays ont pour leur part affirmé qu'ils « punir(aient) de manière décisive » les instigateurs des « incidents terroristes », dans un communiqué commun publié par la télévision d'État.

L'agence iranienne Tasnim a recensé en fin de semaine dernière quelque 3 000 per-

sonnes arrêtées en lien avec la mobilisation, des groupes de défense des droits avançant le chiffre de 20 000 arrestations. La mobilisation a été étouffée par une répression qualifiée de « massacre » par Amnesty International, à la faveur d'une coupure inédite des communications instaurée il y a onze jours.

À lire aussiIran: «Ils ont coupé internet pour pouvoir tuer en toute impunité»

L'accès à internet devrait « progressivement » revenir à la normale cette semaine, ont annoncé lundi les autorités, après un bref rétablissement limité de l'accès dimanche.

Au moins 3 428 manifestants ont été tués, selon le dernier bilan de l'ONG **Iran** Human Rights (IHR), dont les chiffres sont cités par l'ONU, mais d'autres estimations font selon elle état de plus de 5 000 morts, voire jusqu'à 20 000.

Le guide suprême, **Ali Khamenei**, a lui-même fait état de « milliers de personnes tuées » imputant ces morts aux « séditieux », selon lui manipulés par les **États-Unis** et **Israël**.

Le porte-parole de la justice iranienne, Asghar Jahangir, a réaffirmé dimanche que des procès rapides seraient organisés pour les mis en cause. Il a averti que certains actes s'apparentaient au crime de « guerre contre Dieu », passible de la peine de mort, appliquée généralement par pendaison.

L'inquiétude grandit quant au risque d'exécutions de contestataires, dans un pays où 1 500 personnes auraient été exécutées en 2025, selon le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk. « L'ampleur et le rythme des exécutions évoquent un recours systématique à la peine capitale comme outil d'intimidation de l'État », a-t-il pointé lundi.

Le président Masoud Pezeshkian, le président du Parlement Mohammad Bagher Ghalibaf et le chef du pouvoir judiciaire Gholamhossein Mohseni Ejei se sont par ailleurs engagés dans leur communiqué commun à travailler « sans relâche » pour « résoudre les problèmes économiques et liés aux moyens de subsistance ».

La mobilisation avait été lancée par des commerçants de Téhéran, après une nouvelle chute de la monnaie nationale, le rial, qui a perdu depuis un an plus d'un tiers de sa valeur face au dollar. Une hyperinflation fragilise aussi depuis des années le pouvoir d'achat en Iran, où le marasme économique a encore été aggravé par le rétablissement en septembre par l'ONU de sanctions internationales liées au programme nucléaire de Téhéran.

The New York Times **Jan. 19, 2026**

Clashes Erupt Around Syrian Prisons Holding Islamic State Fighters

New tensions flared a day after a Kurdish-led militia agreed to hand over control of prisons holding some 8,000 Islamic State fighters to the Syrian government.

Clashes erupted on Monday around two prisons in northeastern Syria holding members of the terrorist group Islamic State, a day after a Kurdish-led militia agreed to hand over control of the prisons to the Syrian government.

That agreement between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, or S.D.F., and the central government ended weeks of deadly clashes between the two sides. The S.D.F. agreed to merge into the national military and hand over control of security infrastructure — including prisons housing about 8,000 Islamic State detainees — to the government.

But the clashes around two of those prisons underscored the fragility of that deal. Within hours, both the government and the S.D.F. accused each other of trying to derail the agreement. The government accused the S.D.F. of releasing Islamic State detainees from al-Shaddadi prison in Hasakah Province and of exploiting the security threat posed by those detainees for political gains, according to state media.

The agreement was a significant victory for the government and a stunning setback for the S.D.F., which lost control over territory, oil resources and other strategic assets just in the past few days. The S.D.F. emerged with few cards to play in future negotiations over any power its leaders and its forces may retain as part of the new government.

The violence also revived fears around whether the new government would be able to maintain the same level of security the S.D.F. had in an area that once served as the heartland of the Islamic State.

By Monday evening, Syrian officials said they had taken control of al-Shaddadi prison and were combing the area in an effort to rearrest an unspecified number of prisoners they said had been released.

The S.D.F., in turn, accused armed groups "affiliated" with those in power in Damascus, the capital, of attacking the prison early Monday morning, without identifying the attackers more specifically.

S.D.F. officials also accused armed groups of attacking another prison, al-Aqtan, in Raqqa, which is the largest city administered by Kurdish authorities and which once served as the capital of the Islamic State's self-proclaimed caliphate. At least nine S.D.F. fighters were killed in the clashes, the S.D.F said.

The clashes made it clear that the cease-fire reached on Sunday had not yet quelled the tensions between Kurdish forces and Syria's central government over who controls the country's northeastern re-

gion. The Islamic State seized much of that region in 2014 and ruled it for years before the S.D.F., with U.S. backing, reclaimed the area.

Government institutions in the northeastern province, a semi-autonomous region long administered by the Kurds, will also come under the central government's authority as will Syria's gas and oil fields in the area, nearly all of which have been under Kurdish control.

The agreement was widely viewed as little more than a surrender by the S.D.F., which for months has been in stalled negotiations with the government over the terms of their integration into the new Syrian state that assumed control after the ouster of the dictator Bashar al-Assad in late 2024.

But after a lightning advance by the Syrian military into Kurdish-held territory this month, the S.D.F. forces were put on the back foot and ultimately agreed to the cease-fire deal.

As part of the deal, the central government was to assume security responsibility over prisons holding more than 8,000 Islamic State members captured during the civil war, including al-Shaddadi and al-Aqtan prisons.

The central government is also to take over the sprawling Al Hol detention camp, which houses tens of thousands of family members of Islamic State fighters, many of them foreigners.

After the clashes around the prisons broke out, the S.D.F. accused the U.S.-led coalition, which maintains a few troops on the ground, of ignoring calls for help. A senior U.S. military official denied the S.D.F. claims.

A second U.S. official, who spoke on condition of anonymity to discuss operational matters, said Monday they are working to de-escalate the tense situation. The official also said a number of prisoners had been recaptured.

The Islamic State seized territory in northeastern Syria in 2014 and ruled there and neighboring Iraq for years, brutally enforcing its strict interpretation of Islamic law. As the S.D.F. battled to reclaim that land with U.S. support, they detained thousands of ISIS fighters and tens of thousands of their relatives.

In the years since the Islamic State was routed in 2017, the land that was retaken in northeastern Syria has remained under S.D.F. control.

After Mr. al-Assad's ouster, the S.D.F. entered negotiations to integrate into the new national military. The deal on Sunday was the second it had struck with the government in less than a year. Whether it holds up is unclear.

On Monday evening, the Syrian government sought to position itself as the best ally to international partners in dealing with the threat from ISIS detainees.

The Interior Ministry accused the S.D.F. of a "serious security violation threatening Syrian, regional, and international security," in a statement on X.

"Restoring legitimate state institutions and enforcing the rule of law are the only permanent guarantees of security and stability."

RÛDAW

Jan.19,2026

Rojava's Cizire Canton declares general mobilization despite ceasefire with Damascus

ERBIL, Kurdistan Region - Despite a ceasefire agreement between Damascus and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), authorities in northern Syria's Cizire Canton, which includes Hasaka province, have declared a general mobilization, calling on the public to take up arms to repel any potential attacks by armed factions affiliated with Syria's transitional government.

The move follows military operations launched by the Syrian Arab Army and allied factions in eastern areas of Syria administered by Kurdish-led authorities.

On Monday, the armed factions took over strategic Tishreen Dam in northern Syria after the SDF forces pulled back.

In an effort to end the confrontation, Syrian interim President Ahmed al-Sharaa announced that he and SDF commander Mazloum Abdi had signed an agreement to halt the clashes and integrate the SDF and the territories under its control into the Syrian army and state institutions. The two sides had previously signed a similar agreement in March last year, though it has yet to be fully implemented.

Abdi said on Sunday that the SDF remains committed to protecting the "achievements" of the Kurdish region in northeast Syria.

The declaration of general mobilization was announced in Qamishli by Hasan Shro and Fivyan Baho, the co-chairs of Cizire Canton, in statements delivered in Kurdish and Arabic.

"Taking up arms is a public duty. It is a national and moral responsibility to protect our people and safeguard the achievements of our revolution, as well as to strengthen the spirit of resistance," the co-chairs said.

The announcement coincided with the 13th anniversary of the establishment of the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES).

Cizire is the largest of the three cantons that make up the de facto autonomous Kur-

dish region of Rojava in northern Syria. As part of the Rojava movement, its democratic autonomy was officially declared on January 21, 2014.

"We support a political solution, but true peace cannot be achieved without self-defense," the statement said. "If war is imposed on us, or if the existence and rights of our people are targeted, we are fully prepared for legitimate defense."

"Our strength lies in the unity of our communities - Kurds, Arabs, Syriacs, and Assyrians. The blood of our martyrs is mixed in this land," the co-chairs added.

The autonomous administration said the general mobilization would remain in effect until "the security situation in the region stabilizes."

RÛDAW

Jan.19, 2026

US senator voices concerns over SDF-Damascus deal, says senators need details

ERBIL, Kurdistan Region - A senior US senator on Monday raised doubts and concerns about the newly-announced ceasefire agreement between the Syrian transitional government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), warning that Washington has not yet received a detailed briefing on the deal.

Lindsey Graham, a Republican senator and a longtime supporter of the SDF, said neither he nor any other senator he knows has been provided with a full analysis of the agreement announced on Sunday, after days of heavy clashes between SDF forces and Damascus.

In a posts on X, Graham said he has «not received nor do I know any Senator that has received a detailed analysis of the agreement,» hoping that the deal is «full of promise and transformative, but I have concerns and questions.»

The 14-point agreement - announced late Sunday - mandates the withdrawal of SDF forces from key provinces such as Raqqa and Deir ez-Zor and the integration of SDF fighters, on an «individual» basis and after security vetting, into Syria's ministries of defense and interior. It also transfers control of oil and gas fields, border crossings, and major prisons



US Senator Lindsey Graham. Photo: AFP

holding Islamic State (ISIS) suspects to the central government in Damascus.

Before the deal was reached, government forces made rapid advances, seizing several locations including dams, oil fields, and towns such as Tabqa and parts of Deir ez-Zor following heavy clashes with the SDF.

Graham stressed the strategic importance of the US partnership with the SDF.

«One of America's primary national security interests with respect to Syria has been our partnership with the SDF, who led the effort to defeat ISIS and to counter an ISIS comeback» he said.

The Kurdish-led SDF serves as the de facto military force in the region. Until Syria joined the US-led Global Coalition to Defeat ISIS in November, the SDF had been the coalition's sole on-the-ground partner, playing a key role in ISIS's territorial defeat in Syria in 2019.

«For years, we have been working hand in glove with the mostly Kurdish SDF to keep ISIS at bay," the outspoken senator said.

The senator also raised a series of pointed questions about the deal's regional dimensions, asking: «was this ceasefire agreement negotiated with any regional partners other than Turkey? Were any Turkish forces involved in any recent incursions into Kurdish territory? Does this agreement envision Turkish soldiers on the ground in the future in this region?»

He also questioned whether Israel had been consulted before the agreement was finalized. «Finally, was there any contact or coordination with Israel before this agreement was negotiated and what input did they give, if any?»

Graham concluded that he has «more questions than answers» about the agreement, saying that he is «one of many Senators that has a close relationship with the SDF and will expect full answers to these questions and more ASAP.»

The agreement marks a major shift in Syria's fragmented political and military landscape following the fall of former ruler Bashar al-Assad in late 2024. It effectively ends more than a decade of the Kurdish self-administration in northeastern Syria (Rojava), placing large parts of the country under the authority of the new transitional leadership headed by Ahmad al-Sharaa.

While Damascus has framed the deal as a step toward reunifying the country, key questions remain over how security vetting will be implemented, how Kurdish-majority areas such as Hasaka will be governed, and how the rights of Syria's diverse ethnic and religious communities will be guaranteed under the new arrangement.

Le Monde 20 janvier 2026

Syrie : le gouvernement annonce un cessez-le-feu de quatre jours avec les forces kurdes

Après l'échec de précédents efforts de trêve, les forces kurdes ont aussi affirmé leur « engagement total » en faveur du cessez-le-feu. « Nous ne lancerons pas d'action militaire si nos forces ne sont pas soumises à des attaques », ont écrit les FDS dans un communiqué.

Le ministère de la défense syrien a annoncé, mardi 20 janvier au soir, un cessez-le-feu de quatre jours avec les Kurdes dans le nord du pays, après l'annonce d'une entente sur le sort de leur bastion de Hassaké. Ce cessez-le-feu prendra effet *« à partir de 20 heures »* (18 heures, heure à Paris), précise le ministère dans un communiqué, après l'échec de précédents efforts de trêve.

Les forces kurdes ont aussi affirmé leur *« engagement total »* en faveur du cessez-le-feu. *« Nous ne lancerons pas d'action militaire si nos forces ne sont pas soumises à des attaques »*, ont écrit dans un communiqué les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes).

Dans le même temps, la présidence syrienne a annoncé une *« entente »* avec les Kurdes sur le sort de leur bastion de Hassaké (Nord-Est), en vertu de laquelle l'armée n'entrera pas dans les localités kurdes de la région. Dans un communiqué, la présidence précise que les Kurdes ont *« quatre jours, à partir de mardi soir »*, pour proposer un plan d'*« intégration pacifique »* de la province de Hassaké au sein de l'Etat syrien.

L'annonce de la présidence syrienne est survenue alors que l'armée a pris le contrôle des provinces de Rakka et Deir ez-Zor (Nord et Nord-Est) lundi, à la suite du retrait des FDS sous la pression militaire. L'armée a, par ailleurs, massé des troupes aux abords des localités kurdes de la province de Hassaké, où sont désormés repliés les combattants kurdes.

Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, et le chef kurde Mazloum Abdi devaient finaliser lundi à Damas un accord sur l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes à l'Etat syrien. Ce texte porte un coup aux espoirs d'autonomie de la minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le Nord et le Nord-Est au cours de la guerre civile (2011-2024).

« Etat syrien unifié »

L'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé de son côté que cette nouvelle trêve offrait *« une voie vers une intégration complète [des Kurdes] dans un Etat syrien unifié, avec des droits de citoyenneté, une protection culturelle et une participation politique, longtemps refusés sous le régime de Bachar Al-Assad »*.

« Bien que des risques subsistent (cessez-le-feu fragiles, affrontements occasionnels, inquiétudes concernant les extrémistes ou la volonté de certains acteurs de remettre sur le tapis des griefs passés), les Etats-Unis font pression pour que les droits des Kurdes soient protégés et que la coopération contre l'Etat islamique soit renforcée », a-t-il ajouté sur son compte X. Selon M. Barrack, *« les Etats-Unis ne souhaitent pas maintenir une présence militaire à long terme ; leur priorité est de vaincre les derniers bastions de l'EI, de soutenir la réconciliation et de promouvoir l'unité nationale sans cautionner le séparatisme ou le fédéralisme »*.

« Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention [du groupe] *EI »*, avait-il fait valoir précédemment, alors que le ministère de la défense syrien annonçait être *« entièrement prêt à prendre la responsabilité du camp d'Al-Hol et des prisons »* de djihadistes dans la région.

Dans un entretien à un média kurde, le chef des FDS, Mazloum Abdi, avait appelé *« la coalition internationale à assumer ses responsabilités dans la sécurisation »* des camps de prisonniers de l'EI, ajoutant s'être retiré dans des zones majoritairement kurdes du Nord-Est, dont la protection est une *« ligne rouge »*.

The New York Times Jan. 20, 2026

For Syria's Government, Kurdish Deal Is a Big Win on Shaky Ground

The government's move to assert control over areas under Kurdish rule is a major test for President Ahmed al-Sharaa as fresh clashes erupted.

President Ahmed al-Sharaa of Syria won nearly every concession he had pushed for in the deal that he struck on Sunday with the Kurdish-led militia that had controlled much of the country's northeast.

Only a day later, the fragility of the deal was exposed as violence erupted in the northeast, posing a major test for Mr. al-Sharaa as his government tries to secure control over the region.

The chaos highlighted the pitfalls of Mr. al-Sharaa's attempt to bring all Syrian territory under his government's control after nearly 14 years of civil war that left the country deeply fractured.

For the past year, Mr. al-Sharaa had been caught in protracted discussions with Kurdish leaders over the terms for joining his new government. The Kurds had significant bargaining chips, including the longtime backing of the United States and control of the country's gas and oil fields. And many Syrians saw the talks as a harbinger of much larger questions about inclusion of minorities in government and the sharing of political power.

How willing would Mr. al-Sharaa be to decentralize power in his government? And how long would he be willing to engage in negotiations with groups demanding some autonomy before moving those decisions to the battlefield?

Then, this month, Mr. al-Sharaa's patience seemed to have run out.

After months of stalled negotiations with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, or S.D.F., the government made a military push into Kurdish-held territory last week. Within days, those forces had reached the outskirts of Raqqa — the largest city administered by the Kurdish authorities — after the Kurds suffered a series of battlefield defeats.

By Sunday, the leader of the S.D.F., Mazloum Abdi, agreed to a cease-fire deal with Mr. al-Sharaa that looked like a surrender, analysts said.

The S.D.F. lost nearly all of the concessions the Syrian government had offered during previous rounds of negotiations. After previously winning its major sticking point — joining the Syrian military in its own distinct battalions — it now appears that its members will join as individuals. The S.D.F. also lost control over Syria's gas and oil fields, its main leverage in negotiations.

For decades, Syrian leaders marginalized Kurdish citizens, curbing their rights and stripping many of their citizenship. The Kurds aligned with the United States, with both fighting the Islamic State in the northeast. Even after the Islamic State was defeated in Syria, Kurdish leaders believed the Americans would continue to support them as Mr. al-Sharaa's government took power.

Instead, they were dealt a brutal blow.

On Tuesday, the U.S. special envoy to Syria, Thomas J. Barrack Jr., announced that the United States had effectively traded the S.D.F. as a counterterrorism partner for Mr. al-Sharaa's government.

"The original purpose of the SDF as the primary anti-ISIS force on the ground has largely expired, as Damascus is now both willing and positioned to take over security responsibilities," Mr. Barrack said in a post on X.

Kurdish leaders have loudly criticized Mr. al-Sharaa's government for concentrating power in the hands of a small group of loyalists from his former rebel days and for not being inclusive enough of minorities in government.

On Monday, Kurdish leaders accused government forces of violating the cease-fire and reiterated calls for Mr. al-Sharaa to decentralize his authority in what appeared to be a last-ditch effort to claw back some of the concessions they had previously won.

The next day, Islamic State fighters escaped from prisons and family members rom a camp guarded by Kurdish forces as they withdrew from their posts, and Syrian and Kurdish officials said that talks about carrying out their deal were breaking down.

The agreement itself sent a stark message to other Syrian minorities, including the Druse militias that currently control the southern province of Sweida and the Alawites on the coast. Calls have come from within both groups for greater autonomy.

"It's a significant territorial, military and political win" for Mr. al-Sharaa, said Dareen Khalifa, a senior adviser at the International Crisis Group. "The political message now is that it's only a matter of time for everyone else."

Mr. al-Sharaa has pledged that his government will protect the rights of all minorities — something that the United States and others in the international community have said they will monitor.

In an overture to Syrian Kurds on Friday, he issued a decree recognizing Kurdish as a national language alongside Arabic, and adopting Nowruz, the Persian New Year, widely celebrated by Kurds, as an official holiday.

Looming over the deal was the United States, a longtime ally of the S.D.F. and partner in its fight to oust the Islamic State from northeastern Syria since 2015. Over the past year, the tensions between the government and the S.D.F. had put the United States in a difficult position as it tried to balance between its two Syrian partners.

While the United States has maintained its support for Kurdish forces since the Assad dictatorship collapsed in late 2024, the Trump administration has also embraced Mr. al-Sharaa. In November, President Trump hosted the Syrian leader, who was formerly designated a terrorist by the United States for his former ties to Al Qaeda at the White House. He waived punishing sanctions on Syria that had

devastated its economy.

The S.D.F. appeared to have been banking on its American allies as a bulwark against exactly the kind of military push that the Syrian government made last week, a major miscalculation and not the first time Washington failed to come to the force's aid.

While American officials intervened to broker the cease-fire deal, the Kurds got neither the military support they had hoped for nor even an international outcry over the government's military attack.

Some Kurds have equated the U.S. response with the total abandonment of their longtime ally.

The United States "left the Kurds, their allies, between the fists of ISIS and Al Qaeda," said Siyamend Ali, a spokesman for the S.D.F., referring to Mr. al-Sharaa's previous affiliation with Al Qaeda.

The U.S. approach to the clashes between the S.D.F. and the government also created divisions in Washington.

As the Syrian government made its lightning advance into Kurdish territory, Senator Lindsey Graham of South Carolina, a Trump ally, threatened to call for sanctions to be reinstated on Mr. al-Sharaa's government. He repeated the threat on Monday as Kurdish forces claimed that armed groups affiliated with the government had attacked prisons it controlled in the northeast.

"If Syrian government forces continue to advance in the north toward Raqqa, I will push for reimposing Caesar Act sanctions on steroids," he wrote in a post on X, referring to punitive sanctions that Congress repealed last month. He added, "If you want a conflict with the U.S. Senate and to do permanent damage to the U.S.-Syria relationship — keep going."



Syrian soldiers entering the city of Raqqa on Sunday. After months of stalled negotiations with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, the government made a military push into Kurdish-held territory last week.Bakr Alkasem /Agence France-Presse — Getty Images

It is a threat that Mr. al-Sharaa, who has bet that reviving the country's economy will shore up support for his government, cannot ignore.

The government's seizure of the oil and gas fields previously under S.D.F. control is another major win that could offer the government an economic lifeline — and another card to play to further cement support with the Trump administration.

Still, the clashes that erupted as government forces sought to take control over security infrastructure in the northeast — as agreed upon in Sunday's deal — highlighted the fragility of the agreement.

After Mr. al-Sharaa met with the leader of the S.D.F. in Damascus on Monday, the S.D.F. claimed that their discussions with the government about putting the new deal in place had broken down.

"The situation has now deteriorated to an alarming degree," Adulkarim Omar, a representative of the S.D.F.'s political arm, said in a statement on Tuesday.

The S.D.F.'s near-total capitulation also stoked fears that more hard-line elements within the Kurdish forces might splinter and become spoilers to peace in the northeast. Others also worried that the way in which the Syrian government might try to run the region could unleash a new host of problems.

While Mr. al-Sharaa has rejected his Islamist roots, many Syrians remain to be convinced that he will share power with his former opponents and others.

For much of the past year, the government's model for exerting control has been to install trusted allies from its rebel coalition in cities across the country. But that approach has largely backfired, leading to poor governance, according to Lara Nelson, policy director at ETANA Syria, a Syrian research group.

"The question now is around the implementation of governance," Ms. Nelson said. "It has to be governed by the local people who have those organic links to their areas; otherwise it will be unsustainable."

Donogh McCabe
20 janvier 2026

Visite d'Ahmed Al-Charaa à Berlin : les Kurdes d'Allemagne réclament son arrestation

Des centaines de manifestants demandent au chancelier Friedrich Merz d'annuler la visite du dirigeant syrien Ahmed Al-Charaa. Le rapatriement d'environ 700 000 réfugiés syriens doit être le sujet principal de cette réunion.

Un dictateur : voilà comment le représentant de la communauté kurde d'Allemagne, Ali Ertan Toprak, qualifie Ahmed Al-Charaa, le nouvel homme fort de Syrie, qui doit se rendre en Allemagne dans les prochains jours.



Manifestants devant la porte de Brandebourg, Berlin, 19.01.2026 Donogh McCabe, Euronews

«En Syrie, 150 000 civils kurdes sont à nouveau en fuite. Depuis son arrivée au pouvoir, divers groupes minoritaires ont été victimes de massacres. Toutes ces informations ont été documentées par plusieurs associations et groupes de défense des droits de l'homme. Al-Charaa veut y instaurer un régime islamiste sunnite» affirme-t-il.

Ahmed Al-Charaa, ancien rebelle djihadiste, a pris le contrôle de la Syrie après la chute du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024. Mais depuis, les 2,5 millions de Kurdes du pays font face à des tensions et des attaques croissantes. D'autres minorités telles que les alaouites, les chrétiens et les yézidis font également état de violences.

Malgré tout, les Kurdes sont prêts à s'intégrer, déclare Toprak à Euronews, «mais pas à ce prix. Tous ceux qui ont déposé leurs armes, comme par exemple les alaouites au début après la chute d'Assad, ont été massacrés, et c'est pourquoi les Kurdes ont besoin de sécurité».

Des centaines de membres de minorités opprimées en Syrie ont manifesté lundi devant la porte de Brandebourg. Ils demandent que le chancelier Merz annule définitivement la visite d'Ahmed Al-Charaa. «Nous ne voulons pas accepter qu'un criminel soit reçu à la chancellerie», a déclaré Ali Ertan Toprak, qui est lui-même membre de la CDU.

Discussions sur la reconstruction et les rapatriements

Pour Merz, ces reproches semblent tout au plus être un sujet marginal. Lors de la rencontre reportée avec le dirigeant syrien, il devrait surtout être question de rapatriements de réfugiés syriens ainsi que de la reconstruction de la Syrie.

Plus de 700 000 réfugiés syriens vivent en Allemagne, selon les chiffres de l'Office fédéral des statistiques de fin 2024. «Le pays a maintenant besoin de toutes ses forces, il a surtout besoin de Syriennes et de Syriens pour reconstruire», écrivait Merz en novembre sur X. Le chef de la chancellerie Thorsten Frei (CDU) n'a pas répondu à une demande d'Euronews avant la clôture de la rédaction.

Le partenaire de coalition SPD s'en offusque. «Je considère que l'invitation du chancelier à Ahmed Al-Charaa est une erreur. Les derniers mois ont montré que la Syrie n'est pas pacifiée. Les minorités sont opprimées et tuées. Les élections n'ont pas lieu de manière libre et démocratique», a déclaré à Euronews Rasha Nasr, porte-parole du groupe parlementaire SPD au Bundestag pour la politique migratoire. «Il n'est pas juste d'expulser vers la Syrie. Je me prononce pour un arrêt absolu des expulsions vers la Syrie».

Ahmed Al-Charaa a reporté le rendez-vous parce que les combattants fidèles au gouvernement semblent s'être entendues avec les milices kurdes sur un cessez-le-feu. Une nouvelle date n'a pas encore été fixée.

20 janvier 2026

Turquie: les Kurdes solidaires de leurs «frères» en Syrie, tensions autour du processus de paix

Les partis et mouvements kurdes de Turquie affichent leur solidarité avec les Kurdes de Syrie face à l'offensive menée par Damas avec le soutien d'Ankara, une mobilisation qui menace de fragiliser le processus de paix engagé entre l'État turc et la guérilla du PKK.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a annoncé l'an dernier sa dissolution et le dépôt de ses armes à l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan, a juré mardi 20 janvier de ne « jamais abandonner » leurs « frères » de Syrie. « Quel qu'en soit le prix, nous ne vous laisserons jamais seuls. Nous, le peuple kurde tout entier et le mouvement, ferons tout ce qui est nécessaire », a déclaré Murat Karayilan, un haut responsable du mouvement, à l'agence ANF, proche du PKK.

Dans le même temps, le parti prokurde DEM, troisième force au Parlement turc et médiateur dans le dialogue avec le PKK, a appelé à plusieurs rassemblements de protestation, notamment à Nusaybin, ville frontalière faisant face à Qamichli, dans le nord-est syrien et sous pression de Damas. D'autres manifestations sont prévues devant les consulats syriens à Ankara et Istanbul.

Rassemblements prokurdes

Le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a cependant averti qu'aucune « provocation » ne serait tolérée. « Nous ne tolérerons aucune tentative, provocation ou opération de manipulation de l'opinion publique visant à perturber la paix de notre pays », a-t-il déclaré, alors que la communauté kurde représente environ 20 % de la population turque. Lundi, tous les rassemblements ont été rapidement dispersés par la police, notamment à Diyarbakir, la principale ville à population kurde dans le sud-est.

Un journaliste français, Raphaël Boukandoura, collaborateur de plusieurs médias dont Courrier International et Ouest-France, a été interpellé à Istanbul alors qu'il couvrait une manifestation du DEM. Il était toujours en garde à vue mardi matin, selon Reporters sans Frontières. Plusieurs membres du parti prokurde ont également été arrêtés.

À lire aussiLa Turquie salue l'accord de cessez-le-feu signé entre l'armée syrienne et les FDS

Effondrement des négociations entre Damas et les Kurdes

Allié de la nouvelle direction syrienne qui a renversé Bachar al-Assad en décembre 2024, le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué l'offensive « méticuleuse » de Damas contre les combattants kurdes en Syrie, tout en affirmant que la Turquie ne tolérerait « aucune tentative de sabotage ». L'armée syrienne s'est déployée dans des zones évacuées par les forces kurdes dans le cadre d'un cessez-le-feu.

Cette offensive porte un coup sévère aux espoirs d'autonomie des populations kurdes et ravive les tensions autour du processus de paix en Turquie, lancé en octobre 2024 pour mettre fin à plus de quarante ans de conflit ayant fait environ 50 000 morts.

Parallèlement, les négociations entre les autorités syriennes et les Kurdes sur l'intégration de leurs institutions civiles et militaires au sein de l'État se sont « totalement effondrées », a affirmé à l'AFP Abdel Karim Omar, représentant de l'administration autonome kurde à Damas, alors que l'armée masse des renforts face aux zones autonomes kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Le chef kurde Mazloum Abdi et le président syrien Ahmad al-Chareh se sont rencontrés lundi soir à Damas pour évoquer l'application de leur accord, proclamé la veille, sur l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'État. « La seule exigence [des autorités syriennes] est la reddition inconditionnelle », a-t-il déclaré, appelant la communauté internationale à intervenir.

À lire aussi Syrie: les Kurdes et Damas échangent des accusations sur le sort des prisonniers liés à l'EI

Le Monde

Céline Pierre-Magnani
20 janvier 2026

En Turquie, Ankara au bord de la pénurie d'eau

Le niveau des barrages affiche 1,12 % de taux de remplissage en raison des sécheresses. L'Etat de Recep Tayyip Erdogan nie toute responsabilité et accuse la mairie d'opposition d'incompétence.

Le 9 janvier, Irfan Aktan, un Ankariote de 44 ans, s'était rendu à son rendez-vous chez le dentiste en traînant les pieds. Le traitement d'une carie imposait un soin du canal dentaire potentiellement douloureux et les promesses d'anesthésie locale n'avaient pas suffi à dissiper son appréhension. Agrippé aux accoudoirs d'un fauteuil d'une polyclinique réputée du centre d'Ankara, le quadragénaire attendait avec impatience que le dentiste finisse l'intervention quand une coupure d'eau est survenue. *« Le médecin a dû s'arrêter en plein milieu du soin. Il a fait un pansement provisoire et m'a dit de revenir le lendemain. Il n'y a pas eu de complications, tant mieux, mais il y avait un risque d'infection »*, raconte le malheureux patient. Située à quelques centaines de mètres du Parlement turc, l'établissement possède pourtant un réservoir d'eau mais, ces derniers jours, les pénuries dans la capitale ont épuisé les stocks.

Depuis le début de l'année, plusieurs arrondissements sont régulièrement privés d'eau courante. Les vêtements sales s'entassent dans les paniers à linge et des milliers d'habitants ont dû se résoudre à faire leur toilette avec de l'eau en bouteille. Certains commerces et foyers attestent de coupures pendant des journées entières. De longues files d'attente se forment régulièrement devant les fontaines publiques, comme dans le district de Sincan, à l'ouest de la ville.

« 200 jours de réserve »

« La sécheresse persistante et l'augmentation de la population ont affaibli nos réserves en eau. Certains quartiers sont susceptibles de connaître des pertes de pression au robinet ainsi que de courtes périodes de coupure d'eau », avait prévenu, dans un communiqué laconique, l'ASKI, l'entreprise municipale chargée de la gestion des eaux dans la capitale. L'analyse des données publiées sur le site de l'agence est alarmante : les cuves, alimentées par les sept barrages, ne sont plus remplies qu'à 1,12 % de leur capacité, et il ne resterait, d'après la municipalité, que *« 200 jours de réserve »*. L'administration n'a trouvé d'autre solution que de limiter le débit des robinets pour gérer les dernières ressources en or bleu.

La crise actuelle de l'eau résulte d'une combinaison de facteurs. La population de la ville a augmenté de 40 % en vingt ans, pour atteindre près de 6 millions d'habitants en 2025. Et les faibles précipitations de l'année n'ont pas permis de remplir les grands barrages. Leur volume a chuté de 500 millions de mètres cubes en moyenne les années précédentes à 182 millions de mètres cubes en 2025. La sécheresse, qui a touché tout le bassin méditerranéen en été, s'est traduite par des mégafeux dans une trentaine de provinces, et le phénomène des dolines (effondrement des sols sous l'effet de l'épuisement des ressources souterraines en eau) observé dans cette région d'Anatolie atteste un problème de longue date.

« Arrêter les palabres »

La situation attise les rivalités politiques. Lors d'un discours devant son groupe parlementaire, le 7 janvier, le président Recep Tayyip Erdogan a qualifié d'*« incapable »* le maire de la capitale, Mansur Yavas, membre de l'opposition au Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir. La presse progouvernementale a consciencieusement relayé les accusations. *« Si vous voulez retirer le pouvoir à Tayyip Erdogan… il faudra arrêter les palabres et réussir à trouver une solution au problème de l'eau à Ankara »*, a ainsi mis au défi le journaliste Ahmet Hakan, proche du palais présidentiel.

Réélu avec plus de 60 % des voix aux élections municipales de 2024, Mansur Yavas bénéficie d'une sympathie dans les milieux nationalistes dont il est issu. Sa popularité pourrait convaincre le Parti républicain du peuple (CHP) d'en faire son futur candidat à la présidentielle face à Recep Tayyip Erdogan si ce dernier se représentait en 2028. Il pourrait en effet être appelé à remplacer Ekrem Imamoglu, le très populaire maire d'Istanbul, qui faisait figure de favori avant de se voir empêché par le pouvoir en place. Emprisonné depuis mars 2025, visé par des accusations de corruption qu'il nie, il risque une peine d'inéligibilité qui rend sa candidature de plus en plus hypothétique. Attaqué sur sa gestion municipale, Mansur Yavas a répondu aux accusations le 14 janvier, invoquant notamment le bilan de son prédécesseur. Avant son élection, en 2019, la capitale turque a été gérée pendant plus de vingt ans par l'iconoclaste Melih Gökçek (membre de l'AKP, Parti de la justice et du développement, le parti islamo-conservateur au pouvoir), connu pour sa proximité avec les promoteurs immobiliers… et sa passion pour les dinosaures.

Alors, à qui imputer la faiblesse du débit ? L'approvisionnement en eau dans la capitale repose sur la collaboration entre l'entreprise municipale ASKI et la direction générale des travaux hydrauliques d'Etat, attachée au ministère de l'environnement et de la ville, et responsable de la planification et de la gestion des travaux hydrauliques dans tout le pays. Or la littérature universitaire alerte, depuis plusieurs années, sur les risques de pénurie liés à la sécheresse. *« Le problème de pénurie d'eau est dû à 20 % à la sécheresse, à 60 % à la direction générale des travaux hydrauliques d'Etat* [DSI] *et à 20 % à l'ASKI »*, assurait le site d'information d'opposition *Kisa Dalga,* le 10 janvier.

Jan.20, 2026

Damascus forces shell al-Aqtan prison holding ISIS members: SDF source

ERBIL, Kurdistan Region - Clashes intensified on Tuesday around al-Aqtan prison in northern Syria's Raqqa, which holds thousands of Islamic State (ISIS) detainees, as Damascus-affiliated forces shelled the facility with heavy weapons, raising fears of a major security collapse.

A Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) source speaking to Rudaw on condition of anonymity said the prison is besieged and holds around 2,000 ISIS prisoners.

"Now the passage of food and water to the prison has been blocked," the source said. "It is now under attack, and [Syrian Democratic Forces] SDF is resisting fiercely, and they are not allowing the prison to fall into the hands of the Syrian Arab Army and armed groups," the source added.

The SDF, in a statement later on Tuesday, said that Damascus affiliated-forces "directly" shell the prison's buildings and facilities and that they "began cutting off the water supply to the prison."

The statement added that "this has caused a severe water shortage, in addition to a significant lack of food and medical supplies."

"We hold Damascus fully responsible for any humanitarian or security repercussions resulting from this action, and we call on international organizations to intervene urgently to ensure the provision of the prison's basic needs," the SDf said.

SDF spokesperson Farhad Shami earlier on Monday said that "tanks and artillery" from Damascus-affiliated factions were shelling the prison, which houses ISIS members and leaders.

The escalation comes as Syria's interim interior ministry said on Tuesday that it had captured more than 80 ISIS members who escaped from al-Shaddadi prison in southern Hasaka amid clashes between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus-affiliated factions.

The state-run Syrian Arab News Agency (SANA) relayed a statement from the ministry early Tuesday saying that "the escape incident" in al-Shaddadi prison resulted in "the escape of approximately 120 elements of the terrorist ISIS organization," citing an unspecified source.

The statement said that "specialized units" launched search operations in the surrounding area, leading to "the arrest of 81 fugitive elements, while intensive security efforts continue to pursue the rest and take the necessary legal measures against them in accordance with proper procedures."

The SDF reported on Monday that it lost control of the al-Shaddadi prison following repeated attacks by Damascus-affiliated factions on its forces.

Footage circulating on social media has also purportedly shown Damascus-affiliated forces releasing detainees from prisons holding ISIS members.

Myles Caggins, a retired US Army colonel and former spokesperson for the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS), told Rudaw on Monday that "We know that it is always the dream of ISIS to break the walls of the prisons, and the United States has chosen to accept the risks because the US is focused on its relationship with Damascus and Ankara."

He added that despite recent US operations against the extremist group in Syria, Washington "is so quiet about the biggest problem, and that is the problem of thousands of ISIS fighters who can come back to the battlefield, and there are so many weapons available for them in Syria."

"Some of these groups that are making [up] the Syrian government's military, some of these groups are Jihadis, are extremists, are takfiri, and I do not know if Damascus can actually control them," he said.

US Senator Lindsey Graham, a Republican and longtime supporter of the SDF, said in a post on X on Monday that "One of America's primary national security interests with respect to Syria has been our partnership with the SDF, who led the effort to defeat ISIS and to counter an ISIS comeback." He added that "For years, we have been working hand in glove with the mostly Kurdish SDF to keep ISIS at bay."

RÛDAW

Jan.20, 2026

Kobane under serious threat as Damascus-linked factions besiege city



ERBIL, Kurdistan Region - The Syrian Democratic Council (SDC) on Tuesday warned of a "dangerous escalation" across areas administered by the Kurdish-led autonomous administration, cautioning that extremist armed groups affiliated with Damascus now pose a direct and serious threat to the city of Kobane, which is effectively under siege.

Over the past 24 hours, Damascus-aligned forces have reportedly made significant territorial advances along the eastern banks of the Euphrates River, including in Tabqa, Raqqa, and Deir ez-Zor. The developments come despite a ceasefire brokered on Sunday under US mediation, as clashes between the Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus-affiliated factions continue unabated.

According to documents obtained by the Kurdish-led SDF, the security landscape has grown increasingly complex, with mounting allegations of war crimes committed by Syrian government forces and allied armed groups.
The SDC, the political wing of the SDF, said the city of Kobane - "a global symbol of resistance against Daesh and the starting point of the organization's collapse" - is now facing a direct and unprecedented threat.

"Attacking Kobane is an attack on liberal and democratic values," the SDC said in a statement. "It is an act of revenge against those who shattered terrorism."

A symbol of resistance

In 2014, ISIS militants controlled vast swathes of territory across Syria and Iraq. In mid-September of that year, the group launched a brutal siege on Kobane, capturing village after village and tightening its grip around the city. Thousands of civilians were forced to flee across the border into Turkey.

With decisive support from the US-led Global Coalition against ISIS and reinforcements from Peshmerga forces of the Kurdistan Region, the People's Protection Units (YPG) repelled ISIS militants in January 2015, followed by the liberation of surrounding areas in the weeks that followed.

The battle marked ISIS's first major military defeat and propelled Kobane into global headlines as a powerful symbol of resistance against extremism.

The victory, however, came at a devastating cost. Nearly 70 percent of the city was destroyed during weeks of intense fighting. In the years since, local authorities and residents have painstakingly rebuilt homes and infrastructure, restoring basic services and breathing life back into the battered city.

War crimes
Recent videos circulating on social media appear to show captured SDF fighters and civilians being insulted, beaten, and executed by armed men believed to be affiliated with Damascus.

Earlier on Monday, the SDF accused Damascus-aligned factions of decapitating several of its fighters in Rojava, releasing footage it described as a "heinous crime" committed and documented "in the style of" ISIS.

The footage reportedly shows at least four captured fighters in military uniforms, while Arabic-speaking men refer to them as "Havalan" - Kurdish for comrades - and use derogatory language, including references to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"Hanging YPJ fighters after taking them captive, as well as releasing ISIS prisoners, constitutes a direct threat that enables the resurgence of terror," the SDC said. "Such acts pose grave regional and international risks."

The council further warned that Kurdish communities could face massacres similar to those suffered by Druze and Alawite populations last year.

According to the SDC, the latest attacks deliberately target forces "that stood at the forefront of the fight against Daesh and played a decisive role in defeating the organization."

RÛDAW

Jan. 20, 2026

Hundreds protest in London against Syrian military operation in Rojava

ERBIL, Kurdistan Region - Hundreds of Kurdish protesters gathered outside British Prime Minister Keir Starmer's office on Tuesday, calling on the UK to take action against the Syrian military's offensive on Kurdish-held areas in northeast Syria (Rojava).

Demonstrators demanded that the UK pressure the Syrian interim government to halt its operations against the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

A protester said, "We fought on behalf of the world. We defeated Daesh - Islamic State [ISIS] - on behalf of the entire world. If today's war is against the Kurds, tomorrow it will reach Britain. If nothing is done to help the Kurds, ISIS will arrive here tomorrow."

The SDF, which serves as Rojava's de facto military force, played a decisive role in defeating ISIS in Syria in 2019 and was the sole on-the-ground partner of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS until Syria joined in November.

Another protester added, "Enough of killing the Kurds. The Peshmerga and other [Kurdish] fighters defeated ISIS on behalf of the entire world. If the world turns its back on us, old and new terrorists will return."

The escalation in Rojava came less than 24 hours after Syrian interim President Ahmed al-Sharaa reached an agreement with SDF chief Mazloum Abdi to "immediately" halt violence and bring SDF-administered areas under state control.

Abdi traveled to Damascus on Monday for talks with Sharaa, but a senior official from the Kurdish-led administration told Rudaw that the meeting was not positive.

Fighting continued through Tuesday until the Syrian government announced it had reached "a mutual understanding" with the SDF on several issues concerning the future of the Kurdish-majority Hasaka province, according to Syrian state media.

The state-run Syrian Arab News Agency (SANA) quoted the Syrian presidency as confirming that "a mutual understanding has been reached between the Syrian government and the Syrian Democratic Forces (SDF) on a number of issues concerning the future of Hasaka province."

The agreement comes after a mid-January military operation launched by the Syrian Arab Army and allied armed groups, aimed at taking control of SDF-held areas. The offensive initially targeted regions east of Aleppo, then expanded to Raqqa and Deir ez-Zor, and most recently focused on Hasaka.

RÛDAW

Jan. 20, 2026

Kurds rally in Kurdistan Region, abroad in support of Rojava amid escalating conflict

ERBIL, Kurdistan Region - Protests erupted across the Kurdistan Region and abroad on Monday as Kurds rallied in support of northeast Syria (Rojava), where renewed fighting, alleged abuses by Damascus-affiliated forces, and fears of a humanitarian catastrophe have fueled anger toward the United States and calls for Kurdish unity.

A large crowd gathered in front of the US consulate in Erbil, with demonstrators condemning Washington's stance amid the escalating violence in Rojava.

"Our message is the US consulate, we gave 30,000 martyrs in Rojava in the fight against terrorist… to be abandoned now," a man said in front of the consulate while waving a Kurdistan flag, his daughter seated on his shoulders.

The demonstrations come after Damascus-affiliated factions launched a wide-scale offensive early this month, overtaking large portions of territory held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

A young man from Rojava's symbolic city of Kobane addressed the US consulate, saying "the fascist Jolani must stop the conflict."

Abu Mohammed al-Jolani is the nom de guerre of Syria's interim President Ahmed al-Sharaa, who led the extremist Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) militia that overthrew Bashar al-Assad's regime.

The Syrian Arab Army and Damascus-affiliated forces have continued their attacks on Rojava despite a US-brokered ceasefire signed between SDF chief Mazloum Abdi and Sharaa.

Foza Alyusuf, a senior member of northeast Syria's ruling Democratic Union Party (PYD), told Rudaw on Monday that the meeting was not positive, accusing the transitional government of seeking to dismantle Kurdish self-rule and opposing Kurdish rights.

In Sulaimani's southern Kalar district, a Peshmerga fighter addressed a crowd, saying, "We want to be with our brothers in arms, in heart, in soul."

He called on Kurdistan Region leaders "to go to the rescue of our brothers in Rojava as before," prompting repeated chants of "Bji [long live] Peshmerga."

Areas around Kobane and its southern countryside are facing mounting pressure from Damascus-affiliated forces. ISIS attacked Kobane in 2014, invading parts of the city, but the SDF - with support from the US-led global coalition and Peshmerga forces from the Kurdistan Region - liberated the city months later.

The battle marked ISIS's first major military defeat and propelled Kobane into global headlines as a symbol of resistance against extremism.

Now, the city is besieged by Damascus-affiliated forces and on the brink of a humanitarian disaster, with food and water supplies expected to run out within days, Kobane-based economic expert Mustafa Khalil told Rudaw.

Amid the fighting, the SDF on Monday called on young Kurds in Rojava and Kurdish communities in Iraq, Iran, Turkey, and Europe to "unite" and "join the resistance."

Beyond the Kurdistan Region, demonstrations in support of Rojava Kurds were also held in Turkey, Germany, the United Kingdom, and the Netherlands.



Near the US consulate in Erbil, a man from Rojava's Hasaka province urged preeminent Kurdish leader President Masoud Barzani "to allow Peshmerga to go" to Rojava, as they did in 2014.

In Sulaimani, a man told Rudaw that he traveled from the city's outskirts early in the morning, leaving his wife and children behind. "God willing, we will protect our sisters, mothers and brothers," he said.

A middle-aged woman attending the protest with her newlywed husband said, "We are here to fight; they are our brothers and sisters. We are proud of them [Kurdish fighters in Rojava]."

Her husband, from Turkey's Van province and living in the Kurdistan Region for the past 12 years, said, "We should not live for [our own] interests; we should live for each other."

Prominent Kurdish actor and filmmaker Shwan Atoof, speaking during protests in Sulaimani, said, "We seek to bring all people, all of society out to the streets and create such civil pressure in all provinces… all classes to shutter shops, shutter the bazaar, to strike work, this is a very, very large conspiracy against the Kurds."

"The threat against us is massive," he added.

Meanwhile, dozens gathered in Sulaimani on Tuesday morning to travel toward Rojava by bus, saying they intended to join the fight.

A Kurdish resident from Rojava pleaded with Kurdish leaders to unite. "Be united, enough!" he said, adding that his family is in dire conditions and that Kobane is besieged. "Children are dying… no one is left," he said.

A resident in Duhok said, "we call on the people of Kurdistan and Rojava to not be afraid, because we are together [in this]."

"Anfal is happening again," Mullah Hawar Shafa'i told Rudaw.

"Our message is that any religious scholar who does not [join] this stance is a traitor," he added.

Mullah Aram Talabani also called for a unified Kurdish stance in support of Rojava, criticizing those opposing Kurdish forces in the Kurdish enclave, drawing cheers from the crowd.

"If we are silent about the attack on Rojava, it means we are silent about attacks on all the parts of Kurdistan," Talabani said.

"The killing and assault on Kurds is unmatched," he added, saying, "they are betraying Kurds."

Videos circulating online appear to show captured SDF members and civilians being insulted, beaten, and killed by armed men. One video shows a man referring to two female fighters in Arabic as "the nicest gifts" to another militant, implying they could be used as sex slaves.

Under Sharaa, Syria has seen repeated waves of violence, including clashes in mid-July that left nearly 800 people dead in the Druze-majority Suwayda province and nearly 2,000 killed in Alawite-majority coastal regions in March, according to monitoring groups. Many of the killings were attributed to Damascus-affiliated forces.

Earlier clashes in January between the Kurdish Internal Security Forces (Asayish) and the Syrian Arab Army and its affiliated forces in Aleppo's Kurdish-majority neighborhoods killed dozens of residents and displaced more than 150,000 people.

Jan. 20, 2026

Trump says likes Kurds, tries to protect them

WASHINGTON DC - US President Donald Trump said on Tuesday that he likes Kurds, adding that his administration is trying to protect the ethnic group.

"I like the Kurds," he told Rudaw when asked what he will do to guarantee Kurdish rights, adding that "Kurds were paid tremendous amounts of money - we have given oil and other things. So, they were doing that for themselves, more so they were doing it for us. But we get along with the Kurds and we are trying to protect the Kurds."

His comments come amid ongoing attacks by the Syrian Arab Army on the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), despite a four-day ceasefire announced by Damascus late Tuesday. Kurds have taken to the streets in SDF-held northeast Syria (Rojava), the Kurdistan Region, Turkey, and several European countries. Some protesters have expressed anger at the United States for failing to protect the Kurds despite a decade-long partnership in the fight against the Islamic State (ISIS).

The Syrian government said on Tuesday that they have reached a "mutual understanding" with the SDF on several issues concerning the future of the Kurdish-majority Hasaka province.

Following the announcement of the deal, the Syrian defense ministry declared a four-day ceasefire starting at 8pm local time. However, the SDF has reported several attacks by Damascus-affiliated forces since then.

Trump's envoy for Syria said the "greatest opportunity for the Kurds in Syria right now lies in the post-Assad transition under the new government led by President Ahmed al-Sharaa," referring to the country's interim president.

Bahar MAKOOI
21 janvier 2026

Cadavres empilés, deuil confisqué… Le calvaire des proches de Robina Amanian, 23 ans, tuée en Iran

Robina Aminian, 23 ans, figure parmi les milliers de victimes de la répression menée par l'État iranien contre les manifestants. La tante de cette étudiante, abattue d'une balle derrière la tête jeudi 8 janvier lors d'une manifestation à Téhéran, a accepté de témoigner auprès de France 24.

«Robina était pleine de vie, elle nous rendait très heureux, elle était unique», raconte Hali Noori, sa tante, contactée par France 24.

Depuis la Norvège où elle vit, elle a accepté de parler de sa nièce, tuée jeudi 8 janvier à Téhéran par les forces de sécurité. «Ce qui se passe en Iran est un crime contre l'humanité. Rester silencieux, c'est y participer. Fermez les ambassades iraniennes, soyez du côté du peuple iranien, pas de celui de la République islamique», dit-elle à l'adresse des organisations internationales.

Robina Aminian, 23 ans, étudiait le design textile au Collège technique et professionnel Shariati de Téhéran, une prestigieuse université réservée aux femmes. Elle parlait beaucoup de l'avenir, poursuit Hali Noori. «Elle était déterminée et créative, elle rêvait de vivre à Milan.»

Voir cette publication sur Instagram Une publication partagée par Robina Aminian (@romenolita)

Ce jeudi 8 janvier, la jeune Iranienne vient de travailler sur la confection de ses tissus. Elle sort de son atelier avec des amis lorsqu'une manifestation éclate. L'étudiante se joint à la foule rassemblée aux abords du campus. Dans la soirée, sa famille reçoit un appel de ses amis pour les prévenir : Robina s'est fait tirer dessus.

Sans hésiter, ses parents, originaires de Kermanshah, une ville à majorité kurde de l'ouest de l'Iran, prennent la voiture en pleine nuit et foncent en direction de Téhéran, située à près de 500 km. Malheureusement, ils arrivent trop tard. La dépouille de leur fille, qui a reçu une balle derrière la tête, a déjà été transportée dans un lieu servant de morgue à grande échelle.

«Des agents qui étaient là-bas n'ont pas autorisé ma sœur à voir Robina. Elle les a suppliés : ‹Je veux juste re-

trouver mon enfant, je vous en prie, je veux voir mon enfant.› Pour mettre fin à l'agitation, ils l'ont laissée entrer», rapporte Hali Noori.

«Le sang de Robina était partout»

La mère de Robina cherche alors sa fille parmi des centaines de «beaux visages» enveloppés dans des sacs mortuaires en plastique noir. «La famille m'a rapporté que les cadavres étaient empilés les uns sur les autres, que ça sentait l'odeur du sang partout et que lorsqu'elle a reconnu le visage de sa douce Robina, elle l'a prise dans ses bras et ne l'a plus lâchée.»

«Elle la serrait si fort, raconte Hali Noori, que les agents n'ont pas pu la lui reprendre. Ils ont essayé à de nombreuses reprises de les détacher, mais personne n'y est parvenu.» C'est alors que la mère de Robina demande de pouvoir présenter le corps à la famille restée dehors. «Elle l'emmène, pose son enfant dans la voiture, et ils prennent la fuite.»

«Je n'ose pas imaginer l'état d'esprit de ma sœur à ce moment-là», poursuit Hali Noori, bouleversée. «Elle a parcouru des centaines de kilomètres jusqu'à Kermanshah, assise sur la banquette arrière avec la dépouille de son enfant sur ses genoux. Ma famille raconte que le sang de Robina était partout : sur les vêtements et sur le corps de sa mère. Ma famille dit qu'elle n'a pas voulu retirer ses vêtements, elle voulait garder son sang sur elle.»

À voir aussi»Nous ne tirons pas sur nos enfants», affirme l'ambassadeur d'Iran en France

Après un long périple, la famille arrive à Kermanshah, où les autorités refusent de leur accorder la permission d'enterrer Robina, afin d'empêcher tout rassemblement de protestation lors de ses funérailles. Ils se rendent ensuite dans plusieurs localités de la région, qui opposent également leur refus.

Ni funérailles ni condoléances

Les parents finissent par trouver «un petit endroit» pour inhumer leur fille, après avoir creusé eux-mêmes une fosse, dans un lieu que Hali Noori ignore. «Ils voulaient juste enterrer leur enfant pour ne pas qu'on la leur reprenne.»

Même le deuil leur est confisqué. Aucune des mosquées, ni de Kermanshah ni de Marivan, d'où est originaire la famille, ne leur donne l'autorisation d'organiser une cérémonie commémorative.

La famille est prise en étau. À Kermanshah, l'entrée du domicile familial est surveillée. «Un agent était posté devant leur porte, et il ne permettait à personne d'entrer», relate Hali Noori, la voix tremblante.

À lire aussi Iran : «J'ai vu les forces de sécurité tirer», raconte un manifestant

À 200 km de là, à Marivan, où vit la mère de Hali Noori, des agents se postent également, empêchant les proches de présenter leurs condoléances. «Ils ont dit qu'ils avaient l'ordre de tirer et n'ont même pas laissé ma cousine entrer. Je n'ai jamais vu un tel degré de cruauté», se désole Hali Noori, très anxieuse.

Depuis, elle est plongée dans le noir total. Sans aucune nouvelle des siens. La coupure généralisée d'Internet et des communications internationales empêche toute information de sortir du pays, plus particulièrement encore dans les régions kurdes. Hali Noori est très inquiète, notamment pour la santé de sa mère, cardiaque et victime de deux AVC récents.

«Le pouvoir voudrait qu'on reste silencieux. Mais j'ai décidé d'être la voix de Robina et de ces milliers de jeunes qu'on a perdus. J'ai mal pour eux, pour toutes ces vies précieuses, ces rêves et ces espoirs qui se sont retrouvés, comme Robina, jetés dans ces sacs noirs à Kahrizak», l'une des morgues de Téhéran, débordée par les cadavres après plusieurs jours de manifestations.

---

l'Opinion

Rémy Pigaglio
21 janvier 2026

Comment les Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde, ont perdu le Nord-Est du pays

Le pouvoir central a reconquis les zones à majorité arabe de la région, tout en rassurant sur la place des Kurdes en Syrie

Après les deux quartiers kurdes d'Alep, l'armée syrienne a poursuivi sa progression fulgurante et reconquis la majorité du Nord-Est du pays. Depuis plusieurs années, la région était tenue par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes et alliées des Occidentaux dans la lutte contre Daech. Des camps de prisonniers jihadistes sont passés sous la responsabilité du pouvoir central, lui aussi ennemi de Daech. A NOUVEAU, la conquête a été fulgurante. En quelques jours à peine, l'armée syrienne a conquis la majorité du Nord-Est syrien, tenu depuis des années par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par des milices kurdes. C'en est presque fini de l'administration autonome mise en place au moment de la dure conquête avec l'appui des Occidentaux, entre 2014 et 2019, de cette région, alors en partie tenue par Daech.

Déjà, début janvier, l'armée syrienne s'était emparée, au prix de durs combats, des deux derniers quartiers d'Alep tenus par les FDS, peuplés en majorité de Kurdes au sein de cette ville à majorité arabe. La victoire de l'armée du pouvoir central, constituée des anciens rebelles ayant fait tomber Bachar al-Assad, était sans appel.

Désertion. Si les FDS avaient rapidement perdu leur enclave alépine, difficilement tenable, elles semblaient solidement tenir le Nord-Est du pays. Pourtant, après seulement quelques jours de combat, les provinces de Raqqa et de Deir Ezzor sont tombées aux

mains de l'armée syrienne. Celle-ci, constituée des anciens rebelles ayant fait tomber Bachar al-Assad en décembre 2024, a été acclamée dans ces régions à majorité arabe.

« En réalité, les FDS n'ont pas choisi de gérer ces vastes territoires. Les Occidentaux, qui les appuyaient pour lutter contre Daech, leur ont demandé de le faire. Les FDS, dont les milices kurdes portent un projet autonomiste avec une idéologie socialiste et laïque, se sont retrouvées à administrer plusieurs millions de personnes, dont une majorité d'Arabes sunnites », rappelle Cédric Labrousse, spécialiste du Nord-Est de la Syrie. Dans le reste du pays, la guerre civile continuait à faire rage entre les rebelles et le régime de Bachar al-Assad.

« Comme l'alternative aux FDS était le régime de Bachar al-Assad, les tribus arabes se sont accommodées de cette administration autonome, qui a par ailleurs promis des emplois aux jeunes », décrit Cédric Labrousse. La chute du dictateur en décembre 2024, renversé par une coalition de rebelles dominée par les islamistes, a changé la donne. Le président de transition Ahmed al-Charaa, qui est arabe et musulman sunnite, entame alors un dialogue avec les tribus arabes, qui va les convaincre d'opérer un rapprochement.

« Résultat, alors que les négociations entre le pouvoir central et les FDS avaient échoué [malgré un accord signé en mars 2025 prévoyant l'intégration des FDS dans l'armée], l'armée syrienne lance l'assaut au début du mois et les tribus arabes désertent les FDS », décrit Cédric Labrousse. Privées de l'immense majorité de leurs combattants arabes et du soutien des populations arabes locales, les FDS n'ont d'autre choix que de se replier. A Raqqa comme à Deir Ezzor, des scènes de liesse ont accueilli l'entrée des troupes du pouvoir central.

« Si la chute de Deir Ezzor m'étonne moins, étant donné que les tribus arabes y ont une tradition insurrectionnelle, la chute rapide de Raqqa est néanmoins surprenante. Les FDS avaient fortifié la zone et installé des forces spéciales kurdes très compétentes », s'étonne néanmoins un analyste qui préfère garder l'anonymat. L'ancienne « capitale » de Daech a en outre une position stratégique. « Elle est sur la route de Kobané », décrit cette même source. Cette place forte des Kurdes est désormais isolée du reste du territoire encore tenu par les FDS.

Hier, outre la poche de Kobané, les milices kurdes tenaient encore une partie de la province de Qamichli, qui comprend la ville éponyme et celle de Hassaké. Ces zones sont globalement à majorité kurde, même si la ville de Hassaké serait plutôt à majorité arabe.

Aucune tuerie de masse de civils ne semble en tout cas avoir eu lieu, contrairement à celles qui perpétrées dans la région à majorité alaouite de Lattaquié au printemps 2025 et dans la province de Soueida, dominée par les druzes, à l'été dernier.

« Ahmed al-Charaa semble avoir pris soin de ne pas laisser entrer ses combattants dans des zones à majorité kurde, pour éviter tout massacre. Car certains éléments de son armée sont des radicaux », décrit Cédric Labrousse. Le dirigeant syrien se sait par ailleurs scruté par les Occidentaux, alors que certains camps de prisonniers membres de Daech, auquel il est opposé, sont passés sous son contrôle pendant l'offensive.

En reprenant une partie du Nord-Est syrien, Ahmed al-Charaa consolide ainsi le pouvoir de Damas sur un pays fragilisé par quatorze années de guerre civile et encore soumis, de fait, à une partition. « Il prend aussi le contrôle des principales réserves de pétrole et de gaz du pays, les trois barrages les plus importants de Syrie, et les terres agricoles le long de l'Euphrate », décrypte l'analyste spécialiste du Nord-Est de la Syrie. Le dirigeant syrien a aussi voulu rassurer les Kurdes du pays en décidant de rendre officielle la langue kurde et fait du nouvel an kurde un jour férié la semaine dernière.

Hier, un fragile accord de cessez-le-feu de quatre jours a été conclu entre les FDS et l'armée syrienne.

« Ahmed al-Charaa semble avoir pris soin de ne pas laisser entrer ses combattants dans des zones à majorité kurde, pour éviter tout massacre. Car certains éléments de son armée sont des radicaux »

Le Monde 21 janvier 2026

Attaque au couteau lors d'une manifestation kurde à Anvers : six blessés, quatre suspects arrêtés

Alors que la police enquête sur les circonstances de l'attaque, l'émotion grandit au sein de la communauté kurde d'Anvers, choquée par la violence survenue en pleine manifestation.

Six personnes ont été blessées, jeudi 22 janvier, en Belgique, dont deux grièvement, dans une attaque au couteau lors d'une manifestation kurde à Anvers, a annoncé, à l'Agence France-Presse (AFP), un porte-parole de la police locale. Les victimes ont toutes été hospitalisées et quatre individus ont été arrêtés, a ajouté le porte-parole, sans pouvoir confirmer à ce stade le nombre et les motivations des assaillants.

L'attaque est intervenue en début de soirée devant l'Opéra d'Anvers, où une manifestation rassemblant une cinquantaine de personnes avait lieu. Les Kurdes manifestent depuis plusieurs jours dans différentes villes de Belgique pour

protester contre les violences en Syrie.
« La manifestation se déroulait dans le calme et sans incident. De nombreuses familles, femmes, jeunes et enfants étaient présents. Alors que le rassemblement se dispersait, les manifestants kurdes ont été attaqués par un groupe d'hommes », a rapporté, dans un communiqué, le conseil des communautés kurdes de Belgique, NavBel.

Enquête ouverte pour tentatives de meurtres

« Ces hommes s'étaient infiltrés dans la manifestation et ont soudainement sorti des couteaux », puis se sont mis à poignarder les manifestants *« sans distinction »*, a affirmé NavBel.

Une enquête a été ouverte pour tentatives de meurtres, et non pour terrorisme, a précisé la police. Le porte-parole de la police d'Anvers, Wouter Bruyns, a précisé à l'AFP qu'une enquête était en cours pour tenter de vérifier le nombre total d'assaillants et retrouver d'éventuels autres suspects. Des images de vidéosurveillance du quartier sont en cours d'examen.

La manifestation avait été organisée en soutien aux Kurdes de Syrie, où Damas a entrepris de déloger les combattants kurdes de leur région autonome établie dans le nord-est du pays, le Rojava.

NavBel a précisé qu'une autre manifestation qui devait avoir lieu vendredi à Anvers avait été annulée, *« par respect pour les victimes et afin de préserver la sérénité »*.

Le Monde

21 janvier 2026
Hélène Sallon

En Syrie, le gouvernement accorde un délai aux Kurdes pour parvenir à un accord

Reportage - Un cessez-le-feu de quatre jours a été décrété après que les forces syriennes ont poursuivi leur avancée dans la province d'Hassaké. Elles ont pris le contrôle de prisons où sont détenus des combattants de l'organisation Etat islamique et du camp d'Al-Hol.

Des tenues orange de détenus ont été abandonnées dans l'enceinte de la prison Al-Kam Al-Sini, en lisière d'Al-Chaddadeh, dans le nord-est de la Syrie. Les portes grandes ouvertes, les cellules donnent à voir le dénuement dans lequel des dizaines de prisonniers vivaient jusqu'au départ des Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde), lundi 19 janvier. Quelques matelas au sol, des couvertures grises et un plat de kebbé en préparation.

Les forces gouvernementales et les FDS s'accusent mutuellement de l'évasion des prisonniers lors des affrontements qui les ont opposées. *« Quand nos forces sont arrivées, les prisonniers avaient été relâchés. Les FDS ont ouvert les portes des cellules avant de partir. Elles ont détruit les caméras de surveillance et emporté les disques durs »*, accuse un soldat de la 44e division de l'armée syrienne. Des cadenas gisent au sol.

Selon le ministère de l'intérieur syrien, 120 prisonniers se sont évadés de la prison, dont 81 ont été retrouvés. Un représentant américain, cité par l'agence Reuters, évalue à environ 200 les combattants subalternes de l'organisation Etat islamique (EI) échappés après que les gardiens des FDS ont quitté les lieux. Quelque 600 combattants étrangers de l'EI avaient été transférés vers d'autres prisons avant les combats.

Après avoir repris, depuis samedi 17 janvier, les territoires administrés par les forces kurdes dans les provinces de Rakka et de Deir ez-Zor, les forces gouvernementales ont poursuivi leur avancée dans la province d'Hassaké. Elles ont pris le contrôle de prisons abritant des membres de l'EI, ainsi que du camp d'Al-Hol, où vivent des familles de djihadistes. Aux termes d'un accord en discussion entre le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, et le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, le gouvernement syrien doit reprendre aux FDS la gestion des camps et prisons du Nord-Est syrien. Neuf mille combattants de l'EI – dont un tiers d'étrangers – y sont encore détenus, selon un rapport sur le terrorisme du département d'Etat américain.

Le transfert ne s'est pas déroulé de façon pacifique. Lundi soir, les négociations ont encore achoppé, et les affrontements ont repris. Devant la prison d'Al-Aqtan, à Rakka, où sont enfermés plus de 1 000 combattants de l'EI et des prisonniers de droit commun, des familles attendent dans l'angoisse.

« Les hauts cadres de la ville, environ 200 hauts gradés du Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK, la principale guérilla en Turquie]*, s'y trouvent. Ils négocient pour que la coalition internationale les évacue. Ils ne font pas confiance au gouvernement syrien »*, explique Arthur Quesnay, chercheur en sciences politiques et spécialiste de la Syrie de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Les FDS, qui y ont perdu neuf hommes, ont accusé, mardi 20 janvier, des *« factions affiliées à Damas »* d'avoir coupé l'approvisionnement en eau, dénonçant une *« violation flagrante des normes humanitaires »*.

« Lâchage américain »

Les gardes kurdes ont abandonné, mardi, le camp d'Al-Hol, laissant les forces de Damas en reprendre le contrôle. Selon un responsable kurde, environ 24 000 Syriens et Irakiens y sont encore détenus, ainsi qu'environ 6 500 femmes et enfants d'autres nationalités.

Le ministère de l'intérieur a accusé les FDS d'avoir autorisé la libération de plusieurs personnes du camp – des allégations qui n'ont pas pu être vérifiées de source indépendante.

Les FDS ont dénoncé *« l'indifférence internationale face au problème de l'EI et le manquement de la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour traiter ce grave problème »*.

La déception est grande chez les responsables kurdes face à ce qu'ils voient comme un *« lâchage américain »*. Non seulement les Etats-Unis ne sont pas intervenus pour empêcher Damas de rogner leurs territoires, mais encore épousent-ils désormais étroitement la position du pouvoir syrien, qui entend rétablir son autorité sur l'ensemble du pays et forcer les Kurdes à renoncer à leur autonomie pour s'intégrer au nouvel Etat. Lundi soir, le président américain, Donald Trump, a réitéré son soutien à son homologue syrien, Ahmed Al-Charaa, tout en lui rappelant la *« nécessité de garantir les droits et la protection du peuple kurde dans le cadre de l'Etat syrien »*.

Le véritable camouflet est venu de l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, mardi. *« La mission initiale des FDS en tant que principale force anti-EI sur le terrain a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de l'EI »*, a-t-il déclaré sur son compte X. Le gouvernement syrien, qui a rejoint la coalition internationale de lutte contre le groupe djihadiste, en novembre 2025, s'érige en partenaire principal de Washington sur ce dossier. M. Barrack a signalé la fin du soutien de Washington aux FDS, estimant qu'il n'était plus nécessaire pour les Etats-Unis de maintenir une présence en Syrie. A ce titre, a-t-il ajouté, l'intégration des Kurdes au pouvoir central est la *« meilleure solution »* dont ils disposent.

L'accord, encore en discussion entre le président Al-Charaa et le général Abdi, enterre les espoirs d'autonomie des Kurdes sur les territoires qu'ils contrôlent dans le Nord-Est syrien. Selon la responsable kurde Ilham Ahmed, le président de transition syrien a refusé, lundi, d'accorder au chef des FDS un délai de cinq jours pour mettre l'accord en œuvre. Le cessez-le-feu a été rompu. Les forces gouvernementales ont relancé leur offensive en direction de Kobané et d'Hassaké. Les FDS ont appelé les *« jeunes Kurdes, hommes et femmes »*, en Syrie et à l'étranger, à *« rejoindre les rangs de la résistance »*.

Offensive suspendue

« Tout le monde, hommes et femmes, se prépare à combattre Daech [acronyme arabe de l'EI] *»*, dit Jiwan (un pseudonyme), joint par téléphone à Kobané, désignant ainsi les forces gouvernementales. La symbolique est forte dans cette ville kurde, qui a repoussé les djihadistes en 2014. *« On prépare les armes. Chacun est dans son magasin avec une kalachnikov prête. »* L'homme de 18 ans vient de terminer un entraînement de trois mois avec les forces antiterroristes kurdes. *« On ne veut pas passer sous le contrôle d'un gouvernement qui coupe les têtes »*, poursuit Jiwan, persuadé que les chefs kurdes récupéreront les territoires perdus.

Des centaines d'Irakiens ont aussi quitté le Kurdistan irakien en bus, pour venir prêter main-forte à leurs frères. Les combattants volontaires se rallient autour du noyau dur des FDS, les Unités de protection du peuple, formées par des vétérans du PKK. Les FDS n'existent plus en tant que telles depuis la défection des combattants arabes, qui constituaient la majorité des combattants de rang subalterne, en faveur du pouvoir syrien.

Mardi, l'armée syrienne a poursuivi sa progression dans l'est de la province d'Hassaké et au sud de la ville de Kobané. Des convois de dizaines de bus ont continué d'amener des soldats sur le front, sous les vivats d'enfants venus les acclamer en bord de route. L'offensive a néanmoins été suspendue par l'annonce, par l'armée syrienne, le soir, d'un cessez-le-feu de quatre jours. M. Al-Charaa a concédé un délai au général Abdi pour finaliser l'accord. Les FDS ont répondu qu'elles n'engageraient *« aucune action militaire à moins que* [leurs] *forces ne soient la cible d'attaques »*.

Le président Al-Charaa a fait la promesse que ses forces n'entreraient pas dans les zones à majorité kurde de la province d'Hassaké jusqu'à ce que des plans soient convenus pour leur *« intégration pacifique »* et que les villages kurdes soient protégés par des *« forces de sécurité locales composées d'habitants de la région »*. Il a été dit que le général Abdi proposerait des candidats issus des FDS aux postes de vice-ministre de la défense, de gouverneur de la province d'Hassaké, et au Parlement.

Le Monde

Nicolas Bourcier
21 janvier 2026

En Turquie, Erdogan salue l'offensive « méticuleuse de Damas » contre les forces kurdes

Proche du nouveau pouvoir syrien, le président turc s'est réjoui des avancées de l'armée syrienne dans les zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde. L'accord conclu entre les deux parties, qui prévoit l'intégration des FDS au sein des institutions de l'Etat syrien, était l'une des principales exigences d'Ankara.

Recep Tayyip Erdogan peut se frotter les mains. Sans avoir envoyé un seul soldat supplémentaire sur le sol syrien, le président turc a vu en quelques heures les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) perdre près de la moitié de leurs positions et ses dirigeants accepter un accord qu'il a lui-même souhaité de ses vœux. Proche allié de la nouvelle direction syrienne qui a renversé en décembre 2024 Bachar Al-

Assad, l'homme fort d'Ankara a vivement salué l'offensive *« méticuleuse de Damas, contre les combattants kurdes en Syrie »*.

Lors d'une allocution télévisée à l'issue d'une réunion du cabinet à Ankara, lundi 19 janvier, le chef de l'Etat a tenu à célébrer *« une Syrie qui a saisi une occasion historique »*. Il faisait référence aux avancées rapides des militaires syriens à Rakka et Deir ez-Zor, qui se sont emparés de postes-frontières, de champs pétroliers et gaziers, et de centres administratifs. L'offensive a abouti dimanche à un accord de cessez-le-feu en 14 points, prévoyant l'intégration des FDS au sein des institutions de l'Etat syrien. Une des principales exigences d'Ankara.

Selon le texte, les Kurdes syriens s'engagent à retirer leurs unités à l'est de l'Euphrate et à transférer les institutions civiles de Hassaké aux structures de Damas. Il prévoit également le transfert du contrôle des points de passage frontaliers, la mise en place d'un gouverneur de Hassaké et la conservation d'une force de police locale limitée à la ville de Kobané.

Fin du rêve d'autonomie au Rojava

Ce changement brutal du rapport de force acte la fin du rêve kurde d'autonomie au Rojava. Il intervient dans un contexte de pression croissante sur les FDS, après leur perte de contrôle des zones majoritairement arabes et la fin du soutien américain aux responsables kurdes, clairement énoncé mardi 20 janvier par l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack.

De fait, le document proposé par le gouvernement du président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, aux dirigeants kurdes répond à presque toutes les attentes de la Turquie. La veille, Devlet Bahçeli, leader ultranationaliste turc et allié du gouvernement d'Erdogan, avait d'ailleurs présenté un plan en 8 points qui ressemblait étrangement au texte signé dimanche. *« A la réflexion, cette similitude est moins surprenante qu'il n'y paraît, compte tenu des gages accumulés au cours de l'année écoulée témoignant de l'influence croissante d'Ankara sur Damas »*, souligne Ezgi Basaran, politologue turque spécialiste du Moyen-Orient à l'université d'Oxford (Royaume-Uni).

Ces dernières semaines, la Turquie s'était même encore un peu plus rapprochée du cœur de la crise syrienne. Au moins six frappes de drones ont visé des positions des FDS en l'espace de quatre jours. La rencontre dans la capitale turque entre Tom Barrack et le ministre de la défense, Yasar Güler, mi-janvier, a confirmé l'implication d'Ankara dans le processus en cours. Autre détail significatif, rappelle Yavuz Baydar, journaliste et intellectuel turc : Devlet Bahçeli a dit approuver le décret antérieur d'Al-Charaa, du 16 janvier, qui avait mis l'accent sur le rejet de tout fédéralisme et offert aux Kurdes syriens des droits culturels limités tels que l'éducation dans la langue maternelle, révélant, selon lui, *« à quel point Ankara est investi dans l'exercice de son pouvoir en tant que coconcepteur de l'avenir de la Syrie »*.

Pour Ezgi Basaran, *« la Turquie a assurément démontré que, dans un contexte international marqué par l'influence de Trump, elle est le partenaire privilégié lors des choix stratégiques »*. Les navettes diplomatiques effectuées par le ministre des affaires étrangères, Hakan Fidan, entre les Etats du Golfe, Damas et Washington ont permis d'obtenir l'accord souhaité par Ankara, *« un document imposé aux Kurdes sous une pression intense »*, ajoute la spécialiste.

Plusieurs rassemblements

Sur le terrain, les FDS avaient appelé lundi les *« jeunes Kurdes, hommes et femmes »*, en Syrie et à l'étranger, à *« rejoindre les rangs de la résistance »*. Le parti prokurde DEM, troisième force au parlement turc et médiateur dans le processus engagé par Ankara avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, dont sont issus de nombreux cadres des FDS), a convoqué plusieurs rassemblements mardi 20 janvier, dont l'un à la frontière syrienne, dans la ville de Nusaybin, où des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre.

Chose notable, le même jour, plusieurs médias d'opposition ont rapporté l'échange qu'a eu le chef du PKK, Abdullah Öcalan, dans sa prison d'Imrali, le 17 janvier, avec Faik Özgür Erol, avocat et membre du DEM. La discussion n'a tourné qu'autour de la situation syrienne et du recul des FDS. *« Affaiblir les Kurdes pour gouverner le Moyen-Orient en les exploitant*, a expliqué le leader kurde, *est une stratégie de domination et un piège qui se reproduit depuis des siècles. »*

Un accord aurait été trouvé, a-t-il laissé entendre, entre Israël, Damas et Ankara : *« Israël sécuriserait le Golan et Souweïda* [où l'Etat hébreu est intervenu militairement pour protéger la minorité druze] *au sud, tandis qu'Al-Charaa se verrait offrir le territoire situé au nord, entre l'Euphrate et le Tigre* [la région kurde]. » Il a ajouté, en guise d'avertissement : *« Pour*

Recueilli par Isabelle Hanne
21 janvier 2026

IRAN
« Le déclassement social a nourri la révolte »

L'économiste Nader Habibi, professeur à l'université américaine Brandeis, analyse l'impact des sanctions occidentales et des politiques internes sur l'économie iranienne. Alors que la conjoncture se dégrade de jour en jour, le régime réprime toujours plus violemment sa population pour se maintenir.

Tout est parti du grand bazar de Téhéran, lorsque les commerçants, traditionnellement conservateurs et soutiens du régime, ont fermé boutique fin 2025 pour protester contre la flambée des

prix et la forte dévaluation du rial, tombé à des niveaux historiquement bas. La vague de contestation inédite qui secoue l'Iran depuis, et la répression sanglante qui lui a répondu, a débuté par une mobilisation à caractère économique, avant de s'étendre à tout le pays et de prendre une tonalité politique plus générale. Mais l'inflation galopante, la corruption, le clientélisme et l'appauvrissement de la population nourrissent la colère des Iraniens, et continuent de fragiliser le régime.

Spécialiste de l'Iran, professeur à l'université Brandeis (Massachusetts), l'économiste Nader Habibi analyse depuis de nombreuses années l'impact des sanctions - américaines et onusiennes, ces dernières ayant été rétablies en septembre en l'absence de gages concernant le programme nucléaire du pays, après l'échec de nouvelles négociations -, de l'isolement international et des politiques internes sur l'économie iranienne. Il revient sur le déclin économique du pays, ses causes et son rôle dans la contestation actuelle.

Où se logent les principales faiblesses de l'économie iranienne?

L'économie iranienne est sous sanctions depuis près de quarante-sept ans, mais les mesures les plus sévères sont en place depuis quinze ans. Celles-ci ont perturbé les exportations de pétrole de l'Iran, freiné les investissements dans les infrastructures et dans le développement industriel. La conséquence a été une dégradation continue du niveau de vie de la population. Des millions d'Iraniens ont vu leur situation économique se détériorer. Certains, qui appartenaient auparavant à la classe moyenne en termes d'emploi et de niveau d'éducation, ont vu leur pouvoir d'achat chuter à un point tel qu'ils se retrouvent aujourd'hui dans la pauvreté.

Des facteurs internes contribuent-ils au déclin économique ?

Oui, la corruption du régime, ses mauvaises politiques économiques, sa mauvaise gestion. Il y a le sentiment d'une forte discrimination fondée sur des critères politiques, avec une division profonde entre les personnes affiliées au pouvoir et le reste de la population. Les ressources publiques, les prêts bancaires et les composants industriels subventionnés sont principalement accordés aux personnes proches du régime, ce qui crée un profond sentiment d'injustice. Aujourd'hui, la dégradation économique est telle que des pans entiers de la population sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Les gens ne peuvent plus acheter suffisamment de nourriture : la ration de protéines par habitant diminue progressivement. Le déclassement social a nourri la révolte. A cela, s'ajoute un sentiment d'injustice. Ce sont tous ces éléments qui ont conduit au soulèvement.

Quels rôles ont joué la dévaluation du rial et l'inflation dans le déclenchement des manifestations?

La dévaluation de cette monnaie, directement liée à l'inflation, est le principal mécanisme de la dévastation économique. L'économie est extrêmement sensible au taux de change : dès que le dollar augmente de 2 % par rapport au rial, cela se traduit immédiatement par une hausse des prix de 2 %. L'économie est donc fragile et lutte en permanence contre ce phénomène. Fin décembre, à cause de cette dévaluation, les commerçants se sont retrouvés dans la situation suivante : s'ils vendaient un produit le matin, ils craignaient qu'en appelant l'après-midi leur fournisseur pour le remplacer, celui-ci leur facture un prix plus élevé. Pourquoi vendre quelque chose à 100 rials si vous devez en payer 120 pour reconstituer votre stock ? Cela a provoqué un véritable climat de panique, parmi les clients et les commerçants. C'est pourquoi les manifestations sont parties du bazar de Téhéran. Mais comme l'ensemble de la société était déjà très mécontente de la situation économique, des groupes beaucoup plus larges - étudiants, travailleurs, retraités - ont rejoint le mouvement. Les manifestations se sont étendues à de nombreuses villes, parfois jusqu'à 150 en une seule journée.

Diriez-vous que ce mouvement est plus transversal sur le plan socio-économique que les précédents soulèvements de ces dernières années ?

Oui. Le mouvement «Femme, vie, liberté» de 2021-2022 concernait surtout la classe moyenne, les jeunes, les personnes éduquées et connectées. Cette fois-ci, on voit des travailleurs, des classes moyennes et des classes populaires descendre ensemble dans la rue. Les rassemblements sont bien plus massifs. Lors des précédentes mobilisations, on comptait parfois 10 000 ou 20 000 personnes, tandis que le reste de la population observait avec sympathie. Aujourd'hui, on voit des manifestations de 100 000 personnes, voire davantage dans les grandes villes. Les slogans, initialement centrés sur l'économie, sont devenus ouvertement politiques, remettant en cause la légitimité même de l'ensemble de l'élite au pouvoir et du régime islamique.

Comment distinguer la responsabilité des sanctions internationales de celle de la mauvaise gestion et de la corruption du régime dans l'état actuel de l'économie ?

Les deux sont importantes. Ces derniers mois, l'ampleur de la corruption et de la mauvaise gestion au sommet de l'Etat est devenue plus visible, y compris dans les médias proches du régime. Des entreprises ont reçu des devises subventionnées pour importer des biens essentiels, notamment de la nourriture et des médicaments, et une grande partie de ces fonds ont été détournés. Des entreprises pétrochimiques ont également bénéficié d'intrants subventionnés en promettant de rapatrier leurs recettes en devises, ce qu'elles n'ont pas fait. Les médias du régime ont révélé que ces entreprises appartenaient à des factions politiques de l'élite dirigeante, ce qui a renforcé la colère populaire. Mais certaines de ces dérives sont aussi une conséquence directe des sanctions.

Que représente le secteur pétrolier pour l'économie iranienne et quel est l'impact des sanctions sur celui-ci?

Les exportations de pétrole constituent la principale source de devises de l'Iran, essentielles pour importer des biens industriels, des biens de consommation, des médicaments et de la nourriture, sachant que l'Iran est un importateur net de produits alimentaires. Les sanctions ont d'abord réduit les volumes de pétrole exportés. Sous l'administration Biden, malgré les sanctions, l'Iran avait pu augmenter sa production dans le cadre de négociations. Mais Donald Trump a mis un terme à cette dynamique, entraînant une chute brutale des exportations de pétrole iranien, l'an dernier.

Même lorsqu'il exporte, l'Iran doit consentir de fortes décotes, principalement vers la Chine. Une partie du commerce se fait aussi par

contrebande vers les pays voisins, mais les bénéfices sont captés par les intermédiaires, pas par l'Etat. Les ventes de brut se font illégalement, via des sociétés écrans et des transferts de cargaison de navire à navire en haute mer. Résultat, l'Iran exporte bien en deçà de ses capacités, à prix réduit, et une partie des recettes est détournée. D'autant que certains de ces revenus sont bloqués dans des banques étrangères, et ne peuvent être transférés à cause des sanctions, ce qui entraîne une pénurie de devises.

Donc l'offre de dollars est limitée, tandis que la demande explose…

Exactement. La défiance envers le gouvernement et la peur de l'inflation poussent les Iraniens à convertir leurs économies en dollars ou en or, parce qu'ils craignent que celles-ci ne valent vite plus rien en rials. Avec une forte demande et une offre limitée, la dévaluation du rial s'accélère. Ces derniers mois, l'inflation annualisée a atteint autour de 50 %, avec des pics dans le sillage de la guerre de douze jours avec Israël, ce qui provoque une panique généralisée.

Quel rôle a joué la faillite de la banque Ayandeh, fin décembre 2025, dans cette perte de confiance?

L'ensemble du système bancaire iranien est au bord de la faillite, ce qui signifie que la banque centrale doit constamment fournir des financements pour que les banques puissent honorer leurs dettes. Les prêts non performants sont massifs : des personnes qui obtiennent d'importants crédits les détournent, déclarent faillite, prennent l'argent et disparaissent, et l'Etat n'a pas été en mesure de poursuivre les plus gros dossiers en raison de leurs connexions politiques. Le gouvernement a longtemps tenté de maintenir à flot la banque Ayandeh, mais elle a fait faillite dès qu'il a arrêté de le faire.

Lorsque la situation a été rendue publique, ça a renforcé la perte de confiance envers le système financier iranien et poussé les gens à convertir leurs économies en dollars ou en métaux précieux, ce qui a encore nourri la dévaluation du rial et l'inflation.

Le régime a d'abord répondu par une main tendue aux manifestants, avec la promesse du versement d'une aide mensuelle, puis par une répression sanglante. Que s'est-il passé entre les deux?

Au début, le régime hésitait, mais les déclarations de Donald Trump ont encouragé les gens à descendre dans la rue, surtout avec le contexte de la capture de Nicolás Maduro au Venezuela. Lorsque les foules ont grossi et que les manifestants ont commencé à scander le nom du fils du chah, Reza Pahlavi, comme leader alternatif, le régime a craint pour sa survie. Il a alors décidé d'utiliser la force brute pour empêcher le mouvement de s'étendre. A mes yeux, Donald Trump porte une responsabilité morale vis-à-vis des victimes, car il a encouragé la mobilisation sans finalement offrir de protection réelle.
Le régime peut-il survivre à une telle pression économique ?

Si les protestations retombent, ce qui semble être le cas du fait de la répression, le pouvoir peut se maintenir, mais la situation restera celle du statu quo. Les pressions économiques se poursuivront. Les sanctions, le sabotage économique et la cyberguerre contre l'Iran continueront, tout comme le risque d'une forme de confrontation militaire ciblée avec Israël et les Etats-Unis. Avec les sanctions et les nouveaux droits de douane annoncés par Trump [25 % supplémentaires pour tout pays qui continuerait à commercer avec l'Iran, ndlr], l'économie restera fragile et le pays connaîtra des cycles de soulèvements et de répression. Les réserves bloquées dans des banques chinoises ou turques, entre 10 et 20 milliards de dollars, resteront inaccessibles. Les ventes clandestines de pétrole continueront, mais à prix fortement décotés, avec des risques élevés de saisie ou de détournement. Mais cela ne signifie pas que le régime n'aura pas suffisamment de pouvoir pour se protéger contre un soulèvement intérieur : il a montré qu'il était prêt à recourir à la force chaque fois que nécessaire.

Même si l'Iran est particulièrement isolé aujourd'hui au niveau international, sur le plan commercial?

L'Iran a perdu nombre de ses proxys et alliés régionaux, mais conserve des échanges informels avec l'Irak grâce au commerce frontalier. La Chine, la Russie, la Turquie ou les Emirats ont appris à contourner les sanctions et maintiennent certains échanges. Tous les pays ne refusent donc pas de commercer avec l'Iran, notamment parce qu'ils peuvent obtenir certaines matières premières, comme le pétrole, à prix réduit. Et bien sûr, l'Iran est un marché : ils sont prêts à lui vendre certains produits, même si cela se fait de manière informelle.

La relation militaire et stratégique avec la Russie existe toujours : l'Iran est très important pour Moscou compte tenu de sa propre situation d'isolement. Le pays constitue une route de transit pour certains produits destinés à la Russie ; il existe un commerce de matériel militaire, notamment de drones, que l'Iran fournit à Moscou en échange de certaines technologies avancées. On a vu aussi, au cours des deux dernières semaines, que de nombreux voisins de l'Iran se sont opposés à une action militaire contre le pays, dont l'Arabie Saoudite et la Turquie. Ses partenaires internationaux, Chine et Russie, s'y sont également opposés très activement. Ces pays estiment que le régime iranien sera capable de gérer les soulèvements et, dans leur propre intérêt stratégique, ils souhaitent qu'il survive. Ils ne veulent pas de l'instabilité qui pourrait s'ensuivre ni d'un changement de régime, qui remplacerait le pouvoir en place par un régime politique pro-américain.

The New York Times Jan. 21, 2026

U.S. Pivot in Syria Leaves an Old Ally in the Lurch

A Kurdish force that helped defeat the Islamic State is collapsing as the Trump administration turns to back the new Syrian government.

For more than a decade, they were the United States' closest allies in Syria, fighting against the Islamic State, guarding American bases and running internment camps and prisons that held tens of thousands of jihadists and their relatives.

That alliance is now disintegrating. The United States has turned away from its longtime allies, the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., and thrown its support behind the new government of President Ahmed al-Sharaa.

Without U.S. backing, the S.D.F., a Kurdish-led force, has wobbled and beaten a retreat as the government moves troops into northeastern Syria to seize control, ending a standoff that has endured since President al-Sharaa took power in December 2024.

The collapse of the S.D.F. marks a turning point in Syria's political transition after the fall of former President Bashar al-Assad and now paves the way for the government to take over the strategic region, its oil fields and rich agricultural lands.

The pivot by Washington is a huge win for Mr. al-Sharaa, who has struggled to pull the country back together, as well as for Turkey, which vehemently opposed American support for the S.D.F. and backed Mr. al-Sharaa.

But for the S.D.F. and its supporters, including U.S. officials who worked closely with the group, it feels like a betrayal of those who fought loyally alongside the United States and lost many thousands of combatants in the process.



Riding past a destroyed Syrian Democratic Forces vehicle on a roadside on Tuesday, near Hasakah, Syria.Ali Haj Suleiman/Getty Images

The bleakness of the S.D.F. position was laid out by Ilham Ahmed, a senior leader of the Kurdish-led civilian administration in northeastern Syria, when she appealed at a news conference last week for the United States to stop playing both sides and to take a clear position to stop an offensive against its positions by Syrian government forces.

"If there is no reaction it is easy to presume they gave a green light," she said of the American position on the government offensive. "They should take a clear stance."

Ms. Ahmed also appealed for wider international support to enforce a cease-fire and support the political demands of the Kurdish administration. But she said that Arab states supported the al-Sharaa government and that reactions from European countries had been weak.

"The entire world owes these troops who fought against ISIS," she said.

The S.D.F. was born following the terrifying rise of the Islamic State, which took over a swath of territory straddling the Syria-Iraq border in 2013 and built a so-called caliphate on a harsh interpretation of Islamic law and sheer brutality.

Seeking a way to fight the group without putting American troops on the front lines, the United States partnered with a Kurdish militia. It air dropped weapons to help break the siege of the Kurdish town of Kobani in 2014, and the partnership expanded from there.

For the U.S., it made sense. The fighters were well trained, not Islamist, and eager to work with American troops. In time, with U.S. financial and military support, they grew, added Arab fighters and rebranded themselves as the Syrian Democratic Forces (although there was very little about them that was actually democratic).

With logistical and air support from the United States and others, the S.D.F. destroyed the ISIS caliphate, pushing the group from its last patch of territory in Syria in 2019.

It continued to work with the United States to prevent the resurgence of ISIS and provide security across northeastern Syria with a force of tens of thousands of men and women under arms.

That alliance angered Turkey, who saw the group as no more than an extension of the Kurdistan Workers' Party, a Kurdish militant group that has fought a bloody, 30-year insurgency against the Turkish state.
It also angered Syrian rebel groups and activists for imposing Kurdish rule over Arab-majority areas and doing its own deals with the Assad regime.



Female detainees on Wednesday at the al-Hol camp after the Syrian government took control of it when the Syrian Democratic Forces withdrew.Khalil Ashawi/Reuters

The rebel offensive that toppled the Assad regime in December 2024, changed the paradigm for the Kurds. The United States established close ties with Mr. al-Sharaa and sought to bring the two groups to work together.

The U.S. ambassador to Turkey and envoy for Syria, Thomas J. Barrack Jr., led the negotiations and secured an agreement between Mr. al-Sharaa and the Kurdish leader of the S.D.F., Mazloum Abdi, in March last year.

But those negotiations stalled and missed the deadline for S.D.F. to integrate its armed units and administration into the Damascus government by the end of 2025.

Mr. al-Sharaa complained that the Kurdish side kept augmenting its demands while making no move to withdraw from Arab-majority areas. The Kurdish leaders said they were holding out for security guarantees for their people in light of sectarian killings elsewhere in Syria.

In the end Mr. al-Sharaa lost patience and moved to seize control of two Kurdish-held neighborhoods in the city of Aleppo. From there Syrian forces moved rapidly, securing two large provincial capitals of Raqqa and Deir al-Zour in recent days.

Newaf Xelil, an analyst at the Berlin-based Kurdish Center for Studies, said the swift advance of Mr. al-Sharaa's forces in recent weeks had been enabled by the full embrace of his government by Turkey, Saudi Arabia and the United States.

That has baffled many in the S.D.F., he said, who still distrust Mr. al-Sharaa and many of his fighters for their past links to Islamic militancy and jihadism.

Mr. al-Sharaa was sent to Syria from Iraq more than a decade ago by the leader of the Islamic State, where he founded a Qaeda-affiliated rebel group. He later broke with Al Qaeda but has never fully renounced the group.

The Kurds, given their more secular outlook, could help dilute the Islamist character of Syria's new government, Mr. Xelil said, a goal many thought that the United States shared.

"We thought that they wanted Syria to become a normal government with an army not made up of jihadists," he said, adding that it could have helped Syria reconcile with Israel.

The fighting in recent days could complicate the merger of S.D.F. fighters into the new security forces, he said.

He criticized Mr. Barrack, the U.S. envoy, for his full-throated support for Damascus. Mr. Barrack wrote on social media on Tuesday that the S.D.F.'s role had "expired."

The Kurds had hugely miscalculated, Asli Aydintasbas, a senior fellow at the Brookings Institution in Washington, wrote in a WhatsApp message.

"While the U.S. has never promised a Catholic marriage to the S.D.F., there was a sense that the relationship would continue and seamlessly merge into a more decentralized Syrian structure. All of that planning is now meaningless."

President Trump showed his ambivalence to the Kurdish position in comments to the media on Tuesday, while he commended Mr. al-Sharaa's efforts to control the situation and secure prisons where thousands of ISIS members are detained.

"He is working very hard, the president of Syria," Mr. Trump said.

"I spoke with him yesterday because we were talking about the prisons, and what was going on. We have some of the worst terrorists in the world in those prisons, and he is watching it.»

But the U.S. Central Command announced Wednesday that it had transported 150 ISIS fighters detained in the city of Hasakah to a facility in Iraq, to prevent a breakout, a sign of growing security concerns.

Mr. Trump said the U.S. was also working to protect the Kurds. "I like the Kurds," he said. "But just so you understand, the Kurds were paid tremendous amounts of money, given oil and other things, so they were doing it for themselves more than they were doing this for us. But we got along with the Kurds and we are trying to protect the Kurds."

Le Monde

Sara Saidi
21 janvier 2026

En Iran, les médecins sous pression se battent pour les blessés malgré la peur

Sur le pied de guerre depuis le début des manifestations qui ont secoué le pays, les médecins iraniens témoignent d'un massacre d'une violence inouïe. Menacés par les forces de sécurité du régime et sous pression, ils continuent néanmoins de soigner les blessés, parfois de manière clandestine.

Les témoignages de médecins iraniens qui filtrent depuis le début du black-out des communications font état de nombreux blessés à la tête, au cou et à la poitrine, avec des armes de guerre. « Dans tous les pays, on dit aux policiers qui apprennent à réprimer de tirer dans les jambes et d'éviter les parties «nobles» et les organes fonctionnels, comme l'abdomen, le thorax, la tête. Or, quand vous avez énormément de personnes blessées à ces endroits-là, il est clair qu'il y avait une volonté de tuer », analyse le professeur Nozar Aghakhani, neurochirurgien franco-iranien à l'hôpital Bicêtre, près de Paris.

Les chiffres des victimes de la répression ne cessent en effet d'augmenter et, selon un rapport d'un réseau de médecins iraniens publié en fin de semaine dernière par le journal britannique The Sunday Times, le nombre de blessés dépasserait les 330 000.

Tirs directs à l'œil

Parmi les atrocités commises, « les forces de l'ordre ciblaient directement les yeux et les médecins ont dû retirer des centaines et des centaines d'yeux », rapporte depuis Londres le docteur Shahram Kordasti, en contact avec ses pairs en **Iran**. Selon le rapport publié par le Sunday Times, la clinique ophtalmologique Noor a recensé à elle seule environ 7 000 blessures oculaires. « Le premier soir de manifestations – à la suite de l'appel du fils du Shah –, il y avait plus de 1 300 blessés oculaires à l'hôpital Farabi de Téhéran, spécialisé en ophtalmologie », confirme Vali* depuis l'Iran.

« Dès le premier jour des manifestations, les hôpitaux étaient bondés. (…) Les deux premiers soirs après la coupure internet, les salles d'opération des hôpitaux ressemblaient à des champs de bataille », a-t-il ajouté.

Infirmier dans deux hôpitaux de la capitale iranienne, il décrit un véritable massacre et affirme que seul le personnel médical a été témoin de l'ampleur des pertes : « Beaucoup d'Iraniens ignorent encore ce qui s'est passé faute de communications et d'informations », explique Vali.

Selon lui, le nombre de morts est bien au-delà des 12 000 estimés jusqu'à présent. « Nous sommes allés au centre médico-légal de Kahrizak (au sud de Téhéran, NDLR) pour retrouver le corps du fils de 18 ans de mon collègue, tué le premier soir, raconte-t-il. Les médecins légistes n'avaient plus le temps de s'occuper des corps qui arrivaient par conteneurs, ils nous demandaient de les reconnaitre et de les emporter. (…) Beaucoup restent encore inconnus et à identifier. »
La République islamique parle elle-même sans aucune retenue du nombre de victimes et impute les morts à des « agents étrangers » à la solde des **États-Unis** et d›**Israël**. Un extrait d›**interview** sur la chaine nationale SedaoSima, affiliée au régime, décrit ainsi des médecins légistes « dépassés par le nombre de corps ».

Les hôpitaux ne sont plus des lieux sûrs

Sous loi martiale, l'Iran vit sous une atmosphère terrifiante : « Dans toutes les rues et là où il y a foule, on trouve des forces d'unités spéciales, décrit Vali. Les commerçants ont été menacés de voir la porte de leur boutique défoncée et toutes leurs marchandises confisquées s'ils n'ouvraient pas. Dans le bazar, la plupart des commerçants portent du noir en signe de deuil », raconte l'infirmier à RFI.

Pour le personnel soignant, il est particulièrement difficile de travailler : le moral est au plus bas. « Ils sont tellement traumatisés qu'ils n'ont même plus envie de travailler. Un chirurgien m'a dit qu'il ne faisait que pleurer et qu'il n'arrivait plus à voir les malades. Ils sont sous pression et c'est psychologiquement très dur pour eux », rapporte le docteur Shahram Kordasti. « On va très mal, on a été témoin de la mort de nombreux blessés », confirme Vali.

Par ailleurs, certains hôpitaux ont été pris d'assaut par les forces de l'ordre, déjà pendant les manifestations : « Certains manifestants venaient dans les hôpitaux pour s'abriter. Mais soit les forces de sécurité entraient, soit elles envoyaient du gaz lacrymogène à l'intérieur de l'hôpital pour faire sortir les manifestants et pouvoir les arrêter, et ça, c'est très douloureux », constate le Dr Sharham Kordasti.

De manière générale, le personnel soignant a été victime de pressions pour délivrer l'identité des blessés, voire a été contraint à ne pas procéder aux traitements. Plusieurs médecins ont également été arrêtés par les autorités, s'inquiète le Pr Nozar Aghakhani : « Je connais un médecin qui a été arrêté et menacé de procès. Or on sait très bien qu'en Iran, un procès, c'est pratiquement l'équivalent d'une condamnation à mort. »

Le média d'opposition **IranWire** fait pour sa part état de l'arrestation d'au moins quatre spécialistes, notamment à Ispahan, Lar et à Machhad. Selon certaines informations, l'hôpital Milad d'Ispahan a également été pris d'assaut par les renseignements iraniens et plusieurs médecins ont été arrêtés pour avoir soigné des blessés. « Plusieurs de mes collègues ont été arrêtés ces derniers jours pour avoir soigné des blessés chez eux », ajoute Vali.

À relireIran: la police lance un ultimatum de trois jours aux participants aux «émeutes» pour se livrer

« Nous avons toujours subi des pressions et nous en subirons encore »

Étant donné la mainmise des autorités sur les hôpitaux, les blessés ont peur d'être arrêtés et ne se rendent donc plus dans les hôpitaux : « Comme dans toutes les institutions, il y a des représentants des forces de l'ordre dans les hôpitaux, les identités des gens sont vérifiées (…). Ce n'est pas quelque chose de nou-

veau. Lors du mouvement Femme, vie, liberté (en 2022, NDLR) et déjà avant, les blessés étaient recherchés dans les hôpitaux et ramenés en prison ou pour interrogatoire alors même qu'ils étaient encore sous traitement », rappelle le Pr Nozar Aghakhani.

Selon le Dr Shahram Kordasti, la priorité aujourd'hui, ce sont justement ces blessés qui ont besoin de soins supplémentaires ou de chirurgie, et qui n'osent pas se rendre à l'hôpital de peur d'être arrêtés, ou encore qui n'ont pas les moyens de se faire soigner. « Les autorités ont réussi la première étape : les gens ont arrêté de manifester. Maintenant, elles vont aller chercher dans les hôpitaux ou chez eux les gens qui ont été identifiés », analyse Pr Nozar Aghakhani. « Les Iraniens espèrent encore une aide de l'étranger, car s'il n'y a pas d'aide, la République islamique va s'en prendre aux familles et les pendaisons vont commencer », s'inquiète Vali.

L'infirmier fait néanmoins état d'un engagement sans précédent des équipes soignantes : « Cette fois-ci, la plupart des hôpitaux privés avec l'aide de médecins et d'infirmiers courageux ont proposé des soins gratuits aux blessés. (…) Les cas qui n'étaient pas urgents ont été soignés chez eux ou debout devant les urgences des hôpitaux. Et lorsqu'on n'était pas de service, on allait dans les rues pour venir en aide aux manifestants blessés », raconte-t-il.

Aujourd'hui, selon lui, les soins s'organisent encore de manière clandestine avec des personnes de confiance : « Nous avons toujours subi des pressions et nous en subirons encore, déclare le soignant. Mais cette fois-ci, cela nous est égal, car nous n'avons aucun avenir sous la République islamique et notre sang ne vaut pas plus que celui de tous ces jeunes tués par le régime », conclut-il.

* Le prénom a été modifié.

TémoignagesIran: «Les arrestations continuent, ils contrôlent tout le monde»

Jan. 21, 2026

Trump, Erdogan discuss ISIS fight, situation in Syria in phone call

ERBIL, Kurdistan Region - US President Donald Trump spoke by phone with his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan, with discussions focusing on the fight against Islamic State (ISIS), regional and global developments, said Turkish presidency on Wednesday.

According to a statement from Erdogan's office, the two leaders discussed "the fight against DAESH [ISIS] and the situation of DAESH members in prisons in Syria."

«President Erdoğan stated that Türkiye [Turkey] closely follows developments in Syria and that Syria's unity, solidarity, and territorial integrity are important for Türkiye,» the statement added, stressing that "a developed, terror-free, and peaceful Syria, with all its elements, would also contribute to regional stability."

Ahead of the call, President Trump told reporters after a White House briefing, "I have a very important call with President Erdogan, who I like a lot."

The call comes hours after the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Tuesday announced they have withdrawn from the notorious al-Hol camp in Hasaka, which houses families and affiliates of ISIS members, following reports they were engaging in «fierce clashes» with Damascus-affiliated armed groups in its vicinity.

Shortly afterward, the Syrian defense ministry declared its "complete readiness to take control of al-Hol camp and ISIS prisons" in areas held by the SDF. It also urged the Kurdish-led forces to uphold the 14-point agreement reached on January 18, adding that "our forces will not enter Kurdish towns and villages."

The development comes amid continued military escalation by the Syrian army and affiliated armed groups against Kurdish forces in northeast Syria (Rojava). It also follows an announcement by the SDF on Monday that it had lost control of al-Shaddadi prison to armed groups in Hasaka province, noting that the facility holds "thousands of ISIS militants."

SDF spokesperson Farhad Shami told Rudaw early Tuesday that around «1,500 ISIS militants - including both foreign and Syrian nationals - have been released» by Damascus-affiliated armed groups from al-Shaddadi prison, in southern Hasaka as well.

Gaza was another topic discussed in the phone call. Emphasizing that "efforts to establish peace in Gaza are ongoing," Erdogan noted that Turkey "will continue to act in coordination with the U.S. on this matter."

Jan. 21, 2026

Kurdish armed group blames Iran for deadly drone attack in Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region - The Iranian opposition group, Kurdistan Freedom Party (PAK), said on Wednesday that Iran had carried out a "missile and drone" attack on one of its headquarters in the Kurdistan Region, killing a member of its armed wing.

PAK, which originates from Kurdish areas of Iran and has bases in the Kurdistan Region, said the strike targeted a base of its armed wing, the Kurdistan National Army, in the early hours of Wednesday without specifying the location. A video the group posted on Facebook showed the aftermath of the purported attack.

"The occupying state of Iran once again targeted a [military] base of the Kurdistan National Army with a missile and drone attack several times," the statement said.

PAK announced the death of Mozaffar Mohammadzada, known as Nabaz, identifying him as a member of the party who also served in the logistics unit of the Kurdistan National Army. The group added that he "joined the caravan of martyrs of the Befranbar (January) uprising of Kurdistan," referring to recent widespread protests in Iran.

Iran has witnessed nationwide demonstrations since late December, triggered by a historic currency collapse that saw the rial hit a record low. An internet blackout and disrupted telephone lines have made it difficult for media outlets and monitoring groups to verify casualty figures.

PAK has endorsed the demonstrations and stated that its forces recently carried out attacks on Iranian forces, claiming casualties on the opposing side.

"We assure the occupying enemy that the children of Kurdistan will never be brought to their knees by their attacks and violence," PAK said on Wednesday, adding that "the path toward expelling them and achieving independence will only become more crowded [with people]."

As of Wednesday, at least 4,519 people have been killed during three weeks of protests, according to the US-based Human Rights Activists News Agency (HRANA), which relies on a network of activists inside Iran to verify reported fatalities. The group also said nearly 6,000 people were "seriously injured" and more than 26,000 arrested.

Since the start of the protests, Kurdish opposition parties in Iran have sought to foster unity amid the escalating unrest.

In early January, seven political parties from the Dialogue Center for Inter-Party Cooperation in Iranian Kurdistan held a high-level meeting, the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) said at the time. The alliance includes the PAK.

According to the statement, participants expressed "full support for the nationwide protests and popular uprisings against the Islamic Republic," emphasizing the need for "effective joint cooperation to strengthen these movements."

Iran has not commented on Wednesday's deadly attack on PAK.

Jan. 21, 2026

President Barzani seeks support for Kurds in meeting with Pope

ERBIL, Kurdistan Region - President Masoud Barzani met with Pope Leo XIV at the Vatican on Wednesday, requesting "his support" for Syrian Kurds amid ongoing clashes between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and armed factions aligned with Damascus.

President Barzani emphasized that he sought the pontiff's backing "through his immaterial powers," highlighting the moral and spiritual support he hoped to receive for the Kurdish people.

The visit marked Barzani's second meeting with the Vatican; he previously met Pope Francis in 2014.

Accompanying him this time was Ano Abdoka, a Chaldean Christian. Barzani, who leads the Kurdistan Democratic

Party (KDP), is a key figure in the Kurdistan Region's political landscape.

Iraq's Christian population has suffered greatly over the past two decades. Following the US-led invasion in 2003, sectarian violence forced many Christians to flee, while attacks by the Islamic State (ISIS) in 2014 particularly devastated minority communities.

According to data obtained by Rudaw English from Erbil's Chaldean Archbishop Bashar Matti Warda in 2022, fewer than 300,000 Christians remain in Iraq today.

Tensions in Syria

President Barzani's Vatican visit comes amid ongoing military escalations in northeastern Syria (Rojava), where Syrian army forces and allied groups have intensified operations against the SDF. Hostilities began with a mid-January campaign east of Aleppo and have since spread toward Raqqa, Deir ez-Zor, and Hasaka.

Syrian interim President Ahmed al-Sharaa said on Sunday that he had signed a 14-point agreement with SDF Commander Mazloum Abdi aimed at "immediately" halting violence and integrating SDF-administered areas into state institutions. The agreement includes transferring responsibility for ISIS detainees to Damascus, though discussions on full implementation are ongoing.

On Tuesday, President Barzani and Sharaa held a telephone conversation to discuss regional developments and measures to strengthen stability and security, according to statements from the Syrian Presidency.

Speaking to reporters after his Vatican meeting, Barzani said he urged Sharaa to prevent the ongoing tensions from escalating into "a war between Kurds and Arabs."

He added that he told Sharaa "Kurds must be left unharmed" and called for "all problems to be resolved through dialogue."

Jan. 21, 2026

Top Iraqi officials: Border is secure amid ISIS threat, Syria turmoil

ERBIL, Kurdistan Region - Top Iraqi officials on Tuesday warned that the Islamic State (ISIS) remains a serious threat to regional and global security, asserting that coordination between Baghdad and Iraq's Kurdistan Region has secured the country's borders amid instability in neighboring Syria.

Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji said ISIS is taking advantage of security gaps caused by the escalating conflict in Syria, where ISIS prisoners escaped amid clashes between Kurdish forces and armed groups as the Syrian army seized Kurdish-held areas. Syria announced a four-day ceasefire to pause the fighting.

"We affirm that the threat posed by the terrorist organization ISIS continues to constitute a real danger to the security of the region and the world," Araji wrote in a post on X.

He said ISIS is exploiting the instability in Syria and "security and humanitarian gaps" created by years of war and conflict, urging stronger international coordination to confront the group.

"Iraq calls for the unification of international and regional efforts to combat the terrorist organization ISIS in a comprehensive manner," Araji said.

Those efforts must include "security coordination, support for political solutions, and addressing the root causes of extremism, in order to ensure the preservation of security and stability and the achievement of sustainable peace in the region and the world," he said.

Araji's remarks came after the Syrian Democratic Forces (SDF) on Tuesday announced they had withdrawn from the notorious al-Hol camp near the Iraqi border, following reports of "fierce clashes" with Damascus-affiliated armed groups in the area.

The military escalation by the Syrian army and allied factions against Kurdish forces in northeast Syria (Rojava) threatened to destabilize northeast Syria, where the SDF also said it lost control of al-Shaddadi prison holding "thousands of ISIS militants." Other SDF-controlled prisons holding ISIS fighters were also coming under attack, the SDF said, raising fears that thousands of extremists could escape and threaten security in Syria and neighboring Iraq.

Located in southeast Hasaka, al-Hol camp holds an estimated 25,000 people, nearly all of whom are women and children who lived under ISIS. Notorious for dire living conditions and holding radicalized individuals including the family members of ISIS fighters, experts and local officials have long warned the camp is a breeding ground for extremism. The camp was hosting over 4,000 Iraqis; another 20,000 returned and were reintegrated into local communities after attending deradicalization programs.

Emergency security meeting in Baghdad

On Tuesday, senior Iraqi officials held an emergency security meeting chaired by Iraqi Prime Minister and Army Commander Mohammed Shia' al-Sudani on Syria and regional threats, according to a statement by spokesperson for Iraq's Joint Operations Command (JOC) Sabah al-Numan.

The meeting was attended by Foreign Minister Fuad Hussein, senior military and security commanders and Kurdistan Region officials in Baghdad including top Peshmerga officials.

Sudani said Iraq's borders, particularly with Syria, remain

fully secure and under control by Iraqi forces as fighting escalated.

"The international borders, particularly with neighboring Syria, are fully secured, and Iraqi forces are very capable of preventing any attempts at infiltration into Iraqi territory," Sudani said.

"Terrorist gangs no longer have the capacity to carry out any attempts - whether along the borders or inside cities - after suffering decisive blows at the hands of the heroes of Iraq's security forces," he added.

Iraq has reinforced its border with Syria and security forces are under orders to constantly monitor and respond to any threats, Sudani said. He pledged "full support" for Kurdistan Region (Peshmerga) border units.

"Any attempt to undermine security along the shared borders must be dealt with firmly," he said.

Sudani urged Syrian authorities to "ensure full control over prisons and prevent the escape of terrorist or criminal elements," stressing the need for regional and international countries to support stability in Syria.

Border security cooperation with Peshmerga

Defense Ministry spokesman Major General Tahsin al-Khafaji told Rudaw in a statement that close cooperation between the Kurdish Peshmerga and the Iraqi security agencies have ensured border security since ISIS was territorially defeated in Iraq in 2017.

Since then, "Iraq has worked on developing a strategic plan for border control," Khafaji said.

"All [unofficial] crossings will be closed soon, as the Iraqi government, in cooperation with the Kurdistan Regional Government, is working to install concrete barriers," he said. "Work is continuing to complete them, and very little remains before all crossings are fully closed."

Iraq has not had "any security breaches along our borders from 2024 until this very moment, despite the complex situation in Syria," he said.

Security forces have arrested and killed ISIS members in remote areas including through airstrikes last year that killed 80 militants hiding in rugged, hard-to-reach areas, he said.

"Our priority is to prevent any threat to our country and the rights of our people," he maintained.

Le Monde **Hélène Sallon**
22 janvier 2026

Syrie : dans Kobané assiégée, les Kurdes se préparent à défendre le Rojava

Depuis deux semaines, le nouveau pouvoir syrien a lancé une offensive pour étendre son autorité sur les territoires administrés par les forces kurdes à Alep, puis dans le Nord-Est. Les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, ont appelé à la mobilisation générale pour défendre la ville.

Fugace, un sourire illumine le visage de Nishtiman Haji Murad, puis s'efface, laissant apparaître des traits tirés. L'enchantement à la vue des flocons de neige est de courte durée. Le manteau blanc qui a recouvert Kobané, jeudi 22 janvier, n'est pas de bon augure pour la ville kurde du nord-est de la Syrie, encerclée par les forces gouvernementales syriennes. *« Kobané est sous siège. Personne ne peut entrer en ville – ni les civils ni les organisations humanitaires – depuis plusieurs jours »*, témoigne, dans un appel vidéo, la journaliste de 36 ans, membre de Voix des femmes sans frontières.

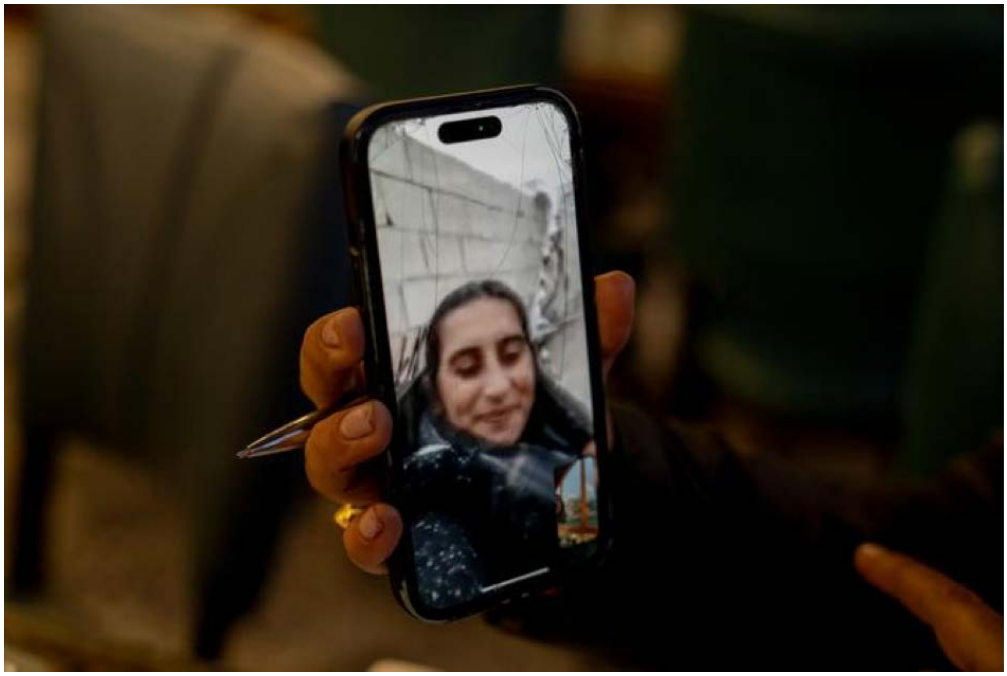
Il n'y a plus d'électricité ni d'eau. Les forces kurdes accusent les autorités de Damas d'avoir coupé l'approvisionnement en eau de la ville de façon délibérée. Le ministère de l'information syrien dément. Internet est coupé depuis mercredi. La situation est désespérée pour des milliers de villageois qui ont afflué en ville lorsque les forces kurdes ont été contraintes de se retirer des environs de Kobané, comme Nishtiman Haji Murad. *« Notre situation est bien meilleure que de nombreuses familles. On loge dans la petite maison de ma tante avec ma sœur, mon cousin et leurs enfants. Des familles vivent dans la rue, sous des tentes*, poursuit la journaliste. *Kobané, qui a affronté* [l'organisation] *Etat islamique* [EI] *et libéré le reste du monde du danger, est désormais seule. »*

En 2015, les forces kurdes avaient remporté leur première victoire contre le groupe djihadiste à Kobané, avant de défaire, quatre ans plus tard, le califat autoproclamé par l'EI sur la Syrie, avec l'aide de la coalition internationale. Depuis deux semaines, le nouveau pouvoir syrien a lancé une offensive pour étendre son autorité sur les territoires administrés par les forces kurdes à Alep, puis dans le Nord-Est syrien. Mardi soir, les autorités de Damas ont décrété un cessez-le-feu de quatre jours – globalement respecté – avec les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), le temps de finaliser un accord pour l'intégration des Kurdes au sein de l'Etat syrien.

« Mêmes méthodes que l'EI »

Kobané est entrée en résistance. Les FDS ont appelé à la mobilisation générale pour défendre la ville et les autres territoires kurdes dont elle se trouve désormais séparée géographiquement. *« On*

veut un véritable accord sinon nous nous battrons jusqu'à la fin. Nous voulons une vie digne dans notre pays. Des plus jeunes aux plus vieux, tous les habitants sont mobilisés. On ne va pas s'intégrer à des meurtriers », assène Nesrine Abdallah. La commandante en chef des Unités de protection de la femme, les unités de combattantes kurdes des FDS, a indiqué, à Kobané, que les renforts kurdes ne peuvent accéder à la ville.



Nishtiman Haji Murad, 36 ans, journaliste membre de l'association Voix des femmes sans frontières et habitante de Kobané, jointe en vidéo par téléphone par « Le Monde » alors que la ville est assiégée, en Syrie, le 22 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Huit cents combattants kurdes assiégés dans la prison Al-Aqtan, à Rakka, par les forces gouvernementales, sont cependant en cours de transfert vers Kobané, dans le cadre d'une médiation internationale. *« Des membres de Daech* [acronyme arabe de l'EI] *sont parmi les mercenaires qui nous encerclent. La Turquie leur a donné des armes lourdes et sophistiquées* (…). *Ils utilisent les mêmes méthodes que l'Etat islamique »*, poursuit-elle, accusant l'armée syrienne de menacer de vendre les combattantes kurdes capturées.

« Il y a beaucoup de peur et de propagande. La plupart des gens dans la ville sont armés et se préparent à la défendre. Les non-combattants ont peur que la ville soit bombardée. Ils ont déjà vécu la guerre et le siège en 2015. L'histoire se répète », témoigne Mamo Jan (un pseudonyme), un journaliste de 25 ans, de Kobané. A 300 kilomètres plus à l'est, à Kamechliyé, la population se prépare, elle aussi. *« L'adhésion et le moral sont sans faille, car, face à une menace existentielle, rien ne nous fera reculer. Nous nous battrons de toutes nos forces pour protéger nos familles et notre peuple*, écrit Bêrirvan, qui ne donne que son prénom. *Choisir la guerre est une décision extrêmement difficile* (…), *mais rester simple spectateur – tandis que d'autres, en qui l'on n'a pas confiance, décident du sort de notre peuple – est encore pire. »*

Les Kurdes syriens invoquent les massacres perpétrés contre la minorité alaouite sur la côte, en mars 2025, et la communauté druze de Souweïda, en juillet 2025, par des membres des forces de sécurité syriennes et des civils en armes. *« La population de Kobané a peur de subir le même sort si Kobané est défaite. Il y a tant de gens dans l'armée qui sont avec l'EI. L'EI gouverne la Syrie maintenant. Nous ne leur faisons pas confiance »*, dit Mme Haji Murad. Cela explique, selon Mamo Jan, que *« les gens ne veulent pas que les autorités syriennes entrent dans les villes kurdes. Ils veulent que des autorités locales kurdes sécurisent et administrent les zones kurdes ».*

« Trump nous a trahis »

« En tant que femme ayant vécu la révolution, je ne crois pas pouvoir vivre sous ce régime », ajoute Bêrivan. A ses yeux, le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, ancien chef djihadiste au sein d'Al-Qaida, demeure un *« terroriste »*. *« Pour les femmes, la situation sera particulièrement dramatique. Si cette voie persiste, nous risquons de devenir un nouvel Afghanistan. Depuis quatorze ans, nous luttons pour les droits des femmes et pour leur participation active à la société »*, affirme la jeune femme.

Le soutien apporté par Washington et la communauté internationale au président Al-Charaa dans son projet d'étendre son autorité sur les territoires autonomes kurdes est vécu comme une trahison. *« Donald Trump nous a trahis. Les Américains n'ont pas mérité notre confiance »*, assène Mme Haji Murad. La commandante Abdallah avertit que la conséquence sera *« le chaos et les meurtres. Si les FDS échouent, c'est toute la Syrie qui échouera ».* Elle appelle à un cessez-le-feu permanent, au retrait des forces gouvernementales des régions kurdes et à la négociation d'un accord avec Damas plus respectueux des revendications kurdes.

« Si Kobané tombe, c'est la fin du Rojava », affirme Mme Haji Murad. Le projet d'autonomie kurde dans le Nord-Est syrien est l'*« œuvre de* [leur] *vie ». « Nous nous sommes consacrés à ce rêve, travaillant jour et nuit pendant quatorze ans, simplement pour assurer notre existence*, conclut Bêrivan. *Je crois qu'il sera très difficile d'y mettre fin.* (…) *C'est plus qu'un projet national ; c'est le chemin qui nous a appris le sens de la liberté. »*

Le Monde

Hélène Sallon
22 janvier 2026

En Syrie, la situation intenable de la prison d'Al-Hol, devenue un minicalifat de l'EI

Depuis le retrait des gardes kurdes du camp de détention d'Al-Hol, où se trouvent plusieurs milliers de djihadistes et leurs familles, la sécurisation du camp est devenue un enjeu majeur du pouvoir syrien.

Massés derrière le grillage qui enclôt l'« annexe », le quartier sécurisé réservé aux femmes et aux enfants de djihadistes étrangers dans le camp de détention d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, des garçons originaires d'Asie centrale racontent, aux gardes dépêchés par le ministère de l'intérieur syrien, leur quotidien depuis sept ans sous la garde des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes). Ceux qui ont plus de 12 ans ont vécu cachés pour ne pas être emmenés dans un centre de détention réservé aux adolescents à Kamechliyé.

« Je veux partir d'ici et trouver un emploi, pour vivre, en Syrie. Je ne connais que la Syrie. Si je rentre dans mon pays, l'armée va m'emmener », dit Abdallah, un Tadjik de 13 ans, qui n'a donné que son prénom. Il est sans nouvelles de son père depuis la bataille de Baghouz, le dernier bastion de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, repris par les FDS avec le soutien de la coalition internationale anti-EI en 2019. Comme des dizaines de milliers d'autres femmes et enfants de djihadistes, lui avait été amené par les forces kurdes, avec sa mère, ses frères et sœurs, au camp d'Al-Hol.

Des enfants s'amusent à passer à travers un trou percé dans le grillage, sous l'œil impassible des gardes. *« Cela fait deux jours que le trou est là »*, informe l'un d'eux. Ils disent ne pas savoir si certains l'ont emprunté pour fuir. Des rumeurs, qui n'ont pu être vérifiées, font état d'évasions du camp d'Al-Hol après le retrait des gardes kurdes, mardi 20 janvier dans l'après-midi. Les FDS ont annoncé avoir été *« contraintes de se retirer »* pour défendre leurs régions menacées par l'armée syrienne. Les forces gouvernementales ont commencé à se déployer autour du camp, le soir, après s'être emparées de cette région désertique de la province de Hassaké.

Quarante-deux nationalités

La sécurisation du camp est un enjeu pour les nouvelles autorités syriennes, qui se disent prêtes à reprendre le contrôle de la vingtaine de camps et de prisons que les FDS géraient, avec l'appui de la coalition internationale. En vertu d'un accord avec les Kurdes, l'armée s'était déployée lundi dans de vastes parties de la région autonome kurde du Nord-Est syrien, dont les FDS se sont retirées. L'accord prévoit que l'Etat syrien devienne *« responsable »* des prisonniers de l'EI et que l'administration kurde chargée de ce dossier soit *« intégrée aux institutions étatiques »*.

Le camp d'Al-Hol est devenu un minicalifat où l'EI poursuit son endoctrinement. Il abrite 24 000 personnes, dont 15 000 Syriens et environ 6 300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités. Parmi eux figurent des Français et d'autres Occidentaux, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier. Le camp de Roj, où se trouvent la plupart des familles françaises, est toujours sous contrôle kurde. Neuf mille djihadistes sont également répartis dans une vingtaine de prisons, dont certaines se trouvent dans les territoires repris par l'armée syrienne.

Depuis des années, les experts dénoncent une situation intenable dans ces lieux de détention provisoires où les djihadistes et leurs familles sont laissés sans procès ni perspectives. La bataille qui oppose les FDS aux nouvelles autorités de Damas fait craindre que ne se matérialise un scénario catastrophe : des évasions massives de prisonniers, récupérés par les cellules de l'EI qui, fortes de plusieurs milliers de combattants en Syrie, mènent des attaques contre le nouveau pouvoir. L'évasion de 120 membres de l'EI a déjà été signalée à la prison d'Al-Kam Al-Sini, en lisière d'Al-Chaddadeh. Le ministère de l'intérieur syrien a dit avoir réussi à *« arrêter 81 fugitifs »*.

« On veut juste sortir d'ici »

Mardi, l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, estimait le nouveau pouvoir syrien capable de contrôler les centres de détention établis par les Kurdes. Ce constat ne semble pas partagé par le commandement militaire américain pour le Proche-Orient, le Centcom. Ce dernier a annoncé, mercredi, le début d'opérations pour transférer de la Syrie vers l'Irak jusqu'à 7 000 prisonniers de l'EI, afin de *« garantir que les terroristes restent dans des prisons sécurisées »*. *« Les forces américaines ont transporté avec succès 150 combattants de l'EI détenus dans une prison de Hassaké, en Syrie, vers un lieu sûr en Irak. Au total, jusqu'à 7 000 prisonniers du groupe EI pourraient être transférés de Syrie vers des structures contrôlées par l'Irak »*, a écrit le Centcom, dans un communiqué publié sur le réseau social X.

Dans le camp d'Al-Hol, les familles s'interrogent sur le sort qui les attend. Depuis le retrait des forces kurdes, elles sont livrées à elles-mêmes. Mercredi, les autorités syriennes n'avaient pas encore envoyé d'équipes pour administrer le camp. Les organisations humanitaires ne sont pas venues depuis trois jours. *« Depuis deux jours, il n'y a que des cigarettes, du thé et de l'eau. Les enfants n'en peuvent plus »*, dit Hazem Al-Joubouri, un Irakien de 45 ans, originaire de Mossoul. Les entrepôts du camp ont été pillés et certains incendiés.

« Combien de temps va durer cette situation ? Nous ne savons pas si nous sommes sous le contrôle des FDS ou d'Al-Joulani [nom de guerre d'Ahmed Al-Charaa, président de transition syrien]. *Nous sommes prisonniers »*, dit une Syrienne originaire d'Atareb, dans la province d'Alep, qui refuse de donner son nom. Certaines femmes redoutent l'entrée des soldats syriens dans le camp. *« On a vécu la torture et les mauvais traitements sous les FDS. On ne veut pas savoir qui va gérer le camp. On veut juste sortir d'ici »*, demande une Syrienne originaire de Homs.

Le Monde 22 janvier 2026

Syrie : les forces kurdes quittent une prison du nord du pays après un accord avec Damas

Le transfert de membres présumés de l'organisation Etat islamique a débuté « après cinq jours de négociation avec l'Etat syrien », selon la télévision d'Etat. Quelque 800 combattants doivent quitter le site en vertu d'une médiation internationale.

La Syrie a annoncé, vendredi 23 janvier, que les forces kurdes quittaient une prison du nord du pays où elles gardaient jusque-là des membres présumés de l'organisation djihadiste Etat islamique (EI). La minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est de la Syrie, le Rojava, après avoir défait l'EI avec l'aide de la coalition internationale antijihadiste, a connu récemment un important revers face à un pouvoir central soucieux de l'unité du pays.

Dans une offensive éclair menée avec l'assentiment manifeste de Washington et le soutien de la Turquie, les nouvelles autorités syriennes dirigées par Ahmed Al-Charaa ont repris par la force des territoires administrés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde.

Dimanche, le président syrien avait annoncé un accord de cessez-le-feu avec les forces kurdes. Il comprend l'intégration de leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, la remise immédiate au gouvernement des provinces sous contrôle kurde de Deir ez-Zor et Rakka, et la prise en charge par Damas des prisonniers de l'EI et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes.

Un journaliste de l'Agence France-Presse à Rakka a vu des bus et des voitures quitter la prison d'Al-Aqtan dans la nuit de jeudi à vendredi, escortés par des véhicules du gouvernement. Ce transfert a débuté *« après cinq jours de négociations avec l'Etat syrien »*, selon la télévision d'Etat. Ces soldats doivent rejoindre la ville de Kobané, dans la province d'Alep à la frontière avec la Turquie, selon la même source.

« Eviter une escalade militaire »

Il s'agit de *« la première étape »* de l'accord de cessez-le-feu, d'après l'armée, citée par l'agence d'Etat SANA. *« Le ministère de l'intérieur va prendre le contrôle de l'administration de la prison »*, de même source. Quelque 800 combattants doivent quitter le site en vertu d'une *« médiation internationale visant à éviter une escalade militaire »*, a indiqué une source gouvernementale à ce média.

Lundi, l'Observatoire syrien des droits de l'homme avait fait état d'affrontements entre les forces du gouvernement et les FDS au niveau d'Al-Aqtan. Mercredi, Washington avait annoncé mener des opérations pour transférer près de 7 000 prisonniers de l'EI de la Syrie vers l'Irak.

Le Monde 22 janvier 2026

Les Etats-Unis vont déplacer 7 000 prisonniers de l'EI de la Syrie vers l'Irak

Compte tenu de la fragilité des camps syriens et de la menace d'évasions, les Etats-Unis accélèrent le transfert de prisonniers de l'organisation Etat islamique en étroite coordination avec l'Irak et leurs partenaires régionaux.

Le chaos et les incertitudes provoqués par les affrontements entre l'armée syrienne et les forces kurdes menaçant l'étanchéité des camps de prisonniers du groupe Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, les Etats-Unis ont lancé des opérations visant à transférer jusqu'à 7 000 prisonniers de l'EI de la Syrie vers l'Irak voisin.

« Les forces américaines ont transporté avec succès 150 combattants de l'EI détenus dans une prison d'Hassaké, en Syrie, vers un lieu sûr en Irak. Au total, jusqu'à 7 000 prisonniers du groupe EI pourraient être transférés de Syrie vers des structures contrôlées par l'Irak », a écrit le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom, dans un communiqué publié sur le réseau social X, mercredi 21 janvier.

Le pouvoir syrien, qui compte étendre son autorité sur l'ensemble du pays, a annoncé mardi soir un cessez-le-feu avec les forces kurdes, mais

les a accusées mercredi de l'avoir violé.

Un transfert sous haute tension dans un contexte instable

« Œuvrer au transfert ordonné et sécurisé des prisonniers du groupe EI est essentiel pour éviter des évasions qui constitueraient une menace directe pour les Etats-Unis et la sécurité régionale, a expliqué l'amiral Brad Cooper, à la tête du commandement américain. *Nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires régionaux, dont le gouvernement irakien. »*

Mardi, l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé que *« la mission initiale »* des FDS, la lutte contre les djihadistes ayant rejoint l'EI par milliers pendant le conflit, était terminée et que le nouveau pouvoir syrien était désormais capable de contrôler les centres de détention établis par les Kurdes.

En conférence de presse ensuite, le président américain, Donald Trump, a déclaré qu'il *« aimait les Kurdes »* mais a surtout couvert d'éloges son nouvel allié, le président Ahmed Al-Charaa, qu'il a dit soutenir dans son offensive.

Des milliers d'anciens combattants de l'EI, ainsi que des dizaines de milliers de femmes et d'enfants, selon les estimations, sont répartis dans une vingtaine de prisons et de camps. Le plus grand camp de détention, Al-Hol, abrite quelque 24 000 personnes, dont 15 000 Syriens et environ 6 300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités. Parmi eux figurent des Français et d'autres Occidentaux, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier.

Les Syriens et les Irakiens vivent dans le camp principal, tandis que les étrangers sont détenus dans une *« annexe »* isolée, sous haute sécurité. Les forces kurdes contrôlent toujours Roj, un camp plus petit situé près de la frontière turque.

Le Monde **22 janvier 2026**

Une manifestation de la communauté kurde, prévue samedi à Marseille, interdite après des incidents

Les autorités justifient cette décision par les « troubles » qui ont émaillé des manifestations au cours de la semaine. Cette mobilisation intervient au moment où les tensions grandissent entre la communauté kurde en Syrie et le pouvoir de Damas.

Les autorités ont interdit, vendredi 23 janvier, une nouvelle manifestation de la communauté kurde prévue samedi à Marseille, après plusieurs mobilisations similaires émaillées de *« troubles à l'ordre public »*.

Jeudi, environ 2 500 membres de la communauté kurde ont manifesté dans le centre de Marseille. La préfecture a signalé des échauffourées au cours desquelles les forces de l'ordre ont été la cible de jets de projectiles et de tirs de mortiers d'artifice, qui ont fait dix blessés légers dans leurs rangs. Des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP) ont vu des motos calcinées, des arrêts de bus et de tramway aux vitres pulvérisées.

Une nouvelle manifestation kurde qui devait se tenir samedi en début d'après-midi dans le quartier touristique de la Canebière et du Vieux-Port est interdite, selon un arrêté de la préfète de police déléguée, Corinne Simon.

Outre les incidents de jeudi, Mme Simon cite pour justifier cette décision une *« manifestation non déclarée »* à Marignane mardi qui avait *« engendré d'importants troubles à l'ordre public »* et fait neuf blessés parmi les forces de l'ordre. Ce même mardi à Marseille, une vingtaine de personnes issues de la communauté kurde avaient pénétré *« sans autorisation »* dans les locaux de France 3, *« causant ainsi d'importants troubles. »*

« Nous ne lâchons pas les Kurdes »

« Si la liberté de manifester est un droit fondamental protégé par la République, de tels troubles à l'ordre public ne peuvent être tolérés », a déclaré de son côté le préfet des Bouches-du-Rhône, Jacques Witkowski, indiquant dans un communiqué qu'un *« dispositif de maintien de l'ordre »* sera déployé pour s'assurer que l'interdiction de manifester samedi sera bien respectée.

Ces manifestations interviennent au moment où les tensions grandissent entre la communauté kurde en Syrie, qui dispose de ses propres forces et d'une région autonome dans le nord-est syrien, et le pouvoir de Damas, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays morcelé par la guerre.

« Nous ne lâchons pas les Kurdes, nous savons ce que nous leur devons. Ce sont nos frères d'armes », a déclaré jeudi le Quai d'Orsay, en allusion au rôle essentiel joué par les forces kurdes, aux côtés de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

euronews.

22 janvier 2026

Un journaliste français détenu lors d'un rassemblement pro-kurde à Istanbul a été libéré

Raphaël Boukandoura, qui travaille pour des publications françaises telles que Libération et Courrier International, a été arrêté lundi lors d'une manifestation contre une opération militaire visant des combattants kurdes dans le nord de la Syrie.

Un journaliste français arrêté alors qu'il couvrait une manifestation pro-kurde à Istanbul a été libéré sans inculpation, a déclaré mercredi son avocat.

Raphaël Boukandoura, qui travaille pour des publications françaises telles que Libération et Courrier International, a été arrêté lundi lors d'une manifestation contre une opération militaire visant des combattants kurdes dans le nord de la Syrie.

Pro-Kurdish Peoples› Equality and Democracy Party supporters clash with Turkish police in Nusaybin, 20 January, 2026

Âgé de 35 ans, Boukandoura réside légalement en Turquie depuis au moins dix ans et détient une carte de presse officielle.

Il a été transféré dans un centre de détention pour migrants, a déclaré son avocate, Emine Ozhasar.

Interrogée sur la possibilité d'une expulsion du journaliste français, elle a répondu : « C'est une possibilité », précisant qu'aucune décision n'avait encore été prise.

Son arrestation a suscité des appels à sa libération de la part d'organisations de défense des droits humains et du gouvernement français.

Dans une déclaration à l'agence de presse AFP mardi, le ministère français des Affaires étrangères a déclaré qu'il espérait que Boukandoura serait « libéré le plus rapidement possible ». Ses diplomates en Turquie « suivaient de près la situation », a-t-il ajouté.

Lors de la manifestation, organisée par le parti pro-kurde DEM, les responsables du parti ont appelé à « l'arrêt immédiat des attaques » et à la protection des civils dans le nord-est de la Syrie.

La police a dispersé le rassemblement et arrêté 10 personnes, dont Boukandoura.

Related

Hakan Fidan : «Israël et les combattants kurdes doivent cesser de déstabiliser la Syrie»

Une arrestation « inacceptable »

Il y a deux semaines, les forces gouvernementales syriennes ont lancé une offensive contre les forces kurdes, une opération saluée publiquement par la Turquie, malgré ses propres efforts pour poursuivre un processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), déclaré illégal.

Selon l'organisation de défense des droits humains MLSA, Boukandoura a déclaré à la police qu'il était présent uniquement en tant que journaliste, pour couvrir la manifestation pour le quotidien français Libération.

La police l'a interrogé sur les slogans qui auraient été scandés pendant la manifestation, mais il leur a répondu qu'il n'avait rien scandé et qu'il était seulement là pour faire un reportage, a déclaré le MLSA.

Le rapporteur du Parlement européen pour la Turquie, Nacho Sanchez Amor, a déclaré qu'il suivait « avec inquiétude » le cas du journaliste, qui « risque désormais l'expulsion » alors qu'il est basé en Turquie depuis 2015.

« Le journalisme indépendant est vraiment un métier dangereux en #Turquie, tant pour les locaux que pour les étrangers », a-t-il écrit sur X.

Erol Onderoglu, du groupe de défense des droits des médias Reporters sans frontières (RSF), basé à Paris, a déclaré que le fait qu'un journaliste français soit menacé d'expulsion pour avoir fait son travail était « inacceptable ».

« Cela vise à intimider les journalistes qui couvrent les manifestations pro-kurdes en Turquie », a-t-il déclaré à l'AFP.

Libération, ainsi que Courrier International, Mediapart et Ouest-France, d'autres médias qui ont publié les travaux de Boukandoura, ont tous publié des communiqués appelant à sa libération immédiate.

HAARETZ

Akil Marceau,
January 22, 2026

Downfall of the Ayatollahs: How Iran's Kurds Are Crucial to Taking Down the Regime

Neither the Shah's son Reza Pahlavi nor the Mojahedin-led opposition enjoy meaningful influence inside Iran – unlike the Kurds. Any real and credible alternative to the rule of the Mullahs in Tehran will have to pass through Kurdistan and its political movement.



Credit: Khalid Al-Mousily / Reuters

More than 5,000 people have been killed in protests against the ruling regime in Iran, according to human rights groups, and even state officials themselves have put out similar numbers. The heaviest clashes, and highest number of deaths, were recorded in the Kurdish-majority areas of western Iran.

Given that Iran holds the grim world record for executions in 2025, it is reasonable to fear that the worst is yet to come. And despite U.S. President Donald Trump's last-minute decision to stand back from military action because Tehran's leaders assured him, through his envoy Steve Witkoff, that 800 scheduled executions had been canceled, the spokesperson for Iran's judiciary announced that those executions may still go ahead.

The protests, and the brutal repression, cap nearly five decades of Iranian suffering during which the rest of the world has remained largely indifferent, if not complicit. Now, when popular Iranian anger openly confronts the entirety of the obscurantist regime, a critical factor in the potential downfall of the ayatollahs will be Iran's Kurds.

"May the offender's left arm be paralyzed!" – an expression of Iranian dark humor - is uttered in an ironically reproachful tone, even when a friend simply arrives late to an appointment. The right arm of Iran's Supreme Leader, Ali Khamenei, has in fact been paralyzed since a failed assassination attempt against him in 1981. Today, through indirect, humorous allusions; instead, it's the "left arm of the Leader."

Under both the former Shah's regime and the Islamist government that succeeded it, the Kurds have known only repression; all demands for political rights and autonomy have been crushed in blood. And yet within Iran, they possess a particularly strong historical legitimacy, as an essential component of Iranian history since antiquity – and of its future, too.

Kurdish nationalist narratives claim descent from the ancient Medes, the region's pre-Islamic inhabitants who are cited in the Book of Esther. The text draws a clear line between the Medes and the other peoples of Persia.

In the 2022 uprising that followed the killing of Jina Mahsa Amini by Iran's "morality police," Iranian Kurdistan once more became the focal point of anti-regime anger. the feminist slogan forged by Kurdish women fighters in Syria - "Women, Life, Freedom" - soon became a nationwide chant and the name of a movement.

Kurds in Iran constitute a majority in the provinces of West Azerbaijan, Kermanshah, Ilam and the province officially named "Kurdistan." All are located in the mountainous western part of the country and border other Kurdish regions in Turkey and Iraq. Moreover, it was in Iranian Kurdistan that the first "Kurdish Republic" emerged in the context of World War II.

Although short-lived, this republic left a profound imprint on Kurdish collective memory throughout the Middle East. It was also during this period that the first modern Kurdish political organization was founded: the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI). Two other Kurdish political parties exist: the Kurdistan Free Life Party (PJAK) and Komala. All three are allied, secular, armed and possess genuine grassroots support within the country.

The mountainous region, which constitutes a natural stronghold, plus their long experience in armed struggle and a population exceeding 10 million, make the Kurds an indispensable actor in any future settlement in Iran.

By contrast, and more broadly within the political landscape of opposition to the regime, neither the Shah's son Reza Pahlavi, who lives in exile in the United States, nor the People's Mojahedin Organization of Iran enjoy meaningful influence inside the country. The Mojahedin once maintained rear bases in Saddam Hussein's Iraq, a predominantly Shi'ite country; they were expelled following the overthrow of the Iraqi dictator

and the rise to power in Baghdad of a pro-Iranian government

Any real and credible alternative to the rule of the Mullahs in Tehran necessarily passes through Kurdistan and the support of its political movements.

Geography has always been a major driver of Kurdish vulnerability and injustice, but it has also served as a catalyst for the dynamism of the Kurdish question in the Middle East. Politicized by lived injustice and repression, the Kurds have consistently organized themselves into political parties, perpetually seeking the opportune moment to overthrow the prevailing repressive apparatus and status quo.

Today, they are established as a major actor, decisive in the ongoing geopolitical transformations.

Unsurprisingly, the Kurds are not among those who will mourn the collapse of the existing order. Numbering more than 40 million and spread across Turkey, Iran, Iraq and Syria, they form the largest stateless nation in the world. Their rights have repeatedly been traded away in the name of the realpolitik of regional states, and their alliance with the United States has proved been a double-edged sword.

While the Trump administration is redefining the rules of the game and reshaping the map of Latin America, this task is being undertaken (sometimes alone, sometimes in tandem) in the Middle East by its closest regional ally, Prime Minister Benjamin Netanyahu. Netanyahu had promised as much in the aftermath of the October 7, 2023 attacks. Critics of the Trump-Netanyahu duo, especially in the Arab-Muslim world, denounce what they portray as a Zionist-imperialist agenda. Yet Erdogan's Islamist Turkey and the Iran of the Mullahs



Young women walk next to an anti-U.S. mural in Tehran in the beginning of January. Credit: Majid Asgaripour /WANA via Reuters

are pursuing the same imperial ambitions.

Turkey, exploiting and exacerbating the prevailing chaos, has in recent years established military bases in Libya, Sudan and Somalia, and has effectively taken control of Syria by installing an Islamist regime with a jihadist and terrorist past.

Iran, which until recently was a major actor on the Middle Eastern stage, has suffered a series of setbacks. Its military infrastructure has been severely damaged by American-Israeli strikes. One by one, it has lost its leverage in Syria following the fall of the Assad regime. As for its allies – the Houthi movement in Yemen, Hezbollah in Lebanon and Hamas in Gaza – they have been profoundly weakened by targeted Israeli strikes. Only Iraq remains within the Iranian sphere, and even that is tenuous.

These external military and strategic defeats, combined with a deep economic crisis caused by severe U.S. sanctions, and compounded by the legitimate anger of a population battered by repression and poverty, make it far from difficult to anticipate the imminent collapse of the regime.

Oppressed, wounded and humiliated populations cannot be faulted for seeking help from external powers against their oppressors, even if that means turning to the "Great Satan," as official Iranian rhetoric labels the United States.

U.S. betrayals

Americans, regional powers and above all, the peoples of Iran, stand to gain from the fall of this dictatorship. Yet the region's history also teaches that lessons must be drawn from such alliances, especially in the Kurdish case, which serves as a veritable laboratory, a textbook example.

The United States betrayed the Kurds in Iraq in the 1970s and is in the process of doing so again in Syria. The most recent events in Aleppo are the latest example. In this predominantly Kurdish northwest of the country the Kurds are being abandoned to the jihadist militias that took power in Damascus and are supported by Turkey.

This is tantamount to transferring tens of thousands of ISIS-affiliated militants and their families from Kurdish-controlled prisons into the hands of the new Damascus authorities – essentially a fusion of Al-Qaeda and ISIS. In these circumstances, any expressions of support for the Kurds, especially from the likes of Lindsey Graham, are at best nothing more than smoke and mirrors.

From the perspective of Trump's America – which, having coveted Venezuelan oil, now eyes the Persian Gulf and from the standpoint of the Iranian opposition – Iran's Kurds must insist on a federal region in any future Iran, backed by strong, enforceable guarantees. They must bargain hard, following the transactional logic that defines Trumpism. Values and principles grounded in the rule of law are increasingly giving way to the most ruthless cynicism in international relations.

Kurds in the diaspora, just as those in the Middle East, are deeply angered by the American response to the latest in Syria. In this same transactional, often surreal and erratic Trumpian logic, they should demand F-35 fighter jets as part of any alliance that aims to achieve regime change in Iran. If the Americans do not yield to these demands, they then get to impose a 90-percent tariff on all American products within a future Iranian Federal Democratic Republic (Humor is still permissible even in the darkest of times.)

More seriously, Iran – which has preserved an archaic form of its former empire, characterized by deep ethnic and linguistic diversity – could, through a long-term strategic vision, modernize itself and provide a federal structure to its diverse peoples.

In the Indo-Persian game of chess, the rules are simple: Without new strategic thinking, and after the loss of the key pieces – the outcome is checkmate. Former Revolutionary Guards' Quds Force commander Qassem Soleimani was assassinated in 2020; Hassan Nasrallah, the long-time Hezbollah leader, killed in 2024. And Hamas' political leader Ismail Haniyeh, was killed later that year. As Trump declared in an interview with Politico on Saturday: "It's time to look for new leadership in Iran."

Le Monde

Sophia Mahroug
22 janvier 2026

« En Iran, les gardiens de la révolution assurent à la fois le maintien des principes de la République islamique et celui d'un système népotique »

Le changement de régime en Iran passera par les gardiens de la révolution, principaux acteurs du système sécuritaire, de la bureaucratie et de l'économie en Iran. Ils pourraient vouloir infléchir l'élection de celui qui succédera au Guide suprême, Ali Khamenei, analyse l'historienne Sophia Mahroug dans une tribune au « Monde ».

Alors que les manifestants en Iran vivent à huis clos une répression encore plus meurtrière que celle de l'automne 2022 *[lors du mouvement Femme, vie, liberté]*, l'obstination de certains journalistes, experts et militants à prédire le prochain « changement de régime » (*regime change*) se heurte à un écueil : si les mouvements sociaux jouent un rôle décisif dans la plupart des ruptures politiques, celles-ci ne peuvent être anticipées sans saisir les dynamiques internes de l'appareil d'Etat, de sa sociologie et de ses transformations.

D'une part, parce qu'un mouvement social peut difficilement précipiter la chute d'un régime autoritaire sans une intervention étrangère ou sans la défection, à tout le moins, d'une partie de l'appareil militaire et sécuritaire. De l'autre, parce que tout épisode révolutionnaire s'accompagne de luttes violentes pour contrôler un nouvel ordre politique fragile, à l'instar de l'exemple syrien depuis décembre 2024.

Dépasser une lecture désincarnée du régime iranien, qui n'est pas seulement celui des mollahs, permettrait de saisir la complexité de l'appareil d'Etat, dont les gardiens de la révolution sont les figures de proue. Formée par le Guide suprême Ruhollah Khomeyni à partir d'une constellation de milices révolutionnaires en avril 1979, cette légion se distingue d'une armée de métier par sa mission idéologique. Celle-ci consiste à défendre l'autorité politique de dernière instance détenue par le délégué de Dieu sur terre – la « guidance du juriste » (*velayat-e faqih*) –, incarnée par le Guide suprême Ali Khamenei depuis 1989.

Intérêts personnels

Si les gardiens de la révolution demeurent institutionnellement sous la houlette du Guide, plusieurs spécialistes observent aujourd'hui une autre dynamique à l'intérieur : la remise en cause de l'autorité religieuse dans les affaires politiques, au profit d'un appareil d'Etat répressif mais maintenu par des gardiens d'une nouvelle génération, qui n'ont connu ni la révolution (1978-1979) ni la guerre Iran-Irak (1980-1988) pour la plupart.

A l'échelle nationale et provinciale, les gardiens de la révolution sont devenus les principaux acteurs du système sécuritaire, de la bureaucratie et de l'économie en Iran. Mus davantage par des intérêts personnels et ploutocratiques que par une ferveur sans faille pour le Guide, les gardiens sont progressivement parvenus, depuis les années 2000, à étendre leur mainmise dans différents domaines.

Le monopole des gardiens sur la bureaucratie, renforcé en 2021 avec le soutien du président Ebrahim Raïssi (2021-2024), leur permet de contrôler aussi bien les municipalités, la police, le renseignement et le trafic d'armes que les différentes politiques publiques en matière de santé, d'éducation et de logement.

Favorisé par une politique de libéralisation économique dans les années 1990 sous le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani (1989-1997), le système des *bonyadan* – sociétés semi-privées développées dans les années 1980 et rachetées par les gardiens de la révolution à la faveur d'exemptions fiscales – a favorisé la mainmise des gardiens sur les secteurs-clés de l'économie du pays tels que le BTP, l'immobilier, les banques, les assurances, l'industrie pétrochimique, la défense, le cyber et les télécommunications.

A la politique intérieure s'ajoute également une forte expérience des gardiens en matière de diplomatie parallèle dans le jeu des relations internationales, grâce au déploiement de sa Force Al-Qods créée en 1981. L'expérience des gardiens dans les pourparlers secrets fait de cette légion un acteur diplomatique non négligeable dans l'équilibre géopolitique – citons par exemple l'accord tacite formé entre les troupes américaines et celles d'Al-Qods pour faire tomber l'émirat taliban en Afghanistan à la fin des années 1990.

Les réserves d'Israël et des Etats du Golfe à l'égard d'une intervention américaine pourraient illustrer ce difficile calcul. A l'aune des dernières manifestations et d'une intervention militaire américaine latente, la force politique, économique et militaire des gardiens laisserait penser que ceux-ci supplanteraient les instances de la République islamique et l'autorité du Guide.

Caractère fragmenté

Est-ce à dire que les gardiens pourraient renverser le système de la République islamique par un coup d'Etat militaire ? Le caractère fragmenté et éclectique des gardiens de la révolution, traversés par des défections et des trahisons au sein même de la légion – les assassinats ciblés de plusieurs commandants par Israël en juin 2025 grâce à du renseignement humain l'ont prouvé – invalide une telle hypothèse.

Certes, l'allégeance idéologique aux principes de la République islamique (« principistes ») demeure la condition principale à l'existence du corps des gardiens de la révolution. C'est toutefois dans cet imbroglio que réside une incertitude quant à

la transformation de cette corporation d'acteurs : si le corps des gardiens devait être dissous au gré des prochains événements, il sera plus difficile de démanteler l'ensemble de ses monopoles économiques, administratifs et sécuritaires, nombreux et localement ancrés.

Aussi les gardiens de la révolution viseraient-ils davantage à renverser les rapports de force plus subtilement, en infléchissant par exemple l'élection du successeur d'Ali Khamenei au rang de Guide suprême, élu par une Assemblée des experts composés de 88 clercs. Manœuvre politique qui permettrait aux gardiens de conserver leur mainmise sur la police, leur ancrage local comme leurs avantages fiscaux et leurs actifs, obtenus à prix dévalué en raison de l'effondrement monétaire et de la volatilité des prix qui en résulte.

Héritage des idéaux révolutionnaires de 1979, le corps des gardiens de la révolution assure à la fois le maintien des principes de la République islamique et celui d'un système népotique, où les richesses et les intérêts personnels règnent. Sans s'affranchir entièrement de la « guidance du juriste », les gardiens s'appliquent à faire de la République islamique une technocratie autoritaire, dominée par la bureaucratie, les transactions et le contrôle technologique. Loin d'être monolithe, cette légion sera difficilement périssable en raison de la diversité de ses acteurs, quel que soit l'avenir du régime.

Sophia Mahroug est docteure en histoire, spécialiste de l'Iran contemporain et des gardiens de la révolution. Elle est professeure assistante en histoire des relations internationales à Sorbonne Université Abu Dhabi et membre d'IranLab.

Le Monde

Alain Frachon
22 janvier 2026

« La République islamique d'Iran est un régime épuisé, défaite à l'extérieur et sans réponse autre que l'assassinat en masse à l'intérieur »

Miné par la corruption et l'incompétence de ses élites, le pays est-il capable d'évoluer ?, interroge dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Téhéran, hiver 1978-1979, les manifestants scandent : *« Marg bar shah »* – « mort au roi ! » Téhéran, hiver 2025-2026, les manifestants crient : *« Marg bar Khamenei »* – « mort à Khamenei ! » Entre ces deux dates, un demi-siècle de théocratie iranienne débouche sur un désastre.

Abattue par des manifestations monstres, durant toute l'année 1978, la courte dynastie des Pahlavi cède la place, en 1979, à la République islamique d'Iran, aujourd'hui confrontée à la rue. En 1978-1979, les manifestants appelaient au départ du deuxième souverain Pahlavi, Mohammad Reza Pahlavi ; aujourd'hui, ils s'en prennent au chef suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei. Comme il l'a fait à intervalles réguliers depuis 2009, le régime s'est défendu – en tuant. Sa soldatesque a tiré sur la foule des manifestants, elle embastille, mutile et torture les corps. Pour une République islamique aux abois et occupée à sa survie, la répression est devenue un mode de gouvernement.

Les morts se compteraient par milliers. L'ampleur des massacres donne la mesure de la peur qui s'est emparée du pouvoir – et témoigne du courage des Iraniens. Le mouvement de protestation rassemble largement, des plus démunis à la classe moyenne, des zones rurales aux villes. Anciens soutiens du régime et traditionnels critiques sont unis dans la dénonciation d'un échec global : politique, économique et social. Défaite à l'extérieur et sans réponse autre que l'assassinat en masse à l'intérieur, la République islamique d'Iran est un régime épuisé.

Sécheresse, mauvaise gestion, corruption des élites, inflation dépassant 40 %, chômage endémique, rente pétrolière affectée à la défense et à l'expansionnisme à l'étranger, enfin sanctions internationales, tout concourt à une impasse économique et sociale majeure. Constitué au nom des *« opprimés »*, le régime fait face à une population sans cesse plus appauvrie. Les deux piliers, le clergé chiite, d'un côté, et, de l'autre, l'ensemble des gardiens de la révolution – tout à la fois armée et tentaculaire puissance économique –, sont figés dans la défense de leurs intérêts particuliers. Ils ne gouvernent plus que par la répression : plus de 2 000 pendaisons en 2025, un record.

Le bilan en politique extérieure n'est guère plus reluisant. Victime des coups qui lui ont été portés par Israël, « l'axe de la résistance », cet agglomérat de milices entretenues par Téhéran dans le monde arabe, est mal en point. Principal allié arabe de l'Iran, la Syrie de la famille Al-Assad n'est plus. Les finances publiques sont plombées par les ambitions régionales et nucléaires de Téhéran. Pour quel résultat ? Où était la protection du pays lors des douze jours de raids aériens menés par Israël et les Etats-Unis ? Où étaient les grands alliés, la Russie et la Chine, avec lesquels l'Iran a noué des pactes *« stratégiques »* ?

Bain de sang

Dans un pays passé de 38 millions d'habitants en 1979 à plus de 92 millions en 2026 et devenu largement urbain, la défaite de la République islamique d'Iran est aussi culturelle. Le révolutionnarisme antiaméricain et anti-israélien à la sauce islamiste de la propagande officielle, ânonné du soir au matin, ne dit plus grand-

chose à des Iraniens d'abord préoccupés par leur survie matérielle. L'ensemble donne le sentiment d'un système politico-institutionnel qui, s'il ne procède pas à un profond changement structurel, arrive en bout de course.

Mais miné par la corruption et l'incompétence de ses élites, le pays est-il capable d'évoluer ? Ou, comme au lendemain de chacune des périodes d'émeutes qui parsèment son parcours depuis 2009, se contentera-t-il de continuer « comme avant » : corruption-répression – et un bain de sang tous les deux ou trois ans.

Khamenei a peut-être lu *L'Ancien Régime et la Révolution* du grand Tocqueville (1805-1859). L'ayatollah sait qu'une autocratie est menacée dès lors que, tentant de survivre à la colère de ses administrés, elle s'ouvre un peu. Jusqu'à présent, le « système » a exclu les rares présidents, au moins deux d'entre eux, qui se sont efforcés de réformer la République islamique d'Iran de l'intérieur. Aujourd'hui, le binôme clergé-gardiens de la révolution – cette théocratie militarisée – est bloqué : il n'offre aucun avenir à une population jeune et dynamique.

Depuis Washington, Reza, le fils de Mohammad Reza Pahlavi, tente d'incarner la lutte contre le régime. Les grands opposants sont en prison. Sans organisation ni structure sur le terrain, Reza peut-il, sur son seul nom, entretenir et coaliser l'insurrection multiforme de ces derniers jours ? S'ils estiment que leurs immenses intérêts matériels sont menacés, les gardiens peuvent-ils favoriser en leur sein l'émergence d'un *« homme fort »* et mettre à la retraite le Guide Ali Khamenei (86 ans) ? Il s'agirait de protéger le programme nucléaire et l'archipel des secteurs économiques qu'ils contrôlent, de conserver le pays sous leur coupe en le libérant de l'oppression sociétale islamiste. Ce serait l'aboutissement d'une militarisation du régime en cours depuis une vingtaine d'années.

Protecteurs et amis de la République islamique, Xi Jinping et Vladimir Poutine se taisent. Du confortable bureau Ovale de la Maison Blanche, Donald Trump a encouragé les manifestants à descendre dans la rue, leur promettant *« une aide rapide »*. Quand ? Sous quelle forme ? On ne sait pas. On connaît la fibre hypernationaliste du pays, qui fait douter de la pertinence d'une intervention armée extérieure. Il y a eu trop de morts pour qu'on puisse imaginer un retour pur et simple au statu quo antérieur. Mais les Iraniens sont seuls. Et ils font face à un régime d'autant plus cruel qu'il se sent peut-être au crépuscule de son existence.

Le Monde **Zineb Dryef**
22 janvier 2026

Reza Pahlavi dans « Le Monde », de prince héritier en exil à étendard de la contestation en Iran

Le fils de l'ancien chah d'Iran, en exil depuis la révolution islamique de 1979, se présente comme l'homme providentiel du mouvement de protestation réprimé par le pouvoir. Son nom apparaît pour la première fois dans le quotidien le 17 janvier 1979, lorsque sa famille est chassée du pays.

Contraint à l'exil par la révolution islamique de 1979, Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran et de l'impératrice Farah Diba, multiplie depuis le 28 décembre 2025 les appels à la mobilisation contre le régime des mollahs. Des Etats-Unis, où il réside, l'héritier de 65 ans tente de s'imposer comme une figure fédératrice du mouvement de protestation qui secoue aujourd'hui son pays.

« Celui dont le nom est scandé dans les rues de Téhéran, Machhad (nord-est) ou Chiraz (sud), se présente comme l'homme providentiel de l'Iran, capable, dit-il, de diriger le pays une fois débarrassé des mollahs », écrivaient Claire Gatinois et Ghazal Golshiri dans *Le Monde*, le 13 janvier.

C'est le 17 janvier 1979 que son nom apparaît pour la première fois dans le quotidien du soir, lorsque son père, le chah Mohammad Reza Pahlavi, s'exile d'Iran pour l'Egypte. Georges Buis décrit le couple royal quittant Téhéran, *« les larmes aux yeux »*, à bord d'un Boeing 707, et rappelle la cérémonie organisée en 1967 pour consacrer l'élévation au titre de prince héritier de leur fils, Reza Pahlavi, alors âgé de 7 ans.

Symbole de la dynastie

Le jeune homme a vocation à gouverner, comme il le fait entendre les années suivantes. Le 26 septembre 1980, deux mois après la mort de son père, lorsque la guerre Iran-Irak éclate, le journal publie le contenu du télégramme que Reza Pahlavi, depuis Le Caire, envoie au chef d'état-major iranien : *« Je souhaiterais pouvoir offrir mon sang pour sauvegarder l'inviolabilité de notre chère patrie. Aujourd'hui, en cet instant historique, je suis sûr que si mon père vivait, il me donnerait l'ordre d'accomplir mon devoir. »*

Le 31 octobre 1980, Reza Pahlavi fête ses 20 ans et se proclame, puisqu'il en a désormais l'âge, *« roi d'Iran »*. Le 1er novembre, *Le Monde* précise que, malgré sa promesse d'*« assumer ses responsabilités et obligations »*, il demeure essentiellement un symbole de la dynastie, sans rôle concret au sein de l'opposition iranienne.

Les années 1980 sont marquées par les querelles de succession – certains contestent la légitimité des Pahlavi. Mais le quotidien relève, le 10 août 1984, que, malgré leurs divisions, *« les monar-*

chistes sont convaincus que l'avenir leur appartient et que, en fin de compte, le peuple iranien, lassé des "exactions et outrances" du régime islamique, accueillera à bras ouverts le jeune Reza Pahlavi ».

Résolument nationaliste

Le 8 août 1987, à Paris, le roi redit sa détermination. A 26 ans, vivant à Washington, s'il ne se prétend pas chef d'un gouvernement en exil, *« il avoue néanmoins s'être "consacré à la création de réseaux clandestins à l'intérieur de l'Iran" et agir en vue d'un ralliement des différents mouvements d'opposition à l'étranger ».* A la mort de l'ayatollah Khomeyni, il a 28 ans. Pilote de chasse accompli, formé dans les universités américaines et résolument nationaliste, il réaffirme sa légitimité dans le journal, le 13 juin 1989 : *« Je me considère toujours comme un élément clé dans la situation iranienne.* (…) *Je peux travailler à l'unification du pays. »*

Dans les années 2000, *Le Monde* chronique son inlassable engagement au sein de l'opposition iranienne en exil. Le 7 juin 2001, dans un entretien mené par Afsané Bassir Pour, correspondante à New York, Reza Pahlavi précise : *« Je ne me présente pas comme le représentant d'une institution particulière mais comme un catalyseur qui a pour but la démocratie dans son pays. »*

Lorsque Michel Bôle-Richard le rencontre le 18 juin 2005, le roi plaide pour *« une campagne de désobéissance civile et démocratique »* dans le pays et pour une mobilisation internationale plus forte : *« Le monde libre doit faire pression sur l'Iran. Il ne doit plus céder au chantage nucléaire d'un régime terroriste qui veut accéder à la bombe. Le monde extérieur doit jouer la carte des Iraniens eux-mêmes, ne plus parler aux geôliers mais à ses prisonniers. »*

Proche d'Israël et des conservateurs américains

Le 27 février 2009, la romancière Chahdortt Djavann chronique le livre d'entretiens *Iran, l'heure du choix* (Denoël, 2009), publié par Reza Pahlavi et dans lequel il reconnaît les erreurs de son père (*« le chah a voulu tout faire trop vite, a gouverné trop seul dans les dernières années »*), tout en rappelant les progrès accomplis sous son règne en matière d'éducation, de modernisation et de droits des femmes.

Ces années marquent un tournant dans son engagement contre un régime qui ne tombera pas de lui-même. Le 30 avril 2013, *Le Monde* annonce la naissance à Paris du Conseil national iranien, coalition rassemblant 18 partis et organisations politiques de tous bords, cofondée par Reza Pahlavi, 52 ans désormais.

Cet opposant de toujours au pouvoir iranien est devenu un visage familier en Occident, note Louis Imbert, le 5 juillet 2025, tant il *« réapparaît sur nos écrans à chaque fois que le régime iranien semble sur le point de vaciller ».* Depuis l'onde de choc provoquée par les frappes israéliennes et américaines dans la nuit du 21 au 22 juin 2025 sur les sites nucléaires iraniens, il promeut sur les réseaux sociaux des outils destinés aux membres des services de sécurité iraniens souhaitant changer de camp, et répète qu'il est *« prêt à mener la transition politique »* dans son pays. Son message semble avoir été entendu.

Si une partie des Iraniens est heurtée par sa proximité avec Israël, où il a été reçu en grande pompe par Benyamin Nétanyahou, et avec les conservateurs américains – *« il s'est affiché à la Conservative Political Action Conference, la grand-messe conservatrice américaine, en compagnie du gratin de l'extrême droite internationale : le président argentin, Javier Milei, le gourou de l'alt-right Steve Bannon, le patron de Tesla, Elon Musk, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, etc. »,* rappelait *Le Monde* le 13 janvier – dans les rues d'Iran, *« les slogans dominants étaient en faveur de Reza Pahlavi »,* rapportait, le 10 janvier, Ghazal Golshiri, citant l'un des cris de ralliement : *« C'est la dernière bataille, Pahlavi reviendra ! »*

Libération

22 janvier 2026

Iran «Ils nous ont fait payer les balles utilisées pour tuer mon ami»

Trois semaines après le début des manifestations monstres, la république islamique reste coupée du monde, sans Internet ou presque, et sa population, sonnée, commence à se rendre compte de l'ampleur de la répression sanglante du régime, désormais fragilisé.

«Mon ami le plus proche, mon ami de vingt ans… On l'a mis en terre, on a versé de la terre sur lui, et on l'a enseveli.» Mehdi, 35 ans, n'a pas dormi depuis des heures, sans doute depuis l'enterrement de son meilleur ami Hessam. Ses yeux sont cernés, creusés, fixés sur un point indéfini devant lui. Il allume une cigarette. «Il a fallu cinq jours avant qu'ils acceptent enfin de nous rendre son corps. Au début, quelques-uns d'entre nous sommes allés à l'hôpital où Hessam avait été emmené. Ses parents étaient là aussi, mais ils étaient complètement hagards. Ils erraient dans les couloirs, au milieu de tous ces morts… Nous sommes allés voir si nous pouvions récupérer le corps à leur place.»

Il s'interrompt, la cigarette se consume entre ses doigts. «Les bassidjis [autre branche des forces de sécurité, ndlr] postés à l'hôpital ont tout de suite compris que nous étions trois jeunes liés à un manifestant tué. Ils n'ont posé aucune question. Ils nous sont tombés dessus, nous ont frappés de toutes leurs forces et couverts d'insultes.» La cigarette, qu'il oublie, se consume, se réduit en cendres dans l'air.

«D'abord, ils ont exigé que nous passions à la télévision pour dire que notre ami était un membre des bassidjis tué par des manifestants. Quand

nous avons refusé, ils ont dit qu'il fallait payer pour récupérer le corps. La somme réclamée équivalait à une année entière de salaire pour nous tous réunis. Ils disaient qu'une partie correspondait à la remise du corps, et une autre à chaque balle tirée sur lui. Tu te rends compte ? Ils avaient même un nom pour ça. Ils appelaient ça «le coût des munitions». Ils nous ont fait payer les trois balles qu'ils ont utilisées pour tuer mon ami avant de nous rendre son corps, afin que nous puissions l'enterrer.»

Sentiment d'impuissance

Mardi, trois semaines après le début des manifestations monstres qui ont secoué le pays, une vague de froid s'est abattue sur l'Iran, et de nombreuses villes, dont Téhéran, sont ensevelies sous la neige, le silence et le deuil. Plus éprouvant encore que les températures, l'état de suspension dans lequel la population se trouve : l'impuissance, l'incertitude et l'absence d'informations fiables sur ce qui s'est passé et se passe encore.

Internet reste coupé. Hormis les appels téléphoniques directs, l'accès aux outils de communication collective est bloqué. Résultat : de nombreux Iraniens, y compris ceux impliqués dans les manifestations, ignorent encore que le pays a traversé le moment le plus tumultueux de l'histoire de la république islamique. Des journées qui ont probablement vu les plus grandes mobilisations de rue depuis l'instauration du régime, suivies de ce qui apparaît comme la répression la plus meurtrière qu'il ait jamais menée.

La république islamique a écrasé les grandes manifestations des 8 et 9 janvier en tuant au moins plusieurs milliers de manifestants. Dès les premières heures, elle a coupé l'accès à Internet. Depuis, la société iranienne est enfermée dans un état de choc et de deuil. Des estimations inquiétantes du nombre de morts et des récits glaçants de la violence exercée par les autorités circulent lentement, de bouche à oreille. Au-delà de l'isolement et de l'angoisse qu'elle accentue, la coupure d'Internet nourrit un sentiment plus large d'impuissance. Les gens sont privés d'informations au moment même où ils cherchent désespérément à comprendre la réalité dans laquelle ils vivent.

«Désinvolture»

Contrairement à l'image que les autorités tentent de projeter via les médias d'Etat, rien, nulle part dans le pays, ne laisse entrevoir un retour à la normale. A Téhéran, les magasins qui ne sont pas fermés sont presque vides. Certains habitants ont quitté la ville ; beaucoup, par crainte de la répression, restent cloîtrés chez eux. Les quartiers habituellement les plus animés sont déserts. Les grandes places et les sites devenus les points névralgiques des manifestations sont occupés par les bassidjis, des véhicules blindés et des unités anti-émeutes, imposant une chape sécuritaire sur l'ensemble de la capitale.

Pourtant, les traces matérielles du soulèvement n'ont pas disparu. Bus calcinés, guérites de police détruites et surtout slogans de protestation continuent d'essaimer dans les rues de Téhéran et d'autres villes. Les autorités ont tenté de recouvrir maladroitement les graffitis, ne faisant bien souvent que les rendre plus visibles.

«En coupant Internet, les autorités ont réellement réussi à affaiblir et à épuiser les gens. Si les Iraniens savaient combien de personnes sont descendues dans la rue à travers le pays ces jours-là, ils comprendraient qu'ils n'étaient pas seuls. Cette simple prise de conscience leur aurait donné la force de rester dans la rue», assure Neda, Téhéranaise de 29 ans, animatrice d'un club de lecture. Sa sœur et collègue Mobina, 26 ans, renchérit : «Pire encore, tout le monde sait que les autorités ont écrasé les manifestations et commis un massacre. Mais personne n'en connaît l'ampleur réelle. Ce qui circule de bouche à oreille, c'est que des milliers de personnes, peut-être plus de 10 000, ont été tuées. Si cela devenait public, si chacun comprenait vraiment ce qui s'est passé, il serait impossible de contenir la colère.» Le contrôle exercé par le gouvernement sur la société et le silence imposé dans les rues ne sont que superficiels, pense leur amie Somayeh : «Cette coupure d'Internet montre à quel point les autorités ont peur de la réaction de la population. Mais ce blackout ne durera pas éternellement.» La coupure prolongée d'Internet a profondément désorganisé la vie quotidienne d'une large partie de la population et continue d'alimenter la colère. «Cela fait près de deux semaines que je n'ai pas gagné un rial, raconte Amirhossein, 28 ans, qui tient une boutique en ligne de produits pour la maison. Toutes mes ventes dépendent d'Internet et des réseaux sociaux. Des années de travail pour construire mon activité sont aujourd'hui réduites à néant par cette politique obstinée. A chaque crise, la première réaction du gouvernement est de couper Internet. Cela montre à quel point la république islamique est totalement incapable de diriger le pays ou d'en résoudre les problèmes.»

L'idée que le régime actuel n'est plus en mesure de gouverner et qu'un changement politique fondamental est nécessaire ne fait désormais plus débat. Elle s'exprime aussi bien en privé que dans l'espace public, la relation entre la société iranienne et le régime semblant avoir atteint un point de non-retour. «Les gens qui sont sortis les 8 et 9 janvier, malgré toutes leurs divergences sur l'avenir et sur le type de système politique qui devrait remplacer l'actuel, s'accordent sur un point essentiel : continuer sous ce gouvernement n'est plus possible, conclut Shahab, un enseignant de 42 ans. Il n'y a pas eu une seule crise majeure au cours de la dernière décennie que les autorités aient réellement su résoudre.»

Son ami Mohammad acquiesce, tout en soulignant les divisions sur la manière dont ce changement devrait advenir. «Personnellement, je n'ai jamais considéré une intervention étrangère comme une option souhaitable. Mais on ne peut nier que la mobilisation sans précédent de ces deux journées a été en partie stimulée par les appels de Reza Pahlavi, le fils de l'ancien chah, et par la confiance tirée des déclarations de Donald Trump affirmant vouloir aider les manifestants. L'expérience de la guerre a aussi joué. La croyance, longtemps ancrée, en l'invulnérabilité des dirigeants politiques et militaires du pays s'est effondrée.» Mobin, un autre ami de Shahab, visiblement en colère, dénonce le résultat de quarante-sept années d'échecs de la république islamique, de son système éducatif, de ses contrôles et de sa répression : «Elle n'a jamais permis à une culture de la liberté de s'enraciner. Elle a plongé les gens dans un tel désespoir qu'elle a fabriqué des foules entières de personnes qui raisonnent de manière simpliste, en quête de sauveurs, et qui continuent à défendre l'autoritarisme, même sous une autre forme.»

La multiplication de témoignages issus des manifestations sanglantes continue

d'alimenter la colère populaire. «Il nous a fallu sept jours pour apprendre qu'un garçon avec qui nous jouions au basket chaque semaine avait été tué lors des manifestations, raconte Najmeh, étudiante de 22 ans. Aujourd'hui, je me sens vide et honteuse à l'idée de reprendre une vie normale sous un gouvernement qui tue avec une telle désinvolture, un gouvernement qui a abattu un jeune homme qui n'avait rien fait, qui était simplement sorti dans la rue pour être parmi les autres.»

Parallèlement à plusieurs grèves, notamment dans le secteur de l'or et de la bijouterie, une grande partie des commerces sont de facto paralysés par la coupure d'Internet et fonctionnent au ralenti. Les universités sont elles aussi dans l'expectative : les examens ont été reportés ou basculés en ligne. Dans ce contexte, en particulier à Téhéran, de nombreuses discussions ont désormais lieu lors de réunions nocturnes, ou dans des cafés et des restaurants. Partout, dans chaque conversation, quelqu'un a perdu un proche ou connaît une personne tuée. Des récits glaçants sur les centres médicolégaux et les cimetières commencent à circuler largement.

Shayan, qui s'est rendu au principal cimetière du pays, Behesht-e Zahra, pour l'enterrement d'un jeune parent, y a vu des morts entassés dans plusieurs hangars. «Il y avait des corps d'enfants. Le nombre de cadavres et la manière dont les employés du cimetière les manipulaient étaient inimaginables. Les camions arrivaient les uns après les autres, et les corps étaient déchargés puis jetés par-dessus les autres», raconte l'étudiant de 24 ans.

Tribu massacrée

Abbas, 37 ans, gérant d'un restaurant, raconte être resté quatre jours sans aucune nouvelle du cousin de sa femme, soupçonnant le pire. «Chaque membre de la famille cherchait dans un endroit différent. Ma femme et moi sommes allés au service médicolégal de Téhéran. Dès l'entrée, nous avons traversé un hall rempli de corps. Ma femme s'est sentie mal et est retournée à la voiture. On m'a conduit dans une autre pièce, où un écran diffusait des images agrandies des visages des morts, pour que les familles puissent les identifier. Je suis resté là près de trois heures. Les images défilaient sans arrêt. Finalement, nous avons retrouvé le cousin de ma femme.»

Tous les jours, de nouveaux récits émergent aussi des petites localités. Le 8 janvier, une ville de la province du Fars, où une grande partie de la population est issue de communautés nomades, a été le théâtre de manifestations d'une ampleur sans précédent. Un adolescent issu de l'une de ces tribus, sorti rejoindre les protestations, a été abattu par les forces de sécurité. Quand la nouvelle est parvenue à sa tribu dans la nuit, les hommes ont saisi les vieilles armes transmises de génération en génération et ont attaqué la base locale des bassidjis et le commissariat. Ils ont ouvert le feu. Les forces de sécurité, équipées d'armes bien plus sophistiquées, n'ont fait preuve d'aucune retenue. Tous les assaillants ont été tués, et plusieurs autres hommes de la même tribu ont été massacrés.

Epuisée, la république islamique et ses dirigeants ont peut-être réussi à contenir temporairement la rue au prix d'une stratégie extrêmement provocatrice et coûteuse. Mais ils n'ont ni la capacité ni la vision nécessaires pour résoudre les crises imbriquées que traverse le pays. Il ne reste presque plus rien de leur légitimité aux yeux de la population. Des citoyens déjà écrasés par les difficultés économiques, la répression des libertés et, désormais, l'expérience d'un massacre historique, se radicalisent de jour en jour. A chaque instant, ils ont de moins en moins à perdre.

RÛDAW

Jan. 22, 2026

Kurdish women braid hair in protest of brutality against female fighters in Rojava

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish women around the world are flooding social media with videos of themselves braiding their hair in a symbolic act of protest. The campaign responds to disturbing footage showing a Damascus-affiliated militant boasting about cutting off the braid of a Kurdish female fighter after her death and parading it as a war trophy.

In the controversial video, the militant is seen entering a shop, smirking, and holding up the braid, saying, "This is the hair of a haval" - Kurdish for comrade.

"Why did you cut her hair?" asks the other militant filming the scene, his tone dripping with sarcasm. The first replies, "She was already dead."

Some sources have identified the militant as Syrian-born Rami al-Dahash, who is allegedly based in the Kurdish-majority city of Sanliurfa in southeastern Turkey. However, Rudaw was unable to independently verify this claim.

The militant's act has sparked a social media storm, with Kurdish women around the world braiding their hair in protest and to honor the fallen fighter.

Kurdish affairs analyst Mutlu Civiroglu shared the controversial video, urging the "women of the world" to witness "this brutality: a fighter affiliated with Damascus-aligned armed factions holding up cut braids he claims belonged to a Kurdish female fighter, mockingly referring to her as a 'comrade' and presenting them as a 'gift!"

A Kurdish social media user

in Rojava, Abu Riah, posted a video of female fighters braiding each other's hair, writing, "The martyr whose braided hair you cut has tens of thousands of comrades. Women with braided hair will once again bury you and the ISIS mentality."

Kurdish researcher Renas Babakir highlighted the cultural significance of the gesture, stating, "The braid holds deep cultural meanings in Kurdish tradition and history," elaborating that "in recent history, it has become a symbol of female power and resistance to oppression and the very ideologies that are now the foundations of new Syria under [Abu Mohammed] al-Jolani."

Jolani is the nom de guerre of Sharaa, who led the now-dissolved Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), an organization that originated as an al-Qaeda offshoot.

The latest video is not the first to document violations by Damascus-affiliated militants against Kurdish women in recent days.

Earlier footage that went viral on Wednesday showed two female Kurdish fighters, identified as Amara Intigham and Narin Akhi, captured from northeast Syria (Rojava) by Damascus-affiliated militants.

In the video, one fighter films himself addressing another militant, identified as "Abu Mujahid," and says he has brought him "the nicest gifts," referring to the two captives.

Prior to that, on Monday, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) released footage they said documents the decapitation of their fighters, including two women, and the desecration of their bodies by Damascus-affiliated militants.

These latest violations have occurred amid the military operations by the Syrian Arab Army and allied armed groups against the SDF in Kurdish-held areas of eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and the Kurdish-majority Hasaka province.

Earlier this month, during their seizure of the Kurdish-majority neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood in northern Aleppo, many other violations were recorded including an instance when militants threw the body of a female Kurdish fighter off a building while hurling insults.

Earlier this month, during the seizure of the Kurdish-majority neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood in northern Aleppo, additional violations were documented, including a gruesome incident which sparked worldwide outrage after militants threw the body of a female Kurdish fighter off a building after executing her, while hurling insults.

RELATED: Rojava slams desecration of female fighter's body, vows stronger Kurdish resolve.

LE FIGARO MAGAZINE

Tribune Collective
pourLe Figaro Magazine
21 janvier 2026

Abandon des Kurdes en Syrie : «N'y aurait-il plus en nous, Français, une seule once de lucidité et d'honneur ?»

TRIBUNE - Ils ont combattu Daech en Syrie aux côtés des forces kurdes. Dix ans après Kobané, ils voient la France détourner le regard alors que les djihadistes avancent, que les camps de prisonniers se vident et que les minorités sont menacées.

Citoyens français, nous sommes partis en Syrie entre 2015 et 2019 en tant que volontaires pour rejoindre les unités combattantes kurdes du YPG/YPJ, fer de lance des unités arabo-kurdes des Forces Démocratique Syriennes (FDS) dans la lutte contre Daech.

Il y a tout juste un an, le 14 décembre 2024, nous publions sur le site de ce journal une tribune visant à alerter les Français et leurs dirigeants de la menace que représentait la prise de pouvoir du territoire syrien par Al- Charaa, dit Al Joulani, ancien chef des groupes djihadistes *Al Nosra* et *Hayat Tahrir al-Cham*. Nous faisions part de trois grandes craintes : la première, que les minorités locales, kurdes notamment, subissent un nettoyage ethnique total ; la seconde, que les combattants de Daech, qui partagent les valeurs des djihadistes de HTS, soient libérés des camps dans lesquels les Kurdes, jusqu'alors, les tenaient enfermés ; la troisième, c'est que le djihad, aidé par la Turquie, revienne en force dans cette partie du Moyen-Orient et, qu'à terme, recommencent les horreurs que nous avons connues au Bataclan – puisque cet attentat et tant d'autres ont été commandités depuis la Syrie.

Depuis quelques jours l'actualité, hélas, nous donne raison : des milliers de civils se pressent aux frontières ; d'autres sont massacrés avec une barbarie bien reconnaissable ; les anciens combattants de Daech et leurs familles sortent par milliers des camps de Shedadeh, Al Aqtan et Al Hol ; et ce n'est qu'une question de temps avant que cette victoire du terrorisme ne galvanise les islamistes de France.

Nous aimons notre pays. Plus que nous-mêmes, peut-être. C'est en grande partie pour lui que nous avons décidé de rejoindre les unités YPG/YPJ pour combattre, au péril de notre vie, notre ennemi commun : Daech. Pourtant, aujourd'hui, les mots nous manquent pour dire notre honte – oui, notre honte. Celle de voir la France abandonner ses alliés, dont elle partage les valeurs de démocratie, de tolérance et de liberté, aux mains des djihadistes – c'est-à-dire de gens qui haïssent l'Occident, et particulièrement la France, jusqu'au plus profond de leurs tripes.

Tous les malheurs du monde déferlent en ce moment sur les Kurdes, les Arabes non islamistes, les Syriaques, les Alaouites, les Druzes, et les Yézidis de Syrie. Et nous, Français, baissons les yeux. N'y aurait-il plus en nous une seule once de lucidité et d'honneur ? La détermination d'Al Joulani, elle, est totale : soutenu par la Turquie, il avance, cruel et conquérant.

Les Kurdes, eux, sont livrés à eux-mêmes. Certes, ils savaient que les Etats-Unis, un jour, les abandonneraient. Mais ils comptaient sur la France – comme nous comptions sur elle.

Il y a trois jours, une statue de combattante YPJ de la ville de Tabqa était fracassée sur le sol par des islamistes. Triste symbole. Il y a dix ans, les yapajas étaient nos héroïnes : celles qui avaient défendu Kobané, le « Stalingrad » de la lutte contre le djihadisme.

Les avons-nous oubliés, elles et leurs camarades du YPG ?

Le temps est compté, pour nos amis. Ils le savent, et sont prêts à mourir pour ce en quoi ils ont toujours cru.

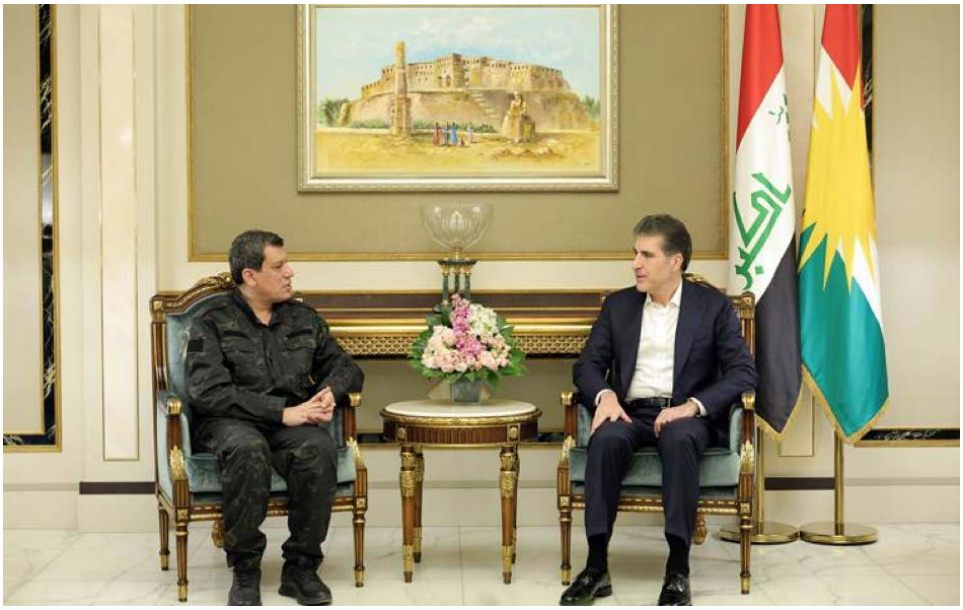
Mais il reste un espoir : celui que la France retrouve la mémoire.

Et son courage.

Signataires : Jean « Soresh » ; Katell « Kewê » ; Michel « Baba Sidar » ; Olivier « Tekosher » ; William « Roj »

Jan. 22, 2026

Kurdistan Region President hosts SDF chief amid fragile Rojava ceasefire



ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani received Mazloum Abdi, Commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, in Erbil on Thursday. The key meeting comes amid a fragile ceasefire between Syrian and Kurdish forces in northeast Syria (Rojava).

In a statement, the Kurdistan Region Presidency reported that President Barzani received Abdi and «a delegation of his aides» to review «the latest developments» on the Syrian front.

The Kurdistan Region President «emphasized the importance of sustaining efforts and maintaining contacts with all relevant parties to prevent escalation, contain crises, and initiate dialogue between Hasaka and Damascus.»

He further «reiterated the importance of ensuring and safeguarding the rights of the Kurdish population [in northeast Syria, Rojava] and the integrity of all [ethnic and religious] components within a united Syria.»

For his part, Abdi was quoted as "expressing his gratitude and appreciation for the role and support of President Nechirvan Barzani and the Kurdistan Region, highlighting their efforts to stabilize the situation and resolve ongoing issues."

The SDF chief further "emphasized [Rojava's] readiness to peacefully address problems while ensuring the rights of the Kurdish people within a united Syria."

The meeting between President Barzani and Abdi "also addressed the threats posed by [the Islamic State] ISIS and their impact on security and stability in Syria and the wider region."

This is a developing story...

RÛDAW

Jan. 22, 2026

Trump envoy, SDF commander hold talks in Erbil amid northern Syria's escalations

ERBIL, Kurdistan Region - US Special Envoy for Syria Tom Barrack announced that he met on Thursday with the Syrian Democratic Forces (SDF) Commander Mazloum Abdi and Ilham Ahmad, co-chair of the northeast Syria (Rojava) foreign relations office, in Erbil, the second meeting of its kind in less than a week to bring ongoing clashes between the Kurdish-led force and Damascus-affiliated factions to a halt and secure a lasting ceasefire.

"We were honored to meet today with General Mazloum Abdi and Ilham Ahmed," Barrack said in a post on X. "The United States reaffirmed its strong support for and commitment to advancing the integration process outlined in the January 18 agreement between the Syrian Democratic Forces and the Syrian government."

Syrian government forces and affiliated armed groups have advanced since mid-January into areas previously held by the SDF in eastern Aleppo, as well as parts of Deir ez-Zor, Raqqa, and the Kurdish-majority Hasaka province.

The SDF functions as the de facto military force in Rojava and, until November - when Damascus joined the anti-ISIS coalition - served as the coalition's sole on-the-ground partner, playing a key role in ISIS's territorial defeat in Syria in 2019.

On Tuesday, the Syrian presidency said Damascus and the SDF reached a "mutual understanding" on several issues, agreeing to "grant the SDF a period of four days for consultations to develop a detailed plan for the practical mechanism of integrating the areas [under their control]."

The statement added that "if an agreement is reached, Syrian forces will not enter the centers of [the predominantly Kurdish cities of] Hasaka and Qamishli [in Rojava] and will remain on their outskirts."

US President Trump's envoy Barrack stressed that maintaining calm remains the foundation for any progress, noting that "the essential first step is the full upholding of the current ceasefire, as we collectively identify and implement confidence-building measures on all sides to foster trust and lasting stability."

The meeting came as Kurdistan Region President Nechirvan Barzani also received Abdi in Erbil earlier on Thursday to discuss the latest developments in Syria, efforts to de-escalate tensions, and the protection of Kurdish rights within a unified country.

"President Nechirvan Barzani emphasized his ongoing efforts and communications with all relevant parties to maintain the ceasefire, halt tensions, and immediately resume dialogue between the SDF and Damascus," according to a statement from the Kurdistan Region Presidency.

"He also reaffirmed the importance of securing and protecting the rights of Kurds and all other components (communities) within a unified Syria," the statement added.

The risks posed by a potential Islamic State (ISIS) resurgence and its implications for regional security were also discussed during the meeting.

Erbil's Thursday talks mark the second visit by Barrack and Abdi to the Region's capital in recent days.

A day after the Saturday meeting between Barrack and the Kurdish leadership, the Syrian interim government announced that they had reached an agreement with the SDF to immediately halt clashes and integrate SDF-held areas into state institutions. The deal includes significant concessions by the Kurdish-led force. Following the announcement, the Syrian army declared a nationwide ceasefire.

Syrian interim President Ahmed al-Sharaa announced the agreement late Sunday, saying it was signed by him and SDF Commander Mazloum Abdi. Sharaa said Abdi had been scheduled to visit Damascus, but the meeting was postponed to Monday due to bad weather.

Key provisions of the agreement include the integration of SDF personnel "individually" into the Syrian defense ministry rather than as a unified force, the full handover of Deir ez-Zor and Raqqa provinces, and the integration of their civil institutions and employees into national ministries. The deal also outlines state control over all border crossings and energy resources, including oil and gas fields, with the aim of returning them to the national economy, while acknowledging the unique status of Kurdish areas.

RÛDAW

Jan. 22, 2026

PM Barzani discusses Syria, ISIS threats with French FM in Davos



ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani met with French Foreign Minister Jean-Noel Barrot in Davos on Thursday, the Kurdistan Regional Government (KRG) said in a statement, noting that the two officials discussed regional developments, including the risk of an Islamic State (ISIS) resurgence amid escalating tensions in Syria.

The KRG noted that the primary focus of the talks was «the war and military escalation in Syria,» with both sides expressing their «deep concern regarding the clashes and fighting, which pose a serious threat to regional peace and stability and carry the risk of a resurgence of ISIS terrorists.»

Since mid-January, the Syrian Arab Army and affiliated armed groups have advanced into areas held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in eastern Aleppo, as well as parts of Deir ez-Zor, Raqqa, and the Kurdish-majority Hasaka province.

The SDF serves as the de facto military force of Kurdish-led northeast Syria (Rojava). Until Syria joined the US-led Coalition to Defeat ISIS in November, the Kurdish-led forces were the Coalition's sole on-the-ground partner, playing a major role in ISIS's territorial defeat in Syria in 2019.

The escalating tensions have raised concerns among Kurds in Rojava, particularly amid reports that Damascus-affiliated factions facilitated the prison break of a significant number of ISIS members previously held in SDF-secured detention facilities.

The US Central Command (CENTCOM) on Wednesday announced that it had transferred 150 ISIS militants from northeastern Syria to Iraq, with plans to increase the number to 7,000.

Regarding the rights of the Kurdish people in Rojava, the KRG statement added that Prime Minister Barzani and Foreign Minister Barrot "agreed on the need to resolve issues through dialogue and negotiation, and to guarantee the rights of the Kurdish people and all other components."

During the meeting, the French foreign minister conveyed "the greetings and regards of French President Emmanuel Macron to the Prime Minister," while emphasizing "the further promotion of the friendship and long-standing relations between the Kurdistan Region and France."

Prime Minister Barzani, in turn, reaffirmed "the Kurdistan Region's gratitude and appreciation for the continuous support of the French government and people," the statement said.

Témoignage
Par : Oriane Verdier
22 janvier 2026

« Kobané est aujourd'hui seule »



Les forces gouvernementales avancent vers la ville de Kobané. Ici, une patrouille en périphérie de Raqqa, dans le nord-est de la Syrie, le 22 janvier 2026. © AFP - BAKR ALKASEM

Le cessez-le-feu dans le nord-est syrien est à nouveau entaché de violence. Les deux forces s'accusent mutuellement d'agression. Ces derniers jours, les forces gouvernementales syriennes ont pris une large partie du territoire de l'administration autonome du nord-est syrien dirigée par les autorités kurdes. Les populations kurdes, elles, fuient l'avancée des troupes de Damas. La ville de Kobané est encerclée depuis plus de deux jours par les forces du régime, sans eau, sans nourriture, ni électricité.

Depuis près de trois jours, Nichtiman Haji Morad et ses voisins appellent à l'aide. La journaliste kurde, membre du réseau Voix des femmes sans frontières, était chez son père dans un village de la banlieue. Face à l'avancée des forces gouvernementales syriennes, elle s'est réfugiée dans Kobané, acculée à la frontière turque.

« *Depuis que la guerre a commencé, je restais optimiste*, affirme-t-elle dans son dernier message diffusé mercredi 21 janvier. *Mais là je suis sortie dans la rue et j'ai vu des centaines de familles déplacées dans le froid de l'hiver. Ils dorment dans les rues* ». Sa voix se brise. « *Il n'y a pas d'électricité, pas d'eau, pas de médicaments. Kobané est assiégée et ils nous attaquent.* »

Un énième cessez-le-feu avait pourtant été annoncé mardi soir. Les deux camps accusent l'autre de ne pas le respecter. Mercredi, les forces gouvernementales ont continué de se rapprocher de Kobané, faisant face à la résistance des combattants kurdes YPG.

« *Ils ont promis d'arrêter de tirer mais tout est un grand mensonge* », continue Nichtiman, le ton amer. La jeune femme supplie de sauver la localité. « *Kobané est en train de mourir et personne n'en a rien à faire. Kobané, qui a fait face à l'organisation État islamique (EI) qui a libéré le monde du danger de Daesh*, rappelle-t-elle. *Kobané est aujourd'hui seule.* »

Il y a dix ans, les combattants et combattantes kurdes ont mené une bataille de plus de neuf mois contre l'**EI** avant de les repousser définitivement. Les alliés d'alors, comme la France et les États-Unis, semblent aujourd'hui sourds à la détresse de la population.

« *Mon téléphone va s'éteindre, nous n'avons plus d'électricité* », conclut Nichtiman Haji Morad. Plus de nouvelles pendant de longues heures, avant un court message finalement publié mardi soir. « *Ils ont coupé internet. En marchant dans la rue, j'ai soudain trouvé de la connexion mais je ne sais pas pour combien de temps. J'aimerais vous informer mais je ne peux pas* ». Depuis mercredi, la ville est coupée du monde.

Parmi les forces de l'armée de Damas figurent d'anciens groupes armés accusés d'exécutions sommaires, de kidnappings, de viols et de torture sur la communauté kurde durant ces dix dernières années. Pour l'heure, aucun de ces crimes ni de ceux dont sont accusées les forces kurdes n'ont été jugés.

l'Humanité

Zubeyde Cacan
23 janvier 2026

Syrie : à l'Assemblée Nationale une commandante kurde alerte depuis le Rojava sur des violences « pires que Daech »

Ce jeudi 22 janvier, lors d'une conférence de presse organisée par l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) à l'Assemblée nationale. Rohilat Afrin, une commande du YPJ a alerté sur le risque de « nettoyage ethnique des kurdes » par le gouvernement syrien.

Ce jeudi 22 janvier, lors d'une conférence de presse organisée par l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) à l'Assemblée nationale. Rohilat Afrin, une commande du YPJ a alerté sur le risque de « nettoyage ethnique des kurdes » par le gouvernement syrien.

Une conférence de presse s'est tenue ce jeudi 22 mars à l'Assemblée nationale, à l'initiative de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), en présence de plusieurs députés de La France insoumise. Karim Kamar et Shiyar Ali représentant de l'AANES, ont pris la parole pour dresser un état des lieux alarmant de la situation. Moment central de la conférence : l'intervention en visioconférence de Rohilat Afrin, commandante des Unités de protection de la femme (YPJ), connectée directement depuis le Rojava. Elle a livré un témoignage grave, évoquant une situation « extrêmement critique » qui rappelle « les heures les plus sombres vécues face à l'État islamique ».

Les attaques menées par les forces liées au gouvernement d'Ahmed Al-Charaa, ont débuté le 6 janvier dans les quartiers kurdes à Alep. Elles ont fait 107 morts et 322 blessés parmi les civils, provoquant également d'importants déplacements de population vers l'est de la Syrie. Sur le terrain, malgré les annonces répétées de « cessez-le-feu », les combats se poursuivent. Les forces d'Al Charaa ont progressé vers Hassaké et Kobané, une ville symbole de la résistance kurde. « L'eau, l'électricité et Internet ont été coupés. Une catastrophe humanitaire se prépare » a alerté la commandante du YPJ.

« Attaquer Kobané, c'est attaquer notre révolution. Kobané symbolise la chute de Daech et notre combat pour un projet démocratique et pacifique » a-t-elle déclaré, estimant que les offensives actuelles s'inscrivent dans une logique de « revanche contre la défaite de l'organisation jihadiste ».

« Un risque de nettoyage ethnique »

Devant les députés, Rohilat Afrin a dénoncé des méthodes qu'elle juge comparables, « voire pires », que celles de Daech. Elle évoque également des attaques ciblant spécifiquement les femmes combattantes du YPJ : viols, tortures, mutilations, exécutions… « Nous faisons face à un nettoyage ethnique, avec un risque de génocide réel » a-t-elle affirmé, appelant la communauté internationale à ne pas détourner le regard.

Elle a également rappelé le rôle historique de la France au Rojava, et appelle Paris à renforcer son engagement : « La France a joué un rôle essentiel dès le début. Nous sommes convaincues qu'elle peut continuer à être un pays ami de notre projet démocratique » a-t-elle déclaré, tout en regrettant l'absence de positions claires par l'Occident.

Elle s'est également montrée critique vis-à-vis de la position américaine au sujet du président intérimaire de la Syrie, qui avait créé al-Qaida en Syrie et qui s'est ensuite transformé par Hayat Tahrir al-Cham (HTC) : « Voir Ahmed Al-Charaa, auparavant qualifié de terroriste, être aujourd'hui accueilli comme un héros, constitue un déni de l'alliance qui nous liait dans la lutte contre Daech » avant de dénoncer le rôle de la Turquie : « La Turquie prétend vouloir un processus de paix avec les Kurdes sur son territoire, mais ses actions en Syrie, où elle soutient matériellement des forces qui nous attaquent, rendent toute négociation crédible impossible ».

Depuis Bruxelles, Shiyar Ali, représentant de l'AANES en Europe, a tenu à rappeler que le conflit ne se résume pas à une opposition ethnique : « Nous n'avons aucun problème avec les Arabes. Nous avons toujours coexisté avec eux » tout en dénonçant le ralliement opportuniste de certain au régime de Damas. Même constat pour Karim Kamar, qui a décrit un pays au tissu social profondément fragmenté : « Depuis l'arrivée d'Al-Charaa, il y a eu plusieurs massacres de différentes minorités. Ce n'est pas un pouvoir qui cherche la paix, mais un pouvoir qui veut imposer la charia au lieu d'une Constitution ».

La France interpellée à l'Assemblée nationale

Présents lors de la conférence, plusieurs députés de La France Insoumise ont exprimé leur inquiétude et leur solidarité. Pour Arnaud Le Gall : « ce qui se joue aujourd'hui en Syrie concerne directement notre sécurité en France » et a appelé la France à clarifier sa position.

Danièle Obono, qui s'était rendue au Rojava en 2019, a évoqué « le devoir moral, humaniste et politique » de protéger le peuple kurde.

De son côté, Thomas Portes a dénoncé les violences policières visant des manifestants kurdes en France, et appelle à une mobilisation nationale.

Ce 22 janvier dans un communiqué officiel, l'Élysée a réaffirmé son soutien à une Syrie « unie, souveraine et respectueuse de toutes ses composantes » et rappelle l'engagement français aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS) dans la lutte contre Daech. Alors que la situation humanitaire continue de se détériorer, l'alerte lancée depuis l'Assemblée nationale met en évidence l'urgence pour le peuple kurde et rappelle que l'histoire pourrait être en train de se répéter.

Le Monde

Hélène Sallon
23 janvier 2026

Iran : plus de 5 000 morts lors des manifestations, selon une ONG

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a, elle, confirmé la mort de 3 428 manifestants, disant cependant craindre que le chiffre réel atteigne les 25 000 morts.

Une ONG basée aux Etats-Unis a déclaré vendredi 23 janvier avoir confirmé la mort de 5 002 personnes au cours du mouvement de contestation qui a secoué l'Iran au début du mois, dont une écrasante majorité de manifestants.

Selon Human Rights Activists News Agency (Hrana), 4 714 des personnes tuées sont des manifestants, 42 des mineurs, 207 des membres des forces de sécurité et 39 des passants. L'organisation ajoute être toujours en train d'enquêter sur 9 787 autres décès possibles.

Le travail de vérification de cette organisation et d'autres est compliqué par la coupure d'Internet imposée par les autorités dans le pays depuis le 8 janvier et toujours largement en vigueur vendredi. Hrana estime par ailleurs qu'au moins 26 852 personnes ont été arrêtées.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a, elle, confirmé la mort de 3 428 manifestants, disant cependant craindre que le chiffre réel atteigne les 25 000 morts.

« Martyrs »

Mercredi, les autorités iraniennes ont donné leur premier bilan total, de 3 117 morts. Mais selon le pouvoir, la grande majorité (2 427) sont des *« martyrs »* – soit des forces de sécurité ou des passants, et non des *« émeutiers »* comme sont qualifiés les manifestants. En publiant leur propre bilan, les autorités ont *« tenté de renforcer la version officielle du gouvernement concernant les meurtres »*, juge l'organisation Hrana.

La porte-parole de la Maison Blanche avait assuré le 15 janvier que l'Iran avait renoncé à 800 exécutions de manifestants face aux menaces d'intervention formulées par Donald Trump.

Commentant pour la première fois cette affirmation, le procureur général iranien, Mohammad Movahedi-Azad, l'a jugée *« totalement fausse »*, selon ses déclarations reprises vendredi sur le site Internet de l'agence judiciaire Mizan. *« Le président américain, déraisonnable et arrogant,* (…) *a prétendu avoir empêché l'exécution de 800 personnes en Iran. Cette affirmation est totalement fausse ; ce chiffre n'existe pas et le pouvoir judiciaire n'a pris aucune décision de ce type »*, a-t-il réagi.

Aucun cas d'exécution de manifestants iraniens n'a été signalé à date, mais les organisations de défense des droits humains ont averti que les manifestants risquaient d'être accusés de crimes passibles de la peine capitale, ce qui pourrait leur valoir la peine de mort.

1 500 condamnés à mort en 2025

L'Iran est le deuxième pays au monde en termes d'exécutions après la Chine. Au moins 1 500 condamnés à mort ont été exécutés en Iran en 2025, selon un décompte d'Ihrana. Selon cette ONG, douze personnes ont été exécutées au cours de la dernière vague de manifestations majeures qui a eu lieu entre 2022 et 2023. Douze autres personnes ont été exécutées pour espionnage au profit d'Israël depuis la guerre entre Israël et l'Iran en juin dernier.

Des exécutions de personnes sans lien avec les manifestations ont continué en janvier. Hrana a affirmé, jeudi, que 14 prisonniers, accusés de meurtres ou de trafic de drogue, ont ainsi été exécutés cette semaine dans diverses prisons iraniennes.

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé vendredi les autorités iraniennes *« à mettre fin à leur répression brutale, notamment aux procès sommaires et aux peines disproportionnées ». « J'exige la libération immédiate de toutes les personnes détenues arbitrairement par les autorités iraniennes. Et j'appelle à un moratoire complet sur la peine de mort »*, a ajouté le responsable onusien, à l'ouverture d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme consacrée à la situation dans ce pays.

Libération

Laurent Perpigna Iban
23 janvier 2026

Auprès des jeunes Kurdes iraniens réfugiés en Irak: «Par sa violence, le régime sème le courage»

Depuis leurs bases montagneuses d'Irak, les groupes d'opposition kurdes iraniens ont assisté à distance à l'éclosion d'un mouvement de protestation sans précédent fin décembre, puis à son écrasement. Pour eux, la férocité du régime ne fera que renforcer la détermination du peuple iranien.


Sima, Niman, Komar et Hedja sont quatre jeunes recrues du PDKI, arrivées après la répression de 2022. photo par Keiwan Fatehi

Drapeaux rouges arrimés à l'épaule et kalachnikovs en bandoulière, une trentaine de jeunes hommes et de jeunes femmes progressent sur les crêtes enneigées des monts Zagros, qui marquent la frontière entre l'Irak et la république islamique d'Iran. Tous sont kurdes, originaires de l'est iranien, et ont choisi de rejoindre clandestinement les troupes du parti politico-militaire d'inspiration communiste Komala. Un exil volontaire, qui s'inscrit dans une dynamique vieille de quarante ans déjà, mais qui a connu ces dernières années une accélération significative, entretenue par la politique ultra-répressive du régime.

Après plusieurs heures de marche, le petit groupe s'arrête à l'ombre d'une montagne. Un refuge naturel, perché à plus de 2 000 mètres d'altitude, qui leur garantit, en théorie du moins, d'échapper à la surveillance aérienne des Gardiens de la révolution, bras armé du régime.

Tandis que les exercices physiques et militaires s'enchaînent à un rythme effréné, un groupe de jeunes garçons et de jeunes femmes peine à cacher son désarroi. Il y a quelques jours à peine, tous rêvaient encore de voir le régime iranien enfin défait. C'était avant la volte-face de Donald Trump qui, dans un retournement de logiciel dont il a le secret – et sous les recommandations de plusieurs alliés régionaux –, n'a finalement pas déclenché d'offensive contre Téhéran, en soutien aux manifestants, finalement laissés seuls face aux balles du régime.

«Nous avons cru que le jour était venu»

Une *«trahison»,* lâche Bahar, 24 ans. *«Pour être honnête*, poursuit la jeune femme, *je n'attendais rien des Occidentaux, mais j'avais l'espoir que les crimes odieux du régime allaient provoquer une réponse internationale forte. Leurs promesses avaient provoqué un espoir immense. Nous, les Kurdes, avons l'habitude d'être trahis. Aujourd'hui, c'est toute la population iranienne qui l'est.»*

La jeune Iranienne, originaire de la ville kurde de Mahabad, n'est arrivée ici que quelques mois auparavant. Une décision motivée par *«une vie impossible»* dans son pays natal. Il y a quatre ans, comme une partie importante de ses camarades, lors du mouvement «Femme, vie, liberté», elle était descendue dans la rue après l'assassinat de sa jeune compatriote Mahsa Amini, morte en détention après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté : *«J'ai assisté aux assauts du régime sur une population désarmée. Nous nous faisions tirer dessus, parfois par des auto-mitrailleuses, pour avoir demandé des droits. Cela a été un point de bascule pour moi. Face à cette situation, j'ai fini par admettre que la lutte armée était la seule option.»*

A ses côtés, la majorité de ses jeunes camarades, compagnons d'exil, ont eux aussi rejoint Komala après le soulèvement de 2022. Une véritable «génération Mahsa Amini», qui a puisé dans la cruauté du régime une inspiration révolutionnaire. Et même si Komala, à l'instar des quatre autres groupes kurdes iraniens armés installés en Irak, ne mène plus d'offensive contre les forces du régime le long de la frontière, tous maintiennent ici en vie un idéal politique, en attendant le grand soir. Celui de leur retour au pays.

Au milieu de ce petit groupe, s'il n'était pas arrivé il y a seulement quelques mois en Irak, Tiaco ferait figure de vétéran. L'homme de 41 ans, moustache fournie et regard rassurant, a l'allure d'un grand ours placide, qui tranche avec le rôle d'insurgé qu'il a endossé.

Sous sa tenue militaire se cachent des blessures et des cicatrices que le temps n'effacera pas. L'homme, qui dévoile pudiquement des impacts de balles métalliques sur ses mollets et une balafre d'une vingtaine de centimètres sur le torse, explique avoir subi deux semaines de torture

dans une caserne militaire iranienne : *«Ils m'ont brisé, psychologiquement et physiquement : j'avais les yeux bandés, et six ou sept personnes me torturaient sans arrêt. Aujourd'hui encore, je prends des calmants afin de calmer mes angoisses.»*

Avant de poursuivre : *«En 2022, la répression était beaucoup plus violente dans les régions kurdes. Aujourd'hui, c'est tout le pays qui l'expérimente. Par sa violence, le régime iranien sème le courage. Ce nouvel épisode va renforcer la détermination des Iraniens.»*

Pour ces activistes, le point de non-retour a été atteint mais les contours d'une issue victorieuse peinent à se dessiner. Ahmet Kurd, 33 ans, dresse un constat sans appel : *«La société iranienne manque cruellement de formation politique pour structurer les révoltes et préparer une transition. Cela aboutit au scénario auquel nous assistons. Nous sommes anti-impérialistes et, pour autant, tributaires des Etats-Unis. C'est une contradiction. Mais choisir ses alliés et ses soutiens est un luxe que nous avons perdu depuis longtemps.»*

«Embrasser ma mère»

Changement de décor, ou presque. A quelques dizaines de kilomètres de là, au cœur d'une autre vallée montagneuse, quelques baraquements se dessinent à l'horizon. Ici, ce sont les troupes du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), créé en 1945, qui évoluent dans un environnement hostile.

La formation, d'inspiration sociale-démocrate, tranche avec Komala mais les constats et les aspirations sont sensiblement les mêmes. A flanc de montagne, un groupe d'une vingtaine de jeunes – certains sont à peine majeurs – s'adonne, dans une atmosphère légère, à des entraînements militaires *«défensifs»*, selon ses cadres.

Samira, 20 ans, arrivée au Kurdistan irakien dès sa majorité, assure ne pas regretter son choix : *«Ce qui nous amène ici, c'est la torture, les risques de peine de mort, les tueries quand nous manifestons, mais aussi la situation économique. C'est un choix que j'assume.»*

Avec ses camarades, elle explique avoir suivi les protestations en Iran heure par heure sur son téléphone fin décembre, jusqu'au black-out des 8 et 9 janvier : *«La chute du régime, nous en rêvions la nuit : je me suis vue rentrer dans la maison familiale et embrasser ma mère, qui me manque tellement.»*

A ses côtés, Sima, 21 ans, se laisse emporter par l'émotion. *«Moi aussi, le jour où je rentrerai, je me précipiterai dans ses bras. Avoir été privée de nouvelles a été très dur. Pour le reste, si nous nous attendions à être trahies, cela n'affecte pas notre détermination.»*

Les jeunes femmes, comme l'ensemble des personnes interrogées, le disent tout de go : la répression subie par le peuple iranien les a rapprochées de ce dernier. Et si leur identité kurde, réprimée depuis un siècle, les a longtemps fait se sentir comme des citoyennes à part, ce soulèvement semble avoir changé la donne : *«Le régime a tenté de diviser le peuple, les Perses d'un côté, les minorités de l'autre. Mais sa violence est en train de nous réunir, peut-être comme jamais auparavant.»*

«Le retour ne se fera pas sans combattre»

L'absence d'alternative politique dans le pays interroge ces exilés mais tous ici expliquent avoir assisté, horrifiés, à l'irruption sur le devant de la scène du fils du chah d'Iran, Reza Pahlavi. *«La république islamique n'a rien inventé : l'oppression était déjà totale sous le règne de son père. Notre défi est multiple : faire tomber le régime sans tomber entre de mauvaises mains, ni perdre notre souveraineté au profit de puissances qui nous seront hostiles à la première occasion»*, explique Komar, 23 ans.

La nuit est tombée sur le Kurdistan irakien. A quelques dizaines de kilomètres en contrebas des monts Zagros, dans un camp civil du PDKI, Bapir Charanda, 57 ans, a lui aussi cru au grand retour. Membre du parti depuis quarante ans – il a été l'un des premiers Iraniens à arriver en Irak –, l'homme porte encore sur son corps les traces d'affrontements avec les militaires du régime de Téhéran, qui ont duré pendant deux décennies. Avec un œil crevé et des cicatrices de balles, il en est, pour ainsi dire, un miraculé.

«J'espère vivre assez longtemps pour revoir mon pays. Mais le retour ne se fera pas sans combattre. Nous, les Kurdes, ne pourrons pas faire tomber le régime seuls. Nous devons coopérer avec tous les peuples qui forment l'Iran, nous sommes ouverts à cela», assure-t-il.

Comme beaucoup, il juge l'idée d'une réforme du régime iranien sous la pression militaire et économique, portée par Donald Trump, nulle et non avenue. *«Si le guide suprême Ali Khamenei venait à être écarté mais que le régime restait au pouvoir, l'Iran resterait une dictature militaire. C'est pour cela que nous devons trouver des alternatives. Mais quand je vois tous ces jeunes qui arrivent ici pour résister, je suis fier. Notre résistance continue.»*

«Notre fils vit dans la peur depuis sa naissance»

Reste que pour les quatre groupes kurdes iraniens exilés, le quotidien est fait de risques et d'incertitudes. Visées à plusieurs reprises par des tirs de missiles, les bases militaires et les villages civils vivent dans la peur du lendemain. Plus encore depuis 2023, lorsqu'un accord tripartite conclu entre Téhéran, Bagdad et Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, a validé le désarmement des groupes. Une dynamique qui ne s'est jamais mise en place.

Ces craintes de représailles sont fondées. Mercredi 21 janvier, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) rapportait qu'une de ses bases au Kurdistan irakien avait été frappée par un missile balistique en provenance d'Iran, faisant état d'un mort et de blessés.

Dans un village de réfugiés politiques situé dans la périphérie de Koy Sanjak, déjà visé par une attaque aérienne du régime en 2018, Manitx et ses trois enfants angoissent. *«Nous savons qu'ils peuvent nous frapper à tout moment. Mon plus jeune fils a 7 ans. Il n'a jamais vu son pays natal et vit dans la peur depuis sa naissance. C'est très dur d'élever ses enfants loin de sa terre. Ils n'ont pas de perspectives, pas de stabilité. Il n'y a que la nostalgie et de la peur»*.

24 janvier 2026
Leela JACINTO

Face à la répression de Téhéran, les Kurdes d'Iran redoutent le pire

Dans leur violente répression contre les manifestations en Iran, les forces de sécurité ont utilisé des armes militaires qui n'étaient jusque-là déployées que dans les zones kurdes du nord-ouest du pays, selon Amnesty. Cela pourrait annoncer des jours encore plus sombres pour la minorité kurde d'Iran, longtemps marginalisée, s'inquiètent des spécialistes.

Trois ans après avoir fui l'Iran, Diako Alavi n'a que peu de nouvelles de sa famille éparpillée dans plusieurs villes du nord-ouest du pays, au sein de régions à majorité kurde. À cause des coupures d'Internet et des réseaux téléphoniques, en place depuis le début de la répression des manifestations, il n'a reçu que des messages avec des informations parcellaires.

«En toute honnêteté, je n'ai pas pu parler avec tout le monde. Je ne connais pas la situation de chacun d'eux, j'ai simplement appris qu'ils sont en sécurité. Ils sont toujours en vie», affirme cet homme de 37 ans, qui vit aujourd'hui en France.

Le berceau du mouvement «Femmes, Vie, Liberté»

La situation dans sa ville natale, Saqqez, semble beaucoup plus calme que lors des précédentes manifestations antigouvernementales. Cette ville kurde – dont était aussi originaire Mahsa Amini – a été le point de départ du mouvement de contestation «Femmes, Vie, Liberté» en septembre 2022.

Diako Alavi, comme de nombreux habitants, a assisté aux funérailles de la jeune Kurde et a participé à la première manifestation pour protester contre sa mort. Quelques mois plus tard, ce professeur d'anglais a été contraint de fuir son pays après avoir passé deux semaines en prison pour sa participation à ce mouvement de contestation.

À lire aussiQuelques heures d'accès internet révèlent l'escalade dramatique de la répression en Iran

«La situation a été différente cette fois-ci», explique-t-il. «Les manifestations ont été très limitées dans certaines régions kurdes, peut-être par peur de la répression massive que l'on voit actuellement dans d'autres villes.»

Alors que les manifestations de 2022-2023 s'étaient propagées de la périphérie kurde vers le centre du pays, les dernières protestations ont éclaté fin décembre au cœur économique de l'Iran, dans le Grand Bazar de Téhéran.

Saqqez, une ville de montagne située dans les monts Zagros, à la croisée des frontières de l'Iran, de l'Irak et de la Turquie, se trouve à plus de 600 km – et à des années-lumière – du Grand Bazar, le siège symbolique des bazaaris, une classe de commerçants conservatrice et fidèle à la République islamique depuis près d'un demi-siècle. À l'inverse, les Kurdes d'Iran sont historiquement opposés aux dirigeants théocratiques de Téhéran. Ils ont d'ailleurs payé un lourd tribut lors des répressions brutales du régime depuis la révolution islamique de 1979.

Lors de cette nouvelle vague de protestation, les craintes de la répression des habitants de Saqqez et des villes environnantes se sont malheureusement révélées fondées : Amnesty international a dénoncé le 20 janvier, lors d'une conférence de presse, une répression «sans précédent» en Iran, où les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants avec des armes militaires et semi-automatiques.

À lire aussiFusils d'assaut, mitrailleuses... : Amnesty dévoile l'arsenal guerrier utilisé en Iran

Ces mêmes armes létales avaient auparavant été utilisées dans les provinces kurdes, lors de la répression ayant suivi la mort de Mahsa Amini, a aussi révélé l'ONG. Les violences et la brutalité, autrefois cantonnées aux périphéries, ont ainsi désormais atteint le centre du pays. Une évolution de mauvais augure pour la stabilité intérieure de l'Iran.

«Les villes persanes ressentent la douleur des régions kurdes»

Pays vaste d'environ 92 millions d'habitants, l'Iran partage des frontières terrestres avec sept pays et abrite une population ethniquement diverse. La majorité perse représente environ 50 % de la population et vit principalement dans la région centrale du pays. L'Iran compte également une minorité azerbaïdjanaise (entre 16 % et 24 % de la population), des Kurdes (entre 10 % et 16 %) ainsi qu'une mosaïque de groupes ethniques plus petits – les Lors, les Arabes ou encore les Baloutches.

Répartis à cheval sur l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie, les Kurdes ont une longue et douloureuse histoire de discrimination et de campagnes de répression menées par des régimes installés dans des centres de pouvoir éloignés de leurs régions.

En Iran, l'État a appliqué pendant plus de quatre décennies une politique du «ce qu'il se passe dans le nord-ouest reste dans le nord-ouest», les médias persanophones expliquant au public que les forces de sécurité combattaient des «terroristes» et des «séparatistes» dans les zones kurdes reculées.

À lire aussiQuelques heures d'accès internet révèlent l'escalade dramatique de la répression en Iran

Mais cette approche a changé ce mois-ci, selon Shukriya Bradost, experte en sécurité au Moyen-Orient ayant étudié l'histoire des Kurdes d'Iran : «(Le régime) a utilisé, à Téhéran – et malheureusement dans d'autres provinces centrales à majorité persane –, les mêmes armes militaires que celles qu'il emploie systématiquement dans les régions kurdes. Après 47 ans, les villes persanes ressentent la douleur des régions kurdes.»

Le bilan humain est terrible. Celui dévoilé vendredi 23 janvier par l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA) – qui vérifie chaque

cas – s'élève désormais à 5 137 morts confirmées, tandis que le nombre de décès faisant encore l'objet d'une enquête a atteint 12 904. Par ailleurs, au moins 7 402 personnes ont été grièvement blessées lors des manifestations et le nombre total d'arrestations s'élève à 27 797.

Les Kurdes, «une force puissante et mobilisée contre le régime iranien»

Dans de nombreuses régions kurdes, si les manifestations de ce début d'année n'ont pas rassemblé des foules comparables à celles de 2022-2023, il y a tout de même eu des protestations, notamment dans la province occidentale de Kermanshah. Elles ont été brutalement réprimées.

Amnesty international a authentifié des vidéos montrant des membres des forces de sécurité arrêtant des manifestants au milieu des tirs, tandis que des blessés et des morts gisaient dans les rues. «Kermanshah ressemble à une zone de guerre», a déclaré un manifestant blessé. «C'est un champ de balles.»

À Malekshahi, un district de la province d›Ilam – elle aussi à majorité kurde –, les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur une foule de manifestants non armés avant de faire irruption dans un hôpital, «cherchant à retirer les corps des personnes tuées et à extraire de force les manifestants blessés», a indiqué Hengaw, une organisation kurde de défense des droits humains basée en Norvège.

À voir aussiIran : sous les voiles, la colère des femmes

Face à cette répression, sept partis politiques kurdes se sont réunis pour lancer un appel commun à une grève générale le 8 janvier. D'autres provinces à minorités ethniques – le Baloutchistan dans le sud-est et les provinces à majorité azerbaïdjanaise dans le nord – ont rejoint le mouvement. «Plus de 50 villes et localités ont suivi la grève», précise Shukriya Bradost. «Cela a été un immense succès pour les partis kurdes, démontrant l'ampleur de leur influence et leur capacité à mobiliser la population rapidement et efficacement.»

En canalisant la colère populaire vers un appel à la grève, les partis kurdes ont contribué à maintenir la population à l'écart de rues, devenues de véritables champs de bataille. Ils ont également reconnu les revendications économiques des bazaaris et de l'ensemble des citoyens iraniens, en frappant le régime là où cela lui fait le plus mal.

Les Kurdes, en particulier, peuvent jouer un rôle crucial dans l'avènement d'un changement politique, affirme Shukriya Bradost : «S'il doit y avoir une force puissante et mobilisée contre le régime iranien, ce sont les Kurdes. L'opposition iranienne peut saisir cette occasion pour s'unir autour des régions kurdes car elles sont les plus mobilisées du pays.»

Des élites «conditionnées à penser que tous les Kurdes sont des séparatistes»

D'autant que l'opposition iranienne ne parvient pas à trouver un leader capable d'unir des groupes disparates. Le fils de l'ancien shah, Reza Pahlavi, a fait figure d'alternative au régime islamiste pour les chaînes persanophones. Lors des récentes manifestations, son nom a été scandé par des protestataires. Mais on a aussi entendu des slogans tels que «Ni shah, ni mollah» dans des universités iraniennes.

Les liens étroits de Reza Pahlavi avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu constituent également un facteur de division – surtout après la guerre de 12 jours avec l'État hébreu, en juin dernier. Par ailleurs, le prince héritier exilé aux États-Unis semble difficilement acceptable pour de nombreux Kurdes dont les parents et ancêtres ont subi une discrimination brutale sous les monarchies Pahlavi.

À lire aussiIran-Israël : le récit des 12 jours de guerre ouverte

Un mois après la guerre avec Israël, l'équipe de Reza Pahlavi a par ailleurs publié un plan de «phase d'urgence». Ce document de 169 pages mentionnait à plusieurs reprises l›»intégrité territoriale» de l'Iran, mais ne faisait aucune référence au «fédéralisme» – une question cruciale pour les Kurdes du pays.

Qu'il s'agisse du régime islamique ou d'un ancien-nouveau shah, le discours des élites persanes paraît tristement familier à de nombreux Kurdes iraniens. «Elles ont été conditionnées à penser que tous les Kurdes sont des séparatistes», balaie Shukriya Bradost. «Dès que l'on emploie le terme ‹fédéralisme›, il est perçu comme du séparatisme, une menace pour l'intégrité territoriale.»

Luttes internes

a accusé, mercredi, l'Iran d'avoir mené des frappes sur ses locaux

Les défenseurs de ce «fédéralisme», les Kurdes en l'occurrence, sont alors considérés comme une menace par Téhéran qui n'hésite pas à les cibler dès qu'il le peut. Le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK) – un parti kurde iranien réfugié en Irak – «à l'aide de missiles et de drones».

Rien de surprenant pour Shukriya Bradost, qui explique : «On était préparés à l'idée que le régime attaquerait des bases kurdes au Kurdistan irakien. C'est toujours un scénario possible.» La spécialiste souligne que l'un des principaux objectifs du régime était de «détourner l'attention des manifestants vers le parti kurde, afin de dire aux Iraniens que les Kurdes sont des séparatistes et que l'intégrité territoriale de l'Iran est en danger».

À lire aussiIran : «J'ai vu les forces de sécurité tirer», raconte un manifestant

Sur près d'un siècle, la mobilisation historique des Kurdes a conduit à la création de plusieurs partis. Certains se sont même affrontés entre eux, notamment dans les années 1990. Cette période, particulièrement brutale pour les Kurdes en Turquie et en Irak, a eu des répercussions sur les partis kurdes iraniens. Téhéran cherchait, quant à lui, à exploiter ces luttes internes pour maintenir son contrôle sur les régions kurdes et étendre son influence dans le «croissant chiite» s'étendant jusqu'à la Syrie et au Liban.

Des Iraniens «complètement coincés entre deux forces»

Les Kurdes sont qualifiés depuis plus d'un siècle de «plus grand peuple sans État au monde». Pourtant, la communauté internationale a largement échoué à coopérer avec les capitales régionales ou à faire pression sur elles pour s'attaquer aux causes profondes de la question kurde au-delà des frontières.

Depuis la France, Diako Alavi observe l'arrivée de nouveaux acteurs et de nouvelles administrations qui se mêlent aux jeux géopolitiques dans la région – une évolution qui l'inquiète. Lors d'une récente manifestation de l'opposition iranienne devant le Parlement européen à Strasbourg, il a vu certains participants brandir des drapeaux israéliens, ce qui l'a profondément troublé. «Il y a des gens à qui ça ne plaît pas, vous savez», confie l'ancien enseignant d'un ton posé.

De nombreux experts du Moyen-Orient estiment qu'au cours des deux dernières années, Israël a cherché à se positionner comme le défen-

seur des minorités de la région afin d'affaiblir les États voisins pour des raisons de sécurité. Si beaucoup d'Iraniens s'opposent au soutien de la République islamique à l›»axe de la résistance» en faveur de la cause palestinienne, jugé préjudiciable au bien-être de leur propre population, tous ne soutiennent pas pour autant Israël. Les ouvertures de Reza Pahlavi envers Benjamin Netanyahu ont encore davantage divisé une opposition déjà fragmentée.

À lire aussiIran : des cyberattaques américaines pour soutenir les manifestations ?

L'évolution du discours du président américain, Donald Trump, sur l'Iran a également alimenté l'inquiétude au sein de l'opposition iranienne. Les menaces initiales d'intervention contre Téhéran se sont estompées la semaine dernière, alors que les manifestations se poursuivaient à l'intérieur du pays. Tandis qu'une population traumatisée par les tueries, les coupures et la surveillance peine à retrouver et à enterrer ses morts, le président américain se vante d'avoir empêché des exécutions de prisonniers, adoucissant sa rhétorique interventionniste.

«Je comprends que des gens à l'intérieur du pays qui n'ont plus d'espoir, qui assistent à un massacre de grande ampleur, demandent à Trump de venir nous aider parce qu'on nous tue», affirme Diako Alavi. «Mais ce que nous voyons aujourd'hui n'est pas une bonne situation. Nous sommes complètement coincés entre deux forces, dont aucune n'est vraiment acceptable… Je ne sais pas quoi dire», poursuit-il, visiblement abattu après des semaines d'angoisse passées à observer les violences à distance et à tenter de percer le blackout des communications pour obtenir des nouvelles de sa famille. Et il conclut : «Le plus dur, c'est le sentiment de culpabilité. Je le vois chez presque tous mes amis iraniens à travers le monde, nous nous sentons tous coupables de ne pas être là.»

Cet article est une adaptation du papier original disponible en anglais ici.

Le Monde **24 janvier 2026**

En Syrie, le cessez-le-feu avec les forces kurdes prolongé de quinze jours, selon le ministère de la défense

Le ministère précise que cette « prolongation », à compter de samedi à 23 heures, heure locale (20 heures à Paris), soit trois heures après l'expiration officielle de la trêve décrétée mardi, vise à « soutenir l'opération américaine visant à transférer les détenus » de l'EI des prisons kurdes vers l'Irak.

Le ministère de la défense syrien a annoncé, dans la soirée du samedi 24 janvier, la prolongation de quinze jours de la trêve avec les forces kurdes, afin de faciliter le transfert par les Etats-Unis de détenus de l'organisation djihadiste Etat islamique (EI) depuis la Syrie vers l'Irak. Dans un communiqué, le ministère précise que cette *« prolongation »*, à compter de samedi à 23 heures, heure locale (20 heures à Paris), soit trois heures après l'expiration officielle de la trêve décrétée mardi, vise à *« soutenir l'opération américaine visant à transférer les détenus »* de l'EI des prisons kurdes vers l'Irak.

La télévision d'Etat a par ailleurs annoncé samedi *« la libération* (…) *de 126 détenus âgés de moins de 18 ans de la prison d'Al-Aqtan* [dans la province de Rakka] *»* dont l'armée a repris le contrôle aux forces kurdes en vertu d'un accord entre les deux parties, ont rapporté les médias d'Etat. Selon l'Agence France-Presse (AFP), des images diffusées par la télévision d'Etat ont montré des foules rassemblées pour accueillir les mineurs libérés de cette prison d'Al-Aqtan. L'agence de presse officielle SANA a publié les noms des détenus toujours emprisonnés, permettant à leurs proches de les rechercher en ligne.

Sollicitées par l'AFP, les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) n'ont pas commenté ces informations.

Sous la pression militaire de Damas, qui cherche à étendre son contrôle sur l'ensemble du pays, les FDS ont cédé ces derniers jours de vastes territoires et se sont retirées dans certaines parties de la province de Hassaké, à l'extrême nord-est.

Vendredi, des combattants kurdes qui assuraient la surveillance de la prison ont été transférés vers la ville de Kobané (Ayn Al-Arab en arabe), contrôlée par les Kurdes, à la frontière nord avec la Turquie. Selon l'armée, citée par SANA, ce transfert était *« la première étape de la mise en œuvre de l'accord du 18 janvier, en vertu duquel le ministère de l'intérieur prendra en charge l'administration de la prison »*.

Dimanche dernier, le président syrien, Ahmed Al-Charaa, avait annoncé un accord avec le chef des FDS, Mazloum Abdi, prévoyant un cessez-le-feu et l'intégration de l'administration autonome de facto des Kurdes au sein de l'Etat syrien, qui assumera désormais la responsabilité et la garde des prisonniers de l'EI.

The New York Times Jan. 24, 2026

Syria Announces Cease-Fire Extension, Hours After Truce With Kurds Expired

Syria's government and Kurdish-led forces in the country's northeast have clashed as President Ahmed al-Sharaa seeks to extend his authority across the entire country.

Syria's defense ministry said on Saturday that it would extend a cease-fire across all military operations for 15 days, hours after a weeklong truce with a Kurdish-led militia in the country's northeast expired.

The ministry said in a statement on social media that the extension was in support of an operation led by the United States to transfer detainees from the Islamic State group held in Syria to Iraq.

Syrian government troops have in recent weeks taken control of large areas of territory held by Kurds in eastern and northern Syria, including strategic assets like oil fields and dams, after intense clashes with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, or S.D.F.

As the Syrian armed forces took over parts of the northeast, the United States began relocating detainees from the Islamic State, also known as ISIS, amid concerns that thousands of former fighters and their relatives could break out of detention in those areas.

The defense ministry's statement on Saturday made no explicit reference to the government's conflict with the S.D.F., though the group said in a subsequent post on social media that an agreement had been reached through international mediation.



Kurdish-led militia fighters in northeastern Syria on Saturday. A cease-fire agreed upon with the government last Sunday called for the integration of Kurdish troops into the national army. Credit... Ethan Swope/Getty Images

The Syrian government and the Kurds agreed last Sunday to an immediate cease-fire that called for the full integration of Kurdish troops into the national army, a longstanding demand of the Syrian government, as well as the handing over of administrative control of much of the northeast.

The Syrian state news agency SANA reported on Tuesday that the government had given the S.D.F. four days to submit a detailed plan for the integration of Hasakah Province, which was the only province left under the militia's authority.

It was unclear whether a plan had been submitted, and a spokesman for the group did not immediately respond to requests for comment.

Analysts widely saw the truce deal as a capitulation, because the S.D.F. lost almost all of the concessions the Syrian government had offered in earlier negotiations.

SANA cited an unnamed government source on Saturday night as saying that the cease-fire had ended, and that it was weighing its next steps. And Syria's foreign ministry had dismissed reports circulating on social media that the deadline would be extended, SANA said, citing a ministry official, Mohammad Taha al-Ahmad.

"All options remain on the table, alongside calm and dialogue, to enforce the law, preserve Syria's unity and safeguard the rights of the Syrian people," Mr. al-Ahmad said, according to SANA.

The S.D.F. had accused the government on social media of deploying troops in breach of the cease-fire, saying it was an effort to "undermine de-escalation and steer the situation toward war instead of political solutions."

The government's recent advances have strengthened President Ahmed al-Sharaa's grip on Syria, more than a year after his rebel forces overthrew the dictatorship of

Bashar al-Assad, whose family had ruled the country for decades.

Mr. al-Sharaa has sought to bring Syria's diverse ethnic and religious communities under centralized rule with himself at the helm in the capital, Damascus.

He has also pledged that all of Syria's minority communities will be protected under his government and, this month, signed a decree affirming Kurdish rights, including calls to restore Syrian citizenship to Kurds stripped of it after a 1962 census.

Members of the Syrian government's forces inside a network of tunnels in the town of Ayn Issa, on Saturday.Abdulmonam Eassa/Getty Images

The S.D.F., which has long positioned itself as the defender of Syrian Kurds and administered a de facto state in northeastern Syria, has posed the most formidable challenge to Mr. al-Sharaa's effort.

The Kurdish-led militia has resisted full integration into the government's army, seeking autonomy over its territories and security in northeastern Syria.

Yet those Kurdish forces have also long been key partners of the United States, assisting in the fight against the Islamic State guarding American bases and managing detention camps and prisons that housed thousands of jihadists and their families.

The partnership appeared to come undone this week, after the U.S. special envoy to Syria, Thomas J. Barrack, said that Washington no longer viewed Kurdish-led forces as its main partner in the fight against the Islamic State. Mr. Barrack said he believed that the Syrian government was now ready to take on those responsibilities.

That apparent policy shift reflected Washington's increasing confidence in Mr. al-Sharaa, who maintains a close relationship with President Trump.

Among the Kurdish militia fighters, "There's a profound sense of abandonment and fear, layered with exhaustion," said Nanar Hawach, a senior Syria analyst at the International Crisis Group, which focuses on conflict prevention. "For them, individual integration into the Syrian army isn't a bureaucratic detail. It is the end of the project they have fought for."

The cease-fire remained fragile and, this week, fighting broke out around two prisons in northeast Syria that housed ISIS members, highlighting the vulnerability of the agreement and raising fears that some may escape during the handover process.

On Wednesday, U.S. Central Command, which is responsible for American military operations in the Middle East, said that U.S. forces had already relocated 150 Islamic State fighters from a detention center in northeastern Syria to an undisclosed "secure location" in Iraq.

The military added that as many as 7,000 ISIS detainees currently held in Syria could eventually be transferred to facilities managed by Iraqi authorities.

As part of the cease-fire, the S.D.F. agreed to transfer control of the northern province of Raqqa and the eastern province of Deir al-Zour to the government.

Before the cease-fire was extended, the United Nations warned of a looming humanitarian crisis in some Kurdish-held cities in Syria, citing disruptions to electricity and water amid bitter winter conditions.

Farhan Haq, the deputy spokesman for the U.N. secretary general, said on Friday that all roads into Kobani, a Kurdish stronghold in northern Syria, were closed, and that disruptions to electricity, water and internet were limiting access to basic services. Food and essential supplies are at risk of shortages, he said, and while health facilities remain open, medicine remains limited.

The U.N. was working with its partners and local authorities to conduct additional assessments and secure access, he said.

For now, even as Mr. al-Sharaa makes territorial gains, he faces a crucial test, Mr. Hawach said.

"Al-Sharaa has an opportunity here," he said. "If he can now demonstrate that integration means genuine inclusion, it would be the strongest signal yet that Syria's new order is different from what came before."

Le Monde **25 janvier 2026**

En Syrie, l'ONU envoie de l'aide vers une ville à majorité kurde cernée par l'armée

Alors que la population de Kobané fait face à des pénuries critiques, l'arrivée de l'aide de l'ONU marque un tournant dans une ville symbole, toujours sous haute tension entre armée et forces kurdes.

Un corridor humanitaire a été ouvert vers Kobané – ville à majorité kurde du nord de la Syrie, cernée par l'armée –, où un premier convoi de l'ONU est arrivé, dimanche 25 janvier, pour fournir une *« aide vitale »* aux déplacés ayant fui les affrontements. Un cessez-le-feu entre Damas et les forces kurdes a été prolongé de quinze jours, après que ces dernières ont cédé des pans entiers de territoire aux troupes gouvernementales, décidées à reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire.

Dimanche soir, les deux parties se sont mutuellement accusées de violations de la trêve. L'armée du régime syrien, citée par des médias d'Etat, a dit avoir été visée

par des drones autour de Kobané. Quant aux Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), elles ont accusé l'armée de plusieurs attaques, dont un bombardement ayant tué un enfant à l'ouest de Kobané.

Plus tôt dans la journée, l'armée avait annoncé ouvrir deux corridors afin de permettre *« l'entrée de l'aide »* : l'un vers Kobané et l'autre dans la province voisine de Hassaké, région dans laquelle elle s'est également déployée. Un convoi d'aide de l'ONU est arrivé dimanche à Kobané, a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Céline Schmitt, porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en Syrie.

Le représentant de l'agence en Syrie, Gonzalo Vargas Llosa, avait auparavant précisé que le convoi était composé de *« 24 camions transportant des denrées essentielles, des articles de secours et du diesel »*, devant *« fournir une aide vitale aux civils affectés par les hostilités et le climat hivernal »*. L'opération a été rendue possible par *« la coopération du gouvernement syrien »*, avait-il écrit sur X.

Plus tôt cette semaine, des habitants de Kobané (Ayn Al-Arab, en arabe) avaient déclaré à l'AFP qu'ils manquaient de nourriture, d'eau et d'électricité, alors que la ville était submergée de personnes ayant fui l'avancée de l'armée syrienne.

Un symbole de résistance kurde sous pression

Kobané, qui se situe à environ 200 kilomètres du bastion kurde dans l'extrême nord-est de la Syrie, est entourée par les forces gouvernementales et est bordée par la frontière turque au nord. Les forces kurdes ont accusé l'armée syrienne d'y imposer un *« siège »*. La ville, que les forces kurdes avaient libérée d'un long siège de l'organisation Etat islamique (EI) en 2015, était devenue un symbole, en tant que première grande victoire contre les djihadistes.

Le pouvoir islamiste de Damas réclame la dissolution des FDS, tandis que Washington estime que leur mission initiale de lutte contre l'EI n'a plus de raison d'être, compte tenu de l'émergence d'un Etat central fort et soutenu par les Etats-Unis à Damas.

---

avec AFP
25 janvier 2026

L'armée syrienne ouvre un corridor humanitaire vers Kobané, ville à majorité kurde

L'armée syrienne a indiqué dimanche avoir ouvert un corridor humanitaire vers Kobané. Des déplacés fuyant des affrontements ont récemment afflué dans cette ville à majorité kurde du nord de la Syrie, où un convoi de l'ONU se dirige aussi avec de l'aide. Cette annonce intervient au lendemain de la prolongation de quinze jours d'un cessez-le-feu entre Damas et les forces kurdes.

Au lendemain de l'appel d'un parti turc prokurde à «lever immédiatement» le siège de Kobané, l'armée syrienne a indiqué dimanche 25 janvier avoir ouvert un corridor humanitaire vers cette ville à majorité kurde du nord de la Syrie.

Un cessez-le-feu entre Damas et les forces kurdes a été prolongé de 15 jours, après que ces dernières ont cédé des pans entiers de territoire aux troupes gouvernementales, qui ont également envoyé des renforts autour d'un bastion kurde du nord-est.

À lire aussiQuel avenir pour les Kurdes de Syrie après l'ultimatum de Charaa ?

Plus tôt cette semaine, des habitants de Kobané (Aïn al-Arab en arabe) avaient déclaré à l'AFP manquer de nourriture, d'eau et d'électricité et que la ville était submergée de personnes ayant fui l'avancée de l'armée syrienne.

Dans un communiqué, l'armée a indiqué ouvrir deux corridors, l'un vers Kobané et l'autre dans la province voisine de Hassaké, afin de permettre «l'entrée de l'aide».

«Grâce à la coopération du gouvernement syrien (...) un convoi de 24 camions transportant des denrées essentielles, des articles de secours et du diesel» a pris la route de Kobané, «pour fournir une aide vitale aux civils affectés par les hostilités et le climat hivernal», a de son côté déclaré sur X Gonzalo Vargas Llosa, représentant de l'agence des Nations unies pour les réfugiés en Syrie.

Thanks to the cooperation with the Syrian government at the Aleppo and Damascus levels, a convoy of 24 trucks carrying essential food, relief items, and diesel from the @UNinSyria and NGOs departed Aleppo for Ayn al- Arab (Kobani) in northern Syria approximately one hour ago to… pic.twitter.com/Hlum-kAdDK8— Gonzalo Vargas Llosa (@llosa_gonzalo) January 25, 2026

Kobané, symbole en tant que première grande victoire contre les jihadistes

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont perdu de vastes régions au profit des forces gouvernementales et se retrouvent cantonnées aux régions à majorité kurde dans le nord-est et à Kobané.

La ville, qui se situe à environ 200 km du bastion kurde dans l'extrême nord-est de la Syrie, est entourée par les forces gouvernementales et bordée par la frontière turque au nord.

Kobané, que les forces kurdes avaient libérée d'un long siège du groupe État islamique en 2015, était devenue un symbole en tant que première grande victoire contre les jihadistes.

Samedi, Damas a affirmé que le cessez-le-feu avait été prolongé de 15 jours pour faciliter le transfert par les États-Unis de détenus du groupe État islamique (EI) de Syrie vers l'Irak. Cette opération a débuté

cette semaine, Washington craignant des failles sécuritaires dans la surveillance des prisonniers du fait des affrontements entre l'armée et les Kurdes.

Le ministère syrien de la Défense a annoncé samedi soir cette «prolongation» de cessez-le-feu dans le but de «soutenir l'opération américaine visant à transférer les détenus» de l'EI des prisons kurdes vers l'Irak.

Transférer en Irak jusqu'à 7 000 suspects de l'EI

Les FDS ont indiqué que cette prolongation, avait été convenue «grâce à une médiation internationale, tandis que le dialogue avec Damas se poursuit».

Dans un communiqué, elles «affirment leur engagement envers cet accord et leur détermination à le respecter, pour contribuer à la désescalade, à la protection des civils et à la création des conditions nécessaires à la stabilité».

L'armée américaine a dit vouloir transférer en Irak jusqu'à 7 000 suspects de l'EI, auparavant détenus par les combattants kurdes syriens.

Des Européens figuraient parmi les 150 détenus haut placés de l'EI qui ont été les premiers à être transférés mercredi, et deux responsables irakiens ont déclaré à l'AFP qu'un deuxième groupe «comptant jusqu'à 1 000 détenus de l'EI» était en cours de transfert samedi.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, dont le pays soutient Damas, avait déclaré vendredi qu'une prolongation du cessez-le-feu pouvait être envisagée le temps du transfert des détenus de l'EI vers l'Irak.

Libération

25 janvier 2026

Syrie : brisons le silence autour du massacre des femmes kurdes dans le Rojava

Alors que les Kurdes subissent des exactions perpétrées par une coalition de groupes jihadistes, un collectif de personnalités, dont Ariane Ascaride, Annie Ernaux, Lio et Sepideh Farsi, appelle la communauté internationale à agir immédiatement.

Nous, femmes, qui œuvrons pour libérer le monde de l'ordre patriarcal, lançons un cri d'alarme. Alors que des crimes contre l'humanité s'intensifient en Iran, d'autres crimes sont en cours en Syrie. Désormais dirigée par un ancien cadre d'Al-Qaeda, la Syrie s'enfonce dans une spirale de violences visant successivement les populations alaouites, druzes, puis kurdes.

Depuis le 4 janvier, le pouvoir syrien attaque les Kurdes. Aujourd'hui, au Rojava, cette région du nord-est syrien devenue symbole mondial de la victoire des femmes kurdes contre Daech, les Kurdes subissent un massacre perpétré par une coalition de groupes jihadistes : les forces HTS au pouvoir, des mercenaires turcs et des milliers d'exprisonniers de Daech.
Exactions

Ces groupes cherchent à se venger de leur défaite et à détruire un mode d'organisation sociale en totale contradiction avec l'ordre jihadiste. Ils attaquent l'expérience d'une révolution féministe au cœur du Moyen-Orient. Comme c'est le cas en Iran. Ce qui est visé n'est pas seulement une population civile, mais l'imagination même d'un avenir politique laïque et démocratique, fondé sur la liberté et l'égalité femme-homme.

En ce moment même, exactions et bombardements se multiplient sous le regard silencieux de la communauté internationale. Les attaques contre les résistantes kurdes se transforment en démonstrations de force à travers leurs corps, comme on peut voir dans cette photo où le terroriste de Daech montre la natte coupée d'une combattante.

On ne tue pas une révolution en coupant les nattes des femmes. Même si on ne le voit pas dans les médias internationaux, les Kurdes résistent. Malgré l'extrême brutalité des attaques, le Rojava est devenu, comme en 2015 face à Daech, le lieu d'une résistance totale. Pour défendre leur existence et leurs droits, les peuples du Rojava sont entrés dans une phase d'autodéfense populaire, sans aucun soutien de la communauté internationale.

Briser le silence

Nous appelons les journalistes à relayer l'urgence et la gravité de la situation, à briser le silence qui entoure ce drame. Nous appelons les Nations unies, le Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Cedaw) et les mécanismes internationaux des droits humains à agir immédiatement contre les crimes de guerre commis en Syrie.

Le président de la République française Emmanuel Macron s'est récemment entretenu par téléphone avec les représentants des forces kurdes. Nous saluons cette démarche importante, mais nous demandons d'aller plus loin pour arrêter ce crime.

Abandonner Kobané aujourd'hui serait une trahison de l'histoire et du sacrifice de celles et ceux qui ont combattu le terrorisme au nom de l'humanité.

Ne sacrifions pas ce peuple, ces femmes, cet espoir.

Les premiers signataires : **Pinar Selek** Sociologue **Ariane Ascaride** Actrice écrivaine **Hanna Assouline** Présidente des Guerrières de la paix **Michèle Bernard** Autrice, compositrice, chanteuse **Sarah Durocher** Présidente du Planning familial **Leana Enel** Présidente de la Marche mondiale des femmes **Annie Ernaux** Prix Nobel de littérature **Sepideh Farsi** Cinéaste **Lio** Chanteuse, actrice **Carole Mesrobian** Présidente de PEN Club français **Elisabeth Nicoli** Présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie **Sabine Salmon** Présidente de Femmes solidaires **Michèle Vitrac-Pouzoulet** Présidente de Elu·es contre les violences faites aux femmes (ECVF).

La liste de l'ensemble des signataires.

Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à idees@liberation.fr.

Jan.25, 2026

Foreigners in Erbil react to cutting of Kurdish fighter's braid

ERBIL, Kurdistan Region – Foreigners living in Erbil have reacted to footage showing a member of the Syrian Arab Army holding the braid of a Kurdish fighter he had cut during the army's recent offensive against Kurdish areas.

"In our country braiding our hair is just fashion. That's it. But here it is different. It hits you when you see this video. Everyone is doing braiding now and it is very very sad," Rachel Gomez, a Filipino living in Erbil, told Rudaw.

The cutting of the braid sparked a national sentiment across all four parts of Greater Kurdistan, bringing Kurds together as one.

Eve Naeimi was born in Saudi Arabia and is originally from Deir ez-Zor, Syria.

"In Saudi Arabia, that [braid] is not just a style," she said, adding that the braid shows the strength of women.

The Syrian fighter later claimed that the braid was fake hair.

The Syrian jihadist-led army has been accused of committing numerous violations against Kurds during its recent attacks in Kurdish areas.

Jan.25, 2026

Kurds flock to Rudaw fundraising campaign for Rojava

ERBIL, Kurdistan Region – Thousands of people from different parts of the Kurdistan Region queued over the past three days to support the Kurdish region of northeast Syria (Rojava), which has been under siege by Damascus for days following a military offensive.

A large amount of money and goods worth at least two billion dollars has been collected during the campaign, titled Rudaw's Ranj Campaign for Western Kurdistan.

The third night of the campaign was held on Saturday in freezing conditions, with temperatures ranging between 2 and 3 degrees Celsius. The presenter, guests, and participants gathered around fires while taking part in the program, donating, and collecting aid for Rojava—especially for areas that currently lack heating fuel, oil, blankets, food, and other basic necessities amid the cold.

"If we ourselves do not act, no one will come to our aid. Today is the day to address the problems and heal the wounds of Western Kurdistan [Rojava]. Supporting Western Kurdistan is a religious and national duty to protect our existence," said Abdullah Saeed Waisi, head of the Union of Religious Scholars of Kurdistan, during a program which was aired live on Rudaw TV.

Speaking about the religious significance of the aid, Waisi added: "This assistance is the greatest act of worship and devotion to God. Be assured of that."

A blind child, nearly nine years old, also attended the campaign.

"I have brought some socks, hats, and gloves for the children of Western Kurdistan. Long live Kurdistan," he said.

The recent attacks by the Syrian Arab Army and affiliated armed groups launched a large-scale offensive on areas previously under the control of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF). The SDF later retreated from Arab-majority areas after Arab tribes refused to maintain their loyalty to the group.

The war left Kurdish areas under siege, with the Kurdistan Region serving as the only gateway for humanitarian aid.

Le Monde

26 janvier 2026

« La communauté internationale doit défendre les Kurdes de Syrie »

Alors que l'Union européenne s'est engagée, début janvier, à verser une aide de 620 millions d'euros à la Syrie, plus de 400 personnalités appellent, dans une tribune au « Monde », à ne pas sacrifier les droits humains et les aspirations des peuples sur l'autel des intérêts économiques et géopolitiques.



Des manifestants brandissent un immense drapeau du Rojava, la région kurde de Syrie, lors d'une manifestation de solidarité avec les Kurdes du nord de la Syrie, place de la République, à Paris, le 24 janvier 2026. BLANCA CRUZ/AFP

A l'heure où le Rojava (Kurdistan de Syrie) et son projet politique subissent une attaque militaire sans précédent menée par le gouvernement de transition syrien (GTS), il est essentiel de le dire clairement : malgré ce qui est trop souvent présenté dans les discours médiatiques, ce qui se joue aujourd'hui en Syrie n'est pas un affrontement communautaire ou religieux, mais l'opposition entre deux visions et projets politiques pour l'avenir de la Syrie.

Le gouvernement du président syrien, Ahmed Al-Charaa défend une *« République arabe syrienne »* centraliste, antidémocratique, réprimant les droits politiques et syndicaux ainsi que ceux des femmes et des minorités religieuses et ethniques, et prépare une poudrière où l'organisation Etat islamique (EI) est déjà en train de reconstituer sa force destructrice. Les puissances occidentales soutiennent ce projet, tout en veillant à sa soumission à leurs intérêts et en sanctuarisant l'occupation israélienne dans le sud ainsi que celle de la Turquie dans le nord.

Pourtant, une autre voie existe : celle d'une Syrie décentralisée, démocratique, et accordant une place politique centrale aux femmes et aux minorités culturelles et religieuses, s'appuyant notamment sur les expériences d'émancipation menées au Rojava et dans le Nord-Est syrien par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), ainsi que sur plus de cinquante ans de résistance aux massacres et au régime totalitaire des Al-Assad.

Depuis un an, à travers toute la Syrie, des militantes des droits des femmes, des forces progressistes, dirigeants communautaires arabes, alaouites ou encore druzes ont exprimé leur refus du projet d'Ahmed Al-Charaa, bien éloigné des aspirations premières de la révolution, et leur soutien au modèle de l'Aanes.

Ce déploiement de violence est intervenu après l'interruption brutale des négociations engagées depuis le 10 mars 2025 entre l'Aanes et ses forces armées, les FDS (Forces démocratiques syriennes) d'un côté et le gouvernement de transition syrien de l'autre. Si les représentants de l'Aanes ont réaffirmé leur attachement à l'unité du pays dans le cadre d'une Syrie décentralisée, le gouvernement n'a avancé sur aucun des points majeurs des accords préliminaires : décentralisation politique et préservation de certaines structures politiques propres, droits politiques pour les minorités, retour sécurisé des déplacés internes.

Attaques de quartiers kurdes

Dès le 6 janvier, les forces armées du gouvernement de transition syrien attaquaient les deux quartiers à majorité kurde d'Alep, Cheikh-Maqsoud et Achrafieh, puis lançaient une nouvelle offensive directement contre les territoires de l'Aanes. En deux semaines, plusieurs dizaines de civils ont été tués dans les attaques, des maisons et infrastructures civiles prises pour cible et des dizaines de milliers de personnes, majoritairement kurdes, déplacées de force. Plusieurs civils, des combattants et combattantes ont été assassinés de sang-froid ou décapités par les milices islamistes, en violation des lois internationales régissant la guerre.

C'est donc une guerre totale qui s'ouvre entre les forces de l'Aanes et celles du gouvernement de transition syrien. Les cantons de Kobané et de Djézireh, historiquement kurdes, sont maintenant assiégés. L'électricité, l'eau et Internet sont coupés à Kobané, mettant en péril les conditions de vie de 250 000 personnes. Des risques de nettoyage ethnique et de cycles de représailles sont extrêmement élevés. Le cessez-le-feu déclaré le 20 janvier n'a pas été respecté par le gouvernement de transition et les attaques continuent.

Les FDS ont perdu plus de 12 000 personnes dans la lutte contre l'EI et bénéficiaient jusqu'alors du soutien des Etats-Unis au titre de leur participation à la coalition internationale. Celui-ci a pris fin mardi et les FDS sont trahies une fois de plus dans l'indifférence et l'hypocrisie. Dans une déclaration, l'envoyé spécial des Etats-Unis, Tom Barrack, a transféré la responsabilité de la lutte contre l'EI au gouvernement syrien, alors même que, ces derniers jours, des centaines de prisonniers ont été remis en liberté par ses forces.

Les violences qui visent l'Aanes et les Kurdes ne sont malheureusement pas nouvelles. En mars *[2025]*, en instrumentalisant un soulèvement d'anciens cadres du régime Assad, les forces gouvernementales ont commis des massacres contre les communautés alaouites, qui ont continué au cours de l'année. En juillet, ce sont les communautés druzes qui ont été la cible d'attaques violentes. Ces politiques et massacres à l'encontre de groupes ethniques et religieux pourraient constituer des crimes contre l'humanité au regard du droit international.

Dans le même temps, Al-Charaa a annoncé l'intégration de combattants djihadistes dans l'armée régulière. Autant de faits qui révèlent l'instabilité et les véritables intentions politiques de ce gouvernement de transition, dans un pays ravagé où les habitants aspirent pourtant à vivre, ensemble, en paix.

Manne pétrolière

Malgré ces faits, l'Union européenne vient de signer un chèque de 620 millions d'euros au gouvernement syrien pour la reconstruction du pays. Ces actes incarnent une diplomatie où les droits humains et les aspirations des peuples sont sacrifiés sur l'autel des intérêts économiques et géopolitiques. La Syrie représente une manne pétrolière, un nouveau marché pour la France et les autres puissances occidentales. C'est aussi un partenaire stratégique pour le gouvernement israélien – responsable de génocide, selon la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU –, avec lequel des accords ont été conclus à Paris début janvier sous la supervision des Etats-Unis.

Nous refusons que nos dirigeants choisissent le parti d'un pouvoir dangereux et répriment les manifestations de soutien aux Kurdes. Dans le Nord-Est syrien, la mobilisation générale a été décrétée lundi 19 janvier, et des Kurdes des quatre parties du Kurdistan affluent aujourd'hui pour soutenir le Rojava, les acquis de sa révolution ainsi que la possibilité d'une Syrie démocratique. Partout en France, nos actions parlementaires, politiques, syndicales et culturelles doivent se renforcer afin de soutenir cet espoir et la population kurde attaquée à Djézireh et Kobané.

La communauté internationale doit prendre une position ferme pour protéger les populations, défendre les droits et les territoires des Kurdes de Syrie, défendre l'autonomie des institutions civiles, politiques et militaires de l'Aanes, le retour de tous les déplacés dans les régions occupées par les milices soutenues par la Turquie, ainsi que la coexistence pacifique et l'autodétermination de tous les peuples qui composent la Syrie. L'ONU et les Etats membres doivent garantir le maintien d'un corridor humanitaire vers la ville de Kobanê afin d'acheminer l'aide dans les quantités nécessaires aux besoins de la population assiégée ainsi que le rétablissement de l'eau courante et de l'électricité.

Premiers signataires : Salah Amokrane, militant de l'Assemblée des quartiers ; **Etienne Balibar,** philosophe, professeur des universités ; **Cyrielle Chatelain**, présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale ; **Olivier Faure**, premier secrétaire du Parti socialiste ; **Jean-Luc Mélenchon**, coprésident de l'Institut La Boétie, fondateur de La France insoumise ; **Guillaume Meurice**, humoriste ; **Gilbert Mitterrand**, président de la Fondation Danielle Mitterrand ; **Murat Okundu**, porte-parole de People's Bridge ; **Erik Orsenna**, écrivain et académicien français ; **Aissa Rahmoune**, secrétaire générale de la Fondation internationale pour les droits humains ; **Marine Tondelier**, secrétaire nationale des Ecologistes. Retrouvez l'ensemble des signataires ici.

Avec notre envoyée spéciale à Raqqa,
Manon Chapelain
26 janvier 2026

Syrie: après les affrontements, le retour des familles kurdes à Raqqa

En Syrie, le cessez-le-feu entre les autorités de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde, a été prolongé samedi 24 janvier pour 15 jours. L'offensive lancée par l'armée syrienne a permis aux forces gouvernementales de récupérer une grande partie du territoire jusqu'ici contrôlé par les SDF. À Raqqa, ville à majorité arabe, connue pour être l'ancienne capitale autoproclamée de l'organisation État islamique, les quelques Kurdes de la ville avaient fui aux premiers jours de l'offensive, avant de revenir. Ils s'inquiètent pour leurs proches, coincés dans le nord du pays.

Sur un bout de trottoir, Walid se réchauffe avec sa famille près d'un feu de bois. D'ici, il croise ses amis, ses voisins, qui lui tombent tour à tour dans les bras. Il est Kurde, vient de revenir après avoir précipitamment quitté Raqqa. « On ne savait pas ce qui

allait se passer pour nous en tant que minorité. Nous avons eu peur de l'inconnu, peur de certaines personnes », explique-t-il.

Walid est soulagé. Ici, les massacres ont été évités. Il dit désormais faire confiance aux nouvelles autorités. « Jour après jour, la sécurité s'améliore. Il y a même des centres de réconciliation qui ont été créés pour ceux qui ont fait partie des Forces démocratiques syriennes. Jusqu'ici, il n'y a pas de problème », constate-t-il.

À lire aussiSyrie: le cessez-le-feu entre Damas et les forces kurdes prolongé de 15 jours

« Les deux côtés nous font du mal »

Dans la crainte, ses parents s'étaient réfugiés à Kobané, se retrouvent désormais coincés. La ville est encerclée par l'armée. C'est l'une des dernières localités kurdes tenues par les Forces démocratiques syriennes. « Il n'y a plus d'électricité, plus d'eau, plus d'internet. »

La dernière fois qu'il les a eus au téléphone, c'était il y a deux jours. « J'ai peur, car c'est la guerre, ce sont des bombes qui tombent. Les deux côtés nous font du mal, dans un sens comme dans l'autre. Ce cessez-le-feu va-t-il tenir ? Est-ce temporaire ? On ne sait pas. »

À nouveau, « cette guerre nous dépasse », dit-il. « Peu importe qui gouverne. Ce que nous voulons désormais, c'est simplement la paix ».

À lire aussiSyrie: les autorités gouvernementales sécurisent le camp d'al-Hol après en avoir récupéré la gestion

Jan. 26, 2026

PM Barzani, SDF chief discuss Rojava de-escalation, ISIS detainee transfer to Iraq

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Monday held a call with Mazloum Abdi, chief of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), to discuss de-escalation in northeast Syria (Rojava) and the transfer of Islamic State (ISIS) detainees to Iraq. This comes as a prominent US diplomat warned of a potential resurgence of the extremist group amid escalating violence.

In a statement on X, Abdi quoted the Kurdish premier as reaffirming "the efforts exerted by the Kurdistan Regional Government [KRG] to support us [Rojava]."

"For our part, we expressed our deep appreciation for the continued support his government has provided to our people, reflecting the spirit of partnership and shared responsibility under these difficult circumstances," Abdi added.

Since mid-January, the Syrian Arab Army and affiliated armed groups launched a large-scale offensive to retake areas in eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka that the SDF held for nearly a decade.

The SDF, the de facto military force in Rojava and a key US-led Coalition ally, played a crucial role in defeating ISIS territorially in 2019. Since then, the Kurdish-led forces maintained control over the areas they liberated, much of which has now been recaptured by Damascus and its allied forces.

The US Central Command (CENTCOM) announced on Wednesday the transfer of 150 Islamic State (ISIS) detainees from a detention facility in Rojava's eastern Hasaka province to a secure location in Iraq, noting that up to 7,000 ISIS prisoners could eventually be moved.

Importantly, veteran American diplomat Zalmay Khalilzad, former US ambassador to Iraq and Afghanistan, on Monday raised concerns over a potential resurgence of ISIS amid the developments in Rojava.

In a post on X, Khalilzad referred to what he described as "a very disturbing report" by Hamid al-Shatri, head of Iraq's National Intelligence Service (INIS), warning of ISIS's growing empowerment in Syria.

Khalilzad stressed that urgent steps are needed to "contain and reverse the recent hostility between the Syrian government and the SDF," cautioning that continued tensions would "only fuel regional instability and strengthen ISIS." He added that Syria's security forces - composed of diverse elements - must undergo reform, emphasizing that a "modernized and strengthened security service is essential."

He also called for enhanced coordination between Baghdad and Damascus, stating, "We must assist and oversee greater cooperation between Iraqi and Syrian security forces."

Of note, in addition to his call with the Kurdish Prime Minister, SDF Commander Abdi also reported on Monday that he had recently spoken with Bafel Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), who "expressed his support and backing for the resistance of our people and our forces."

Of note, in addition to his call with the Kurdish Premier, SDF Commander Abdi also reported on Monday that he also held a call with Bafel Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), who "expressed his support and backing for the resistance of our people and our forces."

"It also fills us with pride to see our people in Sulaymaniyah taking to the streets in massive demonstrations to express their continued support for us," Abdi said.

Last week, hundreds of people from Sulaimani province - a stronghold of the PUK - boarded buses bound for Rojava, as the Kurdistan Region's eastern province also witnessed large demonstrations in solidarity with the Kurds in northeast Syria.

RÛDAW

Jan. 26, 2026

UNHCR urges halt to fighting in Rojava as displacement nears 100,000

ERBIL, Kurdistan Region - Fighting in northern and northeastern Syria (Rojava) must stop to allow humanitarian workers to reach civilians, a senior UN refugee agency official told Rudaw on Monday, adding that more than 100,000 people are estimated to have been displaced amid renewed insecurity.

Rula Amin, spokesperson for the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) for the Middle East and North Africa, said that "more than 4,000 families are sheltering in collective centers in [Rojava's eastern] Hasaka province alone," while thousands more are staying with relatives or host communities.

She added that "according to some statistics, the total number of displaced persons exceeds one hundred thousand in northeast Syria, but the figures are not accurate," warning that displacement will continue as long as security uncertainty persists.

The latest wave of displacement has unfolded despite a fragile ceasefire brokered by the US, which took effect on Tuesday and was intended to last 15 days to facilitate the transfer of Islamic State (ISIS) detainees from prisons run by Rojava's de facto army, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), to Iraq.

The truce followed deadly clashes that erupted in mid-January, after the Syrian Arab Army and affiliated armed groups advanced into areas previously liberated from ISIS by the SDF.



A Kurdish woman fleeing an advance by Damascus-affiliated forces through Kurdish-controlled areas sits with children in a vehicle as she arrives in the Kurdish Syrian city of Qamishli on January 19, 2026. Delil Souleiman / AFP

Nonetheless, on Monday, the Kurdish-led forces accused Damascus and affiliated militants of violating the ceasefire at least 20 times since its announcement. The SDF also accused these groups of carrying out a "massacre" near Kobane, as fighting escalated near the symbolic Kurdish city in northern Syria and across parts of the Hasaka countryside.

"What displaced persons and all civilians in Syria need most is safety and security," Amin said, adding that "stopping the fighting and reducing security tensions is the greatest demand of all Syrians and displaced persons."

UNHCR has been operating in Syria for years, providing assistance to people forced to flee fighting and violence, Amin told Rudaw, lamenting that ongoing instability and movement restrictions continue to limit humanitarian access.

"The people there, trapped in this complex security situation, need water, food, and electricity. Their needs are great, and everyone must act to provide for them," Amin said.
Harsh winter conditions have intensified suffering and reduced families' ability to cope with displacement, she added, affirming, however, that UNHCR teams will remain on the ground in Qamishli, Hasaka, Deir ez-Zor, and Raqqa until conditions improve and despite funding shortages.

Of note, Qamishli in Hasaka has increasingly become a primary destination for displaced Kurds fleeing front-line areas and newly contested territories, with unofficial figures suggesting that around 5,000 people have arrived in the city over the past 10 days.

The following is the transcript of the full interview with Rula Amin:

Rudaw: What are you doing to support displaced people in northeast Syria?

Rula Amin: The commission [UNHCR] has been on the ground in Syria for years, helping everyone who needs assistance, especially those who were forced to flee from battles and war during the past years, and now they are at the core of our work. The commission works on multiple fronts, trying to reach them with what we describe as needs, sometimes life-saving relief supplies - there are winter necessities, blankets, mattresses, winter clothing. My colleagues on

the ground in Syria are also working to protect these displaced persons who were forced to flee their homes in search of safety and security.

We try to reach everyone we can, but of course, you realize that the situation on the ground is complex, the security situation is unstable, and this limits freedom of movement and our ability to reach everyone. One of the key things that the commission urges and encourages all parties to do is to secure safe routes for all relief organization workers so they can reach these people. Yesterday, there was a convoy belonging to the United Nations and other humanitarian organizations with 24 trucks loaded with food, basic relief supplies, winter clothing, blankets, covers, winter necessities, plastic sheeting for shelters and tents.

All of this was headed yesterday from Aleppo to Kobane and Ain al-Arab, and this was done in coordination with all parties, especially the Syrian government and authorities there. We work so that there will be other convoys because the situation there is very difficult, and the people there trapped in this complex security situation, need water, need food, need electricity. Their needs are great, and everyone must move to provide them with these needs.

Of course, what displaced persons and all civilians in Syria need most is safety and security. I mean, stopping the battles and reducing security tension is the biggest demand of all Syrians and displaced persons, of course. Harm to civilians during these times must be avoided, harming them must be avoided, their protection must be guaranteed, and assistance must reach them.

Do you have any information on the situation of Kobane and its people, alongside the people who seek shelter there?

Of course, I'm talking about the security situation, but their situation is, of course, difficult. We're talking about a situation where, according to reports we receive, there are power outages, internet outages, sometimes water shortages - they need food, need blankets, winter necessities. We know now it's the height of winter, meaning there are harsh, cold conditions, there is snow, and this means people's needs become greater and their ability to cope with displacement becomes less, so helping them is very, very, very necessary.

The situation, as you know, is complex - there are movement restrictions, it's not easy to reach this area, but we're trying and working to have other convoys in addition to the convoy that arrived yesterday to provide more assistance.

How is your work progress in establishing a safe passage? What obstacles are you facing?

[in English] Of course, you know to transport aid, whether to people in Kobane and Ain al-Arab or northeast Syria, where we have thousands of people, who … [in Arabic] to relay… I am speaking in English because the translator translates in English. But relaying this assistance, considering the security situation, is not easy. There is a concentrated military presence on the roads, there are obstacles, and the displaced find difficulty in transporting and moving. There are more than 140 in Hasaka; they are present in more than 140, what we call, collective shelters, but there is… extreme cold, they need relief supplies and food. We try to reach them, but the matter is not easy.

We coordinate with all sides on the ground, and we always urge them to provide security for the relief organizations so we can reach everyone. The security situation is stable now with the ceasefire, but most of the displaced people and residents of northeast Syria are afraid and anxious. They are not sure how things will turn out. Will fighting be renewed? Will the ceasefire be upheld? When will they be able to return to their homes? Will their displacement period be extended? This leads to a lot of anxiety and tension between the families. They need heaters, they need… the congestion is also a matter that largely affects their ability to adapt. That is why we say that we need the shooting fighting to stop, ensuring safety and security in Syria. This is the demand, most likely, of all Syrians. You know that after years of war and battles, the people are exhausted. There are more than seven million displaced people all over Syria, and they have a lot of needs.

The biggest need is stability, for security and safety to be established, for them to feel safe and be able to return to their homes, their villages, their cities - this is the wish of most Syrians. Many Syrians long to live in peace, to rebuild their homes, rebuild their lives. Therefore, the commission, in its dialogue with parties inside Syria, with parties outside Syria that have influence or fund relief organizations, always emphasizes that establishing security and safety in Syria and restoring stability is the biggest demand of all Syrians. Even displaced Syrians always long to rebuild their lives, but they need support and need a stop to all these worrying matters that tamper with their security - they want a permanent ceasefire, they want political solutions, they want to rebuild their villages and cities, and to send their children to schools safely. Of course, this is the demand of most Syrians, and efforts must be combined in this direction.

There are some reports of people dying due to the cold, including children. What are your statistics on deaths due to the dire humanitarian conditions, and how many of them are children?

Regarding the death of these children due to cold, unfortunately, we don't have confirmed reports, and I cannot confirm these reports, but what I can confirm is that any displaced person, any person trapped, any family trapped in an area with fighting or security tension - the challenges are great. They don't have sufficient supplies to strengthen and protect their children from cold, to protect their children from battles, from bullets, from bombs. They want to protect their families as a first goal, secure food for them, secure warmth for them, secure heaters, gas, kerosene - all basic demands. The snowstorm and rain increase the difficulty of their situation, and their needs will intensify, and there will be great suffering. Therefore, we always emphasize and repeat: stop the battles, reach political solutions, protect civilians, secure them, and secure assistance to them - this must be the priority.

The situation is very difficult. May God help these people, especially the displaced among them. I mean, to be in a tent or shelter in these extremely cold days is very exhausting and tiring and leads to catastrophe.

What is the number of displaced people?

You mean in northeastern Syria?

In general, yes.

Yes, in the situation, there are, of course, thousands of families forced to be displaced. There are more than 4,000 families in shelters in Hasaka;

there are thousands of families being hosted by their families, relatives, friends - meaning they are in cities and villages. The number, according to some statistics, exceeds one hundred thousand, but the figures are not accurate, and every day this security tension continues, and there is uncertainty about stability, more people will be forced to be displaced.

We were working before these events to encourage people and help them return to their homes and villages. Now we have a new wave of displacement in Syria, and this is the last thing we wanted. Efforts must focus on stopping displacement and stopping the battles that force people to leave their homes. On the contrary, establishing security and working on security stability and providing safety and security for families means they will be able to return to their villages and cities, and this is the broader goal.

Until that happens, we are on the ground - my colleagues are in Qamishli, in Hasakah, in Deir ez-Zor, in Raqqa, trying to reach everyone who needs assistance. But of course, as you know, there is a shortage of funding, and the security situation on the roads perhaps doesn't help in reaching everyone who needs assistance quickly, but we're trying and will continue to reach everyone if we can.

Le Monde

Madjid Zerrouky
26 janvier 2026

Mai Sato, rapporteuse de l'ONU sur l'Iran : « Il pourrait y avoir des dizaines de milliers de victimes »

La rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran estime, dans un entretien au « Monde », que la coupure Internet dans le pays a dissimulé l'ampleur réelle des tueries lors de la répression par le régime au début du mois de janvier.

Alors que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, réuni en session spéciale, a voté, vendredi 23 janvier, pour prolonger la mission d'établissement des faits sur l'Iran après la répression au début du mois de janvier du mouvement de contestation, Mai Sato, la rapporteuse spéciale de l'ONU, estime que la coupure d'Internet dans le pays a dissimulé l'ampleur réelle des tueries.

Le bilan de la répression des manifestations pourrait se chiffrer à des milliers de morts, de quels éléments disposez-vous ?

S'il y a des divergences sur le nombre de personnes qui ont perdu la vie, cela est dû à la coupure d'Internet et des communications dans le pays. Selon les autorités iraniennes, le nombre de morts s'élève à un peu plus de 3 000 incluant les membres des forces de sécurité.

Je reçois beaucoup de chiffres provenant de diverses organisations. Certaines sont des ONG qui font preuve de prudence dans leurs estimations, car elles peuvent avoir une règle selon laquelle elles doivent obtenir une vérification de deux sources avant de confirmer un décès. Il y a d'autres rapports et témoignages : à l'image de ceux que nous recueillons auprès des médecins qui voient les corps arriver dans les hôpitaux, les responsables des morgues. Il pourrait y avoir des dizaines de milliers de victimes.

Mais qu'il y ait eu 3 000 morts ou beaucoup plus – et bien sûr, le bilan est probablement plus élevé que celui avancé par les chiffres officiels –, une seule mort est déjà une mort de trop. Ces personnes réclamaient des changements économiques et politiques de manière pacifique. Personne n'aurait dû être tué.

Je pense, par ailleurs, que les autorités tentent d'augmenter artificiellement le nombre de victimes parmi les forces de sécurité. Des familles, lorsqu'elles se rendent à l'hôpital ou à la morgue pour récupérer les corps de leurs proches, doivent signer un document indiquant que la victime était membre des forces de sécurité : en particulier les bassidji, qui sont la branche paramilitaire et les volontaires du corps des gardiens de la révolution. Si elles refusent, elles doivent payer une somme exorbitante. Ce sont des stratagèmes utilisés pour entretenir une rhétorique qui vise à faire croire que ce sont les manifestants qui sont violents, que ce sont des terroristes ou des mercenaires armés.

La coupure d'Internet a plusieurs effets. Elle dissimule l'ampleur réelle des tueries, elle peut aussi être utilisée pour gonfler le nombre de morts parmi les forces de sécurité. Et elle provoque une immense angoisse chez les Iraniens, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, car ils ne savent pas si leurs proches sont vivants, morts ou blessés.

Qu'en est-il de la situation des personnes arrêtées et détenues ?

Des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées. Il y a des signalements de faits de négligence médicale, de torture dans les centres de détention et d'agressions sexuelles. Les autorités iraniennes affirment que beaucoup de personnes seront bientôt libérées ou l'ont déjà été, mais là encore, avec la coupure d'Internet, elles contrôlent le flux des informations. Il y a des témoignages qui font état de cas où les forces de sécurité sont entrées dans les hôpitaux et où des personnes hospitali-

sées ont été emmenées vers des centres de détention, sans que l'on sache exactement où. Les membres de leur famille ne sont pas informés de l'endroit où se trouvent leurs proches.

Dans le contexte général des droits humains en Iran, pensez-vous qu'un seuil a été franchi par les autorités iraniennes ?

Je ne sais pas comment définir un certain seuil, mais quand j'ai pris ce mandat de rapporteuse spéciale en août 2024, j'ai constaté *[concernant la peine de mort]* que le nombre d'exécutions augmentait. Je me souviens avoir écrit dans mon premier rapport *[publié le 26 septembre 2024]* que, si ce rythme se poursuivait, le nombre d'exécutions dont nous avons connaissance dépasserait le millier sur une année. En 2025, au moins 1 500 personnes ont été exécutées. L'Iran a toujours été, en matière de nombre d'exécutions par habitant, l'un des pires pays au monde. Et ce rythme ne cesse d'augmenter.

Après l'escalade militaire entre l'Iran et Israël en 2025, de nouvelles lois répressives ont été adoptées : communiquer avec des médias étrangers peut être considéré comme de l'espionnage et peut être passible de la peine de mort. Oui, la situation s'est clairement aggravée et je suis vraiment préoccupée par ce qui va se passer à l'avenir dans le pays.

Pensez-vous que cette répression et ces tueries pourraient être qualifiées de crimes contre l'humanité ?

Les crimes contre l'humanité, selon la définition du droit pénal international, sont des attaques généralisées ou systématiques dirigées contre la population civile. Cela peut inclure le meurtre, la torture, le viol et de nombreux autres actes. En tant que rapporteuse de l'ONU, je suis réticente à qualifier les faits a priori, je respecte le droit international des droits de l'homme et le droit pénal international. L'accusation de « crimes contre l'humanité » est une accusation très grave et une enquête doit être menée pour déterminer s'il y a des violations du droit international des droits de l'homme et du droit pénal international.

Lors de la session spéciale du Conseil des droits de l'homme consacrée à la situation en Iran, le 23 janvier, le Conseil a renouvelé le mandat de la mission d'établissement des faits *[créée en novembre 2022 après la mort de la jeune Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs]* qui a pour tâche de mener une enquête. Nous devons attendre de voir ce que la mission d'établissement des faits va révéler. Bien sûr, l'Iran n'est pas signataire du statut de Rome *[le traité fondateur de la Cour pénale internationale]* : en cas de poursuites, il y aura des obstacles, mais la mission d'établissement des faits est bien placée pour recueillir des preuves et fournir son analyse sur la base de son enquête.

Le peuple iranien a fait preuve d'un courage extraordinaire et a dit ses vérités au pouvoir. Il réclame des changements économiques et politiques, et c'est son droit. Le moment est donc venu pour les autorités iraniennes d'y répondre, et non par la violence. Il est extrêmement dangereux que le discours officiel actuel qualifie toutes les personnes qui se sont exprimées de terroristes, de mercenaires ou d'émeutiers violents.

Bien que je comprenne également le sentiment selon lequel le monde doit agir, je ne peux m'empêcher de me demander combien de personnes auraient pu être épargnées si Donald Trump *[le président américain]* n'avait pas tenu ces propos appelant les Iraniens à l'action en laissant entendre que les Etats-Unis leur viendraient en aide. Il y a également ces informations qui font état de l'arrivée de navires militaires américains dans la région, et cela m'inquiète beaucoup. Mais à ce stade, toute intervention militaire des Etats-Unis resterait illégale, car il n'y a pas eu de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU l'autorisant, et une telle action irait clairement à l'encontre de la Charte des Nations unies.

Le Monde

Ghazal Golshiri
26 janvier 2026

L'enterrement de Mohammad Mozafari, abattu en Iran pendant les manifestations : un témoignage rare de la répression du régime

Reportage photo : Mohammad Mozafari, 39 ans, a été tué le vendredi 9 janvier par le régime. Les photos de son enterrement parvenues au « Monde » font partie des rares témoignages visuels existants de cette répression à huis clos.

Un massacre inédit se déroule en Iran, à huis clos. Lorsque de vastes manifestations ont éclaté à travers tout le pays, du 8 au 11 janvier, la République islamique a répondu par une répression aveugle et d'une brutalité sans précédent.

Selon les dernières données agrégées de Human Rights Activists News Agency (HRANA), le nombre total de décès confirmés liés aux manifestations s'élève à 5 848. Parmi eux, 5 520 sont des manifestants, 77 des enfants de moins de 18 ans, 209 des membres des forces affiliées au gouvernement et 42 des non-manifestants ou des civils. Par ailleurs, 17 091 décès restent encore en cours d'investigation.

Le récit officiel du régime, qui affirme que les morts seraient l'œuvre de mercenaires agissant pour le compte des ennemis de l'Iran, en particulier

Israël et les Etats-Unis, peine à convaincre au-delà du noyau dur fidèle au pouvoir.

Internet demeure coupé dans l'ensemble du pays. Les informations parvenant de l'Iran parviennent grâce à de très rares connexions via Starlink et aux efforts acharnés d'utilisateurs aguerris qui, VPN (logiciel antifiltrage) après VPN, tentent de contourner le plus long black-out numérique jamais imposé en Iran.

Complètement défiguré

Dans ce contexte, les photographies publiées ce lundi 26 janvier par *Le Monde* montrant les obsèques d'un Iranien tué le 9 janvier par les bassidjis (la milice religieuse du régime) revêtent une valeur exceptionnelle. Elles ont été transmises par un photographe iranien qui a requis l'anonymat, par crainte de représailles.



L'enterrement de Mohammad Mozafari au cimetière de Yengi Emam à 25 kilomètres de Karaj (Iran), le 14 janvier 2026. YALDA MOAIERY

Mohammad Mozafari, 39 ans, a été abattu le vendredi 9 janvier dans le quartier de Shahin Vila, à Karaj, une ville située à l'ouest de Téhéran. *« Mohammad avait l'habitude d'aller manifester »*, évoque l'une de ses proches. Marié et père de deux enfants âgés de 3 et 5 ans, il n'a pu être identifié par sa famille que cinq jours plus tard : il était complètement défiguré.

Propriétaire d'un garage automobile, Mohammad Mozafari a été tué à une centaine de mètres de son lieu de travail, devant le quartier général des bassidjis. Son corps était criblé de balles ; il avait été touché à la tête, au ventre, aux mains et aux jambes. Sa famille l'a finalement enterré dans le cimetière de Yengi Emam, à 25 kilomètres de Karaj.

Libération

avec AFP
26 janvier 2026

Manifestations en Iran : au moins 6 000 morts, selon un nouveau bilan d'une ONG américaine

Des milliers d'autres personnes pourraient avoir été tuées dans la répression du mouvement national de contestation, a précisé Human Rights Activists News Agency, ce lundi 26 janvier.

Voici une nouvelle confirmation que le premier bilan officiel de la répression du mouvement de contestation qui a secoué l'Iran au début du mois de janvier, dévoilé par le régime mercredi 21 janvier, est mensonger et sous-estimé. Ce lundi, l'organisation américaine Human Rights Activists News Agency (HRANA) a attesté la mort de 5 848 personnes, dont 5 520 manifestants, 77 mineurs, 209 membres des forces de sécurité et 42 passants. Des chiffres qui devraient encore s'alourdir, l'ONG ayant précisé qu'elle enquête sur 17 091 autres possibles décès.

Depuis la fin du soulèvement, à la mi-janvier, les ONG de défense des droits humains multiplient leurs tentatives d'établir des bilans de la terrible répression orchestrée par les autorités iraniennes. Un travail de vérification lourdement ralenti par la coupure d'Internet instaurée le 8 janvier par le régime des mollahs et toujours partiellement en vigueur. Ce lundi, l'ONG de surveillance de la cybersécurité Netblocks a dénoncé une décision visant précisément, selon elle, à *«masquer l'ampleur de la répression meurtrière contre les civils»*.

Plus de 40 000 arrestations

Une première estimation de HRANA, fondée sur des réseaux installés dans le pays, avait estimé à 4 560 le nombre de morts. L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a, elle, confirmé la mort de 3 428 manifestants, disant cependant craindre que le chiffre réel atteigne 25 000 morts. La chaîne d'opposition Iran International, basée à l'étranger, affirme pour sa part que plus de 36 500 personnes ont été tuées, citant notamment des documents classifiés et des sources sécuritaires.

Les chiffres, qui sont bien supérieurs aux 3 117 décès annoncés par les autorités iraniennes, tranchent avec les déclarations du colonel Mehdi Sharif Kazemi. Dimanche 25 janvier, le commandant de l'unité spéciale de police a affirmé auprès de l'agence iranienne Mehr que ses effectifs avaient utilisé *«des moyens non létaux afin de garantir la sécurité de la population et d'éviter tout meurtre»*.

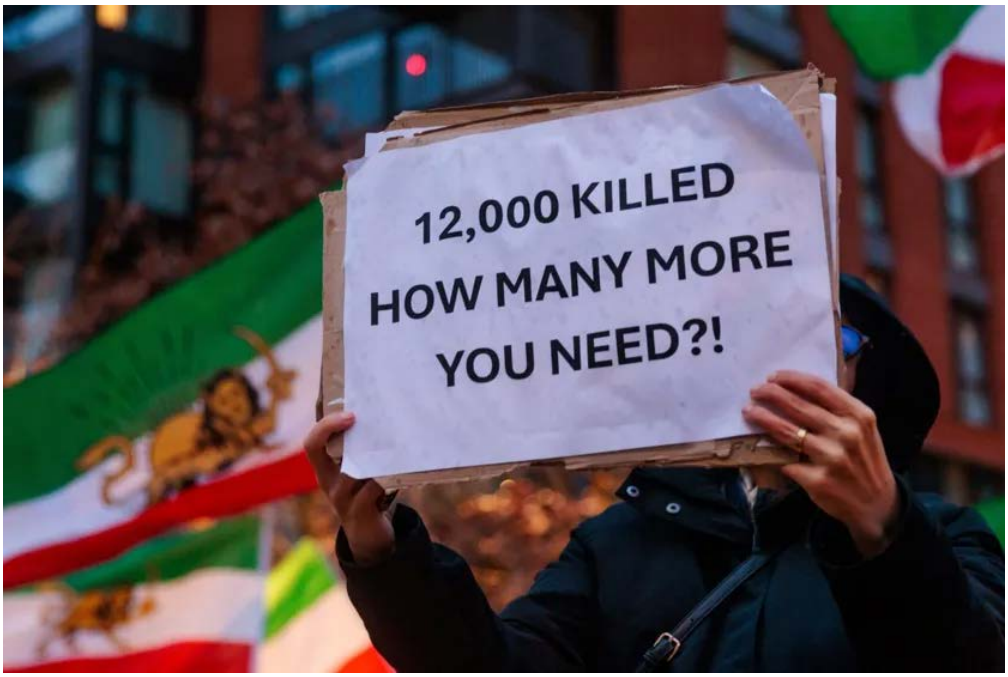
Dans son dernier bilan, HRANA fait aussi état de l'arrestation d'au moins 41 283 personnes. A l'encontre des *«accusés et les principaux instigateurs des émeutes»*, le chef du pouvoir judiciaire a promis dimanche des procès «au plus vite», et *«sans la moindre clémence»*.

LA CROIX

Par Julie Connan
27 janvier 2026

Après une répression d'une violence inédite en Iran, des ONG évoquent plusieurs milliers de morts

Si les coupures Internet compliquent, à dessein, le travail de documentation et de vérification, plusieurs organisations parlent de plusieurs milliers, voire de dizaines de milliers d'Iraniens tués par les forces du régime, lors du vaste mouvement de contestation qui a traversé le pays au début du mois.



Une foule s'est rassemblée devant l'ambassade américaine à Londres, le 15 janvier 2026, alors que des informations font état de massacres en Iran. Amanda Rose / Avalon/Photoshot/MaxPPP

Plus les jours passent, plus les chiffres de la répression en Iran donnent le vertige. Lundi, la Human Rights Activists News Agency (HRANA) a annoncé avoir documenté, à ce jour, 5 848 personnes tuées, dont 5 520 manifestants, 77 mineurs, 209 membres des forces de sécurité et 42 passants. Mais l'ONG, basée aux États-Unis, examine 17 091 autres possibles décès et fait état d'au moins 41 283 arrestations. Une autre organisation, Iran Human Rights (IHR), évoque, elle, 3 428 manifestants tués, mais redoute que le chiffre n'atteigne les 25 000 morts. Lundi, la rapporteuse de l'ONU sur l'Iran, Mai Sato, a même évoqué dans Le Monde la possibilité qu'il y ait « des dizaines de milliers de victimes ».

« Tout comme on découvre l'ampleur des manifestations, inédites depuis 1979, dans au moins 400 localités du pays, on saisit l'ampleur massive de la répression à mesure que les informations passent au travers des coupures Internet, observe Jonathan Piron, historien, spécialiste de l'Iran au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip) à Bruxelles. Les chiffres de ces organisations, très discrètes sur leur méthodologie, sont probablement en deçà de la réalité, puisqu'il y a eu des manifestations dans des villages, dans de petites villes d'où peu d'informations remontent mais où il est possible qu'il y ait eu d'autres massacres. »

Le témoignage d'un chirurgien basé à Téhéran vient illustrer cette violence inédite. Il a raconté dimanche au quotidien britannique TheGuardian l'horreur dont il a été témoin, les 8 et 9 janvier, au paroxysme des manifestations. Il parle de « flaques de sang », de « blessures par balles par centaines », et livre son estimation sidérante : « Je ne dispose pas de chiffres officiels – personne n'en a pour l'instant. Mais je connais la capacité d'accueil des hôpitaux. Lorsqu'un petit hôpital qui enregistre normalement un décès toutes les 24 heures reçoit huit corps en une nuit, lorsque des hôpitaux de taille moyenne en reçoivent 20 (…), vous comprenez ce qui se passe. (…) Dans une ville d'environ 2 millions d'habitants, je pense que plus de 1 000 personnes ont pu être tuées en une seule nuit ; (dans tout l'Iran), j'estimerais ce chiffre à plus de 20 000 », conclut-il. Filmées à Parand, Yezd, ou Karadj, d'autres bribes de vidéos et de témoignages sortent d'Iran au compte-gouttes, malgré le black-out. Les comptes X de l'activiste iranien @Vahid et du média citoyen @mamlekate en publient ainsi plusieurs fois par jour, pour mettre en lumière ces tirs à balles réelles, ces cris de terreur des victimes, ces sacs mortuaires noirs, empilés à la morgue de Kahrizak, dans le sud de Téhéran.

Et derrière les images trop rares et les chiffres incertains de cet écrasement sanglant pointent la difficulté, voire l'impossibilité d'identifier les morts. « Les autorités comptent les manifestants tués comme des martyrs ou réclament des milliers de dollars aux familles pour restituer leurs corps, rappelle Jonathan Piron. C'est une manière de dire : "Vos dépouilles nous appartiennent toujours." Une domination post mortem, à travers des corps jetés dans des fosses communes. » Sans noms ni rituels funéraires.

Le Monde 27 janvier 2026

« La place de l'Europe, dans le cœur des Iraniens, dans l'avenir régional et dans la reconstruction de l'Iran, se joue maintenant »

Face aux massacres en Iran, une action de l'Union européenne est indispensable, alerte un collectif d'intellectuels, d'artistes, d'avocats et de citoyens : elle dispose de leviers diplomatiques et juridiques pour agir, pleinement compatibles avec l'Etat de droit et la défense des droits humains.

Depuis fin décembre 2025, la République islamique a réprimé, dans un black-out numérique complet, une vague sans précédent de manifestations réclamant la fin de la dictature : des milliers de morts sont signalés, voire plus de 30 000, ainsi que des dizaines de milliers de blessés, de disparus et d'arrestations arbitraires.

Les témoignages exfiltrés malgré le black-out ainsi que ceux des personnes ayant pu quitter le pays dépassent l'effroi : tirs à hauteur du buste et de la tête, raids dans les hôpitaux, rafles et mises à mort de blessés, et des milliers de blessés privés de soins hospitaliers ; tandis que la propagande du régime qualifie les manifestants de *« terroristes »* et diffuse des aveux forcés pour justifier les massacres. L'histoire de la République islamique ne laisse aucun doute quant à la torture systématique en détention et aux risques d'exécutions expéditives qui pèsent sur les nombreux détenus, isolés, privés d'avocats et de visites.

Les spéculations sur une intervention militaire américaine n'offrent ni solution politique, ni cadre légal, ni garantie de protection des civils. A l'inverse, l'Union européenne (UE) dispose de leviers diplomatiques et juridiques immédiats, pleinement compatibles avec l'Etat de droit et la défense des droits humains. L'Europe doit changer de paradigme dans sa relation avec la République islamique et agir dans le cadre des Nations unies et du droit international.

Une condamnation sans veto

L'UE et la France peuvent contourner le blocage du Conseil de sécurité en portant l'affaire devant l'Assemblée générale *[des Nations unies]*, et s'appuyer sur le dossier déjà lourd de la République islamique au Conseil des droits de l'homme pour obtenir une condamnation sans veto et instaurer d'urgence des mécanismes d'enquête et de conservation des preuves.

Parallèlement, des mesures européennes demeurent disponibles : sanctions ciblées, désignation du corps des gardiens de la révolution comme organisation terroriste, gel d'avoirs, restrictions de visas et poursuites extraterritoriales lorsque les cadres juridiques nationaux le permettent. Mais les sanctions ne suffisent pas : la « responsabilité de protéger » (R2P) fournit un cadre juridique pour une coalition internationale de défense des civils, sur la base des rapports onusiens documentant des crimes contre l'humanité.

Entre l'inaction diplomatique et l'intervention armée – présentée à tort comme l'unique alternative –, entre l'abandon des civils et la logique du plus fort, l'UE dispose d'un continuum de mesures efficaces, licites et rapides, qu'il est urgent d'activer.

L'UE doit définir des ultimatums assortis de mesures coercitives, rappelant que les moyens *« nécessaires »* à la protection des civils demeurent mobilisables dans le cadre onusien. Il est en outre indispensable de briser le mur numérique en soutenant des infrastructures indépendantes, des solutions satellitaires et des outils de contournement, afin de restaurer la capacité des Iraniens à communiquer, documenter et alerter.

Documenter les crimes

La propagande d'Etat, qui légitime les exécutions et transforme les victimes en *« terroristes »*, doit être combattue, en sanctionnant les médias officiels, en protégeant les journalistes et en soutenant des contre-expertises indépendantes. Une aide humanitaire et sanitaire immédiate doit aussi être acheminée, compte tenu de la saturation des hôpitaux et des restrictions imposées par les forces de sécurité jusque dans les établissements de soins.

Par ailleurs, l'UE doit mandater une mission d'enquête internationale, dans la continuité du mécanisme du Conseil des droits de l'homme, afin de documenter les crimes et de préserver les preuves avant leur destruction.

Enfin, elle doit exiger la libération des prisonniers politiques et la protection des détenus, en danger immédiat d'exécution et de torture.

Même si une résolution est bloquée au Conseil de sécurité, sa mise au vote produit des effets : elle permet de structurer le débat, de déclencher des procédures d'enquête, de mobiliser des Etats, de faire pression sur les alliés de Téhéran et de légitimer les demandes des Iraniens en faveur d'élections libres, permettant une transition démocratique.

Un régime à bout de souffle

Malgré les massacres et le régime de cruauté mis en place, le peuple iranien est déterminé à en finir. L'ampleur des crimes alimente des dynamiques de confrontation susceptibles de dégénérer en lutte armée. L'idée selon laquelle l'effondrement du régime ne laisserait place qu'au chaos – propagée par Téhéran et relayée à l'étranger –, conjuguée à des intérêts matériels, a contribué à tempérer les réactions occidentales.

Le régime est à bout de souffle, c'est pourquoi il réprime aussi violemment, et il s'ef-

fondrera. La place de l'Europe, dans le cœur des Iraniens, dans l'avenir régional et dans la reconstruction de l'Iran, se joue maintenant.

Ce que nous demandons s'inscrit dans la ligne défendue par la France et l'UE : faire vivre le droit international et le multilatéralisme. Dans un contexte incertain de recomposition géopolitique mondiale, renouer avec une politique effective conditionne notre avenir et la survie des valeurs humaines et démocratiques.

Parmi les signataires : **Chirinne Ardakani,** avocate ; **Arache Djannati-Ataï,** astrophysicien, chercheur au CNRS ; **Negar Djavadi,** écrivaine ; **Sepideh Farsi,** cinéaste ; **Mina Kavani,** actrice ; **Chowra Makaremi,** anthropologue, chercheuse au CNRS ; **Aïla Navidi,** autrice et metteuse en scène ; **Mohammad Takook,** physicien et professeur d'université ; **Mehran Tamadon,** cinéaste ; **Aïda Tavakoli,** doctorante et présidente de l'association We Are Iranian Students *[« Nous sommes des étudiants iraniens »]*. Retrouvez la liste complète des signataires sur ce lien.

Libération

27 janvier 2026

Répression en Iran : l'«armada» de Trump arrive dans le golfe Persique

Après l'arrivée au Moyen-Orient du porte-avions «Abraham Lincoln» et de son escorte lundi, Téhéran a mis en garde les Etats-Unis contre une intervention.

Pour faire pression sur Téhéran, Donald Trump avait annoncé jeudi l'envoi d'une *«armada».* Le porte-avions *Abraham Lincoln* et son escorte sont arrivés au Moyen-Orient, *«pour promouvoir la sécurité et la stabilité régionales»,* a annoncé lundi soir le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom). L'Iran a mis en garde contre une intervention américaine après le récent mouvement de contestation réprimé dans le sang, au moment où les Etats-Unis renforcent leur présence dans la région, où un porte-avions est arrivé. *«Nous avons une grande armada près de l'Iran. Plus grande qu'au Venezuela»,* a déclaré le président américain Donald Trump au site Axios, dans une allusion à la capture du chef d'Etat vénézuélien Nicolás Maduro début janvier.

Donald Trump avait annoncé dès la semaine dernière l'envoi dans le Golfe d'une telle *«armada»,* maintenant la pression sur Téhéran qu'il a plusieurs fois menacé de frapper. Mais l'Iran *«ne permettra pas qu'une menace à la sécurité nationale […], même à ses prémices, atteigne le stade de l'action»,* a martelé lundi un haut responsable militaire iranien cité par la télévision d'Etat. *«L'arrivée d'un tel navire de guerre ne va pas affecter la détermination de l'Iran»* face à la contestation, a lui aussi réagi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Esmaïl Baghaï. Plutôt qu'agir comme *«un moyen de dissuasion»,* la *«concentration et l'accumulation de forces»* étrangères *«accroîtraient plutôt leur vulnérabilité et en feraient des cibles faciles d'accès»,* a-t-il averti.

«Qui sème le vent...»

Symbole des tensions, les autorités iraniennes ont déployé dans le centre de Téhéran un immense panneau anti-américain montrant un porte-avions ciblé par des frappes aériennes. *«Qui sème le vent récolte la tempête»,* affirme le slogan traduit en anglais. *«La puissance navale de l'Iran n'est pas seulement défensive»,* a aussi mis en garde le commandant de la marine iranienne, Shahram Irani, cité par l'agence de presse officielle Irna.

Au Liban, le Hezbollah pro-iranien a organisé lundi un rassemblement en soutien à la République islamique, son dirigeant, Naïm Qassem, estimant qu'*«une guerre contre l'Iran embraserait la région».* De leur côté, les Emirats arabes unis, qui accueillent une base aérienne américaine dans le voisinage de l'Iran, ont déclaré qu'ils n'autoriseraient pas l'usage de leur territoire pour des attaques contre Téhéran.

«Briser le dos des séditieux»

Alors que le pays reste coupé d'Internet depuis plus de dix-huit jours, le travail de décompte des morts se poursuit. Une organisation de défense des droits humains a fait état d'un nouveau bilan de près de 6 000 morts, et dit enquêter sur des milliers d'autres possibles décès.

Sorti affaibli de la guerre de juin 2025 avec Israël et les Etats-Unis, le pouvoir iranien a étouffé par une violente répression les récentes manifestations. Initié fin décembre par des commerçants contre le marasme économique, le mouvement avait pris le 8 janvier une vaste ampleur, posant à la République islamique son plus grand défi depuis sa création en 1979.

Après le blocage ce jour-là de l'accès à Internet, le pays reste aujourd'hui largement coupé du monde, a souligné lundi l'ONG de surveillance de la cybersécurité Netblocks, pour qui la mesure vise à *«masquer l'ampleur de la répression meurtrière contre les civils».* Hossein Rafieian, un responsable des services de la présidence pour l'économie numérique, a dit lundi espérer un rétablissement de l'accès à Internet pour les entreprises dans les deux prochains jours, précisant toutefois que la décision ne relevait pas de son *«autorité directe».* Le guide suprême, Ali Khamenei, est apparu pour la dernière fois en public le 17 janvier, avertissant que les autorités *«briseraient le dos des séditieux».*

Selon Human Rights Activists News Agency (Hrana), 5 848 personnes ont été tuées pendant le mouvement de contestation, dont 5 520 manifestants, 77 mineurs, 209 membres des forces de sécurité et 42 passants. L'organisation américaine examine 17 091

autres possibles décès, les défenseurs des droits humains mettant en garde contre un bilan qui pourrait être bien plus élevé que celui déjà confirmé. Hrana a aussi fait état d'au moins 41.283 arrestations.

Le ministère iranien de la Santé a exhorté lundi les personnes blessées lors des manifestations à se rendre à l'hôpital, alors que, selon les ONG, les forces de sécurité y ont procédé à de nombreuses arrestations. Dans le même temps, la télévision d'Etat a diffusé ces dernières semaines au moins 240 prétendus *«aveux»* de contestataires, d'après Hrana, une pratique dénoncée notamment par Amnesty International et les Nations unies.

La semaine dernière, les autorités iraniennes ont donné leur premier bilan total, de 3 117 morts, dont 2 427 sont selon elles des membres des forces de sécurité ou des passants.

The New York Times

Masih Alinejad
Jan. 27, 2026

Opinion | **The Time Has Come for the U.S. to Act in Iran**

Diplomats often reach for a favorite phrase when civilians are being gunned down in the streets: We are monitoring the situation. I heard similar words when I was invited by the U.S. Mission to the United Nations to brief the Security Council earlier this month on Iran's crackdown on protesters.

We are watching, diplomats at the session said. We are concerned. We condemn. It felt ritualistic — observe, express sorrow, move on.

Iran's rulers understand this ritual better than anyone. On Jan. 8, facing nationwide protests, the Islamic Republic imposed a near-total communications blackout, while security forces launched a military-style assault on unarmed protesters in dozens of cities. Now that some internet service has returned, the world can witness how the Iranian regime attacked its own civilians as if they were enemy combatants.

Its leader, Ayatollah Ali Khamenei, has acknowledged that "several thousand" people were killed. Independent accounts suggest that the toll is far higher. Some reports say the number could be as high as 16,500; activists in Iran talk of 20,000.

I'm in constant contact with Iranians inside the country, and what I hear from activists who witnessed killings, and mothers who are now mourning their children, is that we need the world to act. Iranian officials sent assassins to kill me on U.S. soil three times. I was saved only by the vigilance of U.S. law enforcement agencies. My dream, and the dream of millions of my compatriots, is to see Mr. Khamenei held accountable, and be tried for the crime of killing so many Iranians.

Earlier this month, President Trump repeatedly threatened leaders of the Islamic Republic, saying that if they used force against the protesters, the United States is "locked and loaded," and would come to the protesters' "rescue" if the killing continued. He encouraged Iranians to intensify their mass protests, writing, "HELP IS ON ITS WAY."

That help never came, and many protesters now feel betrayed. Still, the U.S.S. Abraham Lincoln aircraft carrier strike group has recently arrived in the Middle East. Mr. Trump has not said what he plans to do now that it is there, but it does give him the option of striking a blow against government repression.

I'm no military planner, but it's clear that attacks on the infrastructure of the Islamic Revolutionary Guards Corps and the Basij militia that it controls would damage the Islamic Republic's protest-crushing machinery. The goal should be to disrupt the regime's ability to shoot, jail and terrorize. The strike could also encourage fence-sitters inside the security services to stand down, if not actually join the protesters.

Europeans should designate the Islamic Revolutionary Guards Corps as a terrorist organization, something they have yet to do despite a mountain of evidence about the violence it has perpetrated. While they are at it, they should expel Iranian diplomats and close the country's consulates.

Along with the standard expressions of concern I heard at the United Nations, Western governments reached for another familiar warning as the crackdown escalated this month: We cannot intervene. Experts invoke the disastrous war in Iraq or the chaotic violence in Libya. The conversation ends.

Both of those military misadventures are real scars. Skeptics of military action in Iran may argue that the United States would be violating Iran's sovereignty with an attack and that it may trigger a "rally around the flag" effect. But sovereignty comes from the will of the people, and a regime that mows down thousands of its own citizens has lost its legitimacy. During the recent protests, Iranians burned the Islamic Republic flag and instead waved the pre-revolutionary Lion and Sun flag, a sign that limited strikes might not ignite widescale anti-American feeling.

Too often, the argument about the dangers of intervention is less about prudence than paralysis. It turns failures into a permanent permission slip for every dictator watching: Kill enough people and the world will be too afraid of past mistakes to stop you. The argument is dishonest because it pretends that intervention means invasion.

Iranians are not asking for foreign tanks to roll down the streets of Tehran. They are asking for the world to stop acting as if the only options are occupation or indifference. Inaction gives a regime time to regroup, rebuild its machinery of repression and return with a cleaner narrative and a longer list of prisoners.

In Bosnia, the world delayed until the Srebrenica massacre made inaction politically

unbearable; eventually, a combination of pressure and force helped to end the slaughter in the former Yugoslavia. The peace was imperfect, but the killing stopped. In Kosovo, NATO intervention prevented a humanitarian catastrophe.

Outside of NATO's backyard, after a referendum favoring independence triggered violence in East Timor in 1999, the U.N. Security Council authorized a multinational force to restore security and allow for humanitarian assistance. It was a focused intervention to stop militia violence and protect civilians. In Gambia in 2017, a dictator refused to give up power after losing an election. The region didn't shrug. West African states brought pressure to bear, backed by a credible threat of force, to ensure a peaceful transfer of power. The dictator stepped down and fled into exile.

These are not fairy tales. They are evidence that the world has options besides the two extremes we sometimes pretend are the only ones.

When the world doesn't choose one of the available options, we are left with graveyards.

Ask the Rohingya in Myanmar, where top military leaders are accused of genocide against the Muslim minority. Look at the Darfur region in Sudan, where civil war has led to the killing of tens of thousands of people, a stain on the international community for its lack of decisive action. The international response to the Rwandan genocide is not remembered as a cautionary tale about interventionist overreach. It is remembered as cowardice. The world had notice about the catastrophe but lacked the will to act.

President Obama had a chance in 2009 to support millions of Iranians who protested a rigged election. He spoke out but chose not to do more, to avoid undermining the protesters, he said, and to avoid ruining negotiations over a nuclear deal with Iran that he believed would help secure a wider peace in the region. Mr. Obama has since regretted that decision.

Now America has another chance to act in support of Iranian protesters. History will not accept "We were monitoring the situation" as an answer. Inaction has a body count.

The New York Times

Anton Troianovski
Jan. 27, 2026

Trump Threatens to Pull U.S. Help From Iraq if Former Leader Returns

Nuri Kamal al-Maliki, a former prime minister, has been nominated to the post by the main Shiite Muslim bloc in the Iraqi Parliament.

President Trump on Tuesday warned that the United States would "no longer help Iraq" if Nuri Kamal al-Maliki returned as Iraq's prime minister, a new intervention in another country's politics that came after Washington signaled it would seek to limit Iranian influence in Iraq's next government.

Just over the last few days, Mr. Trump has threatened Canada over doing business with China and vowed to raise tariffs on South Korea because of delays in fulfilling a trade deal with the United States. Last week, Mr. Trump walked back a pledge to raise tariffs on European countries that were resisting his efforts to take over Greenland.

But Iraq, where Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani fell short of a decisive victory in elections last November, is far more vulnerable to American threats. The United States controls Iraq's oil revenues because they flow through the New York Federal Reserve.

"No Iraqi prime minister is viable if the Americans say, 'We're going to hate this guy from Minute 1,'" said Michael Knights, an Iraq specialist at Horizon Engage, a strategic consulting firm in New York.

Mr. Maliki was nominated to the prime minister post by the main Shiite Muslim bloc in the Iraqi Parliament on Saturday. He was backed by the United States when he first became prime minister in 2006 but was blamed in his second term, from 2010 to 2014, for sectarian policies that fueled the rise of the Islamic State, a Sunni extremist group. Iraq, like Iran, is a majority Shiite nation.

"Last time Maliki was in power, the Country descended into poverty and total chaos," Mr. Trump posted on his Truth Social platform on Tuesday. "Because of his insane policies and ideologies, if elected, the United States of America will no longer help Iraq and, if we are not there to help, Iraq has ZERO chance of Success, Prosperity, or Freedom."

Mr. Trump's broadside against Mr. Maliki came after months of building U.S. pressure against Iranian influence in Iraq. Iraq's leaders have long had to walk a tightrope between the United States on one hand and Iran, their powerful neighbor, on the other. Iran has ties to many leading figures in Iraq's Shiite majority, including Mr. Maliki.

"A government controlled by Iran cannot successfully put Iraq's own interests first," the State Department said after Secretary of State Marco Rubio spoke with Mr. Sudani, the current prime minister of Iraq, in a phone call on Sunday.

Mr. Trump did not mention Iran in his Truth Social post, leaving his exact motivations unclear. Mr. Knights said that while Mr. Maliki empowered Iran-linked militias in his second term as prime minister, his actions in recent years did not stand out as particularly pro-Iranian compared with other major Shiite figures in Iraq.

But Representative Joe Wilson, Republican of South Carolina, reinforced the administration's anti-Iran message in a social media post a few hours after Mr. Trump's missive on Tuesday. He said that Iraq needed to "fully disarm and dismantle all Iranian aligned militia groups" within 12 months and remove Iranian advisers, operatives and agents from the country.

"Iranian influence in Iraq will no longer be tolerated," Mr. Wilson wrote. "The era in which outside actors imposed prime ministers on Iraq is over."

Jan.27,2026

Veteran US Senator to introduce 'Save the Kurds' bill targeting hostile governments, groups

ERBIL, Kurdistan Region - US Senator Lindsey Graham announced on Tuesday he will be introducing legislation this week aimed at imposing "crippling sanctions" on any government or group engaged in "hostilities against the Kurds," in a measure he referred to as "The Save the Kurds Act."

In a statement on X, the prominent American lawmaker said, "I will be introducing legislation this week designed to impose crippling sanctions on any government or group engaged in hostilities against the Kurds."

Dubbing the bill "The Save the Kurds Act," Graham added, "I believe [the bill] will receive strong bipartisan support and must have teeth to be effective."

Graham's push comes amid a large-scale offensive launched in mid-January by the Syrian Arab Army and allied armed groups to seize territory held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

The SDF serves as the de facto military force in northeast Syria (Rojava) and key ally of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS), which played a crucial role in the extremist group's territorial defeat in Syria in 2019.

In recent weeks, Syrian government forces and allied militants have retaken areas in eastern Aleppo, Deir ez-Zor, and Raqqa provinces that the SDF had held following their liberation from ISIS.

Amid the offensive, the SDF announced that it had lost control over several facilities holding ISIS detainees, including the al-Shaddadi prison in southern Hasaka, with reports indicating that between 120 and 1,500 detainees may have escaped during the violence.

The Kurdish-led forces were also forced to withdraw from the notorious al-Hol camp in Hasaka, which houses individuals with alleged links to ISIS. Rojava officials last week confirmed to Rudaw that a total of 7,130 families - or 25,183 individuals - were held at al-Hol prior to the SDF's withdrawal.

Graham expressed "great concern" over what he called "the deteriorating situation in Syria," warning that "the Kurds are under threat from the new Syrian [interim] government that is aligned with Turkey."

He further emphasized that "it would be a disaster for America's reputation and national security interests to abandon the Kurds, who were the chief ally in destroying the ISIS caliphate."

This is far from the first time the outspoken senator has vowed action against Damascus and allied armed groups over their offensive against Kurdish-led forces.

On Friday, he said there is a "strong consensus" among senators that Washington must act to "protect the Kurds who were there for us in destroying the ISIS caliphate." He concluded with a note of caution, "The powers of the Senate are real. Stay tuned."

Last week, Graham warned that he would push to reimpose "Caesar Act sanctions on steroids" against Syria if its forces continue advancing toward Kurdish-held areas, cautioning that such actions could "permanently" damage ties with Washington.

In a statement on X, Graham added, "Apparently no one in Syria is listening to me or other U.S. government officials," warning that "if this continues, not only will there be bone-crushing sanctions, it will permanently damage relationships between the U.S. and the new Syrian government."
The influential American lawmaker further warned, "If you want a conflict with the U.S. Senate and to do permanent damage to the U.S.-Syria relationship, keep going. If you want to salvage the relationship, stop and turn around. "Of note, the US House of Representatives in December moved to repeal the Caesar Act sanctions - the most restrictive measures imposed on Syria during the rule of longtime dictator Bashar al-Assad.

Under Section 6211 of the bill, the Syrian government must meet six benchmarks, including a commitment to "eliminating the threat" of ISIS and "other terrorist groups" in partnership with the US-led Global Coalition, as well as demonstrating progress on minority inclusion in government and in "providing security for religious and ethnic minorities."

Congress further signaled that if the US president fails to make an "affirmative certification" of compliance, sanctions under the original Caesar Act would be reinstated until full compliance is achieved.

Amid reports of grave human rights violations against the Kurdish community in recent weeks, and against the Alawite and Druze communities in preceding months, experts argue that Damascus is becoming increasingly at risk of being re-

Jan. 27, 2026

YPJ says Damascus-linked factions breach ceasefire under guise of 'Arab tribes'

ERBIL, Kurdistan Region - The spokesperson of the Women's Protection Units (YPJ) told Rudaw on Tuesday that Damascus-backed armed factions continue to violate the ceasefire in northeastern Syria (Rojava), launching attacks against their forces under the guise of "Arab tribes."

"But the bulk of their attacks have been defeated," said Roksan Mohammed. "In the village of Safa alone, 40 of their militants were killed." The village of Safa is located in northeastern Hasaka province.

The YPJ is a key all-female Kurdish force affiliated with the Syrian Democratic Forces (SDF).

Since mid-January, the Syrian Arab Army and its allied armed groups have launched a large-scale offensive aimed at retaking areas in eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka that had been under SDF control for nearly a decade.

A US-brokered ceasefire, extended on Saturday for an additional 15 days, is intended to facilitate the transfer of Islamic State (ISIS) detainees from SDF-run prisons in Syria to Iraq. The extension follows an initial four-day truce announced last week.

Despite the agreement, SDF forces remain on high alert along all five frontlines in Hasaka province, amid sporadic attacks by Syrian Arab Army–affiliated groups during the early days of the truce.

The ceasefire follows a major offensive launched in mid-January by the Syrian Arab Army and its allied factions, targeting eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and Hasaka—one of the most significant military escalations in recent months.

The SDF, the de facto military force in Rojava and a key ally of the US-led Coalition, played a crucial role in the territorial defeat of ISIS in 2019. Since then, the Kurdish-led forces have maintained control over the areas they liberated, much of which has now been recaptured by Damascus and its allied forces.

Speaking about the latest military developments, Mohammed said, "Ever since the ceasefire was announced, the HTS gangs and Daesh have been violating it. Their plot is to invade West Kurdistan [Rojava], but we will not let them - unless they go over our dead bodies."

Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), now dissolved, was previously led by Ahmed al-Sharaa, who launched a swift offensive that ousted longtime ruler Bashar al-Assad. Sharaa was appointed Syria's interim president in late January 2025.

Mohammed added that Damascus-backed armed factions are violating the ceasefire under the guise of "Arab tribes" as a tactic to advance toward territories under SDF control.

"They have failed to make any advances," she said.

Regarding the Syrian Arab Army, the YPJ spokesperson said its forces are stationed approximately 30 kilometers from Hasaka province.

"The force is immense, but they have not been able to take control of any area," she added.

Jan. 28, 2026

HRW flags humanitarian emergency in Kobane, Rojava amid massive displacement

ERBIL, Kurdistan Region - Human Rights Watch on Wednesday warned of a "serious humanitarian situation" unfolding in the Kurdish city of Kobane in northwest Syria, as well as the repercussions of the "massive displacement" of civilians from northeast Syria (Rojava) triggered by the latest Syrian military offensive to retake areas held by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

Adam Coogle, deputy Middle East director at Human Rights Watch, told Rudaw that "the situation in Kobane is very concerning," citing reports from residents of "serious shortages of humanitarian aid, water, and food," as well as ongoing electricity cuts that have persisted "for several days."

He noted that Kobane "is also the site where many displaced people have ended up from other parts of Syria," adding that "there is certainly a serious humanitarian situation there." Coogle urged "whoever is responsible" to "ensure that electricity and basic services return," and called on all sides to the conflict "to refrain from any unlawful attacks, including

shelling that would constitute a disproportionate attack on civilian areas."

"There should be a place where civilians can go to be safe," he stressed.

In mid-January, the Syrian Arab Army and affiliated armed groups launched a large-scale offensive to seize territories held by the SDF in eastern Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and areas near Rojava's eastern Hasaka province.

The SDF serve as the de facto military force in Rojava and a key ally of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS). The areas retaken by Damascus and its affiliated forces were territories the Kurdish-led forces had previously liberated from ISIS and continued to hold in order to prevent the extremist group from making a comeback.

A US-brokered ceasefire was extended to 15 days on Saturday, temporarily halting the Syrian offensive.

Rula Amin, spokesperson for the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) for the Middle East and North Africa, told Rudaw on Monday that more than 100,000 people are estimated to have been displaced by the escalation. She noted that "more than 4,000 families are sheltering in collective centers in [Rojava's eastern] Hasaka province alone," while thousands more are staying with relatives or in host communities.

For his part, Coogle stressed the importance of ensuring that aid convoys - including those dispatched under Rudaw's Ranj Campaign - continue to reach affected areas "so that the basic needs of the population can be met."

He emphasized that "those responsible for the well-being of civilians must allow aid to reach them, whether from the Rudaw convoy, the UN, or other humanitarian providers," including essentials such as "food, shelter, water, and basic services."

Coogle also highlighted that "there are missing people who haven't been accounted for," raising serious concerns for both the displaced and those who have disappeared. Coogle stressed that "it is imperative that all sides take every possible action to protect these people, ensure they receive aid, and provide civilians with a safe place to go."

Prior to their mid-January offensive, the Syrian army and affiliated armed groups had launched a military operation earlier that month to retake control of the Kurdish-majority neighborhoods of Ashrafiyeh and Sheikh Maqsood in northern Aleppo from the Kurdish Internal Security Forces (Asayish), an affiliate of the SDF. The Asayish had been securing the two quarters for nearly a decade, since the rise of ISIS's so-called Caliphate in Syria and Iraq.

The violence left at least 82 people dead, including 43 civilians, according to a Sunday report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), and displaced approximately 150,000 others, the Erbil-based Barzani Charity Foundation (BCF) told Rudaw.

Asked about human rights violations amid the Syrian forces' military escalations in January, Coogle said, "We have seen very concerning videos emerge. There are allegations of serious abuses by both [Syrian and Kurdish] sides." He described the footage as "concerning," adding that while HRW has "not been able to independently verify [them], we will continue to investigate any allegations of unlawful attacks, extrajudicial killings, or other abuses."

In a report released Sunday, Coogle warned that recent developments in northern and northeast Syria "have opened a Pandora's box of complications—not just associated with the failure to resolve post-ISIS issues, but also broader crises regarding the transitional authorities' ability to protect minority communities in Syria."

"So long as these questions remain unresolved, we can continue to expect instability in Syria," he stressed.

LA CROIX

28 janvier 2026

Les Kurdes de Syrie font le deuil de leur autonomie

Dans le Nord-Est syrien, le reflux militaire des Forces démocratiques syriennes marque la fin d'une décennie d'espoir pour l'autonomie kurde.Alors que Damas reprend l'initiative et que les soutiens internationaux se font plus discrets, la population kurde affronte l'incertitude, la peur et un profond sentiment d'abandon.

« J'ai peur, mais je ne veux pas croire que ce puisse être la fin. Seuls les Kurdes sont maîtres de l'existence du Rojava (1) », assure Hoker Hussein, 39 ans, originaire de Kamechliyé, joint par téléphone dans le Nord-Est syrien. À Kobané, ville à majorité kurde à la frontière avec la Turquie, les chenilles des blindés crissent sur l'épais manteau de neige qui a recouvert la ville, rapportent des témoins. Massés le long des trottoirs, des centaines d'habitants sont venus acclamer les huit cents combattants kurdes encerclés depuis cinq jours par les forces gouvernementales syriennes dans la prison d'Al-Aqtan, dans le nord de Rakka. Un repli qui sonne pour beaucoup de Kurdes la fin de leur rêve d'une autonomie politique et culturelle au sein de la Syrie.

À Kobané, ville assiégée où ils arrivent, il n'y a plus d'eau potable, ni d'électricité. Coupés délibérément par Damas, selon l'administration locale. Les autorités syriennes démentent. Depuis plusieurs jours, les réfugiés des villages kurdes environnants affluent, poussés par l'incer-

titude et la peur. Alors que les températures extérieures dégringolent, beaucoup ont trouvé refuge dans les écoles et les mosquées de la ville. Plusieurs organisations humanitaires alertent sur la situation.

Après avoir repris par la force les quartiers kurdes d'Alep début janvier, l'armée syrienne lançait une offensive pour reprendre aux Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde, les territoires qu'elle administrait dans le Nord-Est syrien. Une opération éclair, accélérée par la décision, le 18 janvier, de Mazloum Abdi, chef des FDS, de retirer ses forces des régions de Deir Ez-Zor et de Rakka « pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile ». Deux jours plus tard, le président syrien par intérim, Ahmed Al Charaa, accordait quatre jours aux Kurdes pour proposer un plan sur leur « intégration pacifique » au sein de l'État. La réunification est une volonté de longue date des autorités damascènes. Depuis, les forces kurdes et les civils se concentrent dans deux zones, la ville de Kobané à l'ouest et les provinces de Hassaké et Kamechliyé à l'est. Un coup dur pour ceux qui ambitionnaient de préserver une autonomie acquise sur le Nord-Est depuis plus de dix ans.

Pour Mustapha Muslem, originaire de Kobané, « Mazloum Abdi a pris la bonne décision en quittant la zone arabe, mais maintenant il faut trouver une solution qui prenne en compte la spécificité du peuple kurde ». La communication est hachée. Depuis plusieurs jours, les lignes téléphoniques sont coupées. Pour pouvoir appeler, l'avocat de 33 ans doit se placer juste à côté de la frontière turque, où il capte le réseau voisin grâce à une eSim. Kobané est le symbole de la résistance kurde après sa victoire contre les forces de Daesh qui l'avaient assiégée en 2014-2015.Il aura ensuite fallu quatre ans aux forces kurdes, soutenues par la coalition internationale menée par les États-Unis, pour venir à bout du « califat » en Syrie.

Aujourd'hui, le sentiment d'abandon de la part de ces alliés historiques domine au sein de la population kurde. « Nous avons l'impression d'avoir été trahis par le monde. Après avoir envoyé des centaines, des milliers, de nos compatriotes sous terre (pour combattre Daesh), nous sommes seuls face à l'armée syrienne et l'armée turque, qui assure le support logistique », confie au téléphone un habitant de Hassaké. Le coup de massue, révélateur de ce renversement des alliances, est venu d'un message publié sur la plateforme X par l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, estimant que « Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de Daesh ». Pour faire preuve de sa bonne foi, le pouvoir central a ouvert deux couloirs humanitaires.

Samedi soir, alors que le cessez-le-feu arrivait à son terme, les deux parties annonçaient finalement une prolongation de deux semaines. Mais pour Abdallah, qui préfère taire son nom de famille, pas question de rester sur la ligne de front. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) comptait jeudi environ 134 000 personnes déplacées à l'intérieur de la province de Hassaké. Depuis trois jours, le trentenaire fait des allers-retours entre Hassaké et Kamechliyé, cherchant à mettre sa famille en sécurité. « L'accord tient peut-être encore, mais je n'ai aucune confiance dans le gouvernement, pour nous c'est Daesh », déclare-t-il. Ces inquiétudes sont exacerbées par les discours et les vidéos qui tournent sur les réseaux sociaux. Une assimilation qui reprend le passé de l'actuel président syrien, Ahmed Al Charaa, ancien combattant djihadiste ayant rompu avec Al-Qaida en 2016. La Syrie a pourtant rejoint la coalition internationale contre Daesh en novembre 2025.

Pour Hoker Hussein et d'autres habitants, l'espoir repose sur la négociation politique et la pression des pays encadrant les discussions. « Nos dirigeants tentent de trouver un accord et j'ai espoir qu'ils parviennent à une solution, insiste Mustapha Muslem. La guerre civile ne peut pas être la réponse. » Pour preuve de la bonne volonté du président syrien, il évoque le décret signé par ce dernier actant que le Nouvel An kurde, comme jour férié national. « Les promesses du gouvernement sont encourageantes, mais je crains que ce ne soit que des paroles en l'air », tempère-t-il.

Les cessez-le-feu se sont enchaînés ces dernières semaines, sans qu'aucun ne tienne définitivement. Chacun accusait l'autre d'être à l'origine de la reprise des combats. À Al-Chaddadé, à 60 kilomètres au sud de Hassaké, les soldats de l'armée gouvernementale se préparent à toute éventualité : « Je suis plus prêt que jamais, assure un soldat de la brigade 44, chargée de la ville. S'il faut entrer dans Hassaké, je serai là. »

_____

(1) « L'ouest » en kurde, officiellement l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie, aussi appelé Kurdistan occidental.

Le Monde

Hélène Sallon
28 janvier 2026

En Syrie, des détenus en fuite témoignent du chaos provoqué par le départ des forces kurdes

Le transfert de sécurité des prisons et des camps de détention des FDS, à majorité kurde, aux autorités de Damas s'est déroulé dans la confusion la plus totale, générant la fuite de plusieurs dizaines de prisonniers, dont les deux camps s'accusent mutuellement.

Assis en cercle dans le jardin de la maison de la famille Hussein (un nom d'emprunt), dans un village de la province de Deir ez-Zor, voisins et proches sont venus voir un revenant. Après six ans de détention à la prison d'Al-Kam Al-Sini, en lisière d'Al-Chaddadeh, dans la province de Hassaké, Ahmed Hussein, 25 ans, s'est échappé, le 18 janvier. Le jeune homme a profité de la confusion qui a entouré le retrait des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) de la prison, devant l'avancée des forces gouvernementales, aidées par le soulèvement de tribus arabes locales.

L'homme n'en revient pas d'avoir survécu à l'enfer carcéral qu'était la prison d'Al-Kam Al-Sini. Dans un rapport publié en 2024, l'organisation Amnesty International avait documenté de nombreux cas de torture, de mauvais traitements et de maladies dans cette prison administrée par les FDS dans le Nord-Est syrien. *« Là-bas, je ne pensais qu'à la mort. J'étais convaincu que j'y mourrais à petit feu*, dit-il. *On a été torturés avec des barres de métal. J'en garde une cicatrice sur le crâne. Ils m'ont cassé le nez avec la crosse d'une kalachnikov. Ils nous attachaient les mains à une voiture et nous traînaient derrière. »*

Ahmed Hussein rit beaucoup. Il dit être devenu *« fou à cause du poison qu'ils mettaient dans la nourriture ». « Il y a beaucoup de gens de ma famille dont je ne me souviens pas. Même la fille avec qui j'étais fiancé ! J'ai perdu beaucoup de mes souvenirs »*, poursuit-il. Il n'a pas conscience que les autorités de Damas pourraient, à tout moment, venir l'arrêter. Le 20 janvier, le ministère de l'intérieur syrien a annoncé avoir repris 81 des 120 détenus qui se sont enfuis de la prison d'Al-Kam Al-Sini après que les gardes kurdes l'ont abandonnée.

Le transfert des prisons et des camps de détention des FDS aux autorités de Damas ne s'est pas déroulé de façon coordonnée, comme le prévoyait l'accord signé le 18 janvier. Les deux camps s'accusent mutuellement d'être responsables des évasions de la prison d'Al-Kam Al-Sini. Dans la ville d'Al-Chaddadeh, les témoignages se contredisent pour savoir qui a libéré les détenus : certains désignent les FDS, d'autres des membres de tribus locales qui seraient arrivés les premiers sur place. Dans la prison, *Le Monde* a trouvé des cadenas sectionnés devant les portes de certaines cellules.

« Membres de l'Etat islamique »

Ahmed Hussein est, lui, certain d'avoir été libéré par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), le groupe rebelle islamiste que dirigeait le président de transition Ahmed Al-Charaa lors de sa prise de pouvoir, en décembre 2024. *« Le 18 janvier, à 16 heures, il y a eu des mortiers et des tirs contre la prison par HTC. L'intention n'était pas de nous tuer. C'est HTC qui a cassé les portes des cellules et nous a laissés partir. Ils ont utilisé leurs armes pour briser les cadenas des cellules. Les hommes des tribus étaient présents avec eux*, affirme l'homme. *Les FDS n'ont pas libéré de prisonniers. Si nous étions restés avec eux ne seraitce que trente minutes, nous les aurions tués. »*

Son témoignage n'a pas pu être corroboré de source indépendante. *« Il n'y a pas de traces de combats dans la prison. Ce sont des insurgés locaux qui sont entrés dans la prison et ont emmené les prisonniers au moment où les gardes kurdes partaient*, analyse Arthur Quesnay, un chercheur en sciences politiques et spécialiste de la Syrie, qui a enquêté sur l'évasion des détenus de la prison d'Al-Chaddadeh. *Ce qui n'est pas clair est qui les a libérés : les Kurdes en partant ou des insurgés locaux ? Des insurgés ont raconté que des hommes masqués, qui seraient des gardes kurdes, ont fait sauter les verrous. Quand les prisonniers sont sortis, ils ont rencontré les insurgés. Des civils en voiture sont venus les chercher et les ont hébergés. »*

Ahmed Hussein a été blessé à la main lorsque la porte de sa cellule a été forcée. Il a laissé sa tenue orange de détenu dans la prison avant de fuir. *« Ils nous ont demandé de retirer nos tenues orange pour ne pas être ciblés par des frappes de la coalition* [internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique, EI]. *J'ai laissé ma tenue dans la prison. J'étais en slip. On a pris les couvertures dans les cellules pour se couvrir »*, explique l'ancien détenu. Il dit avoir marché jusqu'à la ville d'Al-Chaddadeh, où il a rejoint des membres de sa famille qui y vivent. Ces derniers l'ont plus tard ramené chez lui. *« Il y avait des membres de l'Etat islamique qui étaient blessés depuis la bataille de Baghouz* [le dernier bastion de l'EI repris par les FDS en mars 2019]. *Eux ont été transférés par HTC je ne sais où »*, poursuit le jeune homme.

Ahmed Hussein dit avoir été arrêté, il y a six ans, dans son village, devenu un vivier de recrutement des groupes djihadistes, Al-Qaida et l'EI. Il nie être membre de l'EI. *« J'ai été arrêté en février 2020 dans la rue, avec mon père. Ils m'ont accusé d'appartenir à l'Etat islamique. Ils ont dit nous arrêter car ils avaient besoin de prisonniers à présenter à la coalition pour remplacer les membres de l'EI qu'ils avaient tués à Baghouz. Ils en ont tué beaucoup par vengeance »*, offre-t-il en guise d'explication. Des soldats de l'armée syrienne désormais chargés de la prison, vide, ont indiqué au *Monde* qu'elle accueillait exclusivement des membres de l'EI au moment de sa libération.

Un Français

« Quand je suis arrivé en 2020, nous étions 3 000 à 4 000 prisonniers. La moitié était des membres de l'Etat islamique, la moitié était des gens accusés à tort. Beaucoup sont morts de maladie. Je ne sais pas de quoi précisément : leur visage devenait noir. Certains ont payé pour sortir. Moi, je n'avais pas d'argent. Regardez ma maison ! », dit Ahmed Hussein, en embrassant d'un geste la bicoque de fortune de son père. Des ressortissants étrangers, de différentes nationalités, étaient mélangés aux prisonniers syriens, dont un Français, dit-il.

The New York Times Jan. 28, 2026

Trump Threatens Iran With 'Massive Armada' and Presses a Set of Demands

U.S. and European officials say they have put three demands in front of the Iranians, including a permanent end to all enrichment of uranium.

President Trump sharply intensified his threats against Iran on Wednesday, suggesting that if it did not agree to a set of demands the administration had made of the country's leaders, he could soon mount an attack "with speed and violence."

Mr. Trump's threat of a second direct attack on Iran by U.S. forces in eight months came as the aircraft carrier Abraham Lincoln, along with other naval ships, bombers and fighter jets, took up positions in the region in striking distance of the country. Mr. Trump explicitly compared the buildup to the forces he amassed near Venezuela late last year, just ahead of the operation that seized Nicolás Maduro and his wife in the middle of the night early in January.

Mr. Trump gave no specifics about the deal he was demanding, saying only that a "massive Armada" was heading toward Iran and that the country should make a deal. But U.S. and European officials say that in talks, they have put three demands in front of the Iranians: a permanent end to all enrichment of uranium and disposal of its current stockpiles, limits on the range and number of their ballistic missiles, and an end to all support for proxy groups in the Middle East, including Hamas, Hezbollah and the Houthis operating in Yemen.

Notably absent from those demands — and from Mr. Trump's post on Truth Social on Wednesday morning — was any reference to protecting the protesters who took to the streets in Iran in December, convulsing the country and creating the latest crisis for its government. Mr. Trump had promised, in past social media posts, to come to their aid, but has barely mentioned them in recent weeks.

Iran says the death toll was 3,117, but human rights groups say that figure vastly underestimates the actual number killed. Their figures range from 3,400 to 6,200, but they say that once internet blackouts are lifted, the numbers will likely rise significantly.

Mr. Trump has felt emboldened since the initial success in Venezuela, and he was clearly using the threat of a similar decapitation of the Iranian regime in an effort to intimidate the country's clerical leadership and the Islamic Revolutionary Guard Corps, its most elite military forces.

As recently as two weeks ago, Mr. Trump appeared to be on the precipice of military action, which he suspended only when receiving an assurance from Iran that it would not hang what he said were 800 protesters set to be executed. Iranian officials said that figure was wrong, and that the protesters, while arrested, had not gone through trial or sentencing.

The interchanges that day revealed to the Americans the fragility of the Iranian system. The country's foreign minister, Abbas Araghchi, a longtime Iranian diplomat and politician, had to seek permission to talk with Steve Witkoff, Mr. Trump's special envoy. In the end, he had to make the commitment through a third party that Iran was not planning imminent executions, because he was prohibited from formal, direct communications with the United States.

An official who was deeply involved in the interchanges said later that Mr. Araghchi's authority seemed heavily constrained. And there is, as always in the Iranian system, constant jockeying between the Supreme Leader's office, the Revolutionary Guard and the office of the president, Masoud Pezeshkian, for whom Mr. Araghchi works. But key issues of foreign policy are decided by the 86-year-old supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

On Wednesday, speaking to Iranian reporters outside the foreign ministry in Tehran, Mr. Araghchi said that Iran had not requested a meeting with the United States and that he and Mr. Witkoff had not been in contact in recent days. He said Iran had not made a decision about negotiations, although various countries were trying in good faith to mediate between Tehran and Washington.

"Our position is that diplomacy cannot be effective and have results through military threats," he said. "If they want negotiations to take place they definitely have to set aside threats, excessive demands and making unrealistic demands," said Mr. Araghchi. He added that a war between Iran and the United States would be destabilizing to the entire region and countries in the Middle East were against it.

Mr. Araghchi issued a warning to the United States a week ago, writing that "an all-out confrontation will certainly be messy, ferocious and drag on far, far longer than the fantasy timelines that Israel and its proxies are trying to peddle to the White House." He added that "the U.S. has tried every conceivable hostile act, from sanctions and cyber assaults to outright military attacks."

He went further on Wednesday, writing on social media: "Our brave Armed Forces are prepared—with their fingers on the trigger—to immediately and powerfully respond to ANY aggression against our beloved land, air, and sea."

Rear Adm. Ali Shamkhani, the head of a newly created body that oversees military operations, said in a social media post that any strikes by the United States on Iran would be considered an act of war, and that Iran would respond forcefully and target Tel Aviv.

Secretary of State Marco Rubio on Wednesday told lawmakers that the buildup around Iran was largely defensive, because tens of

thousands of American troops in the region were "within the reach of Iranian one-way drones and ballistic missiles." He said it was "wise and prudent" to increase the U.S. presence, but that the American force could also "preemptively act" against Iran.

"I hope it doesn't come to that," he said.

But Mr. Rubio said that if the regime did fall, there was no "simple answer" as to what would happen next.

"That's an open question," Mr. Rubio said. "I mean, no one knows who would take over."

In the past week, negotiations have made no progress, officials say, and there are no indications that the Iranians are preparing to give in to Mr. Trump's demands. Each would undercut the country's diminishing powers after a 12-day war with Israel in June, which ended with a U.S. air attack on three major Iranian nuclear sites, at Natanz, Fordo and Isfahan.

The three sites were central to the enormous nuclear infrastructure Iran had built over more than a quarter of a century. While Mr. Trump has repeatedly claimed the nuclear program was "obliterated," his own national security strategy, published in the fall, took a more measured view, saying that the attack in June "significantly degraded Iran's nuclear program."

The first demand, that Iran give up all of its enrichment and current stockpiles of enriched uranium, would be difficult to monitor. In the 2015 nuclear agreement that Iran reached with the Obama administration, it gave up roughly 97 percent of its uranium stockpiles, which were shipped out of the country.

The primary enrichment sites at Natanz and Fordo were heavily hit last June, and are unlikely to reopen. But it is possible to enrich uranium — increasing its purity — at small, easily hidden sites. If Iran could gain access to the uranium already enriched to 60 percent purity — just shy of bomb grade — that was buried in the attacks, it could make enough fuel for a handful of weapons. So far, according to U.S. and European intelligence officials, there is no sign that Iran has gotten that access to the fuel, which it had buried deeply for safekeeping.

The second demand, to limit the range and number of ballistic missiles, would make it all but impossible for Iran to hit Israeli territory. Those missiles are the last deterrent in Iran's arsenal against a renewed attack by Israel. Such an attack does not seem imminent, but Prime Minister Benjamin Netanyahu has threatened renewed attacks if Iran re-arms.

The third demand, involving cutting off support for proxy forces, may be the easiest for Iran to comply with. Iran's own economy is deeply weakened, its currency has fallen to new lows, and the government has little to spend on its one-time allies, who are reeling from intense attacks by Israel.Mehdi Mohammadi, a senior adviser to Iran's parliamentary speaker, Mohammad Bagher Ghalibaf, said on state television on Tuesday night that Washington's conditions were not acceptable to Iran and would amount to defeat.

"What Witkoff is saying would essentially be Iran surrendering," he said. "This translates into disarming yourself so we could strike you when we want."

---

l'Opinion

Michael R. Gordon, Shelby Holliday et Alexander Ward
29 janvier 2026

Cette décision des pays du Golfe qui complique la tâche de Trump en Iran

L'Arabie saoudite a exclu mardi que son espace aérien et son territoire soient utilisés pour une éventuelle attaque américaine contre l'Iran, compliquant ainsi les possibilités de réponse de l'administration Trump à la répression violente menée par Téhéran contre les manifestants iraniens.

Lundi, le ministère des Affaires étrangères des Emirats arabes unis avait annoncé une décision similaire.

Les déclarations de ces deux pays du Golfe constituent un revers pour la politique étrangère de l'administration Trump, qui cherche à intensifier la pression sur Téhéran, alors que l'Iran refuse de se plier à la demande de Washington de mettre fin à l'enrichissement d'uranium et à la répression meurtrière des manifestations.

Le prince héritier Mohammed ben Salmane, dirigeant de facto du royaume, a exposé la position de son pays lors d'un entretien téléphonique avec le président iranien Massoud Pezeshkian.

Selon un communiqué publié mardi par l'Arabie saoudite, le prince héritier a souligné que le royaume « ne permettra[it] pas que son espace aérien ou son territoire soient utilisés pour des opérations militaires contre l'Iran ».

L'Arabie saoudite craint d'être entraînée dans un conflit avec l'Iran, qui a attaqué ses installations pétrolières en 2019, pendant le premier mandat du président Trump.

« L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont tous deux été la cible d'attaques de l'Iran et de ses alliés. Il est dans leur intérêt que le régime iranien soit affaibli et moins menaçant, mais ils craignent une instabilité régionale et des représailles iraniennes, et ne veulent pas être le fer de lance des Etats-Unis », indique Karim Sadjadpour, du Carnegie Endowment for International Peace.

Un porte-parole de la Maison Blanche précise que Trump « surveille très attentivement la situation en Iran et que toutes les options sont envisageables si le régime exécute des manifestants ».

D'anciens officiers haut placés de l'armée américaine estiment que les décisions de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis pourraient perturber les plans d'intervention militaire de l'administration Trump, mais n'empêcheraient pas Washington d'agir.

« D'un point de vue militaire, cela augmente la complexité des opérations et les coûts de toute action américaine contre l'Iran, mais cela ne les empêchera pas », affirme David Deptula, un général de l'armée de l'air à la retraite qui a occupé des fonctions clés lors de l'opération Desert Storm menée en 1991 contre l'Irak, que les Etats-Unis ont dirigée depuis un poste de commandement situé en Arabie saoudite.

Le général Deptula ajoute que les déclarations de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis réduiraient par ailleurs « le coût politique pour Téhéran d'une résistance aux pressions extérieures. »

Washington a envoyé le porte-avions USS Abraham Lincoln et son escorte au Moyen-Orient, y compris des navires équipés de missiles de croisière. Il dispose également de plusieurs escadrons de chasseurs F-15E en Jordanie.

Les Etats-Unis seraient toujours en mesure de lancer une attaque militaire en utilisant ces forces et en faisant appel à des bombardiers furtifs B-2 et à d'autres bombardiers à longue portée qui pourraient décoller des Etats-Unis ou être positionnés à la base de Diego Garcia dans l'océan Indien.

« Je pense que nous pourrions être amenés à compter davantage sur l'aviation embarquée ou sur les ressources à longue portée provenant du CONUS [NDLR : acronyme du continent américain] ou de bases telles que Diego Garcia », précise Joseph Votel, général de l'armée à la retraite.

« Cette action met la pression sur les autres pays de la région qui pourraient envisager de soutenir une opération américaine », ajoute le général Votel, qui a dirigé le Commandement central américain de 2016 à 2019. « En fin de compte, une opération porterait davantage la signature des Etats-Unis que celle d'une coalition régionale solide contre l'Iran. »

Trump entretient des liens étroits avec le prince héritier saoudien, qui s'est rendu à la Maison Blanche en novembre. A cette occasion, Le président américain s'est engagé à vendre des avions de combat F-35 sophistiqués à l'Arabie saoudite et a défendu le prince héritier contre les accusations selon lesquelles il aurait orchestré le meurtre du journaliste du Washington Post Jamal Khashoggi. L'Arabie saoudite a confirmé dans un accord de coopération en matière de défense que les Etats-Unis étaient son « principal partenaire stratégique », et un autre accord annoncé prévoit d'étendre l'accès de Riyad aux technologies américaines d'intelligence artificielle.

Les analystes des Etats du Golfe craignent qu'une intervention militaire américaine n'aggrave la crise en Iran au lieu de renverser le régime, et que les conséquences ne se répercutent sur toute la région.

« Oui, l'Iran a été affaibli, tout comme ses alliés, mais ils n'ont pas disparu », souligne Bader Al-Saif, expert du Golfe et professeur à l'université du Koweït. « Nous mettons en avant notre stabilité pour attirer les investisseurs. Personne ne viendra investir si cette situation devient la norme. »

Les Etats-Unis pourraient toujours frapper l'Iran même sans accès à l'espace aérien et aux bases saoudiennes, grâce à des bombardiers et autres avions qui passeraient par l'espace aérien de la Jordanie, de la Syrie et de l'Irak, à des missiles de croisière lancés depuis des sous-marins et aux avions de leur porte-avions basé en mer d'Oman.

Néanmoins, les spécialistes du Moyen-Orient pensent que renverser le régime iranien, ou même l'affaiblir suffisamment pour le dissuader de réprimer les manifestants, nécessiterait probablement une campagne militaire sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Sans la coopération des pays du Golfe, cette opération serait plus compliquée.

« Il faut garder à l'esprit que le régime est déterminé à ne pas tomber et est prêt à tuer autant de personnes que nécessaire pour rester au pouvoir », souligne Kenneth Pollack, vice-président chargé des politiques au Middle East Institute et ancien analyste de la CIA. « Il serait extrêmement difficile de venir à bout de cette situation avec la seule puissance aérienne, et plus encore si nous sommes limités au porte-avions et à ce qui vient du CONUS et de Diego Garcia. »

« Il faut garder à l'esprit que le régime iranien est déterminé à ne pas tomber et est prêt à tuer autant de personnes que nécessaire pour rester au pouvoir »

RÛDAW

Jan 28, 2026

Putin says Sharaa restoring 'Syria's territorial integrity' after military seizures

ERBIL, Kurdistan Region - Russian President Vladimir Putin on Wednesday praised "efforts to restore Syria's territorial integrity" during a meeting with interim Syrian President Ahmed al-Sharaa, indicating Russian support for Syria following its seizures of Kurdish-held areas.

"We have closely monitored your efforts to restore Syria's territorial integrity, and I want to congratulate you on the momentum this process is gaining," Putin was quoted as saying during a press conference with Sharaa at the Kremlin.

The two leaders met amid reports that Russian troops were withdrawing from an airbase in Syria's Kurdish city of Qamishli on the Turkish border, where they were stationed since 2019. Qamishli

and other Kurdish-majority areas were facing a humanitarian crisis and fears of a Syrian army offensive, despite a ceasefire with Syrian government pledges to not enter Kurdish autonomous areas known as Rojava after seizing other Kurdish-held areas in northern Syria.

Putin and Sharaa were expected to discuss Russia's economic ties and military presence in Syria, where Russia retains key bases from its alliance with former Bashar al-Assad who lives in exile in Moscow. While neither Putin nor Sharaa addressed military bases during their press conference, Kremlin spokesman Dmitry Peskov earlier said they would discuss "all issues related to our military's presence in Syria."

Syrian sources told Reuters that Sharaa's agenda with Putin included extending Russia's military presence at Tartous and Hmeimim bases, reducing the impact of spillover violence if strikes are conducted on Iran, and securing Russian involvement in southern Syria as a buffer against Israel's expanding occupation around the Golan Heights.

The sources also said Sharaa would seek assurances that Moscow will prevent exiled Assad loyalists from organizing insurgent attacks, particularly in coastal areas that are strongholds of the Alawite minority who ruled Syria for decades.

The meeting was the second between Putin and Sharaa, whose first meeting in October was followed by meetings with senior Russian and Syrian defense, intelligence and diplomatic officials in Moscow.

The state-run Syrian Arab News Agency (SANA) reported that Sharaa welcomed Russia's role in supporting Syria's unity as Damascus brings territory and resources under central government control. The military offensives have triggered fighting and a humanitarian crisis in autonomously-held Kurdish areas along with international fears of an Islamic State (ISIS) resurgence.

The Syrian Arab Army earlier this month seized key oil infrastructure and cities, including Raqqa and Deir ez-Zor, that Kurdish-led local governments and security forces had controlled since defeating ISIS in 2019.

Le Monde **Hélène Sallon**
29 janvier 2026

Dans le nord-est de la Syrie, l'enjeu de la « réconciliation » entre les anciens combattants des FDS et les autorités de Damas

Après la reprise des provinces de Deir ez-Zor, Rakka et Hassaké, les autorités de transition syriennes ont ouvert des centres de réconciliation destinés aux ex-combattants des Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes. Dans cette partie de la Syrie sous contrôle kurde, la défection massive des combattants arabes a précipité la chute des FDS.

Ahmed Al-Jarjis s'est présenté, un fusil à la main, lundi 26 janvier au matin, devant les portes du centre de la sécurité intérieure, installé au kilomètre 7 sur la route qui file vers le nord de Deir ez-Zor. Après avoir repris le contrôle de cette province à majorité arabe dans le Nord-Est syrien, les autorités de Damas ont appelé les hommes, arabes et kurdes, ayant combattu au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) à se présenter pour une procédure de réconciliation.

A l'entrée du bâtiment, anciennement occupé par les Asayiches (les forces de sécurité intérieure kurdes), les gardes font poser Ahmed Al-Jarjis en train de remettre son arme. La photo sera postée sur les réseaux sociaux pour rassurer les anciens combattants des FDS, encore peu nombreux à l'ouverture du centre. *« Les combattants ont peur d'être arrêtés s'ils viennent. Les personnes qui, comme moi, ont fait la procédure de réconciliation vont les rassurer. On est bien traités »*, assure l'homme de 25 ans, qui se prête au jeu.

La procédure de réconciliation mise en place par les autorités de transition syriennes est calquée sur celle qui avait été imposée aux soldats et officiers de l'ancien régime, après la chute du dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. *« Toute personne qui n'aura pas rendu son arme et fait la procédure de réconciliation dans le temps imparti sera recherchée. Nous aurons toutes les informations, car la région est désormais sous notre contrôle »,* avertit Mohamed Al-Riani, un porte-parole du ministère de l'intérieur présent sur le site.

Des militaires et responsables locaux qui ont collaboré avec les FDS pendant la décennie où les forces kurdes ont administré la région se sont rendus durant la bataille ou ont été arrêtés. *« Des tribunaux militaires seront mis en place pour juger ceux qui ont commis des crimes. Quelqu'un qui n'a rien fait peut faire la procédure de réconciliation et être libre de partir. Nous oublierons ce qu'il a fait par le passé. La procédure sera facilitée pour ceux qui ont collaboré avec nous »*, poursuit le porte-parole.

Ahmed Al-Jarjis s'était enrôlé avec les FDS, il y a un an et trois mois, appâté par le salaire – 1,5 million de livres syriennes (soit environ 100 euros). *« Il n'y avait pas de travail dans notre région. On s'est donc*

engagés volontairement pour recevoir un salaire. Une fois acceptés, on ne pouvait plus partir. Si quelqu'un faisait défection, ils venaient le chercher chez lui », explique le jeune homme, qui a été affecté au barrage militaire d'un centre des Asayiches. Formées en 2015 avec le soutien de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), les FDS ont intégré, autour des Unités de protection du peuple (YPG, kurdes), des combattants arabes proches de l'Armée syrienne libre ou issus des tribus locales, ainsi que des chrétiens du Conseil militaire syriaque.

« Nous avons jeté nos armes »

Dans les trois provinces sous leur contrôle – Rakka, Deir ez-Zor et Hassaké –, les FDS ont réuni entre 40 000 et 100 000 hommes, selon des estimations, dont deux tiers de combattants arabes. *« La plupart des combattants arabes ont rejoint les FDS par choix. Certains ont été enrôlés de force. La plupart des hommes préféraient s'enrôler volontairement pour recevoir un salaire et espérer servir dans un bureau »*, explique Soleiman Taha Al-Aman, un combattant arabe de 25 ans.

Les combattants arabes ont été affectés à des positions subalternes ou à des postes à faible responsabilité au sein des FDS. *« La personne qui était responsable de notre barrage était un arabe. Un responsable arabe va avoir sous sa responsabilité dix personnes au maximum. Les grands chefs étaient des Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan* [PKK, la principale guérilla kurde en Turquie, dont sont issus les YPG], explique Ahmed Abed Al-Wahed, un combattant arabe de 35 ans. *Ils nous disaient que nous, les Arabes, étions des traîtres et que nous pouvions nous retourner à tout moment, surtout depuis la révolte des tribus contre les FDS, en 2023. »*



Des armes rendues par des anciens membres des FDS dans le cadre du processus de réconciliation, dans le bureau d'enregistrement de la sécurité intérieure du gouvernement syrien, à Deir ez-Zor (Syrie), le 26 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER/HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Lorsque les autorités de Damas ont lancé la bataille contre les FDS, mi-janvier, les combattants arabes se sont, en effet, retournés comme un seul homme. Depuis plusieurs mois, le président de transition, Ahmed Al-Charaa, assisté de son représentant aux affaires tribales, Abou Ahmed Al-Zakkour, et des responsables militaires, avait préparé le terrain, en cooptant les chefs des principales tribus de la région. La défection des combattants arabes n'a laissé d'autre choix aux combattants kurdes que de battre en retraite et d'abandonner les régions à majorité arabe presque sans combat.

Ahmed Al-Jarjis a ainsi fait défection le jour où la bataille a gagné son village, le 18 janvier. *« Le chef de ma tribu, les Baggara, nous a dit que les combattants arabes devaient rester chez eux, car les forces gouvernementales allaient entrer. On a quitté nos positions une à deux heures avant le début de la bataille*, explique-t-il. *Il y avait des Kurdes au barrage qui menaçaient de nous tirer dessus si l'on faisait défection, mais ensuite ils sont partis. »* Ceux qui n'ont eu d'autre choix que de rester à leur position n'ont pas fait feu. *« Nous avons jeté nos armes et nous sommes partis. Nous n'avons pas pu tirer une seule balle : c'étaient nos proches dans le camp adverse »*, confie Ali Farid Al-Ali, un jeune homme de 19 ans, enrôlé de force au sein des FDS, il y a deux ans et demi.

Lutter contre les cellules de l'EI

Pour la première matinée d'ouverture de la procédure de réconciliation, seules une centaine de demandes ont été enregistrées. Mais des dizaines d'hommes attendent de l'autre côté de la route, face au centre de la sécurité nationale. On leur en refuse l'accès, car ils se sont présentés sans armes. Certains, comme Soleiman Taha Al-Aman, qui a servi un an et demi dans l'unité anticrime et antidrogue des Asayiches, disent n'avoir jamais eu d'arme personnelle. D'autres affirment les avoir restituées à l'armée syrienne lorsqu'ils ont fait défection.

« J'ai fui il y a deux semaines en coordination avec les chefs de tribu. Une cinquantaine de personnes sont témoins que j'ai rendu mon arme à ce moment-là. Maintenant, ils nous demandent de rendre notre arme. Si j'en avais une, je la leur donnerais. Que dois-je faire ? Acheter une arme pour la leur donner alors que je n'ai même pas de quoi me nourrir ? », se lamente Hassan Mahjoub Hassan, un combattant arabe de 45 ans, qui a servi huit ans au sein des FDS.

Ces arguments ne convainquent pas les forces de la sécurité intérieure. *« Les combattants qui affirment ne pas posséder d'armes sont des menteurs. La plupart d'entre eux en ont, mais refusent de les remettre »*, réagit le porte-parole du ministère, Mohamed Al-Riani. La stabilisation du Nord-Est syrien est un défi de taille pour les autorités de transition. Elles ont désormais la charge de ce grand territoire, délaissé par le clan Al-Assad pendant des décennies, et dont les chefs de tribu, versatiles, sont passés d'une allégeance à l'autre durant la guerre civile (2011-2024) : le régime Al-Assad et les milices pro-iraniennes, l'EI ou les FDS.

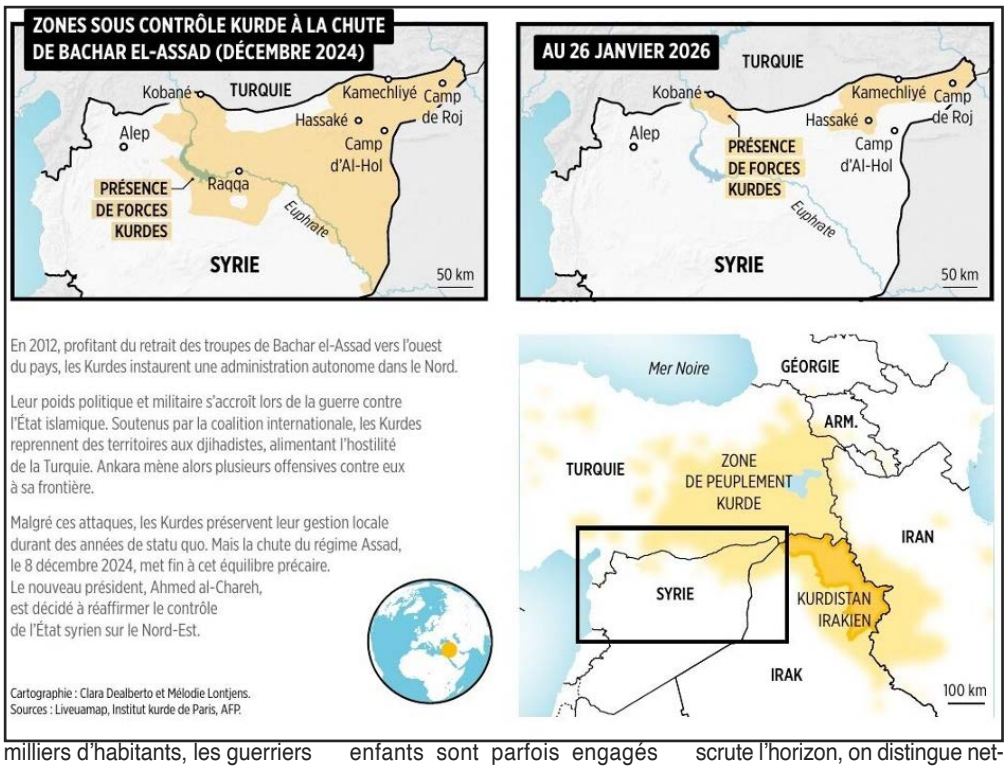
Le pacte scellé entre Damas et les tribus arabes pour reconquérir les territoires aux mains des FDS a généré beaucoup d'attentes. Les tribus espèrent des rétributions dans le partage du pouvoir et des ressources de cette région riche en hydrocarbures. Le président Al-Charaa compte sur elles pour exercer un contrôle social, notamment lutter contre les cellules de l'EI, qui trouve dans ces régions un terreau fertile. Les anciens combattants arabes des FDS souhaitent, quant à eux, être intégrés au sein de l'armée syrienne.

« Il est actuellement exclu que les anciens combattants des FDS soient recrutés au sein de l'armée, mais, une fois que nous aurons terminé les procédures de réconciliation, nous pourrons envisager la réintégration de certains éléments », dit Mohamed Al-Riani, le porte-parole du ministère de l'intérieur. *« S'ils nous acceptent, nous nous battrons avec eux jusqu'à la mort. Le problème est qu'ils demandent des diplômes pour intégrer l'armée,* déplore Ahmed Abed Al-Wahed. *La plupart des gens ici ne sont pas éduqués, car cela fait quinze ans, depuis la révolution, que nous n'avons pas d'école. »*

Le Point 29 janvier 2026

Kurdes I La trahison de l'Occident

En première ligne. Lâchés par Trump et l'Europe, les Kurdes de Syrie tentent de résister. Dans les rues de Hassaké, les combattants se préparent au choc avec l'armée syrienne, de l'ancien djihadiste Ahmed al-Chareh.



Les rues de Hassaké sont désertes, ce qui ne présage rien de bon. Les marchands du bazar ont tiré les rideaux de fer et la plupart des habitants de cette grande ville du nord-est de la Syrie, mélange de populations arabe et kurde, ont quitté les lieux. Les rares qui restent rasent les murs. Situé à sept heures de route de Damas, Hassaké, est quadrillé par les soldats des Unités de protection du peuple (YPG). Postés à chaque carrefour ou à chaque rond-point, ces derniers montent la garde devant d'immenses portraits d'Abdullah Öcalan, le père spirituel de leur guérilla. Dotés de blindés américains Humvee à tourelle pivotante ou de pick-up lestés de mitrailleuses russes Douchka, ils se tiennent prêts à déchirer le ciel de leurs balles. Le Kurdistan syrien est une nouvelle fois sur le pied de guerre. Cantonnés depuis dix ans sur la rive gauche de l'Euphrate, les soldats de l'armée régulière syrienne, désormais sous les ordres d'Ahmed al-Chareh, le président syrien, approchent. Secondés par des combattants venus de clans tribaux arabes locaux, ils se sont récemment installés à la lisière de la ville, menaçant de la reprendre pour y planter le drapeau de la révolution syrienne. Certes, la signature d'un cessez-le-feu le 20 janvier dernier et l'adoption d'une feuille de route en vue d'un accord, comprenant une trêve jusqu'au 8 février, ont stoppé leur avancée. Mais vont-ils vraiment s'arrêter là ?

Les Kurdes le savent : Hassaké serait la première ville de leur territoire, le Rojava, à tomber si les hostilités reprenaient entre leurs factions et les forces progouvernementales mobilisées depuis mi-janvier. À l'est de cette ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants, les guerriers à la solde de Damas se sont déjà emparés, il y a peu, du camp de réfugiés d'Al-Hol, prison à ciel ouvert où sont enfermés des milliers de membres de Daech et leurs familles. Les militaires ont aussi conquis Al-Yaroubieh, un poste-frontière avec l'Irak. Reste donc le verrou de Hassaké, qui, une fois brisé, pourrait leur permettre de fondre sur Kamechliyé, la capitale du proto-État du Rojava, et ainsi finir de tailler en pièces le territoire autonome kurde de Syrie.

Chaque soir, à Hassaké, des civils volontaires se regroupent sur des check-points pour tenir les rues de Kamechliyé. Après le couvre-feu de 19 heures, des hommes âgés de 30 à 55 ans se retrouvent autour d'un brasero de vieux pneus brûlés: il y a là un mécanicien, un marchand de chaussures, un réalisateur de courts-métrages documentaires… Tous sont pères de famille. Leurs enfants sont parfois engagés dans les forces kurdes ou sont morts au combat. Ils partagent du thé brûlant et esquissent quelques pas de danse pour se revigorer. « Cela ne nous fait pas plaisir de nous promener avec des armes, admet Abou Garo, le responsable d'un de ces points de contrôle. Mais nous voulons juste que notre identité, notre langue et notre culture soient respectées. Nous serons sur le chemin de ceux qui veulent notre perte. »

Sur le qui-vive. Tout le monde est sur le qui-vive. Au nord-est de la ville, des combattants campent sur les toits des maisons, empilements de terre ou de parpaings, qui jouxtent une petite route défoncée. Elle mène au hameau de Kano, le dernier contrôlé par les forces kurdes. De la terrasse équipée d'une mitrailleuse depuis laquelle le chef des YPG de la région, « Azad Hassaké » (un nom de guerre), scrute l'horizon, on distingue nettement Tall Brak, à cinq kilomètres à vol d'oiseau vers l'est. Ce village arabe a fait allégeance aux tribus favorables à Damas quelques jours plus tôt, obligeant les Kurdes à s'en retirer. « Nous y étions installés depuis douze ans, c'était le premier village arabe conquis par les forces kurdes », déplore le commandant.

À seulement 31 ans, ce chef de guerre à l'épaisse moustache noire, coutumier des traits d'humour cinglants, est déjà un vétéran qui compte plusieurs batailles mémorables à son actif. En 2016, il a failli perdre sa jambe gauche dans l'explosion d'une voiture piégée par Daech. Depuis, il ne peut plus la plier. Deux ans plus tard, il a manqué de se faire arracher le bras droit dans une frappe de l'aviation turque sur Afrine, un autre bastion de son peuple qu'il tentait de défendre. « Le danger se rapproche, af-



Photo Profanation. Un militant affilié à Damas est filmé en train de vandaliser les tombes de combattants des FDS. La vidéo a été diffusée par Channel 8 le 21 janvier.

firme-t-il en nous le montrant. Mais si les troupes de Damas ne nous attaquent pas, nous ne bougerons pas. » Et si le choc a lieu ? « Nous ne nous rendrons jamais, annonce-t-il, sans peur. Car nous préférerons le sacrifice à la reddition. »

Conditions. En attendant, l'arrêt provisoire des combats offre à ses hommes un répit bienvenu. Dans leur poste avancé, ils en profitent pour siroter du maté, laver leur linge et astiquer leurs armes. D'ici au 8 février, l'administration kurde est censée appliquer les accords signés avec Damas – qui prévoient la dissolution des institutions du Rojava, l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) dans l'armée régulière et la nomination de Kurdes à des postes clés, notamment ceux de vice-ministre de la Défense et de gouverneur de la province de Hassaké. « Nous sommes prêts à négocier pour sauver notre peuple, fait valoir Azad Hassaké. Il y a des pas que nous ne pouvons pas franchir. Mais l'intégration de nos forces dans l'armée syrienne ne peut se faire que dans le but de défendre notre terre. Pas pour nous fondre dans leurs troupes. Le plus difficile, c'est l'avenir des unités de femmes, les YPG. Comment vont-elles cohabiter avec ces fanatiques ? »

Bien que le cessez-le-feu ait été décrété, le 26 janvier, des groupes armés arabes ralliés à Damas ont attaqué des villages pour tenter de couper la route entre Kamechliyé et la frontière avec le Kurdistan irakien. Sans succès. Les forces kurdes ont aussi bombardé des villages repris par Damas. Les deux camps dénoncent des exactions chez leurs adversaires : exécutions sommaires, violences contre des civils… Toujours le 26 janvier, une famille kurde a été massacrée à un check-point par un chef de bande islamiste. La veille, des enfants qui disaient avoir été torturés par les FDS ont été extraits d'une prison à Raqqa.

C'est à Kobané, encore une fois, que la situation est la plus critique. Difficilement accessible, cette petite cité kurde adossée à la frontière turque craint de revivre une tragédie comparable à celle qui l'avait frappée en 2014. « Cette ville a subi deux sièges : d'abord celui d'un État islamique honni par l'Occident. Puis celui d'un État islamique légitimé par l'Occident », constate tristement Hardy Mède, professeur à l'Institut catholique de Paris. Aujourd'hui



Photo Ravitaillement. Les habitants de Kamechliyé attendent un convoi d'aide humanitaire en provenance du Kurdistan irakien. MATHIAS DEPARDON POUR « LE POINT » (X2)

recouverte de neige, Kobané est encerclée et assiégée par les troupes progouvernementales depuis le 20 janvier. Les civils kurdes n'ont aucune possibilité de s'échapper. Les obus de mortier et les frappes de drones se multiplient contre les villages alentour. Privés d'électricité, d'eau et de nourriture, les habitants ont, heureusement, pu être ravitaillés le 26 janvier par un convoi humanitaire affrété par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Mais son isolement complet du reste du Rojava en fait une proie pour les factions islamistes syriennes, qui y voient un symbole à abattre. Celui de la résistance kurde.

Les motifs d'espérer une issue positive sont minimes. Certes, des soldats américains sont encore présents autour du leader des FDS, Mazloum Abdi, mais ils consacrent leur temps à l'évacuation vers l'Irak de milliers de détenus dangereux. La question des étrangers dans les prisons du Rojava – près de 7 000 djihadistes d'une cinquantaine de nationalités – est la principale raison de la prolongation de quinze jours du cessez-le-feu. Plusieurs centaines d'individus, dont des Français, ont déjà été transférées en hélicoptère. Une fois le processus achevé, le départ des Américains pourrait se précipiter, comme l'a laissé entendre Donald Trump. « Avant 2015, nous nous battions sans eux, nous sommes capables de le refaire », veut croire le commandant Azad Hassaké.

Les derniers soldats russes, qui soutenaient l'ancien régime de Bachar el-Assad, ont plié bagage. Dans la journée, deux énormes avions-cargos Antonov se sont posés à l'aéroport de Kamechliyé pour charger véhicules militaires, avions, hélicoptères, armes et équipements. La Russie gardait, avec l'accord des Kurdes, ce point d'appui dans le Nord-Est. Mais comme les États-Unis, elle se tourne désormais vers le nouveau président syrien, Ahmed al-Chareh, avec lequel elle négocie le maintien de sa présence sur la base navale de Tartous et la base aérienne de Hmeimim. Un « mauvais signe de plus », grimace un responsable kurde §

Washington et Moscou se tournent désormais vers le nouveau président syrien.

Glossaire

Rojava : nom par lequel on désigne le Kurdistan occidental (Syrie) par opposition au Rojhelat (le Kurdistan de l'Est, en Iran), au Bachour (celui du Sud, en Irak) et au Bakour (celui du Nord, en Turquie).

FDS : Forces démocratiques syriennes, coalition kurdo-arabe qui combat Daech.

YPG : Unités de protection du peuple. C'est une milice kurde syrienne proche du PKK.

PKK: Parti des travailleurs du Kurdistan, guérilla fondée en 1978 par Abdullah Öcalan.

KRG : gouvernement régional du Kurdistan en Irak dirigé par les Barzani.

Le Point

Abnousse Shalmani
29 janvier 2026

Les Kurdes encore abandonnés

L'Occident s'apprête à sacrifier ses alliés kurdes en Syrie, laissant Al-Chareh imposer un régime islamiste qui menace les libertés fondamentales.

Le 20 janvier 2026, le président Trump a publié sur Truth Social un message privé du président Macron, provoquant un ridicule vacarme diplomatique qui n'avait pas de raison d'être, le même Macron ayant diffusé, en 2022, un échange téléphonique privé avec Vladimir Poutine dans un documentaire, le tout sans le prévenir. Le vrai scandale est dans la teneur du message, qui révèle la position occidentale sur la stratégie syrienne : « Mon ami, nous sommes complètement alignés sur la Syrie. »

Ce qui veut clairement dire que la France et les États-Unis abandonnent à leurs bourreaux nos indispensables alliés kurdes contre l'État islamique. Ce qui veut dire l'acceptation de l'intégration funeste des Forces démocratiques syriennes kurdes dans l'armée syrienne. Ce qui veut dire que, au nom de la reconstruction et d'une stabilité illusoire, l'Occident accepte qu'Al-Chareh, le président syrien, rétablisse l'autorité centrale arabe sunnite islamiste sur l'ensemble du territoire syrien, y compris le Nord-Est kurde, riche en pétrole et en ressources agricoles. Que le chaos, le vrai – massacre de minorités, régime islamique répressif, relance du djihad internationaliste –, viendra immanquablement un jour prochain du même Al-Chareh aux mains libres. Ce qui veut dire silence sur les droits des Kurdes, bien que Trump ait mentionné la « nécessité de garantir les droits et la protection du peuple kurde » – rhétorique creuse n'étant accompagnée d'aucune garantie concrète. Ce qui veut dire que le véritable camouflet est venu de Tom Barrack, envoyé spécial américain pour la Syrie, qui a publié sur X, le 20 janvier, une déclaration unilatérale sonnant le glas du partenariat américano-kurde : « Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de l'EI. » Ce qui veut dire que les djihadistes étrangers prisonniers des Kurdes, les frères d'armes d'Al-Chareh, représentent, libérés, un danger mortel pour le Moyen-Orient et l'Occident. Ce qui veut dire que Washington considère que la lutte contre l'État islamique est terminée, rendant obsolète le partenariat avec les Kurdes. Ce qui veut dire qu'Erdogan, parrain politique et financier d'Al-Chareh depuis la guerre civile syrienne, a gagné, qu'il peut savourer la fin des Kurdes et, en « bon frère musulman internationaliste » qu'il est, se frotter les mains.

Pendant ce temps, Al-Chareh exécute la danse des sept voiles à l'adresse des Kurdes, le 16 janvier : « Ô nos frères kurdes, descendants de Saladin, gardez-vous de croire les allégations selon lesquelles nous cherchons à vous nuire. Par Dieu, quiconque vous nuit est notre adversaire jusqu'au jour du Jugement. Votre vie est notre vie », et ce, après avoir publié un décret reconnaissant les droits des Kurdes syriens (l'identité kurde reconnue comme « partie intégrante » de l'identité nationale syrienne, le kurde établi comme « langue nationale » aux côtés de l'arabe, l'annulation des politiques issues du recensement de 1962, qui avait privé de nombreux Kurdes de leur nationalité syrienne, le Nouvel An kurde, Nowruz, d'origine zoroastrienne, qui est aussi fêté en Iran et en Asie centrale, et qui devient un jour férié national).

Toutes ces simagrées ne sont rien d'autre que de la poudre islamiste aux yeux d'Occidentaux aveugles puisque dans le même temps, à Alep, à Deir ez-Zor, à Deir Hafer et dans le Nord-Est, les Kurdes étaient durement bombardés. Ces contradictions flagrantes d'Ahmed al-Chareh ne sont pas des incohérences mais une stratégie délibérée vers l'extérieur pour présenter une façade « inclusive » dans le but d'obtenir légitimité internationale et, surtout, financement, tandis que sur le terrain le président écrase militairement toute forme d'opposition à son pouvoir absolu.

Pendant ce temps-là, Al-Chareh a fermé l'institut de musique du pays, le déclarant haram (illicite), mais aussi le musée d'art, non sans rappeler les islamistes de tout poil détruisant les statues et peintures au nom de leur fondamentalisme moyen-âgeux. Ce n'est plus de l'opportunisme, c'est ouvertement de l'islamisme §

Washington considère que la lutte contre l'État islamique est terminée, rendant obsolète le partenariat avec les Kurdes.

Le Point

DE FRANZ-OLIVIER GIESBERT
29 janvier 2026

Le malheur kurde et le cynisme de l'Occident

Il y a des choses qu'il ne faut pas dire, mais nous sommes précisément là pour ça : malgré son bon anglais, Emmanuel Macron n'est pas la personne la plus apte à incarner l'Europe face aux foucades de Donald Trump. Non seulement à cause de l'état calamiteux de l'économie française après ses (bientôt) neuf ans de règne, mais aussi parce que, hormis la vulgarité et la brutalité sinon l'extrême violence du président américain, il a pas mal de points communs avec celui-ci.

Trump n'a quasiment pas d'éthique ni de valeurs, fors son extrême narcissisme, son mercantilisme débridé, son tropisme qatari ou son obsession à saturer l'espace médiatique. De Macron, on pourrait souvent, certes dans une moindre mesure, dire à peu près autant. En attestent leur consécration commune du nouveau maître de la Syrie Ahmed al-Chareh (ou al-Charaa), ancien djihadiste impitoyable, ou leur silence assourdissant sur les premiers massacres de Kurdes orchestrés par leur coqueluche, dans la région du Rojava, dans le nord-est du pays.

L'histoire illustre bien l'avachissement de l'Occident et de ses dirigeants les plus ramenards : voilà un peuple kurde qui, en Syrie, après s'être battu comme un beau diable contre les islamistes de Daech, a joué un rôle clé dans leur anéantissement. Et, au lieu de lui témoigner notre gratitude pour sa bravoure, nous l'abandonnons aujourd'hui, toute honte bue, à ses ennemis de toujours, comme le président turc Erdogan et son fantoche Ahmed Al-Chareh, ce nouvel « ami » à qui Macron avait offert un festival de papouilles aussi effu-santes qu'indécentes à l'Élysée, le 7 mai, puis à l'ONU, le 24 septembre, sous l'œil de l'émir du Qatar, son « frère ».

Ce sacre trumpo-macroniste d'un criminel de guerre, symptôme de la soumission de l'Occident, n'était pas seulement une grossière erreur politique et géostratégique, c'était aussi une lourde faute morale. Une fois encore, il envoie à tous les peuples du monde le message que nous autres, démocraties, nous n'avons pas de parole, du moins avec les faibles, parce que nous ne respectons que les forts. C'est Erdogan, longtemps proche de feu l'État islamique, qui a installé à la tête de la Syrie Al-Chareh et ses hordes. Leur projet : la purification ethnique et religieuse. Après avoir attaqué sporadiquement les minorités alaouite, chrétienne et druze, ils s'en prennent désormais officiellement aux Kurdes syriens acculés dans leurs derniers repaires.

À force de croire que l'Histoire commence chaque matin à leur lever, nos illustres gouvernants n'en tirent jamais de leçon. Ce sont, au mieux, des « idiots utiles ». Rien ne dit qu'ils sachent, par exemple, qu'en lançant une offensive contre les Kurdes du Rojava, les Turco-Syriens veulent détruire un islam laïque, égalitaire et féministe, marqué à gauche. Sans doute n'imaginent-ils pas non plus la menace que fait aussi peser sur nous le contrôle des anciennes prisons kurdes par les forces syriennes, qui ont déjà commencé à récupérer les milliers de prisonniers de guerre, soldats vaincus de l'État islamique, sans doute pour les libérer. Si le terrorisme s'invite de nouveau en France dans les prochains mois, on saura pourquoi. Merci Erdogan ! Merci son pantin Al-Chareh !

Au Proche-Orient, trois grands peuples à Dieu unique sont sans cesse menacés par leurs ennemis d'éradication totale : les Israéliens juifs, les Arméniens chrétiens et les Kurdes de Syrie musulmans. Leur grande faute à tous est d'avoir vécu là, sur leurs terres, bien avant les conquêtes arabes du VIIe siècle ou l'invasion islamo-turque du XVe. Ce sont à proprement parler des indigènes. Rien qu'en respirant, ils font de l'ombre aux autres, que voulez-vous. Ils savent tous, en leur for intérieur, qu'ils sont menacés d'être un jour « génocidés », avec la complaisance, voire le soutien, d'une partie de l'Occident, ravagée par la haine de soi, qui, à la fin, les traitera tous, soyez-en sûrs, de… génocidaires. Mais ces trois peuples renaissent toujours quand on les croit finis.

Un dernier clou sur le cercueil de la communauté internationale. À l'heure où j'écris ces lignes, l'ONU, apparemment sous emprise islamiste, n'a toujours pas condamné l'opération turco-syrienne contre les Kurdes. Il est vrai qu'Israël n'est pas dans l'affaire. On espère qu'après un réveil tardif les Nations unies hausseront vraiment le ton contre la répression sanglante perpétrée en Iran par les bouchers islamiques, j'ai nommé les mollahs. Il est vrai que, là encore, Israël n'est pas concerné. No Jews, no news §

Jan, 29 2026

Kurdish fighters continue resistance in Hasaka

HASAKA, Syria - Despite the recent extension of a ceasefire between the Syrian Arab Army and Kurdish forces in northeast Syria (Rojava), the army continues its attacks. Kurdish fighters have reinforced their positions to prevent further advances by Damascus-affiliated forces.

"Yesterday, they carried out an attack on the Melabya front. There was supposed to be a ceasefire, but they still attacked. We responded and killed nearly 45 gangs. They cannot [defeat us]. We are always ready [to respond] for the sake of Kurds and the Kurdish state. We are ready to fight everywhere. No matter what they do they cannot defeat Kurds," Shoreshvan Qamishloy, a member of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), said.

In Hasaka's Muftiya area, only four kilometers from the frontlines, a large number of residents have refused to leave their homes. They say this land is the soil of their ancestors.

"This is Kurdish land and will remain so for good. And the Kurds will win and obtain their rights. Hopefully they will become the most powerful state in the Middle East. I call on all Kurds to remain in their homes, and it is an honor to protect their homes, streets and villages," Ghafour Mahmoud, a resident of the area, told Rudaw.

In the center of Hasaka city, men and women, young and old alike, continue to raise morale for the fighters. The flag they carry symbolizes their determination to live in peace and stability under its shade.

Jan, 29 2026

Erbil orders broadcasters to drop Arab, foreign outlets over 'disrespect' to Kurdish nation

ERBIL, Kurdistan Region - Erbil's culture ministry has instructed several prominent broadcasters across the Kurdistan Region to halt the airing of "foreign and Arabic channels," arguing that these outlets are fueling "chaos" amid the "current situation of Kurdistan" and showing "disrespect toward the Kurdish nation."



Logo of the Kurdistan Regional Government (KRG) along with the letter posted by the its culture ministry. Graphic: Rudaw

The directive comes a day after a major Kurdish broadcaster dropped several Saudi- and Qatari-funded channels in protest of their coverage of recent developments in northeast Syria (Rojava).

In an official letter posted on its Facebook page late Wednesday, the ministry directed the broadcasting channels "Najmat al-Aalam, United Mix Media, Live Dream, Family Box, and OBOX" to "halt the broadcast of all foreign and Arabic channels on your platforms."

The ministry added that "this specifically concerns channels that have caused chaos and social disruption in the current situation of Kurdistan, as well as disrespect toward the Kur-

dish nation," noting that "broadcasting these channels violates… regulations concerning licensing and frequency allocation.

Erbil's culture ministry affirmed that "it is mandatory that broadcasts be restricted to local channels only," warning that "failure to comply with this notice will prompt immediate legal action to enforce its provisions."

While the ministry did not explicitly define what it meant by "the current situation of Kurdistan," the decision is believed to be largely linked to coverage by certain pan-Arab and foreign channels of the deadly events in northeast Syria (Rojava), which Kurdish communities refer to as the western part of Greater Kurdistan.

Since mid-January, the Syrian Arab Army and affiliated armed groups have advanced into areas previously held by the Syrian Democratic Forces (SDF) in Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and near the Kurdish-majority province of Hasaka in eastern Rojava.

The Kurdish-led SDF serve as the de facto military force in Rojava and are a key ally of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS. The areas now seized by Damascus and its affiliated militants were among those the SDF liberated from ISIS following the group's declaration of its so-called caliphate in Syria and Iraq in 2014.

The Syrian offensive against Kurdish-led forces has displaced an estimated 100,000 people, according to UN figures, the majority of whom are Kurds. The crisis has also drawn international attention, particularly among Kurdish communities in the diaspora and in the Kurdistan Region, where hundreds of thousands have been protesting in support of their fellow Kurds.

The Kurdish culture ministry's directive follows a move earlier this week by a major broadcasting company in the Kurdistan Region, which suspended the transmission of three pan-Arab news outlets - Saudi-owned Al Arabiya and Al Hadath, and Qatar's Al Jazeera - in protest of their coverage of recent events in Rojava.

Speaking to Rudaw on Tuesday, Omed Mohammed, technical manager of Mix Media, said the company applies strict standards to the channels it carries. "Our work at Mix Media is to transmit channel broadcasts, but we have filters in place," he said, adding that channels deemed "inconsistent with the culture of Kurdistan and the interests of the Kurdistan Region" are not permitted.

He added that Mix Media had closely monitored the coverage of the suspended channels, saying their broadcasts were halted "due to the dissemination of false news and for acting against Kurdistan."

Mix Media, which serves between 250,000 and 300,000 subscribers across the Kurdistan Region, further stated on Tuesday, "We consider it our moral duty to protect our subscribers. Any channel that violates our filters will be banned."

With more broadcasters now instructed to restrict outlets considered harmful to "the Kurdish nation," access to these channels for many subscribers across the Kurdistan Region is likely to be blocked as well.

Le Monde

Ghazal Golshiri, Elise Vincent, Chloé Hoorman
29 janvier 2026

Iran : Donald Trump intensifie la pression avec l'envoi d'un porte-avions et des menaces de frappes

Le président américain a sommé Téhéran de conclure un accord sur le nucléaire, sous peine d'attaques « plus graves » que celles de juin 2025. Washington continue de concentrer des moyens militaires dans le Golfe.

Alors que l'Iran sort d'une nouvelle phase de contestation écrasée dans le sang, Washington intensifie la pression sur le régime de Téhéran. Mercredi 28 janvier, Donald Trump a sommé l'Iran de conclure un accord sur son programme nucléaire avec Washington, sous peine de s'exposer à des frappes militaires bien *« plus graves »* que celles ordonnées en juin 2025.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, le président américain a affirmé que la flotte de navires américains déployée dans la région, menée par le porte-avions USS *Abraham-Lincoln*, est *« prête, disposée et capable de remplir rapidement sa mission, avec rapidité et violence, si nécessaire ». « Espérons que l'Iran viendra rapidement "à la table" et négociera un accord juste et équitable – pas d'armes nucléaires – un accord qui soit bon pour toutes les parties »*, a écrit Donald Trump.

En réponse, l'Iran a déclaré être prêt au dialogue sur la base du respect mutuel et des intérêts réciproques, tout en mettant en garde contre toute escalade. *« S'il est provoqué,* [l'Iran] *se défendra et répondra comme jamais auparavant »*, a averti la mission iranienne auprès des Nations unies dans un message publié sur X. Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, a renchéri : *« Nos courageuses forces armées sont prêtes – le doigt sur la gâchette – à répondre immédiatement et avec force à toute agression contre notre chère terre, notre espace aérien et nos eaux territoriales. »*

Stratégie d'intimidation

La montée en puissance mi-

litaire américaine dans la région ne date pas d'hier. Elle a débuté il y a plusieurs mois, notamment par des rotations accrues d'avions de transport de fret militaire sur les principales bases américaines au Proche-Orient, en particulier celle d'Al-Udeid, au Qatar, quartier général du commandement central des forces américaines. Dès l'automne 2025, les Américains disposaient d'importants moyens pour mener une opération d'envergure dans la région. Toutefois, ces derniers jours, ces renforts ont pris une dimension plus visible. Washington semble chercher à accroître la pression sur Téhéran par la seule démonstration de ses capacités militaires, maintenant une certaine ambiguïté sur un éventuel recours à la force et sur ses objectifs exacts.

L'annonce de l'arrivée du porte-avions USS *Abraham-Lincoln* avec toute son escorte au Proche-Orient fait partie de cette stratégie de l'intimidation. C'est l'armée américaine qui a annoncé sa présence au large des côtes d'Oman, le 26 janvier, mais son emplacement exact n'est pas public. Sa dernière localisation connue remonte au 20 janvier, dans le détroit de Malacca. L'USS *Abraham-Lincoln* peut transporter entre 60 et 90 avions, dont 44 chasseurs d'attaque, cinq EA-18G Growlers (des avions de brouillage) ou encore quatre E-2D Hawkeye (des avions-radars, en mesure d'orchestrer les différents moyens de frappe).

Le rapprochement du porte-avions américain de l'Iran n'est toutefois pas le principal signe de renforcement de la posture des Etats-Unis. *« La présence d'un porte-avions n'est pas une nouveauté dans la région, mais elle est un signe de projection de puissance et, si l'on en croit l'exemple du Venezuela, l'administration Trump est sérieuse dans ses intentions en le déployant »*, décrypte Sébastian Bruns, chercheur associé à la Société royale suédoise des sciences navales, pour le compte de *Responsible Statecraft*, le magazine du Quincy Institute, un centre de réflexion américain.

Menaces houthistes

Différents moyens de surveillance ont également été déployés depuis le début de l'année, notamment un avion P-8A Poseidon et un drone MQ-4C Triton, qui patrouillent nuit et jour au large des côtes iraniennes. D'autres aéronefs plus spécialisés, comme le RC-135 Rivet Joint (renseignement électromagnétique) ou le RC-135S Cobra Ball (analyse des trajectoires de missiles balistiques), ont été observés ces dernières semaines, signes d'un niveau de préparation avancé. Début janvier, Washington a enfin communiqué sur la création d'un état-major destiné à la défense aérienne, sur la base d'Al-Udeid.

Plusieurs milices soutenues par l'Iran ont menacé, lundi 26 janvier, de riposter en cas d'attaque contre le régime. A commencer par les houthistes, ces rebelles yéménites qui avaient fortement perturbé le trafic maritime en mer Rouge de novembre 2023 à mai 2025 et ont cessé leurs hostilités depuis cette date. Lundi, ils ont publié une vidéo promettant une *« guerre totale »* dans la région en cas de frappes américaines.

Plusieurs nominations à des postes-clés militaires et de sécurité ont par ailleurs été annoncées, mardi, par Téhéran. Selon l'Institute for the Study of War (ISW), un centre de réflexions américain, le général de brigade Jafar Motamed a notamment remplacé le contre-amiral Mehdi Khajeh Amiri au poste de coordinateur adjoint du ministère de la défense et de la logistique des forces armées. *« Les coordinateurs adjoints en Iran ont des fonctions similaires à celles d'un chef d'état-major d'une formation de l'armée américaine »*, souligne l'ISW.

Le Monde **29 janvier 2026**

L'Iran est prêt à une « riposte écrasante » face aux pressions internationales, déclare le chef de l'armée

Le président américain, Donald Trump, a averti Téhéran mercredi que le « temps était compté » avant une éventuelle attaque américaine, tandis que l'Union européenne envisage de placer les gardiens de la révolution iraniens sur la liste des organisations terroristes.

Menaces d'intervention militaire américaine, possibles sanctions européennes contre les gardiens de la révolution : face à la pression occidentale, l'Iran, qui a réprimé dans le sang la contestation populaire, a affiché, jeudi 29 janvier, son inflexibilité et se dit prêt à une *« riposte écrasante »*.

Après les déclarations du chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, affirmant que les forces armées avaient *« le doigt sur la gâchette »*, le chef de l'armée Amir Hatami a annoncé avoir doté les régiments de combat de 1 000 drones. Face aux *« menaces auxquelles nous sommes confrontés »*, l'armée a pour *« priorité de renforcer ses atouts stratégiques en vue d'une riposte rapide et écrasante à toute invasion et attaque »*, a déclaré le général, cité par la télévision d'Etat.

L'Iran a notamment menacé de bloquer le détroit d'Ormuz, passage-clé pour le transport mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié. Le quotidien *Kayhan* – proche du pouvoir

–, affirme jeudi dans un éditorial que *« fermer le détroit relève du droit de la République islamique d'Iran »*. *« Si l'ennemi brandit une épée, nous n'allons pas l'accueillir avec un sourire diplomatique »*, ajoute le journal.

« Organisation terroriste »

Ces nouvelles déclarations interviennent au lendemain de menaces du président américain, Donald Trump : il a averti Téhéran que le *« temps était compté »* avant une éventuelle attaque américaine, *« pire »* que celle menée en juin 2025 contre des sites nucléaires iraniens. Parallèlement, Washington a déployé des forces militaires navales dans le Golfe, dont le porte-avions *Abraham-Lincoln*.

De son côté, l'Union européenne (UE) accentue également la pression. Les Vingt-Sept doivent décider jeudi s'ils ajoutent les gardiens de la révolution, bras armé de la République islamique, sur la liste des organisations terroristes, en réponse à la répression *« la plus violente »* de l'histoire récente du pays. *« Si vous agissez en terroriste, vous devez être traité comme tel »*, a lancé la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, peu avant le début d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des 27 Etats à Bruxelles. Plusieurs pays, dont la France, l'Espagne, la Belgique ou l'Italie, se sont déclarés favorables à cette décision.

Les gardiens de la révolution sont accusés par les organisations de droits humains d'avoir orchestré la répression meurtrière du vaste mouvement contestataire qui a secoué le pays, faisant des milliers de morts. L'Iran a mis en garde contre des *« conséquences destructrices »* si l'UE décidait de cette inscription, qui pourrait cependant n'avoir qu'un impact limité, les gardiens faisant déjà l'objet de sanctions européennes.

Voies diplomatiques

Les voies diplomatiques ne semblent toutefois pas encore épuisées. Après des tractations avec les pays du Golfe opposés à une intervention américaine, le chef de la diplomatie iranienne se rendra vendredi en Turquie, qui souhaite jouer le rôle de médiateur entre Téhéran et Washington.

Le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, *« réitérera l'opposition de la Turquie à toute intervention militaire contre l'Iran »*, selon une source du ministère s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Dans une interview à la chaîne CNN diffusée jeudi par l'agence IRNA, le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, s'est dit ouvert à un *« dialogue réel et dans le cadre des règles internationales »* avec les Etats-Unis. *« Tant qu'il n'y a pas de garanties pour les droits du peuple iranien, et que la dignité de la nation iranienne n'est pas respectée, il n'y a naturellement pas de négociations »*, a-t-il prévenu. Moscou, de son côté, a estimé que le potentiel de négociations était *« loin d'être épuisé »*, appelant *« toutes les parties à la retenue »*.

Peur des hôpitaux

Les bilans des ONG sur la violente répression qui s'est abattue sur les manifestants en janvier font état de milliers, voire de dizaines de milliers de morts. D'après un nouveau décompte de l'ONG Human Rights Activists News Agency (Hrana), basée aux Etats-Unis, 6 373 personnes, dont 5 993 manifestants, ont été tuées durant le mouvement de contestation, 11 018 gravement blessées et 42 486 arrêtées.

Mais le nombre de morts pourrait être bien plus élevé, avec plus de 17 000 décès en cours d'examen, écrit l'ONG sur le réseau social X, ajoutant que les restrictions de communication restaient en place malgré un rétablissement partiel d'Internet après trois semaines de coupure.

Alors que des témoignages font état de blessés refusant d'aller se faire soigner à l'hôpital par crainte d'être arrêtés sur place, un haut responsable du ministère de la santé, Abbas Ebadi, a assuré jeudi que les établissements de santé ne pratiquaient aucune *« discrimination de race, idéologie ou nationalité. Qu'ils soient étrangers, Iraniens, manifestants ou non, nous les soignons »*, a-t-il assuré.

Le Monde **29 janvier 2026**

Iran : l'UE parvient à un accord pour désigner les gardiens de la révolution comme organisation terroriste

L'Union européenne a également sanctionné plusieurs hauts responsables iraniens, dont le ministre de l'intérieur, le procureur général et le chef de la police.

Les ministres des affaires étrangères des 27 pays l'Union européenne (UE) sont parvenus, jeudi 29 janvier, à un accord pour désigner les gardiens de la révolution iraniens comme une « organisation terroriste », après la répression sanglante des manifestations en Iran, a annoncé la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas.

« La répression ne peut rester sans réponse », a-t-elle écrit sur X, en marge d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE. *« Tout régime qui tue des milliers de ses propres citoyens travaille à sa propre perte »*, a-t-elle ajouté. *« Si vous agissez en terroriste, vous devez être traité comme tel »*, avait lancé la cheffe de la diplomatie européenne, peu avant le début de la réunion qui se déroule à Bruxelles.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a salué cette désignation *« qui n'a que trop tardé »*. *« "Terroriste", c'est bien ainsi qu'on qualifie un*

régime qui réprime les manifestations de son propre peuple dans le sang », écrit-elle sur X.

« Erreur stratégique majeure »

La France avait annoncé, mercredi, qu'elle était désormais prête à prendre sa décision, levant ainsi un des principaux obstacles à son adoption. *« Il ne peut y avoir aucune impunité pour les crimes commis »*, a affirmé le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, à son arrivée à Bruxelles, jeudi.

Cette décision est une *« erreur stratégique majeure »*, a dénoncé, de son côté, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi. *« Plusieurs pays tentent en ce moment d'éviter l'irruption d'une guerre totale dans notre région. Aucun d'eux n'est Européen. L'Europe, elle, attise le feu »*, a-t-il écrit sur X. Les forces armées iraniennes, elles, ont qualifié d'*« irresponsable »* et de *« malveillante »* la décision des Vingt-Sept. *« La décision illogique, irresponsable et malveillante de l'UE a sans aucun doute été prise par obéissance aveugle aux politiques* (…) *des Etats-Unis et du régime sioniste* [Israël] », ont dénoncé les forces armées, dans un communiqué diffusé par l'agence de presse officielle IRNA.

Plus tôt, l'Iran avait mis en garde contre des *« conséquences destructrices »* si l'Union européenne décidait de cette inscription, qui pourrait cependant n'avoir qu'un impact limité, les gardiens de la révolution faisant déjà l'objet de sanctions européennes.

Sanctions

L'Union européenne a également annoncé avoir sanctionné plusieurs hauts responsables iraniens, dont le ministre de l'intérieur et des dirigeants des gardiens de la révolution, à la suite de la répression meurtrière des manifestations en Iran ces dernières semaines.

D'après une liste publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont notamment sanctionnés le ministre Eskandar Momeni et le procureur général de l'Iran, Mohammad Movahedi-Azad. Y figurent aussi le chef de la police, Seyed Majid Feiz Jafari, et plusieurs dirigeants des gardiens de la révolution, organisation considérée comme le bras armé de la répression qui a fait des milliers de morts.

Au total, quelque 21 entités et individus sont ciblés par ces sanctions, qui prévoient une interdiction d'entrer dans l'Union européenne et le gel de leurs avoirs sur le territoire des Vingt-Sept. Selon un communiqué du Quai d'Orsay, cette décision de sanctions *« entre en vigueur aussitôt »*. De leur côté, les autorités iraniennes n'ont pas réagi pour l'heure.

Libération

Hamdam Mostafavi
29 janvier 2026

Iran : placer les Gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes, un geste fort et indispensable

L'Union européenne étudie l'inscription de la milice armée de Téhéran sur la liste des organisations terroristes. Revendication ancienne des opposants au régime, la mesure revêt une dimension juridique mais aussi symbolique.

Est-ce encore un effet Trump ? Après des années de tergiversations, l'Union européenne semble plus proche que jamais de placer les Gardiens de la révolution iraniens sur la liste des organisations terroristes. C'est déjà le cas aux Etats-Unis et au Canada. Le Parlement européen a également voté une résolution en ce sens. Le chef de la diplomatie italienne Antonio Tajani propose ce jeudi 29 janvier aux autres pays de l'Union européenne d'ajouter les Gardiens de la révolution sur cette liste. Le soutien français pourrait peser lors de la décision, qui doit être prise à l'unanimité des 27 Etats membres, selon les règles de l'UE.

Par un message diffusé sur le réseau X mercredi 28 janvier, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a affirmé qu'*«il ne peut y avoir aucune impunité contre ceux qui se sont rendus responsables* de crimes contre le peuple iranien*»*.

Confrontés aux menaces militaires sur l'Iran de Donald Trump, dont le porte-avions Abraham Lincoln et son escorte stationnent depuis deux jours dans la région, les Européens apparaissent décidés à apporter leur pierre à la stratégie de pression maximale sur la république islamique. Après des années de blocage sur le dossier du nucléaire iranien, cet ensemble de pressions pourrait être le moyen pour les Européens et les Américains d'obtenir un accord. L'asphyxie économique du pays, qui a entraîné des manifestations massives début janvier, n'est toujours pas résolue.

Alors que les manifestants iraniens ont été massacrés par milliers, voire par dizaines de milliers selon les informations qui émergent au fur et à mesure, classifier ce corps des Gardiens comme une organisation terroriste apparaît aujourd'hui comme une mesure indispensable. Les Européens vont-ils réussir à obtenir l'unanimité sur cette question, après plusieurs années de tergiversations ? Déjà pendant le mouvement de 2022, Femme, vie, liberté, alors que des jeunes Iraniennes se faisaient tuer parce qu'elles protestaient contre le port du voile obligatoire, nombreux sont les opposants qui avaient demandé cette mesure. Mais la plupart des pays s'y refusaient, dont la France pour des raisons pragmatiques : la présence d'otages en Iran, comme Cécile Kohler et Jacques Paris, toujours assignés à l'ambassade de France de Téhéran après plusieurs années de détention, et aussi dans l'espoir de relancer les négociations sur le programme nucléaire iranien.

Les «pasdaran», l'ossature du régime

«Les Iraniens ont demandé à plusieurs reprises aux Européens de placer au moins les Gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes» rappelait il y a quelques jours à *Libération* Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix en 2003. En Iran, les «pasdaran», les gardiens, sont au cœur de tout : au cœur du système de répression, de la préservation du régime, de la corruption qui mine l'Iran, et aussi des actions perturbatrices dans toute la région. Donald Trump l'avait déjà compris lors de son premier mandat, en assassinant une figure clé de l'organisation : le général Qassem Soleimani, tué le 2 janvier 2020 à Bagdad par une frappe de drone américaine, incarnait à lui seul toutes les actions extérieures des Gardiens.

A l'intérieur du pays, les Gardiens, c'est l'ossature du régime. *«Ali Khamenei ne survivrait pas une heure»* sans leur soutien, assure Abbas Milani, historien à Stanford. Le Guide suprême compte sur eux, et eux prospèrent dans l'écosystème de la république islamique. Comme l'expliquait à Libération la semaine dernière Stéphane Dudoignon, chercheur au CNRS et auteur d'un livre sur les Gardiens : *«Ils ont besoin les uns des autres, cette interdépendance entre le clergé et les pasdaran est au fondement même du régime.»*

Reconnaître l'ampleur du massacre

A quoi cette inscription servira-t-elle concrètement ? A créer le cadre juridique qui permettra de les poursuivre en Europe pour des activités d'influence, notamment dans le financement par exemple de think tanks. Il donnera aux pays européens les moyens de renforcer la réponse policière aux agissements des membres de ce corps. Cela permettra aussi de limiter leur capacité d'action et leurs fonds en gelant leurs avoirs à l'étranger. Elle servira aussi à empêcher leurs déplacements sur le territoire européen.

Pour les opposants iraniens, le geste est fort. Il revient à criminaliser l'ensemble du corps des Gardiens, car nombre d'entre eux sont déjà touchés par des sanctions individuelles. Mais au-delà du cadre juridique, ce serait une façon de reconnaître l'ampleur du massacre perpétré à huis clos en Iran. On dit souvent de l'Europe qu'elle ne fait pas assez pour faire entendre sa voix. Cette initiative lui permettrait de poser avec force des limites essentielles.

Le Monde **30 janvier 2026**

L'Iran veut « conclure un accord » avec les Etats-Unis, affirme Donald Trump

Le président américain avait déclaré, jeudi, « espérer » ne pas avoir à frapper l'Iran, pressé à conclure un accord sur le nucléaire, tout en mettant en garde Téhéran sur le fait que « le temps » était « compté ».

L'Iran veut *« conclure un accord »* avec les Etats-Unis, a déclaré Donald Trump, vendredi 30 janvier, en ajoutant qu'il avait fixé à Téhéran un délai qu'il n'a pas divulgué. *« Je peux vous dire qu'ils veulent conclure un accord »*, a déclaré le président américain aux journalistes dans le bureau Ovale, à Washington.

Lorsqu'on lui a demandé s'il avait communiqué aux Iraniens un délai, M. Trump a répondu *« oui »*, et qu'« eux *seuls le savent avec certitude »*. *« Espérons que nous parviendrons à un accord. Si c'est le cas, tant mieux. Si ce n'est pas le cas, nous verrons bien ce qui se passera »*, a-t-il encore dit.

« Si les négociations sont justes et équitables, la République islamique d'Iran est prête à y participer », avait affirmé plus tôt le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, assurant, dans la ligne habituelle de l'Iran, que son pays n'avait *« jamais cherché à se doter de l'arme nucléaire »*.

Il a cependant ajouté que les capacités de défense et les missiles de son pays *« ne feraient jamais l'objet de négociations »*. *« La sécurité du peuple iranien ne regarde personne d'autre »*, a-t-il insisté, précisant qu'aucune rencontre n'était prévue à ce stade avec les Etats-Unis.

Selon le média américain *Axios* citant des responsables américains, tout accord avec Téhéran devrait notamment inclure le retrait de tout l'uranium enrichi du pays, le plafonnement du stock de missiles à longue portée et un changement de politique vis-à-vis de certains groupes armés dans la région.

En 2018, pendant son premier mandat, Donald Trump s'était retiré du pacte international sur le nucléaire iranien, conclu trois ans plus tôt, et avait rétabli des sanctions. L'Iran s'est en riposte affranchi de la plupart de ses engagements.

Le temps est *« compté »* : le président américain avait menacé cette semaine l'Iran d'une attaque *« bien pire »* que les frappes américaines menées contre ses sites nucléaires en juin dernier. Washington s'était alors joint à la « guerre de douze jours » déclenchée par Israël contre son ennemi juré, soupçonné par



Donald Trump, à Washington, le 30 janvier 2026. ANNABELLE GORDON / AFP

les Occidentaux de vouloir se doter de l'arme atomique.

« Apaiser les tensions régionales »

En cas d'attaque, Téhéran a menacé de s'en prendre *« instantanément »* aux bases et aux porte-avions américains en cas d'attaque. Et a aussi brandi la possibilité *« d'attaques en profondeur contre le régime sioniste* [Israël] *»*, selon Ali Shamkhani, un conseiller d'Ali Khamenei, le Guide suprême de la République islamique.
« Nous ne limitons pas le champ de la confrontation à la mer seule et nous nous sommes préparés à des scénarios plus larges et plus avancés », a-t-il déclaré vendredi, cité par l'agence de presse Tasnim, ajoutant que Téhéran connaissait mieux que ses adversaires la géographie régionale.

A Istanbul, le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, en recevant son homologue iranien, a jugé *« vitale »* la reprise des négociations sur le nucléaire *« afin d'apaiser les tensions régionales »*. La Turquie, membre de l'OTAN, souhaite à tout prix éviter une escalade militaire qui risquerait de jeter des milliers de migrants par-delà les plus de 550 kilomètres de frontière qu'elle partage avec l'Iran et créerait un nouveau conflit à ses portes, après la Syrie.

Moscou, allié de longue date de l'Iran, a lui aussi proposé sa médiation. Et le président russe, Vladimir Poutine, a reçu, vendredi, Ali Larijani, qui dirige la plus haute instance de sécurité en Iran.

Le contexte est particulièrement tendu pour le pouvoir iranien, avec une armada américaine déployée dans le Golfe et l'inscription, jeudi, par l'Union européenne, des gardiens de la révolution, son bras armé, sur la liste des *« organisations terroristes »*. Cette force est accusée par les Occidentaux d'avoir orchestré, début janvier, la répression du vaste mouvement de contestation ayant fait des milliers de morts.

Avant Ankara, des pays du Golfe, dont certains abritent des bases militaires américaines, ont déjà appelé ces derniers jours à la désescalade. Selon un haut responsable de la région en contact avec Washington, les Etats-Unis ne dévoilent pas leurs cartes. *« Nous espérons que, quoi qu'il arrive, cela débouchera sur la stabilité »*, a-t-il dit sous couvert d'anonymat, espérant que les Iraniens feront *« les bons choix »*.

Les autorités iraniennes reconnaissent que des milliers de personnes ont été tuées lors des manifestations, mais affirment que la grande majorité d'entre eux étaient des membres des forces de sécurité ou des passants tués par des *« émeutiers »*. Des ONG parlent de dizaines de milliers de morts potentiels, mais le travail de recensement est entravé par les restrictions de communication, bien qu'Internet ait été partiellement rétabli après trois semaines de coupure.

Le Monde 30 janvier 2026

En Syrie, les Kurdes annoncent un accord avec le régime de Damas

Les forces de sécurité de Damas vont se déployer dans deux villes contrôlées par les Kurdes, tandis que les forces kurdes resteront regroupées au sein de trois brigades.

Les Kurdes syriens, qui contrôlent une zone autonome dans le nord de la Syrie, ont annoncé, vendredi 30 janvier, être parvenus à un accord *« global »* avec Damas, en vertu duquel leurs forces et leurs administrations seront progressivement intégrées au sein de l'Etat syrien.



Des drapeaux kurdes abandonnés sur le sol, dans le quartier Cheikh-Maqsoud, à Alep, le 13 janvier 2026. PHILÉMON BARBIER / HORS FORMAT POUR « LE MONDE »

Les forces de sécurité de Damas vont se déployer dans deux villes contrôlées par les Kurdes, et les puissantes forces kurdes resteront regroupées au sein de trois brigades. Le texte de l'accord a d'abord été annoncé par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), puis par la chaîne de télévision officielle syrienne. Cet accord a lieu après que les puissantes FDS ont subi un important revers face à l'armée syrienne, à laquelle ils ont dû céder de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie sous la pression militaire.

Dans un communiqué diffusé sur le réseau social X, l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé qu'il s'agissait d'une étape *« historique dans le cheminement de la Syrie vers la réconciliation nationale, l'unité et la stabilité »*. Il a aussi salué les *« pas courageux »* effectués par les deux parties.

Cessez-le-feu prolongé de quinze jours

Les FDS se sont retirées vers leur bastion de Hassaké (Nord-Est). Les forces kurdes contrôlent également la poche de Kobané, plus à l'ouest, séparée territorialement de la zone autonome.

Les nouvelles autorités islamistes, qui ont renversé en décembre 2024 Bachar Al-Assad, mettant fin à une longue guerre civile, sont déterminées à étendre leur autorité à l'ensemble du territoire syrien. Damas et les FDS avaient le 24 janvier prolongé de quinze jours un cessez-le-feu et poursuivaient leurs discussions quant à l'intégration des forces et de l'administration kurdes au sein de l'Etat.

Selon le texte de l'accord, *« les forces relevant du ministère de l'intérieur vont entrer dans le centre des villes de Hassaké et de Kamechliyé »*, les bastions kurdes. L'accord porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes, qui avaient instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est du pays durant la guerre civile (2011-2024).

Libération

30 janvier 2026

En Syrie, les Kurdes annoncent un accord «global» avec Damas

La minorité, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est du pays, fait face à une offensive du pouvoir depuis plusieurs semaines.

Les Kurdes syriens, qui contrôlent une zone autonome dans le nord de la Syrie, ont annoncé vendredi être parvenus à un accord *«global»* avec Damas en vertu duquel leurs forces et leur administration seront progressivement intégrées au sein de l'Etat syrien. Les forces de sécurité de Damas vont se déployer dans deux villes contrôlées par les Kurdes, et les puissantes forces de la minorité resteront regroupées au sein de trois brigades, selon un communiqué des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), confirmé ensuite par la chaîne de télévision officielle syrienne.

La minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est de la Syrie, le Rojava, après avoir défait l'Etat islamique avec l'aide de la coalition internationale antijihadiste, a connu récemment un important revers face à un pouvoir central déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du territoire syrien. Dans une offensive éclair menée avec l'assentiment manifeste de Washington et le soutien de la Turquie, les nouvelles autorités syriennes dirigées par Ahmed al-Charaa ont repris ces dernières semaines par la force des territoires administrés par les FDS, bras armé de l'administration autonome kurde. Leurs forces se sont ainsi retirées vers leur bastion de Hassaké (Nord-Est). Les forces kurdes contrôlent également la poche de Kobané, plus à l'ouest, séparée territorialement de la zone autonome.

Les FDS et les nouvelles autorités islamistes, qui ont renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, avaient prolongé le 24 janvier pour quinze jours un cessez-le-feu et poursuivaient leurs discussions sur l'intégration des forces et de l'administration kurde au sein de l'Etat syrien. Selon le texte de l'accord, qui porte un coup aux espoirs d'autonomie de la minorité, *«les forces relevant du ministère de l'Intérieur vont entrer dans le centre des villes de Hassaké et Qamishli»,* les bastions kurdes.

The New York Times

Christina Goldbaum
Jan. 30, 2026

Syrian Government and Kurdish-Led Militia Seal a Deal to Merge Forces

The long-anticipated agreement closes a period of intense uncertainty in northeastern Syria after rebel forces led by Ahmed al-Sharaa, who is now the president, seized power in December 2024.

Syria's government and a powerful Kurdish-led militia reached a comprehensive agreement on Friday to integrate Kurdish forces into the Syrian military, according to Kurdish leaders and a Syrian official, the most decisive step yet to bringing calm after clashes between the sides had threatened to reignite a full-blown conflict in the country's northeast.

The agreement included the formation of a Syrian military division made up of three brigades from the Kurdish-led militia, the Syrian Democratic Forces, as well as the integration of Kurdish-led civil institutions into Syria's central government. Government forces that had amassed along a front line in the north would also withdraw.

"The agreement aims to unify Syrian territory and achieve full integration in the region by strengthening cooperation between the concerned parties and unifying efforts to rebuild the country," according to the text of the deal that was published by the Syrian Democratic Forces.

A Syrian government official confirmed the agreement, which was also reported in state media, to The New York Times. The official requested anonymity to speak to the news media about the deal.

The deal closes a period of intense uncertainty in northeastern Syria after forces led by Ahmed al-Sharaa, now the Syrian president, toppled the Assad government and seized power in December 2024.

For months, the two sides tried to negotiate a deal with no success. The tide shifted once Mr. al-Sharaa made a military push into Kurdish territory and the United States withdrew support for the Kurdish militia.

The United States had viewed the Syrian Democratic Forces as its main ally in Syria in the fight against

the terrorist group the Islamic State. Washington has since thrown its weight behind Mr. al-Sharaa's government.

The U.S. special envoy for Syria, Thomas J. Barrack Jr., welcomed the agreement in a social media statement on Friday as "a profound and historic milestone in Syria's journey toward national reconciliation, unity, and enduring stability."

The Kurdish-led forces were the largest of several armed groups in Syria that demanded greater political representation and territorial control from the new Syrian government. Syria's Kurds, who constitute about 10 percent of the population, have also established a civil administration that governs a region that is roughly a quarter of the country.

Mr. al-Sharaa has insisted that Syria be united under a central government and military. Yet parts of the southern provinces of Sweida and Quneitra, and much of eastern Syria, remain outside government control.

After Mr. al-Sharaa came to power, his government engaged in negotiations with Kurdish leaders over integrating their forces and administration into the new Syrian state. The talks were widely seen as a test for how much power Mr. al-Sharaa would decentralize to parts of the country skeptical of his Islamist government and seeking some autonomy from it.
Those discussions stalled late last year and missed an end-of-December deadline for the Syrian Democratic Forces to integrate the group's armed units and administration into the central government.



Kurdish security forces in Qamishli, northeastern Syria, this month. Fighting in the area had threatened to reignite a full-blown conflict.Ethan Swope/Getty Images

Once that deadline passed, Mr. al-Sharaa appeared to run out of patience. His forces launched an offensive in the northeast, capturing large areas once under Kurdish control. After the United States withdrew support, the leader of the Syrian Democratic Forces, Mazloum Abdi, agreed both to a broader cease-fire deal and to enter into more serious discussions about how his forces would integrate into the government.

The agreement on Friday brought those discussions largely to a conclusion. It included the creation of a brigade for Kurdish fighters in Kobani, a town held by the Syrian Democratic Forces that was under siege after clashes between government troops and the militia broke out this month. Government forces would also be allowed to enter Hasaka and Qamishli, two cities under Kurdish control.

"Just a few days ago, it looked like things were heading toward another round of military confrontation," said Noah Bonsey, a Syria expert at the International Crisis Group, a research organization. "Now instead of that, we have the two sides sticking with the negotiations and reaching an agreement which starts to bridge a lot of the key gaps that have prevented fulfilling integration thus far."

While many welcomed the deal, the two sides still need to hammer out details over issues such as the integration process and the degree of autonomy that Kurdish brigades will have.

It also remains unclear whether American forces in the northeast will remain there once the central government takes full control of the region.

Abdul Salam Ahmad, the representative in Lebanon of the Kurdish Autonomous Administration of North and Eastern Syria, said that the real test depended on how the deal is implemented. "The devil is in the details," he said.

In Raqqa, the largest city overseen by the Kurds, a crowd gathered at the main square on Friday to celebrate. In recent days, many residents had expressed fear that government troops would move into the city and clash with Kurdish forces.

"It was our wish that they could reach a peaceful agreement and stop the bloodshed," said Maha al-Hamidi, 38, a lawyer and activist. "We don't want conflict with anyone."

Carlotta Gall, Hwaida Saad and Reham Mourshed contributed reporting.

Christina Goldbaum is The Times's bureau chief in Beirut, leading coverage of Lebanon and Syria.

Jan 30, 2026

Peshmerga forces thwart ISIS attack in Tuz Khurmatu

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish Peshmerga forces early Friday repelled an attempted attack by Islamic State (ISIS) militants on a frontline position in the Tuz Khurmatu district of Salahaddin province, an official said.

"We are aware of recent movements by Daesh [ISIS] militants in our region, and our forces are always on standby," Peshmerga commander Mohammed Chawri told Rudaw. "We have observed their movements in recent days through surveillance cameras."

According to Chawri, the militants attempted to advance toward Peshmerga positions but were met with gunfire. "The militants wanted to advance to martyr Peshmerga. Our forces repelled them and opened fire. They failed to advance, returned fire, and eventually fled," he said.

Chawri noted that any pursuit operations against ISIS elements in the area require coordination and approval from both the Iraqi government and the Kurdistan Region's Ministry of Peshmerga.

Iraqi army units and Kurdish Peshmerga forces regularly conduct operations against ISIS in the disputed territories between Erbil and Baghdad, which include parts of Nineveh, Salahaddin, Diyala, and Kirkuk provinces.

ISIS seized large swathes of Iraqi territory during a sweeping offensive in 2014 but was declared territorially defeated in 2017 following a campaign by Iraqi and Kurdish forces backed by a US-led international coalition. Despite its defeat, the group continues to operate in remote areas, exploiting security gaps in the disputed territories.

Tuz Khurmatu, located about 65 kilometers south of Kirkuk, is a diverse district inhabited by Kurds, Arabs, and Turkmen. ISIS has been particularly active in the district's remote areas, posing persistent threats to local villagers.

The district saw major security changes after Iraqi forces retook control in October 2017, following the Kurdistan Region's independence referendum, leading to the withdrawal of Kurdish security forces and many Kurdish residents.

The latest attack comes amid reports of the transfer of 150 ISIS detainees from northeastern Syria (Rojava) to a secure location in Iraq. Officials have indicated that as many as 7,000 ISIS prisoners could eventually be relocated.

Jan 30, 2026

President Barzani welcomes Damascus-SDF ceasefire, integration deal

ERBIL, Kurdistan Region - President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, on Friday welcomed a ceasefire and integration agreement between the Syrian transitional government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), following weeks of deadly clashes between the two sides.

"We welcome and support the agreement between the Syrian government and the Syrian Democratic Forces (SDF) to halt fighting, integrate administrative and military units, guarantee the civil and educational rights of the Kurdish people, and facilitate the return of displaced persons to their areas," a statement from President Barzani, issued by the Kurdistan Region Presidency, read.

President Barzani hailed the deal as "an important and necessary step toward peacefully resolving conflict and ending violence."

"We have always emphasized that dialogue, understanding, and political resolution are the only paths to a lasting solution in the interest of all parties," he added.

He further stated: "This agreement lays a strong foundation for stability, social peace, and peaceful coexistence among all communities. We hope it will serve as a framework for rebuilding a unified Syria, safeguarding the rights of the Kurdish people and all other groups in the future constitution, and achieving security and stability for Syria and the region as a whole."

The agreement, shared by the SDF and Syrian state television, stipulates that security forces affiliated with the

Ministry of Interior will be allowed to enter the north-eastern cities of Hasaka and Qamishli, while three army brigades will be formed from SDF forces.

According to the statement, both sides also agreed to form "a military division comprising three brigades from the SDF, in addition to the formation of a brigade from the Kobane forces within a division affiliated with the Aleppo Governorate."

"The agreement also includes the integration of the institutions of the Autonomous Administration into the institutions of the Syrian state," it added.



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani. Photo: Kurdistan Region Presidency

For his part, U.S. Envoy to Syria Tom Barrack described the agreement as a "historic milestone."

"The deal represents a profound and historic step in Syria's journey toward national reconciliation, unity, and enduring stability. This carefully negotiated initiative, building on previous frameworks and recent efforts to de-escalate tensions, reflects a shared commitment to inclusion, mutual respect, and the collective dignity of all Syrian communities," he wrote on X.

The agreement follows weeks of intense fighting between the SDF and Damascus-affiliated factions, triggered by a large-scale offensive aimed at capturing territory held by the Kurdish-led SDF in northern and northeastern Syria.

The SDF serves as the de facto military force in Rojava and remains a key partner of the U.S.-led Global Coalition to Defeat ISIS.

The offensive led to the gradual withdrawal of SDF forces from areas under their control, including parts of Aleppo, Deir ez-Zor, Raqqa, and the predominantly Kurdish province of Hasaka in eastern Rojava.

Most of the territories seized by Damascus and its allied forces had previously been liberated by Kurdish-led fighters from ISIS following the group's declaration of its so-called caliphate in Syria and Iraq in 2014.

According to United Nations estimates, the fighting has displaced around 100,000 people, most of them Kurds.

The Damascus-SDF agreement "guarantees the return of displaced persons to their homes," the statement added.

RÛDAW

Jan 30, 2026

Prominent US Senator Graham introduces 'Save the Kurds Act'

ERBIL, Kurdistan Region - Veteran US Senator Lindsey Graham announced that he and Senator Richard Blumenthal have introduced the Save the Kurds Act in the US Senate, aiming to protect the Kurds in northeastern Syria (Rojava) amid an ongoing offensive by Damascus and its allied armed factions.

"I believe that there is strong bipartisan support for the idea of protecting the Kurds in Syria and beyond because they have been such a reliable ally to the United States," Graham said in a post on X.

The legislation comes amid a large-scale offensive launched in mid-January by the Syrian Arab Army and allied armed groups to seize territory held by the SDF in northern Syria and Rojava. These areas were among those liberated by Kurdish-led forces from ISIS following the group's declaration of its so-called caliphate in Syria and Iraq in 2014.

Graham added that the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), "with a large

Kurdish element, took the brunt of the fight to defeat ISIS during President Trump's first term."

"I realize Syria is complicated culturally, ethnically, and politically. However, attacking the Kurds greatly diminishes the United States' standing and will hinder Syria's ability to grow as a country," Graham said.

He warned: "To those countries or groups who believe it is open season on the Kurds in Syria without consequence, you will be sadly mistaken."

Syrian government forces and affiliated militants have advanced into former SDF-held areas in Aleppo, Deir ez-Zor, and Raqqa, as well as near the Kurdish-majority province of Hasaka in eastern Rojava. According to United Nations figures, the fighting has displaced an estimated 100,000 people, mostly Kurds.

Amid growing pressure from the US House of Representatives and Senate, the US administration has brokered a temporary ceasefire between Damascus and the Kurdish-led forces. The truce was extended to 15 days on Saturday after the initial four-day period expired.



A protester flashes a peace sign with his fingers in front of a placard reading "Long live the resistance of Rojava", which is the Kurdish name for Kurdish-majority regions of Syria, during a demonstration in solidarity with Kurds in northern Syria, in central Paris, on January 24, 2026. Photo: AFP

The ceasefire is intended to facilitate the safe transfer of ISIS detainees previously held in SDF-run prisons in northern and northeastern Syria to neighboring Iraq. It is also meant to create space for accelerated negotiations between Syria's interim government and the Kurdish-led administration in Rojava.

US lawmakers told Rudaw on Wednesday that they are intensifying calls to support and protect the Kurds in Rojava, voicing support for Graham's Save the Kurds Act.

Blumenthal said the House of Representatives is actively working to safeguard the Kurds.

"I believe we need to protect the Kurds in Syria and take action to ensure they are protected from any retribution or revenge by the Syrian government," he said.

He further urged stronger action from President Donald Trump's administration, stressing that the United States has "an obligation" to the Kurds.

The Kurdish-led SDF serves as the de facto military force in northeastern Syria and has for more than a decade been the US-led coalition's primary on-the-ground ally in the country, playing a key role in the territorial defeat of ISIS in 2019.

Le Monde

Hélène Sallon
31 janvier 2026

En Syrie, accord et désescalade entre Damas et les Kurdes du Rojava

Un cessez-le-feu est instauré après trois semaines de bataille. Les Kurdes obtiennent des avancées majeures en matière d'autonomie locale et de droits nationaux, mais le président syrien peut se targuer de l'unité nationale retrouvée.

L'horizon d'une guerre entre Damas et les forces kurdes s'éloigne. Le gouvernement de transition syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) ont annoncé, vendredi 30 janvier, un accord global pour l'intégration progressive des forces militaires et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'Etat syrien. Il s'agit d'une victoire pour Damas, qui restaure son autorité sur les territoires administrés par les FDS et enterre le rêve d'une autonomie kurde au Rojava. Les Kurdes obtiennent néanmoins des avancées majeures en matière d'autonomie locale et de droits nationaux.

Sur X, Elham Ahmed, une haute dirigeante de l'administration autonome kurde, a exprimé sa *« profonde gratitude aux médiateurs »*, notamment

« les Etats-Unis et la France, qui ont déployé des efforts considérables » afin de parvenir à cet accord. Les Etats-Unis ont salué une *« étape historique »* dans l'unification de la Syrie. La France, par la voix du président Emmanuel Macron, a *« félicité »* les deux parties et affirmé qu'elle *« appuiera pleinement »* la mise en œuvre de l'accord. *« Nous espérons* [que cet accord] *servira de cadre à la reconstruction d'une Syrie unifiée, à la sauvegarde des droits du peuple kurde et de tous les autres groupes dans la future Constitution »*, a appelé le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, qui a aussi joué un rôle crucial dans la médiation.

Après trois semaines de bataille, qui ont vu Damas reprendre le contrôle de près de 80 % des territoires aux mains des Kurdes dans le Nord-Est syrien depuis la guerre civile (2011-2024), un cessez-le-feu permanent est instauré. L'armée syrienne et les FDS doivent se retirer des points de contact le long de la ligne de front. Les autorités syriennes ont fixé un délai d'un mois pour reprendre le contrôle des institutions locales, des postes-frontières, de l'aéroport de Kamechliyé, des champs pétroliers et gaziers, ainsi que des camps et centres de détention qui accueillent les membres de l'organisation Etat islamique (EI) et leurs familles.

« Vérifications de sécurité »

Lundi, des unités relevant du ministère de l'intérieur doivent se déployer à Hassaké, une ville à majorité arabe, et à Kamechliyé. Le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, a précisé, à la télévision kurde syrienne Ronahi TV, qu'une force affiliée au gouvernement syrien se déploiera dans les deux villes, le temps de superviser l'intégration au sein du ministère de l'intérieur syrien des Asayiches (les forces de sécurité intérieure kurdes), qui seront chargées de la sécurité locale. Le général Marwan Al-Ali, originaire de Kamechliyé, qui s'est fait un nom à Idlib dans la lutte antiterroriste, a été nommé par Damas à la tête de la sécurité intérieure de la province de Hassaké.

Les autorités syriennes ont accepté la création d'une division militaire dans la province d'Hassaké, comprenant trois brigades, composée de combattants et de combattants des FDS, rattachées au ministère de la défense. Le ministre de l'information syrien, Hamza Al-Mustafa, a précisé que les combattants des FDS seront intégrés *« sur une base individuelle après avoir effectué les vérifications de sécurité nécessaires »*. Le sort des femmes combattantes des FDS, ainsi que celui des combattants étrangers du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, la principale guérilla kurde en Turquie), n'est pas précisé.

Les institutions locales créées par l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (Aanes) et leurs employés seront intégrés aux institutions de l'Etat syrien. Les Kurdes obtiennent le poste de gouverneur de Hassaké et des postes de commandement au sein de l'armée. Le général Abdi a indiqué avoir décliné toute position au sein de l'Etat. Les champs pétroliers de Rmeilane et d'Al-Suweidiya, ainsi que l'aéroport de Qamishli seront transférés à l'Etat dans un délai de dix jours, selon Damas.

L'accord garantit également les droits nationaux, civils et éducatifs du peuple kurde, et le retour des personnes déplacées dans leurs régions respectives. Le 16 janvier, le président de transition, Ahmed Al-Charaa, a publié un décret qui fait de la langue kurde une langue nationale qui peut être enseignée dans les écoles publiques et privées, reconnaît la fête de Nowrouz comme jour férié, et annule les mesures prises après un recensement en 1962 pour déchoir de leur nationalité des dizaines de milliers de Kurdes. Ce décret est *« un pas positif sur lequel il faut construire pour obtenir une reconnaissance de ces droits au sein de la Constitution »*, a commenté au *Monde* Abdulkarim Omar, le représentant de l'Aanes à Damas.

« Surveiller le processus »

La mise en œuvre de cet accord est un enjeu de taille, alors que de nombreux détails doivent encore faire l'objet de négociations. *« Nous sommes conscients que certains groupes sont mécontents de cet accord et nous partageons ce mécontentement. Nous l'avons respecté pour mettre fin au conflit, mais nous avons promis à notre peuple de poursuivre la lutte jusqu'à ce que tous nos acquis soient garantis »*, a déclaré le général Abdi à la télévision Ronahi TV, tandis qu'Elham Ahmed appelait les Etats-Unis et la France, *« garants »* de l'accord, à *« surveiller le processus »*.

Depuis la signature de l'accord-cadre entre Damas et les FDS, le 10 mars 2025, une frange dure au sein des forces kurdes, notamment composée de dirigeants du PKK, est pointée du doigt comme faisant obstacle à l'avancée des négociations. *« Nous avons le sentiment que Mazloum Abdi n'est pas décisionnaire. Les Kurdes sont sérieux dans les négociations mais, lorsqu'il faut passer à la mise en œuvre, ils vont à Qandil* [où sont réfugiés les dirigeants du PKK au Kurdistan irakien] *et tout change »*, déplore dans *Le Monde* Ahmad Zeidan, le conseiller presse du président Al-Charaa. Côté kurde, cette division est niée. *« Ce sont des excuses des autorités de Damas pour ne pas s'engager envers ce qu'ils ont signé »*, assure Abdulkarim Omar.

Soumis à la pression militaire de Damas, et aux pressions diplomatiques notamment américaines, les dirigeants kurdes ont choisi d'accepter un accord qui leur est tout de même bien plus favorable qu'une précédente version présentée par Damas, le 18 janvier. Des observateurs pointent que le PKK pourrait opter pour préserver ses forces plutôt que d'engager une guerre dévastatrice en Syrie, alors que des négociations sont en cours avec le pouvoir turc. Le président de transition, Ahmed Al-Charaa, a, pour sa part, fait preuve de flexibilité, à la suite d'un appel avec le président américain Donald Trump, le 28 janvier. Il a tout à perdre en termes d'image et de soutien alors que la mobilisation prokurde s'est intensifiée aux Etats-Unis et en Europe. Jeudi, les sénateurs républicain Lindsey Graham et démocrate Richard Blumenthal ont introduit une proposition de loi devant le Congrès américain en défense des Kurdes.

« Ils peuvent voir par eux-mêmes combien notre gouvernement a été patient pour éviter un bain de sang. Nous avons signé tant d'accords qui n'ont pas été mis en œuvre », commente Ahmad Zeidan. Le président syrien a rempli ses principaux objectifs – la reconquête des territoires à majorité arabe de Rakka et de Deir ez-Zor, ainsi que des principaux champs pétroliers et gaziers du pays –, et ne souhaite pas une guerre au cœur des villes kurdes, qui maintiendrait un foyer de guérilla permanent du PKK. *« M. Al-Charaa est prêt à donner beaucoup aux Kurdes contre leur soumission. Les Turcs, pour le moment, le laissent faire »*, conclut un bon observateur.

The New York Times Jan. 31, 2026

Syria Must Protect Its Minorities

Fighting this month between the Syrian government and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, the United States' former partner against ISIS, ended in a decisive defeat for the Kurds. Much of the territory they had governed since 2014 with American military and financial support is now out of their hands.

This was more than a tactical setback. It marked the end of the Kurds' daring, if improvised, experiment in self-rule — a utopian model that combined leftist ideas and women's empowerment in one of the region's most conservative corners. It was much admired in the West but never fully embraced by the Arab communities it governed. It also underscored a harsher truth: The United States was willing to throw a partner that had fought and died for it under the bus when its interests changed. In Trumpian parlance, Kurds had "no cards" in post-Assad Syria.

The new map cemented President Ahmed al-Sharaa's consolidation of power across much of the country and expands Turkey's zone of influence along Syria's northern border. The question now is what kind of Syria emerges from this moment — a pluralistic republic or a conservative, highly centralized regime with little room for diversity — and whether the United States, having spent years shaping the battlefield, will bother shaping the peace by pushing for a constitutional order that Syrians beyond Damascus can buy into.

It should. Syria cannot be stabilized through centralization of power alone. Success now largely depends on how Kurdish rights are guaranteed, and whether the Kurds have a credible political future not only in Syria but also across the border in Turkey, where the Kurdish question — the long-running struggle over political recognition, cultural rights and local governance of Kurdish populations — remains unresolved as well.

The Syrian government and the Kurds took an important first step on Friday, reaching an agreement to absorb Kurdish fighters into the Syrian military and integrate Kurdish civil institutions into the central government, among other measures.

Mr. al-Sharaa's declaration earlier this month recognizing Kurdish identity was welcome, too. But the real test will be whether previous commitments on Kurdish local governance, language recognition, education and cultural rights become law and are implemented consistently, and whether two ideological extremes — the Kurds' leftist vision and the conservative Islamist cast of Syria's new rulers — can be reconciled.

For the United States, the stakes are not abstract. The risks of continued tensions between Turkey and the Kurds, an ISIS resurgence and new openings for Iran-backed militias across eastern Syria and neighboring Iraq remain. Those developments would once again pull Washington into managing crises it claims to want to leave behind.

There is little doubt that Washington has switched partners in Syria, moving from its alliance with the Kurds to working directly with the country's new rulers. President Trump's special envoy to Syria, Tom Barrack, repeatedly argued that the United States saw no viable alternative to a unified Syria — meaning Washington is not prepared to underwrite Kurdish separatism or a federation.

U.S. officials are mistaken to believe that military integration alone can bring stability. Syria's path to reunification ultimately requires constitutional measures that guarantee Kurdish political inclusion as a recognized community, alongside other minorities. That means embedding into Syria's constitution — and its laws — the right of minorities to use their languages, administer local affairs and shape educational and cultural policies. This constitutional recognition, paired with genuine administrative autonomy for the Kurds, Druze, Christians and other minorities, is the only viable way to unify Syria and prevent renewed tensions. You cannot ask a militia to put down its arms without giving its people a political horizon.

Washington cannot impose democracy in Syria, nor should it try to. But it can endorse Syria's territorial unity while insisting that unity without minority rights is a recipe for more instability.

Regional politics make this moment in Syria especially delicate. Turkey has a longstanding ambition to wield influence in the region through friendly Sunni governments and economic leverage. With Iran weakened and Washington largely aligned with Turkey's policies, President Recep Tayyip Erdogan now has an opportunity to shape the political architecture of the Middle East. He should build his legacy not solely by extending Turkey's hard power but also by bringing a peaceful end to the conflict with Kurds in his country.

A Syria that integrates Kurds politically could serve as an example for Turkey to resume the stalled peace process with its longtime domestic enemy, the Kurdistan Workers' Party, or PKK, which has links to Syrian Kurds. A workable political settlement in Syria could help stabilize both sides of the border with Turkey. Ankara should not waste time and move forward with its own legislation, already under consideration, allowing for the return of Kurdish fighters who lay down arms.

Both Mr. Erdogan and Mr. Barrack are students of Ottoman history and often appear to believe that a benevolent strongman can do more for his people than a weak democrat. But that reflects only one interpretation of the Ottoman legacy. Another is the recognition that stability in diverse societies comes not from homogenization, but from negotiated coexistence. Mr. Erdogan should draw on that legacy to understand that suppressing Kurdish political expression in Syria, once a part of the Ottoman Empire, would not serve Turkey's long-term interests. Like the Ottomans at their best, Turkey should position itself not as an enforcer of uniformity under a rigid centralized system but as a guarantor of the rights and well-being of Kurds and other minorities in its neighborhood.

Ultimately, this is Mr. Erdogan's choice. As he often speaks of shaping a new "century of Turkey," the legacy he leaves will depend in part on whether he opts for coercion or coexistence across Turkey's borders. In its turn, Washington needs to urge Turkey to jump-start the peace process with the Kurds. Turkey's security concerns are legitimate, but a pluralistic Syria should be seen as a stabilizing force, not a threat.

Le Monde

Nicolas Bourcier
31 janvier 2026

La colère des Kurdes du Sud-Est turc, qui se disent « lâchés » par leurs alliés

En Turquie, la solidarité avec les Kurdes du Rojava, dans la Syrie voisine, se double d'inquiétude sur le sort que les gouvernements turc et syrien entendent réserver à cette population de part et d'autre de la frontière.

Le convoi de voitures roule à tombeau ouvert sur les routes boueuses, s'arrête quelques instants au point de contrôle des militaires lourdement armés avant de repartir et de rejoindre le prochain village, tout aussi perdu sur ces terres de désolation et de misère que le précédent. Descente des véhicules, poignées de main, ils sont une dizaine de personnes à sillonner ainsi cette région kurde du Sud profond turc, frontalière avec la Syrie, pour rencontrer les habitants chez eux, autour d'un thé chaud ou debout dans le froid. Les regards sont lourds, les voix pressées. Tous ne parlent que de cette odeur de guerre qui flotte dans les airs depuis des jours, en dépit de l'accord conclu, vendredi 30 janvier, entre les forces kurdes du Nord syrien et les autorités de Damas.



Des familles et des proches brandissent des portraits de personnes disparues, lors d'une manifestation, à Diyarbakir (Turquie), le 24 janvier 2026. BILAL SECKIN/MEI/SIPA

Hommes et femmes, les membres de la caravane sont des militants de la branche locale du parti turc prokurde DEM, troisième force politique du pays, venus de Suruç, ville jumelle de Kobané, en Syrie. Située juste en face, à moins de 5 kilomètres en ligne droite, la ville kurde symbole de la victoire contre les djihadistes du nord-est de la Syrie est encerclée, depuis le 21 janvier, par les forces du pouvoir central syrien. De Suruç et des villages alentour, sa colline et ses maisons grises au toit plat se discernent sans mal, derrière le mur frontalier construit par les Turcs.

Comme tous ici, Cemal (son nom a été modifié) a la parole inquiète. A 26 ans, membre du DEM, comme son père, il dit faire du porte-à-porte depuis cinq jours pour sensibiliser les habitants sur l'éventualité d'un nouveau conflit. *« Si la guerre devait éclater, elle aurait des répercussions bien au-delà des frontières de notre région. »* Dès la prise des deux quartiers kurdes d'Alep, Achrafieh et Cheikh-Maqsoud, le 10 janvier, il a vu la présence policière et militaire turque brusquement augmenter dans sa ville de Suruç et ses alentours. L'avancée des forces syriennes et le siège de Kobané n'ont fait qu'attiser les tensions, dit-il.

« Une trêve a été décrétée et les négociations ont beau avoir avancé, les milices islamistes, appuyées par le régime de Damas, lui-même soutenu par Ankara, harcèlent les positions kurdes. Les gens ici ne comprennent pas comment on en est arrivé là. C'est comme si, tout d'un coup, les grandes puissances avaient décidé de lâcher les Kurdes d'un même élan. »

« Nous sommes désormais seuls »

Le 22 janvier, Cemal a rejoint plus de 10 000 personnes sur la route qui mène de Suruç à la frontière, en signe de solidarité avec les habitants de Kobané. La présence du député et coprésident du DEM, Tuncer Bakirhan, n'a pas empêché les forces de l'ordre de disperser le rassemblement à coups de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Ailleurs, les scènes de confrontations avec des manifestants se sont répétées à Van, à Nusaybin ou encore à Mardin. Avec, à chaque fois, ce sentiment de colère et d'impuissance, d'exaspération nourrie à la fois par l'accumulation des violences et l'absence d'issue politique claire.

Au centre de Suruç, les locaux du DEM ne désemplissent pas. Ils sont des dizaines à entrer et à sortir de la salle principale pour trouver un peu de chaleur et regarder une des chaînes kurdes qui diffuse en boucle les manifestations pour la dé-

fense du Rojava, la région sous administration autonome du nord et de l'est de la Syrie. *« Les Etats-Unis de Trump nous ont abandonnés. Un point c'est tout. Nous sommes désormais seuls »*, lance un vieil homme d'une voix sèche, une cigarette à la commissure des lèvres.

Comme tant d'autres ici, Avni Çelik porte une tristesse infinie dans les yeux. Lui a perdu sa femme le 10 octobre 2015. Elle était allée manifester à Ankara contre l'intervention militaire turque en Syrie lorsqu'un double attentat-suicide perpétré par une cellule de l'organisation Etat islamique (EI) a fait plus de 120 morts et 500 blessés. *« Je sais ce dont Daech* [acronyme arabe de l'EI] *est capable*, souffle-t-il. *C'est grâce aux jeunes Kurdes que les djihadistes ont été vaincus en Syrie ces dernières années. Maintenant qu'ils ont fait le sale boulot, tout le monde nous lâche. »* Un sentiment partagé par la députée Tülay Hatimogullari, coprésidente du DEM : *« Les pays occidentaux doivent cesser de considérer les Kurdes comme une simple carte géopolitique, utile hier dans la lutte contre l'EI et aujourd'hui devenue obsolète. Là où les Kurdes s'affaiblissent, Daech se renforce. Cela représente un risque grave non seulement pour la Syrie et le Moyen-Orient, mais aussi pour l'Europe et le monde. »*

Devenu coprésident de la branche locale du DEM, Avni Çelik a marché, le 22 janvier, comme tous les autres, pour Kobané. *« On a simplement voulu agir et apporter de l'aide, parce qu'ils n'ont plus d'eau ni d'électricité, mais les autorités turques nous ont empêchés. »* Il parle de crise humanitaire, puis hausse les épaules d'impuissance.

« L'histoire se répète »

Cette séquence a un air de déjà-vu. En 2014, lors du siège de Kobané par l'EI, Suruç s'était là aussi mobilisée. Et, déjà, les autorités turques avaient interdit les accès, avant d'ériger ce long mur resté fermé depuis : *« L'histoire se répète*, dit-il. *A l'époque aussi, en Turquie, le gouvernement était en discussion avec le PKK* [Parti des travailleurs du Kurdistan] *pour trouver une solution à la question kurde. »* Le responsable fait référence au *« processus de résolution »*, comme on appelle en Turquie le cycle de négociations engagé depuis un an par Ankara avec Adbullah Öcalan, le leader historique du mouvement incarcéré depuis 1999, et pour lequel son parti, DEM, joue un rôle de médiateur.

« Ankara est ouvertement alignée sur Damas, ce qui n'aide pas à faire avancer les négociations », regrette Avni Çelik, qui ajoute : *« Tout est lié, les discussions en Turquie dépendent de la situation syrienne. Nous le savons et nous sommes démunis. »*

Le bureau de Keskin Bayindir est situé dans un quartier éloigné du centre-ville de Diyarbakir, la grande ville kurde de ce Sud-Est turc située à trois heures de route de Suruç. Député et coprésident du Parti démocratique des régions (DBP), unparti frère du DEM et très implanté localement, il revient tout juste du Rojava voisin. Faute de passage transfrontalier, il est passé par l'Irak pour rejoindre le Nord syrien. Il a fait le voyage avec une délégation d'élus et des défenseurs des droits turcs *« pour casser l'image d'isolement de l'enclave »*.

Le dirigeant admet avoir été pris au dépourvu par la manière et la rapidité avec laquelle les puissances occidentales ont changé leur fusil d'épaule. *« Ils ont attaqué avec les loups et pleuré avec le propriétaire »*, glisse-t-il, amer, reprenant un proverbe kurde. *« Avec tous ces événements, je ne sais pas comment les négociations à Ankara vont se poursuivre. »* Seule certitude à ses yeux : *« En cas d'arrêt du processus, le sentiment de colère, surtout parmi les jeunes, sera immense, et pas seulement en Turquie. »*

Un sentiment d'unité rarement atteint

Mercredi, lors d'une petite cérémonie, le maire de Diyarbakir, Dogan Hatun, a annoncé avec les conseillers municipaux faire don de leurs salaires aux habitants de Kobané. *« Nous, Kurdes, nous ne voulons pas la guerre*, a-t-il déclaré avec le ton docte qu'affectionne cet ancien ingénieur des mines. *Que ceux qui veulent nous tuer sachent que nous résisterons. »*

Dans un entretien accordé au *Monde*, l'édile insiste, lui aussi, sur le fait que rien n'avancera dans les discussions avec Ankara tant qu'il persistera des tensions dans la région kurde syrienne. Il tient toutefois à préciser que les revers récents sur le terrain ont créé une vague d'émotion inédite et un sentiment d'unité kurde rarement atteint : *« Jamais*, dit-il, *on a entendu autant de voix des quatre régions kurdes* [de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran] *aller dans un tel même sens. »* Une allusion notamment aux propos très fermes en faveur de la population kurde du Rojava de Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan irakien, habitué à plus de discrétion.

Cofondateur du centre de recherche Rawest, Reha Ruhavioglu est un fin connaisseur de la région. Installé à Diyarbakir, il a publié une enquête au printemps 2025 pour signaler le fort degré d'opinions favorables vis-à-vis du processus de négociation lancé par Ankara avec le PKK. Près de 60 % des Turcs et 80 % des Kurdes disaient alors approuver la démarche. Des taux aujourd'hui en baisse, assure-t-il, au regard du peu d'avancées dans les discussions et des récents événements, *« très démoralisants pour les Kurdes »*, souligne-t-il.

« L'Etat turc n'a pas compris l'importance et le lien émotionnel des Kurdes pour le Rojava », avance-t-il, avec l'espoir *« qu'un jour »* les dirigeants finiront par le comprendre. A Suruç, vendredi soir, un convoi de camions transportant des aides pour Kobané a été bloqué à la frontière.

Les dépêches de l'afp de janvier 2026

2 janvier 2026

Les principales contestations en Iran depuis un quart de siècle

Paris (France), 2 jan 2026 (AFP) — Rappel des principaux mouvements de contestation depuis 1999 en Iran, où des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait six morts jeudi dans l'ouest du pays.

La mobilisation actuelle a débuté fin décembre par des manifestations contre l'hyperinflation et la dégradation de la situation économique, avant de gagner en ampleur et de s'élargir à des revendications politiques.

- Port du voile -

La mort en détention, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire en vigueur avec un voile mal ajusté, déclenche des mois de manifestations dans tout le pays, sous le cri de ralliement "Femme Vie Liberté !".

Plusieurs centaines de personnes trouvent la mort, dont des dizaines de membres des forces de sécurité, et des milliers de manifestants sont arrêtés.

Aujourd'hui, les femmes sont cependant de plus en plus nombreuses à se montrer tête nue en public à Téhéran et dans les grandes villes, bravant l'obligation du port du voile en vigueur depuis l'avènement de la République islamique en 1979.

- Pénuries d'eau et d'électricité -

Le 15 juillet 2021, des protestations éclatent contre les pénuries d'eau dans la province du Khouzestan (sud-ouest), frappée par la sécheresse. Trois personnes sont tuées dans cette région et une quatrième lors d'"émeutes" dans la province voisine de Lorestan, selon les médias officiels.

Le même mois, plusieurs dizaines de personnes crient des slogans contre le pouvoir à Téhéran lors d'un rassemblement pour protester cette fois contre les coupures d'électricité.

En novembre, des milliers de personnes se rassemblent à Ispahan pour protester contre l'assèchement d'une rivière emblématique dans le centre de l'Iran, dû entre autres à la sécheresse. La police annonce l'arrestation de près de 70 personnes après des heurts entre police et manifestants.

- Hausse du prix de l'essence -

Le 15 novembre 2019, des manifestations éclatent peu après l'annonce d'une forte hausse du prix de l'essence. La contestation touche une centaine de villes, dont Téhéran, Machhad et Ispahan.

Selon Amnesty International, plus de 300 personnes ont été tuées en trois jours dans la répression, des chiffres rejetés par Téhéran. Au moins 7.000 personnes auraient été arrêtées, d'après le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme.

- Contre la vie chère et le pouvoir -

Fin décembre 2017, des centaines de personnes manifestent à Machhad (nord-est), deuxième ville du pays, et dans d'autres villes contre la hausse des prix, le chômage et le gouvernement.

Les autorités coupent l'accès à la messagerie Telegram et au site de partage de photos Instagram, accusant des groupes "contre-révolutionnaires" à l'étranger d'utiliser ces réseaux pour appeler les gens à manifester.

Jusqu'au 1er janvier 2018, les troubles s'étendent à plusieurs dizaines de villes. Des manifestants attaquent et parfois incendient des bâtiments publics, des centres religieux, des banques et des voitures de police.

Le mouvement fait au moins 25 morts, en majorité des manifestants, et entraîne des centaines d'arrestations.

- Manifestations post-électorales -

Mi-juin 2009, la réélection contestée du président ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad provoque un mouvement de contestation à Téhéran, violemment réprimé. Les partisans de son rival, Mir Hossein Moussavi, dénoncent des fraudes. Emeutes et affrontements se multiplient, des journalistes étrangers sont empêchés de travailler ou priés de quitter le pays.

Le pouvoir finit par écraser la contestation par une répression sévère qui fait des dizaines de morts et des milliers d'arrestations, laminant les milieux politiques et intellectuels d'opposition par des dizaines de condamnations souvent très lourdes.

- Contestation étudiante -

En juillet 1999 éclate un mouvement de protestation d'étudiants émaillé de violences.

Le 8, une centaine d'étudiants se rassemblent dans des dortoirs universitaires de Téhéran pour protester contre l'interdiction d'un quotidien proche du président réformateur Mohammad Khatami. Dans la nuit, un premier assaut est donné. Le lendemain, le mouvement gagne de l'ampleur notamment à Tabriz (nord-ouest) et la violence redouble.

Quatre jours plus tard, des affrontements opposent manifestants aux forces de l'ordre, policiers et bassidj (volontaires islamistes chargés de certaines tâches de maintien de l'ordre), dont l'intervention met pratiquement fin à la contestation.

Les violences font trois morts officiellement, cinq selon la presse.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 janvier 2026

L'Iran estime "justes" les revendications économiques des manifestants mais fustige les "émeutiers"

Téhéran, 3 jan 2026 (AFP) — Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé samedi que les revendications économiques des manifestants en Iran étaient "justes" mais que les "émeutiers" devaient être "remis à leur place", au septième jour d'un mouvement de contestation.

Le mouvement, initialement lié au coût de la vie, a débuté le 28 décembre de Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique, et s'est depuis élargi à des revendications politiques.

Au moins 12 personnes ont été tuées depuis lors d'affrontements, dont des membres des forces de sécurité, selon un bilan basé sur des annonces officielles.

Les médias iraniens ont rapporté ces derniers jours des violences et dégradations localisées dans l'ouest du pays.

"Lors d'affrontements à Malekshahi, Latif Karimi, membre des Gardiens de la Révolution, a été tué en défendant la sécurité du pays", a indiqué samedi l'agence de presse Mehr, tandis que la mort d'un autre membre des forces de sécurité "à l'arme blanche et par balles" avait été annoncée plus tôt.

Malekshahi est un comté d'environ 20.000 habitants où vit une importante population kurde. "Des émeutiers ont tenté de pénétrer dans un commissariat", selon Fars, une autre agence, précisant que "deux assaillants ont été abattus".

- "Emeutiers" -

La contestation touche ou a touché, à des degrés divers, au moins 30 villes, essentiellement petites et de taille moyenne, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias.

Devant des fidèles rassemblés à Téhéran à l'occasion d'une fête chiite, l'ayatollah Khamenei a estimé "justes" les revendications économiques des manifestants.

"Les autorités du pays le reconnaissent, le président et d'autres responsables de haut rang s'efforcent de résoudre ce problème", a-t-il déclaré. "C'est pourquoi les commerçants ont protesté contre cette situation, et c'est tout à fait juste", a ajouté M. Khamenei, au pouvoir depuis 1989.

"Nous dialoguons avec les manifestants (...) mais il est inutile de dialoguer avec les émeutiers. Ces derniers doivent être remis à leur place", a toutefois affirmé le guide suprême.

Depuis le début des protestations, le pouvoir joue à la fois sur l'apaisement, reconnaissant des "revendications légitimes" liées aux difficultés économiques, et sur la fermeté face à toute tentative de déstabilisation.

L'agence Fars a fait état samedi de rassemblements la veille dans plusieurs quartiers populaires de Téhéran, qui compte environ 10 millions d'habitants.

A Darehshahr, dans l'ouest de l'Iran, environ 300 personnes ont lancé des cocktails Molotov, bloqué des rues et "exhibé des kalachnikovs" vendredi, a rapporté l'agence de presse Fars.

Selon l'agence Tasnim, qui cite un responsable local, un homme a par ailleurs été tué vendredi dans la ville sainte de Qom, au sud de Téhéran, par l'explosion "dans ses mains" d'une grenade qu'il comptait utiliser.

Un jeune de 17 ans, en lien avec les manifestations à Qom et blessé par balles, a par ailleurs succombé à ses blessures, a ajouté Tasnim.

L'Union européenne est "préoccupée" par les informations faisant état de victimes et appelle Téhéran à une "retenue maximale" face aux manifestants, a rapporté samedi une porte-parole de la cheffe de sa diplomatie Kaja Kallas.

- Slogans politiques -

Les autorités et les médias iraniens ne communiquent pas nécessairement et en détail sur tous les incidents, ce qui complique l'appréciation des événements. Des vidéos sur la mobilisation inondent les réseaux sociaux, mais toutes ne peuvent pas être authentifiées.

A Karaj, en périphérie de Téhéran, "quelques personnes ont brûlé le drapeau iranien en criant +Mort au dictateur!+ et +C'est pas la dernière bataille, Pahlavi revient!+", a rapporté Fars, ajoutant que ces slogans avaient suscité des "protestations".

La dynastie Pahlavi (1925-1979), pro-occidentale et alliée des Etats-Unis, a été renversée par la Révolution islamique.

Ces protestations sont toutefois de moindre ampleur que celles qui avaient secoué l'Iran fin 2022 après la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée par la police des moeurs pour avoir enfreint le strict code vestimentaire féminin.

En 2019, des manifestations avaient aussi éclaté après l'annonce d'une envolée du prix de l'essence. La contestation avait alors touché une centaine de villes, notamment Téhéran, et fait des dizaines de morts.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 janvier 2026

Iran: au moins quatre morts dans des manifestations dans l'ouest

Paris (France), 3 jan 2026 (AFP) — Au moins quatre personnes ont été tuées dans l'ouest de l'Iran samedi lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, selon deux organisations de droits de l'Homme, qui ont accusé des Gardiens de la révolution d'avoir ouvert le feu.

Les manifestations se sont poursuivies dans plusieurs villes iraniennes, au septième jour d'un mouvement de protestation déclenché contre la vie chère dans la République islamique, et qui a pris une tournure politique.

Ces manifestations sont les plus importantes depuis le mouvement de 2022-2023 dans lequel la répression par les autorités avait fait des centaines de morts et des milliers d'arrestations, selon des activiste.

Selon le mouvement de défense des droits de l'Homme Hengaw, basé en Norvège, les Gardiens de la révolution ont ouvert le feu sur des manifestants dans le district de Malekshahi, dans la province occidentale d'Ilam, tuant quatre membres de la minorité kurde.

L'ONG Iran Human Rights, elle aussi basée en Norvège, a fait état pour sa part de quatre morts et trente blessés à cet endroit. En publiant des images de ce qui paraissait être des corps ensanglantés au sol, sans qu'il soit possible de vérifier leur véracité dans l'immédiat.

Les médias iraniens ont pour leur part évoqué des heurts, l'agence Mehr annonçant la mort d'un Gardien de la révolution après que des "émeutiers" ont tenté d'entrer dans un poste de police.

Les manifestations ont touché à des degrés divers au moins 30 villes, essentiellement moyennes, à travers le pays, selon un décompte de l'AFP effectué à partir d'annonces officielles et de médias.

Au moins 12 personnes ont été tuées dans des heurts depuis mercredi, dont des membres des forces de l'ordre, selon les rapports officiels.

Selon une ONG basée aux Etats-Unis, Human Rights Activists News Agency, il y a eu depuis une semaine des manifestations dans au moins 60 villes, réparties sur 25 des 31 provinces du pays.

Le mouvement, initialement lié au coût de la vie, a débuté le 28 décembre de Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique, et s'est depuis élargi à des revendications politiques.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 janvier 2026

Le dirigeant des Kurdes syriens à Damas pour discuter de l'intégration de ses forces

Damas, 4 jan 2026 (AFP) — Le dirigeant des Kurdes syriens Mazloum Abdi, qui commande les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), a annoncé être dimanche à Damas pour de nouvelles discussions avec des responsables sur l'intégration de ses forces dans celles du gouvernement central.

M. Abdi avait signé en mars un accord avec le président syrien Ahmad al-Chareh visant à fusionner l'administration semi-autonome kurde avec le gouvernement d'ici la fin 2025, mais des divergences entre les deux parties ont retardé sa mise en oeuvre.

Une délégation des dirigeants des FDS, dont fait partie Mazloum Abdi, "rencontre actuellement des responsables du gouvernement de Damas dans la capitale syrienne, dans le cadre de discussions liées au processus d'intégration militaire", ont précisé ces forces dominées par les Kurdes, dans un communiqué.

Les Kurdes, une importante minorité ethnique, contrôlent de vastes étendues du nord-est de la Syrie, riches en pétrole et en blé.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

Depuis le renversement du président Bachar al-Assad en décembre 2024, les Kurdes ont des relations tendues avec le pouvoir central au sujet de leur avenir dans la nouvelle Syrie.

Le 25 décembre, Mazloum Abdi avait assuré faire tout son possible pour éviter l'échec de l'accord avec Damas. Il avait réitéré les demandes des FDS de décentralisation, rejetées par le pouvoir central dirigé par l'ancien jihadiste Ahmad al-Chareh.

En décembre, un responsable kurde avait déclaré à l'AFP que Damas avait proposé de diviser les forces dirigées par les Kurdes en trois divisions et plusieurs brigades, dont une réservée aux femmes.

Ces forces seraient ensuite déployées sous le commandement des FDS dans les zones contrôlées par les Kurdes, toujours selon ce responsable.

Le ministre syrien des Affaires étrangères avait déclaré par la suite que le gouvernement étudiait la réponse des Kurdes.

La Turquie, alliée du nouveau pouvoir et qui partage 900 kilomètres de frontière avec la Syrie, considère comme une menace la permanence des combattants kurdes à sa frontière.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 janvier 2026

Rassemblements à Téhéran, affrontements dans l'ouest de l'Iran

Téhéran, 4 jan 2026 (AFP) — De nouveaux rassemblements se sont tenus samedi soir à Téhéran tandis que des violences ont été rapportées dans des régions de l'ouest de l'Iran, a indiqué dimanche une agence de presse au huitième jour de contestation.

Le mouvement, initialement lié au coût de la vie, a débuté le 28 décembre dans la capitale iranienne et s'est depuis étendu au reste du pays avec des revendications politiques.

La contestation touche ou a touché, à des degrés divers, une quarantaine de villes, essentiellement petites et moyennes et principalement situées dans l'ouest du pays, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias.

Au moins 12 personnes ont été tuées depuis le 30 décembre lors d'affrontements localisés, dont des membres des forces de sécurité, selon un bilan basé sur des annonces officielles.

Des rassemblements samedi soir à Téhéran ont été qualifiés de "limités" par l'agence de presse Fars et décrits comme étant "généralement composés de groupes de 50 à 200 jeunes".

La capitale compte environ 10 millions d'habitants.

Ces rassemblements se sont tenus dans les quartiers Novobat et Tehran Pars (est), Ekbatan, Sadeghieh et Sattarkhan (ouest), Naziabad et Abdolabad (sud), a ajouté Fars.

Selon l'agence de presse, des slogans politiques tels que "+Mort au dictateur+" ont été entendus mais aucun débordement notable n'a eu lieu, hormis "quelques jets de pierres et l'incendie de quelques poubelles".

Toujours d'après Fars, cette situation "contraste avec une intensification des violences et des attaques organisées dans d'autres régions, notamment dans l'ouest du pays".

A Malekshahi, un comté d'environ 20.000 habitants où vit une importante population kurde, des affrontements ont coûté la vie samedi à un membre des forces de sécurité, selon les médias iraniens.

Selon Fars, "des émeutiers (avaient) tenté de pénétrer dans un commissariat". "Deux assaillants ont été abattus", a ajouté l'agence.

Les médias iraniens ont rapporté ces derniers jours des violences et dégradations, principalement localisées dans l'ouest du pays, à plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran.

Les autorités et les médias iraniens ne communiquent pas nécessairement et en détail sur tous les incidents, ce qui complique l'appréciation des événements. Des vidéos sur la mobilisation inondent les réseaux sociaux, mais toutes ne peuvent pas être authentifiées.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 janvier 2026

Contestation en Iran: Donald Trump fait pression sur les autorités après de nouveaux affrontements

Paris (France), 5 jan 2026 (AFP) — Des affrontements ont opposé ce week-end manifestants et forces de l'ordre en Iran, que Donald Trump a menacé dimanche de "frapper" en cas de nouveaux morts civils, après une semaine d'un mouvement de protestation initié par des revendications économiques.

Le mouvement, initialement lié au coût de la vie, a débuté le 28 décembre à Téhéran, où des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique, et s'est depuis élargi à des revendications politiques.

La contestation a touché à des degrés divers une quarantaine de villes, essentiellement petites et moyennes, principalement dans l'ouest du pays.

Au moins 12 personnes, dont des membres des forces de sécurité, ont été tuées, selon un bilan basé sur des annonces officielles.

"Nous regardons cela de très près. S'ils commencent à tuer des gens comme ils l'ont fait dans le passé, je pense qu'ils seront frappés très durement par les Etats-Unis", a prévenu dimanche le président américain Donald Trump, à bord de son avion Air Force One.

Depuis le début, le pouvoir joue l'apaisement, reconnaissant des "revendications légitimes" liées aux difficultés économiques, tout en avertissant qu'il fera preuve de fermeté face aux "émeutiers".

Dimanche, le gouvernement a annoncé une aide mensuelle de 10 millions de rials, soit environ six euros, par personne et pendant quatre mois, qui vise à "réduire la pression économique sur la population".

Le salaire moyen en Iran, un pays qui compte 86 millions d'habitants, est d'environ 170 euros par mois, et le salaire minimum d'environ 85 euros par mois.

Samedi soir, de nouveaux rassemblements se sont tenus dans la capitale iranienne qui compte environ 10 millions d'habitants. L'agence de presse Fars les a qualifiés de "limités", et étant "générale-

ment composés de groupes de 50 à 200 jeunes".

Selon l'agence de presse, des slogans politiques tels que "+Mort au dictateur+" ont été entendus mais aucun débordement notable n'a eu lieu, hormis "quelques jets de pierres et l'incendie de quelques poubelles".

Dimanche, la majorité des commerces de Téhéran étaient ouverts, même si les rues semblaient moins remplies que d'habitude. Les forces de sécurité et anti-émeutes étaient déployées aux principaux carrefours, a constaté l'AFP.

Des images prises dans la journée dans le centre-ville et authentifiées par l'AFP montrent des forces de l'ordre utiliser du gaz lacrymogène pour disperser un groupe de manifestants.

- "Attaques organisées" -

La situation est plus tendue dans l'ouest du pays, à plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran, où des médias iraniens ont rapporté ces derniers jours des violences et dégradations.

L'agence Fars a fait état samedi d'"attaques organisées", notamment à Malekshahi, un comté d'environ 20.000 habitants où vit une importante population kurde.

D'après l'agence, des affrontements y ont coûté la vie à un membre des forces de sécurité et deux "émeutiers" qui avaient "tenté de pénétrer dans un commissariat".

Selon le mouvement de défense des droits de l'Homme Hengaw, basé en Norvège, les Gardiens de la Révolution (l'armée idéologique de l'Iran), ont ouvert le feu sur des manifestants à Malekshahi, tuant quatre membres de la minorité kurde.

L'ONG a dit vérifier des rapports faisant état de deux morts supplémentaires, en plus de nombreux blessés. Elle a aussi accusé les autorités d'être allées récupérer les corps des manifestants tués à l'hôpital.

L'organisation Iran Human Rights, elle aussi basée en Norvège, a également fait état de quatre morts, et trente blessés dans cette ville. En publiant des images, authentifiées par l'AFP, de ce qui paraissait être des corps ensanglantés au sol.

L'ONG américaine Human Rights Activists News Agency (HRANA) affirme qu'au total, 582 personnes ont été arrêtés depuis le début du mouvement.

Samedi, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré que les revendications économiques des manifestants étaient "justes" mais que les "émeutiers" devaient être "remis à leur place".

Le mouvement est en tout cas pour l'instant de moindre ampleur que celui qui avait secoué l'Iran fin 2022 après la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée par la police des moeurs pour avoir enfreint le strict code vestimentaire féminin.

En 2019, des manifestations avaient aussi éclaté après l'annonce d'une envolée du prix de l'essence. La contestation avait alors touché une centaine de villes, notamment Téhéran, et fait des dizaines de morts.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 janvier 2026

Iran: la justice affiche sa fermeté face aux "émeutiers" après des menaces de Trump

Paris (France), 5 jan 2026 (AFP) — La justice iranienne a prévenu lundi qu'elle ne ferait preuve "d'aucune indulgence" envers "les émeutiers", au neuvième jour d'un mouvement de contestation, après une menace d'intervention de Donald Trump en cas de répression meurtrière.

Le président américain a menacé dimanche de "frapper" l'Iran si ses autorités "commencent à tuer des gens comme ils l'ont fait dans le passé".

La contestation a débuté le 28 décembre à Téhéran, menée au départ par des commerçants sur le coût de la vie, avant de gagner 23 provinces sur les 31 que compte le pays avec des revendications désormais politiques.

Elle touche ou a touché au moins 45 villes, essentiellement petites et moyennes et surtout situées dans l'ouest du pays, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias.

Policiers et police antiémeute étaient déployés lundi aux principaux carrefours de Téhéran, a constaté un correspondant de l'AFP. Des policiers étaient aussi présents devant certains établissements scolaires, tandis que plusieurs universités ne dispensent plus leurs cours qu'en ligne. La majorité des commerces étaient en revanche ouverts lundi dans la capitale.

L'agence de presse du pouvoir judiciaire, Mizan, affirme lundi que les services de renseignement de la police de la capitale ont saisi "des armes, des munitions et du matériel servant à fabriquer des engins explosifs artisanaux" dans une cache.

Au moins 12 personnes ont été tuées depuis le début de la contestation lors d'affrontements localisés, dont des membres des forces de sécurité, selon un bilan de l'AFP basé sur des annonces officielles et des médias.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a souligné "la nécessité d'éviter d'autres victimes", jugeant que "tous les individus doivent être autorisés à manifester pacifiquement", a rapporté son porte-parole.

- "Saper l'unité" -

"J'ordonne au procureur général et aux procureurs de tout le pays d'agir conformément à la loi et avec détermination contre les émeutiers et ceux qui les soutiennent" sans "aucune indulgence ni aucune complaisance", a déclaré lundi le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejeï.

A l'instar de la position affichée par le pouvoir depuis le début du mouvement, il a toutefois reconnu un droit légitime à manifester pour des revendications économiques. "La République islamique écoute les manifestants (...) et fait une distinction avec les émeutiers", a-t-il ajouté.

Téhéran a par ailleurs accusé lundi Israël de chercher à "sa-

per l'unité nationale" après que le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est dit dimanche "solidaire du combat" des Iraniens.

Il est "très possible que nous soyons à un moment décisif, un moment où le peuple iranien prend son destin en main", a surenchéri lundi M. Netanyahu.

De nouveaux affrontements ont opposé durant le week-end manifestants et forces de l'ordre en Iran.

Samedi soir, des slogans politiques tels que "+Mort au dictateur+" ont été entendus dans la capitale, selon l'agence de presse Fars, évoquant des rassemblements sporadiques et isolés. Des images prises dimanche dans le centre-ville et authentifiées par l'AFP montrent des forces de l'ordre utiliser du gaz lacrymogène pour disperser un groupe de manifestants.

La situation était tendue ces derniers jours dans l'ouest du pays, à plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran, notamment à Malekshahi, où vit une importante population kurde.

L'organisation Iran Human Rights, basée en Norvège, a notamment fait état de quatre morts et trente blessés dans cette ville. Et publié des images, authentifiées par l'AFP, de ce qui paraissait être des corps ensanglantés au sol.

- Geste des autorités -

L'agence de presse iranienne Fars a assuré pour sa part lundi que "la tendance observée dimanche soir est à une baisse notable du nombre de rassemblements et de leur étendue géographique".

Les autorités et les médias iraniens ne communiquent pas nécessairement ni en détail sur tous les incidents. Des vidéos sur la mobilisation inondent les réseaux sociaux, mais toutes ne peuvent pas être authentifiées.

Dimanche, les autorités ont annoncé une aide mensuelle de 10 millions de rials (environ six euros) par personne, pendant quatre mois, pour "réduire la pression économique sur la population".

Les 86 millions d'Iraniens subissent depuis des années une hyperinflation à deux chiffres dans un pays plombé par des sanctions internationales liées à son programme nucléaire. Le salaire moyen est d'environ 170 euros par mois et le salaire minimum d'environ 85 euros.

Le mouvement n'est à ce stade pas de l'ampleur de celui déclenché fin 2022 par la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée pour avoir enfreint le strict code vestimentaire féminin.

En 2019, des manifestations avaient aussi fait des dizaines de morts en Iran après l'annonce d'une envolée du prix de l'essence.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2026

Ankara demande à tous les groupes armés kurdes, "y compris en Syrie", de déposer les armes

Ankara, 6 jan 2026 (AFP) — Tous les groupes armés kurdes, "y compris en Syrie", doivent déposer les armes, a affirmé mardi le ministre turc de la Défense Yasar Guler.

"Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, NDLR) et tous les groupes affiliés doivent immédiatement cesser toute activité terroriste dans toutes les régions où ils sont présents, y compris en Syrie, et déposer les armes sans condition, conformément à la décision de dissolution", a-t-il déclaré, en référence à la décision prise par le PKK en mai de renoncer à la lutte armée.

"Nous ne permettrons à aucune organisation terroriste, et en particulier au PKK, au PYD, aux YPG et aux FDS, de s'implanter dans la région", a-t-il ajouté, citant les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ainsi que les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui constituent l'épine dorsale des FDS.

Un accord conclu en mars dernier entre les Kurdes et les nouvelles autorités syriennes prévoit l'intégration des institutions kurdes au pouvoir central, en particulier leurs forces militaires, appelées à rejoindre l'armée syrienne.
Ankara demandait que l'accord puisse être mise en oeuvre avant la fin de 2025, mais les négociations pour son application patinent.

La Turquie considère les groupes armés kurdes en Syrie, en particulier les YPG et les FDS, qui ont notamment lutté contre les jihadistes de l'organisation Etat islamique comme une émanation du PKK.

Le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, avait appelé fin décembre la Turquie à faciliter un accord entre les FDS et Damas.

Le dirigeant des Kurdes syriens Mazloum Abdi, qui commande les FDS, était dimanche à Damas pour de nouvelles discussions avec des responsables sur l'intégration de ses forces dans celles du gouvernement central.

Les pourparlers n'ont pas permis d'avancées significatives, selon les médias d'Etat.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2026

Syrie: au moins cinq morts dans des affrontements entre forces gouvernementales et kurdes à Alep

Damas, 6 jan 2026 (AFP) — Au moins cinq personnes ont été tuées mardi lors d'affrontements entre forces gouvernementales et kurdes à Alep, dans le nord de la Syrie, selon des médias d'Etat syriens et les forces kurdes.

Un accord visant à intégrer d'ici fin 2025 les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) au sein de l'Etat syrien a été signé en mars, mais les discussions visant à sa mise place patinent.

L'agence de presse officielle Sana a rapporté que les FDS "avaient pris pour cible" mardi une zone proche d'un rond-point d'Alep "provoquant la mort d'un membre du ministère de la Défense".

Elle a ensuite écrit que "trois civils, dont deux femmes" avaient été tués lors d'un "bombardement des FDS sur des immeubles résidentiels dans le quartier Al-Midan d'Alep".

Avant ces annonces de Sana, les FDS avaient affirmé que des groupes alliés aux forces gouvernementales avaient ciblé "le quartier Cheikh Maqsoud avec un drone de reconnaissance (..) tuant un habitant et en blessant deux autres".

Il s'agit d'un des deux quartiers à majorité kurde d'Alep encore sous contrôle d'unités des FDS mais dont celles ci doivent se retirer.

Les FDS ont par ailleurs accusé des groupes affiliés à l'armée syrienne d'avoir attaqué la ville de Deir Hafer, à environ 50 km à l'est d'Alep, près du barrage stratégique de Tishreen. Elles ont affirmé avoir le droit de "répondre légitimement à ces attaques".

Le dirigeant des Kurdes syriens Mazloum Abdi, qui commande les FDS, était dimanche à Damas pour de nouvelles discussions avec des responsables sur l'intégration de ses forces dans celles du gouvernement central.

Les pourparlers n'ont pas permis d'avancées significatives, selon les médias d'Etat.

Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie y contrôlent de vastes étendues dans le nord-est, riches en pétrole et en blé.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

Depuis le renversement du président Bachar al-Assad en décembre 2024, les Kurdes ont des relations tendues avec le pouvoir central au sujet de leur avenir dans la nouvelle Syrie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2026

Syrie: neuf morts dans des affrontements à Alep entre forces kurdes et gouvernementales

Damas, 6 jan 2026 (AFP) — Au moins neuf personnes ont été tuées mardi lors d'affrontements entre forces gouvernementales et kurdes à Alep, parmi les plus meurtriers depuis des mois entre les deux parties.

Devant ces violences qui se poursuivaient dans la soirée, les autorités ont décidé de suspendre pour 24 heures tous les vols de l'aéroport de cette grande ville du nord du pays, et de fermer mercredi les écoles, universités et services gouvernementaux.

Les affrontements ont éclaté alors que les discussions patinent pour la mise en oeuvre d'un accord signé en mars, qui était censé intégrer d'ici fin 2025 les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) au sein de l'Etat syrien.

Les FDS ont d'abord annoncé que des groupes pro-gouvernement avaient ciblé le quartier de Cheikh Maqsoud, tuant un habitant et en blessant deux autres.

Elles ont ensuite révisé le bilan à quatre civils morts, dont deux femmes et un enfant, victimes de "tirs d'artillerie et de missiles aveugles" à Cheikh Maqsoud et Achrafieh.
Ces deux quartiers à majorité kurde d'Alep sont restés sous le contrôle d'unité kurdes liées aux FDS, malgré un accord de retrait conclu en avril.

- "Compromettre" l'accord -

Cité par l'agence de presse officielle Sana, le ministère de la Défense a pour sa part accusé les FDS d'avoir pris pour cible "un certain nombre de quartiers" d'Alep proches "des zones sous leur contrôle".

Sana a fait état de cinq personnes tuées par les tirs des FDS: un soldat et quatre civils parmi lesquels un enfant.

"Les FDS prouvent une fois de plus qu'elles ne reconnaissent pas l'accord du 10 mars et tentent de le compromettre", a dénoncé le ministère.

Deux employés d'un centre de recherche figurent parmi les victimes, a précisé le ministère de l'Agriculture.

Le gouverneur d'Alep, Azzam al-Gharib, a invoqué "la situation actuelle et le ciblage de plusieurs hôpitaux et institutions par des tirs d'artillerie indiscriminés des FDS" pour justifier la fermeture des services scolaires et gouvernementaux mercredi, et l'annulation des événements publics.
Les vols suspendus sur Alep seront redirigés sur Damas, a précisé l'Aviation civile.

- "Déposer les armes" -

Le dirigeant des Kurdes syriens Mazloum Abdi, qui commande les FDS, a mené dimanche à Damas de nouvelles discussions sur l'intégration de ses forces au pouvoir central, mais sans avancées significatives, selon les médias d'Etat.
Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, y contrôlent de vastes étendues dans le nord-est, riches en pétrole et en blé.
Proche alliée des nouvelles autorités syriennes, la Turquie a pour sa part appelé mardi le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) à déposer les armes, "y compris en Syrie" pour se conformer à sa décision prise en mai de renoncer à la lutte armée.

"Nous ne permettrons à aucune organisation terroriste (...) de s'implanter dans la région", a-t-il ajouté, citant les FSD ainsi que les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui en constituent l'épine dorsale.

Les FDS ont par ailleurs accusé des groupes affiliés à l'armée d'avoir attaqué la ville de Deir Hafer à environ 50 km à l'est d'Alep, près du barrage stratégique de Tishreen. Elles ont affirmé avoir le droit de "répondre légitimement à ces attaques".

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

Depuis le renversement du président Bachar al-Assad en décembre 2024, les Kurdes ont des relations tendues avec le pouvoir central au sujet de leur avenir dans la nouvelle Syrie.

Fin décembre, cinq personnes avaient été tuées dans des précédents affrontements entre les deux parties à Alep, la Turquie appelant alors les FDS à ne pas faire obstacle à la stabilisation de la Syrie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2026

Turquie: nouvelle condamnation de l'opposant kurde Demirtas pour "insulte au président"

Istanbul, 6 jan 2026 (AFP) — L'opposant kurde Selahattin Demirtas, détenu depuis 2016, malgré une décision définitive de la Cour européenne des droits de l'homme en sa faveur, a été une nouvelle fois condamné, a affirmé mardi son avocat à l'AFP.

Détenu à la prison d'Edirne, Selahattin Demirtas, 52 ans, a été condamné à un an, cinq mois et 15 jours de prison pour "insulte au président", a affirmé à l'AFP son avocat Ozgur Ozbek.

Selon M. Ozbek, plusieurs chefs d'accusation d'insulte au président concernant des discours prononcés il y a au moins dix ans ont été regroupés dans un même dossier.

Le tribunal a cependant refusé d'accorder à son équipe juridique un délai supplémentaire pour préparer sa défense et s'est empressé, selon M. Ozbek, de rendre son verdict.

"Si le tribunal a statué aussi rapidement, c'est parce qu'il craignait la prescription. Or, rendre une décision fondée sur ce raisonnement avant la fin de l'instruction est juridiquement incorrect", a assuré M. Ozbek, affirmant son intention de faire appel.

"Nous rejetons l'emprisonnement de notre estimé camarade Selahattin Demirtas sous prétexte d'insulte au président, et nous ne reconnaissons pas cette décision. De telles décisions judiciaires (...)compromettent l'espoir d'une paix durable en aggravant les injustices", a réagi sur X le co-président du parti prokurde DEM Tuncer Bakirhan.

Selahattin Demirtas était absent à l'audience, sa demande de présence ayant été rejetée par le juge pour des raisons de sécurité, selon le journal BirGun.

Ce n'est pas la première fois que Selahattin Demirtas est condamné pour insulte au président: en 2021, il avait écopé de trois ans et demi de prison pour avoir critiqué la gestion par le gouvernement d'un incident au cours duquel l'armée de l'air turque avait abattu un avion militaire russe au-dessus de la frontière syrienne en 2015.

Figure emblématique et charismatique du mouvement kurde en Turquie, M. Demirtas a été arrêté en 2016, au sommet de sa carrière politique, et emprisonné pour de multiples accusations liées au terrorisme.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a exigé à plusieurs reprises sa libération et a rendu en novembre un arrêt contraignant, jusqu'à présent ignoré par la Turquie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2026

Manifestations en Iran: derniers développements

Paris (France), 7 jan 2026 (AFP) — Le président iranien Massoud Pezeshkian a appelé mercredi les forces de sécurité à ne pas s'en prendre aux manifestants, au 11e jour d'un important mouvement de contestation défiant le pouvoir qui a déjà fait au moins 27 morts, selon une ONG. Voici les derniers développements.

- Apaisement d'un côté, menace de l'autre

Le président Massoud Pezeshkian, qui tient des déclarations plutôt modérées depuis le début de la contestation, a ordonné mercredi aux forces de l'ordre de ne prendre "aucune mesure de sécurité à l'encontre des manifestants et des personnes qui participent aux rassemblements", selon des propos rapportés par l'agence de presse Mehr.

Toutefois, "ceux qui portent des armes à feu, des couteaux et des machettes et qui attaquent des commissariats et sites militaires sont des émeutiers, et il faut distinguer les manifestants des émeutiers", selon les propos du président en Conseil des ministres.

Parallèlement, le chef de l'armée iranienne Amir Hatani a haussé le ton contre les Etats-Unis et Israël, après les menaces de Donald Trump d'intervenir militairement en Iran si des manifestants étaient tués, et suite au "soutien" apporté aux protestataires par Benjamin Nentanyahu.
L'Iran considère comme une "menace" ces déclarations et "et ne tolérera pas que cela se poursuive sans répondre", a déclaré Amir Hatani, qui n'est toutefois pas le plus haut gradé militaire du pays.

"Si l'ennemi commet une erreur, nous riposterons avec plus de fermeté" que lors de la guerre des 12 jours en juin contre Israël et les Etats-Unis, a-t-il menacé à son tour.

- Affrontements à Téhéran

Pour la première fois depuis le début de la contestation, des heurts se produits mardi en plein jour au coeur de Téhéran, où des rassemblements sporadiques sans incident majeur s'étaient jusque là principalement tenus en soirée, d'après les médias locaux.

Un hôpital de la ville a été visé accidentellement par du gaz lacrymogène utilisé par les forces de l'ordre pour disperser les manifestants, selon l'Université de sciences médicales de Téhéran cité par l'agence Isna.

Mercredi dans la journée, la situation semblait normale ailleurs dans la capitale iranienne, des habitants faisant comme à l'accoutumée leurs courses dans des magasins de proximité, a constaté l'AFP le long de l'immense avenue Vali-Asr, qui traverse la ville du nord au sud.

- Le Grand bazar sous la lacrymo

Le mouvement, qui a débuté le 28 décembre dans un marché pour téléphone portable, s'est ensuite étendu à une partie du Grand bazar de Téhéran, poumon économique du pays, quand des commerçants ont fermé boutique pour protester contre l'hyperinflation et le marasme économique.

Une nouvelle grève y a été décrétée mardi, des manifestants se réunissant pour scander "Liberté ! Liberté" !", avant d'être dispersés sous le gaz lacrymogène par les forces de sécurité.

La station de métro du Grand bazar n'est plus desservie jusqu'à nouvel ordre, rapporte mercredi l'agence de presse Tasnim.

- L'ouest du pays particulièrement touché

Le mouvement touche ou a touché au moins 45 villes, essentiellement petites et moyennes, surtout dans l'ouest du pays, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias.

A plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran, des affrontements localement meurtriers ont été rapportés ces derniers jours. C'est le cas notamment à Malekshahi, un comté d'environ 20.000 habitants où vit une importante population kurde.

- Au moins 27 morts, de nombreuses arrestations

Depuis le début du mouvement, au moins 27 protestataires ont "été tués par des tirs ou d'autres formes de violence perpétrées par les forces de sécurité dans huit provinces", a écrit mardi Iran Human Rights (IHR).

Selon l'ONG basée en Norvège, plus de 1.000 personnes ont été arrêtées.

Les médias iraniens relayant des annonces officielles font eux état de 13 morts, dont des membres des forces de sécurité, depuis le début de la contestation.

- Un défi à Khamenei

Initialement lié au coût de la vie, le mouvement est le plus important depuis celui déclenché fin 2022 par la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée pour avoir enfreint le strict code vestimentaire féminin.

Sans être comparable à ce stade à la mobilisation "Femme, Vie, Liberté" de 2022-2023, il pose un important défi au guide Ali Khamenei, 86 ans et au pouvoir depuis 1989, au moment où le pays est affaibli après la guerre avec Israël en juin et le rétablissement des sanctions de l'ONU liées au programme nucléaire iranien.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2026

Manifestations en Iran: un hôpital à Téhéran visé accidentellement par du gaz lacrymogène

Téhéran, 7 jan 2026 (AFP) — Un hôpital de Téhéran a été visé accidentellement par du gaz lacrymogène mardi au cours d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au 10e jour de contestation en Iran, selon l'agence de presse Isna.

"Pour disperser la foule, du gaz lacrymogène a été utilisé dans la ruelle adjacente à l'hôpital" Sina, situé dans le centre de la capitale iranienne, écrit l'agence Isna, après des images devenues virales sur les réseaux sociaux.

"Le réflexe naturel des manifestants a été d'éloigner (le gaz)" et "de ce fait une partie de ces substances s'est involontairement dirigée vers l'hôpital", a précisé mardi soir Isna, citant un communiqué de l'Université des sciences médicales de Téhéran.

L'hôpital Sina est situé à environ 2 kilomètres à vol d'oiseau du Grand bazar de Téhéran, poumon économique du pays et théâtre d'incidents mardi entre manifestants et policiers, qui ont eu recours à du laz lacrymogène pour disperser la foule.

C'est la première fois depuis le début du mouvement le 28 décembre que de tels heurts se produisaient en journée et en plein coeur de Téhéran, où des rassemblements sporadiques sans incident majeur s'étaient principalement tenus en soirée, selon les médias locaux.

Ces rassemblements, initialement contre la vie chère, ont désormais des revendications politiques et se sont étendus au reste du pays.

Dans l'ouest de l'Iran, à plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran, des affrontements localement meurtriers ont été rapportés ces derniers jours. C'est le cas notamment à Malekshahi, un comté d'environ 20.000 habitants où vit une importante population kurde.

Au moins un policier et un membre des forces de sécurité y ont été tués.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a demandé lundi l'ouverture d'une enquête après un premier incident dans un hôpital où des manifestants et forces de l'ordre s'étaient affrontés, selon des ONG.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2026

Syrie: des civils fuient les quartiers kurdes d'Alep, déclarés par l'armée "zone militaire"

Alep (Syrie), 7 jan 2026 (AFP) — Des civils fuient en masse mercredi les quartiers kurdes d'Alep, la grande ville du nord de la Syrie, décrétés "zone militaire" par l'armée syrienne qui a mis en place des "couloirs humanitaires" pour la sortie des habitants.

Des accrochages sporadiques opposent les forces gouvernementales et kurdes, qui tiennent deux quartiers, au lendemain de violences qui ont fait neuf morts.

"Les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh seront considérés comme une zone militaire à partir de 15h00 locales" (12h00 GMT), a annoncé l'armée syrienne, précisant que deux "couloirs humanitaires" étaient mis en place pour la fuite des civils avant ce délai.

Des correspondants de l'AFP ont vu un grand nombre de familles, avec des enfants, fuyant les quartiers kurdes de la deuxième ville de Syrie. Les civils étaient chargés de bagages et certains étaient en pleurs.

"Toutes les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans les quartiers d'Achrafieh et Cheikh Maqsoud constitueront une cible légitime pour l'armée, a-t-elle prévenu dans un communiqué, appelant les habitants à s'en éloigner.

Les affrontements qui ont éclaté mardi sont les plus violents entre le pouvoir syrien et les forces kurdes, qui ont échoué jusqu'à présent à appliquer un accord signé en mars prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.

Une haute responsable kurde, Elham Ahmed, a accusé les autorités syriennes de mener "une guerre génocidaire" contre les Kurdes, les appelant à "résoudre les problèmes à travers le dialogue".

- Souvenirs de guerre -

Face aux violences, les autorités avaient décidé mardi soir de suspendre pour 24 heures tous les vols de l'aéroport et de fermer mercredi les écoles, universités et services gouvernementaux.
Les affrontements de mardi "nous ont rappelé la guerre. Nous n'avons nulle part où fuir", a déclaré à l'AFP Joud Serjian, une mère de famille de 53 ans habitant le quartier syriaque d'Alep.

Au cours de la guerre civile en Syrie (2011-2024), Alep avait connu de violents combats entre les rebelles et les forces du président Bachar al-Assad avant qu'il reprenne le contrôle de la cité en 2016.

L'agence officielle Sana a fait état de bombardements à partir des quartiers kurdes sur des zones tenues par les forces gouvernementales mer-

credi matin, ajoutant que ces dernières avaient riposté.

Le représentant de l'autorité autonome kurde à Damas, Abdel Karim Omar, a déclaré à l'AFP que les deux quartiers kurdes d'Achrafieh et cheikh Maqsoud étaient "encerclés".

Il a démenti tout bombardement depuis ces zones, soulignant qu'elles sont tenues par les forces de sécurité intérieures kurdes (Assayish) "qui ne disposent que d'armes légères".

Ces deux quartiers à majorité kurde d'Alep sont restés sous le contrôle d'unité kurdes liées aux puissantes FDS, malgré un accord de retrait conclu en avril.

Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, contrôlent de vastes étendues dans le nord-est du pays, riches en pétrole et en blé.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

Depuis le renversement du président Bachar al-Assad en décembre 2024, les Kurdes ont des relations tendues avec le pouvoir central au sujet de leur avenir dans la nouvelle Syrie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2026

Syrie: écoles et administrations fermées à Alep, accrochages intermittents

Damas, 7 jan 2026 (AFP) — Les écoles, les administrations et l'aéroport sont restés fermés mercredi à Alep, la grande ville du nord de la Syrie où des accrochages sporadiques opposent les forces gouvernementales et kurdes, au lendemain de violences qui ont fait neuf morts, selon les médias officiels.

Les affrontements de mardi sont les plus violents entre les deux parties, qui ont échoué jusqu'à présent à appliquer un accord signé en mars et prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurdes au sein du nouvel Etat syrien.

"C'était une ville fantôme cette nuit, aucune activité, les magasins fermés, les rues plongées dans le noir en raison des coupures de courant", a raconté à l'AFP Abdel Karim Baqi, un homme de 50 ans qui a fui avec sa femme le quartier kurde d'Achrafieh pour se réfugier chez des proches.

L'agence officielle Sana a fait état de bombardements à partir des quartiers kurdes sur des zones tenues par les forces gouvernementales mercredi matin, ajoutant que ces dernières avaient riposté.

Le représentant de l'autorité autonome kurde à Damas, Abdel Karim Omar, a déclaré à l'AFP que "des efforts sont en cours pour calmer la situation, car l'escalade n'est dans l'intérêt de personne".

Il a ajouté que les deux quartiers kurdes d'Achrafieh et cheikh Maqsoud étaient "encerclés" et démenti tout bombardement depuis ces zones, soulignant qu'elles sont tenues par les forces de sécurité intérieures kurdes (Asayish) "qui ne disposent que d'armes légères".

Face aux violences, les autorités avaient décidé mardi soir de suspendre pour 24 heures tous les vols de l'aéroport de la deuxième ville de Syrie et de fermer mercredi les écoles, universités et services gouvernementaux.

Les affrontements de mardi "nous ont rappelé la guerre. Nous n'avons nulle part où fuir", a déclaré à l'AFP Joud Serjian, une mère de famille de 53 ans habitant le quartier syriaque d'Alep.

Au cours de la guerre civile en Syrie (2011-2024), Alep avait connu des combats entre les rebelles et les forces du président Bachar al-Assad avant qu'il ne reprenne le contrôle de la cité en 2016.

Les affrontements ont éclaté mardi alors que les discussions patinent pour la mise en oeuvre de l'accord signé en mars, qui était censé intégrer avant fin 2025 les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) au sein de l'Etat syrien.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2026

L'armée syrienne bombarde les quartiers kurdes d'Alep après la fuite de milliers d'habitants

Alep (Syrie), 7 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne bombarde mercredi après-midi à l'artillerie les deux quartiers kurdes de la ville d'Alep (nord), après la fin du délai accordé à leurs habitants pour évacuer, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Les forces armées syriennes avaient décrété que ces quartiers seraient considérés comme une "zone militaire" à partir de 15h00 (12h00 GMT), et établi deux "couloirs humanitaires", que des milliers de civils ont emprunté pour fuir avant l'heure butoir, selon des journalistes de l'AFP.

Les affrontements entre les forces gouvernementales qui tiennent la ville d'Alep et des combattants kurdes retranchés dans les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh ont éclaté mardi et fait neuf morts.

Ils sont les plus violents

entre le pouvoir syrien et les forces kurdes, qui ont échoué jusqu'à présent à appliquer un accord signé en mars prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.
Des correspondants de l'AFP ont vu un grand nombre de familles, avec des enfants, fuyant les quartiers kurdes de la deuxième ville de Syrie. Les civils étaient chargés de bagages et certains étaient en pleurs.

"Nous avons fui Cheikh Maksoud, mais nous ne savons pas où aller", dit à l'AFP Ahmad, un homme de 38 ans qui porte son fils sur le dos. "Quatorze ans de guerre, cela suffit".

- "Guerre génocidaire" -

"Nous avons été forcés de partir car la situation est très difficile", affirme pour sa part Ammar Raji, qui porte son chat sous le bras.

"J'ai six enfants, dont deux en bas âge", explique cet homme de 41 ans, qui a fui Achrafieh où il vivait depuis six ans, après avoir été forcé de fuir les combats dans sa région de Manbej, dans la province d'Alep.

L'armée avait prévenu que "toutes les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans les quartiers d'Achrafieh et Cheikh Maqsoud constitueront une cible légitime" après 12H00 GMT, appelant les habitants à s'en éloigner.

Une haute responsable kurde, Elham Ahmed, a accusé les autorités syriennes de mener "une guerre génocidaire" contre les Kurdes, les appelant à "résoudre les problèmes à travers le dialogue".

Face aux violences, les autorités avaient décidé mardi soir de suspendre pour 24 heures tous les vols de l'aéroport et de fermer mercredi les écoles, universités et services gouvernementaux à Alep, deuxième ville de Syrie.

- Souvenirs de guerre -

Les affrontements "nous ont rappelé la guerre. Nous n'avons nulle part où fuir", a déclaré à l'AFP Joud Serjian, une mère de famille de 53 ans habitant le quartier syriaque, sous contrôle gouvernemental.

Au cours de la guerre civile (2011-2024), Alep avait connu de violents combats avant que les forces du président Bachar al-Assad reprennent le contrôle des quartiers tenus par les rebelles fin 2016, provoquant l'exode d'une partie de leurs habitants.

Parallèlement aux bombardements, les forces de sécurité kurdes ont annoncé avoir "déjoué une tentive d'infiltration à l'aide de chars" de l'armée syrienne en direction des quartiers kurdes.

Les autorités syriennes ont pour leur part accusé les forces kurdes de bombarder des zones sous leur contrôle.

Le représentant de l'autorité autonome kurde à Damas, Abdel Karim Omar, a démenti tout bombardement depuis les quartiers kurdes, soulignant qu'ils sont tenus par les forces de sécurité intérieures kurdes (Assayish) "qui ne disposent que d'armes légères".

En avril, des centaines de combattants des FDS s'étaient retirés des deux quartiers kurdes, en vertu d'un accord conclu avec Damas, laissant sur place les Assayish.

Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, contrôlent de vastes étendues dans le nord-est du pays, riches en pétrole et en blé.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

Les négociations entre les Kurdes et le nouveau pouvoir islamiste syrien pour appliquer l'accord sur l'intégration de leurs institutions au sein du nouveau pouvoir islamiste sont dans l'impasse en raison des exigences des deux parties.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2026

Le pouvoir syrien exige le départ des combattants kurdes d'Alep, après des affrontements

Alep (Syrie), 7 jan 2026 (AFP) — Le pouvoir syrien a exigé mercredi le départ des combattants kurdes de deux quartiers qu'ils contrôlent dans la ville d'Alep (nord), encerclés par les forces gouvernementales et dont les habitants ont fui par milliers.

Les combats qui ont éclaté mardi entre les autorités islamistes et les Kurdes ont fait 17 morts, 16 civils et un militaire, selon la Défense civile syrienne.

Ils surviennent alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé les parties à la "retenue" et à la reprise "rapide des négociations" pour la mise en oeuvre de l'accord de mars, par la voix de son porte-parole Stéphane Dujarric.

L'armée syrienne a bombardé à l'artillerie les quartiers de cheikh Maqsoud et Achrafieh dans l'après-midi, après avoir décrété qu'ils seraient considérés comme une "zone militaire" à partir de 15h00 (12h00 GMT).

Mercredi soir, les frappes ont baissé d'intensité, mais des chars et des militaires étaient déployés autour des deux quartiers, selon un corres-

pondant de l'AFP sur place.

- La guerre "cela suffit" -

"L'État syrien réitère sa demande de retrait des groupes armés des quartiers de Cheikh Maksoud et d'Achrafieh", a déclaré le gouvernement dans un communiqué.

Un responsable militaire sur place a affirmé à l'AFP que l'opération de l'armée était "limitée" et visait à "faire pression sur les combattants kurdes pour qu'ils quittent la région et que les autorités étendent leur contrôle sur l'ensemble de la ville".

L'armée avait auparavant établi deux "couloirs humanitaires", que des milliers d'habitants, chargés de bagages et certains en pleurs, ont emprunté pour fuir, selon des journalistes de l'AFP.

La Défense civile a déclaré avoir "évacué plus de 3.000 civils" dans la journée.

"Nous ne savons pas où aller", a dit à l'AFP Ahmad, un homme de 38 ans portant son fils sur le dos. "Quatorze ans de guerre, cela suffit".

"Nous avons été forcés de partir car la situation est très difficile", a pour sa part affirmé Ammar Raji, son chat sous le bras.

"J'ai six enfants, dont deux en bas âge", a expliqué cet homme de 41 ans, déjà forcé de fuir il y a six ans les combats dans sa région de Manbej, pour se réfugier à Alep.

L'armée avait prévenu que "toutes les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans les quartiers d'Achrafieh et Cheikh Maqsoud constituer(aient) une cible légitime" après 12H00 GMT, appelant les habitants à s'en éloigner.

- "Guerre ouverte" -

Une haute responsable kurde, Elham Ahmed, a accusé les autorités syriennes de mener "une guerre génocidaire" contre les Kurdes, les appelant à "résoudre les problèmes à travers le dialogue".

Les autorités ont prolongé jusqu'à jeudi 23h00 (20h00 GMT) la fermeture de l'aéroport d'Alep, décrétée mardi soir. Ecoles, universités et administrations gouvernementales étaient fermés mercredi.

"Nous n'avons nulle part où fuir", a déclaré à l'AFP Joud Serjian, une mère de famille de 53 ans habitant le quartier syriaque, sous contrôle gouvernemental.

Au cours de la guerre civile (2011-2024), Alep avait connu de violents combats avant que les forces du président d'alors, Bachar al-Assad, reprennent le contrôle des quartiers tenus par les rebelles fin 2016, provoquant l'exode d'une partie de leurs habitants.

Les FDS ont affirmé dans un communiqué qu'elles n'avaient aucune présence à Alep depuis le retrait de leurs combattants en avril, en vertu d'un accord avec les autorités, et que les quartiers kurdes étaient tenus par les forces de sécurité intérieures kurdes (Assayish).

Les deux quartiers "ne représentent en aucun cas une menace militaire et ne peuvent servir de base à aucune attaque contre la ville d'Alep", a assuré le communiqué.

Appelant à "mettre fin immédiatement au siège, aux bombardements et à l'attaque militaire visant les civils (..)", les FDS ont averti que "la poursuite de cette agression (..) pourrait replonger l'ensemble de la Syrie dans une guerre ouverte".

Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, contrôlent de vastes étendues dans le nord-est du pays, riches en pétrole et en blé.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

Les combats en cours sont les plus violents à Alep entre les Kurdes et les autorités syriennes depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024.

Le nouveau pouvoir s'est engagé à protéger les minorités mais a été confronté à des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des violences avec les druzes dans le sud en juillet.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 janvier 2026

Syrie: les civils autorisés à fuir les quartiers kurdes d'Alep avant de nouveaux bombardements

Alep (Syrie), 8 jan 2026 (AFP) — Les autorités syriennes ont autorisé les civils à sortir jeudi matin de deux quartiers kurdes d'Alep, encerclés par l'armée, avant de les pilonner à nouveau, au troisième jour des violences dans la grande ville du nord de la Syrie.

Les affrontements pourraient prendre une dimension régionale, la Turquie se disant prête à intervenir aux côtés du pouvoir syrien et Israël prenant la défense des Kurdes.

Les commerces, les universités et les écoles sont restés fermés pour le deuxième jour consécutif dans la deuxième ville de Syrie, selon les correspondants de l'AFP sur place.

Les affrontements qui ont éclaté mardi et ont fait au moins 17 morts sont les plus graves dans la ville entre les autorités islamistes et les Kurdes.

Ils surviennent alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.

Le pouvoir syrien avait exigé mercredi le départ des combattants kurdes des deux quartiers du nord d'Alep qu'ils contrôlent et qui sont encerclés par les forces gouvernementales.

Jeudi matin, des civils fuyaient les quartiers kurdes de Cheikh Maqsoud et Achrafieh en empruntant deux "couloirs humanitaires" mis en place par l'armée, selon les correspondants de l'AFP.

"Nous avons vécu des moments très difficiles, mes enfants étaient terrorisés", a affirmé à l'AFP Rana Issa, 43 ans, qui a quitté le quartier d'Achrafieh. "Nous sommes partis sous les balles des francs-tireurs, beaucoup de gens veulent sortir mais ont peur des snipers".

Les autorités ont accordé trois heures en matinée aux civils pour évacuer, avant la reprise des bombardements, et l'armée a publié une carte d'une position kurde à Cheikh Maqsoud qu'elle compte viser.

Déjà mercredi, des milliers de civils avaient fui les deux quartiers kurdes, chargés de bagages.

- Turquie contre Israël -

Les violences ont exacerbé la rivalité en Syrie entre Israël et la Turquie, qui se livrent une lutte d'influence depuis la chute du pouvoir de Bachar al-Assad il y a plus d'un an.

Ankara, allié des autorités islamistes syriennes, s'est dit prêt à "soutenir" l'armée dans son "opération antiterroriste" contre les combattants kurdes.

"Si la Syrie sollicite notre assistance, la Turquie lui apportera le soutien nécessaire", a indiqué le ministère turc de la Défense.

La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 kilomètres avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les combattants kurdes.

Israël, qui mène de son côté des négociations avec Damas pour parvenir à un accord de sécurité, a condamné les "attaques" du pouvoir syrien contre la minorité kurde d'Alep et fustigé "le silence de la communauté internationale".

"Les attaques menées par les forces du régime syrien contre la minorité kurde dans la ville d'Alep sont graves et dangereuses", a écrit le ministre des Affaires étrangères Gideon Saar sur X.

En juillet, Israël avait bombardé Damas lors de violences entre les autorités islamistes et les druzes dans le sud de la Syrie, affirmant vouloir protéger cette autre minorité.

- Manifestation -

A Qamishli, principale ville de la zone autonome kurde dans le nord-est de la Syrie, des centaines de personnes ont manifesté jeudi à l'appel des autorités locales pour protester contre ces violences, selon des correspondants de l'AFP.

"Non à la guerre", "Non à l'épuration ethnique", proclamaient les banderoles.

"Nous appelons la communauté internationale à intervenir", a déclaré Salaheddine Cheikhmous, 61 ans.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mercredi les parties à la "retenue" et à la reprise "rapide des négociations" pour la mise en oeuvre de l'accord de mars.

Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, contrôlent de vastes étendues dans le nord-est du pays, riches en pétrole et en blé.

Ils ont conclu en mars un accord avec les nouvelles autorités syriennes pour intégrer leurs institutions civiles et les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS) au sein de l'Etat, mais son application piétine en raison d'exigences contradictoires.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 janvier 2026

Syrie: l'armée pilonne les quartiers kurdes d'Alep

Alep (Syrie), 8 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne pilonne jeudi après-midi les quartiers kurdes d'Alep, après avoir autorisé les civils à évacuer, au troisième jour des violences dans la grande ville du nord de la Syrie.

Les affrontements pourraient prendre une dimension régionale, la Turquie se disant prête à intervenir aux côtés du pouvoir syrien et Israël prenant la défense des Kurdes.

Les commerces, universités et écoles sont restés fermés dans la deuxième ville de Syrie, selon les correspondants de l'AFP sur place.

Les violences, qui ont fait au moins 17 morts, sont les plus graves dans la ville entre les autorités islamistes et les Kurdes.

Elles surviennent alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde au sein du nouvel Etat syrien.

L'armée a commencé "à bombarder violemment les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans les quartiers d'Achrafieh et Cheikh Maqsoud", a annoncé dans l'après-midi l'agence officielle Sana.

Les autorités avaient accordé trois heures dans la matinée aux civils pour fuir ces deux quartiers à travers deux "couloirs humanitaires", tout comme la veille, lorsque des habitants étaient partis par milliers.

"Nous avons vécu des moments très difficiles, mes enfants étaient terrorisés", a affirmé à l'AFP Rana Issa, 43 ans, qui a quitté le quartier d'Achrafieh. "Nous sommes partis sous les balles des francs-tireurs, beaucoup de gens veulent sortir mais ont peur des snipers".

Les militaires fouillent les hommes sortant des secteurs kurdes, a constaté un correspondant de l'AFP. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état de plusieurs arrestations.

- "Vulnérable" -

Le pouvoir syrien avait exigé mercredi le départ des combattants kurdes des deux quartiers.

"Alep est la zone la plus vulnérable des FDS. Ces quartiers kurdes sont entourés de tous côtés par des terri-

toires contrôlés par le gouvernement", explique l'analyste Aron Lund.

"A moins d'un accord quelconque - même partiel ou temporaire, comme une sortie de crise - il y a un risque que cela dégénère", avertit ce chercheur du centre Century International.

"Un conflit total Damas-FDS à travers le nord de la Syrie, avec une implication potentielle de la Turquie et d'Israël, pourrait être dévastateur pour la stabilité" du pays, ajoute-t-il. Mais, estime-t-il, "personne ne veut cela" et "les acteurs internationaux, dont les Etats-Unis", pousseront pour un cessez-le-feu.

- Turquie contre Israël -

Les violences ont exacerbé la rivalité en Syrie entre Israël et la Turquie, qui se livrent une lutte d'influence depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024.

Ankara, allié des autorités islamistes syriennes, s'est dit prêt à "soutenir" l'armée dans son "opération antiterroriste" contre les combattants kurdes.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré que son pays menait dans le même temps des "consultations intensives" avec Damas et Washington pour prévenir une "nouvelle effusion de sang" en Syrie.

La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 kilomètres avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les forces kurdes.

Israël, qui mène des négociations avec Damas pour parvenir à un accord de sécurité, a condamné les "attaques" du pouvoir syrien contre la minorité kurde d'Alep et fustigé "le silence de la communauté internationale".

En juillet, Israël avait bombardé Damas lors de violences entre les autorités islamistes et les druzes dans le sud de la Syrie, affirmant vouloir protéger cette autre minorité.

- Manifestation -

A Qamishli, principale ville de la zone autonome kurde dans le nord-est du pays, des centaines de personnes ont manifesté jeudi à l'appel des autorités locales pour protester contre ces violences, selon des correspondants de l'AFP.

"Nous appelons la communauté internationale à intervenir", a déclaré Salaheddine Cheikhmous, 61 ans.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mercredi les parties à la "retenue" et à la reprise "rapide des négociations" pour la mise en oeuvre de l'accord de mars.

A la veille d'une visite prévue à Damas de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l'UE a également appelé les belligérants à faire preuve de "retenue" et à "protéger les civils".

Les Kurdes, une importante minorité ethnique en Syrie, contrôlent de vastes étendues dans le nord-est du pays.

Ils ont conclu en mars un accord avec les nouvelles autorités syriennes pour intégrer leurs institutions civiles et les puissantes FDS au sein de l'Etat, mais son application piétine en raison d'exigences contradictoires.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 janvier 2026

La Turquie prête à "soutenir" l'armée syrienne contre les combattants kurdes à Alep

Ankara, 8 jan 2026 (AFP) — La Turquie s'est dite prête jeudi à "soutenir" l'armée syrienne dans son "opération antiterroriste" contre les combattants kurdes à Alep, principale ville du nord de la Syrie, a annoncé le ministère turc de la Défense.

"Si la Syrie sollicite notre assistance, la Turquie lui apportera le soutien nécessaire", a indiqué le ministère turc, au troisième jour d'affrontements meurtriers entre forces gouvernementales et kurdes.

"La sécurité de la Syrie est notre sécurité", a insisté le ministère turc de la Défense, qui affirme que les combats sont menés jusqu'ici "intégralement par l'armée syrienne".

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré de son côté qu'Ankara menait des "consultations intensives" avec Damas et Washington depuis deux jours afin de prévenir une "nouvelle effusion de sang" en Syrie.

Les affrontements qui ont éclaté mardi, les plus graves à Alep entre les forces gouvernementales et les combattants kurdes, ont fait au moins 17 morts, selon la Défense civile syrienne.

Ils interviennent alors que le pouvoir syrien et les forces kurdes ont échoué jusqu'à présent à appliquer un accord signé en mars prévoyant l'intégration des institutions de l'administration autonome kurde du nord du pays au sein du nouvel Etat syrien.

Les autorités syriennes ont prévenu jeudi matin qu'elles allaient reprendre le bombardement de deux quartiers d'Alep encerclés par l'armée.

La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 km avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les combattants kurdes.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 janvier 2026

Iran: nouveaux heurts, l'opposition appelle à intensifier la mobilisation

Paris (France), 8 jan 2026 (AFP) — La police a de nouveau ouvert le feu et dispersé avec du gaz lacrymogène des manifestants en Iran, secoué depuis douze jours par un mouvement de contestation défiant le pouvoir et soutenu par des opposants en exil qui ont appelé jeudi à de nouvelles mobilisations.

La police a fait usage mercredi de gaz lacrymogènes notamment dans les villes de Kerman (sud-est) et Tonekabon, sur la mer Caspienne, selon des ONG.

Par ailleurs, un policier iranien a été poignardé en "participant aux efforts destinés à contrôler des troubles" près de Téhéran et est mort quelques heures après, a annoncé jeudi l'agence de presse iranienne Fars.

Depuis le début du mouvement, parti le 28 décembre de Téhéran, des rassemblements ont eu lieu dans au moins une cinquantaine de villes, surtout dans l'ouest du pays, et 25 provinces sur 31 ont été concernées, selon un décompte de l'AFP basé sur les annonces officielles et des médias.

Ces manifestations, initialement liées au coût de la vie, sont les plus importantes en Iran depuis celles ayant eu lieu après la mort en 2022 de Mahsa Amini, arrêtée pour un voile prétendument mal ajusté.

Dans les manifestations actuelles, les protestataires scandent des slogans tels que "c'est la bataille finale, Pahlavi reviendra" (en référence à la dynastie chassée par la Révolution islamique en 1979) ou "Seyyed Ali sera démis", en référence au guide suprême Ali Khamenei, au pouvoir depuis 1989.

- "Sans précédent" -

La participation aux manifestations de mercredi est "sans précédent", a affirmé Reza Pahlavi, fils de l'ancien chah et figure de l'opposition en exil, en appelant à de nouvelles manifestations jeudi soir.

Le "régime est profondément effrayé et tente, une fois encore, de couper internet" afin d'entraver la mobilisation, a-t-il assuré dans un message posté sur les réseaux sociaux.

De leur côté, sept partis d'opposition kurdes iraniens basés en Irak ont appelé à une grève générale jeudi des Kurdes en Iran, en soutien au mouvement de contestation.

Selon le mouvement de défense des droits humains Hengaw, basé en Norvège, cet appel à la grève a été largement suivi, avec environ 30 villes et villages concernés. Hengaw a publié des images de magasins fermés dans les provinces d'Ilam, Kermanshah et Lorestan (ouest).

Human Rights Activists News Agency (HRANA), basée aux Etats-Unis, a publié une vidéo montrant des manifestants à Kuhchenar, dans la province de Fars (sud), applaudissant après avoir renversé, de nuit, une statue de Qassem Soleimani, important commandant des Gardiens de la Révolution tué dans une frappe américaine en Irak en 2020, et célébré en héros par la République islamique.

Des chaînes de télévision en langue persane basées hors d'Iran ont également diffusé des images montrant une statue de Soleimani en feu dans la ville Kashan (centre). L'AFP n'était pas en mesure de vérifier ces images pour l'heure.

- tirs et lacrymos -

HRANA a également publié une vidéo montrant des personnes rassemblées à Karaj, près de Téhéran, et ayant allumé des feux dans les rues. HRANA a aussi diffusé des images des forces de l'ordre dispersant des manifestants avec du gaz lacrymogène dans la ville de Tonekabon.
Selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, les forces de sécurité ont "ouvert le feu sur des manifestants, fait usage de gaz lacrymogènes et violemment agressé des civils" mercredi, lors d'une manifestation à Kerman (sud).

Depuis le début du mouvement, au moins 27 protestataires ont été tués "par des tirs ou d'autres formes de violence perpétrées par les forces de sécurité", dont cinq mineurs, selon le dernier bilan d'IHR.

Les organisations de défense des droits humains accusent également les autorités de mener des descentes dans les hôpitaux pour arrêter des manifestants blessés.

Selon Amnesty International, un "usage illégal de la force" a été observé sur "plus de dix journées" de manifestations. "Les forces de sécurité iraniennes ont blessé et tué" des manifestants mais aussi de simples témoins de ces évènements, d'après l'organisation.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 janvier 2026

Syrie: l'armée bombarde des quartiers kurdes d'Alep que les combattants refusent d'évacuer

Alep (Syrie), 9 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a repris vendredi ses bombardements sur un quartier kurde d'Alep après que des combattants appartenant à cette minorité ont refusé d'évacuer, défiant les autorités qui avaient décrété un cessez-le-feu.

Les violences, qui ont tué au moins 21 civils depuis mardi, sont les plus graves dans cette grande ville du nord de la Syrie entre le gouvernement central et les Kurdes, une importante minorité ethnique contrôlant une partie du nord-est du pays.

Les combats ont contraint des dizaines de milliers de civils à fuir, l'ONU estimant à au moins 30.000 le nombre de familles déplacées.

Un cessez-le-feu avait été annoncé tôt vendredi par les autorités, qui avaient affirmé que les combattants kurdes encerclés dans les deux quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh seraient évacués vers la zone autonome kurde du nord-est du pays.

Les autorités avaient même acheminé des cars pour évacuer les combattants, mais ces derniers ont annoncé refuser toute "reddition" et dit qu'ils voulaient défendre leurs quartiers.

L'armée syrienne a alors annoncé qu'elle reprendrait le bombardement de "sites militaires" à Cheikh Maqsoud, appelant les habitants à s'en éloigner.

Le ministère de la Défense a déclaré qu'un dépôt de munitions sur l'un des sites avait été détruit.

Tard vendredi, un correspondant de l'AFP a signalé des bombardements à l'artillerie lourde et des tirs.

L'armée a annoncé que trois soldats avaient été tués par des tirs des forces kurdes et annoncé "le début d'opérations de ratissage" à la recherche de combattants dans le quartier de Cheikh Maqsoud, avant qu'il ne soit remis aux forces de sécurité.

Dans la journée, l'armée avait permis aux civils désireux de fuir d'emprunter deux "couloirs humanitaires" entre 13h00 et 15h00 GMT. Un correspondant de l'AFP a vu des habitants sortir de Cheikh Maqsoud sous la pluie, chargés de bagages.

Les Kurdes ont annoncé en fin d'après-midi que le quartier était "violemment bombardé par les factions relevant du gouvernement de Damas".

La télévision syrienne a pour sa part accusé les Kurdes d'avoir lancé des drones sur des quartiers résidentiels d'Alep.

- Emissaire américain -

Les violences ont éclaté alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et ses forces armées, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), au sein du nouvel Etat.

Les Kurdes restent déterminés à respecter les accords conclus avec Damas, a affirmé vendredi à l'AFP une haute responsable de l'administration locale kurde.

"La partie gouvernementale cherche, par ces attaques, à mettre fin aux accords conclus. Nous y sommes attachés et nous nous efforçons de les mettre en oeuvre", a déclaré Elham Ahmed, chargée des relations extérieures.

Ces violences "mettent à l'épreuve le cadre déjà fragile d'intégration entre Damas et les FDS", a estimé Nanar Hawach, de l'International Crisis Group. "Le recours à la pression militaire montre qu'on s'éloigne de la négociation technique vers des formes plus coercitives".

La responsable kurde a par ailleurs "remercié" les Etats-Unis pour leur rôle de médiateur.

Une source diplomatique a indiqué à l'AFP que l'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrack était "en route pour Damas".

- France et Turquie -

La Turquie, alliée des autorités syriennes, a "salué favorablement" l'opération de l'armée syrienne.

Ankara, qui possède une frontière de plus de 900 kilomètres avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les forces kurdes.

Pour sa part, le président français Emmanuel Macron a rappelé à son homologue syrien Ahmad al-Chareh, au cours d'un entretien téléphonique, "l'attachement de la France à une Syrie unie où l'ensemble des composantes de la société sont représentées et protégées".

Les combats en cours sont les plus violents à Alep entre les Kurdes et les autorités syriennes depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024.

Le nouveau pouvoir islamiste s'était engagé à protéger les minorités mais a été confronté à des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des violences avec les druzes dans le sud en juillet.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 janvier 2026

Washington appelle Damas et les Kurdes au dialogue après des combats meurtriers en Syrie

Alep (Syrie), 10 jan 2026 (AFP) — Les Etats-Unis ont appelé samedi le gouvernement syrien et les forces kurdes à renouer le dialogue, après plusieurs jours de combats meurtriers à Alep qui ont poussé sur la route des dizaines de milliers de personnes.

La situation dans la deuxième ville de Syrie est confuse, les deux camps enchaînant les déclarations contradictoires.

Les autorités ont annoncé la reddition des combattants kurdes retranchés dans un quartier d'Alep, dans le nord du pays, et leur évacuation vers la zone autonome kurde dans le nord-est. Des allégations "totalement fausses", selon les forces kurdes.

Depuis Damas, l'émissaire américain Tom Barrack a lancé un appel à la "retenue" et à la fin des des hostilités après avoir rencontré le président Ahmad al-Chareh.

Les affrontements, les plus violents à Alep depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, ont tué au moins 21 civils depuis mardi, et provoqué le déplacement d'environ 155.000 personnes, selon les chiffres officiels.

Ils fragilisent encore plus un accord conclu en mars entre les deux parties pour intégrer les institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde au sein de l'Etat, qui n'a pas encore été appliqué.

- Escorte des forces de sécurité -

Après avoir déjà pris le contrôle d'Achrafieh, l'autre quartier tenu par les Kurdes, l'armée syrienne a annoncé samedi la fin de ses opérations à Cheikh Maqsoud.

Des combattants kurdes, "qui ont annoncé se rendre, ont été transférés par car, sous la supervision du ministère de l'Intérieur", vers la zone autonome kurde, selon la télévision d'Etat.

Un correspondant de l'AFP posté à l'entrée du quartier Cheikh Maqsoud a vu au moins cinq cars transporter des hommes, escortés par les forces de sécurité.

Mais les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes, ont livré une tout autre version, parlant de "civils déplacés de force", ou "de civils enlevés et transférés vers un lieu inconnu".

Prises au piège pendant des jours, des familles hagardes ont enfin pu quitter le lieu des combats, a constaté le journaliste de l'AFP.

Des hommes portent leurs enfants sur le dos, des femmes et des enfants pleurent. "Papa, papa", répète une petite fille cherchant son père.

Mais plusieurs dizaines de jeunes gens sont mis à l'écart par les forces de sécurité, qui les forcent à s'asseoir par terre, tête baissée, sous leur garde, avant de les embarquer dans des cars, selon le correspondant.

Ces jeunes hommes sont des "combattants" en cours de "transfert vers des centres de détention", a affirmé à l'AFP une source sécuritaire syrienne ayant requis l'anonymat.

- "Faire sortir mes enfants" -

Les combats avaient débuté mardi à Alep où les deux camps s'accusaient mutuellement d'en être à l'origine.

Le gouvernement syrien, qui se dit déterminé à asseoir son autorité sur l'ensemble d'Alep, avait appelé vendredi les forces kurdes à quitter la ville.

Mais les combattants retranchés à Cheikh Maqsoud avaient alors refusé toute reddition.

Les FDS, qui ont été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique en Syrie, sont soutenues par Washington qui appuie également Ahmad al-Chareh.

Les combats ont fait craindre une escalade régionale, la Turquie voisine se disant prête à intervenir aux côtés des autorités syriennes et Israël prenant la défense des Kurdes.

Depuis la chute de Bachar al-Assad, le pouvoir islamiste s'est engagé à protéger les minorités. Mais les combats d'Alep sont le troisième épisode de violences avec des minorités, après des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des combats avec les druzes dans le sud en juillet.

Les Kurdes, qui ont tiré profit du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, y compris des champs pétroliers et gaziers, réclament notamment un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette Damas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 janvier 2026

Syrie: l'armée annonce avoir achevé son opération à Alep contre les Kurdes, qui démentent

Alep (Syrie), 10 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a annoncé samedi avoir bouclé son opération contre le dernier bastion kurde d'Alep, une affirmation toutefois démentie par les forces kurdes qui affirment continuer à se battre face aux troupes gouvernementales.

Les affrontements dans cette grande ville du nord de la Syrie entre le gouvernement central et les Kurdes, qui contrôlent une partie du nord-est du pays, ont tué au moins 21 civils depuis mardi.

Ils ont aussi fait environ 155.000 déplacés, pour la plupart des habitants des quartiers kurdes, selon les autorités.

Ces combats, les plus violents à Alep depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, ont éclaté alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et les FDS au sein du nouvel Etat.

Après avoir déjà pris le contrôle d'Achrafieh, l'autre quartier tenu par les Kurdes, l'armée syrienne a fait état, dans une déclaration à l'agence officielle Sana, de "l'arrêt de toutes les opérations militaires à Cheikh Maqsoud, à partir de 15H00 (12H00 GMT)".

Les combattants kurdes seront "transférés" vers la ville de Tabaqa, contrôlée par les Kurdes, dans le nord-est de la Syrie, a-t-elle ajouté.

Mais les forces kurdes ont nié des "allégations sans fondement" et affirmé que les combats se poursuivaient. Et des tirs étaient toujours entendus en début d'après-midi, selon des correspondants de l'AFP, qui avaient vu plus tôt l'armée entrer dans le quartier et des militaires secourir des civils bloqués dans leurs maisons.

- "Faire sortir mes enfants" -

A l'entrée du quartier, Imad al-Ahmad, un homme de 60 ans, attendait d'être autorisé par les forces de sécurité à revenir chez lui. "Je suis parti il y a quatre jours (..) je me suis réfugié chez ma soeur. Je reviens voir ma maison", dit-il.

Nahed Mohammad Qassab, une veuve de 40 ans, raconte être partie avant les combats pour assister à des obsèques. "Mes trois enfants sont toujours à l'intérieur, chez ma voisine, je veux les faire sortir", affirme-t-elle. Vendredi, comme les jours précédents, l'armée avait permis aux civils désireux de fuir d'emprunter deux "couloirs humanitaires" pour fuir les quartiers kurdes et un journaliste de l'AFP a vu des habitants sortir sous la pluie, chargés de bagages.

Damas avait appelé vendredi les forces kurdes à quitter la ville, leur promettant de les acheminer en toute sécurité vers les zones contrôlées par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans le nord-est du pays.

Mais les combattants retranchés à Cheikh Maqsoud ont alors refusé toute reddition. Et selon une source militaire citée par la télévision officielle, elles ont "lancé des drones d'attaque sur des quartiers d'Alep" à partir de leurs positions à l'est de la ville.

- "Protection kurde locale" -

Avant les annonces contradictoires de l'armée et des Kurdes, une haute responsable de l'administration kurde syrienne, Elham Ahmed, n'avait pas exclu un retrait, mais posé comme condition de maintenir "une protection kurde locale" aux habitants des quartiers kurdes d'Alep.

"La partie gouvernementale cherche, par ces attaques, à mettre fin aux accords conclus. Nous y sommes attachés et nous nous efforçons de les mettre en oeuvre", avait-elle dit vendredi à l'AFP.

A Amman, l'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrack a affiché l'engagement des États-Unis à oeuvrer pour "assurer le retrait pacifique des FDS" d'Alep et "garantir la sécurité" des civils, à l'issue d'un entretien avec le chef de la diplomatie jordanienne, Ayman Safadi.

Les FDS, qui ont été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes de l'Etat islamique en Syrie, sont soutenues par Washington qui appuie également le pouvoir islamiste d'Ahmad al-Chareh.

Depuis la chute de Bachar al-Assad, le nouveau pouvoir islamiste s'est engagé à protéger les minorités mais a été confronté à des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des violences avec les druzes dans le sud en juillet.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 janvier 2026

Syrie: les forces kurdes quittent Alep après des jours de combats meurtriers

Alep (Syrie), 11 jan 2026 (AFP) — Les forces kurdes en Syrie ont annoncé dimanche l'évacuation de leurs combattants des deux quartiers où ils étaient retranchés à Alep, après plusieurs jours de combats meurtriers contre les forces gouvernementales.

"Nous sommes parvenus à un accord qui a conduit à un cessez-le-feu et permis l'évacuation des martyrs, des blessés, des civils pris au piège et des combattants des quartiers d'Achrafieh et de Cheikh Maqsoud vers le nord et l'est de la Syrie", ont écrit les Forces démocratiques kurdes (FDS) dans un communiqué.

L'agence officielle syrienne Sana a confirmé que "les bus transportant le dernier groupe de membres des FDS ont quitté le quartier de Cheikh Maqsoud à Alep, en direction du nord-est".

Après avoir pris le contrôle d'Achrafieh, l'armée syrienne avait déjà annoncé samedi la fin de ses opérations à Cheikh Maqsoud et le départ des combattants kurdes vers le nord. Mais les forces kurdes avaient démenti ces affirmations.

Les affrontements, les plus violents à Alep depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, ont fait au moins 21 morts parmi les civils depuis mardi, et provoqué le déplacement d'environ 155.000 personnes, selon les données officielles.

- Accusations mutuelles -

Les deux camps s'accusent mutuellement d'en être à l'origine.

Ces combats ont fragilisé encore plus un accord conclu en mars entre les deux parties pour intégrer les institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde au sein de l'Etat syrien, qui n'a pas encore été appliqué.

L'évacuation des combattants a été obtenue "grâce à la médiation des parties internationales pour mettre fin aux attaques et aux violations commises contre notre peuple à Alep", a affirmé le FDS, après avoir au contraire dénoncé quelques heures plus tôt des déplacements forcés et des enlèvements de civils.

Depuis Damas, l'émissaire américain Tom Barrack avait lancé samedi un appel à la "retenue" et à la fin des hostilités, après avoir rencontré le président Ahmad al-Chareh dont le gouvernement se dit déterminé à asseoir son autorité sur Alep, la deuxième ville du pays.

Un correspondant de l'AFP posté samedi à l'entrée du quartier Cheikh Maqsoud a vu au moins cinq autocars transporter des hommes, escortés par les forces de sécurité.

Prises au piège pendant des jours, des familles hagardes ont enfin pu quitter le lieu des combats.

Des hommes portent leurs enfants sur le dos, des femmes et des enfants pleurent. "Papa, papa", répète une petite fille cherchant son père.

Mais plusieurs dizaines de jeunes gens sont mis à l'écart par les forces de sécurité, qui les forcent à s'asseoir par terre, tête baissée, sous leur garde, avant de les embarquer dans des cars.

Les FDS, qui ont été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique en Syrie, sont soutenues par Washington qui appuie également Ahmad al-Chareh.

Les combats ont fait craindre une escalade régionale, la Turquie voisine se disant prête à intervenir aux côtés des autorités syriennes et Israël prenant la défense des Kurdes.

Depuis la chute de Bachar al-Assad, le pouvoir islamiste s'est engagé à protéger les minorités. Mais les combats d'Alep sont le troisième épisode de violences avec des minorités, après des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des combats avec les druzes dans le sud en juillet.

Les Kurdes, qui ont tiré profit du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, y compris des champs pétroliers et gaziers, réclament notamment un système de gouvernance décentralisé, ce que rejette Damas.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 janvier 2026

Syrie: les habitants d'un quartier kurde d'Alep rentrent chez eux après de violents combats

Alep (Syrie), 11 jan 2026 (AFP) — A l'entrée d'un quartier kurde d'Alep, des habitants sont fouillés dimanche par des forces de sécurité syriennes, avant de rentrer chez eux pour découvrir des rues jonchées de décombres et des façades noircies laissées par des jours de combats meurtriers entre forces gouvernementales et kurdes.

Abdul Qader Satar, 34 ans, qui se déplace en fauteuil roulant, raconte être parti de son quartier à majorité kurde d'Achrafieh dès "le premier jour" des combats, mardi, pour se réfugier dans une mosquée.

"Nous sommes partis précipitamment, avec seulement les vêtements que nous avions sur le dos (...) et maintenant nous sommes revenus vérifier l'état de la maison", dit-il à l'AFP.

Des familles avec enfants portant sacs et couvertures

s'avancent aussi dans le quartier, jonché de carcasses de voitures. A l'arrière d'un pick-up, des femmes tiennent des drapeaux syriens.

- "Tous Syriens" -

L'autre quartier kurde de la ville, Cheikh Maqsoud, le plus touché par les combats, reste interdit d'accès aux habitants. Seules des ambulances y sont entrées, après l'évacuation dans la nuit des derniers combattants kurdes.

Mohammed Bitar, 39 ans, qui est lui resté à Achrafieh, est soulagé de la fin des hostilités: "nous ne voulions pas que les choses en arrivent là (...) nous avons eu assez de sang versé".

"Il n'y a ni Arabes ni Kurdes, nous sommes tous Syriens", veut-il croire.

Les affrontements ont été les plus violents dans la deuxième ville syrienne depuis la chute du président Bachar al-Assad en décembre 2024 et le début d'un précaire processus de stabilisation du pays meurtri par près de 14 ans de guerre civile.

Les combats ont fait au moins 24 morts et 129 blessés, et déplacé 155.000 personnes, selon les autorités syriennes, avant la reprise dimanche du contrôle des deux quartiers par le pouvoir central syrien.

Yahya al-Soufi, qui dit avoir fui "sous les balles" a découvert à son retour sa maison "pillée et avec un trou dans le mur".

"Maintenant que le calme est revenu, nous allons faire des réparations et rétablir l'eau et l'électricité", dit ce commerçant de 49 ans, devant un ouvrier qui rebouche le mur de son appartement.

Dans la pharmacie où il travaille et qui a rouvert, Ammar Abdel Qader, 48 ans, explique s'être avec sa famille réfugié "dans les pièces intérieures" de son domicile pendant les combats.

Des immeubles alentours ont encore leurs fenêtres bouchées par des sacs de sable.

- Vengeance -

A six heures de route de là, dans la ville kurde de Qamichli (nord-est), l'un des combattants évacués jure à son arrivée de se "venger" après avoir enlacé sa mère, tous deux en pleurs.

"Nous vengerons Cheikh Maqsoud, nous vengerons nos martyrs", lance aussi Oum Dalil, une femme de 55 ans, dans la foule de centaines de personnes massés pour accueillir le convoi des évacués.

"Le peuple kurde ne tombera pas, le peuple kurde triomphera, nous nous battrons jusqu'au bout et la victoire sera la nôtre", dit-elle alors que des slogans fusent contre le président syrien Ahmad al-Chareh.

Les combats sont intervenus alors que les négociations pour mettre en oeuvre un accord conclu en mars 2025, visant à intégrer les institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde au sein de l'Etat syrien, sont dans l'impasse.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 janvier 2026

Nouvelle manifestation à Téhéran, craintes d'une répression brutale

Paris (France), 11 jan 2026 (AFP) — Des Iraniens ont défilé samedi soir à Téhéran et scandé des slogans hostiles au pouvoir, malgré les craintes grandissantes de répression brutale dans le pays coupé du monde par un blocage d'internet.

Des ONG ont signalé des dizaines de morts depuis le début du mouvement il y a deux semaines, alors que la République islamique fait face à une mobilisation inédite depuis trois ans et l'un de ses plus grands défis depuis sa proclamation en 1979.

Selon une vidéo authentifiée par l'AFP, une manifestation a débuté tard samedi soir dans un quartier du nord de Téhéran.

Des feux d'artifice ont été tirés au-dessus de la place Punak tandis que des manifestants tapaient sur des casseroles et scandaient des slogans en soutien à la dynastie Pahlavi, chassée par le Révolution islamique en 1979.

Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux, que l'AFP n'a pas pu vérifier dans l'immédiat, montraient des manifestations dans d'autres quartiers de la capitale, où des protestataires scandaient des slogans hostiles au gouvernement.

Donald Trump a affirmé samedi que l'Iran "aspirait à la liberté" et que les Etats-Unis "se tenaient prêts à aider", sur sa plateforme Truth Social. Il avait plus tôt menacé de "frapper très fort" le pays en cas de vague de répression meurtrière.

Selon le New York Times, le président américain a été briefé ces derniers jours sur les options à sa disposition concernant de possibles frappes, y compris visant des cibles civiles.

Le quotidien, qui cite des sources anonymes, souligne qu'il n'a pas pris de décision finale mais "envisage sérieusement" une nouvelle intervention, après avoir bombardé trois importants sites nucléaires iraniens en juin.

Peu d'informations filtrent de la situation sur le terrain, les Iraniens étant privés d'internet depuis jeudi à la suite d'une décision des autorités, selon l'ONG de surveillance de la cybersécurité Netblocks.

- Corps entassés -

Ce blocage vise "à dissimuler les violences infligées lors de la répression", ont mis en garde les cinéastes iraniens dissidents Jafar Panahi et Mohammad Rasoulof.

"C'est le prix à payer pour la victoire du peuple", a déclaré samedi un habitant de Téhéran.

Depuis le début le 28 décembre de la contestation, initialement liée au coût de la vie, au moins 51 manifestants, dont neuf enfants, ont été tués et des centaines d'autres blessés, a dénombré vendredi l'organisation Iran Human Rights, basée en Norvège.

Elle a diffusé des images montrant, selon elle, des cadavres de manifestants empilés dans un hôpital de Téhéran.

Après une forte mobilisation jeudi, de nouveaux rassemblements avaient secoué Téhéran et d'autres grandes villes dans la nuit de vendredi à samedi, selon des images vérifiées par l'AFP, diffusées sur les réseaux sociaux via des moyens satellitaires.

Dans le quartier de Saadatabad à Téhéran, des Iraniens avaient scandé des slogans anti-gouvernementaux, notamment "Mort à Khamenei", du nom du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

L'ancien prince héritier Reza Pahlavi, figure de l'opposition iranienne en exil aux Etats-Unis, a appelé samedi les Iraniens à "se préparer à prendre" les centres-villes.

- "Saboteurs" -

Rues désertes et plongées dans l'obscurité, un journaliste de l'AFP avait décrit jeudi et vendredi une capitale inhabituellement peu animée, avant le début des manifestations en soirée. Il a aussi vu des vitrines de magasins brisées et des forces de sécurité se déployer.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a fustigé des "vandales" et "saboteurs" à la botte de Donald Trump.

L'armée iranienne a de son côté assuré qu'elle protégerait "les intérêts nationaux" contre un "ennemi cherchant à perturber l'ordre et la paix".

La télévision d'Etat a diffusé samedi des images des funérailles à Chiraz (sud) de membres des forces de sécurité tués lors des manifestations. Elle a également montré des images de bâtiments en feu, y compris des mosquées.

De nombreuses capitales occidentales ont condamné l'usage de la force contre les manifestants. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a exprimé le plein soutien de l'Europe aux "femmes et hommes iraniens qui réclament la liberté", dénonçant la "répression violente".

A Londres, le drapeau de la République islamique a brièvement été remplacé par celui, orné d'un lion et d'un soleil, de l'ancien régime monarchique au fronton de l'ambassade iranienne par un manifestant, lors d'un rassemblement de plusieurs centaines de personnes.

Le pouvoir iranien n'avait pas été confronté à une telle contestation depuis celle provoquée par la mort en détention en 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde arrêtée pour avoir enfreint le strict code vestimentaire féminin.

Cette mobilisation survient dans un pays affaibli par une guerre avec Israël en juin et les coups portés à plusieurs de ses alliés régionaux, ainsi que par les sanctions liées à son programme nucléaire rétablies en septembre par l'ONU.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 janvier 2026

Des milliers de manifestants à Téhéran en soutien au pouvoir iranien

Paris (France), 12 jan 2026 (AFP) — Des milliers de manifestants se sont rassemblés lundi sur une grande place du centre de Téhéran en soutien au pouvoir iranien, confronté à un vaste mouvement de contestation dont la répression aurait fait des centaines de morts.

Après des menaces répétées de Donald Trump d'intervenir militairement si la répression se poursuivait, le chef de la diplomatie iranienne a affirmé lundi que son pays était prêt à la guerre mais aussi à négocier.

Face à l'un de ses plus grands défis depuis la proclamation de la République islamique en 1979, le pouvoir cherche à présent à reprendre la main en faisant descendre dans les rues des milliers de ses partisans, après avoir imposé une coupure totale des communications internet depuis le 8 janvier.

Lundi, à l'appel du président Massoud Pezeshkian, des milliers d'Iraniens ont envahi la place de la Révolution, au coeur de Téhéran, brandissant le drapeau de la République islamique, en signe de soutien au pouvoir et pour rendre hommage aux membres des forces de sécurité morts durant les manifestations, selon les images diffusées par la télévision d'Etat.

Des prières étaient récitées pour les victimes de ce que le gouvernement a qualifié "d'émeutes". L'Iran mène une guerre contre les "terroristes", a lancé le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, devant le rassemblement.

D'autres manifestations similaires ont eu lieu dans plusieurs villes, selon ces images, tandis que le gouvernement a décrété trois jours de deuil national.

Les médias officiels iraniens ont affirmé que des dizaines de membres des forces de sécurité avaient été tués depuis le début des manifestations le 28 décembre tandis que les groupes de défense des droits humains basés à l'étranger font état de centaines, voire de milliers de morts dans la répression.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a déclaré dimanche avoir confirmé la mort d'au moins 192 manifestants, mais averti que le bilan pourrait être beaucoup plus lourd et dénoncé un "massacre".

"Des informations non vérifiées indiquent qu'au moins plusieurs centaines, voire plus de 2.000 personnes selon certaines sources, auraient été tuées", a souligné l'ONG, parlant aussi de plus de 2.600 arrestations.

Les Moudjahidine du Peuple (MEK), une organisation interdite en Iran, ont affirmé que, selon des sources à l'intérieur du pays, plus de 3.000 personnes avaient été tuées.

Sur une vidéo authentifiée dimanche par l'AFP, on voit des dizaines de corps enveloppés dans des sacs noirs devant une morgue de la capitale, et ce qui semble être des Iraniens à la recherche de leurs proches disparus.

- Canal de communication "ouvert" -

Le mouvement de contestation, initialement lié au coût de la vie, défie à présent ouvertement le pouvoir. Il survient dans un pays affaibli par la guerre de 12 jours avec Israël en juin 2025 et les coups portés à plusieurs de ses alliés régionaux, ainsi que par les sanctions liées à son programme nucléaire, rétablies en septembre par l'ONU.

Après des menaces répétées d'une intervention militaire des Etats-Unis, le président américain a affirmé dimanche que les dirigeants iraniens voulaient "négocier" et qu'une réunion était "en cours de préparation", sans toutefois écarter l'option militaire.

Les Etats-Unis avaient déjà mené en juin des frappes contre les installations nucléaires iraniennes, en soutien à Israël.

"Nous pourrions devoir agir avant une rencontre", a affirmé Donald Trump, en ajoutant que l'armée américaine étudiait des "options très fortes".

"La République islamique d'Iran ne cherche pas la guerre, mais est tout à fait préparée pour la guerre", a répondu lundi le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi.

"Nous sommes également prêts à des négociations, mais ces négociations doivent être équitables (...) et fondées sur le respect mutuel", a-t-il ajouté.

Le ministère des Affaires étrangères a par ailleurs déclaré qu'un canal de communication était "ouvert" entre l'Iran et l'émissaire américain pour le Moyen-Orient.

Mais le président du Parlement iranien a menacé d'infliger à Donald Trump une leçon "inoubliable" en cas d'attaque américaine.

- Hôpitaux "débordés" -

Le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI), dont le siège est à New York, a affirmé dimanche que les hôpitaux étaient "débordés" par l'afflux de manifestants blessés et que les réserves de sang diminuaient.

La télévision d'Etat a diffusé des images de bâtiments en feu, dont une mosquée, ainsi que de cortèges funéraires d'agents des forces de l'ordre.

Le fils de l'ancien chah d'Iran, chassé du pouvoir en 1979, et figure de l'opposition iranienne en exil aux Etats-Unis, Reza Pahlavi, a exhorté sur les réseaux sociaux les forces armées et de sécurité à "se tenir aux côtés du peuple".

Ce mouvement de contestation est d'une ampleur sans précédent depuis celui qui avait ébranlé l'Iran après la mort en septembre 2022 de la jeune Kurde Mahsa Amini, arrêtée par la police des moeurs pour avoir prétendûment enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 janvier 2026

L'Iran se dit prêt à la guerre, le bilan humain des manifestations s'alourdit

Paris (France), 12 jan 2026 (AFP) — Le chef de la diplomatie iranienne a affirmé lundi que l'Iran était prêt à la guerre mais aussi à négocier, après des menaces répétées de Donald Trump d'intervenir militairement si la répression du mouvement de contestation qui aurait fait des centaines de morts se poursuivait.

Face aux grandes manifestations observées ces derniers jours à Téhéran et dans d'autres grandes villes, les autorités ont cherché à reprendre la main en appelant à des contre-manifestations lundi en soutien à la République islamique, confrontée à l'un de ses plus grands défis depuis sa proclamation en 1979.

Depuis le 8 janvier, l'Iran est soumis à une coupure totale des communications internet, visant selon les défenseurs des droits de l'homme à masquer l'étendue de la répression.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, a déclaré dimanche avoir confirmé la mort d'au moins 192 manifestants depuis le début du mouvement le 28 décembre, mais averti que le bilan pourrait être beaucoup plus lourd et dénoncé un "massacre".

"Des informations non vérifiées indiquent qu'au moins plusieurs centaines, voire plus de 2.000 personnes selon certaines sources, auraient été tuées", a souligné l'ONG, parlant aussi de plus de 2.600 arrestations.

Les Moudjahidine du Peuple (MEK), une organisation interdite en Iran, ont affirmé que, selon des sources à l'intérieur du pays, plus de 3.000 personnes avaient été tuées.

Sur une vidéo authentifiée dimanche par l'AFP, on voit des dizaines de corps enveloppés dans des sacs noirs devant une morgue de la capitale, et ce qui semble être des Iraniens à la recherche de leurs proches disparus.

Les médias officiels iraniens ont affirmé de leur côté que des dizaines de membres des forces de sécurité avaient été tués.

Le mouvement de contestation, initialement lié au coût de la vie et à l'hyper inflation, défie à présent ouvertement le pouvoir. Il survient dans un pays affaibli par la guerre de 12 jours avec Israël en juin 2025 et les coups portés à plusieurs de ses alliés régionaux, ainsi que par les sanctions liées à son programme nucléaire, rétablies en septembre par l'ONU.

- Canal de communication "ouvert" -

Après des menaces répétées d'une intervention militaire des Etats-Unis, le président américain a affirmé dimanche que les dirigeants iraniens voulaient "négocier" et qu'une réunion était "en cours de préparation", sans toutefois écarter l'option militaire.

Les Etats-Unis avaient déjà mené en juin des frappes contre les installations nucléaires iraniennes, en soutien à Israël.

"Nous pourrions devoir agir avant une rencontre", a affirmé Donald Trump, en ajoutant que l'armée américaine étudiait des "options très fortes".

"La République islamique d'Iran ne cherche pas la guerre, mais est tout à fait préparée pour la guerre", a répondu lundi le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi.

"Nous sommes également prêts à des négociations, mais ces négociations doivent être équitables (...) et fondées sur le respect mutuel", a-t-il ajouté.

Le ministère des Affaires étrangères a par ailleurs déclaré qu'un canal de communication était "ouvert" entre l'Iran et l'émissaire américain pour le Moyen-Orient.

Dimanche soir, le gouvernement a décrété trois jours de deuil national pour les "martyrs de la résistance", en référence notamment aux membres des forces de sécurité tués par ce que le pouvoir désigne comme des "émeutiers".

Le président Massoud Pezeshkian a exhorté la population à participer lundi à une "marche de résistance" dans tout le pays.

La télévision d'Etat a commencé à diffuser des images de rassemblements en soutien au pouvoir dans plusieurs villes.

- Hôpitaux "débordés" -

Le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI), dont le siège est à New York, a affirmé dimanche que les hôpitaux étaient "débordés" par l'afflux de manifestants blessés et que les réserves de sang diminuaient.

La télévision d'Etat a diffusé des images de bâtiments en feu, dont une mosquée, ainsi que de cortèges funéraires d'agents des forces de l'ordre.

Le fils de l'ancien chah d'Iran, chassé du pouvoir en 1979, et figure de l'opposition iranienne en exil aux Etats-Unis, Reza Pahlavi, a exhorté sur les réseaux sociaux les forces armées et de sécurité à "se tenir aux côtés du peuple".

Déclenché à Téhéran par des commerçants furieux contre le coût de la vie, ce mouvement de contestation est d'une ampleur sans précédent depuis celui qui avait ébranlé l'Iran après la mort en septembre 2022 de la jeune Kurde Mahsa Amini, arrêtée par la police des moeurs pour avoir prétendûment enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes.

Des manifestations de solidarité ont rassemblé des milliers de personnes dimanche à Paris, Londres ou Vienne.

La Chine a appelé lundi au retour au calme et dit s'opposer à toute ingérence étrangère. Le chancelier Frierich Merz allemand a "fermement condamné" la violence exercée par les dirigeants iraniens, la qualifiant de "signe de faiblesse".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 janvier 2026

Iran: critiquée pour sa réaction jugée trop timide, la France assume sa "prudence"

Paris (France), 13 jan 2026 (AFP) — Les condamnations françaises et européennes de la répression des manifestations en Iran sont jugées trop timides par une partie de la classe politique en France, mais aussi par le fils de l'ancien chah d'Iran qui déplore publiquement une "posture d'apaisement".

Face à ces critiques, le Premier ministre Sébastien Lecornu a assumé mardi une certaine "prudence".

"Jusqu'à présent, la France a malheureusement adopté une posture d'apaisement vis-à-vis du régime iranien", a déploré l'ex-prince héritier Reza Pahlavi, qui s'est érigé en figure de ralliement dans la contestation, dans un entretien publié mardi par Le Figaro Magazine.

"Il me semble moralement impératif pour le président Emmanuel Macron, et les dirigeants occidentaux, de se placer du bon côté de l'Histoire", a martelé cet opposant qui vit en exil depuis la révolution islamique de 1979 qui a renversé son père, mettant en garde contre un "énième arrangement avec un régime au bord de l'effondrement".

Le président français a d'abord condamné "fermement" vendredi "le meurtre de manifestants", et appelé Téhéran à la "retenue", dans une déclaration avec le chancelier allemand Friedrich Merz et le Premier ministre britannique Keir Starmer.

Lundi soir, sur X, il a de nouveau condamné "la violence d'Etat qui frappe aveuglément" les manifestants et s'est dit "aux côtés" des défenseurs des "libertés fondamentales" -- alors que de premières critiques commençaient à émerger sur la position française.

Les Européens sont globalement restés dans le registre de la condamnation, haussant néanmoins le ton d'un cran mardi: le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot, à l'instar de plusieurs homologues, a annoncé avoir convoqué l'ambassadeur d'Iran, tandis que la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a promis de proposer "rapidement" aux Vingt-Sept de "nouvelles sanctions visant les responsables de la répression".

Elles viendraient s'ajouter au rétablissement récent de toutes les mesures punitives de l'ONU contre le programme nucléaire iranien.

- "Devoir de protection" -

Le chef de l'Etat s'était montré plus actif à l'automne 2022 lors d'un précédent mouvement de contestation, qui avait éclaté en Iran après la mort de la jeune Kurde Mahsa Amini, arrêtée par la police des moeurs pour avoir prétendûment enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes. Il avait reçu à l'Elysée quatre dissidentes iraniennes, dont il avait salué la "révolution".

Cette fois, Emmanuel Macron, qui entretient un dialogue régulier avec les dirigeants iraniens, apparaît davantage sur la retenue, alors que Friedrich Merz a lui affirmé mardi que le pouvoir en Iran vivait ses "derniers jours et dernières semaines". D'autant que le président américain Donald Trump enchaîne les déclarations martiales menaçant les dirigeants de la République islamique.

L'objectif des Européens ne doit pas être de devenir "les commentateurs de l'histoire", mais "que le régime des mollahs tombe", a martelé l'eurodéputé social-démocrate Raphaël Glucksmann, appelant l'Union européenne à placer les Gardiens de la Révolution, "l'instrument de la répression", sur sa liste des "organisations terroristes".

A droite, le président du parti Les Républicains Bruno Retailleau a affirmé que la France "ne peut se contenter" d'"appels abstraits à l'apaisement",

mais "doit soutenir clairement toute solution politique alternative crédible au régime des mollahs".

"L'Histoire jugera notre attitude. Soit nous aurons été au rendez-vous du courage, soit nous aurons choisi le confort du +pas de vague+ diplomatique", a-t-il lancé dans Le Point.

Allié du Rassemblement national, le chef de l'UDR (Union des droites pour la République) Eric Ciotti a appelé Emmanuel Macron à faire de l'opposition iranienne son "seul interlocuteur légitime".

A Paris, on scrute les accusations d'ingérence étrangère brandies par le pouvoir iranien pour tenter de délégitimer les manifestations, et on assure travailler en coulisses.

Sébastien Lecornu a lui justifié, devant l'Assemblée nationale, "cette prudence" par la situation "plus que fragile et préoccupante" des Français Cécile Kohler et Jacques Paris, libérés en novembre par les autorités iraniennes après plus de trois ans de prison mais toujours frappés d'une interdiction de quitter l'Iran.

Le procès pour apologie du terrorisme de l'Iranienne Mahdieh Esfandiari, possible monnaie d'échange avec Téhéran pour obtenir leur retour en France, s'est ouvert mardi à Paris.

Le Premier ministre a aussi invoqué un "devoir de protection" des quelque 1.000 ressortissants français qui vivent dans le pays, et des "intérêts de la France dans la région" face au risque d'un "embrasement régional".

bur-fff/hr/pcl

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 janvier 2026

Iran: la répression s'accentue, Trump menace les partenaires de Téhéran de sanctions

Paris (France), 13 jan 2026 (AFP) — Le président américain Donald Trump a menacé lundi les partenaires commerciaux de l'Iran de sanctions douanières, au moment où selon une ONG le bilan de la répression des manifestations contre le pouvoir dépasse les 600 morts.

Donald Trump, qui a menacé plusieurs fois d'intervenir militairement, a annoncé lundi que tout pays commerçant avec l'Iran serait frappé de droits de douane de 25% par les Etats-Unis.

"Cette décision est définitive" et "prend effet immédiatement", a affirmé le président américain sur son réseau Truth Social, une mesure susceptible de frapper notamment la Chine, principal partenaire commercial de l'Iran.

Lundi, les autorités iraniennes ont tenté de reprendre le contrôle de la rue en organisant des rassemblements massifs à travers le pays.

A l'appel du président Massoud Pezeshkian, des milliers d'Iraniens ont envahi selon les images de la télévision d'Etat la place de la Révolution, au coeur de Téhéran, en soutien au pouvoir confronté à l'un de ses plus grands défis depuis la proclamation de la République islamique en 1979.

Leur mobilisation est un "avertissement" aux Etats-Unis, a réagi le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Dans la capitale, au milieu de drapeaux de la République islamique et de slogans "Mort à l'Amérique", la foule a récité des prières pour les membres des forces de sécurité tués dans ce que le gouvernement qualifie "d'émeutes". Des dizaines sont morts au total, selon la presse iranienne.

L'Iran mène une guerre contre des "terroristes", a lancé sur place le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, menaçant d'infliger à Donald Trump une leçon "inoubliable" en cas d'attaque américaine.

D'autres rassemblements similaires ont eu lieu dans plusieurs villes, d'après les médias officiels, tandis que le gouvernement a décrété trois jours de deuil national.

- Prêts pour "la guerre" -

Dans le même temps, dénonce l'ONG Iran Human Rights (IHR), la répression du mouvement débuté le 28 décembre contre le marasme économique et défiant désormais ouvertement le pouvoir, s'intensifie.

L'organisation dit avoir confirmation de la mort de 648 manifestants au total - et d'environ 10.000 arrestations. Son bilan précédent faisait état de 192 tués.

Mais la réalité pourrait être bien plus noire, craint IRH, évoquant des rapports pour l'heure non confirmés allant jusqu'à 6.000 morts. Les autorités ont imposé une coupure totale des communications internet depuis le 8 janvier, compliquant la collecte d'informations.

Sur une vidéo authentifiée dimanche par l'AFP, on voit des dizaines de corps enveloppés dans des sacs noirs devant une morgue de la capitale, et ce qui semble être des Iraniens à la recherche de leurs proches disparus.

Le Centre pour les droits de l'homme en Iran (CHRI), dont le siège est à New York, a affirmé dimanche que les hôpitaux étaient "débordés" par l'afflux de manifestants blessés et que les réserves de sang diminuaient.

A Paris, le président français Emmanuel Macron a condamné "la violence d'Etat qui "frappe aveuglément" les manifestants, et Londres a fustigé "l'horrible" répression, appelant à "cesser immédiatement les violences". L'Union européenne a dit envisager "de nouvelles sanctions, plus sévères" contre l'Iran.

En écho à Téhéran, Moscou a de son côté dénoncé les "tentatives d'ingérence extérieures".

Les autorités iraniennes ont convoqué lundi des ambassadeurs ou chargés d'affaires d'Allemagne, de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, en poste à Téhéran, pour protester contre le soutien affiché aux manifestants.

Le personnel diplomatique non essentiel de l'ambassade de France a par ailleurs quitté le pays, selon deux sources informées du dossier.

Après les menaces répétées de Donald Trump, le chef de la diplomatie iranienne Abbas

Araghchi a affirmé que son pays "ne cherchait pas la guerre", mais y était "tout à fait préparé", tout en laissant la porte ouverte à des négociations.

- "Ligne rouge franchie" -

Selon la Maison Blanche, des frappes aériennes pour mettre fin à la répression du mouvement sont toujours sur la table.

Toutefois, "la diplomatie est toujours la première option pour le président", a déclaré lundi la porte-parole Karoline Leavitt, le pouvoir iranien adoptant un "ton très différent" lors de discussions privées avec l'émissaire américain, Steve Witkoff.

Les Etats-Unis avaient mené en juin des frappes contre les installations nucléaires iraniennes, aux côtés de son allié Israël.

La vague de contestation survient dans un pays affaibli par cette guerre de 12 jours et les coups portés à plusieurs de ses alliés régionaux, ainsi que par les sanctions liées à son programme nucléaire, rétablies en septembre par l'ONU.

Le fils de l'ancien chah d'Iran, chassé du pouvoir en 1979, et figure de l'opposition iranienne en exil aux Etats-Unis, Reza Pahlavi, a exhorté sur les réseaux sociaux les forces armées et de sécurité à "se tenir aux côtés du peuple".

Dans une interview sur CBS News, il a mis en garde contre un pouvoir iranien qui "tente de duper le monde en faisant croire une nouvelle fois qu'il est prêt à négocier".

Donald Trump "sait ce qui est en jeu", ajoute l'ancien prince héritier, estimant que "la ligne rouge qui avait été tracée a été clairement franchie par ce régime".

Ce mouvement est d'une ampleur sans précédent depuis celui qui avait ébranlé l'Iran après la mort en septembre 2022 de la jeune Kurde Mahsa Amini, arrêtée par la police des moeurs pour avoir prétendûment enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 janvier 2026

Rubina, Erfan, Mehdi: les visages de victimes de la répression en Iran

Paris (France), 13 jan 2026 (AFP) — Rubina était une jeune créatrice de mode, Rebin un adolescent à l'avenir prometteur dans le football, et Mehdi un champion de body-building.

Comme des centaines, voire des milliers de personnes, ces trois Iraniens ont été tués par les forces de sécurité, selon des ONG, lors de la répression des manifestations qui secouent l'Iran depuis plus de deux semaines.

- Rubina, 23 ans -

Rubina Aminian, 23 ans, étudiait la mode au Collège technique et professionnel Shariati de Téhéran, une université prestigieuse réservée aux femmes.

Sur son compte Instagram, on peut voir cette jeune femme aux cheveux teints en blond poser fièrement dans ses créations rendant hommage à la diversité ethnique de l'Iran, inspirées notamment de ses racines kurdes.

Le soir du 8 janvier, quand les manifestations ont pris de l'ampleur, elle a quitté son établissement pour se joindre à la foule, raconte l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, qui a documenté son cas.

Elle a été abattue à bout portant, touchée à la tête par une balle tirée dans le dos, selon sa famille citée par l'organisation.

Ses proches se sont rendus à Téhéran depuis Kermanshah (ouest), leur ville d'origine, pour identifier son corps dans la capitale iranienne.

Sur place, ils ont vu "les corps de centaines de jeunes tués dans les manifestations". S'ils ont pu récupérer sa dépouille, après les objections initiales des autorités, ils n'ont pas été autorisés à organiser de cérémonie funéraire une fois de retour.

- Erfan, 18 ans -

Erfan Faraj, un habitant de la ville de Rey, près de Téhéran, a été tué le 7 janvier après avoir été touché par des tirs à balles réelles des forces gouvernementales, selon une autre ONG basée en Norvège, Hengaw.

Il venait d'avoir 18 ans.

Une source proche de sa famille a indiqué que son corps avait été identifié parmi ceux transférés samedi par camion à la morgue de Kahrizak, où des images montrant des dizaines de sacs mortuaires ont suscité une vive émotion internationale.

Son corps a été enterré sans aucune annonce publique.

- Rebin, 17 ans -

Rebin Moradi, un étudiant kurde de 17 ans originaire de la province de Kermanshah mais habitant à Téhéran, évoluait au sein de la Ligue juniors de football de la capitale.

Il était considéré comme "l'un des jeunes talents prometteurs", selon Hengaw.

Il a été tué après avoir été visé par des tirs des forces gouvernementales iraniennes jeudi, a indiqué l'ONG.

Une source proche du dossier a précisé que la famille du jeune homme avait reçu la confirmation de son décès, mais n'avait pas encore été autorisée à récupérer son corps.

- Mehdi, 39 ans -

Mehdi Zatparvar, 39 ans, originaire de la province de Gilan (nord), bordée par la mer Caspienne, était un ancien champion de culturisme devenu entraîneur après avoir décroché un master en physiologie sportive, détaille Hengaw.

Il avait "commencé l'haltérophilie à l'âge de 13 ans et a remporté des titres nationaux et internationaux" entre 2011 et 2014", a ajouté l'ONG.

Il est mort par balles vendredi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 janvier 2026

Combats à Alep: le PKK dénonce un sabotage du processus de paix en cours en Turquie

Istanbul, 13 jan 2026 (AFP) — Les récents combats meurtriers à Alep, dans le nord de la Syrie, entre forces syriennes et kurdes, visent à "saper le cessez-le-feu" entre Ankara et la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a affirmé mardi le groupe armé kurde.

Le PKK assure que "des bandes et mercenaires affiliés à l'État turc" ont participé aux violences, ce qui "remet en cause le cessez-le-feu entre notre mouvement et la Turquie, ainsi que le processus de paix et pour la démocratie qui en découle".

"Ces attaques contre les quartiers kurdes (d'Alep, NDLR), avec des références constantes au PKK, sont une attaque visant à saper le mouvement de libération et le cessez-le-feu qu'il a méticuleusement mis en oeuvre", dénonce le PKK dans un communiqué transmis par l'agence prokurde ANF.

"Comment l'appel du guide Apo (le chef historique du PKK Abdullah Öcalan, NDLR) à abandonner la lutte armée (...) peut-il être suivi face à une telle attitude ?", ajoute le groupe armé kurde, qui affirme avoir jusqu'ici "assumé ses responsabilités" face à Ankara.

Depuis sa cellule où il est à l'isolement depuis 1999, Abdullah Öcalan, 76 ans, a appelé en février 2025 les combattants du PKK, considérés comme terroristes par Ankara, à renoncer à la lutte armée.

Le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral le 1er mars, annonçant ensuite sa dissolution le 12 mai.

Le parti AKP au pouvoir à Ankara a pour sa part estimé lundi soir que les récents combats à Alep étaient une tentative des combattants kurdes de "saboter" les efforts pour mettre fin en Turquie au conflit avec le PKK, vieux de plus de quatre décennies.

L'armée syrienne a demandé mardi aux forces kurdes de se retirer de la zone qu'elles contrôlent entre l'est d'Alep et l'Euphrate, après les voir délogées de la principale ville du nord du pays au prix de violents combats.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 janvier 2026

Syrie: l'armée envoie des renforts à l'est d'Alep face aux forces kurdes

Alep (Syrie), 14 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a envoyé mercredi des renforts à l'est d'Alep, dans le but de reprendre aux forces kurdes le contrôle de la région après s'être assuré celui de la ville elle-même, dans le nord de la Syrie.

Elle a aussi appelé "la population civile à se tenir à l'écart" des positions militaires kurdes de la zone, annonçant la mise en place jeudi matin d'un "couloir humanitaire" pour leur permettre de fuir en prévision de possibles combats.

Ce déploiement intervient alors que les négociations entre les nouvelles autorités islamistes et les Kurdes, pour intégrer les institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat syrien, sont dans l'impasse.

Dans un entretien télévisée, le président syrien Ahmad al-Chareh a pour sa part réitéré son appel à l'intégration de la population kurde "dans la nouvelle réalité, car l'Etat syrien représente un atout majeur pour elle".

Les Etats-Unis ont exhorté les différentes parties à "éviter toute action qui pourrait aggraver encore les tensions", selon une déclaration du chef du Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

Washington soutient depuis des années les combattants kurdes face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI) mais appuie également le nouveau pouvoir syrien.

Les Etats-Unis "poussent clairement et explicitement pour l'unité du territoire syrien", et donnent à la Syrie une chance de se reconstruire", a ajouté M. Chareh. "Vous allez à l'encontre de ces mouvements", a-t-il lancé aux Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé des Kurdes.

- "Attaque à grande échelle" -

L'agence officielle Sana a diffusé mercredi des images de renforts militaires en route depuis la province côtière de Latakia. Des troupes ont également été dépêchées depuis Damas, selon une source militaire s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Les deux camps ont fait état d'escarmouches limitées, avec des tirs d'artillerie entendus par intermittence par un correspondant de l'AFP.

Selon la source militaire, le gouvernement a ciblé des positions des FDS.

Les FDS ont de leur côté accusé l'armée d'avoir bombardé un bureau de poste, une boulangerie et d'autres installations civiles à Deir Hafer, à 50 km à l'est d'Alep, mettant en garde contre "un conflit plus large avec de graves conséquences" pour la population et les infrastructures de base.

Mardi, l'armée avait exigé que les forces kurdes se retirent d'une zone allant de Deir Hafer jusqu'à l'Euphrate, qui coule dans le nord de la Syrie.

Elle a publié une carte précisant la région qui doit être évacuée et prévenu qu'elle serait considérée comme "une zone militaire fermée".

Mardi, la responsable des relations extérieures de l'administration autonome kurde, Elham Ahmed, a accusé l'armée syrienne de préparer "une attaque à grande échelle" contre les Kurdes.

Elle a accusé les autorités d'avoir "déclaré la guerre" et "rompu l'accord du 10 mars" 2025, visant à l'intégration des forces kurdes dans l'administration centrale, mais dont la mise en oeuvre patine.

- "Jolani dégage" -

Après plusieurs jours de combats meurtriers, l'armée avait pris dimanche le contrôle d'Alep, deuxième ville de Syrie, délogeant les combattants kurdes de deux quartiers qu'ils contrôlaient, Cheikh Maqsoud et Achrafieh.

Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et nord-est du pays - incluant champs pétroliers et gaziers - après avoir défait l'EI avec l'appui d'une coalition multinationale.

Dans la ville kurde de Qamichli (nord-est), des milliers de manifestants ont dénoncé mardi les combats, scandant "Jolani, dégage!", de l'ancien nom de guerre du président Ahmad al-Chareh, un ancien jihadiste, dont ils ont brûlé des portraits, selon des correspondants de l'AFP.

"Ce gouvernement n'a pas honoré ses engagements (...) Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le sang coule", a affirmé Joudi Ali, un propriétaire de café de 29 ans.

Depuis la chute de Bachar al-Assad, le pouvoir islamiste s'est engagé à protéger les minorités mais sans éviter des violences, avec des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des combats avec les druzes dans le sud en juillet.

Les combats d'Alep, les plus graves entre le pouvoir syrien et les Kurdes, ont fait 105 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dont 45 civils et 60 combattants des deux bords.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 janvier 2026

Syrie: des civils fuient une zone contrôlée par les Kurdes avant l'expiration d'un délai

Alep (Syrie), 16 jan 2026 (AFP) — Des civils fuient vendredi une zone du nord de la Syrie avant l'expiration d'un délai accordé par l'armée de Damas, qui veut étendre son contrôle sur ce secteur tenu par les combattants kurdes, après les avoir délogés de la ville d'Alep.

L'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a annoncé sur X oeuvrer "sans relâche" pour "empêcher une escalade" entre le gouvernement et les Kurdes, tous deux soutenus par Washington.

Les forces syriennes ont massé d'importants renforts à Deir Hafer, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, et sommé les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, d'évacuer un secteur entre cette région et l'Euphrate, plus à l'est.

Depuis jeudi, des civils quittent la région par des routes secondaires, certains empruntant un pont branlant sur un bras de l'Euphrate, ont constaté des correspondants de l'AFP.

Ils ont jusqu'à 17H00 (14H00 GMT) pour quitter la région, selon un communiqué de l'armée, qui avait utilisé ce même procédé à Alep la semaine dernière, demandant aux civils de partir avant de bombarder les quartiers tenus par les Kurdes.

"Les FDS nous ont empêchés de partir, c'est pour cela que nous sommes sortis par une route agricole et nous avons traversé le pont", a dit Abou Mohammad, un homme de 60 ans accompagné de sa famille.

Il a indiqué qu'ils se rendaient à un centre d'accueil établi par les autorités à Alep.

Les autorités syriennes avaient accusé les FDS d'empêcher les civils de partir, ce que ces dernières avaient démenti jeudi.

Dans un communiqué vendredi, les forces kurdes ont affirmé que l'armée avait bombardé Deir Hafer dans la nuit, "pour faire pression sur les habitants et les forcer à partir".

Le pouvoir islamiste syrien, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, avait pris dimanche le contrôle de l'ensemble d'Alep, principale ville du nord de la Syrie, après des combats avec les Kurdes qui y tenaient deux quartiers.

Damas avait signé un accord en mars 2025 avec les Kurdes pour intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat syrien, mais son application est bloquée en raison des exigences contradictoires des deux parties.

Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie après avoir défait le groupe jihadiste Etat Islamique (EI) avec l'appui d'une coalition multinationale.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 janvier 2026

En plein conflit avec les Kurdes, le président syrien reconnaît leurs droits nationaux

Damas, 16 jan 2026 (AFP) — Le président syrien Ahmad al-Chareh a annoncé vendredi soir reconnaître par décret les droits nationaux des Kurdes dont la langue sera désormais officielle, au moment où il est engagé dans un conflit avec les forces kurdes qui contrôlent le nord du pays.

Pour la première fois depuis l'indépendance de la Syrie en 1946, la langue kurde pourra être enseignée dans les écoles et le nouvel an kurde, le Nowrouz, sera un jour férié officiel.

Le chef de l'Etat islamiste a affirmé que les Kurdes constituaient "une partie intégrante" du pays où ils ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression des régimes précédents.

Dans un discours télévisé adressé aux Kurdes, à la fin duquel il signe ce décret historique, Ahmad al-Chareh les appelle "participer à l'édification du pays" et s'engage à "garantir leurs droits".

Le texte accorde par ailleurs la nationalité aux Kurdes dont environ 20% avaient été privés de la citoyenneté syrienne à la suite d'un recensement controversé en 1962.

M. Chareh a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad à la tête d'une coalition islamiste, et veut étendre son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

- Impasse -

Son annonce est intervenue alors que ses négociations avec les Kurdes pour mettre en oeuvre un accord signé en mars 2025, visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat syrien, sont dans l'impasse.

Cette minorité avait profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie -incluant champs pétroliers et gaziers- après avoir défait le groupe jihadiste Etat islamique (EI) avec l'appui d'une coalition multinationale.

Selon l'analyste Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, les Kurdes sont estimés à quelque deux millions sur une population de 20 millions d'habitants.

Ils sont notamment concentrés dans le nord-est (1,2 million) mais ils seraient aux alentours de 300.000 dans les villes de Damas et autant à Alep et sont également présents dans d'autres parties de la Syrie.

Des combats avaient opposé la semaine dernière l'armée syrienne aux forces kurdes à Alep, où elles ont été délogées des deux quartiers qu'elles contrôlaient.

- Retrait des forces kurdes -

Les forces syriennes ont ensuite massé d'importants renforts dans la région de Deir Hafer, à une cinquantaine de km à l'est d'Alep, et sommé les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), d'évacuer une zone entre cette région et l'Euphrate, plus à l'est.

Le chef des FDS Mazloum Abdi a annoncé sur X leur retrait. "A l'appel de pays amis et de médiateurs (...) nous avons décidé de retirer nos forces demain matin à 07H000 (04h00 GMT)" et "de nous repositionner à l'est de l'Euphrate", a-t-il dit.

Peu auparavant, l'armée avait annoncé bombarder les positions kurdes dans la région après avoir émis des avertissements aux civils, les FDS faisant pour leur part état "d'un violent pilonnage".

La coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis était intervenue pour calmer le jeu entre les deux parties, soutenues par Washington.

Une délégation de la coalition antijihadiste, déployée dans le nord de la Syrie, a rencontré vendredi des responsables kurdes à Deir Hafer pour "réduire la tension", avait indiqué à l'AFP Farhad Shami, le porte-parole des FDS.

L'armée avait accordé un délai aux civils pour évacuer la zone sous contrôle des FDS, et plus de 4.000 d'entre eux ont fui selon les autorités syriennes.

Elle avait utilisé ce même procédé à Alep la semaine dernière, demandant aux civils de partir avant d'ouvrir le feu.

Les correspondants de l'AFP ont vu des habitants sortir de la zone tenue par les Kurdes, certains empruntant un pont branlant sur un bras de l'Euphrate.

"Les FDS nous ont empêchés de partir, c'est pour cela que nous sommes sortis par une route agricole", a dit Abou Mohammad, un homme de 60 ans accompagné de sa famille.

Les autorités syriennes avaient accusé les FDS d'empêcher les civils de partir, ce que ces dernières avaient démenti jeudi.

L'armée a par ailleurs appelé les éléments des FDS à faire sécession et "revenir vers leur Etat", ce que ces forces ont violemment dénoncé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 janvier 2026

Le président syrien proclame le Kurde "langue nationale"

Damas, 16 jan 2026 (AFP) — Le président syrien Ahmad al-Chareh a publié vendredi soir un décret accordant des droits nationaux aux Kurdes de son pays, reconnaissant notamment officiellement la langue kurde, au moment où son armée est engagée dans des combats avec les forces kurdes dans le nord.

Dans ce décret, M. Chareh proclame le kurde "langue nationale", qui pourra être enseignée dans les écoles publiques des zones où cette minorité est fortement présente.

Il instaure également Nowruz, le nouvel an kurde célébré le 21 mars, comme jour férié officiel.

Le texte accorde par ailleurs la nationalité aux Kurdes dont environ 20% avaient été privés de leur citoyenneté à la suite d'un recensement controversé en 1962.

"Les citoyens syriens kurdes constituent une partie essentielle et authentique du peuple syrien, et leur identité culturelle et linguistique fait partie intégrante de l'identité nationale syrienne", affirme le décret.

Les Kurdes ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression des régimes précédents en Syrie.

Cette minorité avait profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie -incluant champs pétroliers et gaziers- après avoir défait le groupe jihadiste Etat islamique (EI) avec l'appui d'une coalition multinationale.

L'annonce du président syrien intervient alors que son armée est engagée dans des combats avec les forces kurdes dans une zone du nord du pays, après les avoir délogées de la ville d'Alep la semaine dernière.

Les négociations pour mettre en oeuvre un accord signé en mars 2025 entre Damas et les Kurdes, visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat syrien, sont actuellement dans l'impasse.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 janvier 2026

Syrie: la coalition internationale veut désamorcer la tension entre Damas et les Kurdes

Alep (Syrie), 16 jan 2026 (AFP) — La coalition internationale dirigée par les Etats-Unis est intervenue vendredi pour réduire la tension entre les forces kurdes et le pouvoir central islamiste, déterminé à les déloger d'une zone dans le nord de la Syrie.

L'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, avait annoncé sur X oeuvrer "sans relâche" pour "empêcher une escalade" entre le gouvernement et les Kurdes, tous deux soutenus par Washington.

Les autorités syriennes sont déterminées à étendre leur autorité sur l'ensemble du territoire syrien, alors que les Kurdes contrôlent de vastes pans du nord et du nord-est.

Vendredi, une délégation de la coalition internationale antijihadiste, déployée dans le nord de la Syrie, a rencontré des responsables kurdes pour "réduire la tension", a indiqué un porte-parole kurde à l'AFP.

La réunion s'est tenue à Deir Hafer, une zone que l'armée gouvernementale a sommé les Forces démocratiques syriennes (FDS) d'évacuer, a précisé Farhad Shami, porte-parole de ces forces dominées par les Kurdes.

Après cette réunion, une délégation de l'armée syrienne "est entrée à Deir Hafer pour des négociations avec les FDS", a indiqué pour sa part une source militaire gouvernementale à l'AFP.

Les réunions sont intervenues alors qu'un délai accordé par l'armée aux civils pour évacuer la zone qu'elle compte reprendre aux Kurdes a expiré à 14h00 GMT.

La situation était calme sur le front de Deir Hafer après l'expiration du délai, ont indiqué les correspondants de l'AFP sur place.

- 4.000 civils -

L'armée avait déjà étendu son contrôle sur l'ensemble d'Alep, principale ville du nord de la Syrie, la semaine dernière après avoir délogé les combattants kurdes de deux quartiers qu'ils tenaient.

Les forces syriennes ont ensuite massé d'importants renforts à Deir Hafer, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, et sommé les FDS d'évacuer une zone entre cette région et l'Euphrate, plus à l'est.

Selon les autorités syriennes, plus de 4.000 civils ont fui entre jeudi et vendredi.

L'armée avait utilisé ce même procédé à Alep la semaine dernière, demandant aux civils de partir avant d'ouvrir le feu.

Les correspondants de l'AFP ont vu des civils sortir de la zone tenue par les Kurdes, certains empruntant un pont branlant sur un bras de l'Euphrate.

"Les FDS nous ont empêchés de partir, c'est pour cela que nous sommes sortis par une route agricole", a dit Abou Mohammad, un homme de 60 ans accompagné de sa famille.

Les autorités syriennes avaient accusé les FDS d'empêcher les civils de partir, ce que ces dernières avaient démenti jeudi.

L'armée a par ailleurs appelé les éléments des FDS à faire sécession et "revenir vers leur Etat", ce que ces forces ont violemment dénoncé.

La tension intervient alors que l'application d'un accord signé en mars 2025 entre Damas et les Kurdes pour intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat syrien est bloquée en raison des exigences contradictoires des deux parties.

Les Kurdes avaient profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie -incluant champs pétroliers et gaziers- après avoir défait le groupe jihadiste Etat islamique (EI) avec l'appui de la coalition multinationale.

Dans une interview télévisée, le président Ahmad al-Chareh a souligné que les Kurdes "contrôlaient près du quart du territoire syrien", mais que les habitants de ces régions sont en majorité "des tribus arabes" alors que les Kurdes "ne constituent que 12 à 15% de leur population".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 janvier 2026

Pourquoi les voisins de l'Iran ont peur d'éventuelles frappes américaines

Paris (France), 16 jan 2026 (AFP) — Des pays du Golfe à la Turquie, en passant par le Pakistan, les voisins de l'Iran redoutent que les Etats-Unis n'ouvrent la boîte de Pandore s'ils frappent l'Iran.

Les risques seraient multiples, d'un embrasement de la région aux vagues migratoires, selon des analystes interrogés par l'AFP.

- Peur d'une riposte iranienne

La crainte principale des pays alliés de Washington dans le Golfe est celle d'une riposte iranienne. Même s'ils sont supposés bénéficier de la protection des Etats-Unis, ils abritent des sites militaires américains qui les placent en première ligne.

En juin 2025, l'Iran avait ciblé la base d'Al-Udeid au Qatar, la plus importante de la région, en riposte à des bombardements américains sur des installations nucléaires iraniennes, durant la guerre déclenchée par une attaque d'Israël.

Le Qatar s'est d'ailleurs joint à l'Arabie saoudite et à Oman pour demander à l'administration Trump de surseoir à des frappes, a indiqué une source saoudienne à l'AFP.

L'Iran, même s'il a été affaibli par la guerre de 12 jours en juin, reste une puissance capable de les frapper.

Les pays du Golfe "se savent vulnérables parce que les Iraniens ont assez de missiles basiques à portée intermédiaire qui leur permettent de toucher les points vitaux, les usines de désalinisation d'eau de mer, les hubs d'hydrocarbures, les centrales électriques", dans le pire des scénarios, rappelle Pierre Razoux, directeur des études de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

"Et sans ces infrastructures, ces pays chauds et désertiques risquent de devenir invivables", souligne-t-il.

- La crise pétrolière

Ces mêmes pétro-Etats "sont préoccupés par des frappes contre les infrastructures énergétiques et par un éventuel blocage des flux" dans le goulet d'étranglement du détroit d'Ormuz, relève Cinzia Bianco, chercheuse sur le Golfe pour le centre de recherche européen Europen council on foreign relations (ECFR).

Or, ces pays du Golfe sont engagés dans des agendas politiques coûteux: changement de modèle économique, grands travaux, transitions énergétiques.

"Tout serait plus compliqué avec une crise pétrolière. Avoir à gérer les conséquences sécuritaires d'un changement de régime en Iran ajouterait une couche de complexité", explique Mme Bianco.

De plus, ajoute M. Razoux, un tel scénario risquerait de pousser la Chine, grande acheteuse de pétrole du Golfe, à chercher à réduire ses liens avec la région. Ce serait une mauvaise nouvelle pour les monarchies du Golfe qui, de leur côté, tentent de diminuer leur dépendance commerciale aux Etats-Unis.

- Les conflits asymétriques

Ebranler l'Iran risquerait de réveiller d'autres conflits que Téhéran pourrait être tenté de réactiver dans le cadre de ses représailles, par le biais des Houthis au Yémen ou du Hezbollah au Liban.

Son affaiblissement risquerait en outre de donner les coudées franches à des groupes hostiles à ses voisins comme la Turquie ou le Pakistan.

"Lors des précédents mouvements de contestation, la Turquie craignait qu'en cas de chute du régime, les groupes kurdes en profitent pour créer des problèmes en Turquie", rappelle Gonul Tol du Middle East Institute. "Les groupes liés (aux combattants du mouvement kurde) PKK deviendraient plus actifs", estime-t-elle.

Les enjeux sont similaires pour Islamabad, qui a rappelé jeudi qu'un "Iran stable et pacifique, sans troubles intérieurs, est dans l'intérêt du Pakistan".

Des frappes américaines "auraient des conséquences déstabilisatrices pour toute la région, et le Pakistan risque d'être particulièrement affecté", juge l'analyste et ancienne diplomate Maleeha Lodhi. "Tout espace non gouverné près des frontières renforcerait les activistes de la province instable du Baloutchistan et constituerait une grave menace pour sa sécurité".

- Vagues migratoires

Certains voisins craignent aussi d'importants déplacements de population ou un afflux de réfugiés, comme la Turquie l'a connu lors de la guerre civile en Syrie.

"Le choc serait sans doute beaucoup plus fort, compte tenu de la taille du pays, sa population, l'hétérogénéité" de l'Iran, géant de quelque 90 millions d'habitants issus de multiples communautés, observe Sinan Ülgen, chercheur associé au centre Carnegie Europe.

La Banque mondiale donne le chiffre de 92 millions, tandis que les données du recensement iranien établissent la population à 86 millions.

La Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie s'inquiètent particulièrement "parce qu'ils seraient des pays de destination", fait valoir l'analyste russe Nikita Smagin, basé à Bakou. Et pour Bakou et Erevan, de taille modeste, cela "pourrait facilement menacer leur stabilité".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 janvier 2026

L'armée syrienne annonce qu'elle entre dans un secteur à l'est d'Alep après le retrait des Kurdes

Alep (Syrie), 17 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a annoncé samedi qu'elle avait commencé à entrer dans un secteur du nord de la Syrie situé à l'est d'Alep, après que les forces kurdes ont accepté la veille de s'en retirer à la suite de récents combats.

Dans un communiqué publié par la télévision officielle, l'armée a déclaré que ses forces avaient "commencé à entrer dans le secteur à l'ouest de l'Euphrate, à commencer par la ville de Deir Hafer", dont les forces kurdes avaient accepté de se retirer samedi matin.

Au moment où il est engagé dans un conflit avec les forces kurdes qui contrôlent le nord du pays, le président syrien Ahmad al-Chareh a annoncé vendredi soir reconnaître par décret les droits nationaux des Kurdes dont la langue sera désormais officielle.

Le chef de l'Etat islamiste a affirmé que les Kurdes constituaient "une partie intégrante" du pays où ils ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression des régimes précédents.

M. Chareh a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad à la tête d'une coalition islamiste et veut étendre son autorité sur l'ensemble du territoire syrien.

La minorité kurde avait profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie -incluant champs pétroliers et gaziers- après avoir défait le groupe jihadiste Etat islamique (EI) avec l'appui d'une coalition multinationale.

Des combats avaient opposé la semaine dernière l'armée syrienne aux forces kurdes à Alep, où elles ont été délogées des deux quartiers qu'elles contrôlaient.

Les forces syriennes ont ensuite massé d'importants renforts dans la région de Deir Hafer, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, et sommé les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, d'évacuer une zone entre cette région et l'Euphrate, plus à l'est.

Le chef des FDS, Mazloum Abdi, a annoncé un retrait programmé, devant intervenir samedi matin.

Peu auparavant, l'armée avait annoncé bombarder les positions kurdes dans la région après avoir émis des avertissements aux civils, les FDS faisant pour leur part état "d'un violent pilonnage".

L'armée avait accordé un délai aux civils pour évacuer la zone sous contrôle des FDS, et plus de 4.000 d'entre eux ont fui selon les autorités syriennes.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 janvier 2026

Syrie: les forces kurdes imposent un couvre-feu dans la région de Raqa

Qamichli (Syrie), 17 jan 2026 (AFP) — Les autorités kurdes ont imposé samedi un couvre-feu sur la province de Raqa qu'elles contrôlent dans le nord de la Syrie, alors que les forces gouvernementales qui progressent ont annoncé leur intention de bombarder des objectifs dans cette zone.

L'armée syrienne a pris le contrôle samedi de parties du nord de la Syrie évacuées sous la pression par les forces kurdes, et des affrontements opposent les deux parties dans un secteur où elles sont encore face à face, selon des correspondants de l'AFP sur place.

Dans un communiqué, l'administration autonome kurde annonce qu'"un couvre-feu total est imposé dans la région de Raqa jusqu'à nouvel ordre".

La ville de Raqa, dans la province éponyme, était la "capitale" du groupe jihadiste Etat islamique avant d'être défait par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) soutenues par une coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis.

Pour sa part, l'armée syrienne a délimité dans un communiqué "une zone militaire fermée" autour de la ville de Tabqa, située sur les bords de l'Euphrate dans la province de Raqa.

Elle a prévenu qu'elle frapperait des cibles des forces kurdes dans la zone, dont une près de la ville de Raqa, et demandé aux civils de s'en éloigner.

L'armée syrienne a annoncé dans un communiqué à la télévision officielle avoir repris samedi le contrôle de 34 "villes et villages" évacués par les FDS.

Le chef de ces forces, Mazloum Abdi, avait annoncé vendredi soir sa décision de retirer

ses forces dès samedi d'une zone délimitée par l'armée, entre Deir Hafer, à une cinquantaine de km à l'est de la ville d'Alep, et l'Euphrate, face aux renforts acheminés par l'armée.

Mais dans un communiqué samedi, les FDS ont affirmé qu'elles étaient "engagées dans de violents combats" avec les forces gouvernementales, qui ont selon elles "violé l'accord" dans la région de Tabqa, "qui n'entrait pas dans le cadre de l'accord".

Le président islamiste Ahmad al-Chareh, qui a renversé Bachar al-Assad, est déterminé à étendre son contrôle sur l'ensemble du territoire syrien.

Durant le chaos de la guerre civile (2011-2024), les FDS se sont emparées de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie -incluant champs pétroliers et gaziers- après avoir défait l'EI.

Les FDS ont étendu leur territoire avec la chute en décembre 2024 du pouvoir de Bachar al-Assad, profitant de l'effondrement de son armée.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 janvier 2026

Turquie : rassemblements de soutien aux Kurdes de Syrie dans le sud-est

Istanbul, 17 jan 2026 (AFP) — Des rassemblements se sont déroulés samedi dans plusieurs villes turques en majorité peuplées de Kurdes, dont Batman et Siirt, en soutien aux combattants kurdes assiégés dans le nord-est de la Syrie, ont rapporté un correspondant de l'AFP et des médias prokurdes.

A Batman, plus de cent manifestants, dont de nombreux jeunes, se sont retrouvés à l'appel de la branche Jeunesse du parti prokurde DEM, la troisième force au Parlement turc, souligne le site internet d'information Rüdaw Türkce.

Selon cette source, qui diffuse des images de la marche, la police est intervenue pour canaliser la foule, "sans incidents".

D'autres images montrent des manifestants regroupés derrière des banderoles sur lesquelles est écrit "Le Rojava n'est pas seul", du nom de l'Administration autonome kurde autoproclamée dans le nord et l'est de la Syrie.

Des rassemblements similaires ont eu lieu ces derniers jours dans plusieurs localités de la région, tandis que l'armée de Damas repousse les Forces démocratiques syriennes (FDS, majoritairement kurdes), à l'est de l'Euphrate, après avoir exigé qu'elles évacuent les derniers quartiers d'Alep qu'elles tenaient encore.

Les FDS ont affirmé avoir perdu un certain nombre de leurs combattants samedi, en dépit d'un accord de cessez-le-feu de 48 heures censé leur permettre de quitter deux villes tombées aux mains des autorités syriennes.

Le président islamiste Ahmad al-Chareh, qui a renversé Bachar al-Assad en décembre 2024, est déterminé à étendre son contrôle sur l'ensemble du territoire syrien.

La Turquie lui a apporté son appui malgré un processus de paix en cours depuis un an avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla kurde de Turquie, qu'Ankara considère comme affiliée aux FDS.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a défendu jeudi devant la presse "le recours à la force".

"J'espère que les problèmes seront réglés par le dialogue mais lorsqu'ils ne peuvent l'être par la négociation et de bonne foi, le recours à la force devient malheureusement une option pour le gouvernement syrien", a-t-il déclaré.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2026

Combats en Syrie: le chef de la guerilla kurde du PKK dénonce "une tentative de sabotage" du processus de paix en Turquie

Istanbul, 18 jan 2026 (AFP) — Les combats entre l'armée syrienne et les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie sont "une tentative de saboter le processus de paix" initié en Turquie avec la guérilla du PKK, dénonce son chef Abdullah Öcalan.

"Monsieur Öcalan voit dans cette situation une tentative de sabotage du Processus de paix et de société démocratique" rapporte dimanche une délégation du parti prokurde DEM qui a rendu visite samedi au fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), emprisonné au large d'Istanbul depuis 1999.

Le 27 février 2025, le chef du PKK avait appelé le mouvement à se dissoudre et à déposer les armes afin de mettre un terme à plus de quatre décennies de combats qui ont fait au moins 50.000 morts, répondant ainsi à une initiative d'Ankara.

Selon les élus du DEM, troisième force au parlement turc, qui précisent avoir passé "deux heures et demi" avec lui, Abdullah Öcalan, "Apo" pour ses partisans, a cependant "réaffirmé son attachement au Processus de

paix et de société démocratique et indiqué que la perspective du 27 février demeurait valable" et "appelle à prendre les mesures nécessaires pour avancer".

Mi-janvier, le commandement militaire du PKK avait déjà dénoncé une volonté de "saper le cessez-le-feu" en cours avec Ankara, lors de l'offensive de Damas contre les deux derniers quartiers d'Alep sous contrôle kurde et évacués depuis par les forces kurdes.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2026

L'armée reprend aux forces kurdes le plus grand champ pétrolifère de Syrie

Tabqa (Syrie), 18 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a repris dimanche aux forces kurdes le plus grand champ pétrolifère de Syrie, poursuivant son offensive dans le nord et l'est du pays où le pouvoir de Damas veut étendre son autorité.

Confronté au défi d'unifier le pays déchiré par la guerre civile, le président islamiste Ahmad al-Chareh, qui a renversé Bachar al-Assad il y a plus d'un an, cherche à reprendre le contrôle de ces régions où les Kurdes jouissaient d'une autonomie de facto depuis plus de dix ans.

Dans un geste apparent de bonne volonté, le président avait accordé vendredi par décret des droits nationaux inédits aux Kurdes, reconnaissant notamment leur langue comme officielle. Une mesure jugée insuffisante par l'administration autonome kurde du nord de la Syrie.

Parallèlement, les négociations entre le pouvoir central et les Kurdes, visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat aux termes d'un accord conclu en mars 2025, sont dans l'impasse.

Dimanche à l'aube, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, "se sont retirées de tous les secteurs sous leur contrôle" dans l'est de la province de Deir Ezzor, peuplée en majorité d'arabes, dont "les champs pétrolifères de al-Omar", le plus grand du pays "et al-Tanak", selon une ONG.

Les autorités de cette province de l'est de la Syrie ont annoncé que "toutes les institutions publiques" resteraient fermées dimanche et appelé les habitants "à rester chez eux".

Pour le ministre de l'Energie Mohammad al-Bachir, la reprise de contrôle par l'Etat des ressources naturelles "signifie ouvrir grand la porte à la reconstruction, au renouveau de l'agriculture, de l'énergie et du commerce".

- "Sécurité" -

Le champ d'al-Omar était sous le contrôle des forces kurdes depuis qu'elles en ont expulsé le groupe jihadiste Etat islamique en 2017. Pendant des années, ce site avait abrité la plus grande base de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, qui a aidé les FDS à combattre l'EI, finalement défait en Syrie en 2019.

La minorité kurde avait alors profité du chaos de la guerre civile, qui a pris fin en 2024, pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers.

La semaine dernière, les forces gouvernementales ont délogé les combattants kurdes de quartiers d'Alep, puis les ont sommés de se retirer d'une zone située entre cette ville du nord du pays et l'Euphrate, plus à l'est.

A mesure que les forces kurdes se repliaient sans opposer de véritable résistance, les troupes gouvernementales ont progressé vers l'est et se rapprochent désormais de Raqa, l'ancienne capitale de facto de l'EI, dans la province du même nom, où elles ont annoncé dimanche avoir pris le contrôle de la ville de Tabqa.

Selon l'agence Sana, deux civils ont été tués dimanche à Raqa par des tirs des FDS. L'OSDH a fait état d'affrontements dans plusieurs quartiers.

A Tabqa, les forces gouvernementales sont déployées avec des véhicules blindés et des chars autour de la ville et patrouillent dans les rues, aux magasins fermés, a constaté un correspondant de l'AFP.

"Les forces de sécurité et l'armée y mènent des opérations de ratissage", a indiqué à l'AFP une source sécuritaire, faisant état d'affrontements sporadiques avec les FDS.

A Tabqa, les autorités de Damas ont annoncé avoir pris aussi le contrôle du principal barrage sur ce fleuve.

"Nous demandons la sécurité", a affirmé à l'AFP Ismail Al-Omar, un agriculteur de 43 ans, assis devant sa maison, ajoutant que beaucoup d'habitants "restent chez eux par peur". Plus loin, Ahmad Hussein espère que "la situation s'améliorera avec l'arrivée de l'armée syrienne".

Les combattants kurdes affirment pourtant que cette localité, à une quarantaine de kilomètres de Raqa, ne faisait pas partie de l'accord de retrait qu'ils avaient accepté.

- Appel kurde à manifester -

Les FDS ont fait état d'affrontements avec les troupes de Damas dans le village d'al Mansoura, sur les rives de l'Euphrate, à moins de 20 kilomètres de Tabqa.

L'agence Sana a ensuite affirmé que les FDS avaient fait sauter dans la nuit les deux ponts menant vers Raqa, coupant la ville de la zone située sur la rive occidentale.

L'offensive de l'armée inquiète les pays occidentaux, dont les Etats-Unis, qui ont récemment levé leurs sanctions imposées à Damas sous Bachar al-Assad.

La minorité kurde, notamment répartie entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, a souffert de décennies d'oppression en Syrie, où elle est estimée à quelque deux millions de personnes, sur 20 millions d'habitants.

Les autorités kurdes ont appelé à des manifestations en soutien aux FDS dans plusieurs villes kurdes, dont Qamichli, principale ville de la zone autonome kurde.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de **institut18**

janvier 2026

L'armée syrienne revendique la prise d'une ville stratégique tenue par les Kurdes

Dayr Hafir (Syrie), 18 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a affirmé dimanche avoir pris le contrôle d'une localité stratégique du nord, progressant au prix d'intenses combats face aux forces kurdes qui jouissaient d'une autonomie de facto depuis plus de dix ans dans la région.

Malgré les appels de Washington et Paris à cesser son offensive, le président islamiste Ahmad al-Chareh étend son emprise sur de nouveaux pans du pays, après avoir accordé vendredi aux Kurdes des droits nationaux inédits, mais jugés insuffisants par les autorités représentant cette minorité.

Ses troupes se rapprochent désormais de Raqa, ancien bastion du groupe jihadiste Etat islamique en Syrie.

Face à l'impasse dans les négociations du pouvoir central avec les Kurdes, qui contrôlent une partie du nord et du nord-est de la Syrie, les forces gouvernementales syriennes ont délogé leurs combattants de quartiers d'Alep, la grande ville du nord du pays, la semaine dernière.

Elles les ont ensuite sommés de se retirer d'une zone située entre l'est de cette ville et le fleuve Euphrate.

Après avoir massé des renforts et bombardé vendredi des positions kurdes, l'armée a progressé samedi dans cette zone, les deux côtés faisant état d'attaques meurtrières.

Au petit matin dimanche, les autorités de Damas ont annoncé contrôler la ville de Tabqa, dans la province de Raqa, "y compris le barrage sur l'Euphrate qui est le plus grand de Syrie", selon le ministre de l'Information Hamza Moustafa, cité par l'agence Sana.

Les combattants kurdes affirment pourtant que cette localité, à une quarantaine de kilomètres de Raqa, ne faisait pas partie de l'accord de retrait qu'ils avaient accepté.

L'agence Sana a ensuite affirmé que les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, avaient fait sauter dans la nuit les deux ponts menant vers Raqa, coupant la ville de la zone sur la rive occidentale qu'ils ont été sommés de quitter.

- "Libération" -

Raqa, dans la province du même nom, était considérée comme la capitale de l'EI avant qu'il ne soit défait en 2019 par les FDS, soutenues par une coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis.

La minorité kurde avait alors profité du chaos de la guerre civile (2011-2024) pour s'emparer de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers.

Un peu plus d'un an après avoir renversé Bachar al-Assad, Ahmad al-Chareh, un ex-jihadiste, veut désormais rétablir l'autorité de Damas sur l'ensemble du territoire syrien.

Dès samedi matin, les correspondants de l'AFP ont vu l'armée entrer dans la ville de Deir Hafer, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alep, tandis que les combattants kurdes s'en retiraient.

Dans la localité de Maskana, l'armée a été acclamée par les habitants, en majorité arabes. "Ce jour est le premier jour de notre libération", a déclaré à l'AFP l'un d'eux, Ahmad al-Faraj.

Les FDS ont fait en revanche état, outre les combats à l'est d'Alep, d'"intenses affrontements" dans cinq localités à l'est de l'Euphrate, entre Deir Ezzor et la frontière irakienne. Les autorités de Deir Ezzor, également sur le fleuve, ont accusé les forces kurdes de bombarder le centre-ville, sous contrôle gouvernemental.

L'offensive de l'armée syrienne a provoqué l'inquiétude de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, qui ont récemment levé leurs sanctions imposées à Damas sous Bachar al-Assad.

Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a exhorté les forces syriennes à cesser toute attaque dans la zone située entre Alep et Tabqa, appelant à "une coopération étroite entre les partenaires syriens".

Samedi, le chef des FDS Mazloum Abdi a rencontré à Erbil, dans le nord de l'Irak, l'émissaire américain Tom Barrack.

"Une Syrie unie et stable passe par l'intégration des Forces démocratiques syriennes en son sein et non par la guerre contre celles et ceux qui ont combattu Daech (l'acronyme arabe de l'EI, ndlr) à nos côtés", a déclaré sur X le président français Emmanuel Macron. "L'offensive des autorités syriennes doit cesser immédiatement."

- "Premier pas" -

Le pouvoir a conclu en mars dernier un accord avec les Kurdes pour intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, mais son application bute sur les exigences contradictoires des deux parties, toutes deux soutenues par Washington.

Les Kurdes sont une minorité notamment répartie entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Ils ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression des régimes précédents en Syrie.

Confronté au défi d'unifier un pays déchiré par la guerre civile, le président a annoncé vendredi soir reconnaître par décret les droits nationaux des Kurdes. Leur langue sera désormais officielle, une décision historique dans le pays où cette minorité est estimée à quelque deux millions sur une population de 20 millions d'habitants.

L'administration autonome kurde du nord de la Syrie a estimé que ce décret constituait "un premier pas" mais ne satisfaisait pas "les aspirations et les espoirs du peuple kurde".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2026

Le président syrien et les forces kurdes annoncent un accord de cessez-le-feu

Damas, 18 jan 2026 (AFP) — Le président syrien Ahmad al-Chareh a annoncé dimanche un accord avec les Kurdes syriens, prévoyant un cessez-le-feu et l'intégration de leurs puissantes forces au sein de l'Etat syrien, après deux jours de rapide progression de ses troupes dans les zones tenues par les Kurdes dans le nord et le nord-est du pays.

Le chef des forces kurdes de Syrie Mazloum Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), a confirmé avoir accepté "pour que cette guerre ne devienne pas une guerre civile" que ses forces se "retirent des régions de Deir Ezzor et de Raqa vers Hassaké".

L'accord est un coup dur pour les Kurdes qui ambitionnaient de préserver leur administration autonome, instaurée de facto depuis plus d'une décennie.

Le texte en quatorze points publié par la présidence prévoit l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des forces de sécurité kurdes dans les ministères de la Défense et de l'Intérieur du pays.

Il stipule aussi la remise immédiate au gouvernement des provinces sous contrôle kurde et peuplées notamment d'Arabes de Deir Ezzor et Raqa, ainsi que la prise en charge par Damas des prisonniers du groupe jihadiste Etat islamique (EI) et de leurs familles détenus dans des prisons et des camps contrôlés par les Kurdes.

M. Chareh a précisé devant la presse avoir signé l'accord à distance avec Mazloum Abdi.

Selon le président, qui a annulé une visite prévue mardi à Berlin, les détails de l'accord doivent être finalisés lors de pourparlers lundi avec M. Abdi.

La France sera présente à ces pourparlers, selon l'entourage du président Emmanuel Macron.

"Je recommande un cessez-le-feu complet", a insisté le président syrien juste après une rencontre avec l'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrack, qui s'était entretenu la veille avec M. Abdi, à Erbil en Irak.

- "Tournant décisif" -

Les Etats-Unis, qui soutiennent depuis des années les combattants kurdes syriens mais sont désormais également un allié clé de Damas, ont salué l'accord, M. Barrack parlant d'un "tournant décisif, avec d'anciens adversaires privilégiant le partenariat plutôt que la division".

Avant l'offensive de l'armée syrienne, des négociations entre le pouvoir central et les Kurdes visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat, aux termes d'un accord conclu en mars 2025, étaient dans l'impasse.

Dans un geste apparent de bonne volonté, le président avait accordé vendredi par décret des droits nationaux inédits aux Kurdes, reconnaissant notamment le kurde comme langue officielle. Une mesure jugée insuffisante par l'administration autonome kurde du nord de la Syrie.

Le président syrien, qui a renversé Bachar al-Assad il y a plus d'un an, a insisté dimanche sur une nécessaire "souveraineté de la Syrie sur l'ensemble de son territoire".

- Reprise d'un grand champ pétrolier -

L'armée a notamment repris dimanche aux forces kurdes le plus grand champ pétrolifère de Syrie, celui d'al-Omar. Les FDS avaient pris le contrôle de ce champ après en avoir expulsé l'EI en 2017.

Pendant des années, ce site avait abrité la plus grande base de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, qui a aidé les FDS à combattre l'EI, finalement défait en Syrie en 2019.

A l'aube, les FDS "se sont retirées de tous les secteurs sous leur contrôle" dans l'est de la province de Deir Ezzor, peuplée en majorité d'Arabes, dont "les champs pétrolifères de al-Omar", le plus grand du pays "et al-Tanak", selon une ONG.

La minorité kurde s'était emparée pendant la guerre civile (2011-2024) de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers.

La semaine dernière, les forces gouvernementales ont délogé les combattants kurdes de quartiers d'Alep, puis les ont sommés de se retirer d'une zone située entre cette ville du nord du pays et l'Euphrate, plus à l'est.

A mesure que les forces kurdes se repliaient sans opposer de véritable résistance, les troupes gouvernementales ont progressé samedi et dimanche vers l'est, où elles ont notamment pris le contrôle de la ville de Tabqa.

Après le départ des forces kurdes, des résidents de Tabqa ont déboulonné une immense statue honorant une combattante kurde tuée en 2017 par les jihadistes de l'EI, attestent des photos de l'AFP.

L'armée a poursuivi dimanche son avancée jusqu'à Raqa, dans la province éponyme, qui était la "capitale" du groupe Etat islamique avant sa défaite et où les habitants avaient souffert des pires exactions.

Selon l'agence Sana, deux civils ont été tués dimanche à Raqa par des tirs des FDS. Le correspondant de l'AFP aux abords de la ville a entendu des tirs d'armes automatiques, et indiqué que les forces gouvernementales avaient acheminé des renforts et ratissaient des quartiers de la ville.

La minorité kurde, notamment répartie entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, a souffert de décennies d'oppression en Syrie, où elle est estimée à quelque deux millions de personnes, sur 20 millions d'habitants.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2026

Que sait-on de l'accord entre le pouvoir syrien et les Kurdes?

Damas, 18 jan 2026 (AFP) — Le président syrien Ahmad al-Chareh a annoncé dimanche un accord avec les Kurdes, imposé par la force des armes, après avoir lancé une offensive contre des zones qu'ils contrôlent dans le nord et le nord-est de la Syrie.

Publié par la présidence syrienne, l'accord en 14 points prévoit un cessez-le-feu entre l'armée syrienne et les forces kurdes.

Que dit-il de l'avenir des régions administrées de facto par les Kurdes dans le nord et le nord-est de la Syrie depuis plus d'une dizaine d'années?

- Les forces kurdes

L'accord prévoit l'intégration des forces kurdes, qui comptent près de 100.000 membres selon les Kurdes, au sein de l'armée et des forces de sécurité syriennes.

Les deux parties avaient signé un accord, en mars dernier, pour intégrer les institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat, sans parvenir à s'entendre sur ses modalités d'application.

Les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS) seront intégrées au ministère de la Défense, tandis que les forces de sécurité kurdes (Asayech) doivent rejoindre le ministère de l'Intérieur.

Mais alors que les Kurdes réclamaient, durant les négociations, le maintien de leurs forces au sein d'unités distinctes qui resteraient basées dans leurs régions, l'accord annoncé dimanche prévoit une intégration à titre individuel.

Le sort des Unités de protection de la femme, forces exclusivement féminines, n'est pas précisé, alors que l'armée et les forces de sécurité syriennes ne comptent pas de femmes.

En réponse à une question, le président Chareh a indiqué dimanche que "dans certaines régions sensibles, les éléments de sécurité seront des fils de ces régions afin de prévenir les tensions".

- L'administration

L'accord stipule que les Kurdes remettent immédiatement à l'Etat central l'administration de deux provinces, Deir Ezzor et Raqa, majoritairement peuplées d'Arabes et jusqu'ici sous leur contrôle.

L'Etat syrien prend en outre le contrôle immédiat des postes-frontières et des champs pétroliers et gaziers dans toute la région sous contrôle kurde.

Le texte mentionne par ailleurs "l'intégration de toutes les institutions civiles" dans la province de Hassaké, coeur des zones kurdes, ainsi que la nomination d'un gouverneur de cette province, qui devrait être selon toute vraisemblance une personnalité kurde.

Les FDS pourront suggérer une liste de responsables "pour occuper des postes militaires, sécuritaires et civils de haut niveau au sein de la structure de l'Etat central".

L'accord prévoit en outre que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers du groupe Etat islamique (EI) et que l'administration kurde chargée de ce dossier soit intégrée aux institutions étatiques.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI et la défaite du groupe en Syrie, en 2019, leur avait permis d'élargir les territoires sous leur contrôle.

Plus de six ans après la défaite de l'EI, les camps et prisons gérés par l'administration autonome kurde dans le nord-est de la Syrie abritent encore des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux étrangers.

- Fin de l'autonomie pour les Kurdes?

Au cours de la guerre civile (2011-2024), la minorité kurde avait progressivement pris le contrôle de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers, dont les recettes servaient au fonctionnement de la zone autonome.

L'accord porte un coup très dur à cette autonomie chèrement acquise et aux institutions mises en place par l'administration kurde, notamment les écoles où la langue kurde est enseignée.

Dans leurs négociations initiales avec Damas, les Kurdes réclamaient un système décentralisé.

Avant d'imposer l'accord, le président syrien avait publié vendredi un décret reconnaissant les droits nationaux de cette minorité, dont la langue sera désormais officielle et accordant la nationalité syrienne aux Kurdes qui en avaient été privés par le passé, satisfaisant ainsi certaines de leurs revendications.

L'administration autonome kurde avait estimé qu'il s'agissait "d'un premier pas" mais que ces droits devraient être inscrits dans la Constitution.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 janvier 2026

Dans les zones kurdes de Syrie, le sentiment d'un "abandon" américain

Qamichli (Syrie), 19 jan 2026 (AFP) — Dans les zones kurdes du nord de la Syrie, des habitants expriment lundi leur amertume après l'accord avec Damas mettant fin à leur autonomie et ont le sentiment que les Etats-Unis, qui les ont soutenus pendant des années, les ont lâchés.

"L'Amérique nous a laissés tomber, elle a dit qu'elle était avec nous contre l'Etat islamique (EI) et qu'elle voulait libérer la Syrie, la rendre démocratique, mais leurs intentions étaient tout autres", lance Ahmed Mourad, 25 ans, à Qamichli.

Depuis quelques jours, des milliers de déplacés affluent vers cette ville, la principale à majorité kurde du nord-est, et y sont hébergés dans des centres d'accueil installés à la hâte, selon des correspondants de l'AFP sur place.

Ils ont fui la progression rapide des forces gouvernementales plus au sud, dans d'autres zones tenues par des Kurdes et peuplées notamment d'Arabes (Deir Ezzor, Raqa), dont les combattants kurdes se sont retirés dans le cadre de l'accord.

Le président syrien, Ahmad al-Chareh, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, a annoncé dimanche cet accord imposé par la force, qui prévoit un cessez-le-feu et l'intégration des administrations civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat.

Il "a imposé sa vision de l'Etat et de la Constitution", regrette Aras Mohammed, 34 ans, employé de l'administration autonome kurde à Qamichli, exprimant de "grandes craintes" pour l'avenir.

- "Agents immobiliers" -

L'accord est un coup dur pour les Kurdes qui ambitionnaient de préserver leur administration autonome, instaurée de facto depuis plus d'une décennie, et son puissant bras armé, les Forces démocratiques syriennes (FDS).

Soutenues par les Etats-Unis, à la tête d'une coalition multinationale antijihadiste, les FDS ont combattu et défait le groupe Etat islamique (EI) en Syrie et les Kurdes pensaient l'appui américain indéfectible.

Depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, la position américaine est plus complexe, Washington soutenant les efforts du gouvernement pour contrôler l'ensemble du territoire, tout en voulant préserver les liens avec les FDS.

Mais si les Kurdes bénéficient d'un grand soutien au Congrès américain, le président Donald Trump a laissé entendre qu'il pourrait prendre ses distances avec les forces kurdes.

L'émissaire américain en Syrie, Tom Barrack, a d'ailleurs soutenu l'accord annoncé dimanche par le président Chareh en sa présence à Damas, le qualifiant de "tournant décisif".

"Nous demandons à la coalition et aux Etats-Unis de ne pas laisser tomber les Kurdes (...) car nous avons combattu l'EI", s'inquiète Mohammad al-Issa, un pharmacien de 25 ans.

Hevi Ahmad, militante kurde de 40 ans, n'a pour sa part jamais considéré le soutien américain comme "réel".

"Ils traitent avec les peuples comme des agents immobiliers", dit-elle. "L'accord est une source de déception" après des années d'espoir sur "un avenir meilleur pour les Kurdes en Syrie".

- Crainte de représailles -

M. Chareh a publié vendredi un décret reconnaissant les droits nationaux des Kurdes dont la langue sera désormais officielle, mais les autorités kurdes estiment que ces droits devraient être inscrits dans la Constitution.

Les Kurdes syriens sont estimés à quelque deux millions, sur une population d'une vingtaine de millions.

Au cours de la guerre civile (2011-2024), ils avaient progressivement pris le contrôle de vastes territoires du nord et du nord-est de la Syrie, incluant champs pétroliers et gaziers.

Conformément à l'accord, les forces kurdes ont dû se retirer des zones à majorité arabe dimanche.

La militante Hevi Ahmad dit craindre "des représailles de la part de factions affiliées au gouvernement, malgré leurs assurances sur la protection des Kurdes et de leurs droits, à l'image de ce qui s'est produit à Soueida et sur la côte".

Le pouvoir islamiste s'est engagé à protéger les minorités mais des centaines d'alaouites ont été massacrés sur la côte en mars et des combats avec les druzes ont éclaté à Soueida (sud) en juillet.

Pour Mme Ahmad, l'accord anéantit les espoirs des Kurdes, "dispersés entre quatre pays, d'être unifiés".

Répartis entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, les Kurdes affirment que leurs tentatives d'établir un Etat indépendant ont été systématiquement réprimées par les puissances régionales et internationales au cours de leur histoire.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 janvier 2026

Syrie: l'armée se déploie dans les zones évacuées par les forces kurdes, entretien Chareh/Trump

Raqa (Syrie), 19 jan 2026 (AFP) — Le président syrien Ahmad al-Chareh et son homologue américain, Donald Trump, ont discuté lundi des garanties des droits des Kurdes, au lendemain d'un accord entre Damas et les forces kurdes qui porte un coup aux espoirs d'autonomie de cette minorité.

En vertu de cet accord incluant un cessez-le-feu, l'armée s'est déployée lundi dans les zones dont les forces kurdes se sont retirées, dans le nord et l'est de la Syrie, après deux jours de rapide progression des troupes gouvernementales.

Le président Chareh, qui a annoncé l'accord dimanche, est déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays après avoir renversé Bachar al-Assad en décembre 2024.

Si le cessez-le-feu apparaît globalement respecté, trois soldats ont été tués, selon l'armée, dans des affrontements lundi avec les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, qui ont accusé les troupes gouvernementales de les attaquer, et des bombardements ont été signalés à Raqa.

L'accord prévoit l'intégration des forces et institutions kurdes au sein de l'Etat, et la remise immédiate au gouvernement des provinces majoritairement arabes de Deir Ezzor et Raqa.

Lors d'un entretien téléphonique, MM. Chareh et Trump ont "souligné la nécessité de garantir les droits et la protection du peuple kurde dans le cadre de l'Etat", a indiqué la présidence syrienne.

Ils ont également "affirmé l'importance de préserver l'unité et l'indépendance du territoire syrien".

Auparavant, M. Chareh a rencontré le chef des FDS, Mazloum Abdi pour finaliser les détails de l'accord, mais leurs discussions n'ont pas débouché sur des résultats, a déclaré à l'AFP une source kurde proche des négociations.

- "Libération" -

A Deir Ezzor, le correspondant de l'AFP a vu des dizaines de véhicules militaires se diriger vers l'est de l'Euphrate, marquant la limite entre les zones tenues par les FDS et les régions contrôlées par Damas.

"Notre joie est indescriptible avec la libération", témoigne Mohammad Khalil, un chauffeur de 50 ans.

Des combattants des tribus locales à Deir Ezzor se sont ralliés aux autorités et ont pris le contrôle du secteur avant l'arrivée des forces de Damas dimanche.

Certaines tribus étaient auparavant alliées aux FDS, dont les rangs comptaient une importante composante arabe.

Gouvernement et forces kurdes ont échangé des accusations quant au sort des prisonniers de l'EI détenus par les Kurdes dans le gouvernorat de Hassaké.

L'accord prévoit que l'Etat devienne "responsable" de ces détenus et que l'administration kurde chargée de ce dossier intègre les institutions étatiques.

Le ministère de l'Intérieur s'est dit prêt à "prendre en charge la gestion et la sécurité" des prisons de l'EI à Hassaké, en "coordination directe avec la partie américaine" pour empêcher le retour du "terrorisme".

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, défait en 2019, et leurs camps et prisons abritent encore des dizaines de milliers de détenus, dont de nombreux étrangers.

- Bombardements à Raqa -

Un correspondant de l'AFP dans la ville de Raqa a vu les forces de sécurité déployées sur la place principale.

Dans la soirée, il a rapporté avoir entendu des bombardements intenses, tandis que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a indiqué que les forces gouvernementales avaient bombardé une position des FDS au nord de la ville et fait état d'affrontements.

Ceux-ci ont pris fin, a ensuite dit à l'AFP une source du ministère de la Défense, sans plus de détails.

Raqa, dans la province du même nom, était considérée comme la "capitale" de l'EI, et les habitants y ont souffert des pires exactions avant de passer sous contrôle des FDS.

Dans la région de Deir Ezzor, les forces gouvernementales ont aussi repris le contrôle du champ pétrolifère d'al-Omar, le plus important du pays.

La Syrie est un petit producteur de brut, et sa production s'est effondrée pendant la guerre civile (2011-2024).

- "L'Amérique laisse tomber ses alliés" -

L'accord annoncé par le président islamiste syrien a provoqué amertume et craintes dans les zones à majorité kurde, où les habitants ont accusé les Etats-Unis de les avoir lâchés.

"Nous avons un grand sentiment de déception", affirme à l'AFP en kurde Aras Mohammad, 34 ans, un employé de l'administration autonome à Qamichli, principale ville à majorité kurde du nord-est.

"Ce n'est pas la première fois que l'Amérique laisse tomber ses alliés", renchérit Rafeh Ismaïl, un bijoutier de 43 ans.

"La confrontation de M. Chareh avec les forces kurdes, après avoir fait pression sur les zones alaouites et druzes, renforce les doutes sur la légitimité du gouvernement intérimaire et sa capacité à représenter la population" syrienne, estime Mutlu Civiroglu, un analyste basé à Washington spécialisé dans le dossier kurde.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, allié de Damas et hostile aux FDS, a salué lundi l'offensive "méticuleuse" de l'armée syrienne.

La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, a pour sa part appelé à la fin immédiate de "toutes les activités militaires" en Syrie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 janvier 2026

Syrie: les Kurdes et Damas échangent des accusations sur le sort des prisonniers de l'EI

Qamichli (Syrie), 19 jan 2026 (AFP) — Les forces kurdes et le pouvoir syrien ont échangé lundi des accusations au sujet du sort des prisonniers du groupe jihadiste Etat islamique (EI), détenus par les Kurdes dans le nord et le nord-est de la Syrie où l'armée se déploie.

Damas a annoncé dimanche un accord de cessez-le-feu en vertu duquel l'armée du pouvoir islamiste va se déployer dans plusieurs zones contrôlées par les combattants kurdes, qui doivent s'en retirer.

L'accord prévoit que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers de l'EI et que l'administration kurde chargée de ce dossier soit "intégrée aux institutions étatiques".

Soutenues par les Etats-Unis, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, défait en 2019.

Des milliers d'ex-jihadistes, dont de nombreux étrangers, sont détenus dans sept prisons et des dizaines de milliers de membres de leurs familles vivent dans deux camps établis par ces forces dans le nord de la Syrie.

Lundi, les FDS ont affirmé que l'une des prisons, celle de Chaddadi qui "abrite des milliers de prisonniers de l'EI, avait été "attaquée" par les forces gouvernementales.

Elle est située dans la province de Hassaké, toujours sous le contrôle des forces kurdes.

L'armée a accusé les forces kurdes d'avoir libéré des détenus de cette prison, affirmant ratisser ses alentours pour arrêter les détenus qui se sont évadés.

L'AFP n'a pas pu confirmer ces informations contradictoires.

Dans la province voisine de Raqa, dont doivent se retirer les forces kurdes, les FDS ont déclaré que des affrontements les opposaient à l'armée aux abords d'une autre prison où sont détenus des jihadistes, al-Aqtan, faisant état de "plusieurs tués" dans leurs rangs.

Un correspondant de l'AFP a vu des blindés du ministère de la Défense et des membres des forces de sécurité et de l'armée syriennes encercler la prison.

Il n'a pas entendu de tirs, mais indiqué que des combattants des FDS étaient déployés sur le toit de la prison.

Il a en outre vu deux avions qui relèveraient de la coalition internationale survoler le secteur.

L'agence officielle syrienne Sana a confirmé "le déploiement de forces de la police militaire aux abords de la prison pour la sécuriser".

Le gouvernement syrien a accusé dans un communiqué l'administration autonome kurde de "tenter d'exploiter politiquement le dossier du terrorisme" pour "faire chanter la communauté internationale".

Des milliers de jihadistes du monde entier avaient afflué en Syrie après le début du conflit en 2011, et avaient combattu dans les rangs de l'EI.

Depuis la défaite du groupe en 2019, des dizaines de pays, dont des Etats occidentaux, refusent de rapatrier leurs ressortissants.

Outre ses prisons réparties entre les gouvernorats de Raqa et de Hassaké, l'administration autonome détient des dizaines de milliers de proches de jihadistes, Syriens et étrangers, dont des Occidentaux, dans deux camps principaux, ceux d'Al-Hol et de Roj.

En décembre, la directrice du camp d'Al-Hol, Jihan Hanan, avait déclaré à l'AFP qu'il abritait environ 24.000 personnes dont quelque 9.700 étrangers, incluant des femmes et enfants de jihadistes de plusieurs nationalités.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 janvier 2026

Erdogan salue l'offensive "mesurée" de l'armée syrienne, malgré les "provocations"

Istanbul, 19 jan 2026 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué lundi l'offensive "méticuleuse de Damas contre les combattants kurdes en Syrie, malgré les "provocations".

"La gestion mesurée de cette opération délicate par l'armée syrienne, ainsi que sa remarquable sensibilité à l'égard de la sécurité des civils, sont louables. Malgré les provocations, l'armée syrienne a réussi cette épreuve, évitant toute action qui aurait pu la discréditer alors qu'elle était dans son droit", a-t-il affirmé.

"La Syrie a saisi une opportunité historique. En tant que pays frère et ami du peuple syrien, nous ne permettrons aucune tentative de sabotage. Le principe d'un État, une armée est une condition essentielle à la stabilité d'un pays. La Turquie soutient pleinement toutes les mesures prises pour l'instaurer", a-t-il ajouté.

L'armée syrienne s'est déployée lundi dans les zones dont les forces kurdes se sont retirées dans le nord et l'est de la Syrie, en vertu d'un accord de cessez-le-feu qui porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes.

L'accord prévoit l'intégration des forces et des institutions

kurdes au sein de l'Etat, ainsi que la remise immédiate au gouvernement des provinces majoritairement arabes de Deir Ezzor et Raqa.

Malgré le froid et la neige, quelque 600 personnes se sont rassemblées lundi à Diyarbakir (sud-est), principale ville à majorité kurde de la Turquie, pour protester contre l'offensive de Damas.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 janvier 2026

Les Kurdes de Turquie inquiets après l'offensive de Damas dans le nord-est de la Syrie

Istanbul, 19 jan 2026 (AFP) — Les Kurdes de Turquie espèrent la poursuite du processus de paix initié par les autorités avec la guérilla du PKK après l'offensive de Damas contre les combattants kurdes en Syrie, ouvertement soutenue par Ankara.

Proche allié de la nouvelle direction syrienne qui a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, le gouvernement turc est simultanément engagé dans une tentative de règlement avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont le chef historique et fondateur, Abdullah Öcalan, est incarcéré depuis 1999.

Initié en octobre 2024 par l'allié nationaliste du président Recep Tayyip Erdogan, ce processus vise à mettre fin à plus de quatre décennies d'affrontements qui ont fait 50.000 morts.

Le chef de l'Etat a salué lundi l'offensive "méticuleuse de Damas contre les combattants kurdes en Syrie".

"En tant que pays frère et ami du peuple syrien, nous ne permettrons aucune tentative de sabotage" a-t-il insisté.

L'armée syrienne s'est déployée lundi dans les zones dont les forces kurdes se sont retirées dans le nord et l'est de la Syrie, en vertu d'un accord de cessez-le-feu qui porte un coup aux espoirs d'autonomie des Kurdes.

Malgré le froid et la neige, quelque 600 personnes se sont rassemblées lundi à Diyabarkir (sud-est), principale ville à majorité kurde du pays, pour protester contre l'offensive de Damas, avant d'être dispersés sans ménagement par la police.

Une vingtaine de personnes ont été interpellées, a-t-il ajouté.

A Istanbul, un journaliste français, Raphaël Boukandoura, travaillant notamment pour l'hebdomadaire Courrier International et le quotidien Ouest France, a été interpellé et placé en garde à vue lors d'une manifestation du parti prokurde DEM, troisième force au Parlement turc, ont indiqué le parti et l'organisation Reporters sans Frontières, qui a demandé "la libération immédiate" du journaliste.

- "acteur influent" -

"La Turquie attache une grande importance à l'intégrité territoriale, à l'unité, (...) à la stabilité et à la sécurité de la Syrie", avec laquelle elle partage 900 km de frontière et une importante minorité kurde (environ 20% de la population turque), avait souligné dimanche M. Erdogan.

"La Turquie est un acteur majeur sur le terrain et un acteur influent à la table des négociations", a confirmé le directeur de la communication présidentielle, Burhanettin Duran, sur X.

L'accord, coup dur pour les Kurdes qui ambitionnaient de préserver leur administration autonome, est intervenu au terme de violents combats qui ont repoussé les Forces démocratiques syriennes (FDS) hors d'Alep et surtout de leur fief de Raqa qu'elles contrôlaient depuis une décennie.

Samedi, Abdullah Öcalan avait dénoncé une "tentative de sabotage" des négociations en cours en Turquie.

La direction du DEM a accusé de son côté la Turquie d'"hypocrisie pure": "On ne peut pas traiter ceux que l'on qualifie de +citoyens+ de ce côté de la frontière comme des +ennemis+ de l'autre", a-t-il insisté. "On ne peut pas être constructif à Ankara et destructeur en Syrie."

- "Pas d'autre choix" -

Sollicité par l'AFP, le coprésident du parti à Diyarbakir, Abbas Sahin, a dénoncé lundi "une menace sur le processus, mis à rude épreuve" mais estimé malgré tout qu'il "doit se poursuivre": "On voit, à la lumière des développements dans les pays voisins, ce à quoi l'on peut être confronté en l'absence de transition démocratique".

"La force des FDS était exagérée et le territoire qu'elles contrôlaient ne reflétait pas la réalité kurde", a jugé Bayram Bozyel, président du Parti socialiste du Kurdistan (PSK).

"Nous ignorons quelle sera l'attitude dans le camp du PKK, car la politique suivie par (Ankara) a engendré un profond sentiment de défiance chez les Kurdes. Malgré tout, la Turquie conduira le processus et poursuivra les efforts de désarmement du PKK", veut-il croire.

Le gouvernement n'a pas d'autre choix, estime M. Bozyel, "sinon le PKK constituera une menace encore plus grande pour la Turquie".

Les combattants du PKK repliés dans les montagnes du nord de l'Irak avaient symboliquement entamé leur désarmement en juillet après avoir annoncé leur dissolution en mai, à l'appel de leur chef.

Mais ils ont dénoncé en novembre la paralysie du processus et prévenu qu'ils n'iraient pas plus loin pour le moment: "Nous avons fait ce qu'on nous a demandé. C'est au tour de l'Etat turc" d'agir, a déclaré à l'AFP le commandant Amed Malazgirt, exigeant la libération immédiate de M. Öcalan.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2026

L'Irak annonce le retrait complet de la coalition dirigée par les Etats-Unis, hors Kurdistan

Bagdad, 18 jan 2026 (AFP) — L'Irak a annoncé dimanche la fin du retrait des forces de la coalition dirigée par les Etats-Unis des bases situées sur le territoire fédéral du pays, à l'exclusion de la région autonome du Kurdistan, dans le nord.

"Nous annonçons aujourd'hui (...) la fin de l'évacuation de toutes les bases militaires et de tous les quartiers généraux des conseillers de la coalition dirigée par les Etats-Unis dans les zones fédérales officielles de l'Irak", a déclaré le comité militaire chargé de superviser la fin de la mission de la coalition.

Avec ce retrait, "ces sites passent sous le contrôle total des forces de sécurité irakiennes", a-t-il indiqué dans un communiqué, ajoutant qu'ils passeraient à "la phase des relations bilatérales avec les Etats-Unis en matière de sécurité".

La grande majorité des forces de la coalition s'étaient retirées des bases irakiennes dans le cadre d'un accord conclu en 2024 entre Bagdad et Washington, qui prévoyait la fin de la mission en Irak d'ici la fin 2025 et d'ici septembre 2026 dans la région du Kurdistan. Seuls des conseillers étaient restés dans le pays.

Les troupes américaines et alliées étaient déployées en Irak et en Syrie depuis 2014 pour combattre le groupe Etat islamique (EI), qui s'était emparé de vastes portions des deux pays pour y proclamer son "califat".

Le groupe djihadiste a été vaincu sur le plan territorial en Irak en 2017 et en Syrie en 2019, mais continue d'opérer par le biais de cellules dormantes.

"La coordination avec la coalition internationale se poursuivra en vue d'éliminer complètement la présence de l'EI en Syrie", a ajouté le comité militaire.

Il a également souligné "le rôle de la coalition en Irak, qui offre un soutien logistique transfrontalier aux opérations en Syrie, grâce à sa présence sur une base aérienne à Erbil", la capitale de la région du Kurdistan irakien.

Les attaques de l'EI en Irak ont considérablement diminué ces dernières années, mais le groupe maintient une présence dans les zones montagneuses du pays.

En décembre, deux soldats américains et un interprète civil ont été tués en Syrie lors d'une attaque attribuée à l'EI, suscitant des craintes d'une résurgence dans le pays.

"En Irak, le groupe s'est concentré sur la reconstruction de réseaux le long de la frontière syrienne et le rétablissement de ses capacités dans la région de Badia", avait souligné un rapport du Conseil de sécurité de l'ONU publié en août.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

!20 janvier 2026

D'Irak vers la Syrie, des Kurdes partent défendre leur "patrie"

Souleimaniyeh (Irak), 20 jan 2026 (AFP) — Comme des dizaines d'autres Kurdes irakiens, Rounak Majid monte à bord d'un bus qui s'apprête à parcourir plusieurs centaines de km. Direction la Syrie, où elle veut soutenir sa communauté face à l'offensive du gouvernement d'Ahmad al-Chareh.

"Nous partons pour le Rojava (territoire semi-autonome kurde dans le nord-est de la Syrie, NDLR) afin de défendre chaque centimètre de la terre du Kurdistan", lance l'enseignante de 58 ans.

"Chacun de nous peut défendre sa patrie à sa façon, même si cela veut dire de prendre les armes", estime Mme Majid, rencontrée par l'AFP à Souleimaniyeh.

Dans cette ville de l'est de l'Irak, une vingtaine de bus ont pris la route mardi malgré le froid et la neige, après l'appel lancé par les forces kurdes à leurs "frères" de Syrie et des autres pays, "à s'unifier et rejoindre les rangs de la résistance".

Déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble de la Syrie depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, le président Ahmad al-Chared a annoncé dimanche un accord obtenu avec les Kurdes sous pression militaire.

Il vise à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat et a porté un coup aux espoirs d'autonomie de la minorité, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est au cours de la guerre civile (2011-2024).

L'armée syrienne a pris le contrôle des provinces de Raqa et Deir Ezzor (nord et nord-est) et a massé des troupes aux abords des localités kurdes de la province de Hassaké, où sont désormais repliés les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS).

- "Injustice" -

Abou Bakr Haldani, ancien membre du Parlement régional du Kurdistan, se rend lui aussi en Syrie pour fournir "un soutien moral", appelant à ce que "tous les efforts politiques, moraux, matériels et diplomatiques soient menés pour que l'injustice contre notre peuple disparaisse".

Non loin, alors qu'une femme enlace son mari pour lui dire au revoir, de jeunes hommes font le V de la victoire et scandent des slogans pro-kurdes.

"Il est de notre devoir, en tant que Kurdes, de ne compter que sur nous-mêmes et sur

notre force, pas sur l'Amérique ou autre", estime quant à lui Adel Ahmad, avec pour seul bagage un sac à dos.

De nombreux Kurdes se sentent abandonnés par les Etats-Unis, qui les appuyaient dans leur combat contre l'organisation Etat islamique (EI), avant de soutenir les efforts de centralisation du président syrien.

"Nous n'aimons ni les guerres, ni les problèmes, mais ils nous ont toujours été imposés", regrette M. Ahmad, 68 ans, combattant kurde à la retraite.

Répartis entre la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie, les Kurdes affirment que leurs tentatives d'établir un Etat indépendant ont été systématiquement réprimées par les puissances régionales et internationales au cours de leur histoire.

A Souleimaniyeh, il y a aussi des Kurdes irakiens et iraniens qui montent dans les bus, comme Sayed Bagheri, 27 ans, originaire de Kermanshah en Iran.

"Les Kurdes ne forment qu'un seul peuple", dit-il, "et sont réunis autour d'une seule cause" qu'il faut à tout prix "soutenir".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Syrie: "effondrement total" des négociations avec Damas, selon un responsable kurde

Damas, 20 jan 2026 (AFP) — Les négociations entre les Kurdes syriens et le pouvoir central se sont "totalement effondrées", a affirmé à l'AFP mardi un responsable kurde, alors que l'armée masse des renforts face aux zones autonomes kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Le chef kurde Mazloum Abdi et le président syrien Ahmad al-Chareh se sont rencontrés lundi soir à Damas pour évoquer l'application de leur accord, proclamé la veille, sur l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat.

"Les négociations qui ont eu lieu hier à Damas se sont totalement effondrées. La seule exigence (des autorités syriennes) est la reddition inconditionnelle", a déclaré Abdel Karim Omar, représentant de l'administration autonome kurde à Damas.

Il a appelé la communauté internationale à prendre en urgence "une position ferme et décisive" en faveur des Kurdes syriens.

Le président syrien, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, a annoncé dimanche un accord qui prévoit un cessez-le-feu et l'intégration des administrations civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat.

L'armée syrienne s'est déployée après cette annonce dans des zones de l'est et du nord de la Syrie, notamment les provinces de Raqa et Deir Ezzor, dont les forces kurdes se sont retirées.

Les Kurdes ont établi au cours de la guerre civile (2011-2024) une zone autonome dans le nord et le nord-est de la Syrie.

Mardi, un correspondant de l'AFP à Raqa a vu un important convoi de blindés et de véhicules chargés de soldats de l'armée se diriger vers le bastion kurde de Hassaké, dans la zone autonome.

Pour leur part, les Forces Démocratiques Syrienne (FDS), dominées par les Kurdes, ont battu le rappel "des jeunes Kurdes, hommes et femmes", en Syrie et à l'étranger, les appelant à "rejoindre les rangs de la résistance".

Dans la ville de Hassaké, capitale de la province autonome, le correspondant de l'AFP a vu des dizaines de civils, dont des femmes et des personnes âgées, portant les armes à l'appel des FDS qui ont établi des barrages et fait circuler des patrouilles.

Les Kurdes sont répartis entre quatre pays de la région, la Syrie, la Turquie, l'Irak et l'Iran.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

L'inconnue de l'avenir des prisonniers de l'EI en Syrie

Paris (France), 20 jan 2026 (AFP) — Le chaos et les incertitudes provoqués par les affrontements entre l'armée syrienne et les forces kurdes menacent l'étanchéité des camps de prisonniers de l'organisation jihadiste Etat islamique (EI), faisant planer le risque d'évasions.

Des milliers d'ex-combattants mais aussi des dizaines de milliers de femmes et d'enfants, selon les différentes estimations, sont répartis dans une vingtaine de prisons et de camps. Parmi eux se trouvent un peu moins de 10.000 étrangers.

Ces prisons et ces camps, jusqu'ici gérés par les forces kurdes, "sont des chaudrons de radicalité", estime Laurence Bindner, cofondatrice du JOS Project, spécialiste de la radicalisation en ligne. Michael Kurilla, le général américain à la tête du Centcom, le commandement américain pour le Moyen-Orient, "parlait en 2023 d'une véritable +armée de l'EI en détention+", rappelle-t-elle.

Toutefois, "il n'y a pas d'évaluation globale de leur degré de radicalisation", juge la docteure Lilla Schumicky-Logan, directrice adjointe de

l'ONG de prévention de l'extrémisme GCERF, qui revient tout juste d'un séjour en Syrie.

L'armée du gouvernement islamiste syrien d'Ahmad al-Chareh, adoubé par la communauté internationale, a lancé une offensive contre les positions de la coalition kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), mettant observateurs et services de sécurité sur les dents.

- "Dans le brouillard" -

"La situation évolue très vite. On évalue l'impact sur les camps, c'est un peu compliqué d'anticiper ce qu'ils vont devenir mais on ne peut pas exclure des évasions", a confié à l'AFP une source sécuritaire occidentale.

Malgré l'annonce d'un cessez-le-feu dimanche qui prévoit que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers de l'EI, l'incertitude est grande.

Mardi, les FDS ont annoncé avoir été "contraintes de se retirer" du camp d'al-Hol, abritant des femmes et des enfants, pour défendre les régions sous leur contrôle menacées par l'armée. C'est le plus grand camp de prisonniers de la zone autonome kurde en Syrie. Il abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités, parmi lesquels des Occidentaux.

Lundi, les forces kurdes ont affirmé que l'une des prisons, celle de Chaddadi, avait été "attaquée" par les troupes gouvernementales, qui ont en retour accusé les FDS d'avoir libéré des détenus, affirmant ratisser les alentours pour capturer les évadés.

"Il y a des rumeurs croisées qui circulent sur le nombre des prisonniers qui seraient sortis, leur allégeance, sur qui a ouvert les portes. Il y a beaucoup de propagande, on est encore en plein brouillard", résume Laurence Bindner.

Des évasions massives avérées seraient "la matérialisation d'un des scénarios qu'on aurait pu craindre, soit que des individus s'échappent en profitant de brèches de sécurité, soit qu'on les laisse sciemment sortir", explique le chercheur Thomas Renard, le directeur du laboratoire de recherche du Centre de international pour le contre-terrorisme (ICCT),qui siège à La Haye. "C'est la chronique d'un désastre annoncé".

Cette solution de "lieux de détention provisoire, sans procès, sans perspectives, n'était pas tenable dans une région hautement explosive", dit-il.

- L'EI attentive -

"Pour l'instant, il n'y a aucune réaction officielle de l'EI mais le sort des prisonniers est le premier sujet de discussion sur les chaînes de communication jihadistes. Pour l'EI, c'est clairement une opportunité qu'ils (ses responsables) vont chercher à exploiter. Ils feront tout pour essayer de les récupérer dans leur giron", explique Mme Bindner.

"L'agenda de l'EI est toujours de récupérer les prisonniers", assurait une source sécuritaire occidentale en novembre.

"Même si quelques dizaines ou centaines de prisonniers sont libérés et vont rejoindre les quelque 3.000 combattants de l'EI en Syrie, cela fait un coup d'accélérateur, en force et en moral, cela peut appuyer leur insurrection. Mais on est encore très loin d'une situation où ils pourraient rétablir un califat territorial", estime-t-elle.

Car sur les dizaines de milliers de prisonniers, les profils et les degrés de radicalité sont très divers.

Pour les femmes, concentrées dans les camps d'al-Hol et de Roj, beaucoup d'étrangères se repentent et demandent à rentrer dans leur pays, affirme Mme Schumicky-Logan.

Quant aux hommes combattants, "beaucoup sont incarcérés depuis six ou sept ans dans des conditions difficiles. Beaucoup sont désormais malades. Sont-ils capables de reprendre le combat ? Il faut se poser cette question", lance-t-elle.

S'ils se retrouvaient dans la nature, "on peut imaginer que certains tenteraient de faire profil bas", selon M. Renard, mais d'autres "retourneraient sous doute vers l'EI ou une autre organisation jihadiste et ce ne serait bon, ni pour la Syrie, ni pour la région, ni pour la sécurité globale".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

La présidence syrienne annonce "une entente" avec les Kurdes sur le sort de leur bastion de Hassaké

Damas, 20 jan 2026 (AFP) — La présidence syrienne a annoncé mardi une "entente" avec les Kurdes sur le sort de leur bastion de Hassaké (nord-est), en vertu de laquelle l'armée n'entrerait pas dans les localités kurdes de cette région autour de laquelle elle est massée.

Dans un communiqué, la présidence précise que les Kurdes ont "quatre jours, à partir de mardi soir" pour proposer un plan sur "l'intégration pacifique" de la province de Hassaké au sein de l'Etat syrien.

Dans le même temps, le ministère syrien de la Défense a annoncé un cessez-le-feu de quatre jours avec les forces kurdes, à partir de 20H00 (17H00 GMT) mardi.

Les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), se sont engagées à respecter le cessez-le-feu. "Nous n'initierons pas d'action militaire si nos forces ne sont pas soumises à des attaques", ont-elles assuré.

L'annonce de la présidence syrienne est intervenue alors que l'armée a pris le contrôle des provinces de Raqa et Deir Ezzor (nord et nord-est) lundi, à la suite du retrait des FDS sous la pression militaire.

Elle a massé des troupes aux abords des localités kurdes de la province de Hassaké

où sont désormés repliés les combattants kurdes.

Le président islamiste syrien Ahmad al-Chareh et le chef kurde Mazloum Abdi devaient finaliser lundi à Damas un accord sur l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat.

Ce texte porte un coup aux espoirs d'autonomie de la minorité kurde, qui a instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est au cours de la guerre civile (2011-2024).

Mais "les négociations (...) se sont totalement effondrées", a affirmé à l'AFP mardi un responsable kurde.

Selon la présidence, les forces syriennes n'entreront pas dans les villes de Hassaké et Qamichli si les deux parties parviennent d'ici quatre jours à un accord final.

La présidence ajoute que le chef des FDS Mazloum Abdi pourra "proposer deux candidats pour les postes d'adjoint du ministre de la Défense et de gouverneur de Hassaké", ainsi que des noms de députés potentiels à l'assemblée.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Syrie: la mission anti-EI des forces kurdes n'a plus de raison d'être, dit l'émissaire américain

Damas, 20 jan 2026 (AFP) — Les forces kurdes, fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019, n'ont plus de raison d'être, a estimé mardi l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack.

"La mission initiale des FDS (Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes) en tant que principale force anti?EI sur le terrain a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de l'EI", a-t-il déclaré sur son compte X.

Dans un entretien à un média kurde, le chef des FDS, Mazloum Abdi, avait appelé "la coalition internationale à assumer ses responsabilités dans la sécurisation" des camps de prisonniers de l'EI, ajoutant s'être retiré dans des zones majoritairement kurdes du nord-est, dont la protection est une "li.gne rouge".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

En Syrie, le pouvoir accorde un nouveau sursis aux Kurdes

Hassaké (Syrie), 20 jan 2026 (AFP) — Le pouvoir syrien a annoncé mardi soir un nouveau cessez-le-feu avec les forces kurdes, repliées sous la pression militaire dans leur bastion du nord de la Syrie et lâchées par leur allié américain.

L'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé que "la mission initiale" des combattants kurdes, la lutte antijihadiste, était terminée et que le nouveau pouvoir syrien était désormais capable de contrôler les centres de détention de l'Etat islamique (EI) établis par les Kurdes.

Délogés d'Alep plus tôt en janvier après des combats meurtriers, puis des provinces de Raqa et Deir Ezzor lundi, les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde, se sont désormais repliées au coeur de leur zone, à Hassaké.

Tout autour, ont pris position des troupes du président islamiste Ahmad al-Chareh qui a accordé quatre jours aux Kurdes pour proposer un plan sur "l'intégration pacifique" de cette province à majorité kurde au sein de l'Etat.

Les deux camps se sont engagés à respecter le cessez-le-feu pendant ce délai.

Le pouvoir syrien, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, avait annoncé dimanche un accord avec les Kurdes, visant à intégrer leurs institutions civiles et militaires au sein de l'Etat.

Cet accord porte un coup aux espoirs d'autonomie de la minorité kurde, qui a instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est au cours de la guerre civile (2011-2024).

Mais les pourparlers entre M. Chareh et le chef des forces kurdes Mazloum Abdi, pour le finaliser, ont échoué, selon un responsable kurde, Abdel Karim Omar, interrogé par l'AFP.

- Camps de jihadistes -

Les affrontements de ces derniers jours ont suscité des inquiétudes autour des camps de prisonniers de l'EI présents dans la zone.

Des milliers d'ex-combattants mais aussi des dizaines de milliers de femmes et d'enfants, selon les différentes estimations, sont répartis dans une vingtaine de prisons et de camps.

Les FDS ont annoncé mardi avoir été "contraintes de se retirer" du plus grand camp de détention, al-Hol, pour défendre leurs régions menacées par l'armée, et appelé "la coalition internationale antijihadiste à assumer ses responsabilités dans la sécurisation" de ces centres.

Al-Hol abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers

de 42 nationalités, parmi lesquels des Occidentaux.

En écho aux propos de Washington, le ministère syrien de la Défense a assuré être "entièrement prêt" à assurer la sécurité des prisons de jihadistes dans la région.

Et Donald Trump s'est vanté d'avoir contribué à empêcher l'évasion de jihadistes européens. "En collaboration avec le gouvernement syrien et le nouveau dirigeant syrien, ils ont capturé tous les prisonniers et les ont renvoyés en prison", a déclaré le président américain dans une interview accordée au New York Post.

Devant la presse, il a ensuite fait les éloges d'Ahmad al-Chareh, "un mec fort, un dur avec un CV assez brutal" qui "travaille très dur". "Vous ne pouvez pas mettre un enfant de choeur là pour accomplir le boulot", a-t-il ajouté.

- "Défendre nos villes" -

Sur le terrain, les FDS avaient appelé lundi soir les "jeunes Kurdes, hommes et femmes", en Syrie et à l'étranger, à "rejoindre les rangs de la résistance".

Des centaines de civils armés sont descendus dans les rues dans la zone autonome, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Nous sommes aux côtés de nos fils pour défendre nos villes", a lancé Hassina Hammo, une femme de 55 ans, kalachnikov à la main et tête recouverte d'un châle traditionnel kurde, dans la ville de Hassaké.

En Turquie, Irak et Iran, les trois autres pays de la région où vit une importante population kurde, des manifestants se sont aussi mobilisés pour leurs "frères" de Syrie.

"Nous voulons que ce bain de sang cesse (...) Ca suffit, plus aucun sang kurde ne doit être versé!", a déclaré à l'AFP Salih Duman, un retraité de 72 ans, au poste-frontière de Nusaybin, face à la localité syrienne de Qamichli.

Au Kurdistan d'Irak, des dizaines de Kurdes se sont dirigés mardi en car vers la frontière pour tenter de gagner Hassaké. "Je vais soutenir mes camarades", a affirmé Noureddine Omar, 26 ans.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Les Forces démocratiques syriennes, créées puis lâchées par les Etats-Unis

Beyrouth (Liban), 20 jan 2026 (AFP) — Les puissantes Forces démocratiques syriennes (FDS), dont la dissolution est exigée par Damas, sont le bras armé de la zone autonome kurde en Syrie et ont été en première ligne de la lutte contre les jihadistes, avec l'appui des Etats-Unis.

Mais Washington a estimé mardi, par la voix de son émissaire pour la Syrie Tom Barrack, que leur mission initiale de lutte contre les jihadistes n'avait plus de raison d'être, avec l'émergence d'un Etat central fort et soutenu par les Etats-Unis.

Les FDS comptaient avec les forces de sécurité kurdes, les Assayich, jusqu'à 100.000 combattants selon les estimations et contrôlaient à leur apogée de vastes pans du nord et du nord-est de la Syrie, riches en pétrole.

Leurs effectifs ont chuté avec la défection des combattants arabes, qui se sont ralliés en masse au pouvoir syrien, lorsque l'armée du président Ahmad al-Chareh a pris le contrôle lundi de deux bastions kurdes, Raqa et Deir Ezzor.

Selon le chercheur spécialisé sur la Syrie Fabrice Balanche, ils ne seraient désormais plus qu'environ 50.000.

Les FDS se sont depuis repliées vers le coeur de la zone autonome kurde dans le nord-est, autour de laquelle est déployée l'armée du président islamiste.

Ces forces ont été créées en 2015 sous l'impulsion des Etats-Unis, impressionnés par les combattants kurdes qui avaient défait l'EI à Kobané (nord), et qui cherchaient un partenaire fiable dans la lutte contre les jihadistes.

- Noyau dur -

Le noyau dur des FDS, toujours intact, est constitué par les Unités de protection du peuple (YPG, kurdes), qui comptent 30.000 combattants, y compris les Unités de protection de la femme, exclusivement féminines, explique Fabrice Balanche.

Même s'ils nient toute relation avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, la guérilla kurde turque), "c'est bien le PKK qui dirige le YPG en sous-main", dit l'analyste.

Ces unités ont une discipline de fer, inspirée du modèle du PKK, interdit par la Turquie.

"Les YPG ont été formés en 2011 par des vétérans du PKK" dont le chef des FDS Mazloum Abdi, explique Nanar Hawach, de l'International Crisis Group.

Selon lui, "l'autorité est partagée" au sein des FDS entre M. Abdi et "d'autres figures importantes, dont certaines du PKK".

Mazloum Abdi, un ingénieur civil de formation né en 1967, est un kurde syrien qui a rejoint le PKK en 1990 avant de revenir en Syrie en 2011-2012 pour aider à établir les YPG, précise l'analyste. Il s'est notamment illustré lors de la bataille de Kobané.

- Influence du PKK -

L'accord annoncé dimanche par Damas, qui prévoit l'intégration des combattants kurdes dans les structures étatiques, stipule que les FDS s'engagent à "faire sortir du pays tous les chefs et les membres du PKK" qui n'ont pas la nationalité syrienne.

Ces combattants non-Syriens "affiliés au PKK au sein des FDS sont estimés entre des centaines et quelques milliers", selon Nawar Hawach. "La plupart sont des Kurdes de Turquie, avec dans une moindre mesure des Kurdes iraniens et irakiens", ajoute l'analyste.

"Même si leur nombre est limité, ils ont une influence significative dans les rôles de commandement et administratifs, c'est pourquoi leur départ est une demande centrale de Damas", ajoute-t-il.

Le PKK a annoncé sa dissolution et le dépôt de ses armes l'an dernier à l'appel de son chef historique, Abdullah Öcalan. Il garde une base arrière dans les monts Qandil, dans le nord de l'Irak.

Les Etats-Unis ont été les principaux fournisseurs en armes des FDS et ont assuré leur entraînement et leur financement. Mais "les armes lourdes ont été délibérément limitées par Washington pour calmer les inquiétudes" de la Turquie, souligne M. Hawach.

La Turquie, qui possède une frontière de plus de 900 km avec la Syrie, y a mené entre 2016 et 2019 plusieurs opérations d'envergure contre les FDS.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Syrie: les Kurdes se retirent d'un camp de familles de jihadistes

Qamichli (Syrie), 20 jan 2026 (AFP) — Les forces kurdes ont annoncé mardi avoir été "contraintes de se retirer" du camp d'al-Hol, abritant des familles de jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, pour défendre leurs régions menacées par l'armée.

Dans un communiqué, les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) ont ajouté "se repositionner aux abords des villes du nord de la Syrie sous la menace" de l'armée, et dénoncé "une communauté internationale qui n'assume pas ses reponsabilités".

Al-Hol est le plus grand camp de prisonniers de la zone autonome kurde en Syrie. Il abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités, parmi lesquels des Occidentaux.

Le ministère syrien de la Défense a annoncé pour sa part être "entièrement prêt à prendre la responsabilité du camp d'al-Hol et des prisons" de jihadistes dans la région.

En vertu d'un accord de cessez-le-feu, l'armée s'est déployée lundi dans de vastes parties du nord et du nord-est de la Syrie dont les FDS se sont retirées.

Elle a massé des troupes aux abords de la région de Hassaké, coeur de la zone autonome kurde, où se trouve al-Hol et qui est toujours contrôlée par les FDS.

L'accord prévoit que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers de l'EI et que l'administration kurde chargée de ce dossier soit "intégrée aux institutions étatiques".

Elham Ahmed, une haute responsable de l'autorité autonome kurde, a déploré mardi dans une conférence de presse en ligne que "nos appels pour une intervention de la communauté internationale soient restés sans réponse jusqu'à présent".

Soutenues par la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, défait en 2019.

L'armée avait affirmé plus tôt que les forces kurdes avaient "abandonné la garde du camp d'al-Hol", ce que les Kurdes avaient dans un premier temps démenti.

Elle a ajouté que les forces syriennes allaient "entrer dans la région pour la sécuriser".

Le ministère syrien de l'Intérieur a annoncé "prendre les mesures nécessaires en coordination avec la coalition internationale pour maintenir la sécurité" après le retrait des FDS.

Des milliers d'ex-jihadistes, dont de nombreux étrangers, sont détenus dans sept prisons et des dizaines de milliers de membres de leurs familles vivent dans deux camps établis par ces forces dans le nord de la Syrie, al-Hol et Roj.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Turquie: les partis kurdes solidaires de leurs "frères" en Syrie

Nusaybin (Turquie), 20 jan 2026 (AFP) — Les mouvements et partis prokurdes de Turquie affichent leur solidarité mardi avec leurs "frères" de Syrie face à l'offensive de Damas soutenue par Ankara, au risque de faire dérailler le processus de paix avec la guérilla du PKK.
Des incidents ont éclaté à la frontière syrienne lors d'un rassemblement convoqué par le parti prokurde DEM, troisième force au parlement et médiateur dans le processus engagé par Ankara avec le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Plus d'un millier de manifestants ont tenté de forcer le passage au poste-frontière de Nusaybin (sud-est), face à la localité syrienne de Qamichli, située dans le nord-est de la Syrie sous la pression de Damas, a constaté un journaliste de l'AFP.

Bloqués par la police qui a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau,

ils ont riposté à jets de pierre aux cris de "Vive la résistance du Rojava", du nom de la région autonome tenue depuis une dizaine d'années par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) que Damas a entrepris de déloger.

D'autres rassemblements étaient prévus en fin de journée devant les consulats syriens à Ankara et Istanbul.

Le PKK, qui a annoncé sa dissolution et le dépôt de ses armes l'an dernier à l'appel de son chef historique, Abdullah Öcalan, a juré mardi de ne "jamais abandonner" les Kurdes de Syrie.

- "Jamais seuls" -

"Quel qu'en soit le prix, nous ne vous laisserons jamais seuls. Nous, le peuple kurde tout entier et le mouvement, ferons tout ce qui est nécessaire", a déclaré un haut responsable de l'organisation, Murat Karayilan, à l'agence de presse ANF proche du PKK.

La communauté kurde de Turquie constitue environ 20% de la population.

Le ministre turc de l'Intérieur Ali Yerlikaya a cependant prévenu qu'il ne tolèrerait "aucune provocation" de la part de ces mouvements, en particulier le long des plus de 900 km de frontière commune.
Lundi, tous les rassemblements avaient été réprimés par la police, notamment à Diyarbakir, la principale ville à population kurde dans le sud-est.

Un journaliste français travaillant pour plusieurs médias, dont Courrier International et Ouest-France, Raphaël Boukandoura, interpellé lundi à Istanbul alors qu'il couvrait une manifestation du parti DEM, était toujours en garde à vue mardi, a indiqué l'organisation Reporters sans Frontières, en contact avec ses avocats.

Outre RSF, des syndicats et plusieurs des employeurs du journaliste, qui réside et travaille légalement en Turquie depuis une décennie, ont appelé à sa libération.

Selon le DEM, plusieurs membres du parti ont été également interpellés.

- "Opportunité historique"-

Proche allié de la nouvelle direction syrienne qui a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué lundi l'offensive "méticuleuse de Damas contre les combattants kurdes en Syrie, malgré les provocations".

"La Syrie a saisi une opportunité historique. En tant que pays frère et ami du peuple syrien, nous ne permettrons aucune tentative de sabotage", a-t-il déclaré.

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a également réitéré son soutien au gouvernement syrien et au cessez-le-feu signé dimanche entre le président syrien Ahmad al-Chareh et le chef des FDS, Mazloum Abdi, évoquant "un accord précieux".

"Son application et les sacrifices qu'il impose sont également importants" a-t-il insisté, à l'issue d'une rencontre avec l'ambassadeur américain à Ankara, Tom Barrack, également envoyé spécial du président Donald Trump pour la Syrie.
M. Fidan a rappelé que l'accord du 10 mars, signé "volontairement", a-t-il insisté, entre Damas et les FDS prévoyait la dissolution des institutions et des forces combattantes kurdes.

L'armée syrienne s'est déployée progressivement dans les zones dont les forces kurdes se sont retirées en vertu d'un accord de cessez-le-feu, mais depuis les pourparlers ont achoppé.

Dès dimanche, M. Erdogan avait appelé son homologue à Damas pour l'assurer du "soutien de la Turquie".

L'offensive de Damas porte un coup sévère aux espoirs d'autonomie des populations kurdes, mais aussi aux perspectives de paix en Turquie entre les combattants du PKK et les autorités.

Initié en octobre 2024 par l'allié nationaliste du chef de l'Etat, ce processus vise à mettre fin à plus de quatre décennies d'affrontements qui ont fait 50.000 morts.

Mais au cours du week-end, Abdullah Öcalan, incarcéré depuis 1999, et le parti DEM, ont tous deux dénoncé une "tentative de sabotage" du processus de paix".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Trump dit soutenir le président syrien en pleine offensive contre les forces kurdes

Washington (États-Unis), 20 jan 2026 (AFP) — Donald Trump a déclaré mardi soutenir le président syrien Ahmad al-Chareh, qui mène une offensive contre les forces kurdes, pourtant anciennes alliées des Etats-Unis dans la lutte contre les jihadistes de l'organisation Etat islamique.

"Il travaille très dur, le président de la Syrie. Il travaille très, très dur. Un mec fort, un dur avec un CV assez brutal. Mais vous ne pouvez pas mettre un enfant de choeur là pour accomplir le boulot", a affirmé le président américain lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, après s'être entretenu la veille avec Ahmad al-Chareh, ancien jihadiste, sur la question de "la nécessité de garantir les droits et la protection du peuple kurde dans le cadre de l'Etat syrien".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Turquie: heurts entre manifestants pro-kurdes et police à la frontière syrienne

Nusaybin (Turquie), 20 jan 2026 (AFP) — Plus d'un millier de manifestants pro-kurdes bloqués par la police turque qui a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau ont tenté mardi de forcer le passage vers la Syrie, au poste-frontière de Nusaybin (sud-est), a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants rassemblés à l'appel du parti pro-kurde DEM entendent protester contre l'offensive de l'armée syrienne contre les combattants kurdes dans le nord-est de la Syrie, soutenue par le gouvernement turc.

Les manifestants ont répliqué en lançant des pierres et aux cris, en langue kurde, de "Vive la résistance du Rojava", du nom de l'enclave autonome tenue depuis une dizaine d'années par les Forces démocratiques syriennes (FDS) que Damas a entrepris de déloger.

Des manifestants se sont également regroupés du côté syrien de la frontière, à Qamichli, a constaté l'AFP.

Les deux coprésidents du parti DEM, troisième force au parlement turc, ont pris la parole avant que la foule ne commence à se déplacer.

"Le monde s'est ligué contre les Kurdes" a dénoncé Tuncer Bakirhan.

"Aujourd'hui, nous nous tenons au côté du peuple du Rojava qui se bat pour son honneur, son identité et sa langue, au côté de nos frères et soeurs kurdes".

"Le Rojava c'est la résistance, c'est l'espoir. Nous ne permettrons pas que cet espoir soit ruiné" a-t-il martelé.

"Etes-vous en train de nettoyer le Rojava des Kurdes?" a demandé sa coprésidente Tulay Hatimogullari.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Journaliste français arrêté en Turquie: des appels à sa libération depuis Paris

Paris (France), 20 jan 2026 (AFP) — Plusieurs médias employant Raphaël Boukandoura ont appelé mardi à la libération du journaliste français, en garde à vue depuis la veille en Turquie et la France a dit espérer sa libération "le plus rapidement possible".

Le ministère français des Affaires étrangères a indiqué mardi à l'AFP avoir été informé "hier soir" (lundi soir) de cette arrestation.

"Notre ambassade en Turquie, avec le consulat général à Istanbul, suit la situation de près et se tient prêt à exercer la protection consulaire", a précisé le Quai d'Orsay, espérant que le journaliste "pourra recouvrer la liberté le plus rapidement possible".

"Nous aurons des nouvelles (à son sujet) demain matin" (mercredi), a indiqué dans la foulée à l'AFP son avocate turque, Emine Özhasar.

Raphaël Boukandoura, qui vit et travaille légalement en Turquie depuis plus d'une décennie, a été interpellé lundi à Istanbul par la police alors qu'il couvrait une manifestation du parti prokurde DEM contre l'offensive de Damas dans le nord-est de la Syrie.

L'hebdomadaire Courrier international, les quotidiens Libération, Ouest-France, et le site Mediapart "demandent sa libération immédiate", ont-ils indiqué dans un communiqué commun.

"Raphaël Boukandoura est un excellent professionnel, installé en Turquie depuis 2015. Nous pensons à sa famille", ajoutent-ils, en soulignant que "la liberté d'informer est un droit essentiel".

"Nous exigeons des autorités turques qu'elles respectent la liberté de la presse", avait déclaré un peu plus tôt dans un communiqué la direction de Courrier international, à laquelle s'est associée sa Société des journalistes.

Raphaël Boukandoura, correspondant de l'hebdomadaire depuis neuf ans, "ne faisait qu'exercer son métier de journaliste en couvrant cette manifestation", soulignaient-ils.

Ouest-France avait demandé dès lundi sa "libération immédiate".

Le Syndicat national des journalistes (SNJ), premier dans la profession, a aussi "exigé la libération immédiate" du journaliste, rappelant "avec force que ce journaliste ne faisait qu'exercer son métier".

Selon le DEM, plusieurs membres du parti ont été également interpellés.

Erol Önderoglu, représentant de l'organisation Reporters sans Frontières (RSF), a jugé "inacceptable que le journaliste français, présent à Sarigazi (Istanbul) pour couvrir une manifestation, se retrouve arbitrairement en garde à vue(...) Boukandoura n'est pas un manifestant, et on ne peut traiter un journaliste comme un criminel" a-t-il insisté en appelant les autorités à "revenir sur cette grave injustice".

RSF place la Turquie à la 159e place sur 180 de son classement de la liberté de la presse, entre le Pakistan et le Venezuela.

Le parti DEM entendait notamment dénoncer "la mort de nombreux civils, y compris femmes et enfants", dans les quartiers à majorité

kurde d'Alep "transformés en zones de guerre".

En mars 2025, un photographe de l'AFP, Yasin Akgül, avait également été arrêté pour participation à une manifestation interdite qu'il couvrait dans l'exercice de son métier.

Détenu pendant quatre jours, il a été jugé et finalement relaxé en novembre ainsi que trois de ses confrères.

Proche allié de la nouvelle direction syrienne qui a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, le président turc Recep Tayyip Erdogan a salué lundi l'offensive "méticuleuse de Damas".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Turquie: la guérilla du PKK jure de "ne pas abandonner" les Kurdes de Syrie

Ankara, 20 jan 2026 (AFP) — La guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) jure de ne "jamais abandonner" les Kurdes de Syrie face à l'offensive de l'armée syrienne, a affirmé mardi un haut responsable de l'organisation Murat Karayilan à l'agence de presse ANF, proche du mouvement.

"Sachez que nous ne vous abandonnerons jamais. Quel qu'en soit le prix, nous ne vous laisserons jamais seuls. Dans ce processus, nous, le peuple kurde tout entier et le mouvement, ferons tout ce qui est nécessaire", a-t-il dit en s'adressent aux Kurdes syriens.

"Ces attaques contre le Kurdistan du Rojava (dans le nord-est de la Syrie, NDLR) ne visent pas seulement cette région, mais l'ensemble du Kurdistan" estime-t-il en dénonçant "une tentative de saper le processus initié par le leader Apo au Kurdistan du Nord", en référence au processus de paix initié par Ankara avec le chef historique du PKK, Abullah Öcalan, "Apo" (oncle) pour ses partisans.

M. Öcalan est détenu depuis 1999 au large d'Istanbul.

Proche allié de la nouvelle direction syrienne qui a renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, le gouvernement turc est engagé depuis plus d'un an dans une tentative de règlement négocié avec les combattants du PKK.

Le responsable kurde, Murat Karayilan, accuse les autorités de Damas, la Turquie et l'organisation Etat islamique (EI) de soutenir l'offensive syrienne "dans le cadre d'un accord international".

"Daech (acronyme arabe de l'EI, nldr) joue un rôle prépondérant parmi les agresseurs. Cette décision des puissances internationales, leur attitude consistant à permettre ces attaques, restera une tâche indélébile pour les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les autres États membres de la coalition internationale", qui s'était mobilisés contre les jihadistes, dénonce-t-il.

Lundi, malgré le froid et la neige, quelque 600 personnes se sont rassemblées à Diyabarkir (sud-est), principale ville à majorité kurde du pays, pour protester contre l'offensive de Damas, avant d'être dispersés sans ménagement par la police.

Le parti pro-kurde DEM, troisième force du Parlement turc, a appelé à un rassemblement mardi dans la ville de Nusaybin, située sur la frontière turco-syrienne.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2026

Minorité yazidie: procès requis à Paris contre une "revenante" de Syrie, accusée de complicité de génocide

Paris (France), 20 jan 2026 (AFP) — Un procès a été requis à Paris pour complicité de génocide contre Lolita Cacitti, une "revenante" française soupçonnée d'avoir facilité l'asservissement d'une enfant yazidie en 2017 en Syrie. Ce qu'elle conteste, assurant l'avoir traitée "comme sa propre fille".

Ces réquisitions, rendues lundi et confirmées mardi à l'AFP par le parquet national antiterroriste (Pnat), circonscrivent notamment le rôle de Lolita Cacitti à celui de complice, alors qu'elle avait été mise en examen en juin 2024 comme autrice de génocide.

C'est la deuxième Française à être menacée d'un procès pour son implication supposée dans le génocide des Yazidis, minorité ethnoreligieuse kurdophone, commis par le groupe Etat islamique (EI).

Avant elle, Sonia Mejri, 36 ans, originaire de Grenoble et ancienne compagne d'un dirigeant de l'EI, a été renvoyée pour génocide devant la cour d'assises de Paris spécialement composée en matière terroriste. Un procès prévu au premier semestre 2027.

Lolita Cacitti, née dans le Calvados en 1989, avait quitté la France en août 2014, avec ses deux garçons. Elle s'est ensuite mariée en Syrie, avec Lakhdar Sebouai, membre de la filière strasbourgeoise ayant rejoint les rangs de l'EI, avec qui elle a eu deux autres enfants.

Comme dans de nombreux dossiers de "revenantes", le Pnat a demandé son renvoi pour association de malfaiteurs terroriste criminelle.

Il lui reproche, entre autres, son départ volontaire, son mariage religieux avec un "combattant notoire de l'EI", son apprentissage de la kalachnikov et de la ceinture explosive, sa gestion de "maison des femmes" ou encore son maintien sur zone après la chute de l'EI dans un "soutien inconditionnel à l'idéologie et à la stratégie militaire", d'après ses réquisitions dont l'AFP a eu connaissance.

Il requiert aussi un procès pour manquements aux obligations parentales et pour soustraction de mineurs.

- "Impuissance totale" de l'enfant -

Moins classiquement, le Pnat impute à Lolita Cacitti, rentrée en France en août 2021, un rôle dans le génocide et dans les crimes contre l'humanité perpétrés contre les Yazidis. Il l'accuse d'avoir sciemment aidé le projet génocidaire en hébergeant, pendant un mois minimum en 2017, une esclave âgée de huit ans et de l'avoir ensuite remise à son "propriétaire" saoudien, membre de l'EI.

Pour l'enfant, "cette situation d'asservissement impliquait nécessairement la conscience profonde de vivre" dans un lieu dangereux, où elle risquait sa vie, "exacerbant le sentiment d'impuissance totale qu'elle a pu ressentir", analyse le Pnat.

Le Pnat relève aussi la stratégie de l'EI de compromettre la réintégration de l'enfant dans sa communauté: convertie et renommée, elle risquerait une ostracisation. Ces actes de conversion forcée "à grande échelle (...) doivent être considérés comme étant de nature à menacer le groupe religieux yazidi d'éradication biologique".

En revanche, le parquet a requis un non-lieu concernant les accusations d'emprisonnement et d'actes inhumains sur la fillette.

Lors d'interrogatoires dont l'AFP avait eu connaissance, Lolita Cacitti avait expliqué qu'une "petite fille" avait été amenée à son domicile par l'un des chefs de son époux, et qu'elle l'avait traitée "comme (sa) propre fille". "Je ne me suis jamais servi d'elle, je ne l'ai jamais traitée comme une esclave mais comme une enfant", avait-elle assuré aux juges en mars 2022.

La fillette n'a pas été retrouvée. Le magistrat instructeur a identifié une adolescente en Australie, grâce à l'aide d'ONG, mais son audition en octobre 2025 n'a pas permis de certifier qu'il s'agissait de la Yazidie.

Contacté mardi par l'AFP, Me Louis Heloun, avocat de la revenante, n'a pas commenté. Après ce réquisitoire, il peut désormais faire des observations, puis le juge d'instruction tranchera sur la tenue d'un procès ou non.

La justice française cherche à documenter les crimes contre l'humanité perpétrés par l'EI sur les minorités, et notamment le rôle des femmes parties sur zone: la première mise en examen prononcée contre une Française date de 2022.

À ce jour, Lolita Cacitti, Sonia Mejri et une autre Française sont poursuivies, cette dernière ayant été mise en examen en juillet 2025, selon une source proche du dossier. Une quatrième, mise en examen en octobre 2022, a depuis obtenu le statut plus favorable de témoin assisté, d'après une source judiciaire.

Dans ces dossiers, se pose la question de la définition du génocide et si ce crime peut être retenu quand une seule victime a été identifiée. Oui, a répondu en mai la Cour de cassation, si la victime appartient à une communauté qui fait l'objet d'"un plan concerté tendant à sa destruction totale ou partielle".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 janvier 2026

Turquie: le journaliste français arrêté lundi a été libéré

Istanbul, 21 jan 2026 (AFP) — Le journaliste français Raphaël Boukandoura, arrêté lundi en Turquie alors qu'il couvrait une manifestation prokurde, a été libéré mercredi soir.

C'est lui-même qui l'a annoncé à l'AFP lors d'un bref appel depuis un taxi qui le ramenait chez lui, après avoir appelé son épouse.

Son avocate et le correspondant de Reporters sans frontières en Turquie, Erol Önderoglu, auquel il a dit "qu'il allait bien", ont confirmé la nouvelle, disant ne pas en savoir davantage sur les détails ni les raisons qui ont conduit à cette libération.

Le reporter de 35 ans, qui réside et travaille légalement dans le pays depuis plus de dix ans, avait été transféré dans la matinée au centre de rétention d'Arnavutköy, près de l'aéroport international d'Istanbul, et ses avocats redoutaient son expulsion.

Il avait été arrêté lundi soir à Istanbul lors d'une manifestation du parti prokurde DEM, troisième force au parlement, dénonçant l'offensive de l'armée syrienne contre les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Selon son avocate, il a été accusé d'avoir scandé des slogans lors ce rassemblement, ce qu'il a fermement démenti, répétant qu'il se trouvait là en sa qualité de journaliste.

La France avait assuré "suivre la situation de près" ainsi que le député européen Nacho Sanchez Amor, rapporteur sur la Turquie, qui avait fait part de son "inquiétude" sur X.

Titulaire d'une carte de presse turque, parfait connaisseur du pays et de sa langue, M. Boukandoura contribue régulièrement à l'hebdomadaire Courrier international, aux quotidiens Libération et Ouest-France ainsi qu'au site d'information Mediapart, médias qui ont réclamé sa "libération immédiate" dans un communiqué commun.

Les autorités turques, proches de la nouvelle direction syrienne, appuient les opérations contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie.

Pour Erol Önderoglu, "la libération du journaliste menacé d'expulsion est pour nous un grand soulagement, car elle vient confirmer la reconnaissance de l'injustice dont il a été victime".

Pour le représentant de RSF, l'arrestation et la menace d'expulsion à l'encontre de M. Boukandoura "visait à intimider" les reporters et à les dissuader de couvrir les manifestations prokurdes.

En mars 2025, un photographe de l'AFP, Yasin Akgül, avait lui aussi été arrêté pour participation à une manifestation interdite qu'il couvrait dans l'exercice de son métier.

Détenu pendant quatre jours, il avait été jugé et finalement relaxé en novembre ainsi que trois de ses confrères.

RSF place la Turquie à la 159e place sur 180 de son classement de la liberté de la presse, entre le Pakistan et le Venezuela.

Deux journalistes français avaient déjà été arrêtés en 2017 en Turquie: Loup Bureau, détenu plus de 50 jours et accusé d'appartenir à une "organisation terroriste", et Mathias Depardon, détenu un mois pour "propagande terroriste". Tous deux avaient finalement été expulsés vers la France.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 janvier 2026

Un parti kurde iranien accuse Téhéran d'avoir visé au drone ses locaux en Irak

Erbil (Irak), 21 jan 2026 (AFP) — Un parti kurde iranien réfugié en Irak a accusé mercredi Téhéran d'avoir mené des frappes sur ses locaux, tuant un de ses membres et en blessant plusieurs autres, selon des déclarations d'un responsable du mouvement à l'AFP.

L'attaque de drone et de roquettes s'est produite à l'aube et "a visé un des bâtiments de l'Armée nationale du Kurdistan", a affirmé le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), en référence à un groupe armé opérant sous son autorité.

"Nous pensons avoir été visés (...) car nous avons appelé aux manifestations en Iran contre le régime et aussi parce que nous disposons d'une force armée organisée et entraînée", a ajouté le responsable du parti.

Installées en Irak depuis les années 1980 - avec la bénédiction de Saddam Hussein en pleine guerre avec le voisin iranien - les factions de l'opposition kurde iranienne sont qualifiées de "terroristes" et "séparatistes" par l'Iran qui les accuse d'attaques contre les forces iraniennes.

Toujours réfugiés au Kurdistan d'Irak, région autonome frontalière de l'Iran, ces mouvements armés ont toutefois largement abandonné leur insurrection pour se concentrer sur le militantisme politique.

Mais ils disposent de combattants, qui s'entraînent au maniement des armes sur des bases dans les montagnes du Kurdistan d'Irak (nord).

Durant les manifestations en Iran en 2022, déclenchées par la mort de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, Téhéran avait bombardé ces groupes à plusieurs reprises, et notamment le PAK.

L'Iran a été secoué début janvier par des manifestations violemment réprimées, ayant fait plusieurs milliers de morts.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 janvier 2026

Syrie: l'armée annonce la mort sept soldats dans une attaque des forces kurdes, qui démentent

Damas, 21 jan 2026 (AFP) — Le ministère syrien de la Défense a annoncé mercredi la mort de sept soldats dans le nord-est lors d'une attaque des forces kurdes, qui ont démenti toute implication, au lendemain d'un cessez-le-feu entre les deux parties.

L'armée syrienne s'est déployée dans de vastes parties du nord et du nord-est de la Syrie après le retrait, sous la pression militaire, des forces kurdes.

Selon un communiqué du ministère, les soldats étaient entrés dans "un atelier de fabrication d'engins explosifs et de munitions pour drones", dans une zone proche de la frontière avec l'Irak.

"Un drone d'attaque des Forces démocratiques syriennes (FDS, dirigées par les Kurdes)) a visé l'atelier dont l'explosion a fait sept morts et 20 blessés" parmi les soldats, a ajouté le communiqué.

Il a accusé les FDS de "violation claire du cessez-le-feu" entré en vigueur la veille.

Les FDS ont catégoriquement démenti toute implication.

"Nous assurons que nos forces n'ont eu aucune activité militaire dans cette région et n'ont mené aucune opération de ce genre", ont-elles assuré dans un communiqué.

"Selon nos informations, l'explosion s'est produite lorsque les factions de Damas transportaient les munitions", ont ajouté les FDS.

Le pouvoir islamiste syrien avait proclamé mardi soir un nouveau cessez-le-feu avec les forces kurdes, forcées de se replier dans leur bastion de Hassaké et lâchées par leur allié américain.

Damas, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, a accordé un délai de quatre jours expirant samedi soir aux Kurdes pour présenter un plan sur l'intégration de leur région autonome au sein de l'Etat.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris

21 janvier 2026

L'armée syrienne entre dans le camp des proches de jihadistes d'al-Hol

Camp d'Al-Hol (Syrie), 21 jan 2026 (AFP) — Les forces syriennes ont accusé les Kurdes d'avoir violé le cessez-le-feu après la mort de sept soldats dans le nord-est du pays, où elles se sont déployées et sont entrées dans le camp d'al-Hol abritant des familles de jihadistes du groupe Etat Islamique (EI).

Le pouvoir islamiste syrien avait annoncé mardi un nouveau cessez-le-feu avec les forces kurdes, poussées à se replier dans leur bastion de Hassaké et lâchées par leur allié américain.

Damas, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, a accordé un délai de quatre jours expirant samedi soir aux Kurdes syriens pour présenter un plan sur l'intégration de leur région au sein de l'Etat.

Mercredi, le ministère de la Défense a accusé les Kurdes de violer le cessez-le-feu après la la mort de sept soldats dans "une attaque de drone" imputée aux forces kurdes, qui ont démenti.

Les deux parties se sont également accusées de violer le cessez-le-feu dans la poche de Kobané, ville symbole de la victoire des Kurdes contre l'EI, où une femme a été tuée par un bombardement de l'armée, selon les Kurdes.

Ceux-ci avaient instauré une zone autonome qui couvrait le quart du territoire syrien au cours de la guerre civile (2011-2024) et leurs forces avaient défait l'EI, avec l'aide de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Depuis, ces Forces démocratiques syriennes (FDS) contrôlaient les prisons où sont détenus des milliers de jihadistes, et les camps abritant leurs familles.

Mardi, les FDS ont annoncé avoir été "contraintes de se retirer" d'al-Hol, le plus grand de ces camps, pour défendre leurs régions menacées par l'armée.

Les forces de sécurité syriennes sont entrées mercredi dans cet immense camp où des tentes blanches s'étendent à perte de vue.

Le correspondant de l'AFP a vu un grand nombre de soldats ouvrir la barrière métallique et pénétrer à pied, tandis que d'autres en gardaient l'entrée.

- "Calvaire" -

Al-Hol abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités. Parmi eux figurent des Français et d'autres Occidentaux, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier.

Les Syriens et les Irakiens vivent dans le camp principal, tandis que les étrangers sont détenus dans une "annexe" isolée.

"Nous avons vécu un calvaire (...) j'espère que le nouveau gouvernement se montrera plus clément", affirme à l'AFP Oum Sadek, une Syrienne de 33 ans qui porte le niqab et dément tout lien avec l'EI.

"Je suis venu dans le camp à l'âge de 10 ans", dit Ibrahim Ibrahim, un adolescent de 18 ans originaire d'Alep (nord), qui indique vivre avec sa mère et ses frères et soeurs. "J'espère pouvoir sortir d'ici. Je ne connais rien à part ce camp. J'espère que le gouvernement va nous libérer".

Les forces kurdes contrôlent toujours Roj, un camp plus petit près de la frontière turque.

Mardi, l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé que "la mission initiale" des FDS, la lutte contre les jihadistes, était terminée et que Damas était désormais capable de contrôler les centres de détention.

L'armée américaine a annoncé mercredi mener des opérations de transfert de prisonniers de l'EI de Syrie vers l'Irak voisin: 150 l'ont déjà été et jusqu'à 7.000 détenus pourraient être transférés au total, afin de "garantir que les terroristes restent dans des prisons sécurisées".

- Evasion -

L'accord entre Damas et les forces kurdes prévoit que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers de l'EI et que l'administration kurde chargée de ce dossier soit "intégrée aux institutions étatiques".
Dans la province de Raqa, les forces de sécurité sont déployées mercredi autour de la prison d'Al Aqtan, toujours sous contrôle des forces kurdes, selon un correspondant de l'AFP.

Des centaines de proches de prisonniers syriens étaient massés devant.

"Mon fils est emprisonné depuis dix mois, les FDS l'ont arrêté et accusé de terrorisme", dit Hilal Hamadé al-Cheikh. "On veut savoir si les détenus sont morts ou vivants".

Lundi, les forces kurdes ont affirmé qu'une autre prison, Chaddadi, avait été "attaquée" par les troupes gouvernementales. Celles-ci ont en retour accusé les FDS d'avoir libéré des détenus de l'EI.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé mardi que 120 membres de l'EI s'en étaient évadés et dit avoir réussi à "arrêter 81 fugitifs".

Donald Trump a lui soutenu qu'il avait "arrêté une évasion" de "terroristes européens" de cette prison, "en collaboration" avec les autorités syriennes.

"Ils ont capturé tous les prisonniers et les ont renvoyés en prison", a-t-il affirmé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 janvier 2026

Washington va transférer de Syrie vers l'Irak jusqu'à 7.000 détenus de l'EI

Damas, 21 jan 2026 (AFP) — Washington a annoncé mercredi mener des opérations pour transférer jusqu'à 7.000 prisonniers du groupe Etat islamique (EI) vers l'Irak depuis la Syrie, où des affrontements entre l'armée et les forces kurdes font craindre des failles sécuritaires.

Cette annonce survient après que les Etats-Unis ont estimé que "la mission initiale" des FDS (Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes), la lutte contre l'EI, "a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité" et peut contrôler les centres de détention jusque là tenus par les Kurdes.

"Les forces américaines ont transporté avec succès 150 combattants de l'EI détenus dans une prison de Hassaké, en Syrie, vers un lieu sûr en Irak. Au total, jusqu'à 7.000 prisonniers du groupe EI pourraient être transférés de Syrie vers des structures contrôlées par l'Irak" voisin, a écrit le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom, sur X.

"Oeuvrer au transfert ordonné et sécurisé des prisonniers du groupe EI est essentiel pour éviter des évasions qui constitueraient une menace directe pour les Etats-Unis et la sécurité régionale", a avancé l'amiral Brad Cooper, à la tête du Centcom.

- "Calvaire" -

Les forces kurdes font face à une avancée de l'armée syrienne dans le nord-est, le président Ahmad al-Chareh étant déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays.

Les Kurdes avaient instauré une zone autonome qui couvrait le quart du territoire au cours de la guerre civile (2011-2024).

Un accord imposé par Damas prévoit que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers de l'EI et que l'administration kurde chargée de ce dossier soit "intégrée aux institutions étatiques", un revers pour cette minorité qui se sent lâchée par les Etats-Unis l'ayant soutenue dans la lutte antijihadiste.

Mardi, les FDS ont annoncé avoir été "contraintes de se retirer" d'al-Hol, le plus grand des camps de détention de jihadistes, pour défendre leurs régions menacées par l'armée.

Les forces de sécurité syriennes sont entrées mercredi dans cet immense camp où des tentes blanches s'étendent à perte de vue.

Le correspondant de l'AFP a vu un grand nombre de soldats ouvrir la barrière métallique et pénétrer à pied, tandis que d'autres en gardaient l'entrée.

Al-Hol abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités. Parmi eux figurent des Français et d'autres Occidentaux, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier.

Les Syriens et les Irakiens vivent dans le camp principal, tandis que les étrangers sont détenus dans une "annexe" isolée.

"Nous avons vécu un calvaire (...) j'espère que le nouveau gouvernement se montrera plus clément", affirme à l'AFP Oum Sadek, une Syrienne de 33 ans qui porte le niqab et dément tout lien avec l'EI.

"Je suis venu dans le camp à l'âge de 10 ans", dit Ibrahim Ibrahim, un adolescent de 18 ans originaire d'Alep (nord), qui indique vivre avec sa mère et ses frères et soeurs. "J'espère pouvoir sortir d'ici. Je ne connais rien à part ce camp. J'espère que le gouvernement va nous libérer".

- "Terroristes européens" -

Lundi, les forces kurdes ont affirmé qu'une autre prison de jihadistes, Chaddadi, avait été "attaquée" par les troupes gouvernementales. Celles-ci ont en retour accusé les FDS d'avoir libéré des détenus de l'EI.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé mardi que 120 membres de l'EI s'en étaient évadés et dit avoir réussi à "arrêter 81 fugitifs".
Donald Trump a lui soutenu qu'il avait "arrêté une évasion" de "terroristes européens" de cette prison, "en collaboration" avec les autorités syriennes.

Les FDS contrôlent toujours un autre camp, Roj, près de la frontière turque.

Dans la province de Raqa, les forces de sécurité de Damas sont déployées mercredi autour de la prison d'Al Aqtan, toujours sous contrôle des forces kurdes, selon un correspondant de l'AFP.

Le pouvoir islamiste syrien avait annoncé mardi un nouveau cessez-le-feu avec les forces kurdes, poussées à se replier dans leur bastion de Hassaké. Mercredi, les deux parties se sont mutuellement accusées de l'avoir violé.

L'armée a annoncé que sept soldats étaient morts dans une "attaque de drone" imputée aux forces kurdes, qui ont démenti toute implication.

Damas a accordé un délai de quatre jours expirant samedi soir aux Kurdes syriens pour présenter un plan sur l'intégration de leur région au sein de l'Etat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 janvier 2026

Paris: un millier de manifestants kurdes, onze interpellations

Paris (France), 21 jan 2026 (AFP) — Onze personnes ont été interpellées après des incidents en marge d'un rassemblement non déclaré de la communauté kurde ayant réuni 1.200 personnes selon les autorités mardi soir à Paris, a indiqué mercredi la préfecture de police à l'AFP.

Ce rassemblement s'est déroulé de 17H00 à 19H45 mardi soir, sur la place des Invalides, détaille la préfecture de police (PP) de Paris.

"Suite à des jets de projectiles, dont un mortier d'artifice, en leur direction, les forces de l'ordre sont intervenues en vue de la dispersion du rassemblement", souligne la PP. Onze personnes ont été interpellées pour regroupement en vue de commettre des dégradations ainsi que violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique.

Quatre policiers ont été légèrement blessés.

D'autres manifestations ont été organisées en France, notamment à Marignane (Bouches-du-Rhône) où 400 personnes se sont réunies. Neuf policiers ont été blessés, selon une source policière à l'AFP.

A Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), il y eu huit interpellations et deux policiers légèrement blessés.

Selon une autre source policière, un rassemblement inopiné avait déjà eu lieu, lundi soir, place de la République à Paris, réunissant 400 personnes en soutien à la résistance de la province syrienne du Rojava et pour dénoncer les assassinats en cours de Kurdes par les jihadistes de l'Etat islamique (EI).

Les forces de l'ordre ont dû intervenir après des débordements et des jets de projectiles. Toujours selon cette source policière, un groupe d'environ 60 personnes a investi les locaux de l'hôpital Saint-Louis, sans commettre de dégradation. Cinq interpellations ont eu lieu et six policiers ont été légèrement blessés.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

L'Irak annonce des procédures judiciaires contre les détenus de l'EI transférés de Syrie

Bagdad, 22 jan 2026 (AFP) — L'Irak a annoncé jeudi des procédures judiciaires contre des prisonniers du groupe jihadiste Etat islamique (EI), transférés depuis le nord-est de la Syrie par l'armée américaine qui y craint des failles sécuritaires.

Washington avait affirmé mercredi avoir transféré 150 membres de l'EI détenus dans une prison de Hassaké, en Syrie, "vers un lieu sûr en Irak", en précisant que jusqu'à 7.000 prisonniers pourraient au total être concernés.

"Les terroristes non-Irakiens ne resteront en Irak que temporairement", a déclaré dans un communiqué le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, exhortant "les pays à assumer leurs responsabilités et à rapatrier leurs ressortissants", en ligne avec la position des Etats-Unis depuis la défaite de l'EI en 2019. Des dizaines de pays, dont des Etats occidentaux, refusent de rapatrier leurs ressortissants.

Les autorités irakiennes, qui ont confirmé jeudi avoir reçu un premier groupe de 150 prisonniers irakiens et étrangers, ont annoncé des procédures judiciaires et le placement des détenus "dans les établissements pénitentiaires appropriés".

"Tous les suspects, qu'importe leur nationalité ou leur position au sein de l'organisation terroriste, sont soumis exclusivement à l'autorité de la justice irakienne et nos procédures judiciaires leur seront appliquées sans exception", indique le Conseil judiciaire suprême dans un communiqué.

Les Etats-unis ont décidé de transférer les prisonniers de l'EI au moment où des affrontements entre l'armée syrienne et les forces kurdes, qui contrôlaient jusqu'ici les centres de détention depuis la défaite de l'EI en 2019, font craindre des brèches dans la surveillance.

Mardi, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, avaient annoncé être "contraintes de se retirer" d'al-Hol, le plus grand des camps de détention de proches de jihadistes, pour défendre leurs régions du nord-est menacées par l'armée syrienne.

Cette dernière est entrée mercredi dans le camp, qui abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.300 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités. Parmi eux figurent des Français et d'autres Occidentaux, que leurs pays respectifs refusent de rapatrier.

Damas, qui a récemment rejoint la coalition antijiha-

diste, avait dit être en mesure de prendre le relais pour la surveillance des prisons et des camps, dans un accord prévoyant que l'administration kurde chargée de ce dossier soit intégrée aux institutions étatiques.

Le président Ahmad al-Chareh cherche à reprendre le contrôle du nord-est de la Syrie, où les Kurdes jouissaient d'une autonomie de facto depuis plus de dix ans.

Une source au ministère des affaires étrangères à indiqué à l'AFP qu'il avait choisi d'annuler son voyage prévu à Davos pour suivre la situation et les négociations sur place.

Selon l'ONU, plus de 134.000 personnes ont été déplacées dans la province syrienne de Hassaké, après les affrontements entre l'armée et les forces kurdes.

Jeudi, l'envoyé américain Tom Barrack a notamment rencontré à Erbil le chef des FDS Mazloum Abdi, selon la présidence de la région autonome du Kurdistan irakien.

M. Barrack a indiqué sur X que Washington apportait son "fort soutien" et son engagement à faire avancer le processus d'intégration prévu par l'accord du 18 janvier entre les FDS et le gouvernement syrien.

- Peine de mort -

Lors d'un échange téléphonique avec le président syrien, l'amiral Brad Cooper, commandant des forces américaines au Moyen-Orient, avait réclamé que "les forces syriennes et toutes les autres forces évitent toute action pouvant interférer" avec l'opération de transfert de prisonniers.

A son apogée, l'EI contrôlait de vastes territoires en Syrie et en Irak, soumettant les populations des deux côtés de la frontière à un régime de terreur.

Par le passé, l'Irak a été épinglé pour des centaines de procès qualifiés d'expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace, selon les défenseurs des droits humains.

Les tribunaux irakiens ont déjà condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de personnes, dont de nombreux combattants étrangers, certains qui avaient été transférés de Syrie.

En 2019, la justice irakienne avait condamné à mort 11 Français, avant de commuer leur peine en prison à vie.

En 2024, après la fin de la mission d'enquête des Nations unies sur ces crimes, l'Irak a créé un Centre national pour la coopération judiciaire internationale, chargé de documenter les crimes du groupe jihadiste et d'assurer la coordination avec les différents pays concernés.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Les jihadistes belges prisonniers en Syrie ne pourront pas revenir, réaffirme la Belgique

Bruxelles (Belgique), 22 jan 2026 (AFP) — Les jihadistes belges prisonniers en Syrie depuis la chute du groupe Etat islamique ne pourront pas revenir dans leur pays, une position réaffirmée jeudi par la Belgique en pleine confusion liée aux combats entre l'armée syrienne et les forces kurdes qui contrôlaient les camps de prisonniers.

Interrogé au Parlement belge, le ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot a indiqué que "19 Belges dont 9 hommes" étaient encore localisés dans ces camps par les autorités belges.

Et "l'accord de gouvernement prévoit que, dans l'intérêt de notre sécurité nationale, les combattants terroristes ne peuvent pas revenir dans notre pays", a-t-il insisté.

Maxime Prévot a jugé "très problématique" la situation actuelle dans le nord-est de la Syrie où les combats ont repris ces derniers jours dans les zones contrôlées par la minorité kurde.

Il a appelé le pouvoir syrien en place depuis un an "respecter les droits de tous les Syriens", ainsi que la "transition pacifique et inclusive" qu'il promettait.

Aujourd'hui, le nouveau pouvoir islamiste syrien veut étendre son autorité sur l'ensemble du territoire national et exige la dissolution des puissantes forces kurdes, lâchées par Washington.

Mercredi, l'armée syrienne est entrée dans l'immense camp de détention d'al-Hol (nord-est), qui abrite des familles de jihadistes de l'EI et dont les forces kurdes s'étaient retirées la veille, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Maxime Prévot n'a pas précisé si des Belges se trouvaient encore dans ce camp, ou celui de Roj (toujours sous le contrôle des forces kurdes), mais il a fait état d'évasions à la faveur des combats.

"Certains prisonniers se sont échappés", mais "une grande partie d'entre eux a déjà été retrouvée", a-t-il poursuivi.

A partir de 2012, quelque 400 Belges étaient partis rejoindre les rangs des combattants jihadistes en Syrie. Certains sont morts, d'autres sont revenus et ont été condamnés par la justice belge. Deux opérations de rapatriement organisées par l'Etat belge en 2021 et 2022 n'ont concerné que des femmes et des enfants.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Turquie: les rassemblements interdits jusqu'à lundi dans une grande ville kurde

Diyarbakir (Turquie), 22 jan 2026 (AFP) — Les autorités turques ont interdit de vendredi à lundi tout rassemblement à Diyarbakir, la principale ville du sud-est à majorité kurde, en raison des tensions dans le nord de la Syrie voisine, a annoncé jeudi le gouvernorat provincial.

Plusieurs manifestations de la minorité kurde de Turquie, qui représente environ 20% de la population, ont été réprimées depuis le début de la semaine dans le sud-est de la Turquie, dont une marche, mardi, jusqu'à la frontière avec la Syrie, où Damas a entrepris de déloger les combattants kurdes de leur région autonome dans le nord-est du pays.

"Afin de préserver l'ordre public et la sécurité dans l'ensemble de notre province, les réunions, marches de protestation et déclarations à la presse, ainsi que l'installation de tentes, les affiches et les banderoles, sont interdites pour une durée de 4 jours", a annoncé le gouvernorat de Diyarbakir.

Plusieurs mouvements prokurdes, dont le parti DEM, troisième force au parlement turc, avaient convoqué pour dimanche un rassemblement de soutien au fondateur et chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), Abdullah Öcalan.

M. Öcalan, détenu sur une île-prison au large d'Istanbul depuis 1999, est engagé dans un processus de paix avec Ankara.

Le président Recep Tayyip Erdogan, proche allié de la nouvelle direction syrienne, s'est félicité jeudi du cessez-le-feu de quatre jours conclu jusqu'à samedi soir entre les autorités syriennes et les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS, majoritairement kurdes), mettant également en garde contre tout désordre dans son propre pays.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Belgique: six blessés dans une attaque au couteau lors d'une manifestation kurde

Bruxelles (Belgique), 22 jan 2026 (AFP) — Six personnes ont été blessées jeudi en Belgique, dont deux grièvement, dans une attaque au couteau lors d'une manifestation kurde à Anvers, a annoncé à l'AFP un porte-parole de la police locale.

Les victimes ont toutes été hospitalisées et quatre individus ont été arrêtés, a ajouté le porte-parole, sans pouvoir confirmer à ce stade le nombre et les motivations des assaillants.

L'attaque est intervenue en début de soirée devant l'Opéra d'Anvers, dans le nord du pays, où la manifestation avait lieu.

"La manifestation se déroulait dans le calme et sans incident. De nombreuses familles, femmes, jeunes et enfants étaient présents. Alors que le rassemblement se dispersait, les manifestants kurdes ont été attaqués par un groupe d'hommes", a rapporté dans un communiqué NavBel, le conseil des communautés kurdes de Belgique.

"Ces hommes s'étaient infiltrés dans la manifestation et ont soudainement sorti des couteaux", puis se sont mis à poignarder les manifestants "sans distinction", a affirmé NavBel.

Une enquête a été ouverte pour tentatives de meurtres, et non pour terrorisme, a précisé la police.

Le porte-parole de la police d'Anvers, Wouter Bruyns, a précisé à l'AFP qu'une enquête était en cours pour tenter de vérifier le nombre total d'assaillants et retrouver d'éventuels autres suspects.

Des images de vidéosurveillance du quartier sont en cours d'examen.

La manifestation avait été organisée en soutien aux Kurdes de Syrie, où Damas a entrepris de déloger les combattants kurdes de leur région autonome établie dans le nord-est du pays, le Rojava.

NavBel a précisé qu'une autre manifestation qui devait avoir lieu vendredi à Anvers avait été annulée, "par respect pour les victimes et afin de préserver la sérénité".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Syrie: Paris assure ne pas "lâcher" les Kurdes, malgré la reprise en main de Damas

Paris (France), 22 jan 2026 (AFP) — La France a martelé jeudi qu'elle n'abandonnait pas les Kurdes, ces "frères d'armes" qui ont joué un rôle clé pour combattre le groupe Etat islamique (EI), mais dont les espoirs d'autonomie en Syrie ont été douchés par les autorités de Damas.

"Nous ne lâchons pas les Kurdes, nous savons ce que nous leur devons", a déclaré Pascal Confavreux, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse, alors que quelques milliers de Kurdes manifestent quasi-quotidiennement en France pour exprimer leur colère et le sentiment d'avoir été trahis.

La minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est de la Syrie, le Rojava, après avoir défait l'EI avec l'aide de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, a connu un important revers face à un pouvoir central soucieux de l'unité du pays.

Dans une offensive éclair menée avec l'assentiment apparent de Washington et avec le soutien de la Turquie, les nouvelles autorités syriennes dirigées par Ahmed al-Chareh ont repris par la force les territoires administrés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde, mettant fin au Rojava.

Délogés successivement d'Alep, des provinces de Raqa et Deir Ezzor, les FDS ont dû se replier au coeur de leur zone, à Hassaké.

Le présidence française souligne ne pas avoir été informée "en amont de cette offensive".

Le président Emmanuel Macron s'est en revanche à "nouveau entretenu ces derniers jours avec le président Ahmed al-Chareh ainsi qu'avec le général Mazloum Abdi et le président de la région autonome du Kurdistan, Nechirvan Barzani", a fait savoir l'Elysée.

Pascal Confavreux a souligné que Paris poussait "à la fois" l'intégration politique, administrative, militaire et économique des FDS.

"Mais cela ne saurait se faire par la force et au mépris de la sécurité des populations civiles à Kobané ou Hassaké", a souligné l'Elysée.

Jeudi la France a réitéré son appel aux autorités syriennes à faire preuve d'une "pleine responsabilité dans la protection de tous les civils, dont les civils kurdes", a poursuivi le porte-parole du Quai.

Interrogé sur les leviers concrets pour protéger les Kurdes en Syrie, ni l'Elysée ni le Quai d'Orsay n'ont directement répondu.

A Paris, on reconnaît que cette nouvelle donne fait redouter une résurgence de la menace jihadiste et jette une ombre sur la capacité de la transition syrienne à préserver l'unité du pays tout en garantissant la protection des minorités.

- Fragile -

Les affrontements de ces derniers jours suscitent en particulier de vives inquiétudes autour des camps de prisonniers de l'EI présents dans la zone.

"Le cessez-le-feu est fragile et cet appel à la désescalade est donc adressé à toutes les parties, avec une inquiétude particulière sur les réduits kurdes que sont Kobané et Hassaké, et une inquiétude également sur la situation sécuritaire", souligne l'Elysée.

La France appelle à "une coordination au sein de la coalition anti-Daesh" dont elle fait partie, pour assurer la sécurité et un transfert ordonné des centres de détention.

Des milliers d'ex-combattants de l'EI ainsi que des dizaines de milliers de femmes et d'enfants, selon les différentes estimations, sont répartis dans une vingtaine de prisons et de camps. Parmi eux se trouvent un peu moins de 10.000 étrangers.

Ces prisons et ces camps étaient jusqu'ici gérés par les forces kurdes. Mais il est désormais prévu que l'Etat syrien devienne "responsable" des prisonniers de l'EI.

Interrogé sur de possibles évasions de la prison de Chaddadi, le Quai d'Orsay n'était pas en mesure jeudi de communiquer des éléments tant la situation sur le terrain est confuse.

Pas de quoi rassurer les Kurdes de France.

Quelque 1.200 personnes de la communauté kurde ont manifesté mardi à Paris.

A Marseille, quelque 2.500 manifestants de la communauté kurde se sont rassemblés jeudi dans le centre-ville, selon la préfecture. Ils brandissaient pour certains des drapeaux aux couleurs des forces kurdes syriennes et du Rojava, d'après un témoin.

La communauté kurde appelle à manifester de nouveau samedi à travers la France.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Transfert de jihadistes de Syrie vers l'Irak: ce que l'on sait

Beyrouth (Liban), 22 jan 2026 (AFP) — Les Etats-Unis ont commencé à transférer des prisonniers jihadistes du groupe Etat islamique (EI) jusque là détenus par les forces kurdes, depuis la Syrie vers l'Irak voisin, annonçant vouloir en envoyer plusieurs milliers. Voici ce que l'on sait de cette opération.

- Qui est concerné? -

L'armée américaine a annoncé avoir déjà transféré en Irak un premier groupe de 150 "terroristes irakiens et étrangers", qui étaient détenus dans une prison en Syrie par les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes).

A terme, 7.000 prisonniers doivent être transférés selon Washington, qui n'a pas précisé de délai.

Les FDS avaient été le fer de lance de la lutte contre l'EI en Syrie, avec l'appui de la coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis, et avaient défait le groupe en 2019.

Elles avaient pu appréhender environ 12.000 membres de l'EI, dont 2.500 à 3.000 étrangers de plus de 50 pays, incarcérés dans sept prisons.

Mais les FDS ont dû se retirer ces derniers jours de vastes territoires du nord et du nord-est du pays sous la pression de l'armée syrienne, qui s'y est déployée.

Les FDS ont également quitté le camp d'al-Hol (nord-est) abritant des familles de jihadistes, où vivent plus de 24.000 personnes - quelque 15.000 Syriens, 3.500 Irakiens et 6.200 d'autres nationalités dont des Occidentaux.

Les autorités kurdes avaient par le passé maintes fois réclamé que ces étrangers (à part les Irakiens) soient rapatriés, mais se heurtaient au refus de leurs pays d'origine.

- Pourquoi les transférer ?

L'armée américaine affirme avoir pris cette décision afin de "garantir que les terroristes restent dans des centres de détention sécurisés", et pour "éviter des évasions".

L'amiral Brad Cooper, commandant des forces américaines au Moyen-Orient, en a informé le président syrien Ahmad al-Chareh, et réclamé que "les forces syriennes et toutes les autres forces évitent toute action pouvant interférer".

Damas, qui a récemment rejoint la coalition antijihadiste, avait pourtant dit être en mesure de prendre le relais pour la surveillance des prisons et des camps.

Mais des analystes soulignent la crainte d'une résurgence de l'EI, dont des membres se cachent dans le vaste désert syrien.

Il y a un "potentiel pour plus de violence et de chaos" si le cessez-le-feu entre les Kurdes et Damas s'effondre, estime Heiko Wimmen, directeur de projet de l'International Crisis Group pour l'Irak, la Syrie et le Liban.

Et au vu de la "présence résiliente de l'EI" dans le nord-est du pays, ses membres auraient "plus de chance" de faire évader les détenus en Syrie qu'en Irak, "qui a une structure antiterroriste efficace", note-t-il.

- Pourquoi l'Irak -

Les pays occidentaux sont en partie réticents à rapatrier leurs ressortissants parce qu'"ils ne peuvent pas les poursuivre" en justice, face à l'impossibilité de "produire des preuves de leurs crimes présumés", explique aussi l'analyste.

Mais ce n'est pas le cas de l'Irak, qui a annoncé jeudi des procédures judiciaires contre les prisonniers transférés. En soulignant que "tous les suspects, quelle que soit leur nationalité (..) sont soumis exclusivement à l'autorité de la justice irakienne".

Les tribunaux irakiens ont par le passé condamné à mort et à la prison à perpétuité de nombreux combattants étrangers, certains déjà transférés depuis la Syrie.

En 2019 notamment, 11 Français avaient été condamnés à la peine de mort, ensuite commuée en prison à vie.

La question des prisonniers en Syrie "constitue une menace sérieuse pour la sécurité nationale de l'Irak", juge Farhad Alaaldin, conseiller du Premier minitre irakien pour les affaires étrangère.

A son apogée, l'EI contrôlait une partie de l'Irak et de la Syrie où il avait instauré un "califat" et imposait un règne de terreur.

En prenant en charge ces prisonniers, l'Irak veut "protéger la région contre une escalade majeure potentielle" en cas de libération ou d'évasion des jihadistes, ajoute le conseiller.

"Il faut absolument ramener ces prisonniers en Irak, comme ça, on peut les gérer", abonde Adel Bakawan, directeur de l'Institut européen d'études du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (basé en France), rappelant la base islamiste du président syrien.

Reste encore à financer le projet, souligne-t-il. Pour l'heure, les prisons et centres de réhabilitations irakiens permettent d'accueillir "des centaines, et non des milliers" de ces prisonniers.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Syrie: Kobané, ville-symbole de la victoire contre l'EI, appelle à l'aide

Qamichli (Syrie), 22 jan 2026 (AFP) — Symbole de la victoire contre les jihadistes en Syrie, la ville kurde de Kobané est submergée par les déplacés fuyant la progression de l'armée syrienne, les vivres y manquent et l'eau et l'électricité sont coupées, assurent à l'AFP des habitants qui appellent à l'aide.

La poche de Kobané, à la frontière turque, est enclavée dans des zones tenues par l'armée syrienne et séparée territorialement du reste des territoires autonomes kurdes dans le nord-est de la Syrie.

Depuis que les forces kurdes ont été forcées à se retirer de ses environs, où l'armée du président Ahmad al-Chareh a étendu son contrôle, les habitants des villages environnants ont afflué à Kobané.

"Depuis trois jours, nous sommes sans électricité et sans eau", affirme Seifeddine Khodr, un habitant de 37 ans, joint à grand-peine par téléphone car les connexions internet sont quasiment interrompues.

"La farine et les combustibles n'entrent plus", alors que l'afflux des déplacés a augmenté la demande, raconte-t-il.

"Les gens ont peur, nous implorons le monde d'intervenir", ajoute-t-il.

Kobané (Aïn al-Arab en arabe) a constitué la première victoire des forces kurdes contre les jihadistes du groupe l'Etat Islamique (EI) en Syrie, après des mois de combats de rue acharnés, en 2015, qui ont détruit une grande partie de la ville.

Il a fallu ensuite quatre ans aux forces kurdes, soutenues par la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, pour venir à bout de l'EI en Syrie et mettre fin à son "califat".

Aujourd'hui, le nouveau pouvoir islamiste syrien veut étendre son autorité sur l'ensemble du territoire national et exige la dissolution des puissantes forces kurdes, lâchées par Washington.

Les autorités ont proclamé mardi soir un cessez-le-feu avec les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), qui est globalement respecté, mais les deux parties s'accusent de violations, notamment autour de Kobané.

- "Sauvez Kobané" -

Moustafa Ahmad a fui avec ses neuf enfants un des villages environnants face à l'avancée des troupes gouvernementales et s'est réfugié à Kobané.

"Nous sommes sortis sans rien emporter. Je me suis installé chez mes proches. J'ai cherché pendant dix heures pour trouver une boîte de lait pour mon fils Raman, qui a un an et demi", dit-il.

"Notre situation est catastrophique, il n'y a pas d'électricité, pas de chauffage, pas de vivres", ajoute cet homme de 55 ans.

L'administration autonome kurde a accusé dans un communiqué "les factions armées affiliées au gouvernement" d'avoir "intensifié leurs attaques", en particulier à Kobané.

La ville symbole est "laissée sans eau, sans électricité et sans services de base en raison des attaques continues contre ses infrastructures", ajoute-t-elle, soulignant qu'elle est "isolée du reste du monde en raison de la coupure d'internet".

Le ministère syrien de l'Energie a démenti que l'eau ait été coupée de façon préméditée à Kobané, affirmant que l'alimentation en eau de la ville était interrompue en raison d'une "défaillance technique".

Il a averti que la panne pourrait se prolonger, les équipes techniques ne pouvaient pas se rendre au site affecté pour le réparer en raison de la tension.

"Kobané est une ville-symbole pour le monde entier", dit à l'AFP Gharib Hasso, chef du Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation de l'administration autonome kurde.

"Aujourd'hui, elle est attaquée et encerclée, ils veulent se venger de Kobané et s'ils y entrent, il y aura des massacres", prévient-il.

"Les familles dorment dans la rue par ce froid, nous sommes encerclés (...) Sauvez Kobané, la ville qui a sauvé le monde de l'EI", dit en pleurant Nishtiman, une jeune journaliste, avant de prévenir que son téléphone va s'éteindre faute d'électricité pour alimenter la batterie.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2026

Plus de 134.000 déplacés dans le nord-est de la Syrie après les affrontements entre armée et Kurdes

Beyrouth (Liban), 22 jan 2026 (AFP) — Plus de 134.000 personnes ont été déplacées dans le nord-est de la Syrie, a estimé jeudi l'agence de l'ONU pour les migrations, suite aux affrontements entre l'armée et les forces kurdes forcées à abandonner leurs territoires.

Au cours des trois derniers jours, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la province syrienne de Hassaké a atteint 134.803 personnes, alors qu'il était de 5.725 personnes dimanche, précise dans un communiqué l'agence de l'ONU.

Délogés d'Alep plus tôt en janvier après des combats meurtriers, puis des provinces de Raqa et Deir Ezzor lundi, les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde, se sont repliées au coeur de leur province de Hassaké.

Le président syrien Ahmad al-Chareh a accordé mardi un cessez-le-feu de quatre jours aux Kurdes pour proposer un plan sur "l'intégration pacifique" de cette province à majorité kurde au sein de l'Etat.

"Les déplacements de population observés pendant cette période reflètent les craintes d'affrontements potentiels entre les FDS et les forces gouvernementales, en particulier parmi les personnes résidant à proximité des prisons et des quartiers généraux militaires des FDS", note l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Selon elle, plus de 41.000 personnes ont trouvé refuge dans des abris collectifs dans la province de Hassaké et "ont un besoin urgent de nourriture" et autres articles de première nécessité tels que des matelas et des couvertures.

En outre, elle dénombre 1.647 personnes déplacées ayant cherché refuge dans la ville kurde de Kobané (Aïn al-Arab en arabe), située à la frontière turque dans la province d'Alep, où des habitants ont déclaré à l'AFP manquer de nourriture, d'eau et d'électricité.

Kobané a constitué la première victoire des forces kurdes contre les jihadistes du groupe l'Etat Islamique (EI) en Syrie, après des mois de combats de rue acharnés, en 2015, qui ont détruit une grande partie de la ville.

Il a fallu ensuite quatre ans aux forces kurdes, soutenues par la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, pour venir à bout de l'EI en Syrie et mettre fin à son "califat".

Le président américain Donald Trump a déclaré mardi soutenir M. Chareh, un ex-jihadiste, dans son offensive contre les forces kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2026

Des Européens figurent parmi les 150 détenus de haut rang de l'EI transférés vers l'Irak

Bagdad, 23 jan 2026 (AFP) — Des Européens figurent parmi les prisonniers de haut rang du groupe Etat islamique (EI) transférés de Syrie vers l'Irak voisin dans le cadre d'une opération militaire américaine, ont indiqué vendredi à l'AFP deux responsables de sécurité irakiens.

Ce groupe de détenus, transféré mercredi, est composé "de dirigeants de l'organisation Etat islamique et certains sont des criminels parmi les plus notoires", comprenant "des Européens, des Asiatiques, des Arabes et des Irakiens", a indiqué une de ces sources.

D'après une autre source de sécurité, 85 de ces prisonniers sont Irakiens et les 65 autres sont notamment d'origine "européenne, soudanaise, somalienne ou caucasienne" et ils sont tous désormais dans une prison de Bagdad.

Ils ont le rang d'"émir" au sein de l'organisation jihadiste et "tous ont participé aux opérations de l'EI en Irak", dont l'offensive qui avait permis en 2014 au groupe de s'emparer de vastes territoires en Irak et en Syrie, a ajouté cette source.

Mercredi, Washington avait annoncé avoir transféré 150 membres de l'EI détenus dans une prison de Hassaké, en Syrie, "vers un lieu sûr en Irak", et affirmé que jusqu'à 7.000 prisonniers pourraient être concernés.

La décision américaine est survenue alors que des affrontements entre l'armée syrienne et les forces kurdes, qui contrôlaient jusqu'ici les centres de détention depuis la défaite de l'EI en 2019, font craindre des brèches dans la surveillance.

Mardi, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, avaient annoncé avoir été "contraintes de se retirer" d'al-Hol, le plus grand des camps de détention abritant des proches de jihadistes, pour défendre leurs régions du nord-est menacées par l'armée.

Celle-ci est entrée mercredi dans le camp d'al-Hol, où la

situation est "volatile", a indiqué vendredi l'ONU, qui n'a pas pu y entrer depuis que l'armée s'y est déployée.

Les tribunaux irakiens ont par le passé condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de membres de l'EI, dont de nombreux combattants étrangers, dont certains avaient été transférés de Syrie.

L'Irak a déjà été épinglé pour des centaines de procès qualifiés d'expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace, selon des défenseurs des droits humains.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2026

Des jihadistes européens transférés de Syrie en Irak, pays qui réclame leur rapatriement

Raqa (Syrie), 23 jan 2026 (AFP) — Des Européens figurent parmi les détenus de haut rang de l'organisation Etat islamique (EI) que les Etats-Unis ont transférés de Syrie vers l'Irak voisin, qui a réclamé vendredi leur rapatriement dans leurs pays d'origine.

Sous la pression militaire de l'armée syrienne, les forces kurdes se sont retirées cette semaine des prisons où elles gardaient des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) depuis sa chute en 2019, ainsi que des camps où elles surveillaient leurs familles, dans le nord-est de la Syrie.

Les Etats-Unis ont commencé cette semaine à transférer 7.000 prisonniers de l'EI depuis la Syrie vers l'Irak.

Parmi 150 premiers prisonniers de haut rang déjà transférés dans une prison de Bagdad figurent des Européens, ont indiqué à l'AFP deux responsables de sécurité irakiens.

Amnesty International a jugé vendredi que le groupe de 7.000 détenus en partance pour l'Irak "comprend certainement des Syriens, des Irakiens et d'autres étrangers, ainsi qu'environ 1.000 garçons et jeunes hommes".

L'ONG des droits humains a prié les Etats-Unis de "mettre en place de toute urgence des garanties avant de procéder à d'autres transferts" et demandé à l'Irak d'organiser "des procès équitables, sans recourir à la peine de mort".

Vendredi, le chef du gouvernement irakien Mohamed Chia al-Soudani a appelé, lors d'une conversation téléphonique avec le président français Emmanuel Macron, les pays européens à rapatrier leurs ressortissants, ce qu'ils refusent jusqu'à présent.

Malgré les appels répétés des Kurdes et des Etats-Unis dans le passé, les gouvernements étrangers ont généralement évité de rapatrier leurs ressortissants, craignant des menaces sécuritaires et des réactions politiques négatives.

- "Vide sécuritaire" -

En 2014, l'EI s'est emparé de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant les femmes et les filles à l'esclavage sexuel, mais avec le soutien d'une coalition menée par les Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont finalement vaincu les jihadistes en Syrie cinq ans plus tard.

Ils avaient capturé des milliers de combattants du groupe, qui avait établi un "califat" à cheval entre l'Irak et la Syrie.

Dans le plus grand camp de proches de jihadistes, al-Hol, la situation était "volatile" ces derniers jours, a indiqué vendredi l'ONU.

Les Kurdes s'en étaient retirés mardi et les forces syriennes y sont entrées le lendemain.

Un ancien employé humanitaire ayant requis l'anonymat a indiqué à l'AFP que des détenus ont profité du "vide sécuritaire" pour s'évader, sans en préciser le nombre ou la nationalité.

Al-Hol abrite plus de 23.000 personnes, en grand nombre des femmes et des enfants, dont près de 15.000 Syriens et plus de 2.200 Irakiens.

Outre les Irakiens, les étrangers du camp sont au nombre de 6.280, en majorité des Arabes et des Asiatiques, mais aussi un petit nombre d'Occidentaux, selon l'administration précédente.

- Du pain et de l'eau -

Après avoir dû suspendre leur présence durant trois jours pour des raisons sécuritaires, des employés du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) ont pu à nouveau entrer vendredi en fin de journée à l'intérieur du camp d'al-Hol, accompagnés par des représentants du gouvernement syrien.

"La livraison de fournitures essentielles a repris", a annoncé l'agence sur le réseau X, ajoutant que "des camions transportant du pain" sont rentrés dans le camp. Le HCR et l'Unicef avaient pu y faire livrer de l'eau la veille.

L'agence avait pris en charge la gestion du camp le 1er janvier, avant le début des hostilités entre Damas et les forces kurdes, a précisé sa porte-parole Céline Schmitt.

Un deuxième camp plus petit, Roj, qui reste sous contrôle des FDS, abrite 2.328 personnes, pour la plupart des étrangers dont des Occidentaux, parmi lesquels des Français.

Un cessez-le-feu, proclamé mardi soir, est globalement respecté entre l'armée syrienne et les Kurdes.

En vertu d'un accord, quelque 800 combattants kurdes qui étaient retranchés dans la prison d'Al-Aqtan à Raqa, où ils gardaient des prisonniers de l'EI, ont été évacués sous la garde des forces syriennes.

Un journaliste de l'AFP à Raqa a vu des cars et des voitures quitter la prison dans la nuit de jeudi à vendredi, escortés par des véhicules des forces syriennes.

Lundi, le ministère syrien de l'Intérieur avait affirmé que 120 membres de l'EI s'étaient évadés d'une autre prison, Chaddadi, mais qu'il avait réussi à en arrêter 81.

"Les récentes évasions présumées de détenus de Daech (acronyme de l'EI) au milieu des affrontements sont extrêmement préoccupantes", a déclaré vendredi un porte-parole de la Commission européenne, Anouar El Anouni.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de **23**

janvier 2026

Enquête ouverte pour suspicion de nouvelles violences policières à Paris

Paris (France), 23 jan 2026 (AFP) — L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la "police des polices", a été saisie d'une enquête visant des membres des forces de l'ordre filmés en train de molester un homme à Paris, dans une vidéo devenue virale, a indiqué vendredi le parquet de Paris.

Cette procédure intervient quelques jours seulement après une autre affaire de mort suspecte survenue dans un commissariat parisien.

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a en outre demandé à la préfecture de police (PP) de Paris d'ouvrir une enquête administrative, a expliqué son entourage à l'AFP.

Le parquet, confirmant des informations du Parisien, fait état de la diffusion sur les réseaux sociaux "d'une vidéo montrant une interpellation, possiblement survenue le 19 janvier rue Bichat (10e arrondissement de Paris, NDLR), au cours de laquelle des policiers sont vus porter des coups de matraque".

Sur ces images, un homme apparaît encerclé par trois policiers, recevant des coups de matraque de la tête aux jambes, avant d'être plaqué contre le capot d'un véhicule marqué "Police". Les coups, portés par le même fonctionnaire, se poursuivent alors qu'un autre policier lui assène un coup de poing au visage.

L'homme interpellé est ensuite tiré par les cheveux par l'un des policiers, qui lui intime de partir. On entend distinctement les mots "Dégage!" et "kebab sur pattes!", semblant provenir des policiers, tandis que l'homme s'enfuit en courant. La section de protection des libertés fondamentales du parquet de Paris a saisi l'IGPN afin qu'elle mène les investigations, précise le parquet.

"Les images de cette vidéo ne sont pas acceptables", a déclaré la préfecture de police de Paris à l'AFP, avant de rappeler que "ces faits ont eu lieu dans un contexte d'émeutes".

Selon la PP, cette interpellation a eu lieu après un rassemblement "non déclaré" et "initialement calme" qui a réuni lundi 400 personnes place de la République en soutien à la communauté kurde du Rojava en Syrie. Les forces de l'ordre ont dû intervenir après des débordements et des jets de projectiles, a ajouté la PP. Au total, il y a eu cinq interpellations et six policiers légèrement blessés.

Cette affaire survient dans un contexte déjà tendu. Lundi, le parquet de Paris a annoncé l'ouverture d'une information judiciaire pour violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné la mort, après le décès en garde à vue d'un Mauritanien de 35 ans dans un commissariat de la capitale, survenu un peu plus d'une semaine auparavant.

Un juge d'instruction est désormais chargé d'enquêter sur les circonstances du décès d'El Hacen Diarra, mort dans la nuit du 14 au 15 janvier au commissariat du 20e arrondissement. Sa famille dénonce des violences policières.

Une vidéo filmée par des voisins lors de son interpellation, devant le foyer de travailleurs migrants où il résidait, a circulé sur les réseaux sociaux. On y voit deux policiers, dont l'un, agenouillé, porter deux coups de poing à un homme maintenu au sol. Selon une analyse sonore réalisée par la famille du défunt, on entend également El Hacen Diarra crier: "Vous m'étranglez!".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2026

Situation "volatile" dans le plus grand camp de familles de jihadistes en Syrie, selon l'ONU

Raqa (Syrie), 23 jan 2026 (AFP) — La situation est "volatile" dans le camp d'al-Hol en Syrie, où sont détenus des milliers de proches de jihadistes, a indiqué vendredi l'ONU qui n'a pas pu y entrer depuis le retrait cette semaine des forces kurdes et le déploiement de l'armée syrienne.

Sous la pression militaire, les forces kurdes se sont retirées mardi d'al-Hol, le plus grand camp de familles de membres du groupe Etat islamique (EI), dans le nord-est de la Syrie.

Les forces du pouvoir islamiste de Damas, déterminé à étendre son contrôle sur l'ensemble du territoire syrien, y sont entrées le lendemain.

Un ancien employé humanitaire qui a requis l'anonymat a indiqué à l'AFP que des détenus ont profité du "vide sécuritaire" pour s'évader, sans en préciser le nombre ou la nationalité.

Al-Hol abrite quelque plus de 23.000 personnes, en grand nombre des femmes et des enfants, dont près de 15.000 Syriens et plus de 2.200 Irakiens.

Outre les Irakiens, les étrangers sont au nombre 6.280, dont des Occidentaux que leurs pays respectifs refusent de rapatrier, selon l'administration précédente.

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) "a pu se rendre à al-Hol au cours des trois derniers jours mais n'a pas pu y entrer en raison de la sécurité volatile", a déclaré à l'AFP la porte-parole en Syrie de l'agence onusienne, Céline Schmitt.

- Eau et pain -

Jeudi, le HCR et l'Unicef "ont pu livrer des camions d'eau au camp", a-t-elle précisé. "Le HCR retourne aujourd'hui à

al-Hol, dans l'espoir de reprendre la distribution de pain qui avait été interrompue ces trois derniers jours".

L'agence a pris en charge la gestion du camp le 1er janvier, avant le début des hostilités entre Damas et les forces kurdes, a indiqué Céline Schmitt.

Les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, avaient été le fer de lance de la lutte contre l'EI en Syrie, avec l'appui de la coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis, et avaient défait le groupe en 2019.

Mais ces forces, lâchées par les Etats-Unis, se sont retirées cette semaine de large pans du nord et du nord-est, sous la pression de l'armée syrienne.

Un cessez-le-feu entre les deux parties tient globalement depuis mardi soir.

Les FDS avaient appréhendé des milliers de jihadistes incarcérés dans des prisons, et détenu leurs familles dans deux camps, al-Hol et celui, plus petit, de Roj.

Roj, proche de la frontière turque, qui abrite aujourd'hui 2.328 personnes, pour la plupart des étrangers dont des Occidentaux, parmi lesquels des Français, demeure sous le contrôle des FDS.

- Combattants évacués -

Un employé d'une organisation humanitaire a indiqué à l'AFP que "pendant le vide sécuritaire entre le retrait des FDS et l'entrée de l'armée syrienne à al-Hol, des évasions ont été signalées, mais le nombre exact est inconnu".
"Plus personne ne peut quitter le camp après l'entrée des forces syriennes qui ont établi un contrôle militaire", a-t-il cependant ajouté.

Selon lui, "les organisations humanitaires qui opéraient à l'intérieur du camp se sont désormais complètement retirées, et certains de leurs centres ont été incendiés" par les détenus.

Soutenant les nouvelles autorités syriennes mais inquiets de la situation, les Etats-Unis ont commencé à transférer des prisonniers de l'EI depuis la Syrie vers l'Irak voisin, une opération qui doit concerner à terme 7.000 d'entre eux.

Bagdad a annoncé jeudi avoir entamé des procédures judiciaires contre les prisonniers transférés.

A son apogée, le groupe jihadiste contrôlait une partie de l'Irak et de la Syrie où il avait instauré un "califat" et imposait un règne de terreur.

Dans le même temps, quelque 800 combattants kurdes qui étaient retranchés dans la prison d'Al-Aqtan à Raqa, où ils gardaient des prisonniers de l'EI, ont été évacués sous la garde des forces syriennes.

Un journaliste de l'AFP à Raqa a vu des cars et des voitures quitter la prison dans la nuit de jeudi à vendredi, escortés par des véhicules des forces syriennes, qui ont pris le contrôle de la prison.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 janvier 2026

Une manifestation Kurde interdite à Marseille après des incidents

Marseille (France), 23 jan 2026 (AFP) — Les autorités ont interdit vendredi une nouvelle manifestation de la communauté kurde prévue samedi à Marseille, après plusieurs mobilisations similaires émaillées de "troubles à l'ordre public".

Jeudi, environ 2.500 membres de la communauté kurde ont manifesté dans le centre de Marseille.

La préfecture a signalé des échauffourées au cours desquelles les forces de l'ordre ont été la cible de jets de projectiles et de tirs de mortiers d'artifice, qui ont fait dix blessés légers dans leurs rangs.

Des journalistes de l'AFP ont vu des motos calcinées, des arrêts de bus et de tramway aux vitres pulvérisées.

Une nouvelle manifestation kurde qui devait se tenir samedi en début d'après-midi dans le quartier touristique de la Canebière et du Vieux-Port est interdite, selon un arrêté de la préfète de police déléguée, Corinne Simon.

Outre les incidents de jeudi, Mme Simon cite pour justifier cette décision une "manifestation non déclarée" à Marignane mardi qui avait "engendré d'importants troubles à l'ordre public" et fait neuf blessés parmi les forces de l'ordre.

Ce même mardi à Marseille, une vingtaine de personnes issues de la communauté kurde avaient pénétré "sans autorisation" dans les locaux de France 3, "causant ainsi d'importants troubles."

"Si la liberté de manifester est un droit fondamental protégé par la République, de tels troubles à l'ordre public ne peuvent être tolérés", a déclaré de son côté le préfet des Bouches-du-Rhône Jacques Witkowski, indiquant dans un communiqué qu'un "dispositif de maintien de l'ordre" sera déployé pour s'assurer que l'interdiction de manifester samedi sera bien respectée.

Ces manifestations interviennent au moment où la communauté kurde en Syrie, qui dispose de ses propres forces et d'une région autonome dans le nord-est syrien, est engagée dans des tensions avec le pouvoir de Damas, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays morcelé par la guerre.

"Nous ne lâchons pas les Kurdes, nous savons ce que nous leur devons. Ce sont nos frères d'armes", a déclaré jeudi le Quai d'Orsay, en allusion au rôle essentiel joué par les forces kurdes, aux côtés de la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis, dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

Des milliers de personnes manifestent à Paris en soutien aux Kurdes de Syrie

Paris (France), 24 jan 2026 (AFP) — Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Paris pour défendre le peuple kurde de Syrie et appeler la France à renforcer son soutien dans le nord-est syrien, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Selon la préfecture de police de Paris, 7.500 personnes ont pris part à la manifestation.

Il y a également eu une interpellation pour jets de projectiles et deux manifestants blessés légèrement, a assuré une source policière à l'AFP.

Partis de la place de la République, les manifestants ont rejoint en milieu d'après-midi la place de la Bastille, scandant notamment "Les Kurdes vaincront" ou encore "Kobané ne tombera pas".

De nombreuses pancartes portaient également l'inscription "Defend Rojava" ("Défendre le Rojava" en français), du nom de ce territoire semi-autonome kurde théâtre de l'offensive de l'armée syrienne soutenue par le gouvernement turc.

Cette nouvelle manifestation intervient au moment où la communauté kurde en Syrie, qui dispose de sa propre administration, est engagée dans des tensions avec le pouvoir de Damas, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays morcelé par la guerre.

Dans le cortège qui a défilé dans le calme, Demet Sahin, 28 ans, dit se sentir "tétanisée pour l'avenir des Kurdes" dans la zone. "Aujourd'hui, il y a un consensus sur le fait de les aider, mais en réalité, il n'y a rien", dénonce à l'AFP cette avocate, dont la famille est originaire du Kurdistan turc.

La France a pourtant martelé jeudi qu'elle n'abandonnait pas les Kurdes, qui ont joué un rôle clé pour combattre le groupe Etat islamique (EI). Des déclarations qui peinent toutefois à convaincre les manifestants.

"On a un sentiment d'impuissance face au silence général, face (au sentiment de) trahison que l'on ressent aujourd'hui profondément", déplore Laurine, 20 ans, une autre manifestante franco-kurde qui n'a pas souhaité donner son nom de famille.

"On veut juste de la justice, notre liberté et nos droits légitimes en tant que peuple", dit encore la jeune femme, le visage entouré d'un drapeau jaune-rouge-vert aux couleurs du Rojava.

Mahir, qui a souhaité garder l'anonymat, demande lui aussi davantage de soutien de la France: "On ne comprend pas pourquoi aujourd'hui Emmanuel Macron prend la défense des jihadistes. Ce sont des intérêts géopolitiques, on suppose, mais c'est une haute trahison pour nous".

Plus tôt cette semaine, 24 personnes ont été interpellées en France et 21 policiers blessés après des incidents en marge de rassemblements similaires.

A Marseille, les autorités ont interdit une nouvelle manifestation prévue samedi, après plusieurs mobilisations similaires émaillées selon elles de "troubles à l'ordre public".

La communauté kurde de France compte entre 320.000 et 400.000 personnes, la deuxième d'Europe après l'Allemagne, selon une estimation de l'Institut kurde de Paris, la plus ancienne institution kurde d'Europe.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

De nouveaux détenus de l'EI transférés de Syrie vers l'Irak (responsables irakiens)

Bagdad, 24 jan 2026 (AFP) — Des centaines de détenus du groupe Etat islamique (EI) étaient transférés samedi de Syrie vers l'Irak, deuxième opération depuis l'annonce par les Etats-Unis de leur intention d'y transférer des milliers de prisonniers jihadistes, ont indiqué à l'AFP deux responsables irakiens de la sécurité.

"Le transfert des prisonniers est en cours, les forces américaines transportant les détenus par voie terrestre et aérienne", a déclaré l'un d'eux, ajoutant que "jusqu'à 1.000 détenus de l'EI devraient arriver aujourd'hui en Irak".

Une autre source sécuritaire a confirmé que le transfert était en cours, précisant que les détenus - parmi lesquels des Irakiens et des Européens - seront répartis dans au moins trois prisons en Irak.

Ce groupe est le deuxième parmi les jusqu'à 7.000 suspects de l'EI, auparavant détenus par les combattants kurdes syriens, que l'armée américaine a dit vouloir transférer en Irak après la reprise par les forces gouvernementales syriennes de territoires tenus par les Kurdes.

Des Européens figuraient aussi parmi les 150 détenus de haut rang de l'EI, qui ont été les premiers à être transférés mercredi, avaient indiqué vendredi à l'AFP deux responsables irakiens.

Le transfert devrait s'étaler sur plusieurs jours.

L'Irak a annoncé jeudi lancer des procédures judiciaires contre ces prisonniers.

Les tribunaux irakiens ont par le passé condamné à la peine de mort et à la prison à vie des centaines de per-

sonnes, dont de nombreux combattants étrangers, certains transférés de Syrie.

Selon un des responsables sécuritaires irakiens, une commission regroupant le ministère de la Justice, l'armée de l'air et les forces antiterroristes a été mise en place pour coordonner les transferts.

En 2014, l'EI s'est emparé de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant des femmes et des filles en esclavage sexuel.

Appuyé par une coalition menée par les Etats-Unis, l'Irak a proclamé la défaite du groupe en 2017. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, ont défait l'EI deux ans plus tard.

Les FDS ont ensuite incarcéré des milliers de jihadistes présumés et placé des dizaines de milliers de leurs proches dans des camps.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

Syrie: la trêve entre Damas et les forces kurdes prolongée de 15 jours

Damas, 24 jan 2026 (AFP) — Le gouvernement syrien et les forces kurdes ont prolongé samedi leur cessez-le-feu de 15 jours, Damas affirmant que la mesure visait à faciliter le transfert par les Etats-Unis de détenus du groupe Etat islamique (EI) de Syrie en Irak.

Plus tôt samedi, trois sources dont une kurde et un responsable syrien à Damas avaient fait part à l'AFP d'un accord des deux parties pour prolonger la trêve.

Le ministère syrien de la Défense a annoncé dans la soirée cette "prolongation", à compter de 23H00 (20H00 GMT), dans le but de "soutenir l'opération américaine visant à transférer les détenus" de l'EI des prisons kurdes vers l'Irak.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) ont indiqué que cette prolongation, avait été convenue "grâce à une médiation internationale, tandis que le dialogue avec Damas se poursuit".

Dans un communiqué, elles "affirment leur engagement envers cet accord et leur détermination à le respecter, pour contribuer à la désescalade, à la protection des civils et à la création des conditions nécessaires à la stabilité".

Décrété mardi, le cessez-le-feu a depuis été globalement respecté, après que les forces kurdes ont cédé des pans entiers de territoire aux troupes gouvernementales, qui ont également envoyé des renforts autour d'un bastion kurde du nord-est.

- Nouveaux transferts -

Au vu de ces évolutions sur le terrain, l'armée américaine a dit vouloir transférer en Irak jusqu'à 7.000 suspects de l'EI, auparavant détenus par les combattants kurdes syriens.

Des Européens figuraient parmi les 150 détenus haut placés de l'EI qui ont été les premiers à être transférés mercredi, et deux responsables irakiens ont déclaré à l'AFP qu'un deuxième groupe "comptant jusqu'à 1.000 détenus de l'EI" était en cours de transfert samedi.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, dont le pays soutient Damas, avait déclaré vendredi qu'une prolongation du cessez-le-feu pouvait être envisagée le temps du transfert des détenus de l'EI vers l'Irak.

En 2014, l'EI s'était emparé de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant massacres et exactions, avant leur défaite en Syrie en 2019 face aux FDS appuyées par une coalition internationale dominée par les Etats-Unis.

- Proposition kurde -

La trêve entre Damas et les FDS s'inscrit dans le cadre d'un accord plus large annoncé dimanche par le pouvoir syrien qui vise à intégrer les institutions civiles et militaires kurdes au sein de l'Etat.

Cet accord, pour lequel les Kurdes syriens doivent présenter un plan d'application, porte un coup aux espoirs d'autonomie de cette minorité, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est durant la guerre civile (2011-2024).

Le président islamiste syrien, Ahmad al-Chareh, s'affirme déterminé à reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire national, après avoir renversé en décembre 2024 le pouvoir de Bachar al-Assad.

Les FDS ont soumis une proposition à Damas via l'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a indiqué à l'AFP la source kurde.

Selon elle, cette proposition intègre la demande du gouvernement de le laisser contrôler les points de passage frontaliers et réclame qu'une partie de ces recettes, dont celles du pétrole, soient allouées aux régions à majorité kurde.

Délogés d'Alep plus tôt en janvier après des combats meurtriers, puis des provinces à majorité arabe de Raqa et Deir Ezzor cette semaine, les FDS, bras armée de l'administration autonome kurde, se sont repliées au coeur de leur zone, à Hassaké.

Des troupes syriennes ont pris position tout autour.

Samedi, le gouvernement syrien a libéré au moins 126 mineurs détenus dans une prison pour détenus de l'EI précédemment gérée par les Kurdes dans la province de Raqa.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

Syrie: les autorités libèrent 126 mineurs d'une prison gérée par les Kurdes (médias d'Etat)

Damas, 24 jan 2026 (AFP) — Le gouvernement syrien a libéré samedi au moins 126 mineurs d'une prison du nord du pays, dont l'armée a repris le contrôle aux forces kurdes en vertu d'un accord entre les deux parties, ont rapporté les médias d'État.

Des images diffusées par la télévision d'Etat ont montré des foules rassemblées pour accueillir les mineurs libérés de cette prison d'Al-Aqtan.

L'agence de presse officielle Sana a publié les noms des détenus toujours emprisonnés, permettant à leurs proches de les rechercher en ligne.

La télévision d'État a annoncé "la libération (...) de 126 détenus âgés de moins de 18 ans de la prison d'Al-Aqtan" dans la province de Raqa, utilisée pour la détention de membres de l'organisation État islamique (EI).

Sollicitées par l'AFP, les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) n'ont pas commenté ces informations.

Sous la pression militaire de Damas, qui cherche à étendre son contrôle sur l'ensemble du pays, les FDS ont cédé ces derniers jours de vastes territoires et se sont retirées dans certaines parties de la province de Hassaké, à l'extrême nord-est.

Dimanche dernier, le président syrien Ahmad al-Chareh avait annoncé un accord avec le chef des FDS, Mazloum Abdi, prévoyant un cessez-le-feu et l'intégration de l'administration autonome de facto des Kurdes au sein de l'État syrien, qui assumera désormais la responsabilité et la garde des prisonniers de l'EI.

Vendredi, des combattants kurdes qui assuraient la surveillance de la prison ont été transférés vers la ville de Kobané (Ain al-Arab en arabe), contrôlée par les Kurdes, à la frontière nord avec la Turquie.

Selon l'armée, citée par Sana, ce transfert était "la première étape de la mise en oeuvre de l'accord du 18 janvier, en vertu duquel le ministère de l'Intérieur prendra en charge l'administration de la prison".

Le ministère syrien de la Défense a annoncé samedi soir la prolongation de 15 jours de la trêve avec les forces kurdes, afin de faciliter le transfert annoncé par les Etats-Unis de milliers de détenus de l'EI depuis la Syrie vers l'Irak.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

Irak: le bloc majoritaire soutient la nomination de Nouri al-Maliki comme Premier ministre

Bagdad, 24 jan 2026 (AFP) — La principale alliance chiite irakienne, qui détient la majorité au Parlement, a apporté samedi son soutien à la candidature de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki pour un nouveau mandat à la tête du gouvernement.

Le Cadre de coordination, une alliance de factions chiites ayant des liens divers avec l'Iran, a déclaré dans un communiqué avoir "décidé, à la majorité des voix, de désigner" M. Maliki au poste de Premier ministre "en tant que candidat du plus grand bloc parlementaire".

Cela garantit à cette figure centrale de la vie politique irakienne, âgé de 75 ans, d'occuper ces fonctions quand le président irakien en désignera officiellement le titulaire.

Le communiqué évoque "son expérience politique et administrative et son parcours dans la gestion de l'Etat".

M. Maliki doit reprendre la tête de l'exécutif dans un contexte de bouleversements majeurs au Moyen-Orient, marqué par le déclin de l'influence régionale de Téhéran et la montée des tensions avec Washington.

Il est le seul Premier ministre à avoir effectué deux mandats (2006-2014) depuis l'invasion américaine de 2003, qui a mis fin au pouvoir de Saddam Hussein.

Depuis cette date, conformément à l'usage en Irak, le poste de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite, tandis que la présidence de la République, largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

Après les législatives de novembre, le Cadre de coordination, dont fait partie M. Maliki, a constitué le bloc majoritaire. L'alliance a ensuite engagé d'âpres discussions pour désigner le prochain chef du gouvernement, parallèlement à des négociations avec des partis sunnites et kurdes sur la répartition des autres postes.

Le Parlement irakien a élu un président le mois dernier et doit se réunir prochainement pour élire un nouveau président de la République. C'est lui qui nommera ensuite le successeur de l'actuel chef du gouvernement, Mohamed Chia al-Soudani.

M. Maliki a, par le passé, été accusé de corruption et d'avoir nourri les fractures confessionnelles qui ont miné le pays jusqu'à l'essor du groupe jihadiste Etat islamique, sans toutefois perdre en influence sur la scène politique irakienne.

Considéré comme proche de l'Iran, il a également coopéré avec les Etats-Unis au cours de ses précédents mandats.

Dans un pays qui a été pendant des décennies un champ de bataille par procuration en-

tre les Etats-Unis et l'Iran, il devra répondre à la demande de longue date de Washington d'un désarmement des factions irakiennes soutenues par Téhéran, dont beaucoup sont classées "terroristes" par les Etats-Unis.
Des responsables et diplomates irakiens ont déclaré à l'AFP le mois dernier que Washington avait exigé que le futur gouvernement procède au démantèlement de ces groupes, bien que la plupart d'entre eux soient représentés au Parlement et jouissent d'une forte influence politique et financière.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

Irak: Maliki, le faiseur de rois sur le point de redevenir Premier ministre

Bagdad, 24 jan 2026 (AFP) — Nouri al-Maliki, soutenu samedi par les partis chiites proches de l'Iran pour le poste de Premier ministre en Irak, opère ainsi son retour en dépit d'accusations de corruption et d'avoir nourri les fractures confessionnelles jusqu'à l'essor du groupe Etat islamique.

Figure centrale de la politique irakienne, ce chiite de 75 ans a su au fil des années ménager à la fois Téhéran et Washington, devenant dans les coulisses un "faiseur de rois" de toute formule gouvernementale.

La principale alliance chiite irakienne, majoritaire au Parlement, a apporté samedi son soutien à sa candidature au poste de Premier ministre, ce qui lui garantit d'occuper ces fonctions quand le président irakien en désignera officiellement le titulaire.

Longtemps discret, M. Maliki est sorti de l'ombre en 2006 après avoir milité en exil contre le président Saddam Hussein, renversé dans la foulée de l'invasion américaine de 2003.

Né à Twaïrij, dans la province de Kerbala (centre), le 20 juin 1950, il rejoint à l'université le parti islamique Dawa - le plus ancien mouvement d'opposition à Saddam Hussein - dont il devient en 2007 secrétaire général, s'imposant progressivement comme l'un des dirigeants les plus influents du camp chiite.

- Exil en Iran -

Dans les années 1980, après l'interdiction du Dawa, il fuit le pays. Condamné à mort par contumace selon son parti, il s'installe en Iran avec d'autres cadres de sa formation, après une décision de Saddam Hussein de faire exécuter les membres du mouvement.

Il se rend ensuite en Syrie, à la suite d'une scission au sein du Dawa, et y milite pour la chute de Saddam Hussein.

De retour au pays après la chute de ce dernier, il assure de 2003 à 2004 la vice-présidence d'une instance chargée de purger l'appareil d'Etat des anciens membres du parti Baas dissous.

Elu à la tête de la commission de la sécurité du Parlement en 2005, il est l'un des instigateurs d'une loi antiterroriste particulièrement répressive.

En 2006, il succède à Ibrahim al-Jaafari, Premier ministre chiite contesté après une période d'affrontements confessionnels ayant fait des dizaines de milliers de morts.

Les combats que se livrent alors milices chiites et extrémistes sunnites sur fond d'occupation américaine font sombrer le pays dans le chaos, et on reproche à M. Maliki son manque d'autorité.

Mais en 2008, il lance une violente offensive pour réprimer des groupes chiites armés, avec l'appui des forces américaines.

Le succès de l'opération lui vaut les applaudissements de toutes les communautés et renforce son image de leader nationaliste ayant su faire baisser les violences, tout en lui permettant d'obtenir, à cette époque, une forme de consensus entre l'Iran et les Etats-Unis.

Les analystes estiment toutefois que ce recul des attaques est également dû à une présence renforcée des forces américaines et à une volte-face de tribus sunnites.

- Crise perpétuelle -

Lors des législatives de 2010, M. Maliki parvient à se faire réélire à la tête du gouvernement en présentant une liste interconfessionnelle.

Son deuxième mandat est toutefois marqué par une crise politique quasi permanente, entre les tensions avec la région autonome du Kurdistan, l'impossibilité de faire voter des lois d'importance au Parlement et les dissensions persistantes entre sunnites et chiites, qui s'accentuent après le retrait des troupes américaines.

Ses adversaires tentent à plusieurs reprises de le renverser en poussant à un vote de défiance.

Accusé par ses détracteurs d'autoritarisme et de laisser prospérer la corruption et la dégradation des services publics, il impute les difficultés à des facteurs extérieurs, dont la guerre en Syrie voisine.

A partir de 2012, les violences retrouvent des niveaux jamais vus depuis 2008. Au lieu de tendre la main aux sunnites, comme le lui enjoint la communauté internationale, il mène de larges opérations conduisant à des centaines d'arrestations, attisant davantage les tensions.

En 2014, ses opposants lui reprochent d'avoir contribué, par sa politique confessionnelle, à ouvrir la voie à l'offensive du groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui s'empare de vastes territoires.

La pression politique interne et internationale l'empêche alors de briguer un troisième mandat.

Mais il n'a jamais disparu de la scène politique: chef de la coalition Etat de droit, il participe à la formation des alliances parlementaires et au choix des candidats aux postes clés, son nom étant régulièrement avancé comme recours possible pour diriger l'exécutif.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2026

Un parti turc prokurde appelle à la "levée du siège de Kobané"

Istanbul, 24 jan 2026 (AFP) — Le parti turc prokurde DEM a appelé samedi à la "levée immédiate du siège de Kobané", craignant une "tragédie humanitaire" dans cette localité à la frontière des deux pays, submergée par les déplacés fuyant la progression de l'armée syrienne.

La situation à Kobané s'est aggravée, passant d'une crise à une "catastrophe mortelle", dénonce le DEM, troisième force au Parlement turc, qui a dépêché une délégation dans le nord-est de la Syrie, théâtre d'une offensive majeure de l'armée syrienne la semaine dernière.

Le nouveau pouvoir syrien dirigé par Ahmed al-Chareh, déterminé à étendre son autorité sur l'ensemble du pays, a repris par la force les territoires administrés par les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde
La communauté kurde de Turquie a organisé plusieurs manifestations contre cette offensive menée avec le soutien d'Ankara.

A Istanbul, des échauffourées ont éclaté samedi après-midi lorsque la police antiémeute a tenté d'empêcher environ 300 personnes de manifester, tirant des balles antiémeutes et utilisant du gaz poivré pour les disperser, a constaté un correspondant de l'AFP.

Un député du DEM a été blessé et transporté à l'hôpital, ont indiqué les médias locaux. La police a procédé à des arrestations mais leur nombre n'a pas été précisé.

La poche de Kobané (Ain al-Arab, en arabe), à la frontière turque, est enclavée dans des zones tenues par l'armée syrienne et séparée territorialement du reste des territoires autonomes kurdes dans le nord-est de la Syrie.

"Le siège, à la fois militaire et humanitaire, de Kobané doit être levé dès que possible", a déclaré la coprésidente du DEM, Tulay Hatimogullari, lors d'une conférence de presse.

Depuis que les forces kurdes ont été forcées à se retirer de ses environs, les habitants des villages environnants ont afflué à Kobané où ils sont désormais bloqués, a encore dit Mme Hatimogullari.

"Quand nous y sommes allés, la neige nous arrivait aux genoux... l'électricité est coupée, internet est coupé, l'eau est coupée. C'est une tragédie humanitaire immense", a-t-elle ajouté.

Selon le DEM, qui fait état d'une pénurie alimentaire et de médicaments, quatre enfants y sont morts de froid samedi.

"Les pays garants... doivent de toute urgence assumer leurs responsabilités pour faire lever le siège sur le nord et l'est de la Syrie", a encore appelé la coprésidente du DEM, faisant référence aux États-Unis et alliés occidentaux qui ont soutenu pendant des années les FDS.

Le nouveau pouvoir islamiste syrien a proclamé le 20 janvier un cessez-le-feu avec les FDS, qui est globalement respecté, mais les deux parties s'accusent de violations, notamment autour de Kobané. Elles ont accepté samedi sa prolongation, selon des sources de chaque camp à l'AFP.

Kobané est une ville-symbole: elle a constitué la première victoire des forces kurdes contre les jihadistes du groupe l'État islamique (EI) en Syrie, après des mois de combats de rue acharnés, en 2015, qui ont détruit une grande partie de la ville.

La Turquie considère les FDS comme liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et une menace majeure le long de sa frontière sud.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé samedi que "lorsque cette organisation terroriste séparatiste sera définitivement éliminée dans le nord de la Syrie, toute la région en bénéficiera".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 janvier 2026

Après des suspicions de violences policières, Nuñez évoque des "cas isolés"

Paris (France), 25 jan 2026 (AFP) — Après la mort d'El Hacen Diarra en garde à vue dans un commissariat parisien et une vidéo virale montrant des policiers molester un homme à Paris, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a renvoyé aux enquêtes en cours, évoquant des "cas isolés".

"Ça me met en colère, bien sûr, car cela jette le discrédit sur l'ensemble de la profession alors que ce sont des cas isolés", a insisté dans un entretien au Parisien le ministre de l'Intérieur au sujet de ces deux affaires impliquant des policiers.

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la "police des polices", a été saisie vendredi d'une enquête visant des membres des forces de l'ordre filmés en train de molester un homme à Paris, rue Bichat (Xe arrondissement), dans une vidéo devenue virale.

"J'ai besoin de comprendre le contexte dans lequel les faits se sont produits. Il s'agissait d'une mission de maintien de l'ordre de la DOPC (Direction de l'ordre public et de la circulation, NDLR), dans le cadre d'une manifestation de soutien aux Kurdes en Syrie, où les fonctionnaires ont été

soumis à rude d'épreuve", a expliqué le ministre.

"Ils ont été pris à partie, ils ont reçu des tirs de mortiers, il y a eu des dégradations. Le contexte ne peut suffire à justifier les gestes non réglementaires, à supposer qu'ils le soient. À cet égard, j'ai demandé une enquête administrative et j'attends le résultat des investigations", a-t-il ajouté.

Quelques jours plus tôt, dans un commissariat du XXe arrondissement, El Hacen Diarra, un Mauritanien de 35 ans, est décédé lors de sa garde à vue. Une information judiciaire pour "violences volontaires ayant entraîné la mort par personne dépositaire de l'autorité publique" a été ouverte. La famille a réclamé l'interpellation des policiers.

"Je m'en tiens à ma ligne", a répondu Laurent Nuñez. "Je ne demande pas la suspension des fonctionnaires tant qu'on n'a pas établi qu'ils sont fautifs. Le fonctionnaire qui, sur les images, met deux coups de poing devra s'expliquer. Mais rien ne dit, à ce stade, quelles sont les causes de la mort", a encore affirmé le ministre.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 janvier 2026

Irak: le Parlement élit le président mardi, avant la désignation du Premier ministre

Bagdad, 25 jan 2026 (AFP) — Le Parlement irakien doit se réunir mardi pour élire un nouveau président du pays, première étape avant la désignation du chef du gouvernement, un poste qui devrait revenir à l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, adoubé par la principale coalition chiite.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite, tandis que la présidence de la République, largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

Dimanche, le président du Parlement, Haibat al-Halboussi, a annoncé la tenue mardi d'une session parlementaire consacrée à l'élection d'un chef de l'Etat, selon l'agence de presse officielle INA.

Une fois désigné, celui-ci disposera de 15 jours pour nommer un Premier ministre, généralement issu du plus important bloc chiite formé au gré des alliances post-électorales.

Samedi, le Cadre de coordination, une alliance de factions chiites aux liens divers avec l'Iran, a déclaré avoir "décidé, à la majorité des voix, de désigner" M. Maliki, figure centrale de la vie politique irakienne âgé de 75 ans, au poste de Premier ministre "en tant que candidat du plus grand bloc parlementaire".

Cette décision ouvre la voie à son retour à la tête du gouvernement lorsque le président entérinera officiellement sa nomination.

Les partis kurdes, eux, n'ont pas encore arrêté de candidature commune à la présidence, qui doit être approuvée par d'autres blocs et obtenir une majorité des deux tiers au Parlement.

Le Premier ministre désigné a un mois pour former un gouvernement et le soumettre au Parlement afin d'obtenir un vote de confiance.

Mais si le retour de M. Maliki semble acquis, la formation d'un nouveau gouvernement pourrait s'enliser pendant des mois, voire échouer.

Nouri al-Maliki s'apprête à revenir aux affaires dans un contexte de bouleversements majeurs au Moyen-Orient, marqué par le déclin de l'influence régionale de Téhéran et la montée des tensions avec Washington.

Considéré comme proche de l'Iran, mais ayant également coopéré avec les Etats-Unis à la tête de l'exécutif, il est le seul Premier ministre à avoir effectué deux mandats (2006-2014) depuis l'invasion américaine de 2003, qui a mis fin au pouvoir de Saddam Hussein.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 janvier 2026

Syrie: l'ONU envoie de l'aide vers une ville à majorité kurde cernée par l'armée

Damas, 26 jan 2026 (AFP) — Un corridor humanitaire a été ouvert vers Kobané, ville à majorité kurde du nord de la Syrie cernée par l'armée, où un premier convoi de l'ONU est arrivé dimanche pour fournir une "aide vitale" aux déplacés ayant fui les affrontements.

Un cessez-le-feu entre Damas et les forces kurdes a été prolongé de 15 jours, après que ces dernières ont cédé des pans entiers de territoire aux troupes gouvernementales, décidées à reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire.

Les deux parties se sont mutuellement accusées de violations de la trêve.

Des "affrontements violents" ont lieu tôt lundi entre les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) et des "factions affiliées à Damas" qui attaquent au sol et à l'artillerie le village de Kharab Ashk, situé

au sud-est de Kobané, affirment les FDS.

Dimanche soir, l'armée, citée par des médias d'Etat, a dit avoir été visée par des drones autour de Kobané. Quant aux FDS, elles ont accusé l'armée de plusieurs attaques, dont un bombardement ayant tué un enfant à l'ouest de Kobané.

Plus tôt dans la journée, l'armée avait annoncé ouvrir deux corridors afin de permettre "l'entrée de l'aide", l'un vers Kobané et l'autre dans la province voisine de Hassaké, région dans laquelle l'armée s'est également déployée.

Un convoi d'aide de l'ONU est arrivé dimanche à Kobané, a déclaré à l'AFP Céline Schmitt, porte-parole du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) en Syrie.

Le représentant de l'agence en Syrie, Gonzalo Vargas Llosa, avait auparavant précisé que le convoi était composé de "24 camions transportant des denrées essentielles, des articles de secours et du diesel", devant "fournir une aide vitale aux civils affectés par les hostilités et le climat hivernal".

L'opération a été rendue possible par "la coopération du gouvernement syrien", avait-il écrit sur X.

Plus tôt cette semaine, des habitants de Kobané (Aïn al-Arab en arabe) avaient déclaré à l'AFP manquer de nourriture, d'eau et d'électricité, alors que la ville était submergée de personnes ayant fui l'avancée de l'armée syrienne.

- Intégration à l'Etat -

Kobané, dans l'extrême nord-est de la Syrie, est entourée par les forces gouvernementales et est bordée par la frontière turque au nord.

Les forces kurdes ont accusé l'armée syrienne d'y imposer un "siège".

La ville, que les forces kurdes avaient libérée d'un long siège du groupe Etat islamique (EI) en 2015, était devenue un symbole en tant que première grande victoire contre les jihadistes.

Le pouvoir islamiste de Damas réclame la dissolution des FDS, tandis que Washington estime que leur mission initiale de lutte contre les jihadistes n'a plus de raison d'être, avec l'émergence d'un Etat central fort et soutenu par les Etats-Unis à Damas.

Samedi, les autorités syriennes ont affirmé que le cessez-le-feu avait été prolongé pour faciliter le transfert par les Etats-Unis de détenus de l'EI de Syrie vers l'Irak.

Cette opération a débuté cette semaine, Washington craignant des failles sécuritaires dans la surveillance des prisonniers du fait des affrontements entre l'armée et les Kurdes.

L'armée américaine a dit vouloir transférer en Irak jusqu'à 7.000 suspects de l'EI auparavant détenus par les combattants kurdes syriens. Des Européens figuraient parmi les 150 détenus haut placés de l'EI qui ont été les premiers à être transférés mercredi, et deux responsables irakiens ont déclaré à l'AFP qu'un deuxième groupe "comptant jusqu'à 1.000 détenus de l'EI" était samedi en cours de transfert.

La trêve entre Damas et les FDS s'inscrit dans le cadre d'un accord plus large qui vise à intégrer les institutions civiles et militaires kurdes à l'Etat.

Cet accord, pour lequel les Kurdes syriens doivent présenter un plan d'application, porte un coup aux espoirs d'autonomie de cette minorité, qui avait instauré une zone autonome dans le nord et le nord-est durant la guerre civile (2011-2024).

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 janvier 2026

Turquie : les rassemblements interdits jusqu'à samedi à la frontière syrienne

Istanbul, 26 jan 2026 (AFP) — Les autorités turques ont interdit jusqu'à samedi soir tout rassemblement dans la province de Mardin (sud-est), frontalière de la Syrie, où l'offensive de Damas contre les combattants kurdes du nord-est syrien suscite la colère, a annoncé lundi le gouvernorat provincial.

Un appel à manifester mardi à Nusaybin, localité de la province de Mardin située face à la ville syrienne de Qamichli, avait été lancé par le parti prokurde turc DEM, en dépit du cessez-le-feu en vigueur dans le nord de la Syrie.

Lors d'une précédente marche la semaine passée pour dénoncer l'offensive de Damas sur la région semi-autonome du nord-est syrien tenue par des combattants kurdes, plus d'un millier de manifestants prokurdes avaient tenté de forcer le poste-frontière de Nusaybin pour entrer en Syrie.

"À l'exception des événements jugés appropriés (...), toute action destinée à être menée dans des espaces ouverts (rassemblements, marches, conférences de presse, grèves de la faim, sit-in, installation de stands, montage de tentes, distribution de tracts/brochures, accrochage d'affiches/bannières, etc.) est interdite", écrit le gouvernorat de Mardin dans un communiqué.

Les autorités turques, engagées dans un processus de paix avec les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdisent déjà depuis vendredi - et jusqu'à lundi soir - les rassemblements en extérieur à Diyarbakir, la principale ville du sud-est à majorité kurde.

Les affrontements dans le nord de la Syrie font craindre un déraillement du processus de paix entre Ankara et le PKK.

Les combattants kurdes de Syrie ont accusé lundi les forces gouvernementales d'avoir tué cinq civils dans des bombardements sur la région de Kobané (nord), malgré le cessez-le-feu en cours.

En octobre 2014, de violentes manifestations avaient éclaté en Turquie pour protester contre le siège de la ville de Kobané, à majorité kurde, par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), faisant près de 40 morts.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2026

De retour de Bagdad, des avocats dénoncent le "transfert illégal" de 47 prisonniers français de Syrie en Irak

Paris (France), 27 jan 2026 (AFP) — De retour de Bagdad, deux avocats français ont dénoncé mardi le "transfert illégal" de Syrie en Irak de 47 prisonniers français soupçonnés d'avoir appartenu au groupe Etat islamique, accusant Paris de complicité et alertant sur un "désastre sécuritaire annoncé".

Mes Marie Dosé et Matthieu Bagard se trouvaient à Bagdad de dimanche à lundi pour échanger avec 13 des 47 Français, mandatés par leurs familles.

Une source irakienne proche de l'enquête avait indiqué en septembre à l'AFP qu'Adrien Guihal, jihadiste ayant revendiqué l'attentat de Nice en juillet 2016, faisait partie des 47 transférés.

Interrogés sur l'identité des 13 hommes rencontrés, Mes Dosé et Bagard n'ont pas répondu à l'AFP.

Ces prisonniers sont apparus "dans une combinaison marron", "enchaînés" deux par deux, avec "une serviette sur la tête", d'après le rapport rédigé par ces avocats et consulté mardi par l'AFP en exclusivité. Des membres du contre-terrorisme irakien ont assisté aux échanges.

Les 13 ont déclaré avoir été interpellés entre 2017 et la chute de l'EI à Baghouz en mars 2019, puis emprisonnés dans la prison de Dêrik au nord de la Syrie, dans des conditions "extrêmement difficiles", où ils ont été témoins du décès de quatre autres Français "en raison de carences sévères et de maladies".

- "Aveux" contraints -

Ils affirment y avoir été interrogés plusieurs fois, notamment par le FBI et la CIA dès juillet 2018, puis par des interrogateurs "très probablement français" et par "une personne espagnole se réclamant de la Commission européenne".

Ils disent avoir été transférés le 21 juillet 2025 en Irak, dans une cellule collective où ils ont environ "deux mètres carrés" chacun pour vivre.

Ces hommes témoignent de "tortures et traitement inhumains": menottage dans le dos "avec un système de poulie", gifles, étranglements, menaces de viols "avec des barres de fer"... Des violences pour leur "faire avouer leur présence en Irak" sous l'EI afin de les faire juger à Bagdad, ont accusé les avocats.

Pour être compétente, la justice irakienne doit pouvoir prouver leur présence sur son territoire sous l'EI. Est-ce le cas ? "Ils nous ont assuré qu'ils n'avaient pas séjourné en Irak avant leur interpellation en Syrie et leur transfert à Bagdad", ont répondu à l'AFP les avocats.

Ces transferts rappellent ceux de onze Français, condamnés à mort en Irak en 2019, puis à la prison à vie. "Un simulacre d'audience", où ils "n'ont jamais eu accès à leur dossier, ni à un interprète, ni à une défense effective", s'indignent Mes Bagard et Dosé.

Ces 11 jihadistes présumés demandent actuellement à purger leur peine en France, où ils font l'objet d'investigations antiterroristes. Une juge d'instruction enquête aussi, depuis décembre 2023, sur leurs conditions d'emprisonnement en Irak, pour tortures et détention arbitraire notamment.

- "La France récidive" -

"Six ans plus tard, la France récidive donc en se rendant complice du transfert illégal de 47 ressortissants français du nord-est syrien à Bagdad", ont fustigé les avocats. Et "parmi eux, un jeune majeur qui a été emmené en Syrie par sa mère alors qu'il était âgé de 11 ou 12 ans, et qui était jusqu'alors détenu au centre de réhabilitation d'Orkesh".

"On a laissé grandir des gosses dans des conditions misérables, alors qu'ils ne sont coupables de rien, et maintenant qu'ils sont jeunes majeurs, on les abandonne dans les prisons irakiennes", s'est insurgé auprès de l'AFP l'eurodéputé EELV Mounir Satouri qui a pu visiter Orkesh en juin 2025.

Concernant les 47 transférés, "notre ambassade à Bagdad est mobilisée, en lien avec les autorités irakiennes, pour exercer leur protection consulaire conformément à la Convention de Vienne de 1963", a de son côté assuré à l'AFP une source diplomatique française.

Mais Mes Dosé et Bagard voient dans ces transferts en Irak la "marque d'une faiblesse qui en dit long sur nos renonciations et le signe d'un désastre sécuritaire annoncé".

D'un côté, la justice antiterroriste française s'efforce de décortiquer les parcours des combattants présumés.

Mais de l'autre, l'Etat français "sous-traite le sort judiciaire de ses propres ressortissants à l'Irak", s'indigne Me Bagard, et prend, selon lui, le risque d'une perte d'informations pour la lutte antiterroriste française. "Ce n'est pas sans raison que les États-Unis appellent chaque Etat à rapatrier leurs ressortissants transférés en Irak", a relevé l'avocat.

En France, des victimes d'attentats se disent favorables au rapatriement des suspects. "Nous avons confiance en la justice antiterroriste et déplorons que des calculs politiciens entravent la bonne marche de la justice", a ainsi expliqué à l'AFP Arthur Dénouveaux, président de l'association Life For Paris regroupant des victimes du 13-Novembre.

M. Dénouveaux demande également que les enfants de jihadistes français "soient ramenés" pour leur apporter "la protection que nous leur devons".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2026

Le Parlement irakien reporte la désignation du chef de l'Etat

Bagdad, 27 jan 2026 (AFP) — Le Parlement irakien a ajourné mardi l'élection du chef de l'Etat à la demande des deux principaux partis kurdes, qui ont souhaité un délai pour s'entendre sur le nom d'un candidat, a annoncé l'agence de presse officielle Ina.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite, et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

Selon Ina, le président du Parlement, Haibat al-Halboussi, a reçu des demandes des deux principaux partis kurdes d'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), visant à repousser le vote afin de leur "accorder plus de temps" pour désigner un candidat.

En vertu d'un accord tacite entre ces deux partis, un membre de l'UPK détient la présidence irakienne, tandis que le président et le Premier ministre régional de la région kurde semi-autonome sont choisis au sein du PDK.

Mais cette fois, le PDK a désigné son propre candidat à la présidence du pays, le ministre des Affaires étrangères Fouad Hussein.

Une fois élu, le président disposera de 15 jours pour nommer un Premier ministre, qui devrait être l'ancien chef du gouvernement Nouri al-Maliki.

Samedi, le Cadre de coordination, une alliance de factions chiites aux liens divers avec l'Iran, a désigné M. Maliki, figure de la vie politique irakienne âgé de 75 ans, au poste de Premier ministre "en tant que candidat du plus grand bloc parlementaire". Perçu comme proche de l'Iran, il avait quitté le pouvoir en 2014 sous la pression de Washington.

Cette nomination semble susciter des inquiétudes à Washington, où le secrétaire d'Etat Marco Rubio a mis en garde dimanche contre la formation d'un gouvernement pro-iranien en Irak.

Une source irakienne proche du Cadre de coordination a indiqué à l'AFP que Washington avait fait savoir qu'il portait "un regard négatif sur les précédents gouvernements dirigés" par M. Maliki.

L'Irak a longtemps été un terrain de confrontation par procuration entre les Etats-Unis et l'Iran, les gouvernements successifs négociant un équilibre délicat entre ces deux adversaires.

Le nouveau Premier ministre devra notamment répondre à une exigence de longue date de Washington: le désarmement des factions soutenues par Téhéran, dont beaucoup sont désignées comme groupes terroristes par les États-Unis.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2026

Syrie: des forces russes se retirent d'un aéroport de la zone kurde (source militaire et AFP)

Qamichli (Syrie), 27 jan 2026 (AFP) — La Russie a retiré des forces et des armes d'une petite base à l'aéroport de Qamichli, dans la zone autonome kurde du nord-est de la Syrie, selon une source militaire, un correspondant de l'AFP confirmant le départ de matériel.

Ce retrait russe intervient alors que les forces kurdes, qui contrôlent toujours Qamichli, ont subi un important revers face à l'armée syrienne, à laquelle ils ont dû céder de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie.

"Les forces russes retirent leur matériel et leurs armes lourdes de l'aéroport", a indiqué la source militaire syrienne, basée dans le nord-est du pays, à l'AFP.

Elle a précisé que le matériel et les armes étaient "transportés par avion vers la base russe de Hmeimim", dans l'ouest du pays.

Un correspondant de l'AFP a vu mardi un avion cargo portant le drapeau russe décoller de l'aéroport de Qamichli, ville à majorité kurde.

"C'est le dernier avion à partir", a déclaré à l'AFP un garde des forces de sécurité intérieures kurdes à l'aéroport.

Le correspondant a constaté qu'il n'y avait plus de drapeaux russes à l'aéroport. Un avion cargo, au moins un hélicoptère, des véhicules militaires et des radars, qui s'y trouvaient la veille n'étaient plus visibles mardi.

Interrogées par l'AFP sur ce repli russe, ni les autorités syriennes, ni l'autorité autonome kurde n'ont répondu.

Disposant d'importantes bases dans l'ouest du pays, la Russie, qui était l'alliée du président déchu Bachar al-Assad, s'était déployée fin 2019 dans les zones kurdes du nord-est, en vertu d'un accord avec la Turquie.

L'objectif était de servir de force tampon entre la Turquie et les Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), aujourd'hui repliées sur la zone de Hassaké et dont le nouveau pouvoir islamiste de Damas réclame la dissolution.

Les Etats-Unis maintiennent de leur côté une présence militaire dans le nord de la Syrie.

La Russie maintient des bases militaires à Tartous et Hmei-

mim, situées sur la côte méditerranéenne, qui constituent les seuls avant-postes militaires officiels de la Russie en dehors de l'ex-URSS.

Moscou avait largement utilisé ces installations lors de son intervention en 2015 dans la guerre civile syrienne en soutien à Bachar al-Assad, pilonnant les zones tenues par les rebelles.

Le nouveau président syrien, Ahmad al-Chareh, s'est rendu à Moscou en octobre et affirmé vouloir "redéfinir" les relations avec la Russie, qui souhaite maintenir ses bases.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2026

Les attaques contre les Kurdes en Syrie portent un coup au processus de paix en Turquie, prévient le PKK

Bagdad, 27 jan 2026 (AFP) — Les récents affrontements entre l'armée syrienne et les forces kurdes en Syrie constituent "un revers" pour le processus de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie, a déclaré mardi à l'AFP un responsable du mouvement.

"Les développements en Syrie, et plus largement au Moyen-Orient, ont eu un impact direct" sur ce processus, a affirmé Zagros Hiwa, porte-parole de la branche politique du PKK.

Le représentant a également qualifié les "attaques" contre les Kurdes dans le nord-est de la Syrie de "complot et conspiration" pour faire dérailler les négociations.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) ont été contraintes ces dernières semaines à céder des pans entiers de territoire aux troupes gouvernementales de Damas.

Un cessez-le-feu est actuellement en vigueur et a été prolongé de 15 jours samedi, mais les deux parties s'accusent mutuellement de violations.

Ces affrontements font craindre un déraillement du processus de paix entre Ankara, proche allié du gouvernement syrien, et le PKK, initié en octobre 2024 et visant à mettre fin à plus de quatre décennies d'affrontements qui ont fait 50.000 morts.

Dans une déclaration séparée à la chaine de télévision Sterk, rapportée mardi par l'agence de presse prokurde Mezopotamia, un autre commandant du PKK, Murat Karayilan, met en garde directement le président turc Recep Tayyip Erdogan et son allié nationaliste Devlet Bahceli.

Ils "devraient savoir qu'il ne peut y avoir de paix avec les Kurdes sur la tombe du Rojava", du nom du territoire kurde autonome autoproclamé dans le nord-est de la Syrie.

"En d'autres termes, s'il s'agit de paix et de fraternité cette politique doit être abandonnée et un changement radical engagé", ajoute-t-il.

Pour Zagros Hiwa "l'engagement du PKK pour le processus de paix est une question stratégique". Mais "la nouvelle stratégie n'exclut pas l'urgence de se défendre contre des attaques génocidaires", a-t-il ajouté, tout en exprimant son "espoir" que le cessez-le-feu tienne en Syrie.

Le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, leader historique détenu depuis 1999 au large d'Istanbul, avait déjà dénoncé avec ces affrontements "une tentative de saboter le processus de paix"

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2026

Washington menace de cesser son aide à l'Irak si Maliki est au pouvoir

Washington (États-Unis), 27 jan 2026 (AFP) — Des responsables américains le disaient à mots couverts, Donald Trump a mis les pieds dans le plat mardi: les Etats-Unis cesseront leur soutien à l'Irak si l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, soutenu par les partis chiites proches de Téhéran, devait revenir au pouvoir.

"J'ai entendu dire que le grand pays qu'est l'Irak pourrait faire un très mauvais choix en réinstallant Nouri al-Maliki au poste de Premier ministre", a écrit le président américain sur son réseau Truth Social.

"La dernière fois que Maliki était au pouvoir, le pays a sombré dans la pauvreté et le chaos total. Cela ne doit pas se reproduire", a-t-il souligné, en ajoutant qu'"en raison de ses politiques et idéologies insensées, s'il est élu, les Etats-Unis d'Amérique ne viendront plus en aide à l'Irak".

M. Maliki, âgé de 75 ans et figure centrale de la vie politique en Irak, a reçu samedi l'appui de la principale alliance chiite du pays, le Cadre de coordination, qui détient la majorité au Parlement et a des liens divers avec Téhéran, pour redevenir Premier ministre.

Perçu comme proche de l'Iran, il avait quitté le pouvoir en 2014 déjà sous la pression de Washington.

Cette nomination inquiète au plus haut niveau à Washing-

ton, où le secrétaire d'Etat Marco Rubio a mis en garde dès dimanche contre la formation d'un gouvernement pro-iranien en Irak.

Lors d'un entretien téléphonique avec l'actuel Premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani, Marco Rubio avait dit espérer que le futur gouvernement irakien ferait du pays "une force de stabilité, de prospérité et de sécurité dans le Moyen-Orient".

Un éventuel gouvernement irakien pro-Iran serait une rare éclaircie pour Téhéran, sous forte pression sur le plan national comme international.

Une source irakienne proche du Cadre de coordination a dit à l'AFP que Washington avait fait savoir qu'il portait "un regard négatif sur les précédents gouvernements dirigés" par M. Maliki.

L'avertissement américain survient alors que les Etats-Unis transfèrent des centaines de détenus du groupe Etat islamique (EI) de la Syrie vers l'Irak.

En parallèle, l'Irak a annoncé récemment la fin du retrait des forces de la coalition dirigée par les Etats-Unis des bases situées sur le territoire fédéral du pays, à l'exclusion de la région autonome du Kurdistan, dans le nord.

La grande majorité des forces de la coalition s'étaient retirées des bases irakiennes dans le cadre d'un accord conclu en 2024 entre Bagdad et Washington, qui prévoyait la fin de la mission en Irak à fin 2025 et d'ici septembre 2026 dans la région du Kurdistan.

- L'élection du chef de l'Etat ajournée -

L'Irak a longtemps été un terrain de confrontation par procuration entre les Etats-Unis et l'Iran, les gouvernements successifs négociant un équilibre délicat entre ces deux adversaires.

Le nouveau Premier ministre devra notamment répondre à une exigence de longue date de Washington: le désarmement des factions soutenues par Téhéran, dont beaucoup sont désignées comme groupes terroristes par les Etats-Unis.

Les Etats-Unis disposent d'un important moyen de pression contre l'Irak. Ils contrôlent une large partie des recettes de l'exportation de pétrole du pays conformément à un accord de 2003, conclu après l'invasion américaine et le renversement de Saddam Hussein.

L'actuel Premier ministre, en poste depuis 2022, a gagné la confiance américaine en s'employant à faire diminuer les violences des groupes armés chiites soutenus par Téhéran.

Par ailleurs, le Parlement irakien a ajourné mardi l'élection du chef de l'Etat à la demande des deux principaux partis kurdes, qui ont souhaité un délai pour s'entendre sur le nom d'un candidat, a annoncé l'agence de presse officielle Ina.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite, et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 janvier 2026

Poutine reçoit le président syrien au moment où Moscou cherche à préserver ses bases militaires

Moscou, 28 jan 2026 (AFP) — Le président russe Vladimir Poutine a reçu mercredi son homologue syrien, Ahmad al-Chareh, pour la deuxième fois depuis le renversement en 2024 de Bachar al-Assad, allié du Kremlin, au moment où Moscou cherche à préserver ses bases militaires en Syrie.

Vladimir Poutine a salué les progrès "en termes de restauration des relations interétatiques" entre la Russie et la Syrie, ébranlées par le changement de pouvoir à Damas, lors de déclarations devant la presse au Kremlin aux côtés de M. al-Chareh.

Celui-ci a de son côté souligné que "les positions de la Russie au cours de l'année écoulée ont soutenu l'unité du territoire syrien" et le "rôle historique" de Moscou "non seulement pour l'unité et la stabilité de la Syrie, mais de toute la région".

Il s'agit de la deuxième visite du président syrien en Russie en quatre mois, dans un contexte d'inquiétudes des Européens et Américains d'une résurgence des jihadistes en Syrie, en particulier ceux de l'organisation Etat islamique (EI).

Les deux dirigeants n'ont pas mentionné devant la presse l'épineuse question de l'extradition du président syrien déchu Bachar al-Assad, réfugié en Russie depuis son éviction du pouvoir et voulue par Damas, ni celle de la présence militaire russe en Syrie.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré en amont de la rencontre "ne pas douter" que cette dernière serait abordée.

Selon lui, les négociations devaient aborder la "coopération bilatérale, en premier lieu dans le domaine économique", ainsi qu'un "échange de points de vue sur la situation dans la région".

- incertitudes -

La délégation syrienne a été accueillie au Kremlin notamment par les ministres russes des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et de la Défense Andreï Belooussov, le général Igor Kostioukov qui dirige le renseignement militaire (GRU), et les conseillers économique et diplomatique de Vladimir Poutine, a constaté une journaliste de l'AFP.

La Russie a retiré cette semaine ses forces et armements de l'aéroport de Qamichli, dans la zone autonome kurde du nord-est du pays où elle maintenait une petite installation, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Moscou y avait déployé ses forces fin 2019, en vertu d'un accord avec la Turquie.

Ce retrait intervient alors que les forces kurdes, qui contrôlent toujours Qamichli, ont subi ces dernières semaines un important revers face à

l'armée syrienne, à laquelle ils ont dû céder de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie.

La Russie a été un allié clé de l'ex-président syrien Bachar al-Assad et est intervenue militairement en Syrie à partir de 2015 en soutien aux forces gouvernementales face aux rebelles et jihadistes, dont faisait partie Ahmad al-Chareh.

Le renversement de Bachar al-Assad a porté un coup à l'influence russe au Moyen-Orient, même si le nouveau pouvoir syrien maintient jusqu'à présent des relations cordiales avec Moscou.

Le régime actuel de Damas mène une offensive militaire contre les territoires contrôlés jusqu'ici par la coalition des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominée par les Kurdes.

Mais cette opération a provoqué de grandes incertitudes autour des camps et prisons dans le nord-est du pays, où les FDS gardaient des milliers d'anciens jihadistes de l'EI et leurs famille depuis 2019.

Un cessez-le-feu est actuellement en vigueur et a été prolongé de 15 jours samedi, mais les deux camps s'accusent mutuellement de violations.

La France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Etats-Unis ont appelé mardi les forces gouvernementales syriennes et les combattants kurdes à "éviter tout vide sécuritaire" qui serait favorable aux jihadistes de l'EI.

Le président américain, Donald Trump, a ensuite assuré, à l'issue d'un entretien téléphonique avec son homologue syrien, que "tout se pass(ait) très bien".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 janvier 2026

Turquie : un club de foot menacé de sanction pour une vidéo de soutien aux combattants kurdes de Syrie

Ankara, 28 jan 2026 (AFP) — Les dirigeants du principal club de football kurde de Turquie ont été déférés devant le Conseil de discipline de la Fédération turque de football (TFF) pour avoir partagé une vidéo de solidarité avec les combattants kurdes de Syrie, a annoncé la TFF.

Sur une vidéo partagée la semaine passée sur le compte Instagram du club, une femme assise dans les tribunes du stade d'Amedspor se fait tresser les cheveux, avec en fond sonore une chanson reprenant le slogan kurde "Jin, jiyan, azadi" ("Femmes, vie, liberté").

La Fédération reproche aux dirigeants d'Amedspor, basé à Diyarbakir, la plus grande ville à majorité kurde du pays (dans le sud-est), d'avoir "porté atteinte à la réputation du football" turc en se rendant coupables de "propagande idéologique".

Le club, actuel leader du championnat de seconde division turque, pourrait accéder cette année à la première division pour la première fois de son histoire.

La vidéo en cause et de nombreuses autres publiées récemment sur les réseaux sociaux s'inscrivent en réaction à des images d'un soldat syrien se vantant d'avoir coupé la natte d'une combattante kurde, dans le nord-est de la Syrie.

L'armée de Damas cherche à déloger les forces kurdes de cette région, frontalière de la Turquie, considérées comme terroristes par Ankara.

Plusieurs députées du parti prokurde de Turquie, DEM, ont également partagé des images les montrant en train de tresser leurs cheveux en soutien à cette combattante dont le sort reste inconnu.

Une infirmière de Kocaeli, dans le nord-ouest de Turquie, a été arrêtée dimanche pour "propagande terroriste", avant d'être relâchée sous contrôle judiciaire, pour s'être filmée se faisant une natte.

A Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak, des dizaines de femmes kurdes ont également tressé leurs cheveux vendredi lors d'une manifestation.

Les nattes sont considérées comme un symbole des combattantes kurdes qui se sont illustrées en Syrie face au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 janvier 2026

La Turquie offre sa médiation à l'Iran mais est prête à "renforcer" sa frontière

Istanbul, 29 jan 2026 (AFP) — La Turquie propose de jouer les médiateurs entre Téhéran et Washington mais se tient prête à "renforcer sa frontière" avec l'Iran en cas d'attaque américaine contre ce pays, ont déclaré jeudi des responsables turcs.

Le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi, qui affirme que l'Iran répondra à toute attaque des Etats-Unis, est attendu vendredi en Turquie, selon une source au ministère turc des Affaires étrangères.

Téhéran a confirmé cette visite officielle dans un message posté sur X : "La République islamique d'Iran est déterminée à constamment renforcer ses relations avec ses voisins sur la base d'une politique de bon voisinage et d'intérêts communs", a écrit le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan, qui s'est déjà entretenu mercredi avec son homologue iranien, "réitérera l'opposition de la Turquie à toute intervention militaire contre l'Iran, insistant sur les risques d'une telle initiative pour la région et le monde", a dit la source turque.

M. Fidan entend répéter que la Turquie, qui a une frontière de plus de 550 km avec l'Iran, "est prête à contribuer au règlement des tensions actuelles par le dialogue", a poursuivi ce responsable s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Selon le quotidien Hurriyet, le président Recep Tayyip Erdogan pousse de son côté pour l'organisation d'une réunion trilatéral a l e Etats-Unis/Iran/Turquie.

Un haut responsable turc a par ailleurs confié à l'AFP que son pays se tenait prêt, en parallèle, à "renforcer la sécurité à sa frontière" avec l'Iran, sans aller jusqu'à évoquer l'hypothèse d'une zone tampon avancée par des médias turcs.

La Turquie a déjà érigé un mur long de 380 km à cette frontière "mais ce n'est pas suffisant", a-t-il estimé sous le couvert de l'anonymat.

Cet ouvrage, qui coupe des régions montagneuses et fortement enneigées en hiver, a été érigé afin de contenir les passages d'immigrants illégaux en provenance d'Iran et d'Afghanistan notamment mais aussi les trafics de stupéfiants.

Surmonté de barbelés et de miradors, ce mur est doublé de tranchées où l'armée patrouille 24 heures sur 24.

- "Doigt sur la gâchette" -

Aucun afflux notable n'a été constaté à cette frontière au plus fort de la vague de contestation qui a secoué l'Iran fin décembre et début janvier avant d'être réprimée dans le sang.

Mais des frappes américaines pourraient changer la donne à la frontière turco-iranienne, Ankara s'inquiétant également d'un regain d'activité de combattants kurdes sur le sol iranien.

"La Turquie se concentre moins sur un règlement complet des différends entre les Etats-Unis et l'Iran que sur la prévention d'une intervention militaire (qui) engendrerait une cascade de problèmes sécuritaires à sa frontière, dont des migrations massives", explique à l'AFP Arif Keskin, un universitaire iranien, à Ankara.

Dans ce cadre, pense-t-il, les efforts d'apaisement de la Turquie "rejoignent l'approche des cercles favorables à la négociation en Iran. Sachant que celui qui bénéficierait le plus d'un éventuel accord est le régime iranien lui-même".

Pour M. Keskin, si malgré les déclarations de leur président, les Etats-Unis optent pour la négociation plutôt que l'action militaire, "cela pourra aussi être perçu comme une victoire significative du pouvoir iranien sur ses opposants malgré les tueries".

Plus de 6.200 personnes, dont 5.850 manifestants environ, ont été tuées en Iran, d'après un bilan actualisé de l'ONG Human Rights Activists News Agency (HRANA), dont le siège est aux Etats-Unis.

Cette organisation, qui dispose d'un vaste réseau de sources en Iran, enquête sur plus de 17.000 potentielles morts supplémentaires.

Mercredi, le ministre iranien des Affaires étrangères a assuré que les forces iraniennes avaient "le doigt sur la gâchette", prêtes à répondre à toute attaque américaine, en réponse aux menaces de Donald Trump qui a dépêché des forces dans le Golfe et affirmé que "le temps est compté" pour Téhéran.

M. Araghchi a toutefois répété que l'Iran était prêt à un accord "juste" et "équitable" sur le nucléaire.

Le ministre turc des Affaires étrangères a d'ailleurs "conseillé" mercredi aux Etats-Unis de discuter avec Téhéran, jugeant qu'attaquer l'Iran serait une "erreur".

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 janvier 2026

Quelles sont les bases militaires américaines au Moyen-Orient?

Washington (États-Unis), 29 jan 2026 (AFP) — Les États-Unis et l'Iran semblent se rapprocher d'un conflit militaire, le président américain Donald Trump ayant affirmé que l'armée américaine était "prête" et "capable" de frapper son ennemi juré.

Le porte-parole de l'armée iranienne a déclaré jeudi que son pays riposterait "immédiatement" en cas d'attaque, rappelant que de "nombreuses" bases américaines situées dans la région se trouvaient à portée des missiles iraniens.

Washington a renforcé sa présence dans le Golfe en y envoyant le porte-avions Abraham Lincoln et son escorte, arrivés sur place lundi.

- Bahreïn -

Le petit royaume du Golfe abrite une installation appelée Activité de soutien naval du Bahreïn, où se trouvent la Cinquième flotte de la marine américaine et le quartier général des Forces navales centrales des Etats-Unis.

Le port en eaux profondes de Bahreïn peut accueillir les plus grands navires militaires américains, comme les porte-avions, et la marine américaine utilise cette base dans le pays depuis 1948, époque où elle était exploitée par la Royal Navy britannique.
Plusieurs navires américains ont leur port d'attache à Bahreïn, notamment des bâtiments anti-mines et navires de soutien logistique. La Garde côtière américaine dispose également de navires dans le pays, dont des vedettes d'intervention rapide.

- Irak -

Les États-Unis ont déployé des troupes dans la région autonome kurde d'Irak dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe État islamique, mais leur mission devrait prendre fin d'ici septembre 2026, conformément à un accord conclu entre Washington et Bagdad.

Les forces américaines ont déjà achevé leur retrait des autres installations situées en Irak - dont le gouvernement est un proche allié de l'Iran, mais aussi un partenaire stratégique de Washington - en vertu du même accord.

Les forces américaines en Irak et en Syrie ont été à plusieurs reprises la cible de militants pro-iraniens après le déclenchement de la guerre dans la bande de Gaza en octobre 2023, mais elles ont riposté par de lourdes frappes sur des cibles liées à Téhéran, et les attaques ont en grande partie cessé.

- Koweït -

Le Koweït héberge plusieurs bases américaines, notamment le Camp Arifjan, qui accueille le quartier général avancé de la composante armée de terre du CENTCOM.

L'armée américaine dispose également de stocks de matériel prépositionné dans le pays. La base aérienne Ali al-Salem accueille la 386e escadre expéditionnaire aérienne, que l'armée décrit comme la "principale plaque tournante pour l'acheminement de la puissance de combat aux forces conjointes et de la coalition" dans la région.

De plus, les Etats-Unis disposent de drones, y compris des MQ-9 Reapers, au Koweït.

- Qatar -

La base aérienne d'Al-Udeid au Qatar comprend les composantes avancées du CENTCOM, ainsi que ses forces aériennes et ses forces d'opérations spéciales dans la région.

Elle accueille également des avions de combat en rotation, ainsi que la 379e escadre expéditionnaire aérienne, qui, selon l'armée, comprend "des moyens de transport aérien, de ravitaillement en vol, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, ainsi que des moyens d'évacuation sanitaire aérienne".
L'Iran a tiré des missiles sur Al-Udeid en juin à la suite des frappes américaines visant des installations nucléaires iraniennes.

- Syrie -

Les Etats-Unis maintiennent depuis des années des présences militaires dans une série d'installations en Syrie dans le cadre des efforts internationaux contre le groupe Etat islamique.

Deux soldats américains et un interprète civil ont été tués en Syrie en décembre lors d'une attaque attribuée au groupe État islamique.

- Emirats arabes unis -

La base aérienne d'Al-Dhafra aux Emirats arabes unis abrite la 380e escadre expéditionnaire aérienne américaine, une force composée de 10 escadrons d'avions et incluant également des drones tels que les MQ-9 Reapers.
Des avions de combat ont effectué des rotations sur la base d'Al-Dhafra, qui héberge également le Gulf Air Warfare Center pour l'entraînement à la défense aérienne et antimissile.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 janvier 2026

Syrie: Damas et les Kurdes annoncent un accord, une "étape historique" selon Washington

Damas, 30 jan 2026 (AFP) — Après des mois d'impasse et des combats, Damas et les Kurdes ont annoncé vendredi un accord "global" en vertu duquel les forces et l'administration de la zone autonome kurde seront progressivement intégrées au sein de l'Etat syrien, déterminé à contrôler l'ensemble du territoire national.

Les Etat-Unis, qui soutenaient les forces kurdes dans leur lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) mais appuient désormais le pouvoir du président islamiste Ahmad al-Chareh, ont salué une "étape historique" dans l'unification de la Syrie.

Cet accord intervient après que les puissantes forces kurdes ont subi un important revers face à l'armée syrienne, à laquelle ils ont dû céder de larges pans du nord et du nord-est de la Syrie sous la pression militaire

Le texte prévoit que les forces de sécurité de Damas se déploient dans la zone autonome kurde, établie par cette minorité dans le nord et le nord-est du pays au cours de la guerre civile (2011-2024).

Les nouvelles autorités islamistes, qui ont renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad, sont déterminées à étendre leur autorité sur l'ensemble du territoire syrien.
Le texte de l'accord a été d'abord annoncé par les FDS, puis par la chaîne de télévision officielle syrienne.

S'il met fin aux espoirs d'autonomie des Kurdes, il offre certaines concessions par rapport à un accord annoncé le 18 janvier par Damas et rejeté par les Kurdes.

Ainsi, les puissantes Forces Démocratiques syriennes (FDS) resteront regroupées au sein d'une division de l'armée syrienne, constituée de trois brigades, selon l'accord.

- Poche de Kobané -

En outre, les forces kurdes de la poche de Kobané, plus à l'ouest, seront constituées en une brigade relevant de l'armée.

Kobané, séparée territorialement de la zone autonome et ville symbole de la victoire des combattants kurdes contre les jihadistes de l'EI, est actuellement cernée par l'armée.

Les "administrations de la zone autonome seront intégrées au sein des institutions de l'Etat syrien, et les employés civils seront maintenus" dans leurs fonctions", ajoute également le texte.

Un source gouvernementale citée par la télévision officielle a souligné que "l'Etat va prendre le contrôle de toutes les institutions civiles et gouvernementales, ainsi que les postes-frontières".

Les Kurdes contrôlaient une portion de la frontière avec la Turquie au nord, qui était fermée, et avec l'Irak à l'est, qui constituait le principal point de passage vers la zone autonome.

Le texte prévoit en outre la consolidation du cessez-le-feu, que Damas et les FDS avaient prolongé le 24 janvier pour 15 jours, et "le retrait des forces militaires des points de contact".

- France et Etats-Unis -

Sur X, Elham Ahmed, une haute dirigeante de l'administration autonome, a exprimé sa "profonde gratitude aux médiateurs", notamment "les Etats-Unis et la France, qui ont déployé des efforts considérables" afin de parvenir à cet accord.

L'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, a salué une "étape historique" dans "le cheminement de la Syrie vers la réconciliation nationale, l'unité et la stabilité".

A Paris, une source de l'Elysée a souligné jeudi que la France a déployé "beaucoup d'efforts diplomatiques pour pousser vers un accord, à commencer par le président" Emmanuel Macron qui "a eu à plusieurs reprises depuis le 10 janvier le président Chareh et le général Mazloum Abdi", chef des FDS

Damas et les Kurdes avaient signé en mars 2024 pour l'intégration des institutions de la zone autonome au sein de l'Etat, mais les négociations n'avaient jamais abouti.

Le pouvoir syrien a lancé début janvier une offensive qui lui a permis de déloger les combattants kurdes de deux quartiers qu'ils tenaient dans la ville d'Alep (nord), avant de les pousser à se retirer des provinces de Raqa et Deir Ezzor.

Ce retrait a été accéléré par la défection massive des combattants arabes au sein des FDS, qui se sont ralliés au pouvoir syrien lors de l'offensive de l'armée.

Dans le même temps, le président Chareh avait publié un décret accordant des droits nationaux à la minorité kurde, dont la langue sera désormais officielle.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 janvier 2026

Syrie: le camp de proches de jihadistes d'al-Hol proclamé "zone sécuritaire"

Damas, 30 jan 2026 (AFP) — L'armée syrienne a proclamé vendredi le camp d'al-Hol, où sont détenus des proches de jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, "zone sécuritaire fermée".

Les forces syriennes avaient pris le contrôle le semaine dernière de ce camp après le retrait sous la pression des forces kurdes.

Al-Hol, le plus grand camp de familles de l'EI en Syrie, abrite quelque 24.000 personnes, dont 15.000 Syriens et environ 6.200 femmes et enfants étrangers de 42 nationalités, dont des Occidentaux.

Un ancien employé humanitaire avait indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat que des détenus avaient profité du "vide sécuritaire" entre le retrait des forces kurdes et le déploiement des forces syriennes pour s'évader, sans en préciser le nombre ou la nationalité.

Les forces kurdes avaient été le fer de lance de la lutte contre l'EI en Syrie, avec l'appui de la coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis, et avaient incarcéré des milliers de jihadistes dans des prisons, alors que leurs familles étaient placées dans des camps.

Pour éviter des évasions et que des jihadistes puissent venir grossir les rangs de l'EI toujours actif en Syrie, les Etats-Unis ont commencé la semaine dernière à transférer des prisonniers, parmi lesquels des Européens, vers l'Irak voisin.

L'armée américaine a indiqué vouloir transférer jusqu'à 7.000 suspects de l'EI.

Pour sa part, l'EI a appelé, dans son bulletin de propagande hebdomadaire, Al-Nabaa, ses partisans à libérer les prisonniers d'al-Hol, selon le groupe SITE, spécialisé dans la recherche antiterroriste.

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR) a pris en charge la gestion du camp au début de l'année.

Il avait indiqué avoir repris la livraison d'eau et de pain après une interruption de plusieurs jours.

Dans un communiqué, l'organisation Save The Children a déclaré vendredi que la situation humanitaire dans le camp "se détériorait rapidement", et que la nourriture, l'eau et les médicaments devenaient rares.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 janvier 2026

En Iran, la répression jusque dans les chambres d'hôpitaux

Paris (France), 30 jan 2026 (AFP) — Blessés, médecins et soignants arrêtés: en Iran, la répression des manifestations ayant défié début janvier la République islamique s'abat jusque dans les hôpitaux, selon des ONG.

Sajad Rahimi, 36 ans, pourtant grièvement blessé par balles, a refusé que ses amis le transportent à l'hôpital, raconte l'organisation Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, qui a enquêté sur ce cas et s'est entretenue avec le frère de la victime.

Originaire de Fars (sud), il redoutait que les forces de sécurité ne viennent l'y "achever". Sa famille a finalement décidé de le transférer dans un établissement hospitalier, où il est décédé des suites d'une hémorragie sévère.

"Le médecin a expliqué que s'il était arrivé à l'hôpital seulement dix minutes plus tôt, il aurait probablement survécu", a confié son frère à IHR.

Durant la vague de contestation qui a secoué l'Iran, les forces de sécurité ont tué des milliers de personnes et blessé un grand nombre de manifestants en les visant directement, souvent avec des munitions au plomb, d'après les organisations de défense des droits humains.

Ces projectiles peuvent laisser des bouts de métal incrustés dans le corps, nécessitant une extraction médicale.

- "Descentes" -

Or, accusent les ONG, les autorités iraniennes sont allées traquer dans les hôpitaux les patients présentant ce type de blessures.

Amnesty International ajoute avoir reçu des informations selon lesquelles le personnel médical de la province d'Ispahan, dans le centre du pays, avait reçu l'ordre de les signaler aux autorités.

Le Centre pour les droits humains en Iran (CHRI), dont le siège est à New York, a également "documenté des cas dans lesquels les forces de sécurité ont pris d'assaut des hôpitaux" à la recherche de manifestants. L'Association médicale mondiale (WMA) a dit avoir reçu des informations similaires.

Le personnel médical est lui aussi ciblé, IHR mentionnant des "descentes des autorités dans certains établissements médicaux et centres improvisés pour blessés afin d'arrêter le personnel médical et des secouristes bénévoles".

L'organisation Hengaw, également basée en Norvège, a mis en avant le cas du docteur Ali Reza Golchni, de la ville de Qazvin, au nord-ouest de

Téhéran, qui aurait été arrêté "pour avoir prodigué des soins à des manifestants blessés".

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est aussi inquiétée d'informations faisant état de l'interpellation d'au moins cinq médecins.

- "Ne soyez pas inquiets" -

"Aucun cas d'arrestation pour avoir soigné des patients n'a été signalé", a démenti vendredi Mohammad Raeeszadeh, président du Conseil de l'Ordre des médecins.

"Seul un nombre très limité" de membres du personnel médical a été arrêté en lien avec les manifestations, a-t-il ajouté, cité par l'agence de presse Tasnim, sans préciser les raisons de leur interpellation.

Plus tôt dans la semaine, le ministère de la Santé avait exhorté les protestataires blessés à se rendre à l'hôpital. "Vous ne devez pas être inquiets en vous rendant dans un centre médical", a-t-il lancé.

Et quand les manifestants ne sont pas arrêtés, leurs proches font l'objet d'intimidations, dénonce l'organisation Hengaw. Elle cite le cas de Taher Malekshahi, un garçon kurdo-iranien de 12 ans originaire de Qorveh, dans l'ouest de l'Iran, qui a perdu un oeil. Sur une photo, son visage apparaît criblé de marques de plombs. Alors qu'il reçoit actuellement des soins intensifs à Téhéran, "les autorités ont fait pression sur sa famille pour qu'elle affirme qu'il avait été blessé par des +terroristes+, en échange da sa reconnaissance par l'Etat comme invalide de guerre", selon l'ONG.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 janvier 2026

Turquie: un convoi d'aide vers une ville à majorité kurde en Syrie bloqué avant d'atteindre la frontière

Ankara, 31 jan 2026 (AFP) — Un convoi d'aide vers Kobané, ville à majorité kurde du nord de la Syrie cernée par l'armée syrienne, a été bloqué par les autorités turques avant d'atteindre la frontière, ont dénoncé samedi des ONG et une députée turque qui accompagne le convoi, malgré l'accord annoncé vendredi entre Damas et les Kurdes syriens.

"Les camions attendent toujours dans un dépôt sur l'autoroute. Nous poursuivrons nos négociations aujourd'hui. Nous souhaitons qu'ils puissent passer par le poste-frontière de Mursitpinar", situé du côté turc en face de Kobané, a déclaré à l'AFP Adalet Kaya, députée du parti prokurde DEM, qui accompagne le convoi.

25 camions contenant de l'eau, du lait, des préparations pour nourrissons et des couvertures collectés à Diyarbakir, principale ville du sud-est à majorité kurde de Turquie, "n'ont pas été autorisés à franchir la frontière", a affirmé sur X la Plateforme de solidarité et de protection de Diyarbakir, qui a organisé la campagne d'aide.

"Bloquer des camions d'aide humanitaire transportant des biens de première nécessité est inacceptable, tant du point de vue du droit humanitaire que du point de vue de la responsabilité morale", a dénoncé la plateforme qui regroupe plusieurs ONG.

Plus tôt cette semaine, des habitants de Kobané avaient déclaré à l'AFP manquer de nourriture, d'eau et d'électricité, alors que la ville était submergée de personnes ayant fui l'avancée de l'armée syrienne.

Les forces kurdes ont accusé l'armée syrienne d'imposer un "siège" à Kobané.

Le poste-frontière de Mursitpinar, situé en face de Kobané, est fermé depuis 2016 par les autorités turques, qui l'ont cependant temporairement ouvert pour le passage de l'aide humanitaire dans le passé.

Le DEM, ainsi que le principal parti de l'opposition turque CHP ont conjointement appelé cette semaine à l'ouverture de Mursitpinar "pour éviter un drame humanitaire".

Les autorités turques indiquent cependant que l'aide peut passer par le poste-frontière d'Oncupinar, situé 181 km plus loin.

"Ce n'est pas juste une question de distance. Nous voulons être sûrs que l'aide parvienne à Kobané et ne soit pas redirigée ailleurs par Damas qui a instauré le siège", a affirmé Adalet Kaya.

Après des mois d'impasse et de violents combats, Damas et les Kurdes syriens ont annoncé vendredi un accord sur l'intégration progressive des forces et de l'administration de la zone autonome kurde au sein de l'État syrien, salué par Washington et Paris.

Kobané, séparée territorialement de la zone autonome et ville symbole de la victoire des combattants kurdes contre le groupe jihadiste État islamique, est toujours cernée par l'armée en attendant l'entrée en vigueur de l'accord.

_____

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.